HAL
open science

Le mouvement des ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains au Texas (1966-1986)

Lucienne Néraud

▶ **To cite this version:**

Lucienne Néraud. Le mouvement des ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains au Texas (1966-1986). Presses universitaires de la Méditerranée, 442 p., 2009, 978-2-84269-867-6. hal-03187000

HAL Id: hal-03187000

https://hal.science/hal-03187000v1

Submitted on 31 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le mouvement des ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains au Texas (1966-1986)

The Mexican and Mexican-American Farmworkers'Movement in Texas (1966-1986)

Lucienne Néraud

Université Paul-Valéry — Montpellier III
2007

Couverture C. Sauveur, PULM, d'après *El Cuhamil*, nº 12, october 1, 1977.

Table des matières

Résumé 9

Abstract 11

Introduction

Introduction 15

I Des *peons* aux migrants (1836-1940) 25

Introduction 27

Des haciendas aux champs de coton (de la colonisation espagnole à la fin du XIXe siècle) 29
1 Conquête et dépossession 29
2 « Découverte » de la main d'œuvre mexicaine et mexicaine-américaine 36

Immigrants et migrants (du début du XXe siècle à la fin des années trente) 45
1 Le plein essor de l'agriculture commerciale 45
2 Les Mexicains, une main d'œuvre abondante et bon marché 50
3 Race et classe en milieu rural 54

Tentatives d'organisation (de la fin du XIXe siècle à la fin des années trente) 61

1 Les années 1880 et 1890 61
2 Les trois premières décennies du xxe siècle 62
3 Les années trente 65

II Préludes (1940-1965) 73

Introduction 75

Amères récoltes 77
1 Petits exploitants et agro-industrie 77
2 Les nouveaux bras de l'agriculture 80
3 Les exclus 91

Mobilisations 103
1 Les années noires du syndicalisme 103
2 La percée politique des Mexicains-Américains 107
3 L'agro-industrie au banc des accusés 114

III De Delano à Rio Grande City (1965-1967) 121

Introduction 123

Le « modèle » californien 125
1 L'*Agricultural Workers Organizing Committee* 125
2 La *National Farm Workers Association* 126
3 Delano 129
4 L'extension du mouvement 134

Les grèves du comté de Starr (1966-1967) 137
1 Le récit des événements 137
2 Un contexte peu favorable 141
3 L'isolement des ouvriers agricoles 146

IV Action politique et enracinement communautaire (1967-1975) 153

Introduction 155

Les campesinos *et le militantisme* chicano 157
1 La *Mexican American Youth Organization* 157
2 La *Raza Unida* à la conquête du pouvoir politique 164
3 Le déclin du *RUP* 169

Regain de l'action syndicale (1969-1975) 175
1 Le travail sur le terrain 175
2 Les boycotts (1972-printemps 1975) 178
3 Les campagnes d'information et de sensibilisation 185

La « Grande Société » en milieu rural : les programmes 189
1 Les types de programmes 189
2 Les programmes fédéraux et d'état 190
3 Les organisations communautaires 198
4 Le bilan 201

Les limites de la guerre contre la pauvreté des ouvriers agricoles 207
1 Les obstacles 207
2 Les problèmes non résolus 215

V Action directe et lobbying (1975-1986) 225

Introduction 227

La reprise des grèves 229
1 Le conflit de 1975 et la formation du *Texas Farm Workers Union* 229
2 Les campagnes d'organisation du *TFW* (1975-1982) 233
3 Jesus Moya et l'*International Union of Agricultural and Industrial Workers* (1983-1986) 241
4 Les choix difficiles de l'*UFW* 243

La révision du droit du travail 247
1 Le *TFW* et le*Texas Agricultural Labor Relations Act* 247
2 L'*UFW* et la réforme de la législation 256

L'intervention des tribunaux 273
1 Magistrats et législateurs 273
2 Cours de justice et infractions à la législation 285

Pauvreté rurale et reaganisme 297
1 De la « Guerre contre la pauvreté » à la « guerre contre les pauvres » 297
2 Résistances 308

Le conflit TFW — UFW 319
1 Les frères ennemis 319
2 Divergences idéologiques 322
3 La question des travailleurs clandestins 326

Conclusion

Conclusion 335
1 Bilan 335
2 Les perspectives en 1986 338
3 1986-2006 347

Documents annexes

Bibliographie

Résumé

Dès la fin du dix-neuvième siècle, les ouvriers agricoles du Texas, en grande majorité mexicains et mexicains-américains, ont tenté à plusieurs reprises d'améliorer leurs conditions de travail et de vie dans le cadre de formations très diverses. En 1966, ils se lancent à nouveau dans la lutte, encouragés par la mobilisation très médiatisée des travailleurs des packagingvignobles de la région de Delano, en Californie. Pendant les vingt années qui suivent, les *campesinos* du Texas s'efforcent d'attirer l'attention du public et des autorités sur leur sort et d'arracher des concessions aux exploitants, donnant naissance à un mouvement qui mêle revendications syndicales et sociales, projets de développement communautaire, tactiques non violentes et sentiment religieux. Toutefois, confrontés à l'opposition déterminée des producteurs et de leurs amis politiques, peu soutenus par leurs propres alliés dans un État particulièrement conservateur, déchirés par des conflits internes, desservis par un contexte de crise économique, les ouvriers agricoles ne parviennent pas à modifier véritablement le rapport de force entre employeurs et employés ni à briser le cercle vicieux de leur misère. La question du rôle et du statut de la main d'œuvre mexicaine et mexicaine-américaine dans l'agriculture intensive du Texas continue donc à se poser, de même que celle du choix des stratégies et des formes de lutte et d'organisation les mieux adaptées à une population qui compte encore parmi les plus déshéritées des États-Unis.

Abstract

Since the end of the nineteenth century, Texas farmworkers, in great majority Mexican and Mexican-American, had repeatedly tried to improve their working and living conditions within the framework of various organizations. In 1966, they launched out into collective action again, stimulated by the widely publicized struggle of the Delano vineyard workers in California. During the next twenty years, the Texas *campesinos* did their best to draw the attention of the public and of the authorities to their lot, and to wrest concessions away from the growers. In doing so, they gave birth to a movement that combined union demands, claims for social justice, community organizing projects, non-violent tactics, and religious feelings. However, faced with the determined opposition of the producers and their political friends, receiving hardly enough support from their own allies in a particularly conservative state, torn by internal strife, hurt by the onset of the economic crisis, the Texas farmworkers failed to really alter the balance of power between employers and employees, and to break the vicious circle of their poverty. The issue of the role and status of the Mexican and Mexican-American work force in Texas labor-intensive agriculture remains raised. And so does the question of the choice of the strategies and forms of struggle and organization best adapted to one of the most disadvantaged groups of workers in the United States.

Introduction

Introduction [1]

Au milieu des années soixante, les ouvriers agricoles constituent l'un des groupes les plus démunis des États-Unis, souffrant d'un taux de chômage et de sous-emploi élevé, de revenus très bas, ainsi que d'un grand isolement sur le plan social et politique. Contrairement aux salariés de la plupart des autres secteurs de l'économie, ceux de l'agriculture sont exclus des dispositions prévues par le droit du travail et le droit social. Ils ne disposent pas d'organisations stables capables de négocier des accords avec les employeurs ou de former des groupes de pression pouvant se faire entendre des législateurs. L'éclatement de conflits spontanés et sans lendemain, le départ vers les villes, et l'embauche dans d'autres branches d'activité sont les réponses les plus fréquentes à l'exploitation.

Mais cette situation n'est en rien nouvelle. Depuis des décennies déjà, les conditions de travail et de vie de la main d'œuvre agricole, les tentatives d'organisation de ces travailleurs, les pratiques des employeurs, ainsi que les législations fédérales et d'État concernant l'agriculture, font l'objet de maintes études : ouvrages d'universitaires comme P.S. Taylor ou d'observateurs comme Carey Mc Williams ; enquêtes menées sous l'égide du gouvernement fédéral ou des États ; rapports produits par des fondations privées, des formations religieuses, des syndicats ; articles de fonds publiés dans les journaux ; et même romans, films, et documentaires [2]. La plupart de ces études aboutissent aux mêmes conclusions : les caractéristiques de la main d'œuvre et de l'emploi, l'opposition farouche

1. Carte de la localisation du Texas en Amérique du Nord : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/continental\_location.jpg` ; Carte des comtés du Texas `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/counties.jpg` ; Carte des régions naturelles `http://tconr.home.texas.net/Vegetation/regions.jpg` ; Carte des fleuves `www.lib.utexas.edu/geo/pics/rivers.jpg` ; Carte de la basse vallée du rio Grande `www.valleychamber.com/visitor-guide/map-large.html`

2. À titre d'exemple : Taylor, Paul S. *Mexican Labor in the United States, Dimmit County, Winter Garden District, South Texas*. Berkeley : U of California Press, 1930 ; McWilliams, Carey. *I'll Fares the Land*. Boston : Little Brown, 1942 ; United States Indusrial Commission. *Report of the Industrial Commission on Agriculture and Agricultural Labor*. Washington, 1901 ; President's Commission on Migratory Labor. *Migratory Labor in American Agriculture*. Wash-

des exploitants à tout changement, le recours systématique à la répression, et l'attitude du mouvement syndical, sont autant de facteurs qui peuvent expliquer les conditions de travail et de vie des ouvriers agricoles et leur grande vulnérabilité.

Si certains d'entre eux sont employés régulièrement ou même à l'année, la plupart n'obtiennent qu'un engagement saisonnier et doivent souvent se déplacer, parfois sur de grandes distances, pour trouver à s'embaucher. Cette irrégularité de l'emploi et cette mobilité rendent difficiles les contacts réguliers, élèvent les coûts d'organisation, et gênent la mise en place de syndicats viables et durables. Éparpillés dans de multiples exploitations, travaillant pour un grand nombre d'employeurs même s'ils ne migrent pas, ces ouvriers n'ont guère l'occasion d'établir des relations étroites. Ils ne sont pas, comme dans l'industrie, concentrés en seul lieu, il n'y a pas de point de ralliement, comme les portes de l'usine. Également dispersés dans leurs lieux de résidence — quelques-uns sont logés dans la propriété même, d'autres dans des localités voisines ou des campements de fortune —, ils sont difficiles à joindre et à réunir. Les migrants sont, de tous, les plus isolés, car ils ne restent jamais longtemps dans une même localité et ne connaissent en général que les gérants de camps, les embaucheurs, les exploitants et les contremaîtres.

La fragmentation de la main d'œuvre agricole en plusieurs catégories est un frein supplémentaire à la mobilisation. On trouve en effet des employés à l'année, des migrants, des saisonniers non migrants et des travailleurs occasionnels — étudiants, salariés de l'industrie au chômage, femmes au foyer... —, ce qui n'encourage guère l'unité et l'action. Les permanents ont tendance à s'identifier aux intérêts de l'exploitant, et ceux pour qui l'agriculture n'est qu'une source partielle ou temporaire de revenus n'attendent qu'une occasion pour en sortir. Une certaine hiérarchie apparaît également dans les types d'emploi : les travaux les plus durs et les moins bien payés sont ceux effectués dans les champs ; dans les vergers, il faut être plus qualifié ; dans les centres d'emballage et les conserveries, le travail est plus régulier et mieux rémunéré. La diversité raciale et ethnique — Blancs, Asiatiques, Noirs, Mexicains, Philippins, etc. — constitue aussi un obstacle à la mobilisation, les rivalités entre les groupes étant fréquemment exploitées par les employeurs. Les différences de statut entrent également en jeu, citoyens américains, immigrants de fraîche

---

ington : GPO, 1951 ; Idar, Ed, and Andrew McLelland. *What Price Wetbacks ?* Austin : American GI forum of Texas and Texas State Federation of Labor, 1953 ; Anderson, Henry. *To Build a Union*. AWOC, 1961 ; Steinbeck, John. *In Dubious Battle*. New York : Covici, Friede, Inc., 1936 ; Hollywood Film Council. *Poverty in the Valley of Plenty*, 1945 ; Murrow, Edward R. *Harvest of Shame.* CBS Reports, 1964. Pour une liste complète, se reporter à la bibliographie.

date, travailleurs étrangers sous contrat, clandestins, résidents temporaires et frontaliers se côtoyant régulièrement.

Par ailleurs, la présence d'embaucheurs chargés du recrutement, servant très souvent d'intermédiaire entre les exploitants et les ouvriers, et encadrant étroitement ces derniers, gêne considérablement les efforts d'organisation. En outre, l'abondance de la main d'œuvre pose un problème quasiment insoluble, les employeurs ayant à leur disposition un réservoir presque inépuisable de briseurs de grève constitué, selon les périodes, de chômeurs de l'industrie, de petits fermiers et métayers chassés par la crise et la mécanisation, d'immigrants, légaux ou non. Enfin, les ouvriers agricoles, en marge du reste de la société, ne sont pas toujours familiarisés avec l'idée même de syndicat, et en ignorent les objectifs, les méthodes et la fonction. La plupart du temps, leur seule expérience est celle de formations sous le seul contrôle des producteurs ou des embaucheurs. Beaucoup, dans ces conditions, ont peu d'espoir d'améliorer leur sort.

De leur côté, les intérêts agricoles se sont toujours violemment opposés à toute extension à leur secteur des droits accordés aux travailleurs des autres branches de l'économie : selon eux, le caractère spécifique de l'agriculture, soumise aux caprices de la nature et du marché, rend la chose impossible ; les petits et moyens producteurs sont incapables de répondre à de telles exigences ; les conséquences seraient désastreuses pour le pays tout entier, car la production agricole pâtirait terriblement de telles dispositions.

Dans sa croisade, le patronat bénéficie largement de l'image qu'une grande partie de la population a, et depuis longtemps, de l'agriculture : celle d'un secteur de petites et moyennes « entreprises » dirigées par un exploitant aidé des membres de sa famille, et parfois d'un ou deux permanents dont le statut ne diffère guère de celui de leur employeur, et ayant avec lui des rapports étroits et personnels, à l'opposé de ce qui se passe dans l'industrie. Par ailleurs, la Grande Dépression des années trente a laissé dans la mémoire collective le souvenir de milliers de fermiers déracinés, victimes des conditions climatiques, de la crise et des banquiers, luttant jour après jour pour survivre. Par conséquent, les ouvriers agricoles occupent, pour beaucoup, une place à part, qui les différencie des autres salariés, et justifie leur statut particulier.

Quoique les réalités de l'agriculture commerciale, qui crée des relations de type industriel entre les exploitants et les ouvriers, soient bien éloignées de cette représentation bucolique, le mythe est néanmoins toujours vivace, entretenu par les gros producteurs eux-mêmes, qui s'appuient sur de puissants groupes de pression leur permettant de maintenir le

statu quo. Les employeurs sont en effet regroupés en organisations nationales — le *National Grange*, fondé en 1867 ; le *National Farmers Union*, né en 1902 ; l'*American Farm Bureau Federation*, créé en 1920 —, et en puissantes associations de producteurs. Le *National Grange* et le *Farm Bureau* sont étroitement liés aux banques, aux entreprises de transport, à l'industrie agro-alimentaire, aux fabricants de produits chimiques et de matériel agricole, ce que l'on appelle le *Farm Bloc*. Le *National Farmers' Union* s'intéresse davantage aux petites exploitations et au mouvement coopératif, s'oppose aux monopoles, demande l'aide et l'intervention de l'État dans certains domaines. Toutefois, 70 % des exploitants, et les petits exploitants en particulier, n'appartiennent à aucune formation. Ce sont donc les gros propriétaires, sociétés ou particuliers, qui disposent des meilleurs moyens de se faire entendre et de promouvoir leur cause.

L'effort de ce lobby agricole porte essentiellement sur l'exclusion du droit social — salaire minimum, assurance chômage, indemnités journalières en cas de maladie ou d'accident —, et du droit du travail. Les ouvriers agricoles sont ainsi spécifiquement écartés de la législation fixant les règles de l'activité syndicale, le *National Labor Relations Act* (NLRA) ou *Wagner-Connery Act* de 1935, amendé en 1947 par le *Taft-Hartley Act* : il ne leur est pas interdit de s'organiser, mais la protection accordée aux autres travailleurs leur est refusée. Les *Labor Relations Acts* votés par certains États, et concernant les entreprises non couvertes par le *NLRA*, vont souvent dans le même sens : en 1964, sur 14 de ces *LRA*, ceux du Kansas, de Puerto Rico et du Wisconsin ne contiennent aucune restriction particulière, celui d'Hawaï s'applique pratiquement à tous les ouvriers agricoles, et les dix autres les excluent très clairement de leurs dispositions.

Lorsqu'ils tentent d'agir collectivement, les travailleurs de l'agriculture se heurtent, au cours des décennies, à une répression aux visages multiples, et souvent très violente : suspension de l'aide sociale locale ; éviction, pour ceux qui vivent sur l'exploitation, ou dans des logements appartenant aux producteurs ; expulsion des clandestins ; dénigrement des grévistes et militants — on agite le spectre de l'anarchisme, ou du communisme, selon la période, et l'on montre du doigt les « meneurs » venus de l'extérieur — ; prise d'arrêtés municipaux ordonnant le « bannissement » des grévistes, l'interdiction des piquets de grève, et parfois proclamant l'état d'urgence ; arrestations sous divers prétextes — injures, menaces, voies de fait, dégradation, atteinte à la liberté du travail, entrée non autorisée sur une propriété privée… —, assorties de cautions élevées et de lourdes condamnations ; constitution de comités de vigilance et de milices locales sous l'autorité du shérif menant des actions punitives, parfois meurtrières, contre les récalcitrants.

Les difficultés rencontrées par les ouvriers agricoles sont certes liées à l'intervention du patronat, mais le mouvement syndical a également une lourde part de responsabilité. Jusque dans les années trente, les syndicats de métier de l'*American Federation of Labor*, réservés à « l'élite » des travailleurs, ne s'intéressent pas aux masses sans qualification de l'industrie, et encore moins à celles de l'agriculture. Par ailleurs, cette main d'œuvre est souvent d'origine étrangère et/ou « non blanche ». Or, les organisations syndicales traditionnelles mènent d'incessantes campagnes contre l'immigration et adoptent des mesures discriminatoires à l'encontre des Noirs, des Mexicains, et des Asiatiques. Au nom du réalisme politique, les dirigeants syndicaux n'hésitent pas non plus à sacrifier la main d'œuvre agricole. Ainsi, lors de l'adoption des législations du *New Deal* concernant le droit du travail et le droit social, l'*AFL* accepte l'exclusion de l'agriculture au nom de « l'intérêt général ».

Par conséquent, du début du vingtième siècle au milieu des années trente, seules quelques formations, dont les *Industrial Workers of the World* (*IWW*), cherchent à mobiliser les travailleurs de l'agriculture. À partir de 1935, le *CIO* (le *Committee for Industrial Organization*, qui devient le *Congress of Industrial Organizations* en 1938) s'implique également dans les luttes menées par les ouvriers agricoles, quelle que soit leur origine. L'*AFL* finit par emboîter le pas au *CIO*, et à partir de 1955, les deux confédérations ayant fusionné, c'est sous l'égide de l'*AFL-CIO* que quelques luttes sont menées dans l'agriculture.

Mais lorsque L'*AFL* et/ou le *CIO* s'engagent aux côtés des ouvriers agricoles, c'est souvent parce que ces derniers, source de main d'œuvre abondante et bon marché, constituent une menace pour les autres salariés. D'autre part, l'*AFL* et le *CIO* mettent parfois sur pied des formations rivales, ce qui permet aux producteurs soit d'empêcher la constitution d'un syndicat, soit de choisir l'organisation la plus « modérée », si ce n'est la plus conservatrice. Et quand les deux confédérations se décident à intervenir, ces tentatives sont régulièrement vouées à l'échec. En effet, les dirigeants ne tiennent pas compte du caractère spécifique de l'agriculture, et ont recours à des stratégies utilisées dans l'industrie, se limitant à des schémas classiques de recrutement et d'action. Or, ce secteur exige la mise en place de structures préalables souples spécialement adaptées, prenant en considération les longues périodes de chômage, la mobilité, l'hétérogénéité, et le contexte culturel. On attend des résultats immédiats, alors que c'est une œuvre de longue haleine. En outre, les décisions sont prises sans consultation véritable de l'ensemble des travailleurs, sans considération pour leur expérience personnelle, leur connaissance du milieu, et leurs préocupations. Enfin, les droits d'entrée et les cotisations sont trop élevés pour ces ouvriers très pauvres dont la mobilisation

exige un effort financier énorme. Mais, entre les années vingt et le milieu des années soixante, le mouvement syndical a « investi » moins d'un million de dollars dans l'agriculture, alors que, par exemple, on dépense environ 2 500 000 dollars entre 1936 et 1937 pour la syndicalisation des seules acieries.

À partir du milieu des années soixante, en dépit de tous ces obstacles, on assiste, dans plusieurs régions des États-Unis, à la mobilisation d'ouvriers agricoles bien décidés à bouleverser le rapport de forces entre employeurs et employés et à obtenir des droits similaires à ceux des autres travailleurs. Le contexte économique, politique et social leur est plus favorable : les États-Unis vivent une période de prospérité ; les administrations Kennedy et Johnson, démocrates, se montrent plus enclines à soutenir des réformes sociales que les républicains sous Eisenhower ; par ailleurs, se développent à travers le pays de nombreux mouvements de grande ampleur, menés par des groupes très divers, qui ont en commun la remise en cause de la société américaine : noirs, minorités ethniques, pacifistes, étudiants, féministes, homosexuels, et bien d'autres, s'organisent peu à peu autour de revendications multiples.

En 1965, ce sont les ouvriers agricoles mexicains-américains de Californie qui attirent les premiers l'attention nationale en se lançant dans des grèves, des manifestations et des boycotts destinés à amener les producteurs de raisin de l'État à la table des négociations. Avec à sa tête Cesar Chavez, dirigeant charismatique s'il en est, ce mouvement pour la libération des *campesinos* [1], qui se réclame de la révolution mexicaine et demande l'instauration d'un « nouvel ordre social », bénéficie du soutien de nombreuses personnalités et organisations syndicales, politiques et religieuses, et se poursuit pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, après le reflux de la contestation aux États-Unis. Bientôt, dans d'autres régions du pays, d'autres travailleurs agricoles, mexicains-américains ou appartenant à d'autres groupes minoritaires, suivent l'exemple des ouvriers de Californie et se mobilisent : la Floride, le New Jersey, le Midwest, le Colorado, l'Arizona, le Nouveau-Mexique, et le Texas sont ainsi le théâtre d'activités diverses visant à modifier les rapports employeurs-employés dans l'agriculture.

L'action des ouvriers californiens suscite l'intérêt. Ouvrages, thèses et articles abondent. Des livres comme *Delano* de John G. Dunne (1967), *Long Road to Delano* de Sam Kushner (1975), *Chavez and the Farmworkers* de Ronald B. Taylor (1975), ou *César Chavez* de Jacques Lévy (1975),

1. *Campesino* : ouvrier agricole d'origine mexicaine ou mexicaine-américaine.

contribuent à faire connaître au grand public les évènements qui secouent l'agriculture californienne. Les grands quotidiens et magazines nationaux consacrent de nombreuses pages à *La Causa* et à ses dirigeants, qui font également la une de la presse syndicale. La lutte des *campesinos* de Californie fournit aussi matière à réflexion aux universitaires, est au cœur de maintes auditions publiques et commissions d'enquête du Congrès, et inspire analyses et prises de position à divers organismes et institutions [1].

Tout comme pendant les années et les décennies précédentes, on s'intéresse aux caractéristiques de la main d'œuvre agricole, à ses conditions de travail et de vie. On examine le mode de production agricole qui exige ce type de main d'œuvre et génère une telle exploitation, soit une agriculture intensive, industrielle, forte consommatrice de travailleurs saisonniers, défendue avec acharnement par un puissant lobby.On fait le point sur le droit du travail et la législation sociale, au niveau national et des États, et l'on propose des modifications de tous ordres. Très souvent, on reprend les données et les analyses de la littérature d'avant 1965, on commente, on complète, afin de mieux comprendre. Par ailleurs, de par leur origine ethnique, les *campesinos* californiens trouvent également leur place dans les travaux consacrés aux Mexicains et Mexicains-Américains qui travaillent et vivent aux États-Unis, et qui abordent des thèmes comme l'immigration légale et clandestine, le statut économique et social de cette population, son investissement dans l'action politique... Enfin, on s'interroge sur les raisons du succès de ce mouvement, sur ce qui le différencie des tentatives de mobilisation et d'organisation qui l'ont précédé, et ont échoué. Des arguments divers sont avancés par les uns et les autres, et les théoriciens des mouvements sociaux confrontent leurs interprétations. Certains mettent l'accent sur les caractéristiques internes du mouvement : idéologie, rapport à l'ethnicité, à la religion ; personnalité des dirigeants ; stratégies ; attitude de la base sociale du syndicat. D'autres donnent davantage d'importance au contexte politique, plus favorable qu'auparavant : « neutralité » des responsables politiques au niveau de l'État fédéral et de États et ferme soutien d'une « coali-

1. A titre d'exemple : United States. Congress. Senate. Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare. *Hearings on Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness.* 91st Cong., 1st and 2nd. sess. Washington : GPO, 1970 ; Martin, Philip. *Seasonal Workers in American Agriculture : Backgrounds and Issues.* New York : National Commission for Employment Policy, Mar. 1985 ; Schloss, Clara F. « Closing the Minimum Wage Gap. » *American Federationist* Jan. 1976 : 12-19 ; « Short-Handled Hoe Banned in California. » *National Farm Worker Ministry* Juin 1983 : 2 // Samora, Julian, ed. *Forgotten Americans*. Notre Dame : U of Notre Dame P, 1966 ; Briggs, Vernon M., Jr. *Chicanos and Rural Poverty*. Policy in Employment and Welfare nº 16. Baltimore : John Hopkins U P, 1973 // Cohen, Irving J. « La Huelga ! Delano and After. » *Monthly Labor Review* June 1968 : 13-16 ; Bates, Eric. « Plow Up a Storm, The UFW Story. » *Southern Exposure* Spring 1988 : 2-9.

tion réformatrice » regroupant « libéraux[1] » et syndicats. D'autres encore privilégient le processus d'interaction entre les différents « participants » (groupes organisés, institutions, individus), entre le mouvement et son environnement[2].

Les efforts d'autres ouvriers agricoles dans d'autres régions ont tout d'abord moins retenu l'attention des médias, du public, et des universitaires. Toutefois, dans les années quatre-vingt, commencent à paraître des études de fond sur ces activités, qui en soulignent les caractéristiques, en dégagent la dynamique propre, et établissent comparaisons et parallèles avec les évènements de Californie[3].

La situation au Texas n'avait pas encore fait l'objet d'analyses approfondies lorsque, dans la seconde moitié des années quatre-vingt, je commençai la recherche qui aboutit à la thèse de doctorat à l'origine du présent ouvrage. Je décidai de concentrer mon travail sur une période allant de 1966 — date du premier conflit opposant producteurs et ouvriers dans la basse vallée du rio Grande— à 1986. Novembre 1986 marque en effet le début d'une nouvelle ère pour l'agriculture et les ouvriers agricoles de l'État : la très nette progression des Républicains aux élections modifie profondément la donne politique au Texas — ils remportent le poste de gouverneur et de nombreux sièges dans la législature du Texas et au niveau local — ; par ailleurs, le Congrès adopte une nouvelle loi d'immigration qui comporte des clauses réservées à l'agriculture, dispositions qui vont avoir un effet important sur le marché du travail et les conditions d'emploi dans ce secteur.

Pendant ces vingt années, les ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains du Texas forment des syndicats et multiplient les interven-

1. « Libéral » : le mot est utilisé tout au long de l'ouvrage au sens politique du terme, cad dans celui de « progressiste ».

2. À titre d'exemple : Jenkins, J. Craig, and Charles Perrow. « Insurgency of the Powerless : Farm Worker Movements (1946-1972). » *American Sociological Review* 42 (1977) : 249-268 ; Walsh, Edward G. « Mobilization Theory Vis-à-Vis a Mobilization Process : The Case of the United Farm Workers Movement. » Ed. Louis Kriesberg. *Research in Social Movements, Conflicts and Change* (1978) : 155-177 ; Walsh, Edward G., and Charles Craypo. « Union Oligarchy and the Grass Roots : The Case of the Teamsters Defeat in Farmworker Organizing. » *Sociology and Social Research* 63 (1979) : 269-293 ; Majka, Linda. « Labor Militancy among Farmworkers and the Strategy of Protest : 1900-1979. » *Social Problems* 28 (1981) : 533-547 ; Majka, Linda C, and Theo Majka. *Farm Workers, Agribusiness, and the State.* Philadelphia : Temple U P, 1982 ; Jenkins, J. Craig. *The Politics of Insurgency : The Farm Worker Movement in the 1960s.* New York : Columbia U P, 1985.

3. Erenburg, Mark. « Obreros Unidos in Wisconsin. » *Monthly Labor Review* June 1968 : 17-23 ; Terry, James L. « The Political Economy of Migrant Farm Labor. Immigration, Mechanization and Unionization in the Midwest. » *Insurgent Sociologist* 11 4 (1983) : 63-75 ; Barger, W. W., and Ernesto Raza. « Midwestern Farmworkers and the Farm Labor Movement. » *La Red/The Net* Mar. 1984 : 2-7.

tions sur le terrain, mais cherchent également d'autres moyens d'améliorer leur sort. Je me suis donné pour but d'analyser les formes de lutte d'un groupe particulièrement défavorisé et marginalisé, parfois acteur, parfois simple bénéficiaire de l'action d'autres groupes ou individus, d'expliquer le choix des tactiques et des stratégies adoptées, d'en mesurer les effets, de voir enfin en quoi ce mouvement se rapproche ou se distingue de ceux menés par d'autres travailleurs, dans d'autres parties du pays, dans un secteur économique en pleine mutation.

Terminée en 1992, la thèse fut soutenue en 1993. Un certain nombre d'ouvrages et d'articles consacrés aux ouvriers agricoles — Texas et autres États — ont été publiés depuis le début des années quatre-vingt dix. Dans leur ensemble, ces travaux confirment l'analyse et les conclusions présentées dans la thèse. Ils ont été pris en compte lorsqu'ils apportent des éléments — au niveau des faits ou des interprétations — permettant d'affiner l'étude du mouvement des *campesinos* du Texas entre 1966 et 1986 [1].

Le présent ouvrage est divisé en cinq parties. La première présente le rôle fondamental des Mexicains et des Mexicains-Américains dans le développement de l'agriculture commerciale au Texas entre 1836 et 1940, la position qu'ils occupent dans la société rurale de cet État, ainsi que les luttes menées pendant cette période. La deuxième partie traite des années 1940 à 1966 : qui sont et d'où viennent les ouvriers agricoles ? Quel est leur statut économique et social ? Quels changements poussent à la remise en cause de l'ordre établi dans les zones à forte population hispanique, et à la dénonciation du système de culture ? La troisième partie (1966-1967) montre en quoi le conflit très médiatisé entre *campesinos* et producteurs de raisin en Californie cristallise les désirs d'organisation des travailleurs de l'agriculture au Texas qui se lancent à leur tour dans l'action. Dans la quatrième partie, consacrée aux années 1967-1975, nous voyons travailleurs et dirigeants privilégier, après l'échec des grèves de 1966 et 1967, l'intervention au niveau des communautés hispaniques rurales. Bien que n'abandonnant pas l'activité syndicale, les ouvriers agri-

1. À titre d'exemple : Mooney, Patrick H, and Theo J. Majka. *Farmers' and Farmworkers' Movements.* New York : Twayne Publishers, 1995 // Wells, Miriam J. *Strawberry Fields : Politics, Class, and Work in California Agriculture.* Ithaca, NY : Cornell U Press, 1996 ; Hammerback, John C., and Richard J. Jensen. *The Rhetorical Career of Cesar Chavez.* College Station : Texas A&M U Press, 1998 ; Martin, P. L. « Promise Unfulfilled : Why Didn't Collective Bargaining Transform California's Labor Market ? » Center for Immigration Studies, Jan. 2004 // Barger, W.K., and Ernesto M. Reza. *The Farm Labor Movement in the Midwest.* Austin : U of Texas Press, 1994 // Zamora, Emilio. *The World of the Mexican Worker in Texas.* College Station : Texas A&M U Press, 1993 ; Valdez, D. N. « Legal Status and The Struggles of Farmworkers in West Texas and New Mexico, 1942-1993. » *Latin American Perspectives*, Vol. 22, N° 1, (Winter 1995), 117-137.

coles participent à la conquête du pouvoir politique et tentent de bénéficier des retombées des programmes sociaux mis en place par les administrations Kennedy, Johnson, et Nixon.. La cinquième et dernière partie examine la manière dont, entre 1975 et 1986, la cause des *campesinos* du Texas bénéficie de l'intensification de la lutte, menée à la fois sur le terrain et sur les plans législatif et juridique, mais souffre par ailleurs terriblement des conflits qui opposent les dirigeants de leurs organisations, ainsi que d'une longue période de stagnation économique accompagnée d'un retour en force des partisans du « moins d'État ».

Les documents consultés et utilisés pour cette étude sont de natures diverses : livres et articles de revues universitaires ; mémoires et thèses ; publications officielles de l'État fédéral ; rapports d'organismes et institutions dépendant de l'État du Texas ; compte rendus d'associations civiles et religieuses ; quotidiens et magazines nationaux, et surtout locaux ; presse syndicale. En ce qui concerne les journaux produits par les ouvriers agricoles texans et leurs organisations, il est à regretter que beaucoup aient été détruits, et que d'autres ne soient pas disponibles dans leur intégralité. Toutefois, des collections personnelles et la *Netty Benson Latin American Library* de l'Université du Texas à Austin m'en ont fourni une partie. De plus, au moment même où je commençais mes recherches, Maria Flores, une ancienne responsable du *Texas Farm Workers Union*, un syndicat actif entre 1975 et 1984, remit à la bibliothèque une boîte pleine de documents accumulés pendant plusieurs années. Enfin, j'ai complété toutes les informations ainsi recueillies par des entretiens avec des personnes jouant alors, ou ayant joué un rôle dans le « mouvement » des *campesinos* texans.

En ce qui concerne la terminologie, j'ai utilisée celle adoptée par David Montejano, dans son ouvrage *Anglos and Mexicans in the Making of Texas 1836-1986* : « Mexicain » fait référence aux Mexicains installés au Texas et à ceux qui sont nés au Mexique ; « Mexicain-Américain » est utilisé pour ceux qui ont la nationalité américaine et sert aussi à formuler une identité de groupe ; « *Anglo* » désigne les Américains et les immigrants d'origine européenne, même non anglo-saxons, ainsi que « Blancs » même si, la loi considère que tous les Hispaniques entrent dans cette catégorie. Ces termes « sont conformes à l'usage quotidien dans le sud-ouest, même si, bien sûr, il y a derrière ces étiquettes une diversité considérable dans la manière dont les deux groupes se sont eux-mêmes identifiés. Les Mexicains du Texas, par exemple, se sont appelés *Tejano, Mexicano, Indio, Castilian, Spanish, Latin American, Chicano*, et *Hispanic*, chaque identité reflétant un caractère de classe ainsi que le climat politique du moment ».

Première partie

Des *peons* aux migrants (1836-1940)

Introduction

Lorsque le Texas, territoire mexicain, proclame son indépendance en 1836, puis devient partie intégrante des États-Unis en 1845, la quasi-totalité des terres, principale source de richesse, passe aux mains des nouveaux maîtres des lieux, les colons d'origine américaine et européenne. Pendant plusieurs décennies, l'agriculture du Texas, dominée par le coton, s'intéresse davantage aux esclaves noirs qu'aux travailleurs hispaniques, sauf dans les régions les plus au sud, où gardiens de troupeaux et journaliers continuent à s'embaucher dans des conditions qui ressemblent fort à celles d'avant la conquête. Après la guerre de Sécession, l'émancipation des Noirs et l'expansion du coton donnent aux Mexicains et aux Mexicains-Américains le rôle d'ouvriers agricoles qu'ils vont occuper pendant des générations. Au début du vingtième siècle, l'intensification et la commercialisation de la production s'accompagnent d'une immigration massive de Mexicains, indispensable main d'œuvre abondante et bon marché, et de la mise en place d'un ordre rural social répressif destiné à contrôler étroitement la force de travail. Néanmoins, dès la fin du dix-neuvième siècle, les ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains du Texas prennent part à des actions collectives visant à améliorer leurs conditions de vie et de travail dans le cadre de formations très diverses, plus ou moins influencées par les luttes sociales menées sur d'autres fronts.

Des haciendas aux champs de coton (de la colonisation espagnole à la fin du XIXe siècle

1 Conquête et dépossession

1.1 L'ordre colonial espagnol

Les Espagnols commencent à s'installer au Texas pendant la première moitié du dix-huitième siècle. Mais, cent ans plus tard, ce n'est toujours qu'un territoire lointain, immense, peu développé, délimité par deux fleuves, la Nueces et la Red, et comprenant trois foyers de colonisation constamment menacés par les raids des tribus indiennes : San Antonio de Bexar et Goliad, sur la San Antonio, qui abritent une société fortement hiérarchisée composée de grands propriétaires fonciers — *hacendados* —, de représentants du gouvernement, de militaires, de prêtres, de petits éleveurs — *rancheros* —, de gardiens de troupeaux — *vaqueros* —, de charretiers et de journaliers sans terre — *peones* — ; Nacogdoches, au cœur des forêts de l'est, où toutes les tentatives d'implantation ont échoué, car on ne peut y pratiquer l'élevage selon la tradition espagnole, et domaine privilégié d'aventuriers, de hors-la-loi, de marchands et de trafiquants de tout poil. Si la présence espagnole reste très limitée au Texas même, elle est beaucoup plus significative dans la vallée du rio Grande, qui fait alors partie d'une autre province, le Nuevo Santander, qui devient plus tard l'État du Tamaulipas : Reynosa et Camargo sont fondées en 1749, Revilla en 1750, Mier en 1753, Laredo en 1755 [1].

Au nord du fleuve, quelques riches *hacendados* s'installent sur d'immenses domaines attribués par l'État espagnol ou mexicain — la première concession date de 1805, la dernière de 1836. Il existe quelques

1. Carte du Texas espagnol (missions, *présidios* et routes) : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/texas\_spanish\_missions.jpg`

propriétés de taille plus modeste aux alentours des villes, mais, dans l'ensemble, la colonisation de la région est le fait de ces *patrons* qui transfèrent hommes et bétail sur leur nouveau ranch. Certains s'établissent dans la région qui s'étend du rio Grande à la Nueces, en dépit des incursions indiennes qui obligent parfois les populations à se réfugier dans la vallée. Les grands propriétaires, civils et militaires fortunés, résident dans les cités et laissent leurs troupeaux aux soins et à la garde des *vaqueros*. En-dehors de l'élevage, le commerce est également source de richesse, et Matamoros, à l'embouchure du fleuve, est une ville prospère, par laquelle transitent l'argent, le fer, le suif, la laine et les peaux en provenance de Monterrey, Saltillo et San Luis Potosi.

1.2 L'américanisation du Texas

Désireuses de garder le contrôle des territoires situées au-delà de la Nueces, les autorités espagnoles, puis mexicaines — l'indépendance est acquise en 1821, et la République du Mexique proclamée en 1824 —, acceptent l'installation de colons étrangers sous certaines conditions. En 1820, Mexico répond favorablement à la demande de Moses Austin, un banquier américain ruiné par la crise de 1818, de fonder une colonie au Texas. Austin est autorisé à s'établir avec 300 familles dans les riches plaines alluviales du Colorado et du Brazos. Après le décès de Moses Austin, c'est son fils Stephen, qui mène à bien l'entreprise.

En échange d'un serment d'allégeance, les colons reçoivent des terres à des conditions inconnues aux États-Unis : 177 acres [1] par foyer choisissant l'agriculture ; 4 428 acres pour ceux qui veulent faire de l'élevage, et ce pour le prix de 80 acres de terre à coton dans le sud esclavagiste. Les nouveaux résidents sont soumis aux lois et règlements espagnols, puis mexicains — mais ils ne sont pas obligés d'adopter la religion catholique — et bénéficient de nombreuses exemptions de taxes douanières, d'impôts généraux et de dîme pendant une durée de sept ans. Par contre, l'État n'assure ni services ni protection, laissés à la charge d'Austin. Les colons amènent avec eux bétail, semences et esclaves — en 1825 on compte 443 esclaves et 1 347 Blancs. Par la suite, la colonie s'enrichit d'autres arrivants, Stephen Austin faisant venir en tout plus de 1 500 familles en 10 ans [2].

Forte de ce succès, la République du Mexique décide, en 1824, d'ouvrir plus largement le Texas à la colonisation : planteurs, mais aussi trappeurs et chasseurs, affluent, suivis, au début des années 1830, par de nom-

1. 1 acre (U.S.) = 0,4046873 ha ; 1 hectare (ha) = 2,471044 acre (U.S.)

2. Carte du Texas mexicain (concessions et divisions administratives) : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/texas\_land\_grants.jpg`

breux spéculateurs et promoteurs. Dans la région de Nacogdoches, environ 6 000 personnes, la plupart d'origine anglo-américaine, constituent une société de frontière hétérogène, et sans véritable organisation sociale. Ceux qui viennent dans le cadre de programmes de colonisation similaires à celui d'Austin prédominent dans la région de Brazoria. Les Hispaniques, quant à eux, restent concentrés dans celle de Bexar : ils sont près de 6 000, et les deux-tiers vivent à San Antonio et dans ses alentours, les autres sont répartis entre Goliad, Victoria, San Patricio et Refugio. Cette population se retrouve désormais largement minoritaire, les *Anglos* étant 25 000 en 1830, et 30 000 en 1836.

Il n'est donc pas surprenant que le Texas bascule très vite dans la sphère d'influence américaine. Éloignés des circuits commerciaux mexicains, les Texans tissent des liens de plus en plus étroits avec les États-Unis. Sans contact réel avec une culture et une langue pour lesquelles ils n'éprouvent souvent que du mépris, les colons modèlent rapidement ces territoires à leur image, conservant et confortant leurs propres valeurs et leur conception des relations économiques, politiques et sociales, aspirant à une « démexicanisation » du Texas. Par ailleurs, l'ouverture de ces contrées à des colons anglo-américains fait le jeu de l'expansionisme des États-Unis. En effet, en quelques décennies, la jeune république a plus que doublé sa superficie aux dépens des puissances coloniales européennes, et s'intéresse de près à ce qui va bientôt devenir le sud-ouest du pays. Ces territoires sont de plus en plus convoités par les planteurs du Sud à la recherche de nouvelles terres, par les marchands et les manufacturiers désireux de s'ouvrir la route du Pacifique et de l'Asie et d'utiliser le rio Grande pour relier Santa Fe et le Golfe du Mexique.

Lorsque les Mexicains prennent conscience du danger, il est trop tard. En 1836, les Texans se déclarent indépendants et proclament une République dont le rio Grande serait la frontière naturelle. En février 1845, l'annexion du Texas par les États-Unis équivaut, pour les autorités mexicaines, à une déclaration de guerre. En 1848, la signature du traité de Guadalupe Hidalgo met fin aux hostilités : Mexico reconnaît alors la souveraineté américaine sur la rive gauche du rio Grande, et cède pour 15 millions de dollars ce qui correspond aujourd'hui à la Californie, au Nouveau-Mexique, au Nevada, et à une partie du Colorado, de l'Arizona et de l'Utah, des régions peuplées d'environ 75 000 Mexicains, davantage selon certaines sources — 7 500 en Californie, 1 000 en Arizona, 60 000 au Nouveau-Mexique, et entre 8 000 et 15 000 au Texas.

1.3 Spoliations

Selon le traité de *Guadalupe Hidalgo*, les Mexicains qui veulent quitter les territoires conquis peuvent disposer de leurs biens comme ils l'entendent. Quant à ceux qui désirent rester, ils deviennent citoyens américains et l'article 9 leur offre un certain nombre de garanties. Mais les accords ne sont, dans l'ensemble, que bien peu respectés. Très vite, les terres, principale source de richesse, passent, légalement ou non, aux mains des *Anglos* qui prennent le contrôle économique et politique des contrées annexées. Le rythme et l'intensité du processus de dépossession varient selon les régions : en Californie, financiers, promoteurs, compagnies de chemin de fer et d'irrigation dominent le nord de l'État dès le milieu des années 1850 ; au Nouveau-Mexique, le transfert des terres se fait lentement mais régulièrement, s'accélèrant avec l'arrivée des chemins de fer à la fin des années 1870 et au début des années 1880.

Au Texas, la spoliation et la mise à l'écart des Mexicains commencent dès 1836 et continuent après 1848. Victime d'ostracisme et de discrimination, la majorité de cette population est reléguée au bas de l'échelle sociale, même si une partie de l'ancienne classe dirigeante, les *ricos*, rejoint les rangs de la nouvelle élite *anglo*. En quelques années, nombre de Mexicains perdent partie ou totalité de leurs biens : certains s'en vont d'eux-mêmes et se réfugient dans la vallée ou au Mexique ; des centaines de familles sont chassées de Nacogdoches, Victoria, San Patricio, Refugio et La Bahia ; d'autres se voient forcées de vendre leurs terres à bas prix ; par ailleurs, le caractère souvent vague de nombreux titres de propriété et les problèmes soulevés par l'interprétation d'un amalgame de lois issues des droits espagnol, mexicain et anglo-saxon, jouent contre les *hacendados* dont les domaines finissent par revenir à des hommes d'affaires ou aux innombrables avocats et conseillers juridiques présents dans l'État.

Dans la zone qui correspond aujourd'hui aux comtés de Nueces et de Kleberg, toutes les concessions espagnoles et mexicaines passent, en quelques années, aux mains d'hommes comme William Mann, Charles Stillman, Henry Kinney, William Lee et Mifflin Kenedy, qui ont fait fortune dans le commerce et les transports. C'est à cette époque que commence à se constituer l'immense King Ranch : en 1852, Richard King achète la concession de Santa Gertrudis à la famille Gutierrez et agrandit le domaine qui, à sa mort, s'étend sur plus d'un million d'acres. Plus au sud, entre la Nueces et le rio Grande, ce sont les petits propriétaires, les *rancheros*, qui pâtissent des effets de la conquête : voleurs de chevaux et de bétail, contrebandiers, hors-la-loi et Indiens nomades sèment la terreur, et les affrontements entre Mexicains et Américains se multiplient.

Dans la vallée du rio Grande, par contre, la population mexicaine reste largement majoritaire et résiste mieux à l'intrusion des *Anglos* qui sont obligés de composer avec l'élite foncière en place. À Laredo, par exemple, les grands propriétaires obtiennent confirmation de leurs titres par la législature du Texas et marient leurs filles aux nouveaux venus. Mexicains et *Anglos* se partagent le pouvoir économique, les premiers s'occupant d'élevage et les seconds de commerce, et politique. Dans la basse vallée, les grandes familles conservent également leurs biens et s'allient aux Américains et aux Européens. La région restant très isolée du reste de l'État jusqu'en 1904, date de l'achèvement de la ligne de chemin de fer Saint-Louis-Brownsville, ces *Tejanos* peuvent préserver mieux qu'ailleurs biens, coutumes et traditions.

Toutefois, même lorsque les Mexicains conservent leur statut d'élite, ils ne sont plus maîtres des structures économiques, et ne sont plus à même de jouer un rôle prépondérant dans le contrôle et l'exploitation des richesses du Texas. Le recensement de 1860 témoigne de ces bouleversements : on compte deux Mexicains-Américains seulement parmi les 263 Texans possèdant une fortune de plus de cent mille dollars, et les sept citoyens les plus riches du comté de Bexar sont d'origine européenne ou américaine [1].

1.4 *Peones* et esclaves

Le sort des Mexicains sans terre, ou propriétaires d'un petit lopin qui ne suffit pas à les faire vivre, est encore moins enviable.

Dans le sud de l'État, les nouveaux *patrons* adoptent l'attitude paternaliste de leurs prédecesseurs, assumant leurs prérogatives et perpétuant l'organisation quasi-féodale des exploitations mexicaines. Les ranchs y constituent des mondes clos de plusieurs milliers d'acres, comprenant logements, magasins, école, église et cimetière, où vivent et travaillent des familles entières, totalement coupées du monde extérieur. Les *vaqueros* s'occupent du bétail et des chevaux, et les *peones* sont chargés des chèvres et des moutons, des travaux des champs ainsi que de multiples autres tâches. Constamment endetté auprès du propriétaire — pour la nourriture, les vêtements, le logement, les soins médicaux... —, le *peon* lui est souvent lié pour la vie, à moins qu'un autre éleveur ne l'embauche

1. David Montejano, *Anglos and Mexicans in the Making of Texas, 1836-1986* (Austin : U of Texas P, 1987) 18 ; Arnoldo De Leon, *They Called Them Greasers : Anglo Attitudes Toward Mexicans in Texas, 1821-1900* (Austin : U of Texas P, 1973) 3 ; Terry G. Jordan, « The 1887 Census of Texas' Hispanic Population, » *Aztlan* 12 (1981) : 276 ; Ralph, A. Wooster, « Wealthy Texans, 1860, » *Southwestern Historical Quarterly* 71 (1967) : 163.

et ne rachète sa dette. Le *vaquero* est plus indépendant, mais se voit souvent dans l'obligation d'emprunter à son employeur. Le type même de l'*hacendado* nouveau est Richard King, qui, en 1854, installe à Santa Gertrudis plus d'une centaine de personnes, plus tard connues sous le nom de *Los Kinenos* — « ceux du King Ranch » —, entièrement dévouées à leur *patron* [1].

Dans le centre du Texas, les Mexicains pauvres sont peu appréciés car, pour beaucoup, ils représentent une menace pour l'économie de plantation qui s'est développée à l'est du Brazos. Le fleuve constitue en effet une sorte de frontière : à l'ouest, se développent des communautés d'agriculteurs souvent d'origine européenne — Alsaciens, Allemands, Tchèques, Polonais —, aux exploitations plus petites et plus diversifiées, et très rarement propriétaires d'esclaves ; à l'est, fleurit une société de type sudiste où la culture du coton, introduite par Austin et ses colons, connaît une forte expansion entre 1835 et 1860, le Texas devenant en 1859 le cinquième État producteur du pays. Les riches vallées des plaines côtières sont consacrées à cette récolte, qui progresse ensuite vers le nord et le nord-est avant d'atteindre sa limite naturelle, les plateaux plus secs du centre. Les comtés de Nueces et San Patricio en produisent aussi à partir de la fin des années 1850. Dans ces régions, les esclaves forment une partie importante de la population : en 1836, ils sont environ 5 000, et les Blancs 30 000 ; en 1850, on compte 58 161 esclaves, 397 Noirs libres et 154 034 Blancs ; en 1860, il y aurait 182 000 esclaves sur une population totale de 604 215 personnes. Estimés à 106 688 920 dollars, soit 20 % de plus que la valeur des terres, les esclaves sont concentrés dans l'est de l'État, où ils représentent jusqu'à 80 % de la population. Rares sur la frontière ouest et au sud de la Guadalupe, ils sont également peu nombreux dans la région de Corpus Christi — 47 en 1850, et 216 en 1860 —, où ils arrivent d'abord comme domestiques des officiers de l'armée du général Taylor en 1845, puis comme main d'œuvre agricole à la fin des années cinquante [2].

Les *Anglos* redoutant par-dessus tout une alliance entre Noirs et Mexicains, ces derniers sont victimes de brimades et d'expulsions partout où les deux groupes se côtoient et risquent de s'associer dans un même mouvement de révolte. Par exemple, en 1854, les citoyens de la ville de Seguin décrètent que toute personne essayant d'entrer en contact avec

1. Montejano, *Anglos and Mexicans* 81.
2. T. R. Fehrenbach, *Lone Star : A History of Texas and the Texans* (New York : Mc Millan, 1968) 287, 307, 310 ; D. W. Meinig, *Imperial Texas* (Austin : U of Texas P, 1969) 50 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier, Nueces County, Texas* (Chapel Hill : U of North Carolina P, 1934) 33.

des esclaves sans l'autorisation du propriétaire s'expose à de sévères représailles, et ils interdisent l'accès du comté aux *peones*, qualifiés, entre autres, de « horde de mendiants paresseux et voleurs ». À Austin, les Mexicains sont obligés de quitter la ville, car on estime qu'ils donnent de « fausses notions de liberté » aux esclaves et attisent leur mécontentement. On décide également de renoncer à l'emploi de travailleurs hispaniques pour décourager leur installation. Seuls ceux dont se portent garants d'« honorables » citoyens américains peuvent rester. Une vingtaine de familles sont ainsi expulsées, et en 1860, il ne reste guère plus que vingt Mexicains dans le comté de Travis. Lorsque, en 1856, un projet de rébellion d'esclaves est découvert dans le comté de Colorado, la répression est féroce : trois Noirs sont pendus, deux cents sont condamnés au fouet, et deux fouettés à mort. Accusés d'avoir fomenté la révolte, les Mexicains sont chassés de la région [1].

Dans la vallée du rio Grande, les ex-*peones* dont les *patrons* ont abandonné ou perdu leurs terres, ou qui ont quitté le Mexique à la recherche d'une vie meilleure, ne sont pas davantage appréciés, car ils ne constituent pas le réservoir stable de main d'œuvre auquel aspirent ceux qui voudraient cultiver le coton et la canne à sucre. D'aucuns n'hésitent pas à prôner l'introduction de l'esclavage dans ces contrées, la prise de contrôle de la rive sud du fleuve — un grand nombre d'esclaves tentent en effet de trouver la liberté en traversant le rio Grande, souvent d'ailleurs avec la complicité des Mexicains —, ou encore le passage d'une loi permettant le travail forcé des *peones*.

Les Mexicains du Texas, comme ceux des autres territoires annexés, sont donc, dans leur grande majorité, très vite relégués au rang de minorité conquise et méprisée, submergée par les institutions et la culture *anglos*, sauf dans la vallée du rio Grande, durablement marquée par la colonisation espagnole et où le nouvel ordre social se construit sur les structures déjà existantes. Le Texas, grand producteur de coton, s'intéresse avant tout aux esclaves, et ce n'est qu'avec la guerre de Sécession et l'émancipation de ces derniers que les travailleurs hispaniques commencent à jouer un rôle essentiel dans le développement économique de l'État.

1. De Leon 50-52 ; Paul D. Lack, « Slavery and Vigilantism in Austin, Texas, 1840-1860, » *Southwestern Historical Quarterly* 85 (1981) : 9, 11 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 37.

2 « Découverte » de la main d'œuvre mexicaine et mexicaine-américaine

2.1 Les nouveaux modes de faire-valoir

À la fin du conflit, le Texas compte 182 566 anciens esclaves, soit environ un tiers de la population, auxquels s'ajoutent des milliers d'autres, venus notamment de Louisiane et d'Arkansas pendant la guerre, envoyés par des planteurs désireux de protéger leur bien. Libres, les Noirs du Texas n'en deviennent pas pour autant de petits cultivateurs intégrés aux communautés existantes. Ils représentent une masse de travailleurs sans capital et sans outils, que l'on essaie de remettre très vite à la tâche. Le *Freedmen's Bureau*, créé en 1865 et chargé de résoudre un tant soit peu les problèmes liés à l'émancipation dans les États du Sud, se prononce en faveur d'un rapide retour à la terre des anciens esclaves. Le *Bureau* encourage le développement d'un système contractuel dans lequel les Noirs seraient payés en nature ou en espèces, et propose des modèles de contrats de travail qu'il s'engage à faire respecter. Mais cette entreprise ne rencontre guère de succès. Les exploitants sont en effet convaincus que les Noirs ne sauraient travailler que sous la contrainte. De plus, ces employeurs potentiels ont peu de liquidités, le Sud souffrant d'une pénurie de capitaux, et ils ne sont guère disposés, psychologiquement, à payer des salaires à leurs ex-esclaves. De leur côté, les Noirs évitent tout ce qui peut leur rappeler l'ancien système et refusent souvent de signer les contrats par peur de se voir à nouveau asservis.

Afin de reprendre le contrôle de cette main d'œuvre flottante, les assemblées d'État adoptent des lois répressives — *labor codes* — régissant strictement le vagabondage, l'apprentissage et les contrats. C'est le cas du Texas en 1866 : selon l'*Act Regulating Contracts For Labor*, les termes du contrat doivent être lus et signés en présence de témoins ou d'officiers civils, le juge de paix par exemple ; l'accord peut être résilié par l'employeur, ou par l'employé en cas de mauvais traitements ; désobéissance, refus de travailler, simulation de maladie, querelles et mauvaise conduite sont passibles d'amendes ; les récalcitrants sont condamnés à travailler sans salaire sur des chantiers d'intérêt public. Le *Freedmen's Bureau* rejette ces dispositions qu'il estime contraires au 13e Amendement, mais la loi n'est abolie qu'en 1871, lorsque les républicains reviennent au pouvoir[1].

1. Robert A. Calvert, « The Freedmen and Agricultural Prosperity, » *Southwestern Historical Quarterly* 76 (1973) : 465.

Estimant ne plus être désormais en mesure de compter sur les anciens esclaves, certains Texans mettent tous leurs espoirs dans l'immigration. Dès 1866, particuliers, associations et compagnies diverses multiplient les campagnes de recrutement d'immigrants en Europe et dans d'autres régions des États-Unis. Ces efforts trouvent un large écho dans la presse qui se félicite de l'arrivée de « travailleurs blancs intelligents ». À partir de 1871, l'État lui-même intervient en créant le *Texas Bureau of Immigration* et en proposant les terres du domaine public à sa disposition. Le succès est immense, et le Texas voit sa population augmenter de 162 % entre 1860 et 1880, passant de 604 215 personnes à 1 591 749. Allemands, Tchèques, Britanniques, Scandinaves, Polonais, Italiens — environ 32 000 entre 1870 et 1880 — et aussi Blancs du Sud ruinés par la guerre — près de 300 000 entre 1860 et 1870 — viennent s'établir dans cet État [1].

Une partie des immigrants s'installent sur les terres inutilisées des anciennes plantations de l'est, mais bien d'autres se répandent dans les comtés de l'ouest. Toutefois, bien que les plus démunis s'engagent d'abord comme ouvriers agricoles, les nouveaux arrivants deviennent très vite de petits propriétaires, ou prennent des terres en fermage et en métayage. Ces immigrants sont en effet supposés participer à la mise en valeur de l'État et renforcer la position dominante des Blancs. On ne s'attend donc pas à ce qu'ils remplacent, à long terme, l'ancienne main d'œuvre servile. Par conséquent, il faut faire appel à d'autres groupes pour remplir ce rôle.

Paradoxalement, certains proposent de faire venir des Noirs d'autres États du Sud. Ces derniers, particulièrement misérables, montreraient peut-être, croit-on, plus de zèle et d'ardeur que les esclaves libérés du Texas, et créeraient un surplus de travailleurs très profitable aux employeurs. Entre 1865 et 1876, environ 70 000 Noirs s'installent dans l'État — 183 000 en 1860, ils sont 253 475 en 1870 et 393 384 en 1880 —, mais ils constituent un pourcentage de moins en moins important de la population — 30 % en 1860, 25 % en 1880, 20,4 % en 1900 [2].

Il en est qui suggèrent d'importer des Chinois, estimant que ces *coolies* doivent fort bien s'adapter au sud-est du Texas dont le climat ressemble fort à celui de Cuba et de la Jamaïque, où, dit-on, ils donnent entière satisfaction. Mais les efforts pour promouvoir l'embauche de Chinois rencontrent peu de succès dans l'agriculture en raison des coûts de

1. Winston Lee Kinsey, « The Immigrant in Texas Agriculture during Reconstruction, » *Agricultural History* 53 (1979) : 127.

2. Kinsey 139.

Carte de la population noire en 1890 (pourcentages de la population totale) : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/tex\_percentage\_black\_1890.jpg`

transports, des salaires élevés demandés par les intermédiaires, et de leur manque d'expérience dans la culture du coton. De plus, cette solution ne soulève guère l'enthousiasme, plus d'un Texan étant convaincu que les Chinois ne seraient que de piètres remplaçants des Noirs. Les *coolies* ne viendront donc pas travailler les terres du Texas, et seuls quelques centaines seront employés par la compagnie de chemin de fer *Texas Central Railroad* [1].

D'aucuns parlent alors d'avoir recours aux Mexicains-Américains, mais, jusque dans les années 1880, cette possibilité est rarement prise au sérieux. D'une part, les vieilles animosités sont encore vivaces, et d'autre part, les Hispaniques ont été jusqu'alors davantage utilisés dans l'élevage que dans le coton. Aussi, quoique près de 20 000 d'entre eux arrivent au Texas entre 1870 et 1880, en général de leur propre initiative, la majorité sont employés dans les ranchs du sud de l'État.

Si les planteurs de coton abandonnent l'idée d'importer une nouvelle source de main d'œuvre, c'est aussi parce que, dans le contexte de pénurie de capitaux et de crédit de l'après-guerre, la reprise de la production est assurée par le recours au fermage et au métayage. Le « fermier » — *tenant farmer* —, celui qui tient à ferme une propriété agricole, loue la terre et paye un loyer en espèces ou en nature. Le métayer — *sharecropper* — reçoit l'usage de la terre moyennant une rétribution représentant une part des produits d'exploitation, la moitié, le tiers ou le quart selon les cas. Certes, on trouve, avant la guerre, des exemples de fermage et de métayage dans le sud des États-Unis en général, et au Texas en particulier. Mais, dès la fin des années 1860, ces deux modes de faire-valoir se répandent très vite dans cet État, garantissant pendant des décennies une « main d'œuvre » stable et constamment disponible, composée de milliers de Noirs et de petits Blancs, notamment les immigrants du Vieux Sud. Première région productrice de coton des États-Unis après 1880, le Texas se distingue par un taux exceptionnellement élevé d'agriculteurs non propriétaires pendant les deux dernières décennies du dix-neuvième siècle : c'est le cas de 37,6 % des exploitations en 1880, dont plus de 80 % sont tenues par des métayers ; 41,9 % en 1890 — 79 % de métayers — ; 49,5 % en 1900 — plus de 85 % de métayers [2].

Dans la plupart des cas, ces modes d'exploitation ne sont guère que de nouvelles versions de l'économie de plantation. En effet, « fermiers » et métayers, ainsi d'ailleurs que nombre de petits propriétaires, ont besoin de crédit, et sont obligés d'engager les récoltes non plantées — *crop lien*

1. Kinsey 137
2. John Spratt, *The Road to Spindletop : Economic Change in Texas : 1875-1901* (Dallas : Southern Methodist U P, 1955) 292, Table VII.

system — auprès de marchands remboursés lors de la vente. Ces exploitants ne contrôlant pas la commercialisation de leurs produits, ils vendent souvent dans de mauvaises conditions et doivent hypothéquer la récolte suivante, se retrouvant, en fait, dans un état proche de la servitude. L'est du Texas voit ainsi se constituer une classe d'agriculteurs souvent misérables, dominés par une nouvelle élite de marchands et de propriétaires fonciers qui profitent de la ruine des planteurs et de la spéculation sur les terres, et résident dans les villes situées entre la Sabine et Dallas.

Quelques années après la fin de la guerre, l'agriculture du Texas semble donc avoir trouvé des solutions aux problèmes de main d'œuvre liés à la libération des esclaves. Néanmoins, dans les années 1880, l'essor et la transformation de ce secteur dans d'autres régions que l'est de l'État créent de nouveaux besoins et poussent les employeurs à rechercher une nouvelle source de travailleurs.

2.2 Le développement de l'agriculture commerciale

Les deux dernières décennies du dix-neuvième siècle sont, pour le Texas, une période de croissance économique, stimulée par l'immigration. L'afflux de colons favorise la construction d'un important réseau de voies ferrées par de multiples compagnies auxquelles l'État accorde des millions d'acres de terres. Le Texas s'industrialise peu à peu, mais l'industrie reste encore très liée à l'extraction minière, à l'exploitation des forêts, et à la transformation des matières premières d'origine agricole, coton, blé et bétail en particulier. L'agriculture, en effet, reste le secteur dominant : on compte 61 125 exploitations en 1870 et 352 190 en 1900 ; la surface cultivée est de 18 396 523 acres en 1870 et de 125 807 017 acres en 1900 ; la valeur de la production agricole passe de 49 185 170 dollars en 1870 à plus de vingt millions de dollars à la fin du siècle. Cette agriculture est engagée dans un processus de spécialisation et de commercialisation qui s'accélère dans les années 1890 [1].

Le coton entre pour une grande part dans cette transformation. Seule récolte entièrement commercialisée en 1870, il prend en trente ans une importance capitale dans l'économie de l'État. Le développement d'une industrie textile nationale en pleine expansion et l'augmentation des exportations de coton vers l'Europe, l'amélioration des moyens de transport et le désenclavement de nombreuses régions, la diminution des coûts de production et l'assurance d'un fort rendement, même pendant les années de sècheresse, la création d'industries annexes comme la pro-

1. Spratt 32, 301, Table XVI, 291, Table V, 290, Table IV.

duction d'huile de coton, sont autant de facteurs favorables à l'extension rapide de cette culture. De 1880 à 1899, la surface cultivée en coton est multipliée par 3,5, et 238 des 254 comtés en produisent. On passe de 500 000 balles en 1874 à 1 514 000 en 1886, 2 000 000 en 1890, 3 000 000 à la fin du siècle. En 1870, la valeur de la récolte est de 21 212 994 dollars ; en 1900, elle se monte à 107 510 010 dollars, et excède celle de tous les autres produits agricoles réunis [1].

Peu à peu, le coton est introduit dans de nouvelles régions du Texas : vers 1870, cette récolte supplante l'élevage dans la *Black Waxy Prairie* qui s'étend de la Red à San Antonio ; dans les années 1880, le coton s'implante également dans les *Rolling Plains*, jusqu'alors domaine du bétail ; dans le comté de Nueces, les premiers essais de culture ont été interrompus par la guerre et, par la suite, l'élevage se révélant très rentable, le coton ne réapparait qu'après 1880 ; les comtés de San Patricio, Jim Wells et Kleberg en produisent également de petites quantités ; la basse vallée du rio Grande, enfin, commence à s'y intéresser [2].

Entreprise commerciale également, l'élevage vient en second après le coton. Dans la région de la Nueces, l'un des premiers foyers de cette activité et point de rencontre des techniques anglo-américaines et hispaniques, l'âge d'or du *cattle ranching* dure de 1870 à 1890. Mais, avec l'élimination des Indiens et des bisons vers le milieu des années 1870, c'est l'ouest du Texas — une zone relativement sèche qui représente alors la moitié de la superficie de l'État — qui devient le nouveau royaume du bétail. Plusieurs grands centres se créent entre la Red et le Concho, à partir des *Cross Timbers*, les éleveurs remontant vers les plaines du nord jusque dans le *Panhandle*. De leur côté, les ranchers du sud du Texas s'installent au-delà du *Pecos*, la présence des Apaches retardant toutefois leur avancée jusqu'en 1880 [3].

D'immenses domaines se constituent, propriétés de grosses compagnies étrangères ou de l'est des États-Unis attirées par d'énormes profits. Cependant, après une période de très forte expansion et de spéculation, la surproduction, la baisse des prix, le terrible hiver de 1886 et la sécheresse de 1886-1887 provoquent de nombreuses faillites. Une autre conception

1. Spratt 66, 81 ; Fehrenbach 603, 615.

2. P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 84 ; J. Lee Stambaugh and Lillian J. Stambaugh, *The Lower Rio Grande Valley of Texas* (Austin : The Jenkins Publishing Co., San Felipe P, 1974) 233. Carte de la production de coton par comté : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/cotton\_production.jpg`, `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/cotton\_production.jpg`

3. P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 80. Carte de l'élevage (nombre de têtes de bétail par comté) : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/num\_cattle\_calves.jpg`

de l'élevage — *stock-ranching* — s'impose, facilitée par l'invention du fil de fer barbelé : on importe des races anglaises et on améliore le cheptel ; on installe des moulins à vent permettant l'irrigation et la constitution de réserves d'eau ; on utilise de manière rationnelle des pâturages extensifs clôturés. Dans le comté de Nueces, les changements sont venus plus tôt encore, les éleveurs disposant d'amples réserves de bois, contrairement à ceux des plaines, pour clôturer les herbages. Toutefois, ces nouvelles techniques se révèlent catastrophiques pour les nombreux éleveurs sans terres qui utilisaient librement les pâturages, et pour les petits propriétaires désormais privés d'accès à un point d'eau. À partir de 1890, l'élevage perd partout du terrain, les ranchs sont divisés en parcelles et vendus ou loués aux milliers de cultivateurs qui déferlent dans l'État et s'intéressent davantage au coton et aux céréales [1].

Les exploitants commencent en effet à produire d'autres récoltes destinées en partie ou en totalité à la vente : la surface cultivée en maïs passe d'un million d'acres en 1870 à plus de cinq millions en 1900 ; la production de blé et d'orge est multipliée par trente, celle de riz par soixante-dix ; la canne à sucre fait son apparition dans les comtés de Fort Bend, Brazoria et Cameron. Les cultures légumières et fruitières s'implantent lentement dans le sud et le sud-ouest de l'État, stimulées par la croissance des villes. L'absence de moyens de transport adaptés limite toutefois leur essor. Certes, on construit des milliers de kilomètres de voies ferrées, mais de nombreuses régions ne sont pas encore desservies. Ainsi, dans la vallée, la production commerciale des fruits et des légumes ne pourra véritablement se développer qu'avec l'arrivée du chemin de fer à Brownsville en 1904. Par ailleurs, l'alimentation en eau est souvent problématique, et le recours à l'irrigation est indispensable pour assurer des rendements réguliers — pompage de nappes phréatiques au moyen de puits artésiens dans le sud-ouest, utilisation des eaux du rio Grande dans la vallée. Mais, en 1900, on ne compte guère que 49 652 acres de terres irriguées, consacrées au maïs et au fourrage, et concentrées dans dix comtés de l'ouest et du sud-est. Pour l'instant, il n'est pas question d'irrigation dans les plaines du sud, et les premiers travaux dans ce sens commencent à peine dans la vallée. Par conséquent, à la fin du siècle, les cultures légumières et fruitières ne représentent qu'une infime partie de la valeur de l'ensemble des produits agricoles du Texas — 1 % pour les légumes et 0,5 % pour les fruits [2].

1. Edward E. Dale, rev. of *When Grass Was King*, by Maurice Frink, W. T. Jackson, and A. W. Spring, *Agricultural History* 31 (1957) : 86 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 75-76.
2. Spratt 59-62 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 82.

2.3 Un « travail de Mexicain »

L'ouverture de nouveaux territoires à l'élevage et à une agriculture de plus en plus spécialisée et commerciale s'accompagne de nouveaux besoins en main d'œuvre.

Dans l'élevage, les gardiens de troupeaux mexicains-américains traditionnellement employés dans le sud de l'État suivent les éleveurs lorsque ces derniers s'installent au-delà du *Pecos*. Les *vaqueros* prédominent également dans les ranchs de la région de la Nueces. Par contre, dans les hautes plaines du nord, ce sont des *Anglos* et des Noirs qui sont engagés comme cow-boys.

Dans l'agriculture, les Hispaniques commencent à jouer un rôle déterminant. Ce sont eux que l'on charge du débroussaillage des terres, une tâche longue et pénible car il faut arracher les buissons de peyotl aux racines profondes avant de pouvoir planter. Ils représentent la majorité des ouvriers saisonniers embauchés par les grandes exploitations de l'ouest et du sud. Dans ces régions où le prix des terres est élevé, fermage et métayage sont jugés peu rentables, et l'on préfère mécaniser et employer des travailleurs occasionnels, en particulier au moment de la récolte. Vers la fin du siècle, on trouve également des Mexicains dans le centre et l'est du Texas. Certains, en effet, suivent à pied la récolte du coton pendant cinq ou six mois, allant jusqu'à la Sabine et passant même parfois en Louisiane pour se louer dans les champs de canne à sucre. Leur arrivée n'est d'ailleurs pas toujours du goût des « fermiers », métayers et ouvriers blancs et noirs de ces vieilles régions agricoles. Ainsi, au début des années 1890, dans le comté de Bee, près de Corpus Christi, lorsqu'on commence à embaucher des Hispaniques à la place des Noirs, considérés comme trop chers et moins dociles, ces derniers, exaspérés, organisent un raid sur le quartier mexicain de Beeville. Dans les comtés de Hays, de Wilson, de Gonzales et de Witt, ce sont les petits Blancs qui cherchent à dissuader les planteurs de louer leurs terres à des Mexicains ou de les engager comme simples journaliers [1].

Mais les employeurs ne sont pas prêts à renoncer à une main d'œuvre abondante et au coût peu élevé, qui rend la culture du coton particulièrement rentable. De plus, l'image que les *Anglos* ont des Hispaniques permet de justifier leur exploitation. Comme leurs prédecesseurs d'avant la guerre de Sécession, les premiers sont convaincus de la supériorité de leur

1. George O. Coalson, *The Development of the Migratory Farm Labor System in Texas : 1900-1954* (San Francisco : R and E Research Associates, 1977) 22 ; P. S. Taylor, *Mexican Labor in the United States, Dimmit County, Winter Garden District, South Texas* (Berkeley : U of California P, 1930) 300.

culture, de leur système économique, politique et social. Dépeints comme « dociles », « indolents », « ignorants », « décadents », « médiocres », « peu enclins au travail », « s'abandonnant à tous les vices », les Mexicains sont supposés n'avoir que peu d'intérêt pour l'avenir et le progrès matériel [1]. « Arriérés » et « primitifs », ces ouvriers peuvent donc être relégués dans les emplois les plus durs — il y a des tâches « naturellement » dévolues aux Mexicains — et recevoir les salaires les plus misérables. Cette vision des choses va souvent de pair avec une conception paternaliste du rôle de l'employeur à qui il est conseillé de se montrer « ferme » mais « aimable », s'il veut obtenir le maximum de ses employés.

L'intérêt que portent les exploitants agricoles à cette nouvelle source de main d'œuvre encourage les Mexicains à passer le rio Grande et à s'établir au Texas, où ils viennent grossir les rangs de la population hispanique locale. En se tournant également vers ces travailleurs dès 1880, les compagnies de chemin de fer contribuent à la constitution d'un réservoir de saisonniers pour l'agriculture. 14 000 en 1850, soit 6,5 % de la population, Mexicains et Mexicains-Américains sont plus de 80 000 en 1887, soit 4,14 % de la population. Quelques-uns résident dans l'est de l'État, 374 vivant à Nacogdoches, ancienne enclave espagnole. De petits groupes, venus du Nouveau-Mexique comme bergers, sont restés dans les plaines du *Panhandle*. 3 600 Hispaniques non recencés seraient également installés dans les comtés de l'Ouest à la fin des années 1880. Plus de 500 dans 19 comtés du Texas, les Mexicains sont surtout concentrés dans le sud et le sud-ouest, où ils constituent plus de 50 % de la population dans 11 comtés, dont ceux de Nueces (53 %), de Webb (90 %) de Cameron (91 %) de Duval (93 %) de Starr (97 %) et de Zapata (98 %) [2].

1. De Leon 95 , 29-34 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 105 et 81.
2. Jordan 273-276.

Immigrants et migrants (du début du XXe siècle à la fin des années trente)

1 Le plein essor de l'agriculture commerciale

1.1 De l'élevage aux cultures légumières et fruitières

Avec la découverte d'importants gisements de pétrole, l'agriculture perd sa place prépondérante dans l'économie de l'État, qui n'en devient pas un grand centre industriel pour autant. C'est plutôt un vaste complexe agro-minier qui se met en place, axé sur la pétrochimie, l'extraction minière, l'industrie du bois, la transformation et le conditionnement des produits agricoles. L'agriculture demeure néanmoins le principal secteur d'activité dans de nombreux comtés, et bénéficie de l'extension du réseau ferroviaire qui permet le désenclavement et l'essor de plusieurs zones agricoles. Le mouvement de commercialisation commencé au dix-neuvième siècle se poursuit et s'amplifie après 1900, spécialisation, mécanisation, concentration devenant les maîtres-mots. L'agriculture gagne du terrain sur l'élevage, la culture du coton s'étend, et celle des fruits et des légumes se développe.

Dans l'ouest, de plus en plus d'éleveurs laissent la place aux cultivateurs. L'arrivée des chemins de fer permet en effet aux céréaliers du Kansas d'étendre le royaume du blé d'hiver dans les plaines du nord du Texas, avec Amarillo comme capitale du *Panhandle*. Quant aux plaines du sud, avec l'introduction de l'irrigation et de techniques de fertilisation, elles offrent désormais les meilleures terres à coton de l'État. La basse vallée du rio Grande passe également de l'élevage à l'agriculture, et devient l'une des régions agricoles les plus riches du Texas, les conditions naturelles y étant très favorables : richesse des sols, climat semi-tropical, relative abondance des eaux d'irrigation. Conscients de ces atouts, grands propriétaires terriens, hommes d'affaires et entrepreneurs *anglos* se lancent dans des investissements de grande ampleur. Une ligne de chemin de fer des-

sert Brownsville à partir de 1904 et la vallée en 1926, et la construction d'un réseau routier débute en 1921. Par ailleurs, l'adoption par le Congrès, en 1902, du *Reclamation Act*, une loi qui permet de débloquer des fonds fédéraux pour d'imposants projets de défrichement et d'irrigation, incite les promoteurs à acquérir des terres en bordure du fleuve et à y construire canaux et usines de pompage. Les zones ainsi aménagées — la surface irriguée passe de 500 acres en 1901 à 257 800 acres en 1931 — sont morcelées et revendues à des « colons » venus du nord des États-Unis et du Midwest [1].

Même si quelques propriétés s'étendent sur plus de 1 000 ou 2 000 acres, le développement se fait dans l'ensemble dans le cadre d'une structure foncière de petites et moyennes exploitations dont le nombre augmente très vite : 709 dans le comté de Cameron en 1910 et 2 936 en 1930 par exemple ; 677 dans le comté de Hidalgo en 1910 et 4 327 en 1930. Avant 1920, arrivent tout d'abord de petits exploitants dénués de ressources, puis, avec la montée des prix, des cultivateurs plus aisés. Après 1920, les compagnies foncières s'adressent davantage à des résidents urbains aux revenus confortables désireux d'investir dans l'agriculture. En quelques années, la vallée voit donc sa population s'accroître rapidement : de nombreux bourgs naissent et prospèrent, comme Kingsville, qui n'existe pas en 1904, mais compte 3 000 habitants en 1914 [2].

La région de la Nueces s'ouvre aussi aux agriculteurs, et nombreux sont ceux qui s'y installent, venus du centre du Texas, du Kansas, du Missouri et même d'États plus au nord. Irrigation et culture sèche font par ailleurs des hautes vallées de la Nueces, du Frio et de l'Atascosa, jusqu'alors consacrées à l'élevage, une zone agricole hautement productive, le *Winter Garden District*. Les cultures s'épanouissent bientôt autour de Laredo et d'Eagle Pass dans la vallée du rio Grande, de Carrizo Springs dans le comté de Dimmit, et dans le comté de Zavalla. Après une première vague de cultivateurs venus du Vieux Sud des États-Unis et trop pauvres pour acheter les terres proposées, arrivent des exploitants du nord du pays, recrutés directement par les promoteurs.

Le coton est le grand bénéficiaire de ces changements. En 1910, on en cultive 10,212 millions d'acres et on en récolte 2 millions de balles. Les chiffres sont de 12,323 millions d'acres et 4,345 millions de balles pour 1920, et de 17,749 millions d'acres et 5,628 millions de balles pour 1926. À partir de cette date, des conditions climatiques défavorables et une politique de limitation de la production font diminuer la surface en coton

1. Lyle Saunders and Leonard Olen, *The Wetback in the Lower Rio Grande Valley of Texas*, Inter-American Educational Occasional Papers 7 (Austin : U of Texas P, 1951) 19, 195.

2. Montejano, *Anglos and Mexicans* 109 ; Lawrence A. Cardoso, *Mexican Emigration to the United States, 1897-1931* (Tucson : U of Arizona P, 1980) 25.

ainsi que le nombre de balles : 16,138 millions d'acres et 4,037 millions de balles en 1930 ; 10,657 millions d'acres et 2,956 millions de balles en 1935. Toutefois, en 1938, le Texas produit encore environ un quart du coton américain [1].

Dans la *Black Waxy Prairie*, le coton continue sa progression commencée après la guerre de Sécession, et vers 1922, on y consacre environ 67 % des terres. Dans les *Rolling Plains*, c'est la principale récolte vers 1909. Introduit dans les *High Plains*, autour de Lubbock, le coton y devient rapidement prédominant : 7 % des terres cultivées en 1907, et 53 % en 1929. C'est aussi l'une des premières cultures dans la basse vallée du rio Grande, car, non périssable, il peut être transporté par voie d'eau. Le comté de Nueces devient, lui, le premier producteur du Texas. Dans le comté de Dimmit, le coton est planté de façon intermittente sur une petite échelle et dans la région d'El Paso, la dernière à s'ouvrir à cette récolte avec le développement de l'irrigation, il joue un rôle essentiel dans les années vingt [2].

La production commerciale des fruits et des légumes connait de son côté une expansion rapide. L'amélioration des transports et des techniques de conservation permet leur consommation tout au long de l'année, le marché intérieur bénéficie de l'urbanisation de la population, de nouvelles habitudes alimentaires se font jour. Des zones de cultures d'hiver et de printemps apparaissent aux États-Unis, et une bonne partie de ces produits frais vient du Texas, où la surface cultivée en légumes progresse considérablement. Ainsi, en 1925, les oignons occupent 10 000 acres, et 23 000 en 1935 ; les pommes de terre, 28 000 et 49 000 ; les épinards, 14 000 et 36 000 ; les concombres, 980 et 7 300 ; les melons, 3 000 et 6 000. En 1935, l'état produit plus de 75 000 tonnes de tomates et 40 000 tonnes de carottes, près de 4 millions de melons [3].

Plus de la moitié de ces légumes poussent dans la basse vallée du rio Grande, de même qu'une grande quantité de fruits, en particulier les agrumes, dont on plante des milliers d'acres dans les années vingt : on « exporte » 3 000 caisses de pamplemousses et 9 000 caisses d'oranges en 1919, près de deux millions de caisses des premiers et 650 000 caisses des secondes au milieu des années trente. Le *Winter Garden* et la région de Corpus Christi fournissent aussi fruits et légumes. Crystal City, dans le comté de Zavala, devient la capitale de l'épinard, dont la consommation

1. McWilliams, *North* 170 ; Coalson 5 ; S. C. Menefee, *Mexican Migratory Workers of South Texas*, Federal Works Agency, Work Projects Administration, Division of Research (Washington : GPO, 1941) 25.
2. Coalson 1-2 ; Saunders and Olen 233 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 84.
3. P. S. Taylor, *Mexican Labor* 309.

augmente régulièrement aux États-Unis, entre 1919 et 1929. Le Texas fournit une part croissante de la production nationale : 22 % de 1919 à 1924, et environ 35 % de 1925 à 1934. Dans le comté de Dimmit, l'oignon des Bermudes est roi — le Texas est le principal fournisseur du pays avec la Californie. Autour de Corpus Christi, irrigation et culture sèche permettent l'essor des cultures maraîchères [1].

1.2 Main d'œuvre : les nouveaux besoins des producteurs

Le développement de l'agriculture commerciale s'accompagne d'une mécanisation sans précédent, en particulier dans la culture du coton. De 1830 au début du vingtième siècle, de nombreuses inventions ont révolutionné l'agriculture, la plus déterminante étant la moissonneuse mécanique. Mais c'est l'animal, cheval ou mule, qui fournit encore l'énergie nécessaire. Dès les années 1890 on essaie d'utiliser des tracteurs à vapeur, remplacés en 1905 par le tracteur à essence, et enfin, en 1924, par le tracteur à usages multiples. En 1930, on compte 37 000 de ces machines au Texas, et 99 000 en 1938. En 1937, près de 78 % des fermes des *High Plains* en sont équipées, 40 % dans les *Rolling Plains* et 30 % dans la *Black Waxy Prairie* [2].

Commercialisation, concentration et mécanisation modifient les besoins en main d'œuvre. Dans les fermes cotonnières de l'est de l'État, les ouvriers locaux sont utilisés dans toutes les étapes de la production — préparation du sol, plantation, culture et récolte — et sont en nombre suffisant pour les assurer. Mais, dans l'ouest et le sud, le recours aux machines réduit considérablement le nombre d'heures de travail. Par exemple, dans les *High Plains*, les opérations de préparation demandent 10,5 heures avec un équipement traditionnel et 4,3 heures avec du matériel moderne. Par contre, la récolte, non mécanisée, exige une grande quantité de cueilleurs, et occupe 60 à 77 % du temps de travail à elle seule. Il devient donc nécessaire de faire appel à des saisonniers venus de l'extérieur. Les cultures fruitières et légumières requièrent également un volume important de main d'œuvre pour de brèves périodes : semis, binage, et taille exigent de 100 à 200 heures de travail par acre. Pour la cueillette, les besoins dépendent du volume à récolter. Or, le rendement n'est pas toujours prévisible et

1. United States, Cong., House, Select Committee to Investigate the Interstate Migration of Destitute Citizens, *Hearings on Interstate Migration*, 76th Cong., 3rd sess., Part 5 (Washington : 1941) 1925 ; Saunders and Olen 234 ; *The Texas Almanac, 1947-1948* (Dallas : A. H. Belo, 1948) 213 ; Menefee 4 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 85.
2. McWilliams, *I'll Fares* 218 ; Coalson 3.

la date de récolte reste incertaine, car liée non seulement aux conditions climatiques, mais aussi aux fluctuations de marché [1].

On voit donc apparaître des groupes d'ouvriers agricoles saisonniers qui se déplacent d'une exploitation à l'autre, et même d'une région à l'autre, à la recherche d'emplois. L'ouvrier à l'année, le « fermier » et le métayer deviennent moins rentables, car il faut partager la récolte, fournir le logement, faire des avances d'argent, payer un salaire régulier. Même si ces modes de faire-valoir continuent à survivre dans certaines parties de l'État, les propriétaires préfèrent de plus en plus embaucher des travailleurs temporaires, payés à la pièce — le salaire versé est proportionnel à la quantité récoltée —, au forfait, à l'heure ou à la journée, le cultivateur n'ayant pas à se préocuper de la productivité de ses employés, et pouvant recruter pratiquement au jour le jour.

Le coton est la culture qui fait le plus appel à ce type de travailleurs migrants, qui, dans plusieurs régions, représentent 60 à 90 % des cueilleurs. Des circuits migratoires bien définis commencent à se mettre en place, les saisonniers allant dans toutes les grandes zones productrices, à l'exception de la haute vallée du rio Grande autour d'El Paso, où les cultivateurs embauchent de la main d'œuvre locale. La récolte dure six mois, de juillet à décembre, et dans chaque région, la récolte ne dure pas plus de six à huit semaines. Le coton mûrit d'abord dans le sud, puis dans le centre et l'est, et enfin dans l'ouest de l'état. Commençant la cueillette dans la basse vallée du rio Grande fin juin-début juillet, les migrants se dirigent ensuite vers la région de Corpus Christi où ils arrivent vers la mi-juillet, en longeant la côte. Puis ils continuent vers le centre en août, et sont dans la *Black Waxy Prairie* et les *Rolling Plains* en septembre. Enfin, ils atteignent les *High Plains* début octobre, et peuvent y être employés jusqu'en novembre ou décembre. À la fin des années 1930, près de 400 000 travailleurs suivent la récolte du coton à travers le Texas. Tous ne font pas le circuit complet, mais au moins 200 000 couvrent une distance de 1 000 à 1 250 km. Ensuite, ils retournent dans le *Winter Garden* et la basse vallée, où ils trouvent du travail pendant l'hiver et le printemps, dans les fruits et les légumes. En plus de ces migrants qui se déplacent dans tout l'état, environ 300 000 cueillent le coton pendant une partie de la saison sans beaucoup s'éloigner de leur résidence [2].

L'amélioration du réseau routier facilite la migration. Le transport est parfois assuré par l'employeur, certains utilisent leur propre véhicule,

1. Coalson 3-6
2. United States, Cong., Senate, Subcommittee of the Committee on Education and Labor, *Hearings on American Farmers and the Rise of Agribusiness*, 76th Cong., 3rd sess. (Washington : GPO, 1941) 276 ; McWilliams, *I'll Fares* 230-232.

d'autres voyagent en autocar, en train, ou font du stop. Mais dans la majorité des cas, ces saisonniers sont amenés sur les lieux de travail par un intermédiaire, embaucheur — *labor contractor* — ou chef d'équipe — *crew leader* —, qui contacte les exploitants et passe des contrats avec eux. Cet intermédiaire se charge aussi du pesage de la récolte et porte le coton à l'égreneuse. C'est lui qui avance l'argent aux ouvriers, si besoin est, s'occupe du paiement des salaires sur lesquels il retient une certaine somme en échange de ses services. Ce système, très apprécié des producteurs de coton, intéresse également les producteurs de fruits et légumes du sud de l'État.

L'agriculture exige donc désormais une véritable armée de travailleurs, et ce sont les Mexicains-Américains et les immigrants mexicains, légaux ou clandestins, temporaires ou permanents, qui vont satisfaire cette demande.

2 Les Mexicains, une main d'œuvre abondante et bon marché

2.1 L'afflux des travailleurs mexicains (1900-1929)

Pendant les trois premières décennies du vingtième siècle, des milliers de Mexicains passent en effet au Texas. Cette arrivée massive se traduit par un net accroissement de la population hispanique de l'État : 165 000 personnes en 1900, soit 5,5 % de l'ensemble de la population ; 510 000 en 1920, soit 10,9 % ; 683 681 en 1930, soit 11,7 %. Les résidents nés au Mexique sont 71 062 en 1900, 125 016 en 1910, 251 827 en 1920, 266 046 en 1930. Malgré l'afflux de colons *anglos*, les Hispaniques constituent une bonne partie, sinon une majorité, de la population dans plus d'un comté : 75 % dans le comté de Dimmit en 1930 par exemple, 73 % dans celui de Zavala, 45 % dans le comté de Nueces. El Paso est à plus de 61 % hispanique, Brownsville à 65 %, San Antonio à 36 %[1].

L'augmentation spectaculaire du nombre de Mexicains au Texas après 1900 s'inscrit dans un vaste mouvement d'émigration vers les États-Unis en général et le sud-ouest en particulier. Le Mexique est un pays miné par l'inflation, le chômage et la famine, et son économie est entièrement dominée par les intérêts étrangers. Le nord, seule région prospère, attire les Mexicains à la recherche d'une vie meilleure, et la construction de

1. Mario Barrera, *Race and Class in the Southwest* (Notre-Dame : U of Notre-Dame P, 1967) 75 ; Coalson 13 ; David Montejano, *Race, Labor Repression, and Capitalist Agriculture : Notes from South Texas, 1920-1930*, Working Papers Series nº 102 (Berkeley : Institute for the Study of Social Change, 1977) 5-6 ; United States, Cong., House, Committee on Immigration and Naturalization, *Hearings on Immigration from Countries of the Western Hemisphere*, 71st Cong., 2nd sess. (Washington : GPO, 1930) 609.

lignes de chemin de fer reliant le centre du Mexique à la frontière accélère la migration vers cette zone. De là, le passage aux États-Unis se fait facilement, la demande en main d'œuvre y étant forte, et les salaires jusqu'à six fois plus élevés.

La révolution de 1910 stimule et amplifie le mouvement déjà en place, et dans les années 1920, les affrontements entre factions rivales, la stagnation de la production et la pauvreté nourrissent encore l'immigration, et ce d'autant plus que, côté américain, les sources traditionnelles de main d'œuvre se tarissent. La première guerre mondiale mobilise les travailleurs et met un frein à l'immigration européenne, par ailleurs limitée par l'adoption par le Congrès de lois établissant des quotas en 1917, 1921 et 1924, et imposant une taxe de huit dollars par personne, un test de niveau d'alphabétisation — *literacy test* —, et la fin du recrutement direct par les employeurs. Ces dispositions, applicables à plusieurs pays, sont principalement dirigées contre les immigrants de l'Europe du Sud et de l'Est, dont le nombre chute de près de 50 %.

Trois secteurs bénéficient de l'arrivée de cette main d'œuvre — chemins de fer, mines, agriculture —, et entrepreneurs et producteurs mettent tout en œuvre pour la faire venir aux États-Unis. D'une part, ils obtiennent des dérogations à la législation sur l'immigration : les Mexicains ne paient pas les taxes individuelles prévues par les lois de 1903 — deux dollars — et 1907 — quatre dollars ; de 1917 à 1921, ces travailleurs sont autorisés à venir temporairement aux États-Unis et sont exemptés de droits d'entrée et de test de niveau d'alphabétisation ; en 1921 et 1924, le Mexique échappe aux quotas appliqués aux pays européens, mais les Mexicains doivent désormais payer une taxe de dix dollars pour le visa et une de huit dollars pour l'entrée aux États-Unis, passer le *literacy test* et un examen médical. D'autre part, compagnies et associations d'employeurs participent au recrutement en ouvrant des bureaux dans les villes frontalières et en envoyant des recruteurs jusqu'au cœur du Mexique. Pour les sociétés américaines qui y ont des filiales — mines et chemins de fer — la tâche est encore plus aisée.

Les candidats à l'immigration peuvent également s'adresser à des passeurs clandestins, les *coyotes*. Opérant seuls ou en groupes, parfois même payés par les grandes entreprises, ces derniers font traverser la frontière pour une somme allant de cinq à dix dollars, ou se contentent de « louer » des papiers pour deux ou cinq dollars, l'entrée illégale permettant de réduire coûts et délais d'attente. La présence d'une importante population hispanique dans les zones frontalières facilite le recrutement, le transport, et l'embauche de ces travailleurs en fournissant les indispensables intermédiaires.

Modérée pendant la première décennie — 24 000 Mexicains s'ins-

tallent officiellement aux États-Unis, mais au moins 50 000 passent la frontière chaque année pour y travailler temporairement —, l'immigration en provenance du Mexique augmente fortement à partir de 1910 — plus de 90 000 personnes entre 1915 et 1919, près de 500 000 pour les années 1920. Toutefois, ces chiffres ne tiennent pas compte des clandestins — plus de 330 000 selon certaines sources entre 1910 et 1919, et plus de 100 000 chaque année entre 1919 et 1929. La plupart des nouveaux arrivants s'installent dans le sud-ouest, qui totalise 96,9 % des résidents nés au Mexique en 1900, 91,6 % en 1910, 89,1 % en 1920 et 85,1 % en 1930. C'est le Texas qui reçoit le plus grand nombre de ces Mexicains, même si cet État a de moins en moins leur faveur, et joue le rôle de centre de distribution vers d'autres régions : en 1900, on y compte 68,7 % des résidents nés au Mexique, 56,3 % en 1910, 51,8 % en 1920, et 41,6 % en 1930 [1].

Quel qu'ait été son statut dans son pays d'origine, l'immigrant n'obtient en général que des emplois pénibles et mal rétribués. Dans l'ensemble du Sud-Ouest, les Mexicains représentent par exemple 60 % des ouvriers non-qualifiés embauchés dans les mines entre 1900 et 1940, plus de la moitié du personnel d'entretien des voies de chemin de fer en 1909, et ils deviennent rapidement la principale source de main d'œuvre pour l'agriculture. Au Texas, on les retrouve dans l'industrie textile et le bâtiment, ils sont chargés de la construction et de l'entretien des routes et d'autres travaux publics, et ils jouent un rôle crucial dans l'agriculture du sud et de l'ouest de l'État. Il n'est donc pas étonnant que les producteurs texans s'élèvent violemment contre toute tentative de contrôle de cette immigration mexicaine [2].

2.2 Le débat sur l'immigration mexicaine au Texas (années vingt)

Jusqu'en 1921, les exploitants agricoles du Texas bénéficient des dispositions particulières accordées par le Congrès aux employeurs désireux d'embaucher des Mexicains. Toutefois, à partir de 1921, des groupes aux intérêts divers mènent de virulentes campagnes visant à mettre fin à cette immigration, ou, du moins, à la limiter. À ces « restrictionnistes », les pro-

1. Leo Grebler, « Mexican Immigration to the United States, » *Mexican-American Study Project Advance Report* nº 2 (Los Angeles : Graduate School of Business Administration, U of California, Jan. 1966) 22 et 19 ; Barrera 65-66 ; Juan Gomez-Quinonez, « Mexican Immigration to the United States and the Internalization of Labor, 1848-1980 : An Overview, » *Mexican Immigrant Workers in the United States*, ed. Antonio Rios Bustamante (Los Angeles : Chicano Studies Reseach Center, 1981) 23 ; Cardoso 94.

2. McWilliams, *North* 186 ; Cardoso 27 ; P. S. Taylor, *Mexican Labor* 495 ; Committee on Immigration and Naturalization, *Immigration from Countries of the Western Hemisphere* 629 ; Barrera 77.

ducteurs et leurs alliés politiques expliquent que pour prospérer, l'agriculture commerciale a besoin d'une main d'œuvre abondante et bon marché, et que seuls les Mexicains sont prêts à accepter ce type de travail. Par conséquent, limiter leur entrée équivaut à freiner le développement agricole de l'État, puisque sans ces ouvriers on ne peut ni assurer la production ni mettre de nouvelles terres en valeur. Les exploitants disent approuver les quotas en ce qui concerne l'immigration européenne, mais s'insurgent contre leur application au Mexique, et regrettent que les procédures administratives écartent déjà certaines catégories de candidats, notamment ceux recherchés par les agriculteurs, soit les plus pauvres et les moins éduqués. Désireux toutefois de ne pas s'attirer les foudres des « restrictionnistes », les exploitants prennent soin de préciser que seule l'agriculture doit pouvoir bénéficier d'exemptions, les Mexicains qui quitteraient ce secteur pouvant être renvoyés chez eux. Par ailleurs, les producteurs répètent à l'envi que ces travailleurs ne constituent en rien une menace pour la société texanne, leur présence ne remettant aucunement en cause la hiérarchie raciale et ethnique qui est la règle dans cet État [1].

Toutefois, leurs adversaires ne sont pas convaincus : entre 1926 et 1930, ils déposent chaque année des propositions de loi visant à instaurer des quotas pour le Mexique, et ils réfutent les arguments présentés. Selon eux, il n'y a pas de pénurie de travailleurs, car on trouve dans les villes suffisamment de Mexicains au chômage pour satisfaire les demandes de l'agriculture, et ils accusent les employeurs de vouloir tout simplement constituer un grand réservoir de main d'œuvre non qualifiée, taillable et corvéable à merci, et ce aux dépens des petits exploitants. En effet, dans certains comtés, les « fermiers » et métayers blancs et noirs se voient souvent préférer les Mexicains, moins bien payés. Par ailleurs, les « restrictionnistes » affirment que la mise en culture de nouvelles terres ne fait qu'aggraver les problèmes liés à la surproduction dont souffre déjà le Texas et nuit aux intérêts des petits agriculteurs en compétition avec les gros exploitants.. Enfin, insistent-ils, l'emploi des Mexicains constitue un frein au développement d'une classe de petits agriculteurs dans le sud de l'État [2].

Des critères raciaux et culturels sont également mis en avant par les adeptes des quotas, car, disent-ils, seuls les plus ignorants, les plus opprimés et les plus pauvres quittent le Mexique, et la petite classe moyenne

1. United States, Cong., House, Committee on Immigration and Naturalization, *Hearings on Seasonal Agricultural Laborers from Mexico*, 69th Cong., 1st sess. (Washington : GPO, 1925) 188-190, 41-46, 56 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 279.

2. Committee on Immigration and Naturalization, *Seasonal Agricultural Laborers from Mexico* 186-187 ; Committee on Immigration and Naturalization, *Immigration from Countries of the Western Hemisphere* 626-628, 597 ; P. S. Taylor, *Mexican Labor* 340.

mexicaine-américaine qui tente de trouver sa place dans la société américaine pendant cette période n'est pas loin de partager cet avis. Aux yeux des « restrictionnistes », ces immigrants représentent donc un grand danger, étant donné que les valeurs américaines leur sont étrangères. De plus, ils minent le processus démocratique car le « vote mexicain » permet à des potentats locaux de perpétuer, surtout dans le sud de l'État, des machines politiques mises en place dès la fin du dix-neuvième siècle avec la complicité des grands propriétaires. D'où la nécessité, pour certains, d'écarter tous les Hispaniques des consultations électorales [1].

En dépit de leurs efforts, les partisans d'un contrôle plus étroit des frontières n'obtiennent pas gain de cause et le Mexique échappe aux quotas. La Grande Dépression suspend momentanément le débat. Avec la crise, il n'est plus question d'immigration mais de retour massif au Mexique, parfois volontaire, souvent forcé. En 1930, moins de 12 000 Mexicains sont admis légalement aux États-Unis, et seulement 27 000 entre 1930 et 1939.

Pendant les premières décennies du siècle, les Mexicains viennent donc grossir les rangs des Mexicains-Américains pour cultiver et récolter coton, fruits et légumes. Mais, s'ils contribuent largement à l'expansion de l'agriculture, ni les uns ni les autres ne profitent vraiment de la prospérité qu'ils contribuent à créer.

3 Race et classe en milieu rural

3.1 Organisation sociale et tensions

Les ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains occupent en effet le bas de l'échelle sociale, en tant que classe et en tant que membres d'un groupe ethnique victime de préjugés profondément enracinés. Selon David Montejano, auteur d'une étude intitulée *Race, Labor Repression and Capitalist Agriculture : Notes from South Texas, 1920-1930*, à aucun autre moment dans l'histoire du sud de l'État la « race » et la classe n'ont autant coincidé, la première devenant la clé de voûte d'un système économique et social adapté aux besoins des exploitants [2].

1. Committee on Immigration and Naturalization, *Immigration from Countries of the Western Hemisphere* 590-591 ; P. S. Taylor, *A Mexican-American Frontier* 290 ; P. S. Taylor, *Mexican Labor* 399.

2. Documents photographiques : *Spinach workers, Texas* (Library of Congress — America from the Great Depression to World War II) : `memory.loc.gov/ammem/fsahtml/fsasubjindex1.html` Documents photographiques : *Cotton, Texas* (Library of Congress — America from the Great Depression to World War II) : `memory.loc.gov/ammem/fsahtml/fsasubjindex1.html`

Dans les zones rurales, le modèle dominant est celui de propriétaires et de « fermiers » *anglos*, de métayers et de saisonniers hispaniques. Le comté de Nueces offre un parfait exemple de ce schéma. On y recense un propriétaire hispanique — 30 acres — en 1914, et 29, sur plus de 1 200 exploitants, en 1929 : six d'entre eux possèdent plus de 100 acres, dix de 50 à 100 acres, et 13 moins de 50 acres ; la plupart sont d'anciens ouvriers devenus « fermiers » qui ont ensuite réussi à acheter un peu de terre. Environ la moitié du comté est exploitée par des « fermiers » en tiers et en quarts, en presque totalité *anglos* — le propriétaire fournit seulement la terre et reçoit un tiers des fourrages et des grains, et un quart du coton ou des cultures maraîchères. Seulement 5 % des Hispaniques sont dans ce cas, mais ils constituent la quasi-totalité des métayers en demi — le bailleur fournit outils et semences, le métayer son travail, et la récolte est partagée en deux. Quant aux ouvriers agricoles, ils sont à 95 % Mexicains et Mexicains-Américains [1].

C'est aussi le cas pour la majorité des migrants du Texas — environ 85 % d'Hispaniques, contre 10 % de Blancs, et 5 % de Noirs. Les deux-tiers d'entre eux résident dans les villes du sud de l'État, qui servent de réservoir de main d'œuvre aux producteurs. Ainsi, en 1930, à Crystal City, où cinq habitants sur six sont Mexicains ou Mexicains-Américains, 95 % de ces derniers quittent chaque année la ville pour suivre les récoltes. Les autres migrants viennent du centre (20 à 22 %), et de l'ouest (9 à 10 %), les 2 à 3 % restant d'États limitrophes [2].

Avec l'expansion de l'agriculture commerciale et le passage à une main d'œuvre saisonnière, les rapports entre employeurs et employés se modifient. Les relations paternalistes persistent entre *patrons* et ouvriers permanents ou métayers, formes de contrôle qui évitent le recours à la violence, mais qui n'arrivent pas à masquer totalement la nature et l'étendue de l'exploitation économique. Avec les saisonniers, les contacts sont irréguliers et totalement impersonnels, et ce d'autant plus que bon nombre de propriétaires ne vivent pas sur place et laissent la gestion du domaine à un régisseur.

---

1. Montejano, *Anglos and Mexicans* 172-173 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 188, 92 ; Montejano, *Notes from South Texas* 13, 27.

2. Committee on Education and Labor, *American Farmers and the Rise of Agribusiness* 271 ; Menefee 3, 15 ; Select Committee, *Interstate Migration* 1925. Documents photographiques : *Migrants on the road, Texas* (Library of Congress — America from the Great Depression to World War II) : `memory.loc.gov/ammem/fsahtml/fsasubjindex1.html`. Documents photographiques : *Migrant camps, Texas* (Library of Congress — America from the Great Depression to World War II) : `memory.loc.gov/ammem/fsahtml/fsasubjindex1.html`, `memory.loc.gov/ammem/fsahtml/fsasubjindex1.html`

Les contacts sont d'autant plus rares que des règles strictes assignent « sa » place au « Mexicain », catégorie qui inclut les Mexicains et les Mexicains-Américains. La ségrégation entre *Anglos* et Hispaniques s'impose dans tous les domaines de la vie sociale, très semblable à celle dont souffrent les Noirs dans le Vieux Sud. Deux mondes coexistent — la ligne de chemin de fer sert en général de « frontière » — et les champs constituent le principal lieu de rencontre. Dans le domaine de l'éducation, la séparation des enfants des deux communautés est strictement appliquée partout, d'abord au niveau du primaire, puisque les élèves hispaniques vont rarement au-delà, puis au collège, lorsque, à partir de la fin des années vingt, suffisamment d'entre eux poursuivent leurs études. Mais le taux d'absentéisme des enfants d'ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains est très élevé, et rien n'est fait pour les encourager à venir à l'école. D'une part, au Texas, la scolarité obligatoire ne s'applique qu'aux élèves de 8 à 14 ans vivant dans un rayon de trois kilomètres d'un établissement, à moins qu'un service de transport ne soit assuré, et seulement 100 jours de présence sont requis. D'autre part, les parents préfèrent souvent garder leurs enfants auprès d'eux, car ils travaillent dans les champs ou s'occupent des plus jeunes. Enfin, les employeurs sont hostiles à l'éducation de « leurs Mexicains », redoutant de les voir partir chercher ailleurs des emplois plus intéressants et mieux rémunérés. De toute façon, lorsqu'ils vont à l'école, ces enfants sont mis dans des établissements ou dans des classes séparés, sous des prétextes divers — considérés comme Blancs par la loi, ils ne peuvent être ouvertement soumis à une ségrégation raciale - : infériorité biologique ou culturelle, appartenance à la religion catholique, manque d'hygiène, maladies, nécessité de « protéger » les Hispaniques des *Anglos*, etc. [1].

Dans les régions frontalières, l'arrivée massive d'agriculteurs venus d'autres États entraîne également un durcissement dans les relations entre *Anglos* et « Mexicains ». La société de la vallée est maintenant nettement scindée en deux, même s'il existe des divisions de classe à l'intérieur de chaque groupe. Non seulement les Hispaniques pauvres subissent le mépris, et même la haine, des nouveaux venus, mais la vieille élite

1. P. S. Taylor, *Mexican Labor* 441, 396, 407, 372, 378 ; Menefee 41. Documents photographiques : *The South Texas Border. 1900-1920.* The Robert Runyon Collection (Center for American History, University of Texas at Austin et Library of Congress) : `memory.loc.gov/ammem/award97/txuhtml/runyhome.html` Documents photographiques : *Mexicans, Texas* (Library of Congress — America from the Great Depression to World War II) : `memory.loc.gov/ammem/fsahtml/fsasubjindex1.html`. Documents photographiques : *Mexicans, Crystal City, Texas* (Library of Congress — America from the Great Depression to World War II) : `memory.loc.gov/ammem/fsahtml/fsasubjindex1.html`, `memory.loc.gov/ammem/fsahtml/fsasubjindex1.html`

mexicaine-américaine pâtit elle-aussi de l'évolution de la situation. Les tensions s'accroissent et les actes de violence se multiplient de part et d'autre : ainsi, entre 1915 et 1917, la vallée devient le théâtre de véritables affrontements armés, qui entraînent la mort de centaines de personnes et le déplacement de milliers d'autres [1].

Côté « Mexicain », sabotages, vols de bétail, et assassinats sont perpétrés par des bandes organisées de manière quasi militaire. Les *Anglos* y voient, pour les uns, l'action de simples « bandits », pour les les autres, la main des dirigeants de la Révolution mexicaine. Avec la découverte, en janvier 1915, du *Plan de San Diego*, un projet de soulèvement des Hispaniques dans le sud-ouest devant mener à l'indépendance, et la publication, en mars 1917, de la *Zimmerman Note*, dans laquelle l'Allemagne propose une alliance au Mexique en échange de la reconquête du sud-ouest, on accuse également les Allemands de fomenter des troubles. Néanmoins, le plus souvent, ce sont les exactions dont sont victimes les Mexicains et les Mexicains-Américains qui sont à l'origine des désordres.

Les *Anglos*, de leur côté, forment des milices qui font régner la terreur dans la population hispanique et font appel appel aux *Texas Rangers*. Créés en 1823 pour protéger les premiers colons des Indiens, et plus tard utilisés pour assurer la sécurité des frontières de la République puis de l'État, ces *Rangers* ont très vite défendu les intérêts des grands propriétaires de la région. Réorganisés en 1900 et 1901, *Los Rinches*, comme on les appelle aussi, continuent leurs activités pendant les premières décennies du vingtième siècle, la période la plus sinistre de leur histoire. Les plaintes sont si nombreuses — pour intimidation, brutalités et meurtres —, que leur suppression est un moment envisagée. Le corps est maintenu, mais le nombre de *Rangers* est réduit et leurs pouvoirs limités [2].

Les violences auxquelles sont soumis Mexicains et Mexicains-Américains dans les comtés frontaliers donnent naissance à des ballades — *corridos* —, dans lesquels on raconte comment ils défendent leurs droits dans une lutte inégale contre les *Anglos* et les *Rangers*. En général vaincu, le héros s'enfuit au Mexique, à moins qu'il ne soit tué ou capturé, comme c'est le cas de Gregorio Cortez — *El Corrido de Gregorio Cortez* —, un ouvrier agricole accusé à tort de vol de chevaux et arrêté après une longue chasse à l'homme.

1. Montejano, *Anglos and Mexicans* 115, 125.
2. McWilliams, *North* 11 ; Americo Paredes, *With His Pistol in His Hand, A Border Ballad and Its Hero* (Austin : U of Texas P, 1958) 31.

3.2 Le contrôle de la force de travail

Objet d'ostracisme et d'aggressions, les Hispaniques employés dans l'agriculture sont également victimes de toutes sortes de pratiques, dont le but est d'assurer aux employeurs un meilleur contrôle de la main d'œuvre.

Les exploitants texans cherchent à minimiser au maximum les coûts de production en payant les ouvriers le moins possible. De plus, compte tenu des variations du marché et des conditions climatiques, ils veulent très souvent récolter tous en même temps et sur une période très courte. Il leur faut donc avoir accès à de grandes quantités de main d'œuvre rapidement disponible. Or, si les salaires sont trop bas, et si le marché du travail n'est pas saturé, les travailleurs vont chercher ailleurs de meilleures conditions, que ce soit dans le même comté ou dans un autre État. À titre d'exemple, en 1926-1927, pour la culture du coton, on leur propose 1,75 dollar par jour au Texas, 2,75 dollars en Arizona, 3,25 dollars en Californie, et 4 dollars en Louisiane, dans le Mississippi et l'Arkansas. Il faut donc trouver des moyens de « retenir » ces ouvriers [1].

Dans certains comtés, on les « fixe » en leur donnant, comme à des métayers, de 10 à 20 acres de coton en demi. L'endettement de cette main d'œuvre est souvent utillisée par les gros propriétaires comme moyen de pression pour l'empêcher de partir, alors que les petits agriculteurs ont plutôt tendance à mettre fin au contrat et à s'approprier les récoltes. La solution extrême est le *shotgun settlement* : le propriétaire chasse ses employés sous la menace d'une arme [2].

Toutefois, attirer les travailleurs par de fausses promesses est de loin la méthode la plus courante. Une fois sur place, ces derniers refusent en général les conditions offertes, mais ils sont alors contraints de rester jusqu'à ce qu'ils aient remboursé les sommes avancées par l'exploitant pour le transport et la nourriture. Par ailleurs, pendant la saison des récoltes, les autorités appliquent strictement les lois sur le vagabondage : les personnes interpellées se voient imposer de fortes amendes, et on leur propose soit de rester en prison, soit d'acquitter leur dette en allant travailler pour les exploitants locaux. En 1927, le procès de Raymondville, dans le comté de Willacy, révèle la collusion entre les producteurs, le juge de paix, le procureur du comté et le shérif dans de nombreux cas de servitude forcée, les ouvriers arrêtés cueillant le coton sous la garde des adjoints du shérif. Les autorités avaient également instauré un système de passeport,

1. Barrera 18.
2. Committee on Immigration and Naturalization, *Seasonal Agricultural Laborers from Mexico* 121 ; Montejano, *Notes from South Texas* 24-25.

les travailleurs ne pouvant quitter le comté que s'ils possédaient un document signé d'un agriculteur. Quoique la servitude forcée — *peonage* — soit interdite par la loi tant au niveau fédéral que de l'État, il semble que les producteurs n'aient eu aucune difficulté à l'imposer, la grande majorité de la population estimant apparemment de telles mesures parfaitement justifiées. D'ailleurs, en 1929, de telles pratiques étaient encore fort répandues dans d'autres comtés, dont celui de Nueces[1].

L'identité de vue des producteurs sur la nécessité de limiter la mobilité des ouvriers agricoles ne les empêche pas de se livrer à une compétition acharnée. Les recruteurs profitent largement de cette situation, et les accusations de vol de main d'œuvre — *labor stealing* — à l'encontre des agriculteurs de comtés voisins ou d'autres régions du Texas sont fréquentes. Pour empêcher ces débauchages, certains n'hésitent pas à faire garder les travailleurs par des hommes armés. Dans les années vingt, les exploitants s'inquiètent davantage encore de la multiplication des opérations de recrutement menées par les employeurs d'autres États, en particulier du Nord et du Midwest. Touchés par la diminution de l'immigration européenne, industriels et compagnies de chemin de fer s'intéressent en effet de plus en plus aux travailleurs mexicains et mexicains-américains du Texas, mais ce sont surtout les betteraviers qui viennent y chercher de la main d'œuvre. Au début, les migrants partent un peu au hasard, sans information quant aux besoins réels des producteurs. Bientôt, ces derniers envoient des agents à Fort Worth, El Paso et San Antonio. Les candidats signent un contrat, avec un exploitant ou une association, donnant des informations sur la surface à cultiver, le type de travail, le salaire, le logement. Les possibilités de crédit sont aussi mentionnées, de nombreuses familles n'ayant l'argent nécessaire ni pour le transport, d'abord en train, plus tard en camion, ni pour subsister pendant les premiers jours. Le travail dure de six à sept mois, consistant en plusieurs opérations : démarriage en mai et juin, désherbage en été, arrachage en octobre et novembre. Fin août et septembre, les ouvriers doivent trouver d'autres emplois localement, en général dans les cultures fruitières et légumières.

Des milliers de travailleurs s'en vont ainsi pour des périodes plus ou moins longues, et certains s'installent définitivement dans ces États demandeurs de main d'œuvre. Craignant de voir se tarir le formidable réservoir dans lequel ils puisent à volonté depuis des années, les exploitants texans tentent d'endiguer le flot des départs en faisant passer la *Texas Emigrant Agent Law* en 1929. Cette loi impose une réglementation

1. P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 151, 325-329 ; Montejano, *Notes from South Texas* 27.

stricte et des taxes élevées aux agences de recrutement des autres États. Ces dispositions ont l'aval de la fédération des syndicats du Texas, car elles ont aussi pour effet de protéger la main d'œuvre blanche du Nord et du Midwest. Toutefois, sur appel des compagnies sucrières, la législation est déclarée contraire à la Constitution des États-Unis. En compétition avec les grands intérêts industriels et agricoles du pays, les producteurs texans ne parviennent donc pas à faire prévaloir leur point de vue, et Mexicains et Mexicains-Américains continuent à quitter le Texas — plus de 66 000 par an dans les années trente [1].

1. P. S. Taylor, *Mexican Labor* 331 ; McWilliams, *I'll Fares* 257.

Tentatives d'organisation (de la fin du XIXe siècle à la fin des années trente)

Malgré les obstacles, les Mexicains et les Mexicains-Américains employés dans l'agriculture au Texas tentent d'améliorer un tant soit peu leurs conditions de travail et de vie. Dès la fin du dix-neuvième siècle ils prennent part à des actions collectives, menées dans plusieurs régions de l'État dans le cadre de formations très diverses.

1 Les années 1880 et 1890

1.1 Les *cow-boys* du *Panhandle*

En 1983, quelques *vaqueros* participent à une grève de plus de 3 000 cowboys employés par des ranchs du *Panhandle*. L'action débute au printemps, moment crucial du rassemblement des bêtes, et les demandes concernent les salaires, la nourriture, le logement et le droit de pâture. En effet, certains de ces cowboys sont de petits éleveurs qui ne peuvent survivre qu'en s'embauchant comme saisonniers chez les gros propriétaires qui leur permettent d'utiliser leurs pâturages. Le travail reprend avec la mort du meneur de la grève, Tom Harris, et l'arrivée des *Texas Rangers*, mais les grévistes ont obtenu une augmentation des salaires, le paiement des journées de grève et la promesse qu'il n'y aura pas de représailles. Ces points sont importants, certes, mais ce mouvement révèle aussi des tensions propres au monde de l'élevage dans cette région : évolutions des relations entre employeurs et main d'œuvre lorsque les grandes compagnies remplacent les *rancheros* indépendants, plus proches de leurs hommes et travaillant souvent à leurs côtés ; antagonisme croissant entre gros propriétaires et petits éleveurs ; glissement de ces derniers vers un statut d'ouvriers sans terre [1].

1. Ruth Allen, *Chapters in the History of Organized Labor in Texas*, Bureau of Research in the Social Sciences, Publication n° 4143 (Austin : U of Texas Publications, 1941) 33-41.

1.2 Mouvements agraires

La fin du siècle voit apparaître, au Texas comme dans plusieurs parties du sud des États-Unis, des organisations regroupant petits exploitants, « fermiers » métayers et journaliers, en particulier dans le centre et l'est de l'État, et il semblerait que des Hispaniques aient participé à ces mouvements.

Menacés par les spéculateurs, la concentration et la mécanisation des exploitations, soumis aux tarifs exhorbitants des compagnies de chemin de fer, couverts de dettes, ces différents groupes ont souvent des conditions de vie très similaires Il n'est donc pas surprenant de les retrouver tous dans les mêmes organisations — *Farmers Alliance, Farm Labor Union, Farmers' Educational and Cooperative Union* et *Agricultural Wheel*. Les trois premières sont créées au Texas puis s'étendent à d'autres États.

Ces formations militent en faveur d'une législation et d'une politique économique plus favorable à l'intérêt de leurs membres. L'*Alliance* tente de mettre sur pied des coopératives d'achat et de vente, et la *Texas Alliance* crée également le *Texas Exchange* pour les petits producteurs de coton, propriétaires ou non — le coton est envoyé à Dallas où il est vendu directement aux exportateurs —, mais l'opposition des milieux d'affaires met fin à ces projets. À l'exception du *Farm Labor Union*, ces associations reflètent davantage le point de vue des petits exploitants que celui des ouvriers agricoles. Néanmoins certaines adoptent peu à peu des positions et des tactiques plus « radicales », plus proches de celles des syndicats composés uniquement de travailleurs sans terre [1].

2 Les trois premières décennies du xxe siècle

2.1 *Les Industrial Workers of the World (IWW)*

Parmi ces syndicats, il y a ceux formés par les *Industrial Workers of the World*, aussi appelés *Wobblies*. Fondés en 1905 par des socialistes, des anarchistes et des syndicalistes soucieux de mettre en place un type d'organisation ouvrière différent de celui proposé par l'*American Federation of Labor*, les *IWW* présentent le premier véritable programme d'organisation des travailleurs de l'agriculture. Opposés au syndicalisme de métier de l'*AFL* et à ses orientations conservatrices, les *Wobblies* veulent réunir tous les travailleurs, sans distinction de race, de sexe, de nationalité ou de qualification, dans un seul syndicat, et mettre fin au système capitaliste. Ils sont favorables à l'action directe — grèves, piquets, sabotage,

1. J. S. Ezell, *The South Since 1865* (New York : McMillan, 1963) 159-160.

grèves perlées et générales —, et se refusent à signer des contrats avec les employeurs. Particulièrement actifs dans les régions industrielles du Nord-Est et du Midwest, ainsi que dans les zones minières du Sud-Ouest, les *IWW* s'intéressent aussi à l'agriculture, d'abord dans l'Ouest puis dans le Midwest, recrutant surtout parmi les saisonniers blancs qui travaillent également par périodes dans l'industrie du bois, les mines et les chemins de fer, et passent l'hiver dans les villes. Dans le Sud, les dirigeants envisagent un moment de regrouper exploitants et ouvriers, mais le projet est finalement abandonné. L'organisation compte relativement peu d'adhérents — moins de 8 % des ouvriers agricoles en 1913 — mais beaucoup de sympathisants. L'action des *Wobblies* s'interrompt en 1917, leur opposition à la guerre permettant aux autorités de décapiter une organisation par trop « radicale ». Après la fin du conflit, le syndicat tente de reprendre pied dans l'agriculture, mais ne rencontre guère de succès [1].

Sensibles aux doctrines socialistes et anarchistes diffusées par les *IWW*, et ce d'autant plus qu'ils sont par ailleurs en contact avec des militants mexicains animés des mêmes idéaux, les travailleurs hispaniques du Texas participent à de nombreux conflits pendant les deux premières décennies du vingtième siècle. Laredo connait par exemple une grande activité avec la constitution du *Federal Labor Union* en 1905, qui regroupe jusqu'à 700 membres de professions diverses. Il semble que les *IWW* et leurs idées aient également trouvé un écho parmi les ouvriers agricoles. L'organisation serait présente dans la région de Dimmit, sous la direction d'un certain Charles Cline ou Klein, et entretiendrait des liens étroits avec les partisans d'Emiliano Zapata, champion de la révolte agraire pendant la révolution mexicaine de 1910. La grève qui éclate en avril 1912 dans cette région serait directement inspirée par les *Wobblies*. Dans les années vingt, ce sont les exploitants du comté de Nueces qui se plaignent de l'agitation de travailleurs mexicains et mexicains-américains encore influencés par les idées des *IWW* et la Révolution mexicaine [2].

1. *Industrial Worker* 10 Sept. 1910, cité dans Sam Kushner, *Long Road to Delano* (New York : International Publishers Co., 1975) 42 ; McWilliams, *Factories* 158, 169 ; Philip Foner, *A History of the Labor Movement in the United States* (New York : International Publishers, 1947-1965) 259 ; Stuart Jamieson, *Labor Unionism in American Agriculture*, United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Bulletin nº 836 (Washington : GPO, 1945) 401.

2. Emilio Zamora, « Chicano Socialist Labor Activity in Texas, 1900-1920, » *Aztlan* 6 (1975) : 223-226 ; P. S. Taylor, *Mexican Labor* 351 ; P. S. Taylor, *An American-Mexican Frontier* 352, 127-128.

2.2 *Le Renters' Union*

Également intéressés par les thèses socialistes qui se répandent au début du siècle, « fermiers » et métayers se mobilisent à nouveau dans certains États du sud. Créé en 1909 dans l'Oklahoma, le *Renters' Union* fait école au Texas où il devient la *Land League of America* et où ses adhérents demandent, entre autres, un logement décent, une cour d'arbitrage pour régler les différents avec les propriétaires et l'intervention directe de l'État dans l'agriculture — création d'une assurance sur les récoltes, rachat des exploitations saisies et vendues, location de ces terres à des agriculteurs qui pourront, au bout de quelques années s'installer de façon permanente. Lorsque les propriétaires se montrent par trop réticents, les membres de la *League* passent à l'action directe : on brûle les masures des « fermiers » expulsés, et la nuit, on ensemence les terres d'une herbe qui les rend inutilisables pendant plusieurs années. Avec l'entrée en guerre des États-Unis, les dirigeants sont arrêtés et le mouvement brisé [1].

Un certain nombre de « fermiers » et métayers hispaniques du centre du Texas font partie de cette organisation entre 1912 et 1916. Ces militants seraient environ un millier en 1915 et l'un des organisateurs, F. A. Hernandez, est loué pour son efficacité dans *The Rebel*, le journal de la *League*. Toutefois, les efforts des Hispaniques se heurtent en général à une violente répression, exacerbée par les tensions raciales : les locaux sont saccagés et les militants sont arrêtés pour sédition, intimidés, brutalisés, et parfois même assassinés, dans un climat d'hystérie collective. Plusieurs d'entre eux reprochent d'ailleurs au *Texas Socialist Party* de ne pas les avoir suffisamment soutenus dans leur lutte [2].

2.3 *L'Agrupacion Protectiva Mexicana (APM)*

À côté des organisations directement contrôlées par les anarchistes et les socialistes apparaissent également des associations à caractère ethnique, sociétés mutuelles d'entraide regroupant des Hispaniques de milieux divers, telles l'*Alianza Hispano America* ou la *Sociedad Union Cultural Mexicana*. Ces *mutualistas* jouent un rôle social et culturel et offrent très souvent une aide économique et juridique — paiement d'un capital-décès, parfois d'indemnités de chômage, conseils sur les droits des citoyens et non-citoyens. Servant de tremplin à l'action collective, ces for-

1. James Green, *Grass Roots Socialism : Radical Movements in the Southwest, 1895-1943* (Baton Rouge : Louisiana State U P, 1978) ; Jamieson 262 ; McWilliams, *I'll Fares* 212, 217.
2. Zamora 235, note 35, 228-229 ; *Rebel* 13 Feb. 1915 : 2, cité dans Zamora 39.

mations contribuent à la mise en place d'organisations syndicales, notamment parmi les ouvriers agricoles [1].

C'est ainsi que l'*Agrupacion Protectiva Mexicana*, fondée en 1911 à San Antonio, s'intéresse aux problèmes de l'agriculture, ses membres étant de petits propriétaires, des métayers et des journaliers. L'*APM* a pour but de protéger Mexicains et Mexicains-Américains du racisme, de la violence, des abus des propriétaires et des employeurs. L'association connait quelque succès pendant deux ans, puis commence à décliner, minée par la perte d'un certain nombre de procès, le départ de membres dont les revenus chutent brutalement avec la baisse du prix du coton, et les dissenssions internes entre conservateurs et « radicaux » [2].

3 Les années trente

3.1 Les États-Unis

Tout au long des années trente, l'agriculture américaine connait une agitation d'une intensité et d'une amplitude sans précédent : 275 grèves rassemblent plus de 175 000 grévistes. L'arrivée sur le marché du travail dans ce secteur de milliers de petits exploitants ruinés, de « fermiers » et de métayers expulsés par leurs propriétaires et de chômeurs de l'industrie, la baisse des salaires et l'absence de législation sociale contribuent à créer une situation explosive. Au début de la Grande Dépression, les organisations agricoles, à l'image des syndicats urbains, déclinent ou disparaissent, mais à partir de 1933 les conflits se multiplient. : d'une part jamais les salaires n'ont été aussi bas — ils sont inférieurs à ceux de la période 1910-1914 ; d'autre part, le passage du *National Industrial Recovery Act* (*NIRA*), quoique ne concernant pas les ouvriers agricoles, stimule néanmoins leur activité. Environ 56 800 d'entre eux participent à 61 conflits. Le mouvement continue dans les années qui suivent, mais sur une plus petite échelle : on compte 191 grèves et plus de 100 000 grévistes entre 1933 et 1939 [3].

L'ampleur de ces grèves est très variable : de 1933 à 1939, 43 réunissent 100 personnes ou moins ; 32 de 100 à 500 ouvriers ; cinq de 500 à 1 000 ; huit de 1 000 à 2 000 ; deux de 2 000 à 3 500. Sur l'ensemble de la décennie, on compte 50 arrêts de travail de 1 000 travailleurs et plus, et dans

1. Roy C. Rodriguez, *Mexican-American Civic Organizations : Political Participation and Political Attitudes* (San Francisco : 1978) 14.
2. Jamieson 261.
3. Jamieson 32, 17.

quelques cas, on atteint ou dépasse les 10 000 — 15 000 grévistes dans la vallée de San Joaquin en septembre 1939, par exemple [1].

17 États sont concernés par ces conflits en 1933, et 28 au cours de la décennie, mais les grèves sont néanmoins très concentrées géographiquement. Ce sont les régions où dominent les grandes exploitations commerciales et spécialisées, grosses consommatrices de main d'œuvre, qui sont le plus affectées — coton, agrumes, tabac, légumes. La Californie est particulièrement touchée : 140 grèves mobilisent plus de 125 000 personnes entre 1930 et 1939, alors qu'on y trouve 4,4 % seulement des ouvriers agricoles du pays et 25,9 % des travailleurs des industries de transformation. Mais c'est dans cet État que le processus de concentration et de spécialisation est le plus avancé : 2 892 grosses exploitations, soit 36 % de celles des États-Unis, sur un total de 150 000, dominent la production et emploient la majeure partie des saisonniers. Dans ces fermes-usines, les conditions de travail et les relations employeurs-employés rappellent celles de l'industrie [2].

Les revendications des grévistes sont multiples : augmentation des salaires, journée de huit heures, paiement à l'heure et non à la pièce, suppression du système des embaucheurs, égalité des salaires pour les hommes et les femmes, interdiction de l'emploi des enfants, fin de la discrimination raciale et ethnique, reconnaissance du syndicat par l'employeur. Sur l'ensemble de la période, les ouvriers agricoles obtiennent, sinon satisfaction, du moins des améliorations dans à peu près la moitié des cas.

Ce renouveau de l'activité dans l'agriculture revêt des formes différentes selon les régions. Il arrive qu'aucune formation ne parvienne à se mettre en place, mais si les actions spontanées donnent souvent naissance à des syndicats locaux, c'est en général la présence d'organisateurs ayant une expérience syndicale ou politique qui permet le développement de mouvements forts et bien structurés. Le Parti communiste, par exemple, met sur pied ses propres organisations ou exerce une influence sur d'autres, indépendantes ou affiliées à l'*AFL*. En 1930, les communistes fondent l'*Agricultural Workers Industrial League*, qui devient en 1931 le *Cannery and Agricultural Workers Industrial Union*. Le *CAWIU* est affilié à la *Trade Union Unity League* (*TUUL*) qui regroupe tous les syndicats du parti. Le *CAWIU* est ouvert à tous les ouvriers de l'agriculture, qu'ils travaillent dans les champs, les conserveries ou les usines d'emballage, sans discrimination aucune. Les cotisations sont peu élevées, 25 cents par mois,

1. Subcommittee on Education and Labor, *American Farmers and the Rise of Agribusiness* 307, 174 ; Jamieson 32.
2. Jamieson 17, 30-31 ; McWilliams, *I'll Fares* 17.

et 5 cents pour les sans-travail, alors que l'*AFL* réclame un dollar, et les sections locales sont composées de représentants élus. Les organisateurs, peu ou pas payés, vont d'exploitation en exploitation, de camp en camp, nourris et logés par les sympathisants. La mise en place de conseils de chômeurs dans les villes leur permet de rester en contact avec les ouvriers agricoles sans emploi. Entre 1930 et 1934, les communistes sont présents dans plusieurs États, mais surtout en Californie : en 1933, 25 grèves — sur 31 — sont menées par le *CAWIU*. Toutefois, la dissolution de la *TUUL* en 1935 met fin à ces actions [1].

Dans les mois qui suivent, c'est l'*AFL* qui va regrouper les organisations d'ouvriers agricoles. Indépendantes, liées au *CAWIU* avant sa dissolution, ou bien nouvellement constituées par des militants communistes, ces formations sont implantées dans plusieurs États dont la Floride, l'Arizona, le Michigan, l'Ohio, le New Jersey, et la Californie. En janvier 1935, un comité national est chargé de coordonner les activités, d'obtenir la coopération des syndicats industriels et des conseils de chômeurs, ainsi que l'appui des petits exploitants. À la suite de cette campagne, le nombre de sections syndicales augmente très vite, et il y en aurait 40 en 1936.

Néanmoins, en 1937, la direction de l'*AFL* rejette un projet de fédération des organisations existantes. Ces dernières se réunissent alors à Denver — une centaine de délégués de 24 États représentent 56 syndicats indépendants ou affiliés à l'*AFL*, et environ 100 000 membres –, décident de constituer le *United Cannery, Agricultural, Packing and Allied Workers of America* et de s'affilier au *Congress of Industrial Organizations* (*CIO*). Divisé en sept districts régionaux composés de sections locales, l'*UCAPAWA* s'adresse à tous les travailleurs de l'agriculture et des industries de transformation, et encourage également la coopération entre ouvriers agricoles et petits exploitants. Fin 1938, il y aurait 408 sections et plus de 125 000 membres à travers le pays. Le syndicat participe à quelques grèves, mène campagne contre les lois et arrêtés limitant l'action des travailleurs, milite pour une meilleure protection sociale et pour l'augmentation du salaire minimum, parvient parfois à se faire reconnaître comme porte-parole des ouvriers agricoles par les autorités d'État et fédérales, ouvre des centres de formation pour les organisateurs et dirigeants, publie un bulletin, *UCAPAWA News*, fait circuler des informations sur divers sujets touchant à la vie et au travail de ses membres. Mieux implanté que les organisations précédentes, mieux soutenu par les syndicats de l'industrie, l'*UCAPAWA* obtient quelques succès. D'après ses dirigeants, en 1938, 200 contrats couvrant 40 000 travailleurs auraient été signés, incluant des augmen-

1. McWilliams, *Factories* 218 ; Jamieson 87.

tations de salaire, l'amélioration des conditions de travail, et l'octroi de congés payés. Plusieurs contrats non écrits seraient également passés au moment des récoltes. Toutefois, l'*UCAPAWA* devient bientôt le syndicat des industries de transformation couvertes par le *NLRA* et n'ayant parfois qu'un lointain rapport avec l'agriculture. Les raisons sont essentiellement financières : entre 1938 et 1940, l'*UCAPAWA* consacre une grande partie de ses fonds aux ouvriers agricoles, mais sans grand résultat, et de nombreuses grèves, mal préparées et très coûteuses, sont perdues. En 1940, l'*UCAPAWA* ne joue plus de rôle important dans ce secteur [1].

3.2 Le Texas

Quoiqu'ayant plus d'ouvriers agricoles que la plupart des autres États — 600 000 migrants et saisonniers en 1937 —, le Texas est pourtant relativement moins touché par la vague d'agitation des années trente avec six conflits seulement et environ 4 000 grévistes. La vallée du rio Grande est principalement concernée, mais le *Winter Garden*, l'Ouest, et San Antonio, pour l'industrie de transformation, sont également le théâtre de grèves. Comme dans le reste du pays, les demandes concernent les salaires, les conditions d'emploi, le respect des contrats et l'élimination des intermédiaires [2].

La première formation d'ouvriers agricoles à voir le jour est le *Catholic Workers Union* (*CWU*) de Crystal City, dans le *Winter Garden*. Créé en 1930 avec le soutien de l'Église catholique, le syndicat tente de changer les conditions de travail dans le secteur des épinards, obtient quelques concessions, mais disparaît en 1931 [3].

Dans l'ouest du Texas, ce sont les tondeurs de moutons qui se mobilisent en 1933 et 1934, sous la direction du *Sheep Shearers Union.* Affilié à l'*AFL* en 1912, le *SSU* est davantage un syndicat de métier que d'ouvriers agricoles. Ses membres, les tondeurs de mouton de la côte ouest et des Rocheuses, constituent un groupe de travailleurs itinérants hautement qualifiés, souvent petits éleveurs eux-mêmes. Les droits d'entrée et les cotisations sont élevés. Peu nombreux, ces tondeurs parviennent à imposer leurs conditions aux éleveurs, en particulier dans le Wyoming, le Montana et l'Idaho. La mécanisation des opérations ne semble pas les avoir affectés, l'expansion de l'élevage compensant le temps de travail perdu

1. Jamieson 27, 173 ; Victor B. Nelson-Cisneros, « UCAPAWA and Chicanos in California : The Farm Worker Period, 1937-1940, » *Aztlan* 7 (1976) : 459 ; Subcommittee on Education and Labor, *American Farmers and the Rise of Agribusiness* 170-171 ; Nelson-Cisneros, « UCAPAWA and Chicanos in California, » 469-470.
2. Jamieson 30.
3. Jamieson 271-272.

par l'utilisation des tondeuses électriques. C'est plutôt l'amélioration des moyens de transport et de communication qui constitue une menace, car les employeurs peuvent recruter plus facilement la main d'œuvre dont ils ont besoin, en général par l'intermédaire d'embaucheurs. Or, une bonne partie de ces nouveaux tondeurs, non syndiqués, venant du Texas, le *SSU* décide d'agir à la source, et se lance dans une grande campagne d'organisation dans l'ouest de l'État. Mais les conditions d'emploi sont radicalement différentes de celles qui prédominent dans le nord-ouest des États-Unis. On n'a pas affaire, là, à une sorte d'aristocratie ouvrière bien stucturée, mais à des groupes de migrants mexicains, qui viennent d'abord deux fois par an, pour des saisons de deux mois, au dix-neuvième siècle. Lorsque l'élevage se déplace vers le nord et l'ouest du Texas, les tondeurs s'installent souvent dans la région, et sont employés le reste de l'année à d'autres tâches. En 1934, avec l'aide du *SSU*, plusieurs centaines d'entre eux participent à des grèves, les éleveurs ayant refusé de reconnaître le syndicat et d'augmenter les salaires. Le mouvement dure plusieurs mois, s'accompagnant de quelques épisodes de violence des deux côtés, mais n'aboutit pas : la main d'œuvre est abondante, le taux de chômage élevé, et les employeurs déterminés [1].

La vallée du rio Grande constituant un important réservoir de main d'œuvre agricole, d'aucuns considèrent que l'organisation des travailleurs doit se faire au préalable dans cette région. En effet, tenter d'agir au niveau d'une zone agricole donnée ne peut aboutir, l'arrivée massive de saisonniers ôtant tout pouvoir de négociation. Il est tout aussi difficile de constituer un syndicat temporaire de migrants, ces derniers ne suivant pas tous les ans les mêmes itinéraires. Il faut donc créer un syndicat permanent dans la vallée, si possible composé d'un noyau d'ouvriers locaux régulièrement employés dans les champs ou les usines de transformation, les migrants restant membres de l'organisation pendant leur absence. Cependant, la situation n'est pas favorable à l'action collective, car contrairement au sud de la Californie par exemple, les exploitations sont encore relativement petites et les agriculteurs en compétition avec les gros producteurs-expéditeurs d'autres parties du pays. Par ailleurs, la plupart des travailleurs étant absents plusieurs semaines, ou même plusieurs mois, dans l'année, ils ne sont guère enclins à s'organiser dans la vallée. Quant à ceux qui restent, ils vivent très souvent isolés sur les terres du producteur, lequel entretient avec eux des rapports de type paternaliste. Enfin, on ne trouve pas dans la région de centres urbains et industriels comme Denver, Phoenix, San Francisco ou Los Angeles, qui jouent

1. Jamieson 223, 227.

un rôle déterminant dans la diffusion des idées revendicatrices et offrent des possibilités d'aide financière et matérielle.

Malgré tout, les ouvriers agricoles de la vallée tentent de se mobiliser sous la houlette de l'*Asociacion de Jornaleros*, une formation indépendante créée en 1933 à Laredo. Les adhérents, hispaniques, viennent d'horizons très différents — agriculture, mais aussi bâtiment, confection... En avril 1935, le syndicat prend la direction d'une grève d'environ 1 200 travailleurs dans le secteur des oignons, récolte intensive cultivée sur des terres irriguées. Le conflit ne dure que cinq jours, en raison, selon les organisateurs, du manque d'expérience des ouvriers et des mesures d'intimidation des autorités locales qui font appel aux *Texas Rangers*. À la suite de cet échec, l'*Asociacion* perd beaucoup de ses membres, mais continue à fonctionner, étroitement surveillée car en relation avec un syndicat d'ouvriers agricoles mexicains et le conseil des chômeurs de San Antonio, dirigé par les communistes. Il est possible, d'ailleurs, que les communistes aient joué un rôle dans le conflit. Leur présence dans la région frontalière au Texas est attestée dans un rapport envoyé au parti en juin 1934. Toutefois, en-dehors de la grève des oignons, on ne trouve trace d'aucune autre action dans laquelle les communistes aient été ouvertement impliqués [1].

En 1936, l'*Asociacion* renait de ses cendres, cette fois sous la houlette de l'*AFL*, et devient l'*Agricultural Workers Union Local 20212*. Avec le soutien de la fédération des syndicats du Texas, l'*AWU* constitue en 1937 un comité — le *Texas Agricultural Workers Organizing Committee* — chargé de mobiliser les ouvriers agricoles d'autres parties de l'État. Dans les régions cotonnières, des actions sont menées pour tenter d'imposer un taux unique de un dollar par cent livres de coton récolté. Le refus des producteurs provoque quelques grèves en juin et en juillet. Les travailleurs obtiennent quelquefois satisfaction, comme à Mercedes, où 1 500 ouvriers acceptent un taux de 85 cents pour la récolte et de 20 cents pour le transport. Mais dans la majorité des cas, les employeurs réussissent à maintenir les salaires au plus bas, car ils disposent de suffisamment de main d'œuvre pour ignorer ces demandes [2].

Pendant l'été 1937, le *Texas Agricultural Workers Organizing Committee* et les sections locales sont absorbées par l'*UCAPAWA* qui mène campagne dans la basse vallée du rio Grande et crée de nouvelles sections. Dans certaines villes, le syndicat reçoit le soutien d'associations et de clubs hispaniques. Selon les dirigeants, il y aurait environ 5 000 membres cotisants qui représentent, avec leurs familles, une partie importante de la main

1. Jamieson 274-275 ; *Communist* June 1934 : 571, cité dans Jamieson 272.
2. Jamieson 249, 276.

d'œuvre saisonnière de la vallée. À la fin de l'été et pendant l'automne 1937, les travailleurs lancent et gagnent quelques petites grèves. Néanmoins, ces formations disparaissent dès la fin de l'année, car les ouvriers migrent et s'éparpillent aux quatre coins de l'État et du pays, et de nombreux organisateurs et membres sont menacés d'arrestation, ou d'expulsion pour les Mexicains [1].

Les travailleurs blancs et hispaniques des centres d'emballage de la vallée tentent aussi de mettre des syndicats sur pied. Le *Fruit and Vegetable Workers Union Local 20363*, affilié à l'*AFL*, est fondé en janvier 1937. Fort de 500 à 600 membres, le *FVWU* ne participe officiellement à aucune grève, et ne signe aucun contrat, mais négocie une uniformisation des salaires dans plusieurs entreprises. Le syndicat disparait au bout d'un an environ, miné par la présence d'une abondante main d'œuvre et la trop grande hétérogénéité de ses adhérents. De son côté, l'*UCAPAWA* crée le *Crate Makers Union Local 110*, à la suite d'une grève de 300 travailleurs employés à fabriquer des caisses utilisées pour l'expédition des produits agricoles, à San Benito. Le *CMU* lance une campagne pour obtenir un alignement des salaires dans toutes les entreprises de ce type dans la vallée et cherche à négocier des contrats, mais en vain [2].

Les efforts d'organisation des ouvriers agricoles et des travailleurs des entreprises liées à l'agriculture dans la vallée du rio Grande se soldent donc par des échecs, et à la fin de 1938, il n'y a plus un seul syndicat de ce type dans la région. Il faut aller à San Antonio pour trouver un secteur de l'agro-alimentaire qui connaisse encore une activité syndicale : l'industrie de la noix de pacane, qui emploie plusieurs milliers de travailleurs hispaniques, dont beaucoup de femmes. Fondé début 1933, le *Pecan Shelling Worker'sUnion of San Antonio* devient le *Texas Pecan Shelling Workers Union* en 1937 et rejoint l'*UCAPAWA*. En 1938, les communistes prennent rapidement le contrôle de la grève qui éclate lorsque les employeurs décident de diminuer les salaires. Malgré les pressions, 6 000 des 12 000 *shellers* rejoignent le syndicat. Un comité d'arbitrage demande aux employeurs de payer le salaire minimum légal de 25 cents de l'heure — ces travailleurs sont couverts par le *NLRA* —, mais la victoire est de courte durée, car les entreprises remplacent bientôt les travailleurs par des machines [3].

1. Jamieson 277.
2. Jamieson 277-278.
3. Jamieson 278-279 ; Acuna 234-236 ; Victor B. Nelson-Cisneros, « La Clase Trabajadora en Tejas, 1920-1940, » *Aztlan* 6 (1975) : 254.

Deuxième partie

Préludes (1940-1965)

Introduction

Le processus d'industrialisation de l'agriculture texanne s'accélère avec la deuxième guerre mondiale et les dizaines de milliers de Mexicains qui se pressent à la frontière trouvent aisément à s'employer dans les exploitations de l'État, un phénomène aux conséquences multiples pour les travailleurs locaux. Un tel système d'agriculture est d'un coût social élevé pour l'État, mais les producteurs constituent un lobby puissant qui s'oppose violemment à tout changement, de quelque nature qu'il soit, et obtient la plupart du temps des politiques fédérales, d'État et locales conformes à ses vœux. Sans moyens financiers, sans appui et sans protection légale, les ouvriers agricoles ne subissent cependant pas toujours leur sort passivement. Mais, à la grande effervescence des années trente, succède la période noire de la Guerre froide, du maccarthysme et de la mise en tutelle des syndicats. Toutefois, un nouveau contexte économique, politique et social se fait bientôt jour, plus favorable à la mobilisation de ces travailleurs. Les Hispaniques du Texas, comme ceux du reste du Sud-Ouest, vont remettre en cause l'ordre établi et des voix vont s'élèver pour condamner l'agro-industrie et réclamer des réformes.

Amères récoltes

1 Petits exploitants et agro-industrie

Entre la deuxième guerre mondiale et le milieu des années soixante, le Texas poursuit son expansion économique, la mise en place d'une industrie de guerre accélèrant le processus pendant les années quarante. L'exploitation du pétrole et du gaz naturel s'intensifie et l'industrie chimique continue à se développer, faisant de la zone côtière la plus grande concentration de raffineries du monde. Dans les années cinquante, l'État diversifie ses activités en se tournant également vers l'électronique et l'aéronautique. Pendant cette période, la population du Texas augmente nettement, passant d'un peu plus de six millions d'habitants en 1940 à près de dix millions au début des années soixante. De plus en plus nombreux sont ceux qui vivent en zone urbaine, 143 comtés sur 254 enregistrant une forte diminution de leur population. Toutefois, les régions rurales bénéficiant d'un revenu agricole élevé ne perdent pas de résidents [1].

L'agriculture est en effet plus florissante que jamais — le Texas reste l'un des premiers grands États agricoles du pays —, mais connait de profondes mutations. La surface agricole s'accroît, l'irrigation et la culture sèche permettant la mise en valeur de nouvelles terres, en particulier dans les *High Plains*, la basse vallée du rio Grande, le *Winter Garden*, la haute vallée du rio Grande au-delà d'El Paso, le *Trans-Pecos*, et le long de la côte. L'utilisation de grandes quantités d'engrais, de pesticides et d'herbicides divers, l'amélioration des techniques de culture et la mécanisation, permettent d'augmenter les rendements : le Texas commercialise pour 439 millions de dollars de produits agricoles en 1940, pour plus de deux milliards en 1964. Le coton représente 30 % du total des ventes, les plantes fourragères 11 %, les céréales alimentaires 9 %, les légumes 3 %, les fruits

1. *The Texas Almanac, 1964-1965* (Dallas : A. H. Belo, 1965) 111.

et noix diverses 2 %, les oléagineux 1 %, et les autres récoltes 1 %. Les 43 % restant proviennent de l'élevage laitier et de boucherie [1].

Le Texas demeure le premier producteur de coton des États-Unis, mais on en récolte moins, du fait des quotas imposés par le gouvernement fédéral. Les *High Plains* en fournissent 40 %, Lubbock devenant l'un des plus grands marchés du monde, ainsi que l'un des plus importants centres de transformation des graines. Les *Blacklands*, qui ont perdu leur première place, le *Trans-Pecos*, la basse vallée du rio Grande et les comtés de Nueces et San Patricio apportent les 60 % restant [2].

Le Texas continue également à fournir au pays fruits et légumes et vient en troisième position après la Californie et la Floride. La production commerciale est concentrée dans une cinquantaine de comtés, mais une bonne partie provient toujours de la basse vallée du rio Grande. Les agrumes prédominent, même si en 1949, 1951 et 1961 de graves gelées détruisent récoltes et vergers, réduisant chaque fois fortement la production pendant plusieurs années. Le Texas « exporte » également de grandes quantités de pêches, de prunes, de fraises, de melons et de pastèques, cultivés avant tout dans l'est, la basse vallée et le *Winter Garden*. Les oignons constituent l'une des principales récoltes de légumes de l'État. Plus de 150 000 tonnes sont produites chaque année dans la basse vallée, le *Winter Garden*, la région de Dallas et le *Panhandle*. Les tomates, les salades et les carottes — commercialisées à l'automne dans le *Panhandle* et en hiver dans le sud —, les choux — sud de l'État et plaines côtières —, les épinards — comté de Dimmit, dans le *Winter Garden* —, sont quelques-unes des autres cultures légumières majeures [3].

La prospérité croissante de l'agriculture s'accompagne d'une concentration toujours plus importante des terres, le Texas suivant en cela la tendance nationale, et le mouvement s'accélère pendant les années cinquante et au début des années soixante. Le nombre d'exploitations diminue fortement, mais la taille moyenne augmente, passant de 329 acres en 1940 à 691 acres en 1964, le phénomène étant particulièrement sensible dans le coton et les légumes. Les très grandes exploitations représentent 1 % du total, soit 18 % de la surface agricole. Elles sont parfois la propriété de sociétés également implantées dans d'autres États ou même

1. United States, Department of Commerce, Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States — Colonial Times to 1970*, Bicentennial ed. (Washington : GPO, 1975) 460, 464 ; Saunders and Olen 195-203 ; *The Texas Almanac, 1964-1965* 349-352.

2. United States, Department of Commerce, Bureau of the Census, *1964 United States Census of Agriculture*, Pt. 37, *Texas* (Washington : GPO, 1964) 1 : 17 ; *The Texas Almanac, 1964-1965* 353.

3. *The Texas Almanac, 1964-1965* 364-366 ; Bureau of the Census, *1964 Census of Agriculture* 17 ; Calculs établis à partir du *1964 Census of Agriculture* 693-713.

dans d'autres pays, comme *Fred Valsing Farms*, qui cultive 25 000 acres dans la vallée, dont 10 000 en légumes, et est également présent en Californie, en Virginie, dans le Maine, le New Jersey et l'État de New York. Ces « fermes-sociétés » ont en général des liens étroits avec les industries de transformation, d'expédition, et de distribution, ce qui leur permet de contrôler l'ensemble de la filière, de la production à la commercialisation. C'est le cas de *Del Monte*, une filiale de *California Packing Corporation*, qui, en 1946, fait l'acquisition de 3 200 acres de terres près de Crystal City, dans le *Winter Garden*, met sur pied une exploitation hautement mécanisée, ouvre une conserverie et s'occupe du transport de ses produits [1].

Néanmoins, dans le *Winter Garden* comme dans la vallée, contrairement à la Californie du sud, où des entreprises comme *Standard Oil* et *Southern Pacific Railroad* ont acheté des dizaines de milliers d'acres, l'agro-industrie reste la plupart du temps le fait de quelques grands propriétaires locaux : *Griffin and Brand*, producteur, exportateur et importateur pour l'Europe, le Canada, les Antilles et le Mexique ; *Schuster*, exploitations, emballage et distribution ; *Sharyland Farms*, fermes et société d'expédition. Les Bentsen, eux, détiennent des plantations d'agrumes, une chaîne de drugstores, des compagnies de prêt et d'assurance, des sociétés immobilières et une entreprise de produits chimiques agricoles affiliée à *Union Carbide*. À la merci de ces transformateurs, emballeurs, expéditeurs et distributeurs, le petit propriétaire-exploitant a de plus en plus de mal à survivre. Aussi, à la fin des années cinquante, ces cultivateurs sont-ils pratiquement éliminés du *Winter Garden* et sont en voie de disparition dans la basse vallée du rio Grande [2].

En dépit de la mécanisation et de l'utilisation des produits chimiques, l'agriculture intensive exige toujours de grandes quantités de main d'œuvre. En 1964, 51 % des exploitations paient la totalité des coûts salariaux agricoles de l'État, et moins de 2 % en paient 40 %. Seulement 17 % engagent des travailleurs réguliers — au moins 150 jours de travail —, et 68 % ont recours à des saisonniers. Toutefois, quoique la population hispanique constitue un ample réservoir de travailleurs, les producteurs continuent à recruter des Mexicains, ces derniers arrivant toujours plus nombreux au Texas, comme immigrants légaux, ouvriers importés dans le cadre d'accords internationaux, clandestins ou frontaliers.

1. Bureau of the Census, *Historical Statistics* 459-461 ; Bureau of the Census, *1964 Census of Agriculture* 17, 292-301, 314-317 ; *The Texas Almanac, 1961-1962* (Dallas : A. H. Belo, 1962) 260-262 ; Saunders and Olen 235.

2. United States, Cong., Senate, Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare, *Hearings on Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, Pt. 8B, *Who Is Responsible*, 91st Cong., 1st and 2nd. sess. (Washington : GPO, 1970) 5422-5423.

2 Les nouveaux bras de l'agriculture

2.1 Les immigrants

Pendant la guerre et dans les années qui suivent, l'immigration permanente n'atteint jamais les sommets de la période 1910-1929 : on compte 16 500 entrées entre 1940 et 1944, presque 38 000 entre 1945 et 1949, et environ 293 500 pour la décennie suivante. Les Mexicains sont peu touchés par les dispositions de la loi *McCarran-Walter (Immigration and Nationality Act)* de 1952, qui exige des immigrants qu'ils donnent la preuve qu'un emploi les attend aux États-Unis. Cependant, au début des années soixante, de nouvelles politiques, plus restrictives, se mettent en place, cette fois appliquées au Mexique. On n'établit pas de quotas, mais on prend en compte l'impact des nouveaux arrivants sur le marché du travail : l'employeur doit démontrer qu'il ne trouve pas de travailleurs américains et que l'embauche d'un étranger n'affectera pas les salaires et les conditions de travail de ces derniers [1].

La Californie est alors la première destination de ces immigrants, les possibilités d'emploi y paraissant plus intéressantes. Le Texas vient en second, 39,5 % d'entre eux choisissant cet État de 1955 à 1959, et 25,1 % de 1960 à 1964. Ces nouveaux-arrivants sont également moins nombreux à s'orienter vers l'agriculture, et leur impact sur ce secteur économique est certainement bien plus faible qu'avant la guerre. Une bonne partie de ceux qui viennent travailler dans les exploitations agricoles du Texas le font désormais en tant que *braceros* [2].

2.2 *Les braceros*

Les premiers accords avec le Mexique (1942-1949)

Entre 1940 et 1964, l'importation d'ouvriers mexicains dans le cadre d'accords bilatéraux, connus sous le nom de *programme Bracero*, institutionnalise le recours à cette main d'œuvre par les producteurs américains. D'abord conçu comme un moyen de répondre à une situation de crise, le programme est reconduit sous diverses formes jusqu'au milieu des années soixante, et permet à plus de 4,6 millions de Mexicains à entrer aux États-Unis pour des durées variables.

Si, pendant la Grande Dépression, l'agriculture a bénéficié d'un extraordinaire surplus de main d'œuvre, la guerre l'en prive très vite : des dizaines de milliers de travailleurs rejoignent les rangs de l'armée et bien

1. Grebler 29, 33.
2. Grebler 51-52.

d'autres encore se tournent vers les industries de guerre qui offrent des salaires plus élevés. D'après le *Bureau of Agricultural Economics*, l'agriculture aurait perdu 2,8 millions d'employés entre 1939 et 1943. Au Texas, on compte environ 200 000 ouvriers agricoles de moins en 1943 qu'en 1941 [1].

Un certain nombre de mesures sont prises pour tenter de remédier à la situation. En 1942, le Congrès autorise le report d'incorporation de ceux qui travaillent régulièrement dans l'agriculture — les saisonniers ne sont pas concernés. Fin 1942 et début 1943, l'État fédéral, par l'intermédiaire de la *Farm Security Administration*, commence une opération de redistribution des ouvriers restés dans ce secteur d'activité entre les différentes régions des États-Unis. Cependant, les exploitants jugent ces dispositions très insuffisantes et réclament une main d'œuvre étrangère, comme pendant la première guerre mondiale. Tout d'abord, l'administration Roosevelt refuse, puis passe des accords avec un certain nombre de pays, le Congrès débloquant chaque année de 20 à 30 millions de dollars pour leur mise en œuvre. De 1943 à 1947, 50 598 Jamaïcains, 18 423 Canadiens, 15 241 Bahamiens, et un petit nombre de travailleurs des Barbades, du Honduras Britannique et de Terre-Neuve viennent aux États-Unis. On les trouve principalement dans l'Est, mais aussi dans le Sud et le Nord [2].

Toutefois, la majorité des ouvriers « importés » sont originaires du Mexique. Le premier programme de recrutement est signé le 23 juillet 1942, et contrairement à ce qui s'était passé pendant la première guerre mondiale, il s'agit cette fois d'un accord bi-latéral. Estimant qu'il n'y a pas véritablement pénurie de main d'œuvre, les syndicats américains demandent un certain nombre de garanties. De son côté, le Mexique insiste pour que le gouvernement américain serve d'intermédiaire entre les agriculteurs et les ouvriers, et veille au respect des droits dont bénéficient les *braceros* : exemption du service national américain ; prise en charge du transport, à l'aller et au retour ; paiement du salaire en vigueur localement, avec un plancher minimum de 30 cents de l'heure ; emploi assuré pendant les trois-quarts de la période de contrat ; conditions de logement correctes ; liberté d'achat dans les magasins de leur choix ; placement de 10 % des gains sur un fonds d'épargne au Mexique. Ces ouvriers ne peuvent être admis, en théorie, que si les employeurs font la preuve d'un manque de travailleurs américains, et le Mexique se réserve le droit de refuser leur départ pour certains États [3].

1. Grebler 60.
2. Coalson 67.
3. H. L. Mitchell, « Why Import Farm Workers ? » *American Federationist* Feb. 1949 : 20 ; President's Commission on Migratory Labor, *Migratory Labor in American Agriculture*, Report (Washington : GPO, 1951) 38-40.

Sous la pression des nombreux groupes opposés à ce programme au Mexique même — syndicats, exploitants agricoles privés de leur main d'œuvre, militants nationalistes — et devant les incessantes violations de contrats, le gouvernement mexicain y met fin en février 1943. Néanmoins, un nouvel accord est signé le 26 avril 1943, introduisant quelques modifications et renforçant la protection des travailleurs. Un second, similaire, mais de moindre ampleur, est passé le 30 avril 1943 pour les compagnies de chemins de fer.

Après la guerre, les employeurs demandent une prolongation de ces dispositions. Selon eux, les Américains ne sont pas désireux de retourner dans l'agriculture, et il leur faut assurer des productions records pour aider les contrées dévastées par le conflit. Le programme est légèrement remanié, reconduit, et complété par un autre le 10 mars 1947. En février 1948, les deux pays décident d'un nouvel accord, sous le contrôle, aux États-Unis, du Département du Travail et de la *Federal Security Agency*, et non plus du Département de l'Agriculture et de ses divers organismes. Mais cette fois, l'État fédéral ne s'occupe plus de la sélection, du transport et de la protection des travailleurs, les contrats étant établis directement entre ces derniers et les producteurs.

De 1942 à 1949, quelques 254 945 *braceros* passent le rio Grande. Ils ne sont que 4 203 en 1942, mais 52 098 en 1943. En 1945, ces ouvriers agricoles sont répartis dans 17 états : 63 % en Californie, les autres dans l'Ouest et les Montagnes Rocheuses, l'Oregon, l'État de Washington et l'Idaho notamment. Par contre, on n'en trouve pratiquement pas au Texas pendant toute cette période [1].

Le Texas et le programme Bracero *(1942-1943)*

Un grand nombre d'exploitants texans boycottent en effet les programmes de 1942 et 1943 : ils s'élèvent contre « l'ingérence de l'État fédéral » et refusent des conditions à leurs yeux trop favorables aux travailleurs mexicains. Ces agriculteurs veulent contrôler directement le recrutement, et à leurs propres conditions. D'ailleurs, en mai 1943, ils parviennent à faire entrer plus de 2 000 Mexicains en trois jours au Texas et au Nouveau-Mexique en jouant d'une clause de l'accord qui permet aux services d'immigration de délivrer des cartes de séjour valables un an. Devant les vives réactions du Mexique, il est décidé que cette disposition ne s'appliquera plus à ce pays, mais les ouvriers déjà embauchés sont néanmoins autorisés à rester.

1. Grebler 60 ; « War Time Changes in Agricultural Employment, » *Monthly Labor Review* Sept. 1945 : 450.

Quelques semaines plus tard, le gouvernement mexicain annonce que, sur les conseils de ses consuls au Texas, il n'enverra pas de *braceros* dans cet État, en raison de la discrimination dont y sont régulièrement victimes les Hispaniques. Malgré l'intervention et les engagements du gouverneur du Texas, et la création d'un organisme chargé de ces problèmes, la *Texas Good Neighbor Commission*, le Mexique refuse toute concession, jugeant ces propositions insuffisantes. Cependant, tout en repoussant les demandes réitérées du Texas, les autorités mexicaines proposent d'y transférer un millier de travailleurs déjà aux États-Unis, mais ces derniers refusent, les salaires étant bien plus bas dans cette région que sur la côte ouest [1].

Après avoir plusieurs fois tenté d'infléchir la position du Mexique, le gouvernement américain renonce, ne voulant pas mettre en péril et le programme et les relations entre les deux pays. D'ailleurs, après 1944, les cultivateurs texans ne semblent plus aussi désireux d'obtenir des *braceros*. D'une part, ils ont recours à des prisonniers de guerre, employés essentiellement dans le maïs, le sorgho, les petites céréales, les légumes, le riz et le coton. D'autre part, le *Texas Extension Service*, chargé de mettre en relations employeurs et ouvriers, se montre plus efficace et répartit au mieux les saisonniers hispaniques et noirs de l'État qui assurent la récolte du coton, des fruits et des légumes. Enfin, les agriculteurs font de plus en plus appel à des clandestins [2].

L'envoi de *braceros* au Texas est à nouveau évoqué lors des négociations de 1947 et de 1948, la présence d'un grand nombre d'illégaux dans cet État incitant le Mexique à signer un accord spécifique, le *Texas Agreement*, en mars 1947. Le gouvernement mexicain espère forcer ainsi les employeurs à respecter l'accord bilatéral. Mais il n'en est rien : les producteurs continuent à proposer des salaires horaires très bas — 25 cents dans la basse vallée du rio Grande et de 37,5 cents à 45 cents dans la région d'El Paso, contre 65 cents en Californie —, et ne tiennent toujours aucun compte des garanties accordées aux travailleurs. Le *Texas Agreement* est annulé en septembre de la même année [3].

Devant l'afflux des clandestins, l'interdiction faite au Texas de recevoir des *braceros* finit par être levée, et de 1949 à 1964, l'État devient l'un des principaux importateurs de main d'œuvre sous contrat. L'accord signé en juillet 1949 rend les localités qui les emploient responsables de la sauvegarde des droits des travailleurs mexicains, établit des procédures en cas

1. Johnny M. McCain, « Texas and the Mexican Labor Question, 1942-1947, » *Southwestern Historical Quarterly* 85 (1981) : 58.
2. Coalson 69.
3. McCain 63.

de plaintes, et permet de refuser l'envoi de *braceros* dans les régions accusées de pratiques discriminatoires. Les exploitants doivent recevoir une autorisation préalable du *United States Employment Service* et des services d'immigration, et se soumettre à un certain nombre de conditions en ce qui concerne le transport, la durée d'emploi, les salaires, le logement, la nourriture et l'assurance maladie-accident-décès. Ils doivent également tenir des registres et laisser inspecter les lieux de travail et de vie par les autorités américaines et mexicaines.

En 1951, le Congrès adopte une nouvelle loi — *Public Law 78* — qui remplace les accords précédents et établit les bases du programme jusqu'en 1964. Le Département du Travail est chargé du recrutement et du transport jusqu'à la frontière, s'occupe des contrats et doit veiller à leur respect par les employeurs.

Les exploitants texans et le programme Bracero *(1949-1964)*

Les cultivateurs texans qui veulent employer de la main d'œuvre mexicaine n'apprécient guère toutes ces contraintes. Ils se plaignent constamment de cet accord « ridicule », « déraisonable », « produit pervers » des syndicats et des bureaucrates, en totale contradiction avec les « pratiques traditionnelles ». Le programme est, clament-ils, totalement inadapté aux besoins de l'agriculture, car seul l'exploitant est à même de juger du nombre d'ouvriers nécessaire à ses opérations. Or, les lourdes procédures administratives ne lui permettent pas d'obtenir ces travailleurs en temps utile. Toutes ces dispositions, ajoutent-ils, conviennent peut-être à d'autres régions agricoles, mais ne prennent pas en considération la spécificité de cette zone frontalière, dépendante depuis des générations de la main d'œuvre mexicaine. Enfin, on introduit des « précédents peu souhaitables » dans ce secteur économique, puisque l'État intervient dans les relations employeurs-employés et que les agriculteurs ont désormais des responsabilités envers les ouvriers.

Par conséquent, les producteurs réclament que l'administration en soit retirée au Département du Travail, estimé par trop « politisé », et confié au Département de l'Agriculture, perçu comme plus « sensible » à leurs intérêts. D'autre part, les exploitants demandent à ce que le recrutement soit simplifié au maximum et remplacé par un système de carte permettant aux Mexicains d'aller et venir légalement entre les deux rives du rio Grande, selon les besoins. Il est bien entendu que ces travailleurs ne bénéficieraient d'aucune protection particulière [1].

1. President's Commission on Migratory Labor, *Migratory Labor in American Agriculture*, Stenographic Report of Proceedings held at Brownsville, Texas, July 1950 (Washington

Bien que critiquant sans cesse les accords bilatéraux, les employeurs y trouvent tout de même quelques avantages : le programme est subventionné par l'État fédéral, mais ils contrôlent les salaires, du moins au début ; liés par un contrat, les *braceros* ne peuvent pas, en théorie, quitter une exploitation pour une autre, ce qui assure une certaine stabilité de la main d'œuvre ; enfin, tout souci de négociations avec des organisations syndicales est écarté.

Malgré leurs réticences, les producteurs du Texas bénéficient donc largement de ces dispositions, surtout à partir de 1954, lorsque la lutte contre l'immigration clandestine s'intensifie. En 1953, ils reçoivent 64 441 travailleurs mexicains, soit 32 % des *braceros* envoyés aux États-Unis ; 123 613, soit 40 % en 1954 ; 199 114, soit 46 %. en 1958. Dans la seule vallée du rio Grande, les employeurs passent des contrats avec seulement 3 000 ouvriers en 1953, mais avec 50 000 en l'espace de trente jours en 1954. Et dans la région de Diablo-Edwards, 87 % des cueilleurs de coton et 74 % de ceux qui s'occupent des troupeaux sont alors des *braceros*. Cependant, la plupart des exploitants semblent toujours aussi peu respectueux des droits des Mexicains, ce qui vaut à certaines localités d'en être privées pendant un temps. En 1959, vingt communes sont ainsi mises à l'index pour discrimination à l'encontre des Hispaniques, et en octobre de la même année, le *Texas Observer* publie la liste de 301 employeurs coupables d'infractions [1].

Au début des années soixante, le nombre de *braceros* employés au Texas commence à décliner : 132 655, soit 42 % de ces travailleurs aux États-Unis en 1960, et 29 898, soit 16 %, en 1963. Les contraintes imposées par le gouvernement sous la pression grandissante des opposants au programme le rendent en effet de moins en moins intéressant. Ainsi, à partir de 1958, le Département du Travail impose des augmentations de salaire importantes. Les associations agricoles contestent la légalité de telles directives devant les tribunaux, mais n'obtiennent pas gain de cause. Le coût par balle de coton récoltée passe donc de 30 ou 35 dollars au début des années cinquante, à 38 dollars en 1954, 40 dollars en 1958, et 50 dollars en 1960. Il devient dès lors plus intéressant de mécaniser. Par ailleurs, si en 1961, la *P.L. 78* est prorogée de deux ans, les employeurs sont désormais obligés d'offrir aux Américains les mêmes salaires et les

D.C. : Ward And Paul, 1950) 171.

1. Lamar B. Jones, « Mexican American Labor Problems in Texas, » diss., U of Texas, 1965, 64 ; Coalson 108 ; Ernesto Galarza, *Strangers in Our Fields* (Washington D.C. : U.S. Section, Joint United States — Mexico Trade Union Committee, 1956) 7 ; « Mexico Refuses, Too, » *Texas Observer* 4 July 1959 : 3 ; « They Ought to, » Texas Observer 18 July 1959 : 8 ; « Braceros Banned for 301 Farmers, » *Texas Observer* 30 Oct. 1959 : 1-2.

mêmes conditions qu'aux Mexicains qui, paradoxalement, bénéficient, en théorie du moins, de contrats plus avantageux. De plus, la loi limite l'emploi des *braceros* comme ouvriers permanents et comme opérateurs de machines agricoles[1].

En 1963, le *Farm Bureau*, qui est pratiquement le seul à soutenir des accords dont se désintéressent désormais beaucoup d'agriculteurs, obtient une dernière prolongation d'un an. En décembre 1964, après 22 ans d'existence, il est mis fin à un programme dont ont largement bénéficié les exploitants texans. Toutefois, les *braceros* ne représentent pour ces derniers qu'une partie des Mexicains qu'ils emploient, les clandestins offrant à leurs yeux davantage d'intérêt encore.

2.3 Les clandestins

Causes et ampleur du phénomène

Au moment de la Grande Dépression, le chômage et les déportations ont découragé les candidats potentiels à l'immigration clandestine. Mais pendant et après la guerre, celle-ci reprend, atteignant son plus haut point en 1954. La situation économique et sociale du Mexique favorise toujours les départs, le niveau de vie y restant très inférieur à celui des États-Unis. Le nord du pays continue à prospérer et à attirer des milliers de travailleurs à la recherche d'un emploi. L'agriculture, notamment, y est en pleine expansion et les exploitants mexicains de ces régions encouragent la migration : en 1950, par exemple, 60 000 ouvriers viennent de l'intérieur du Mexique pour la seule cueillette du coton. Comme dans les décennies précédentes, l'amélioration des moyens de transport facilite ce mouvement vers le nord et les villes de la zone frontalière se développent rapidement. Le long du rio Bravo, Matamoros voit sa population augmenter de 179 % entre 1940 et 1950, Ciudad Juarez de 149 %, et Nuevo Laredo de 99 %[2].

Ceux qui ne trouvent pas à s'embaucher dans les entreprises et les exploitations mexicaines viennent grossir le grand réservoir de ceux qui, un jour, passeront clandestinement aux États-Unis pour y tenter leur chance. Le *programme Bracero* stimule également cette immigration en drainant des foules de candidats dont beaucoup n'obtiennent pas de contrat. Les fichiers des services d'immigration de la vallée donnent quelques indications quant aux caractéristiques de ces « illégaux » : en 1950, environ les deux-tiers sont originaires de l'intérieur du Mexique, les

1. Jones 57, 64, 69.
2. President's Commission on Migratory Labor, *Report* 71-72.

autres des États frontaliers ; la plupart ont rejoint le Nord en train ou en bus ; 14 % ont moins de 16 ans, 55 % entre 16 et 29 ans ; environ 60 % sont célibataires ; 84 % de sexe masculin ; plus de 14 % étaient aux États-Unis depuis moins de cinq jours lorsqu'ils ont été appréhendés, plus de 43 % depuis moins d'un mois, mais plus de 8 % depuis au moins un an [1].

Les sans-papiers entrent aux États-Unis seuls ou par petits groupes, en général sous la conduite d'un Mexicain qui connaît le chemin. Les passeurs, eux, font payer très cher leur aide, mais ils sont en contact avec des embaucheurs qui dirigent immédiatement les ouvriers vers des exploitations. Au Texas, le franchissement de la frontière se fait à la nage ou à gué, selon le niveau des eaux — d'où le nom de « dos mouillés » donné à ces clandestins — et aussi en bateau ou en radeau. La traversée n'est pas sans danger, et l'on repêche régulièrement des corps dans le fleuve. Lors du retour au Mexique, agressions et vols font aussi leur lot de victimes.

Il est évidemment difficile de connaître l'ampleur exacte d'une telle immigration. Les statistiques disponibles ne concernent que les personnes appréhendées et reconduites au Mexique. Ces chiffres sont eux-mêmes sujets à caution : d'une part, le contrôle de la frontière varie selon les périodes, et ce pour des motifs politiques et économiques ; d'autre part, certaines personnes sont arrêtées plusieurs fois dans la même année, et d'autres ne le sont jamais. Néanmoins, ces données permettent de se faire une idée des tendances générales.

Entre 1945 et 1949 près de 856 000 personnes sont appréhendées aux États-Unis, contre 57 000 dans la première moitié de la décennie, et 70 505 personnes sont expulsées, contre 17 078. Dans la seule vallée du rio Grande, le nombre d'appréhensions passe de 43 000 en 1945 à 215 000 en 1950. Pendant la première moitié des années cinquante, l'afflux de clandestins atteint des sommets. On compte 875 000 appréhensions en 1953 et 1 035 282 en 1954 pour les États-Unis, et les services d'immigration du secteur de San Antonio, qui inclue la basse vallée du rio Grande, arrêtent 168 351 personnes de juin 1948 à juin 1949, et 362 403 entre juin 1952 et juin 1953 [2].

Les protestations répétées des autorités mexicaines — qui reprochent à Washington de ne pas faire respecter les droits des *braceros* et de faire preuve d'une indulgence coupable envers les clandestins — et la pression d'organisations hostiles à la présence de ces derniers, poussent le gouver-

1. Saunders and Olen 27-32.
2. Grebler 32, 84 ; Carey McWilliams, « California and the Wetback, » *Common Ground* 9 (1949) : 18 ; Coalson 78 ; Saunders and Olen 85 ; Ed. Idar, Jr., and Andrew C. McLelland, *What Price Wetbacks ?* (Austin : American GI Forum of Texas and Texas State Federation of Labor, 1953) 7.

nement fédéral à déclencher des rafles de grande envergure pendant l'été 1954, en Californie, puis au Texas, et enfin dans des villes comme Chicago et Saint Louis. Les « illégaux » sont renvoyés au centre du Mexique en train et en avion, ainsi que plus d'un Mexicain résidant depuis longtemps aux États-Unis, mais dont les papiers ne sont toujours pas en règle.

Le nombre de clandestins diminue considérablement, et ce jusqu'au début des années soixante. Alors, les conditions économiques des deux côtés de la frontière poussent à la reprise de cette immigration : avec la mécanisation de la récolte du coton, on recrute moins de *braceros*, qui reviennent illégalement ; les différences de salaire entre les États-Unis et le Mexique restent très élevées — en 1960, les cueilleurs de coton reçoivent 75 cents par 50 kilos récolté au sud du Rio Grande et 2,50 dollars au nord du fleuve. En juillet et août 1962, on enregistre ainsi une augmentation de 349 % des entrées des sans-papiers dans la vallée, par rapport à la même période en 1961 [1].

Agriculture et immigration clandestine au Texas

Au Texas, on retrouve ces « illégaux » dans les conserveries et les usines d'emballage, la restauration — ils sont cuisiniers, plongeurs, serveurs —, le bâtiment, les blanchisseries, etc. Des municipalités comme McAllen, Weslaco, Brownsville, les embauchent en tant qu'ouvriers qualifiés et non-qualifiés. Mais c'est dans l'agriculture que l'on a le plus souvent recours à eux. Parfois aux côtés des *braceros*, ils cueillent le coton — ils seraient 200 000 dans ce cas dans la vallée au début des années 1950 —, cultivent et récoltent fruits et légumes, irriguent les champs. L'emploi de ces clandestins est très profitable pour les employeurs qui paient des salaires extrêmement bas, n'ont aucune responsabilité en cas d'accident, ne sont pas tenus de fournir d'équipement sanitaire, de logement adéquat, d'assistance médicale [2].

Les sans-papiers pouvant être tentés de partir à la recherche de meilleures rémunérations, les exploitants les retiennent de diverses manières : menace de dénonciation aux services d'immigration ; non versement d'une partie du salaire jusqu'à la fin de la saison, ce qui incite les Mexicains à revenir s'ils sont arrêtés et renvoyés chez eux ; endettement forcé — confinés sur l'exploitation, les ouvriers dépendent totalement de l'employeur pour leurs achats, qu'ils paient très souvent un prix prohibitif. Les producteurs exercent par ailleurs des pressions sur les services d'immigration pour que les clandestins ne soient pas inquiétés au moment des

1. *Texas Observer* 17 Jan. 1958 : 1 ; Jones 74.
2. Saunders and Olen 57-60, 85.

récoltes, et de leur côté, certains membres de la patrouille frontalière sont tout prêts à coopérer avec les employeurs. Par contre, une fois la saison terminée, le nombre des appréhensions et des expulsions augmente rapidement[1].

Quoique le Mexique et les États-Unis se déclarent officiellement déterminés à combattre cette immigration, la position des deux gouvernements reste équivoque. Côté mexicain, on souligne le fait que les « illégaux » ne bénéficient d'aucune protection, que ce sont souvent les jeunes qui partent, c'est-à-dire la main d'œuvre la plus nécessaire au développement du pays ; mais, on reconnaît que ce phénomène permet de limiter chômage, sous-emploi, et troubles sociaux. Côté américain, on tente certes de mettre un frein à l'afflux de travailleurs mexicains, par les expulsions et les départs « volontaires », mais on ne prend aucune mesure à l'encontre des employeurs. En 1948, la Cour Suprême des États-Unis estime par exemple que cacher ou héberger des clandestins ne constitue pas un délit. En 1952, la loi en punit désormais l'importation, le transport et l'hébergement, mais pas l'emploi. De plus, contrairement aux dispositions du *programme Bracero*, les agences d'État chargées de sa mise en œuvre continuent à fournir en travailleurs sous contrat des producteurs connus pour recruter également des clandestins. C'est le cas, par exemple, de plusieurs grands propriétaires du sud du Texas, par ailleurs personnalités du monde politique et des affaires.

Lorsque le gouvernement américain décide de lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine, les producteurs texans se tournent vers les *braceros*, mais aussi vers les frontaliers, troisième source de main d'œuvre.

2.4 *Les frontaliers*

Quoique ne leur donnant pas un statut officiel, les autorités américaines reconnaissent l'existence des frontaliers dès 1927, et leur délivre une carte spéciale qu'ils doivent montrer au passage de la frontière, d'où leur nom de *Viseros*. L'octroi et l'utilisation de ces cartes sont entérinés par le Congrès lors de l'adoption de l'*Alien Registration Act* de 1940. Ce n'est qu'à partir de 1965 que les frontaliers entrent dans la catégorie des immigrants et reçoivent un visa permanent, dit « carte verte » : ils peuvent dès lors entrer et sortir librement des États-Unis, mais ne peuvent pas s'absenter du territoire pour plus d'un an ; ils peuvent s'établir où ils veulent, acquérir des biens immobiliers, des entreprises, obtenir un emploi ; ils ont

1. President's Commission on Migratory Labor, Report 77-78 ; Saunders and Olen 80-82.

les mêmes droits que les citoyens américains, sauf celui de voter, et ne servent pas dans les forces armées ; ils doivent s'inscrire chaque année auprès des services d'immigration.

D'après certaines estimations le nombre de frontaliers est en augmentation constante pendant les années cinquante, sauf entre 1953 et 1955, période de contrôles plus sévères. En 1965, on compte 631 000 détenteurs de « cartes vertes » aux États-Unis, dont 75 % de Mexicains, les autres 25 % étant surtout des Canadiens. Le Texas en accueillerait 201 400, soit près de 32 % du total. Toutefois, les statistiques n'établissent aucune distinction entre ceux qui travaillent aux États-Unis et ceux qui vont y passer des vacances ou faire des achats, et l'on ne tient pas compte non plus des entrées multiples d'une seule et même personne [1].

Au Texas, une partie seulement de ces frontaliers est employée dans l'agriculture — on les trouve plutôt dans l'hôtellerie, la restauration, le commerce, les usines textiles d'El Paso et de Brownsville, ou bien ils sont employés de maison —, mais leur rôle n'est pas pour autant négligeable puisqu'en 1964, sur les 20 384 Mexicains qui passent chaque jour au Texas, 3 981 vont s'embaucher dans des exploitations des comtés frontaliers. Avec la fin du *programme Bracero* en décembre 1964, ce sont les seuls Mexicains légalement autorisés à s'embaucher dans ce secteur économique. Malgré les controverses — les syndicats ne voient pas d'un bon œil ces travailleurs qui ont un emploi aux États-Unis, mais continuent à habiter leur pays d'origine, où le coût de la vie est moindre —, le gouvernement fédéral ne semble guère disposé à mettre fin à ce système, arguant de la santé économique des régions frontalières et de la nécessité de préserver de bonnes relations avec le Mexique [2].

Entre la deuxième guerre mondiale et le milieu des années soixante, les producteurs texans ont donc à leur disposition des centaines de milliers de travailleurs mexicains, de statuts différents. Selon les circonstances, un certain type de recrutement est privilégié, car plus aisé ou plus avantageux. Toutefois, si les exploitants profitent largement de la venue de ces Mexicains, ces derniers, par contre, ont peu souvent l'occasion d'améliorer véritablement leur niveau de vie, et leur présence aggrave la situation déjà précaire de la main d'œuvre agricole locale.

---

1. Good Neighbor Commission of Texas (GNC), *Texas Migrant Labor, 1967* (Austin : 1967) 20.

2. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, Pt. 3B, *Efforts to Organize* 975 ; Jones 40.

3 Les exclus

3.1 Profil de la population hispanique au Texas

Officiellement, c'est-à-dire non compris les éventuels clandestins installés dans l'État mais peu désireux de se faire recenser, le Texas compte 1 034 000 Hispaniques en 1950, soit 45 % de ce groupe dans le sud-ouest des États-Unis — 33,2 % résident en Californie —, et 1 417 810 en 1960, soit 40,9 % — 41,2 % vivent alors en Californie. En 1950, les Hispaniques représentent 13,3 % de la population de l'État, les Blancs 73,9 % et les Non-Blancs, à 100 % noirs, 12,8 %. En 1960, les chiffres sont de 14,8 %, 72,6 % et 12,6 %[1].

Mexicains et Mexicains-Américains sont toujours inégalement répartis à travers l'État et restent concentrés dans le Sud et l'Ouest, où se trouvent 70 % d'entre eux. Dans 17 comtés, tous situés à proximité de la frontière, ils constituent plus de 50 % des habitants — 67 % dans le comté de Dimmit, par exemple, 71,4 % dans celui de Hidalgo, et 88,7 % pour celui de Starr. Toutefois, entre 1950 et 1960, huit comtés du nord du Texas voit s'accroître considérablement leur population hispanique, ces régions offrant désormais davantage de possibilités d'emplois[2].

L'industrialisation que connait le Texas entre la guerre et le milieu des années soixante accélère le départ des Mexicains et des Mexicains-Américains pour les villes, où près de 80 % d'entre eux vivent en 1960 — les chiffres sont de 74,3 % pour les Anglos et de 75,1 % pour les Non-Blancs. Néanmoins, ils sont moins urbanisés qu'il n'y paraît : d'une part, ils sont moins nombreux que les Anglos et les Noirs à habiter les grandes métropoles ; d'autre part, 7 % de ces citadins sont toujours ouvriers agricoles, alors que c'est le cas de 2,1 % des Noirs et de 0,6 % des Blancs seulement[3].

Dans leur grande majorité, les Hispaniques du Texas restent relégués au bas de l'échelle sociale, et occupent, avec les Noirs, une part disporportionnée des emplois les moins rémunérés. Ils sont toujours très nombreux dans l'agriculture : en 1950, 26,8 % des hommes et 8,1 % des femmes sont ouvriers agricoles — 10,8 % et 4,2 % pour les Non-Blancs, 4,2 % et 2,5 % pour les Blancs — ; en 1960, 16,2 % des hommes et 5,7 % des femmes tra-

1. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 946 ; Harley L. Browning, *A Statistical Profile of the Spanish-Surname Population of Texas, Population* Series n° 1 (Austin : Bureau of Business Research, U of Texas, 1964) 6, 8.

2. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 954 ; Browning 13.

3. Browning 56, 18 ; Vernon M. Briggs, Jr., *Chicanos and Rural Poverty*, Policy in Employment and Welfare n° 16 (Baltimore : John Hopkins U P, 1973) 10.

vaillent dans l'agriculture — 7,1 % et 1,4 % pour les Non-Blancs, 2,2 % et 0,8 % pour les Blancs. On retrouve cette prépondérance dans tous les États du Sud-Ouest : en 1950, 24,7 % des hommes hispaniques sont ouvriers agricoles, soit un pourcentage près de quatre fois plus élevé que pour la totalité de la population ; en 1960, 16,8 %, soit plus de quatre fois plus. Si l'on considère l'ensemble du pays, 20 % des salariés mexicains et mexicains-américains déclarent travailler dans l'agriculture, contre seulement 4,5 % des autres salariés [1].

3.2 L'emploi dans l'agriculture

De par leur lieu de résidence et de par leur concentration dans l'agriculture, les Hispaniques du Texas souffrent énormément des restructurations de ce secteur d'activité, ainsi que de l'afflux des travailleurs mexicains.

Le processus de mécanisation amorcé dans les années trente s'accélère à la fin des années cinquante et au début des années soixante. Dans le coton, l' augmentation des salaires des *braceros* pousse les producteurs à mécaniser : en 1955, seulement 25 % du coton de l'État est récolté à la machine, et ce surtout dans les grandes exploitations des *High Plains* ; en 1959, environ 33 % du coton est ainsi cueilli, 70 % en 1962, 81 % en 1963 et 90 % en 1964. Le nombre de mois-homme utilisés pour cette récolte passe de 496 000 en 1961 à 188 000 en 1962, et l'on estime que la mécanisation élimine plus de 260 000 emplois. On introduit également des machines dans les cultures légumières — épinards, haricots, carottes et betteraves sont particulièrement concernés —, et l'on élimine de la sorte 6 000 emplois par an, la mécanisation ne supprimant pas totalement les besoins saisonniers, mais réduisant fortement la durée de l'embauche [2].

Par ailleurs, les agriculteurs, n'ayant que l'embarras du choix, recrutent *braceros*, clandestins et *Viseros* de préférence à la main d'œuvre locale. Le même problème se pose dans les centres d'emballage et de transformation, souvent sources de revenus complémentaires pour les ouvriers qui résident dans les comtés frontaliers. C'est également le cas dans d'autres secteurs utilisant des ouvriers non-qualifiés et semi-qualifiés comme le bâtiment, l'industrie textile et les commerces de gros et de détail.

1. Browning 41, 208, 131 ; Barrera 131 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 983. Documents photographiques : Russell LEE (1949). (Center for American History, University of Texas at Austin) : `www.cah.utexas.edu/ssspot/cities/index.php`.
2. Jones 69.

Toute une série d'arguments est avancée par les employeurs pour expliquer et justifier leurs choix. Certains soutiennent que les travailleurs locaux ne veulent pas de ces emplois car ce sont des « bons à rien », des « paresseux » qui manquent totalement d'« ambition » et « d'esprit d'initiative ». Pour d'autres, ces ouvriers préfèrent aller chercher ailleurs un travail mieux rémunéré. Nombre d'entre eux s'en prennent également aux « avantages » accordés aux Hispaniques par le gouvernement fédéral, car un « Mexicain américanisé » n'a plus « le goût de l'effort ». La création de centres de formation pour les GI est particulièrement critiquée, étant donné qu'elle permet aux anciens soldats de quitter l'agriculture. Dans ces conditions, les exploitants s'affirment bien obligés de trouver des « bras » ailleurs, c'est à dire au Mexique, et ils ne comprennent pas que l'on puisse s'opposer à la venue de ces travailleurs [1].

3.3 Migrations

Moins dociles et plus exigeants que les Mexicains qui, eux, n'ont guère le choix, la main d'œuvre agricole locale se voit dans l'obligation de partir tenter sa chance ailleurs, de manière définitive ou temporaire.

Entre la fin de la guerre et le milieu des années soixante, le sud du Texas, et la vallée en particulier, perd une partie de sa population : 23 % pour le comté de Hidalgo, 21,1 % pour celui de Cameron 21,1 %, 10,1 % pour le comté de Starr et 36,8 % pour celui de Willacy. Parmi les Hispaniques qui partent, certains s'installent dans les grandes villes de l'État — San Antonio, Houston, Corpus Christi, Dallas, Fort Worth — où ils font à leur tour concurrence à la main d'œuvre non-qualifiée et semi-qualifiée locale, souvent noire, dans les restaurants, les hôtels, les blanchisseries et les entreprises de travaux publics. D'autres quittent le Texas, se fixant surtout en Californie et dans le Midwest. Beaucoup, enfin, continuent à travailler dans l'agriculture, mais vont périodiquement s'embaucher dans d'autres régions, à l'intérieur et à l'extérieur de l'État [2].

Le nombre exact de ces migrants est difficile à établir, mais la *Texas Employment Commission* donne quelques chiffres, vraisemblablement sous-estimés. En 1947, ils seraient 60 000 à 80 000 à assurer la récolte du coton au Texas et ailleurs, et entre 40 000 et 60 000 à aller travailler dans le nord des États-Unis et les Rocheuses. En 1949, environ 90 000 ouvriers trouveraient un emploi dans d'autres États. Il y aurait, en tout, 105 000

1. Saunders and Olen 69 ; President's Commission on Migratory Labor, Proceedings 13, 45, 16, 24.

2. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 1035 ; Hart Stillwell, « The Wetback Tide, » *Common Ground* 9 (1949) : 6.

migrants en 1959, 127 800 en 1962, 129 000 en 1964, et 167 000 en 1965, sans compter les membres de la famille qui les accompagnent. La grande majorité d'entre eux vivent autour de San Antonio et de Corpus Christi, dans le *Winter Garden* et surtout dans la basse vallée du rio Grande, qui constitue le plus grand réservoir de travailleurs migrants du Texas. Ainsi, en juillet 1950, on estime que plus de la moitié des habitants mexicains et mexicains-américains de la vallée sont « absents », et l'on ne compte pas plus de 10 % d'ouvriers locaux dans les champs, dont une majorité de femmes et d'enfants, les autres étant des clandestins ou des *braceros* [1].

Ceux qui restent au Texas font principalement la récolte du coton, de juillet, dans la vallée, à novembre ou décembre, dans les *High Plains*. Les autres se rendent dans le nord-ouest des États-Unis, le Midwest et le reste du Sud-Ouest pour cultiver les fruits, les légumes et les betteraves. On retrouve ces migrants dans 25 états au milieu des années cinquante, et 36 en 1965, parmi lesquels le Michigan, l'Ohio, le Wisconsin, l'Idaho, l'Illinois, l'Indiana, la Californie, le Minnesota et le Colorado [2].

Au fil des ans, les migrants doivent partir plus loin et plus longtemps : le pourcentage de ceux qui quittent l'État augmente — 55 % en 1959 et 80 % en 1964 ; ils s'en vont en février, et non plus en avril, les retours s'échelonnant entre septembre et décembre. Mais ailleurs également, ils se heurtent à de grandes difficultés, car l'agriculture connaît partout les mêmes transformations qu'au Texas. Entre 1947 et le début des années soixante, le nombre de journées de travail dans ce secteur passe de 360 millions à 273 millions pour l'ensemble du pays, et le nombre moyen de journées par ouvrier agricole de 156 à 138 millions. On a certes toujours besoin de ce type de main d'œuvre, mais sur des périodes plus courtes [3].

Certains migrants cherchent un emploi par eux-mêmes, mais la plupart s'en remettent à des agences de recrutement privées et publiques, à des embaucheurs, ou à un chef d'équipe. Ce dernier est souvent issu d'un groupe de migrants dont il prend la direction : il assure le transport, en général en camion, fournit nourriture et logement, faisant payer ses services aux ouvriers. Lorsqu'il est officiellement reconnu par les employeurs, le chef d'équipe devient embaucheur. Néanmoins, ces intermédiaires sont à l'origine de tant d'abus qu'en 1965, le Département du Travail exige

1. W. H. Metzler and Frederic O. Sargent, *Migratory Farmworkers in the Midcontinent Streams*, United States Department of Agriculture, Agricultural Research Service, Production Research Report nº 41 (Washington : GPO 1960) 4 ; Jones 80-81 ; Saunders and Olen 45.

2. Coalson 109 ; Good Neighbor Commission of Texas, *Texas Migrant Labor, 1965* (Austin : 1965) 5.

3. Jones 80-81 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, Pt. 4A, *Farmworker Legal Problems* 26.

leur enregistrement auprès des autorités, dans le cadre du *Farm Labor Contractor Registration Act* de 1964. Les conditions de transport, en particulier, dans des véhicules en mauvais état et surchargés, sont régulièrement dénoncées, car les accidents sont nombreux et graves. Lorsque l'inspection des camions devient obligatoire, ainsi que la souscription d'une assurance minimum, de plus en plus d'ouvriers sont amenés à utiliser leur propre voiture [1].

Les migrants du Texas, à 95 % hispaniques, ne représentent qu'une partie des ouvriers agricoles qui se déplacent, à la recherche d'un emploi, avec ou sans leur famille, à travers les États-Unis. On estime le nombre de ces personnes à un million en 1940, et au début des années soixante, les chiffres seraient d'un million à un million et demi. Environ les deux tiers ne quittent pas leur État d'origine, 51 % font moins de 135 km pour trouver du travail, 18 % de 135 à 718 km, 11 % 720 km ou plus, et 20 % plus de 1 800 km. Ces migrants appartiennent souvent à des minorités raciales et ethniques : des Noirs, jadis métayers ou détenteurs d'un lopin de terre, des Indiens, dont l'agriculture est la principale source de revenus, des Antillais, des Portoricains, et surtout des Mexicains-Américains — en 1960, près de 40 % de ces ouvriers agricoles migrent, alors que c'est le cas pour seulement 9 % des autres travailleurs de ce secteur [2].

Il existe trois grands circuits de migration, qui datent du développement de l'agriculture commerciale dans les premières décennies du vingtième siècle : le premier sur la côte ouest, où une partie des ouvriers traversent la Californie et remontent la côte jusqu'à l'État de Washington, tandis que d'autres se dirigent vers l'Arizona ; le deuxième, sur la côte est, s'étend de la Floride à l'État de New York, certains travailleurs se rendant dans l'Ohio et l'Indiana ; le troisième, et de loin le plus important, prend naissance dans le sud du Texas et couvre la plupart des régions du centre nord, des Montagnes Rocheuses et de la côte pacifique. Le Texas est ainsi non seulement le plus grand utilisateur de ce type de main d'œuvre, mais aussi le plus grand « exportateur », les ouvriers agricoles hispaniques de l'État, auxquels se joignent parfois des clandestins mexicains, représentant un bon quart des migrants du pays [3].

1. Coalson 108 ; GNC, *Texas Migrant Labor, 1965* 5 ; Richard M. Morehead, « Migrant Labor Treated like Cattle, Hearing Told, » *Dallas News* 7 Apr. 1956 ; « Migrant Worker Plight Surveyed, » *Texas Observer* 26 Dec. 1956 : 1 ; GNC, *Texas Migrant Labor, 1967* 21.

2. President's Commission on Migratory Labor, *Report* 3 ; National Sharecroppers Fund, *Annual Report, 1963* (New York : NSF, 1963) 1 ; « The Migratory Farm Worker, » *Monthly Labor Review* June 1968 : 10 ; Coalson 110.

3. Carte des circuits migratoires des ouvriers agricoles aux États-Unis (1961) (Voir documents annexes, figure 1 p. 371).

3.4 Salaires et revenus

Qu'ils aillent s'embaucher dans d'autres États ou qu'ils restent au Texas, les ouvriers agricoles ont bien du mal à obtenir des emplois stables et correctement rémunérés. En 1956, d'après une étude portant sur un échantillon de 1 334 travailleurs résidant dans le sud de l'État, ceux qui sont restés au Texas ont gagné en moyenne 573 dollars dans l'année, et ceux qui sont partis 907 dollars. À titre de comparaison, le revenu médian des salariés aux États-Unis est, cette année-là, de 2 432 dollars. En 1960, dans le comté de Bexar — San Antonio et sa région — où vivent 10 000 migrants, le revenu médian est de 919 dollars dans l'agriculture et de 2 048 dollars dans les autres secteurs [1].

Malgré d'importantes différences régionales, les salaires agricoles sont en général très bas dans l'ensemble du pays. En mai 1965, le taux horaire moyen en vigueur dans l'agriculture — un dollar de l'heure — est nettement inférieur à celui des autres secteurs économiques, et ne représente que 27 % du salaire horaire moyen dans le bâtiment, 30 % de celui des mineurs, 40 % de celui des industries de fabrication et du commerce de gros et 50 % de celui du commerce de détail. 70 % des travailleurs agricoles reçoivent moins de 1,25 dollar et les autres 30 % moins de 75 cts. En juillet 1965, dans deux États, le salaire horaire est en moyenne de 65 cts ; dans cinq États, de 1,40 dollar et plus ; dans 13 États, en-dessous d'un dollar — 82 cts en moyenne. C'est dans le Sud, où il y a une plus grande concentration d'ouvriers agricoles, que les rémunérations sont les plus faibles. Plus élevées dans le Centre Nord et le Nord-Est, elles atteignent les plus hauts niveaux dans l'ouest des États-Unis [2].

Au Texas, les salaires agricoles sont parmi les moins intéressants des États-Unis. Ainsi, en 1961, le taux horaire agricole moyen y est de 80 cents, contre 87 cents au Nouveau-Mexique, 99 cents en Arizona, 1,27 dollar en Californie, et 1,30 dollar dans l'État de Washington. Plus on s'éloigne des zones frontalières, où abonde la main d'œuvre mexicaine, plus les salaires augmentent. L'énorme différence entre salaires agricoles et non-agricoles, même pour les ouvriers non qualifiés, explique facilement pourquoi ceux qui le peuvent cherchent des emplois dans d'autres secteurs économiques. Ainsi, un travailleur qui gagne 67,9 cents de l'heure en 1963 dans l'agricul-

1. Metzler and Sargent 4-5 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Amending Migratory Labor Laws* 768.

2. Subcommittee on Migratory Labor, *Amending Migratory Labor Laws* 620 ; Gladys K. Bowles, « The Current Situation of the Hired Farm Labor Force, » *Farm Labor in the U.S.*, ed. C. E. Bishop (New York : Columbia U P, 1967) 28.

ture — et seulement 47 cents dans la vallée — peut toucher 2,46 dollars dans l'industrie et 3,42 dollars dans le bâtiment [1].

Les producteurs texans, à l'instar des autres cultivateurs américains, se sont toujours opposés à l'instauration d'un salaire minimum pour l'agriculture, tant au niveau fédéral que de l'État. Le *Fair Labor Standards Act* voté en 1938 établit un minimum garanti dans l'industrie, les mines, les transports et les communications, mais exclut spécifiquement l'agriculture. En 1961, le *FLSA* est étendu à d'autres catégories — employés du commerce, conducteurs de bus, marins, et bien d'autres encore. Les ouvriers agricoles n'en bénéficient toujours pas, sauf ceux qui travaillent pour les producteurs de betteraves sucrières et de canne à sucre — pour obtenir des subventions, ces exploitants doivent respecter les directives du Département de l'Agriculture, notamment en matière de salaire. La rémunération horaire minimale fédérale est de 25 cents en 1938, de 75 cents en 1949, d'un dollar en 1955, de 1,15 dollar en 1961, et de 1,25 dollar en 1964. La semaine de travail, d'abord de 44 heures, est progressivement ramenée à 40 heures [2].

En l'absence de législation fédérale dans l'agriculture, un petit nombre d'États imposent un salaire minimum dans ce secteur dans les années cinquante et au début des années soixante. En général, seuls les femmes et les enfants sont concernés, comme c'est le cas en Californie, où ils doivent recevoir au moins un dollar de l'heure. Au Texas, où il n'y a pas de salaire minimum d'État, les quelques tentatives faites dans ce sens déchaînent les passions, les milieux agricoles s'opposant farouchement à de telles propositions qualifiées de « dégradantes pour l'humanité [3] ».

Aux partisans de l'extension du salaire minimum aux ouvriers agricoles, les exploitants texans répètent inlassablement qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer davantage leurs employés. Soumise aux variations climatiques et aux fluctuations des marchés, l'agriculture est, selon eux, une activité « hautement spéculative ». Par ailleurs, leurs coût de production sont élevés et ils doivent faire face à la compétition accrue des autres producteurs non seulement des États-Unis mais également de pays comme le Mexique. Enfin, expliquent les employeurs, l'idée même de salaire minimum va à l'encontre de la « tradition » du paiement à la pièce, la rémunération étant dans ce cas proportionnelle à la quantité récoltée. Or, d'après

1. « Wage Hearings to Aid Migrants, » *Texas Observer* 9 Mar. 1962 : 1 ; President's Commission on Migratory Labor, *Report* 78-79 ; Coalson 87 ; Saunders and Olen 44 ; Acuna 266.

2. « The Wage-Hour Law — A Lift out of Poverty, » *American Federationist* Aug. 1964 : 17.

3. Subcommittee on Migratory Labor, *Amending Migratory Labor Laws* 832, 801 ; Ronnie Dugger, « 50 Cents an Hour, » *Texas Observer* 11 Apr. 1959 : 1 ; President's Commission on Migratory Labor, *Proceedings* 9-10.

eux, ce système permet aux ouvriers les plus productifs de bien gagner leur vie, mais autorise également l'emploi de travailleurs moins rentables, car plus âgés ou moins vigoureux. Un taux horaire minimum pénaliserait donc les premiers et éliminerait les seconds, les exploitants préférant mécaniser ou se tourner vers d'autres cultures. Par conséquent, concluent les producteurs, et dans l'intérêt de tous, les salaires doivent rester dans la limite de ce qu'eux-mêmes considèrent comme « raisonnable [1] ».

Non seulement les ouvriers agricoles du Texas ne jouissent pas d'un salaire minimum, mais ils sont également exclus d'autres dispositions du droit social, tant au niveau fédéral qu'à celui de l'État : ils n'ont pas droit aux allocations chômage — *unemployment compensation* — ; ils ne peuvent pas non plus toucher d'indemnités journalières — *temporary disability benefits* — en cas de maladie ; ils ne sont pas couverts en cas d'accidents du travail et de maladie professionnelle — *workmen's compensation* —, alors que l'agriculture est considérée comme le secteur d'activité le plus dangereux après les mines et le bâtiment ; enfin, quelques-uns seulement des employés de l'agriculture profitent de l'assurance vieillesse et décès du système de Sécurité Sociale fédéral à partir de 1955. Même dans le cas où ils ont droit à une indemnité quelconque, les ouvriers qui passent par l'entremise d'un embaucheur ou d'un chef d'équipe n'ont souvent aucune preuve de leur activité, car il n'est pas rare que l'intermédiaire déduise les cotisations, tout en n'établissant pas de feuille de salaires [2].

3.5 La grande misère des ouvriers agricoles

Les faibles revenus des travailleurs de l'agriculture en font l'un des groupes les plus démunis non seulement du Texas mais aussi des États-Unis. En 1960, des 700 000 familles mexicaines-américaines qui résident dans les cinq États du Sud-Ouest, environ 35 % ont un revenu inférieur à 3 000 dollars par an, seuil officiel de pauvreté. Plus de la moitié d'entre elles vivent au Texas, où 51,6 % des Hispaniques sont considérés comme pauvres — c'est le cas de 21,3 % des Anglos et de 57,7 % des Noirs. C'est là le taux de pauvreté le plus élevé du sud-ouest pour cette population. Les chiffres sont en effet de 41,5 % au Nouveau-Mexique, de 35 % au Colorado, de 30,8 % en Arizona, et de 19,1 % en Californie. Les 139 663 familles hispaniques à bas revenus du Texas représentent 20,3 % des foyers dans

1. President's Commission on Migratory Labor, *Proceedings* 30 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Amending Migratory Labor Laws* 803.

2. United States, Department of Labor, Bureau of Labor Standards, *Status of Agricultural Workers under State and Federal Labor Laws*, Fact Sheet nº 2 (Washington : GPO, July 1964) 6, 10 ; National Advisory Committee on Farm Labor, *The Position of Farm Workers in Federal and State Legislation* (New York : NACFL, Aug. 1959) 3.

cette situation dans l'État. En outre, 63 % d'entre elles, soit 29,9 % des familles mexicaines et mexicaines-américaines du Texas, disposent de moins de 2 000 dollars par an [1].

C'est en milieu rural agricole que l'on trouve le plus fort pourcentage de ces foyers : 75,2 %, contre 47,3 % en milieu urbain et 66,7 % en milieu rural non agricole. On constate également de grandes différences entre les comtés, et la proportion de familles pauvres tend à augmenter avec la concentration de population hispanique. Ainsi, dans les huit comtés où l'on dénombre 70 % et plus de Mexicains et Mexicains-Américains, 69,4 % des familles ont un revenu inférieur à 3 000 dollars ; dans les comtés où ils sont moins de 10 %, c'est le cas de 29,5 % des familles. C'est dans les zones frontalières, là où habitent une bonne partie des ouvriers agricoles, que les revenus sont les plus bas, la majorité des comtés y ayant un revenu médian moyen de 2 000 à 3 000 dollars, et l'un des plus bas niveaux de vie des États-Unis [2].

Liés à cette pauvreté, se posent des problèmes de logement et de santé, aggravés par la présence de milliers de travailleurs mexicains misérables et abandonnés à leur sort. Les *braceros*, et surtout les clandestins, vivent dans des conditions lamentables, entassés dans des camps comme celui de Tampiquito, au sud de Donna. Les ouvriers locaux ne sont guère mieux lotis, et la moitié d'entre eux sont installés dans des *colonias*, sortes de bidonvilles ruraux, parfois isolés, parfois à la lisière des agglomérations, dont la plupart voient le jour dans les années cinquante, mais dont certains sont très anciens, tel *El Grangene*, établi en 1761. On compte près de 200 de ces *colonias* dans la vallée dans les années soixante, en général dépourvues de rues goudronnées, de trottoirs, d'eau courante, d'électricité, et de système d'égouts. Les logements, insalubres, y sont donc meilleur marché que dans les zones urbaines, et les impôts et taxes minimes. Les autres travailleurs se retrouvent dans les sections mexicaines des villes, souvent très mal logés eux-aussi. En 1960, dans la région de Brownsville-Harlingen, les familles hispaniques — 57 % des foyers — occupent 89 % des habitations insalubres, et à Crystal City, ville à majorité mexicaine-américaine du comté de Zavala, 87 % des logements sont déclarés non-conformes aux normes [3].

1. Kenedy W. Upham and David E. Wright, *Poverty among Spanish Americans in Texas : Low Income Families in a Minority Group*, Department Information Report 66-2, (College Station : Department of Agricultural Economics and Sociology, Texas A. and M. U, 1966) 10, 24.

2. Upham and Wright 24, 17, 34 ; Browning 69-79.

3. Idar and McLelland 17 ; President's Commission on Migratory Labor, *Proceedings* 85 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, *Efforts to Organize* 980.

Lors de leurs migrations, les ouvriers agricoles rencontrent également de sérieux problèmes d'hébergement. En cours de voyage, ils ont du mal à trouver des localités disposées à les laisser passer la nuit. À destination, les familles ne disposent guère que de camps sordides, appartenant à des employeurs, à des groupements d'exploitants, à des autorités locales, à des embaucheurs ou à des sociétés privées. Au début des années soixante, une trentaine d'États réglementent ces *labor camps* — situation, construction, équipement… Mais une partie seulement est inspectée, et la plupart des propriétaires ne respectent pas ces dispositions. Le Texas est l'un des rares États employant un grand nombre de migrants à ne pas avoir de législation similaire, et ce malgré les efforts répétés de quelques élus « libéraux ».

Des taux de maladie et de mortalité élevés sont aussi le lot des ouvriers agricoles. Au début des années soixante, leur espérance de vie est de 49 ans, alors que la moyenne nationale est de 70 ans. Entrés illégalement, les clandestins n'ont subi aucun examen médical, contrairement aux *braceros*, et une fois aux États-Unis, ils n'ont pas les moyens de se faire soigner. Les migrants, eux, ont rarement accès aux services de santé publics des autres États, réservés aux résidents. Leurs enfants, peu souvent à l'école, n'ont aucun suivi médical et ne sont pas vaccinés. C'est dans le sud du Texas et dans la basse vallée du rio Grande que la situation est la plus dramatique. En 1952, le taux de mortalité infantile est de 28,5 pour 1 000 pour les États-Unis, de 34,2 pour 1 000 pour le Texas, de plus de 50 pour 1 000 dans les comté de Cameron, Hidalgo et Willacy. Le taux de tuberculose est de 76,4 pour 100 000 au Texas, et de 122,9 pour 100 000 dans les 28 comtés frontaliers de l'État. À San Antonio, où vivent beaucoup de migrants, le nombre de tuberculeux est l'un des plus élevés des États-Unis, la population hispanique étant trois fois plus souvent touchée que le reste des habitants. Dysenteries, typhoïde, poliomyélite, méningites, malaria, maladies vénériennes et malnutrition font également des ravages. Les ouvriers agricoles souffrent par ailleurs des effets des multiples pesticides utilisés en quantités croissantes dans les exploitations. Dans la vallée, de 1960 à 1966, on recense 275 cas d'empoisonnement aigu dus à ces produits chimiques. Près des trois-quarts des victimes sont âgées de 10 à 29 ans, et la plupart doivent être hospitalisées [1].

L'éducation est un autre problème crucial pour les ouvriers agricoles hispaniques, et tout particulièrement pour les migrants, qui ont l'un des plus bas niveaux d'études des États-Unis. En 1960, un tiers de ces derniers

1. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 757 ; President's Commission on Migratory Labor, *Report* 84 ; Idar and McLelland 23.

n'ont jamais été à l'école, et seulement 5 % ont dépassé le niveau du primaire. Leurs enfants ont peu de chances d'obtenir l'éducation qui leur permettrait de sortir de la pauvreté. Ces jeunes partent en effet avant la fin de l'année scolaire et reviennent un mois ou deux après la rentrée, leur travail étant essentiel à la survie de la famille. Personne ne sait exactement combien ils sont dans ce cas, mais en 1963, la *Texas Education Agency* avance le chiffre de 85 000, répartis entre 240 districts scolaires couvrant une centaine de comtés. 60 000 d'entre eux ont acquis quelques rudiments, et 25 000 n'ont jamais mis les pieds dans une salle de classe. Chez eux et lors de leurs déplacements, ces élèves constituent un problème pour les établissements qu'ils fréquentent de manière irrégulière et parfois pendant de très courtes périodes, deux à six semaines. Comme ils ne sont pas inscrits officiellement, les écoles ne reçoivent pas de fonds supplémentaires. Par conséquent, les classes sont surchargées, les locaux, les équipements et les enseignants spécialisés en nombre insuffisant[1].

Selon la plupart des observateurs, l'amendement de la législation fédérale sur le travail des moins de 16 ans dans l'agriculture — à partir de 1950, le *Fair Labor Standards Act* impose un âge minimum uniquement dans le cas où les produits sont expédiés hors de l'État concerné —, de même que le renforcement et l'application de la règlementation du Texas sur la scolarité obligatoire, permettraient d'envoyer beaucoup de ces enfants à l'école plutôt qu'aux champs. Mais, les exploitants ne l'entendent pas de cette oreille et bloquent toute tentative de modification, préférant vanter les mérites du travail agricole pour les jeunes. Les parents, de leur côté, doivent être convaincus de l'importance d'une scolarité régulière pour leurs enfants, ce qui n'est pas toujours le cas. Aussi, dans les années cinquante, le *GI Forum*, une organisation d'anciens combattants, se lance-t-il dans des campagnes de promotion de la scolarisation, et ce en coopération avec d'autres formations locales — *LULAC*, *Knights of Columbus* et associations religieuses. Réunions, annonces dans la presse et à la radio, notamment celles de langue espagnole, sont autant de moyens de sensibiliser les parents. Le *GI Forum* rassemble également des fonds pour aider les familles les plus démunies.

À ces déshérités que sont les travailleurs de l'agriculture, les autorités n'apportent guère d'aide. L'un des rares États à n'avoir ni impôt sur le revenu ni impôt sur les sociétés — contributions indirectes et taxes diverses sont les principales sources de fonds publics — le Texas n'a rien d'un État providence. Premier producteur de coton, de riz, de laine,

1. Browning 29-30 ; « Uneducated Migrants. Youths Work, Can't Study, » *Dallas News* 14 Oct. 1963.

de pétrole, et de gaz naturel, le Texas vient au quarantième rang pour l'aide sociale, au quarante-et-unième rang pour l'assurance vieillesse, au quarante-deuxième rang pour les allocations familiales, au cinquantième rang pour les fonds de fonctionnement des services sociaux. Il existe certes des programmes sociaux créés par le gouvernement fédéral et administrés par les États, mais ces derniers sont supposés participer financièrement, même si Washington fournit la plus grande partie des subventions. Or, le Texas apporte une contribution très inférieure à celle du reste du pays. En 1961, le budget de ces programmes s'élève à 172 811 169 dollars, dont 72 % de fonds fédéraux[1].

Isolés, peu au fait de l'existence d'une aide sociale à laquelle ils pourraient prétendre, découragés par des démarches administratives compliquées dans une langue qu'ils ne maîtrisent en général pas, les ouvriers agricoles ne bénéficient que rarement des programmes disponibles au Texas. Et quant ils migrent, ils sont également exclus de ceux des autres États, car ils ne répondent pas aux critères requis, notamment en ce qui concerne la période de résidence, de six mois à plusieurs années. Toutefois, les problèmes posés par la misère de ces travailleurs devenant de plus en plus préoccupants, l'État crée, en 1957, le *Texas Council on Migrant Labor*, chargé d'étudier les problèmes rencontrés par les ouvriers agricoles, de présenter des propositions et d'assurer la coordination entre les différentes agences ayant à s'occuper d'eux. Fortement critiqué, cet organisme, qui se distingue surtout par une absence totale d'activité, est dissout en 1963.

1. « Scorecard, » *Texas Observer* 26 May 1962 : 4 ; « Scorecard, » *Texas Observer* 1 June 1962 : 4 ; « Texas Fortieth in Welfare Funds, » *Texas Observer* 13 Jan. 1962 : 1-2.

Mobilisations

1 Les années noires du syndicalisme

1.1 La contre-offensive patronale

Du début de la guerre au milieu des années soixante, les travailleurs de l'agriculture du Texas souffrent, à l'instar de ceux des autres secteurs, de l'hostilité ouverte du patronat, des milieux politiques et d'une partie de la population à l'encontre du mouvement syndical.

La grande offensive commence dès 1941, alors que les syndicats ne sont ni bien implantés ni nombreux dans cet État. Le gouverneur, W. Lee O' Daniel, prétextant une possible prise de pouvoir par les dirigeants syndicaux, fait passer une loi visant à limiter au maximum l'action collective : toute atteinte à la liberté du travail est interdite ; se rassembler à proximité d'une entreprise en grève constitue un crime, punissable de un à deux ans de pénitentier ; par contre, l'agression d'un gréviste par un briseur de grève n'est qu'un simple délit. En 1943, le Texas adopte une proposition de loi réglementant l'organisation interne des syndicats qui doivent fournir chaque année un rapport détaillé de leurs activités. L'État se donne un droit de regard sur les revenus de ces formations, le montant des cotisations et des droits d'entrée est plafonné, et les responsables doivent être accrédités par les autorités [1].

En 1947, le Congrès revient sur certaines dispositions du *Wagner Act* de 1935 en adoptant le *Taft-Hartley Act*. Il est désormais interdit de lier embauche et appartenance à un syndicat, ainsi que de recourir au boycott secondaire, dit de solidarité, c'est-à-dire celui des produits d'entreprises refusant l'organisation de leurs employés. Les tentatives de pression sur un employeur pour le forcer à reconnaître un syndicat, ainsi

1. George N. Green, « Anti-Labor Politics in Texas, 1941-1957, » *American Labor in the Southwest, The First One Hundred Years*, ed. James C. Foster (Tucson : The U of Arizona P, 1982) 217-218, 224 ; Padway, Joseph A. « Texas Repeals the Constitution, » *American Federationist* May 1941 : 25.

que certains types de piquets de grève, sont désormais considérés comme autant de pratiques illégales punies par la loi. Il est également interdit aux syndicats de contribuer financièrement aux campagnes de candidats aux élections nationales. L'application de la nouvelle législation est le fait du *National Labor Relations Board*, constitué de cinq membres nommés par le président des États-Unis. Le *NLRB* détermine, par des élections, si une majorité des employés d'une entreprise désire être représentée par une organisation syndicale, examine les cas de litige, et prend ses décisions après enquêtes et auditions publiques. La nouvelle loi soulève de nombreuses protestations, et ce même du côté de certains milieux d'affaires, conscients du rôle régulateur des syndicats.

Le Texas, comme une vingtaine d'autres États, durcit encore ces dispositions en optant pour une législation dite de « droit au travail » — *right-to-work law* —, ce que permet la section 14 (b) du *Taft-Hartley Act*. Supposées laisser aux employés le choix d'adhérer ou non à un syndicat, ces lois imposent en fait des restrictions draconiennes qui rendent leur syndicalisation extrêmement difficile. La législature de l'État décide également de supprimer le prélèvement automatique des cotisations sur le salaire, soumet les syndicats aux lois anti-trust, et limite le recours aux piquets de grève à un point tel que cela équivaut à les supprimer — l'*Anti-Mass-Picketing Act* définit en effet le « piquet de masse » comme tout rassemblement de plus de deux personnes à moins de 1,50 m de l'entrée de l'entreprise et à moins de 1,50 m l'une de l'autre.

Cette croisade anti-syndicale est alimentée par la chasse aux sorcières menée à travers tout le pays à l'encontre des communistes ou supposés tels. Violemment critiqué dès 1944 pour abriter des éléments subversifs, et ce non seulement par le patronat mais aussi par une bonne partie des militants et des dirigeants, le *Congress of Industrial Organizations* (*CIO*) est purgé de ses éléments « radicaux » à la fin de la décennie, quitte la *Fédération Mondiale des Syndicats*, dominée par les communistes, pour rejoindre la *Confédération Internationale des Syndicats Libres*, et fusionne avec l'*American Federation of Labor* (*AFL*) en 1955. Au Texas, Allan Shivers, candidat au poste de gouverneur pour la troisième fois en 1954, demande à la *Texas Industrial Commission* de mener une enquête sur la présence communiste dans les syndicats de l'État. En 1956, c'est un autre candidat, Price Daniel, qui accuse le *CIO* de vouloir s'emparer des exploitations agricoles texanes. Les législateurs, eux, continuent à restreindre la marge de manœuvre des travailleurs, et font tant et si bien qu'en 1958, le Texas ne compte pas moins de 14 lois limitant le droit syndical, dont neuf incluant la notion de liberté du travail[1].

1. Joseph A. Padway, « Fascism Comes to America, » *American Federationist* May 1943 :

Au début des années soixante, partisans et adversaires de ces dispositions continuent de s'affronter. Les conservateur du Parti démocrate du Texas s'y déclarent encore favorable, alors que le mouvement syndical réclame une nouvelle loi sur les relations entre employeurs et employés — *State Labor-Management Relations Act*.

1.2 Une action syndicale limitée

Dans un tel contexte, le mouvement syndical n'a guère de chances de se développer, et, à la fin des années cinquante, le taux de syndiqués au Texas est l'un des plus bas des États-Unis, l'État venant en 39e position. Nombreux sont les secteurs encore non organisés, comme le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration, etc. L'*AFL*, puis l'*AFL-CIO*, se tournent vers l'éducation politique et juridique des travailleurs, la sensibilisation du public aux problèmes économiques et sociaux, l'inscription sur les listes électorales et le soutien aux candidats « libéraux ». La confédération met également sur pied des programmes plus spécifiques, comme à El Paso, où le *Committee on Political Education*, formé en 1956, est très actif parmi les Mexicains et les Mexicains-Américains. Dans cette ville, le *COPE* tente d'obtenir la création d'une cour de justice gratuite pour certaines catégories de plaintes, l'amélioration des logements et l'élimination des bidonvilles, l'ouverture de cours de formation professionnelle et la distribution de repas pour les enfants les plus défavorisés [1].

Dans l'agriculture, l'activité syndicale est des plus réduites pendant toute cette période, tant au Texas que dans l'ensemble du pays. L'*UCAPAWA*, devenu en 1944 le *Food, Tobacco, Agricultural and Allied Workers of America* se consacre totalement aux industries de transformation. Il n'y a plus guère alors que le *Southern Tenant Farmers Union* pour continuer à jouer un rôle parmi les ouvriers agricoles aux États-Unis. Né dans l'Arkansas en 1934, le *STFU* rassemble alors petits propriétaires, métayers et journaliers blancs et noirs de sept états du Sud. Un temps membre du CIO, le *STFU* rejoint l'*AFL* en 1946 et devient le *National Farm Labor Union*. Implanté en Floride, en Louisiane, dans l'Arkansas et à Porto Rico, le *NFLU* est surtout actif en Californie où le syndicat mène plusieurs grèves [2]. Sous sa direction, des employés du *DiGiorgio Fruit Corporation Ranch* quittent les champs en 1947, mais *DiGiorgio*, gros propriétaire du

11 ; Green 187 ; « Bill Restricting Texas Unions Adopted, » *Texas Observer* 16 May 1955 : 1 ; « Texas Unionization Is 39th, » *Texas Observer* 14 Mar. 1958 : 5.

1. *Texas Observer* 14 Mar. 1958 : 5 ; Ronnie Dugger, « Texans Discuss 'Right to Work' Law Results, » *Texas Observer* 14 Nov. 1958 : 7 ; Acuna 265-266.

2. Nelson-Cisneros, « UCAPAWA Organizing Activities in Texas, » 73 ; Kushner 93 ; National Advisory Committee on Farm Labor, 26 ; Ray Marshall, *Labor in the South* (Cambridge : Harvard U P, 1967) 291.

centre de l'État, brise le mouvement en faisant appel à des *braceros* et à des Mexicains-Américains recrutés au Texas et escortés par la police locale. En 1949, ce sont les cueilleurs de coton de la vallée de San Joaquin qui se mettent en grève, et obtiennent une augmentation de salaire. En 1951, près de 4 000 travailleurs, en majorité hispaniques, refusent de récolter les melons au taux proposé dans la vallée Impériale, mais l'arrivée de 7 500 Mexicains sous contrat met fin à ce mouvement. Renonçant à ce type d'action, le *NFLU* se lance dans une campagne d'information sur le *programme Bracero* et les conditions de vie des ouvriers agricoles. Plus tard rebaptisé le *National Agricultural Workers Union*, le syndicat survit grâce à une petite subvention des *United Auto Workers*, puis en 1960, rejoint l'*Amalgamated Meat Cutters and Butcher Workmen of North America*[1].

Au Texas, aucune organisation affiliée à l'*AFL* ou au *CIO* ne représente plus les ouvriers agricoles à proprement parler, les obstacles étant quasiment insurmontables. Au refus de négocier des producteurs et aux restrictions imposées par la législation, il faut ajouter la présence d'une abondante main d'œuvre mexicaine. Les clandestins sont particulièrement vulnérables car facilement expulsables, et les *braceros*, bien qu'ayant théoriquement le droit de s'organiser pour faire respecter les clauses de leur contrat, sont également très vite rapatriés en cas de contestation, les responsables du programme et le personnel des services d'immigration coopèrant étroitement avec les employeurs pour maintenir l'ordre.

L'action syndicale se limite donc à la formation de quelques sections dans des usines de transformation du sud de l'État couvertes par le *NLRA*. A San Antonio, le *Texas Pecan Shelling Workers Union* comprend de plus en plus d'employés des minoteries. Quant à l'*UCAPAWA*, il s'intéresse à l'industrie de la pêche à Palacios et aux entreprises de transformation du coton à Houston, où *Anglos*, Mexicains et Noirs sont réunis au sein du *United Cotton Compress and Oil Worker's Union*. Dans la vallée, près de Mathis, le *Spinach Worker's Union Local 87*, formé en 1942, compte environ 400 membres, employés par les producteurs d'épinards et d'oignons pour la culture et la récolte, l'emballage et le transport. Grâce à l'action du *SWU*, les salaires augmentent un peu, le théâtre local ne refuse plus les Hispaniques, et le comté décide de subventionner des cours d'anglais pour les ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains. Toutefois, le *SWU*, qui fait partie de l'*UCAPAWA*, s'occupe en priorité des employés des centres d'emballage et des camionneurs, même si ces derniers représentent moins d'un quart des adhérents[2].

1. H. L. Mitchell, « Little Known Farm Labor History, 1942-1960, » Foster 119.
2. Nelson-Cisneros, « UCAPAWA Organizing Activities in Texas, » 75 ; Ronnie Dugger, « Can Texas Labor Help the Poor, » *Texas Observer* 21 Jan. 1966 : 10.

Toujours dans la vallée, à Mercedes, plusieurs centaines de travailleurs *anglos* et hispaniques, déjà mobilisés à la fin des années trente, créent le *Texas Fruit and Vegetable Worker's Union Local 35*. Le syndicat, qui a juridiction sur les usines d'emballage d'agrumes et de légumes de toute la région, soit environ 15 000 employés, gagne les élections organisées en 1944 dans ces entreprises et obtient quelques contrats. Cependant, on n'en entend bientôt plus parler, soit que le *TFVWU* ait cessé d'exister, soit qu'il ait été absorbé par une autre formation. De son côté, l'*AFL*, par l'intermédiaire du *Citrus Cannery Workers and Food Processors Union*, obtient quelques résultats dans les centres d'emballage de la vallée — à Mission, Donna, et Elsa —, mais la confédération ne parvient jamais à rassembler l'ensemble des travailleurs de ce secteur. Le seul véritable succès de l'*AFL* est l'organisation de la conserverie *Del Monte* à Crystal City, dans le *Winter Garden*, mais l'usine ne fonctionne que quelques mois dans l'année, au moment de la récolte des épinards [1].

Les années quarante et cinquante constituent donc une période noire pour le mouvement syndical en général et l'organisation des ouvriers agricoles en particulier. Toutefois, de nouvelles tendances se dessinent dans les rapports économiques, politiques et sociaux aux États-Unis et au Texas, porteuses de bouleversements qui ne peuvent qu'affecter ces travailleurs.

2 La percée politique des Mexicains-Américains

2.1 L'ébranlement du vieil ordre social

Au Texas, comme dans le reste du sud-ouest d'ailleurs, la guerre, l'industrialisation et l'urbanisation ont des conséquences profondes et durables pour les Hispaniques. En milieu rural, l'exode vers les villes de milliers de petits exploitants et d'ouvriers agricoles, le développement de l'agro-industrie et l'absentéisme croissant des propriétaires, la mécanisation et le recrutement de travailleurs mexicains dont l'arrivée accélère le départ de la main d'œuvre locale sont autant de facteurs qui modifient la base sociale de l'ordre ancien. Mais, on l'a vu, le statut des Mexicains-Américains de ces régions ne s'améliore guère pour autant, puisqu'ils restent cantonnés dans certains emplois et font toujours l'objet de discrimination.

De fait, la présence des *braceros*, des clandestins et des frontaliers mexicains nourrit et renforce les attitudes des *Anglos* envers la population hispanique, justifie à leurs yeux la perpétuation de la ségrégation

1. *Texas Observer* 21 Jan. 1966 : 9 ; Nelson-Cisneros, « UCAPAWA Organizing Activities in Texas, » 73-77.

dans les zones de résidence, les écoles et les lieux publics. N'appréciant que fort peu d'être assimilés de la sorte aux ouvriers mexicains, certains Mexicains-Américains ne sont pas loin de penser que leur communauté ne pourra pas progresser tant que ces derniers viendront s'embaucher dans les exploitations du Texas. Cependant, malgré des rivalités d'ordre économique, ces différents groupes nouent souvent d'étroites relations, car ils vivent dans les mêmes quartiers et souffrent du même rejet.

Si les traditions se perpétuent dans les régions rurales, par contre, dans les villes, les Hispaniques commencent à ébranler l'ordre établi. En effet, avec la deuxième guerre mondiale, les besoins de main d'œuvre sont tels que de nombreux emplois s'ouvrent à eux dans les zones urbaines, et, de son côté, l'armée en recrute et en forme des milliers d'autres. Au début, 5 % seulement des Mexicains-Américains travaillent dans l'industrie de guerre, où ils occupent des postes subalternes. Toutefois, grâce à la création du *Fair Employment Practices Committee*, chargé de veiller à ce qu'aucune agence fédérale ou compagnie passant des contrats avec le gouvernement ne pratique la discrimination raciale ou ethnique, ils bénéficient de postes plus intéressants à partir de 1943, et ce malgré l'opposition souvent violente des salariés *anglos*.

À la fin du conflit, toutefois, les Hispaniques sont renvoyés à des emplois non qualifiés, mais il est trop tard pour revenir au « bon vieux temps ». Les classes moyennes, qui prennent de l'importance dans les villes, commencent à exiger le droit à une citoyenneté pleine et entière. De même, forts d'une légitimité acquise sur le front, les anciens combattants du *GI Forum*, fondé en 1948 à Corpus Christi, n'ont de cesse de dénoncer des pratiques d'un autre âge.

La question de la ségrégation est régulièrement évoquée, en particulier dans le domaine de l'éducation, où les pressions, et les résistances, sont les plus fortes. En 1948, des parents poursuivent ainsi en justice un certain nombre de districts scolaires dont celui de Bastrop, au sud d'Austin — *Minerva Delgado et al. c. Bastrop Independent School District et al.*. Dans ce cas, le juge considère que l'existence d'écoles séparées pour les enfants hispaniques viole la Constitution, puisque ces derniers sont considérés comme blancs par la loi. Néanmoins, le magistrat admet que l'on puisse les rassembler dans des classes spéciales pendant la première année, mais cette année-là seulement, sur le même campus et dans les mêmes bâtiments, et ce afin de pallier les problèmes de langue. Cette tolérance permet en fait à de nombreuses écoles de retarder au maximum l'intégration, et la nomination par les autorités de l'État d'un responsable de l'éducation peu enclin à la modification du statu quo les conforte dans leur attitude. Pendant les années cinquante, parents et organisations diverses

continuent leur action à l'encontre des établissements scolaires réticents, et entre 1952 et 1957, une série de procès permet de faire un tant soit peu évoluer la situation.

2.2 Le nouveau poids politique des Mexicains-Américains

Les Mexicains-Américains du Texas font également montre d'une activité et d'un engagement croissant dans le domaine politique, rejoignant les rangs de la nouvelle coalition « libérale » qui tente de s'imposer à la fin des années cinquante et au début des années soixante.

Depuis la fin de la période de Reconstruction, qui suit la guerre de Sécession, le Parti démocrate règne en maître au Texas, remportant pratiquement toutes les élections, nationales, d'État ou locales. Dans les années trente, apparaît une faction progressiste qui remet en question les positions conservatrices du parti, soutient la politique de F. D. Roosevelt et prône un rôle plus actif du gouvernement dans l'éducation, la santé et l'aide sociale. Ces démocrates « libéraux » obtiennent quelques succès, dont l'élection de James Allred comme gouverneur en 1935 et le passage de programmes destinés à limiter les effets de la crise. Mais les conservateurs reprennent très vite les rênes du pouvoir, favorisés par le climat politique général, le soutien financier des milieux d'affaires, leur main mise sur la quasi totalité des médias de l'État et le rôle prépondérant des électeurs ruraux surreprésentés par rapport aux zones urbaines à forte densité de population [1].

Après un long déclin de plus de dix ans, l'aile réformiste reprend de la vigueur à la fin des années cinquante, bénéficiant, entre autre, de la remontée du parti républicain. La multiplication des organisations républicaines dans les petites villes, et même dans certaines zones rurales, modifie en effet les comportements électoraux traditionnels. Au lieu de voter démocrate aux primaires et républicain en novembre lors des élections présidentielles, nombre d'électeurs vont choisir le Parti républicain dès le premier tour, affaiblissant ainsi les conservateurs au sein du Parti démocrate texan. De plus, après avoir ouvertement soutenu Eisenhower, candidat républicain à la présidence en 1952 et en 1956, plus d'un *Dixiecrat* — démocrate conservateur du sud — rejoint le Parti républicain lorsque ce dernier remporte sa première grande victoire dans cet État avec l'élection de John Tower comme sénateur U.S. en 1961, en remplacement de Lyndon B. Johnson, désormais vice-président des États-Unis.

1. « Our Countrified Legislature, » *Texas Observer* 30 May 1963 : 11 ; « Electoral Inequities Examined, » *Texas Observer* 16 Feb. 1962 : 1 ; Montejano, *Anglos and Mexicans* 277.

La nouvelle faction « libérale » réunit les déçus du conservatisme démocrate : mouvement syndical, réformistes urbains, ruraux fidèles à la tradition populiste, Noirs et Mexicains-Américains. Bien qu'incapables de prendre le contrôle du parti, les réformistes gagnent cependant du terrain au moment des élections, en particulier au niveau local et de l'État.

L'arrivée sur la scène politique de Mexicains-Américains indépendants des machines politiques conservatrices en place ne peut que stimuler l'intérêt d'une population hispanique qui ne participe guère aux élections. À la fin des années cinquante, on compte environ 500 000 électeurs potentiels, et peut-être davantage si l'on tient compte du fait que le recensement se fait au printemps, lorsque les migrants ont quitté leur région de résidence. Néanmoins, dans l'ensemble du Texas, seulement un quart des Mexicains-Américains seraient inscrits sur les listes électorales, toutes sortes de pratiques décourageant même les plus intéressés : inscription annuelle, avec présence obligatoire ; paiement d'une taxe d'enregistrement — *poll tax* —, établie en 1902 par un amendement à la Constitution, et s'élevant de 1,50 dollar à 1,75 dollar par an, ce qui élimine les plus pauvres ; primaires et élections locales tenues à des dates où une bonne partie des ouvriers agricoles sont partis chercher du travail dans d'autres États. Dans le sud du Texas en particulier, les Mexicains-Américains restent en-dehors du jeu électoral, même s'il existe une élite ou une classe moyenne plus ou moins associée aux *Anglos* dans la gestion des villes et des comtés, et qui sert d'intermédiaire entre les deux communautés, comme c'est le cas à Laredo et Brownsville [1].

L'inscription sur les listes électorales et la participation aux élections deviennent par conséquent l'un des principaux objectifs d'organisations comme la *LULAC*, qui rassemble des citoyens de la classe moyenne, ou le *GI Forum* qui lance des campagnes aux slogans simples et clairs. Sous l'impulsion de ces formations, le nombre d'élus hispaniques augmente : en 1956, Henry B. Gonzalez bat un démocrate conservateur et devient sénateur d'État ; en 1962, on compte six Mexicains-Américains à la législature, la plupart « libéraux » ; au niveau local, quelques Mexicains-Américains sont conseillers municipaux, membres des commissions de comté et de conseils scolaires, et en 1957, El Paso élit le premier maire *non-anglo* de son histoire.

L'importance croissante du « Vote Latin » apparaît également lors des élections présidentielles, car il se révèle déterminant dans les victoires des candidats démocrates. En effet, si en 1960, John Kennedy reçoit 50,5 %

1. Ramon Garces, « Latin Vote Grows, » *Texas Observer* 2 Apr. 1957 : 1 ; « Latins and Votes, » *Texas Observer* 19 Jan. 1962 : 3.

des voix au Texas, et Lyndon Johnson 63,3 % en 1964, dans les comtés où la population hispanique est majoritaire, les deux candidats enregistrent de bien meilleurs résultats encore : 64,9 % pour Kennedy et 72,3 % pour Johnson.John Kennedy semblant dès l'abord populaire auprès des Hispaniques du sud-ouest, le Parti démocrate a lancé une grande campagne de mobilisation de cet électorat, en créant les *Viva Kennedy clubs*, sous la direction d'Albert Pena et d'Albert Fuentes, Jr. au Texas. Après son élection, Kennedy nomme juge fédéral Reynaldo de la Garza, originaire de Brownsville et le premier Mexicain-Américain à occuper ce poste. Le maire d'El Paso devient, quant à lui, ambassadeur au Costa Rica [1].

Les *Viva Kennedy clubs* remportent un tel succès que les dirigeants mexicains-américains du Sud-Ouest tentent de mettre sur pied une formation politique capable d'exercer des pressions à tous les niveaux de gouvernement, la *Political Association of Spanish-Speaking Organizations*. Quoique le projet échoue à l'échelon national, une *PASO* est constituée au Texas, avec Pena comme président et Fuentes comme organisateur. Professant les mêmes buts que les autres organisations mexicaines-américaines, c'est-à-dire l'amélioration du statut de la population hispanique par la participation au processus démocratique et l'intégration économique et sociale, la *PASO* se montre néanmoins plus critique envers la classe politique, qui, estime G.I. Sanchez, un des responsables de l'association, n'a jamais véritablement défendu les intérêts du *Mexicano*. Représentant, d'après certaines estimations, 200 000 voix en 1962, l'organisation n'a pas de candidats propres lors des élections, mais accorde son soutien à ceux qui lui paraissent les plus à même de partager ses points de vue. La *PASO* est également amenée à jouer un rôle de premier plan dans l'évènement qui met le sud de l'État en effervescence en 1963, l'élection à Crystal City, dans le comté de Zavala, d'un conseil municipal entièrement hispanique [2].

2.3 La « révolution » de Crystal City (1963-1965)

Avec une population d'environ 10 000 personnes, dont de nombreux ouvriers agricoles, la capitale des épinards, au cœur du *Winter Garden*, est contrôlée économiquement et politiquement par les *Anglos*. Le maire de la ville, plusieurs conseillers et l'administrateur municipal sont en place depuis trente ans ou plus. Quoique les trois-quarts des résidents soient hispaniques, ces derniers ne constituent que 10 à 15 % des votants en 1959.

1. Charles Ray Chandler, « The Mexican American Protest Movement in Texas, » diss., Tulane U, 1968, 156-159.
2. Ronnie Dugger, « Political Interests of Latins United, » *Texas Observer* 15 Sept. 1961 : 3.

D'octobre 1962 à avril 1963, la *PASO* lance une campagne d'inscription sur les listes électorales en vue des municipales avec l'aide des *Teamsters*, le syndicat qui a organisé l'usine d'emballage locale, une filiale de la compagnie *Del Monte*. Les militants rencontrent très vite des difficultés — hostilité des employés de mairie, intervention des *Texas Rangers* —, mais les électeurs mexicains-américains s'inscrivent en grand nombre, même si le choix des candidats pose problème, les membres de la petite classe moyenne refusant de se présenter de peur des représailles [1].

Finalement, une liste de cinq candidats — *Los Cinco Candidatos* — est établie et le succès grandissant des réunions électorales inquiète les *Anglos*, et les tentatives de pression se multiplient. La compagnie *Del Monte* tente de renvoyer certains des salariés actifs dans la campagne, mais revient sur sa décision devant les menaces de grève des *Teamsters*. Les *Rangers*, toujours présents, continuent leur campagne de harcèlement et les organisateurs obtiennent à grand peine le respect des procédures d'élections, par exemple l'utilisation d'isoloirs. Malgré tout, les Mexicains-Américains sont nombreux à voter, beaucoup de migrants ayant retardé leur départ pour pouvoir participer aux élections, et les cinq candidats sont élus [2].

Cette victoire a un très grand retentissement, car la première de ce type dans le sud du Texas. Crystal City devient un symbole. *Time*, *Newsweek*, *The National Observer*, *The Los Angeles Times*, *The Wall Street Journal*, *The New York Times*, *Look*, et le magazine mexicain *Manana* consacrent des articles à l'évènement. Quant aux rédacteurs en chef des journaux de l'État, ils citent l'élection de Crystal City en deuxième position, après l'assassinat de Kennedy. Toutefois, le succès est de courte durée. L'opposition *anglo* aux nouveaux élus est des plus virulentes : un conseiller perd son emploi, un autre voit son salaire réduit de moitié, un troisième est menacé de poursuite pour avoir signé des chèques sans provision ; des employés de la mairie préfèrent démissionner plutôt que de coopérer avec la nouvelle administration ; des pétitions circulent, demandant l'annulation des élections, puis le report de la date des municipales d'avril à juillet, période où les migrants sont déjà bien loin ; D. H. Byrd, l'un des plus importants producteurs et expéditeurs de Crystal City, part s'installer dans une ville voisine. Par ailleurs, les nouveaux conseillers, par inexpérience, commettent des erreurs, et des rivalités éclatent, en raison notam-

1. Julian Samora, Joe Bernal and Albert Pena, *Gunpowder Justice* (Notre Dame : U of Notre Dame P, 1979) 91, 97.
2. John S. Shockley, *Chicano Revolt in a Texas Town* (Notre Dame : U of Notre Dame P, 1974) 28.

ment de l'attitude du maire, qui semble tout disposé à mettre en place une nouvelle machine politique [1].

Au niveau de l'État, c'est le gouverneur John Connally qui prend position en faveur des *Texas Rangers* lorsque leur capitaine, A. Y. Allee, et Juan Cornejo, le nouveau maire, en viennent aux mains et que les Hispaniques réclament leur départ. La presse conservatrice, quant à elle, se déchaîne contre le conseil municipal, la *PASO*, les *Teamsters* et les « hordes » d'électeurs « latinos » responsables de ces bouleversements. Certains « libéraux », effrayés par cette victoire et les violentes réactions qu'elle suscite, critiquent la nouvelle administration, l'accusant de racisme à rebours. Au sein même de la *PASO*, les conservateurs, favorables à une alliance avec l'aile droite du Parti démocrate, soit John Connally et Lyndon Johnson, n'apprécient guère l'intervention de leur organisation à Crystal City et la collaboration avec les *Teamsters*, qui finissent d'alleurs par se retirer de l'aventure. Finalement, c'est une coalition d'*Anglos* et de Mexicains-Américains de la classe moyenne, *Citizens Association Serving All Americans* (*CASAA*), qui remporte les élections du comté en 1964 et les municipales en 1965.

Contrairement à ce qu'espéraient certains et redoutaient d'autres, Crystal City reste un cas isolé. Certes, en 1965, des Mexicains-Américains prennent le contrôle de la municipalité de Mathis, au nord-ouest de Corpus Christi, mais le nouveau maire est un *Anglo* et la politique du conseil reste « modérée ». En fait, Crystal City, tout en offrant les caractéristiques des villes du sud du Texas, s'en distingue également, et ce sont ces quelques différences qui ont permis l'étonnante victoire des *Cinco Candidatos* : existence d'une entreprise dont les employés sont syndiqués, donc moins vulnérables aux pressions ; présence d'un grand nombre de migrants, c'est-à-dire de familles ne dépendant pas des *Anglos* locaux pour leurs revenus pendant une bonne partie de l'année ; intervention des *Teamsters* et de la *PASO*, éléments extérieurs à la ville, lors de la campagne d'inscription sur les listes électorales et au moment des élections ; absence d'élite hispanique traditionnelle ou de classe moyenne importante pouvant faire obstacle à l'action de la *PASO* — les Hispaniques sont avant tout des ouvriers agricoles ; décès de l'administrateur municipal qui veillait depuis longtemps à ce que le nombre d'inscrits mexicains-américains ne dépasse pas celui des *Anglos* [2].

Malgré l'échec, les évènements de Crystal City marquent les esprits. Dans plus d'une ville, les *Anglos* préfèrent accepter quelques Mexicains-

1. « The Struggle for PASO, » *Texas Observer* 14 June 1963 : 5.
2. Louise Stanford, « Mathis Since the Revolution, » *Texas Observer* 23 Aug. 1968 : 12 ; Shockley, *Chicano Revolt* 216.

Américains « sûrs », plutôt que de risquer une défaite. D'un autre côté, l'élection des *Cinco Candidatos*, en dépit de tous les problèmes posés, stimule la remise en cause de l'ordre établi. En tant qu'Hispaniques, les ouvriers agricoles ne peuvent que profiter de ce climat de contestation politique, comme ils ne peuvent que bénéficier, en tant que travailleurs, des prises de position de plus en plus fréquentes de personnalités et d'organisations attentives à leur sort.

3 L'agro-industrie au banc des accusés

3.1 La campagne contre l'emploi des travailleurs mexicains

Tant au niveau national qu'à celui de l'État, syndicats, « libéraux » et formations diverses condamnent très vite la présence des ouvriers Mexicains dans l'agriculture intensive, dénoncent les abus dont sont victimes travailleurs sous contrat et clandestins, et attirent l'attention sur les conséquences désastreuses de leur présence pour les Hispaniques du sud du Texas. L'opposition au *programme Bracero* et aux politiques d'immigration croît avec les années, et l'attitude du gouvernement fédéral, considéré comme par trop favorable aux producteurs, est de plus en plus critiquée.

Sous la pression, le président Truman crée, en 1950, une commission d'enquête, la *President's Commission on Migratory Labor*, chargée d'établir un rapport sur les migrants de l'agriculture. Sont inclus une étude des conditions économiques et sociales de ces ouvriers, une analyse des effets de la migration, un bilan de l'aide apportée à ces familles par le gouvernement fédéral, les États et les collectivités locales, une évaluation des besoins en main d'œuvre des producteurs et du nombre de travailleurs étrangers réellement nécessaire au bon fonctionnement des exploitations, l'examen des problèmes occasionnés par l'entrée des clandestins et la proposition de solutions permettant de mettre fin à ce type d'immigration. Composée de six membres, la commission tient des auditions publiques dans plusieurs États, dont le Texas. Les débats ont lieu à Brownsville et à El Paso, et y participent l'archevêque de San Antonio, Robert Lucey, ardent défenseur de la cause des ouvriers agricoles, des représentants de l'*AFL-Texas*, des responsables d'agences fédérales et de l'État ou d'associations comme le *Committee to Aid Migrants*, des travailleurs, des exploitants et des dirigeants de regroupements de producteurs [1].

1. President's Commission on Migratory Labor, *Report* 1 ; President's Commission on Migratory Labor, *Proceedings* i-ii.

Les problèmes générés par l'importation des *braceros* sont fréquemment évoqués tout au long des auditions et dans le rapport final. Selon la Commission, les difficultés rencontrées dans la négociation et l'application des accords trouvent leur source dans l'exclusion de l'agriculture du droit du travail et de la législation sociale aux États-Unis. D'autre part, tous les groupes intéressés ne participent pas à l'élaboration du programme, car si les cultivateurs sont bien organisés et représentés, ce n'est pas le cas des ouvriers agricoles. Il n'est donc pas étonnant que le gouvernment n'accorde pas la même considération aux employés qu'aux employeurs. De plus, les différents organismes concernés se montrent en général inefficaces quant au respect des droits des *braceros* et laxistes quant aux modalités de recrutement [1].

La Commission conclut que le programme en cours va à l'encontre des intérêts des ouvriers établis côté américain, et recommande, entre autre, l'élaboration d'accords bilatéraux spécifiant clairement les conditions d'emploi. Les rapporteurs réclament par ailleurs un renforcement des pouvoirs des services d'immigration, afin de limiter l'arrivée des clandestins, ainsi que l'application de sanctions aux exploitants qui les engagent. Ils demandent également qu'il soit mis un terme à la politique de légalisation des sans-papiers. En outre, la Commission conseille au gouvernement de promouvoir l'embauche des travailleurs américains, de supprimer toute dépendance vis-à-vis d'une main d'œuvre agricole étrangère, de mettre sur pied un *Federal Committee on Migratory Farm Labor* chargé de coordonner l'activité des agences fédérales impliquées et d'adopter un certain nombre de mesures destinées à aider les ouvriers dans le domaine des salaires, du logement, de la santé et de l'éducation. Bien que ce rapport ait eu un important retentissement, l'administration Truman et le Congrès choisissent d'ignorer ces conseils lors de l'élaboration de la *Public Law 78* en 1951 [2].

L'emploi des *braceros* et des clandestins continue donc de susciter de nombreuses critiques. En 1956, Ernesto Galarza publie *Strangers in Our Fields*, un ouvrage dans lequel il décrit le sort qui attend le Mexicain sous contrat aux États-Unis. Des organisations comme le *National Council of Churches*, la *Catholic Rural Life Conference* ou les *Americans for Democratic Action* mènent campagne contre le *programme Bracero* et le discréditent auprès de l'opinion, parlant de « main d'œuvre servile », de « honte nationale », d'accords « immoraux », etc. Au Congrès, même les élus des zones

1. President's Commission on Migratory Labor, *Report* 51, 64.
2. President's Commission on Migratory Labor, *Report* 177-186.

rurales se font de plus en plus souvent l'écho de ces positions et l'administration se montre disposée à mettre un terme aux accords [1].

Au Texas, des associations mexicaines-américaines et le mouvement syndical désavouent régulièrement le *programme Bracero*. Ainsi, le *GI Forum* s'avoue-t-il ouvertement hostile à la venue de ces travailleurs sous contrat et préconise une politique d'aide économique au Mexique, qui permettrait aux citoyens de ce pays d'améliorer sur place leurs conditions de vie. En ce qui concerne les clandestins, le *GI Forum* et l'*AFL-CIO* prônent l'application des mesures avancées par la *President's Commission on Migratory Labor*, et publient en 1953 une étude intitulée *What Price Wetbacks*. Les effets pervers de l'immigration clandestine y sont dénoncés, ainsi que la collusion entre producteurs, autorités, services d'immigration et hommes politiques. La présence des frontaliers est aussi source de protestations, notamment de la part des syndicats. En 1959, l'*Amalgamated Meat Cutters and Butcher Workmen of North America* porte plainte contre les services d'immigration du Texas pour avoir permis à une entreprise d'El Paso de recourir à ces ouvriers pour briser une grève . En 1962, c'est le tour de la fédération *AFL-CIO* du Texas d'aller devant les tribunaux, en son nom propre et en celui de 18 résidents de la vallée. Le Département de la Justice est accusé de ne pas faire respecter la loi en autorisant à venir s'embaucher aux États-Unis des Mexicains qui continuent à vivre au sud du rio Grande, mais la plainte est jugée irrecevable [2].

3.2 L'« Autre Amérique »

Ce n'est pas seulement l'emploi des Mexicains dans l'agriculture qui est de plus en plus vivement condamné, mais également le sort réservé aux ouvriers agricoles en général, et aux migrants en particulier. À partir de 1959, le *National Advisory Committee on Farm Labor*, une organisation à but non lucratif, rassemble et diffuse des informations sur les conditions de vie des travailleurs de l'agriculture et les pratiques en cours dans ce secteur économique. Le *NACFL* tient également des auditions publiques à Washington où viennent témoigner syndicalistes, prêtres et pasteurs, hommes politiques et représentants d'associations diverses. En 1960, la chaîne de télévision *CBS* crée l'évènement en montrant le documentaire d'resté célèbre, *Harvest of Shame*. C'est un véritable choc pour la majorité

1. Galarza 80 ; Ellis W. Hawley, « The Politics of the Mexican Labor Issue, 1950-1965, » *Agricultural History* 40 (1966) : 173.
2. « Laredo Forum Differs, » *Texas Observer* 16 Aug. 1957 : 4 ; Ronnie Dugger, « More about Braceros, » *Texas Observer* 18 Apr. 1958 : 1 ; Idar and McLelland 1 ; Grebler 38.

des téléspectateurs qui découvrent le « vrai visage de l'agriculture américiane », les exploitants criant au scandale et à la diffamation.

L'Église catholique, de son côté, s'intéresse au sort de ces exclus. En 1957, le *National Council of Churches* entreprend une étude des camps de migrants et du travail des enfants dans l'agriculture. En 1961, la *National Catholic Rural Life Conference*, la *National Catholic Welfare Conference*, le *Bishops' Committee for the Spanish Speaking* et le *Bishops' Committee for Migrant Workers* publient un *Program for Migratory Farm Labor*, où sont analysées les conséquences de la migration pour les familles et l'ensemble de la société. Le directeur exécutif du *Bishops' Committee For the Spanish Speaking*, créé en 1945 par l'*American Board of Catholic Missions* de Chicago, est Robert Lucey, archevêque de San Antonio. Traité de « bolshevik » pendant les années trente, proche de Walter Reuther, président des *United Auto Workers* et de Lyndon B. Johnson, opposé à la ségrégation raciale et ethnique — en 1954, un mois avant la décision de la Cour Suprême des États-Unis, il ordonne l'intégration des écoles catholiques dépendant de son autorité —, Lucey n'a de cesse de dénoncer la misère qui règne dans certains quartiers de la ville, de condamner l'exploitation des Mexicains par les producteurs texans, et de réclamer justice pour les migrants. En 1956, l'archevêque forme des *Committees for Migrant Workers* dans la région de San Antonio. Par la suite, Lucey encourage les prêtres à participer à des programmes d'action sociale et politique dans les communautés les plus défavorisées, et contribue à la mise en place d'un *Migrant Worker Ministry*. Les organisations mexicaines-américaines, les progressistes et le mouvement syndical joignent leurs voix à celle de Lucey pour dénoncer le « calvaire » des ouvriers agricoles du Texas.

Les avocats de cette nouvelle cause recommandent tous la mise sur pied de programmes d'aide aux travailleurs de l'agriculture, tant au niveau fédéral que local, et approuvent les mesures prises par le gouvernement et le Congrès dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation et de la formation des migrants au début des années soixante. Dès 1961, les exploitants sont par exemple encouragés à améliorer les habitations destinées à ces travailleurs, et ont la possibilité de demander des prêts avantageux pour la construction et la modernisation des installations. Toujours en 1961, l'*Area Development Act* permet aux zones déclarées sinistrées sur le plan économique de mettre en place des plans de formation pour les migrants. L'année suivante, le *Manpower Development and Training Act* prévoit des stages de reconversion pour les ouvriers agricoles au chômage ou sous-employés. Un programme pilote voit le jour à Laredo, qui propose aux travailleurs de les former à des emplois agricoles — conducteur de tracteur, irrigateur... —, et non agricoles —

hôtellerie, bâtiment, mécanique… En 1962 est également signé le *Migrant Health Act*, et des subventions s'élevant à trois milliards de dollars doivent être consacrées à la création de centres d'information et de soins médicaux, quelques projets étant prévus au Texas dans les régions de Laredo, Lubbock et Uvalde. Un nombre croissant de familles profitent de ces dispositions, mais seules peuvent être prises en charge celles qui se trouvent dans un comté ayant un centre de ce type. Apparaissent aussi des programmes pour les enfants, qui offrent une scolarité sur six mois au lieu de neuf. Au Texas, cinq districts scolaires sont concernés en 1963, 40 en 1965 et 18 000 élèves sont répartis dans ces « écoles pour migrants » [1].

À partir du milieu des années soixante, les ouvriers agricoles bénéficient aussi des programmes d'assistance mis en place dans le cadre de la « Guerre contre la Pauvreté » lancée par le président qui appelle de ses vœux une « Grande Société », plus humaine et plus équitable, reposant sur « l'abondance et la liberté pour tous ». Les États-Unis ont en effet « découvert » la misère sur leur territoire et le livre de Michael Harrington, *The Other America*, publié en 1962, a révélé l'étendue de la pauvreté dans ce pays. Après avoir lu cette étude, John Kennedy avait décidé de faire de ce problème le thème central de sa campagne présidentielle et après son assassinat, Johnson reprend le flambeau. En 1964, le Congrès adopte l'*Economic Opportunity Act*, clé de voûte de ce vaste projet, et charge l'*Office of Economic Opportunity* (*OEO*) de la mise en place des nouveaux programmes. Entre juin 1964 et juin 1965, l'*OEO* consacre près de 15 millions de dollars aux ouvriers agricoles, et finance 84 projets — soit 29 millions de dollars — l'année suivante [2].

3.3 De la nécessité d'une refonte de la législation

Si les programmes d'aide sont considérés comme nécessaires et importants, d'aucuns estiment qu'il ne faut pas s'en tenir là, mais que l'on doit également modifier la législation et mettre fin à l'exclusion des ouvriers agricoles des dispositions du droit du travail et de la protection sociale. Tel est par exemple le but du *Subcommittee on Migratory Labor*, constitué en 1959 et qui tient régulièrement des auditions publiques sur des propositions de lois concernant le salaire minimum, le travail des enfants, le droit à l'organisation et à la négociation collective, les programmes de

1. Bruce S. Meador, « Mexican American Labor Problems in Texas, » thes., U of Texas, 1951, 94-95 ; « Texas Prepared to Begin Training Migrant Workers, » *Houston Chronicle* 7 Oct. 1965.

2. Stanley M. Knebel, « Current Development in Farm Labor Legislation, » *Journal of Farm Economics* 48 (1966) : 1133-1134.

recrutement et de formation, et la création d'un *National Advisory Council on Migratory Labor*. Tous les partisans d'une modification de la législation s'accordent à penser qu'il est grand temps que les exploitants soient soumis aux mêmes obligations que les employeurs des autres secteurs économiques [1].

Le droit à l'organisation syndicale est tout particulièrement mis en avant comme facteur indispensable à l'amélioration de la situation des ouvriers agricoles. Pour le *National Advisory Committee on Farm Labor*, seule la négociation collective donnera à ces travailleurs des conditions de travail et des salaires décents. De son côté, l'Église catholique s'engage officiellement dans ce sens dans son *Program for Migratory Farm Labor*, soulignant que c'est là l'unique moyen de mettre fin à la discrimination économique, politique et sociale qui frappe les travailleurs de l'agriculture. Les responsables religieux appuient leur position en rappelant les fondements de la doctrine sociale de l'Église catholique, élaborée à la fin du dix-neuvième siècle — encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII en 1891 — pour faire face à la montée des idées socialistes dans les milieux ouvriers européens. Adaptée aux États-Unis dans les années vingt et trente par Monsignor John A. Ryan, cette doctrine s'appuie sur les principes suivant : fonction essentielle de la propriété privée ; limitation des profits des entrepreneurs ; droit des travailleurs à un salaire adéquat ; intervention de l'État au niveau de l'aide sociale — allocations chômage, assurance maladie-accident, pension vieillesse — ; dialogue et coopération entre employeurs et employés dans une société qui ignore les conflits de classe, d'où le rôle important des syndicats, du moins ceux du type *AFL* [2].

Au Texas, l'archevêque Robert Lucey milite également pour la syndicalisation des ouvriers agricoles qui seule peut mettre fin aux abus des « petits Césars » de l'agriculture. En 1959, lors de la convention du *GI Forum*, Lucey réclame un *Wagner Act* pour le Texas, accuse certaines associations agricoles de pratiquement contrôler la législature de l'État, et déplore l'attitude conservatrice des représentants et des sénateurs. Furieux, les producteurs, et notamment le *Valley Farm Bureau*, réagissent violemment, accusant les dirigeants de l'Église catholique d'accepter comme seule

1. Subcommittee on Migratory Labor, *Amending Migratory Labor Laws* 2, 62 ; National Catholic Rural Life Conference (NCRLC), *A Program for Migratory Farm Labor*, A Policy Statement of the National Catholic Rural Life Conference, the National Catholic Welfare Conference, the Bishops' Committee for the Spanish Speaking, the Bishops' Committee for Migrant Workers (Des Moines : NCRLC, Oct. 1961) 30-31.

2. Subcommittee on Migratory Labor, *Amending Migratory Labor Laws* 199 ; National Catholic Rural Life Conference (NCRLC) 19 ; Douglas P. Seaton, *Catholics and Radicals* (East Brunswick : Associated University P, 1981) 32, 35.

vérité la « propagande » répandue par des éléments « extrémistes et subversifs », faisant ainsi de bon nombre d'organisations religieuses de simples « couvertures » du mouvement syndical. En effet, la branche texanne de l'*AFL-CIO* commence enfin à s'intéresser sérieusement aux ouvriers agricoles du sud de l'État et réclame leur inclusion dans le *NLRA*. A partir de 1961, la confédération ouvre des bureaux à San Antonio, El Paso, Corpus Christi, Laredo et dans la vallée. Les travailleurs y sont informés de leurs droits, et la campagne coûte plus de 150 000 dollars sur trois ans aux syndicats texans, qui ne reçoivent aucune aide financière des instances nationales qui préférent alors concentrer leurs efforts sur la Californie [1].

1. « Migrant Labor, A Moral Problem, » *Texas Observer* 4 Dec. 1959 : 6 ; « Churchmen Criticized, » *Texas Observer* 12 Aug. 1960 : 3 ; « The Blue Sky Sweatshop, » *American Federationist* June 1964 : 7 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Amending Migratory Labor Laws* 788.

Troisième partie

De Delano à Rio Grande City (1965-1967)

Introduction

Vers la fin des années cinquante, l'*AFL-CIO* semble s'intéresser à nouveau aux ouvriers agricoles de Californie, mais n'obtient aucun résultat. Ce n'est qu'en 1965 qu'une nouvelle formation va réussir à mobiliser les *campesinos* de l'État. Très médiatisé, le conflit qui les oppose aux producteurs de raisin va cristallliser les désirs d'organisation des travailleurs texans, qui se lancent à leur tour dans l'action. De juin 1966 à septembre 1967, le comté de Starr va connaître de nombreuses grèves. Toutefois, la basse vallée du rio Grande semble plus difficile à conquérir que la région de Delano.

Le « modèle » californien

1 L'*Agricultural Workers Organizing Committee*

L'échec des actions menées par le *NFLU* dans les années quarante et le début des années cinquante n'encourage guère l'*AFL*, puis l'*AFL-CIO*, à investir dans la mobilisation des ouvriers agricoles, même en Californie, et ce d'autant plus que la confédération ne fait toujours pas montre d'un très grand intérêt pour ces travailleurs. Ce n'est qu'en 1959 que l'*AFL-CIO* forme l'*Agricultural Workers Organizing Committee*, dont le quartier général est à Stockton, au sud de Sacramento. Faisant preuve d'une totale méconnaissance du monde agricole, les dirigeants nomment à la tête de l'*AWOC* Norman Smith, un organisateur des *United Auto Workers* dont l'expérience acquise dans l'industrie n'est pas d'une grande utilité pour l'agriculture. Ne sachant comment contacter les travailleurs, les organisateurs se tournent vers le quartier le plus déshérité de Stockton où, chaque matin, les embaucheurs viennent chercher ceux dont ils ont besoin pour la journée. L'*AWOC* s'adresse également aux ouvriers philippins de la vallée de San Joaquin, des hommes seuls vivant dans des camps, et engage deux des leurs, Larry Itliong et Andy Imutan. Le syndicat s'occupe d'abord d'une grève des cueilleurs de cerises, en majorité *anglos*, mais l'exploitant préfère perdre sa récolte plutôt que de négocier. Pendant l'hiver 1960-1961, l'*AWOC* échoue également dans sa lutte contre les producteurs de salades de la vallée Impériale, car ces derniers s'arrangent toujours pour trouver des ouvriers. Ces résultats peu brillants poussent George Meany, le président de l'*AFL-CIO* à décider l'arrêt des subventions en juin 1961.

Toutefois, l'*AWOC* ne disparaît pas. Quelques fonds de réserve et les indemnités de chômage permettent à un petit groupe de continuer les opérations, avec l'aide de plusieurs syndicats, de volontaires issus du mouvement des droits civils, d'étudiants progressistes et d'associations diverses. S'inspirant des idées de Saul Alinsky, le comité rejette les approches traditionnelles et met l'accent sur la nécessité d'organiser, sur le long terme, non seulement les ouvriers eux-mêmes, mais également les

communautés dans lesquelles ils vivent. Auteur de *Reveille for Radicals*, un livre publié en 1946 dans lequel il présente ses théories, ses buts et ses méthodes, Alinsky a pour objectif l'établissement d'une démocratie participative dans laquelle les citoyens, « gens ordinaires », interviennent dans le processus de prise de décision, qui n'est plus laissé aux seuls élus. La mobilisation se fait d'abord au niveau local, un « animateur » réunissant les personnes intéressées en petits comités, les aidant à réfléchir à leurs problèmes, et les amenant à constituer des associations de terrain et des groupes d'action.

Cherchant à appliquer ces principes, l'*AWOC* met en place des conseils locaux qui élisent leurs propres porte-parole, ce que les anciens dirigeants n'avaient jamais toléré, et publie régulièrement une lettre d'information bilingue. En décembre 1961, l'organisation demande, et obtient, une reprise de l'aide financière, mais cette initiative est vite regrettée. En effet, les « professionnels » de l'*AFL-CIO* reprennent la direction des opérations, se débarrassent des bénévoles, abolissent les conseils, suppriment le bulletin, et consacrent les ressources du syndicat à la réélection de candidats démocrates souvent liés aux intérêts agricoles. Le nouveau dirigeant, Al Green, ne réussit pas mieux que Smith, et préfère se rapprocher des embaucheurs que des ouvriers agricoles. À l'exception des Philippins, qui continuent à former un groupe bien uni, mais ne sont qu'une petite minorité, les travailleurs, déçus, quittent l'*AWOC* qui ne signifie plus rien pour eux[1].

2 La *National Farm Workers Association*

D'autres formations s'intéressent également au sort des ouvriers agricoles de Californie. Au milieu des années cinquante, l'*American Friends Service Committee* a choisi la vallée de San Joaquin pour un projet de développement communautaire, et le *California Migrant Ministry*, qui dépend des *Northern and Southern California Councils of Churches*, donne la priorité aux programmes d'action sociale. Wayne C. Hartmire, responsable de la région de Stockton, engage de plus en plus le *CMM* aux côtés de ces travailleurs, en collaboration avec un autre groupe, le *Community Service Organization*, une émanation de l'*Industrial Areas Foundation* fondée en 1940 par Saul Alinsky et destinée à mettre ses idées en pratique. Le premier *CSO* naît à Los Angeles en 1947, puis d'autres s'établissent dans les années cinquante dans les quartiers mexicains et mexicains-américains des grandes villes de l'État. Ses membres militent pour l'inscription des

1. Anderson 1-3.

Mexicains-Américains sur les listes électorales, offrent des cours sur la naturalisation et la citoyenneté, luttent contre la pauvreté et la discrimination, exercent des pressions sur les autorités locales pour obtenir, entre autre, le goudronnage des rues, et mettre fin à la brutalité policière.

Les organisateurs appartiennent en général à la classe moyenne, mais il en est d'origine plus modeste, comme Cesar Chavez, Dolores Huerta et Gilbert Padilla, futurs dirigeants du mouvement des *campesinos* de Californie. Chavez, dont les parents, petits propriétaires endettés d'Arizona, ont dû quitter leur ferme dans les années trente pour devenir des migrants, s'installe avec sa famille à San Jose dans le *barrio* de *Sal Si Puedes* en 1950. Il travaille bientôt pour le *CSO* qui le charge des quartiers est de San Francisco, puis de la vallée de San Joaquin. Envoyé à Oxnard pour organiser les ouvriers agricoles, à la demande des employés des centres d'emballage, en 1958, Chavez propose la formation d'un syndicat, mais le *CSO* refuse. En 1962, Chavez quitte cet organisme, part avec les siens pour Delano, au nord-est de Los Angeles, et crée la *National Farm Workers Association*.

Delano, une ville d'environ 14 000 habitants, est située dans le comté de Kern, dans la vallée de San Joaquin, au cœur de la région de production du raisin en Californie. Les gros exploitants dominent, compagnies aux intérêts divers ou entreprises familiales : *Schenley Industries* — 5 000 acres —, *DiGiorgio Fruit Corporation* — 4 400 acres —, et 30 à 40 autres domaines de quelques centaines à quelques milliers d'acres. Un certain nombre de travailleurs sont embauchés régulièrement pour les multiples opérations que nécessite cette culture. Au moment de la cueillette, qui doit être faite à la main pour ne pas abîmer les grappes, on fait appel à des saisonniers, migrants ou résidents. 2 000 à 5 000 ouvriers, selon la saison, vivent de cette production, parmi lesquels 1 500 Philippins logés dans des camps, et des Mexicains-Américains habitant Delano avec leur famille. Plus qualifiés et plus difficiles à remplacer qu'un autre type de main d'œuvre, concentrés géographiquement, stables, ces travailleurs semblent à Chavez constituer un bon point de départ pour monter un syndicat [1].

Toutefois, les obstacles sont de taille. Il existe bien un *CSO* à Delano, mais il est contrôlé par les petits notables des *barrios*, prêts à passer des compromis avec les exploitants. Quant aux Églises, elles sont conservatrices, elles aussi dominées par les producteurs. Chavez commence néanmoins à contacter les ouvriers agricoles dans diverses parties de l'État,

1. Ronald B. Taylor, *Chavez and the Farmworkers, A Study in the Acquisition and Use of Power* (Boston : Beacon P, 1975) 110.

puis cherche, avec l'aide de Dolores Huerta et de Gilbert Padilla, à mobiliser les travailleurs locaux, mais dans une optique très différente de celle de formations comme le premier *AWOC*, par exemple. Les cotisations sont de 3,5 dollars par famille et par mois, et petit à petit, la *NFWA* propose de multiples services à ses adhérents : assurance décès et paiement des frais d'enterrement, prêts divers, coopératives — garage, centrale d'achat… C'est toute une infrastructure permettant de soutenir, dans l'avenir, des grèves plus longues et plus efficaces, qui se met ainsi en place. Des réunions ont lieu régulièrement chez les ouvriers intéressés — *house meetings* —, et en septembre 1962, entre 250 et 300 délégués se réunissent pour fonder un syndicat, élire des représentants, et établir un plan d'action. Chavez est nommé président, Huerta et Padilla vice-présidents, Antonio Orendain, ex-clandestin et ex-*bracero*, trésorier. La nouvelle organisation adopte comme drapeau une bannière rouge avec un aigle aztèque noir dans un cercle blanc [1].

De 1962 à 1964, la *NFWA*, dont la plupart des gens ignorent encore l'existence, voit le nombre de ses adhérents augmenter — ils sont 4 000 en 1964 —, et publie un journal, *El Malcriado* — « le Mauvais Garçon ». Chavez reçoit l'aide du *CMM*, mais refuse de nombreuses donations et subventions qui pourraient limiter l'indépendance de l'association. Malgré leur désir de ne pas s'engager dans des grèves prématurées, les dirigeants se trouvent impliqués par deux fois en 1965, essuient deux échecs et décident de ne pas mener de nouvelles actions collectives de ce type pendant les deux ou trois ans à venir. Toutefois, les conflits qui éclatent entre les producteurs de raisin de Delano et les travailleurs philippins de l'*AWOC* pendant l'été 1965 en décident autrement. Le 16 septembre 1965, les membres de la *NFWA*, réunis dans la salle paroissiale de Notre Dame de Guadalupe, à Delano, se déclarent solidaires de l'*AWOC*. Ainsi débute *La Huelga*, la grande grève des ouvriers agricoles de Californie des années soixante [2].

1. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, Pt. 3A, *Efforts to Organize* 782 ; R. B. Taylor, *Chavez* 115.
2. Peter Matthiessen, *Profile : Cesar Chavez* (Los Angeles : United Auto Workers Western Region Six, 1969) 15.

3 Delano [1]

Si la *NFWA* et l'*AWOC* s'associent contre les viticulteurs et les producteurs de raisin de table, les deux syndicats mènent néanmoins leurs actions séparément, Al Green refusant toute coopération. C'est l'organisation de Cesar Chavez qui, avec son approche différente, devient très vite l'élément moteur du mouvement. En octobre, la *NFWA* est à la tête d'une vingtaine de grèves dans la région de Delano-Earlimart-McFarland, dont dix officiellement reconnues par le *Farm Labor Placement Service*, et l'*AWOC* en conduit une dizaine. De septembre à décembre 1965, le nombre de grévistes philippins reste à peu près constant, environ un millier ; par contre, les Mexicains-Américains, d'abord une centaine, sont bientôt 2 000. En fait, davantage encore participent au conflit, mais certains, absolument démunis, quittent la région pour chercher un emploi ailleurs, tandis que d'autres rejoignent le syndicat au fil des semaines.

Piquets de grève et boycott sont les deux angles d'attaque. Sur les routes, en bordure des champs, des petits groupes, porteurs de banderoles, tentent, par des slogans et des chants, d'attirer l'attention des travailleurs et des briseurs de grève que les employeurs font venir du Mexique ou du Texas. D'autres piquets s'installent devant les entrepôts et les usines d'emballage d'Oakland et de San Francisco, en général respectés par les camionneurs et les employés de chemin de fer. À la mi-novembre, ce sont les dockers de l'*International Longshoremen's and Warehousemen's Union* qui refusent de charger les raisins. Mode d'action syndical traditionnel, mais adapté aux besoins des *huelgistas*, le piquet joue, pour Chavez, un rôle déterminant, car c'est là, dit-il, que se joue l'engagement des individus.

Confrontée à la réaction violente des exploitants et à la présence d'une main d'œuvre suffisante pour assurer la récolte, la *NFWA* lance, à partir de décembre 1965, un boycott national à l'encontre des deux gros producteurs de Delano, *Schenley Industries* et *DiGiorgio Corporation*. *Schenley* tire la majeure partie de ses profits de la vente de vins et d'alcools, et *DiGiorgio* de la fabrication et de la distribution de conserves. L'agriculture proprement dite ne représente donc qu'une part minime de leurs profits, et ces compagnies pourraient supporter sans peine des augmentations de

1. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, Pt. 3A, *Efforts to Organize* ; Salvador Enrique Alvarez, « The Legal and Legislative Struggle of the Farmworkers, 1965-1972, » *Voices : Readings from El Grito*, ed. Octavio Ignacio Romano (Berkeley : Quinto Sol Publications, 1973) ; Ronald B. Taylor, *Chavez and the Farmworkers*. Documents : musique, vidéos, photos, histoire orale (*Farmworker Movement Documentation Project*) : `www.farmworkermovement.org/media/index.shtml`, `www.farmworkermovement.org/media/index.shtml`

salaire. En faisant appel à la solidarité de la population, le boycott permet d'associer plus de gens au combat des ouvriers agricoles californiens — *La Causa* —, de sortir du cadre de Delano. Afin de donner une impulsion au boycott et une plus grande cohésion au mouvement, Chavez crée l'évènement en conduisant, en mars 1966, une marche de 25 jours entre Delano et Sacramento, capitale de l'État, soit une distance de près de 500 km. La couverture de la marche par de nombreux journaux et magazines américains donne un retentissement national à la lutte des *campesinos*.

Les employeurs, eux, nient l'existence même de la grève et affirment que les travailleurs ne veulent pas de ces syndicats. Il est d'ailleurs exact que les ouvriers ne répondent pas tous favorablement aux appels de la *NFWA*, soit par peur, soit par ignorance. De plus, pour les détenteurs de « cartes vertes » désireux de gagner le maximum en un minimum de temps, les demandes du syndicat — paiement d'un salaire horaire, limitation du nombre d'heures de travail et recrutement prioritaire des travailleurs locaux — représentent une menace. Les producteurs refusent donc d'organiser les élections qui permettraient aux employés de se prononcer, et proposent la constitution d'un comité national, composé de représentants des agriculteurs, des formations syndicales, des consommateurs et de l'État. Ce comité fixerait un salaire pour tous les ouvriers agricoles des États-Unis, à la condition que ces derniers renoncent à la grève et au boycott. Par ailleurs, les exploitants mettent sur pied une organisation fantôche, le *Tulare-Kern Independent Farm Workers*, composé surtout d'embaucheurs et de contremaîtres, mais censé représenter les salariés opposés au conflit.

Localement, les grévistes et leurs familles sont l'objet de multiples représailles : dans les camps d'hébergement, on leur coupe le gaz et l'électricité, et certains sont expulsés de leurs logements ; dans les piquets, ils sont injuriés, bousculés, aspergés d'insecticide, frôlés par des voitures lancées à toute vitesse, et leurs banderoles sont criblées de balles ; la police prend des photos, arrête les manifestants, relève les numéros d'immatriculation des véhicules « suspects » et refuse d'enregistrer les plaintes des *huelgistas* sous des prétextes divers. Néanmoins, la présence de sympathisants, de journalistes et d'observateurs met un frein à la répression, qui n'atteint jamais le niveau des années trente.

Dès le début, l'*AWOC* et la *NFWA* bénéficient en effet d'un appui extérieur. Les deux syndicats reçoivent une aide financière de L'*Industrial Union Department* de l'*AFL-CIO* — 2 000 dollars par mois — et des *United Automobile Workers* —5 000 dollars par mois. Par ailleurs, nombreux sont les militants des droits civils — *Congress of Racial Equality* (*CORE*) et *Student Nonviolent Coordinating Committee* (*SNCC*) —, les militants étu-

diants — *Students for a Democratic Society* (*SDS*), *W.E.B. DuBois Clubs* —, les clubs démocrates et les associations en relation avec les ouvriers agricoles depuis des années — *American Friends*, *California Migrant Ministry*, *Catholic Rural Conference*... —, qui s'intéressent à *La Causa* et apportent leur aide, sous forme d'argent, de nourriture et de vêtements. Ces « volontaires » participent aussi aux actions menées par les *campesinos* : lorsqu'en octobre 1965, le shérif du comté de Kern interdit l'utilisation du mot *Huelga* et arrête ceux qui passent outre, parmi les 44 personnes amenées à la prison du comté 13 sont des travailleurs, et les autres des sympathisants, dont plusieurs prêtres et pasteurs ; quand Chavez lance le boycott contre *Schenley* et *Di Giorgio*, des étudiants partent avec les grévistes former des comités de soutien dans les grandes villes du pays [1].

Ce type de soutien, associé aux revendications de la *NFWA*, en déconcerte plus d'un. En effet, tout en cherchant à obtenir des élections et des contrats, le syndicat continue à mettre l'accent sur la nécessité d'offrir des services annexes à ses membres. D'autre part, liant étroitement justice économique et justice sociale, l'organisation déclare se battre pour que les ouvriers agricoles cessent enfin d'être des citoyens de second ordre, exclus du droit du travail et de la législation sociale, victimes de discrimination. Le choix des tactiques est un autre sujet d'étonnement. Tout en se réclamant de la révolution mexicaine et de ses héros Pancho Villa et Emiliano Zapata, dont les portraits ornent les bureaux du syndicat, la *NFWA* entend également mener son combat dans le cadre de la non-violence active. Pétitions, manifestations, marches, sit-ins, boycotts, appels à la désobéissance civile, grèves de la faim et grèves sur le terrain ont la faveur des dirigeants, dont Chavez, grand admirateur de Gandhi et de Martin Luther King, et ce sont des volontaires du *SNCC* et du *CORE* qui forment les ouvriers aux techniques utilisées depuis des années par les Noirs dans le sud des États-Unis [2].

Par ailleurs, les grévistes, à majorité catholiques, cherchent dans la religion dignité et légitimité. L'effigie de la Vierge de Guadalupe, vénérée par les partisans de Zapata, devient l'un des symboles de *La Causa*, en tête de toutes les manifestations. Prières collectives et messes sont fréquentes, et la marche de Delano à Sacramento est présentée comme un pèlerinage et un acte de pénitence. Pour Chavez, d'une part la religion représente un extraordinaire ciment de lutte, et d'autre part, la caution de l'Église catholique est cruciale pour un groupe aussi démuni, aussi isolé et aussi

1. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 786 ; R. B. Taylor, *Chavez* 142-143, 174.

2. National Farm Workers Association (NFWA), *Basta ! La Historia de Nuestra Lucha* (Delano : Farm Workers P, 1966).

désarmé. Néanmoins, malgré la présence de quelques prêtres à Delano, la hiérarchie catholique n'est pas encore véritablement engagée aux côtés des ouvriers, contrairement aux protestants. Ce n'est qu'en mars 1966, peu de jours avant la marche, que les évêques de Californie prennent finalement officiellement position en faveur des *huelgistas*. Par la suite, l'Église catholique interviendra à plusieurs reprises dans les négociations entre le syndicat et les employeurs.

La grève des *campesinos* se présente donc comme un mouvement mêlant revendications syndicales et sociales, projets de développement communautaire, tactiques non-violentes et fort sentiment religieux, une forme de lutte qui irrite les employeurs, car ils ne savent comment y répondre. De même, les dirigeants de l'*AFL-CIO* sont intrigués par une approche si peu conforme à leur conception traditionnelle du syndicalisme. Al Green, par exemple, qui tente alors d'organiser les travailleurs des agrumes en collaboration avec les *Teamsters*, oppose sa campagne — « un véritable combat syndical » — à celle de la *NFWA* — « une manifestation pour les droits civils... menée par des responsables religieux ». Toutefois, malgré ses réserves, la confédération décide de soutenir les efforts des ouvriers agricoles de Californie, espérant qu'enfin une organisation viable verra le jour. En décembre 1965, à l'instigation des *United Auto Workers*, syndicat proche de la *NFWA* depuis quelque temps déjà, les délégués de la convention annuelle de l'*AFL-CIO* votent une augmentation de l'aide financière aux grévistes. Après la convention, Walter Reuther, président des *UAW*, se rend à Delano avec d'autres membres de son syndicat, manifeste avec les *huelgistas* et promet son appui pour le boycott. Chaînes de télévision, journaux et magazines rapportent cette visite, en faisant un évènement médiatique, au grand dam des exploitants. Furieux des initiatives de Reuther qui lui reproche sa tiédeur et son inertie, le président de l'*AFL-CIO* fait nommer William Kircher directeur de l'organisation pour l'*AWOC*.

Impressionné par Chavez, Kircher décide, au printemps 1966, de mettre fin aux activités de l'*AWOC* dans les agrumes et de transférer le siège et les fonds du syndicat de Stockton à Delano. Il charge le Philippin Larry Itliong du contrôle des opérations. L'idée de Kircher est de faire fusionner les deux syndicats, mais Chavez se montre très réticent, craignant qu'une telle opération n'entrave la liberté de manœuvre de la *NFWA*, ne modifie son style et ne gêne le boycott. C'est seulement quelques mois plus tard, en août 1966, que la *NFWA* et l'*AWOC*, confrontés à l'hostilité croissante des *Teamsters*, finiront par s'unir et formeront le *United Farm Workers Organizing Committee* (*UFWOC*). En attendant, l'action combinée des deux organisations et de leurs sympathisants commence à porter ses fruits. Début avril 1966, avant même la fin de la marche, *Schen-*

ley reconnait officiellement la *NFWA* et accepte de négocier un contrat, un revirement sévèrement condamné par les autres exploitants. Applicable à partir de juin, l'accord prévoit, entre autre, un salaire minimum de 1,75 dollar de l'heure, des congés payés, des indemnités de transport, et oblige les ouvriers embauchés à devenir membres du syndicat. Dès ces premiers accords, Chavez cherche à mettre fin au système des embaucheurs en ouvrant des centres de recrutement et de répartition de la main d'œuvre gérés par la *NFWA* qui crée aussi des « comités d'exploitation », afin d'impliquer directement les travailleurs dans la gestion du contrat. Ces comités, composés d'ouvriers élus, servent d'intermédiaire avec les employeurs, décident des grandes orientations du syndicat et en élisent les représentants et le bureau exécutif.

De son côté, *DiGiorgio*, modifiant sa position, propose la tenue d'élections, mais exige en contrepartie la fin de la grève et du boycott. Par ailleurs, la compagnie, en rupture totale avec le reste du complexe agro-industriel, commence à envisager l'inclusion des ouvriers agricoles dans le *NLRA*, qui lui semble maintenant paré de nombreux avantages, car il interdit le boycott secondaire. Enfin, *DiGiorgio* demande aux *Teamsters* d'intervenir et de court-circuiter l'action de la *NFWA*. Chavez refuse de participer à ces élections surprises, décidées unilatéralement par l'employeur — et annulées après enquête — et intensifie le boycott. Ce n'est que fin août et début septembre 1966 que, de nouvelles élections ayant eu lieu, ces employés peuvent, à une large majorité, désigner l'*UFWOC* comme leur syndicat.

Reconnaissant leur défaite, les *Teamsters* n'abandonnent pas la partie pour autant. Lorsque, quelques semaines plus tard, les ouvriers se mettent en grève contre *Perelli-Minetti Vineyards*, ils signent un accord avec l'entreprise, ce qui déclenche un nouveau boycott. Très affecté par l'action de l'*UFWOC*, *P-M* consent, en juillet 1967, à négocier un contrat. Les *Teamsters* renoncent alors aux vignobles, mais conservent la haute main sur les industries de transformation. Entre temps, *DiGiorgio*, qui a finalement cédé, accepte un contrat similaire à celui de *Schenley*, et d'autres compagnies reconnaissent enfin à l'organisation de Chavez le droit de représenter leurs employés - *Christian Brothers*, *E. and J. Gallo Winery*, *Paul Masson Vineyards*, *Almaden Vineyard*. Après ces succès, l'*UFWOC* tourne son attention vers un gros producteur de raisin de table, *Giumarra Vineyards Corporation* — en août, les travailleurs désertent les vignobles et abandonnent les centres d'emballage. Devant l'entêtement de *Giumarra*, qui commence à recruter clandestins et frontaliers, les *campesinos* lancent un boycott qui va bientôt s'étendre à toute la production de raisin californien et durer des années.

4 L'extension du mouvement

Ainsi, plusieurs mois après le début de la grève, les ouvriers agricoles de Californie ont réussi à faire connaître leur situation au grand public, à s'attirer la sympathie et le soutien de nombreuses formations, à arracher quelques contrats. Cesar Chavez, de par son charisme, ses convictions et ses décisions, donne à cette lutte une dimension nouvelle, lui faisant dépasser le cadre d'un simple conflit local. Les évènements de Delano ont un énorme retentissement à travers tout le pays, et dans d'autres États, les travailleurs de l'agriculture se mobilisent à leur tour, répondant ainsi aux vœux des *huelgistas* de Californie de voir s'étendre leur mouvement.

En Floride, dans la région de Belle Glade, après quelques grèves sporadiques pendant l'été 1965, les chefs d'équipe créent, au printemps 1966, le *United Agricultural Workers of America*, affilié à l'*International Laborers Union*, *AFL-CIO*. L'*UAWA* compte très vite 700 chefs d'équipe et 10 000 ouvriers. Néanmoins, les intérêts des deux groupes étant très différents, les travailleurs rejoignent bientôt le *Packing House and Allied Workers*, *AFL-CIO*. Les conflits qui éclatent en 1967 — 2 000 grévistes dans les cultures de céleris en janvier, et plus de 9 000 dans les maïs et les haricots trois mois plus tard - se soldent par un échec, dû à une mauvaise organisation et à l'opposition de l'*UAWA* [1].

Le Michigan et le Wisconsin, qui utilisent de nombreux migrants hispaniques pour leurs récoltes de cerises, de concombres, de fraises, de betteraves sucrières et de pommes de terre, connaissent également une certaine agitation. Au Michigan, les travailleurs se lancent dans l'action dès l'été 1966. En mars 1967, ils prennent part à une marche de 110 km, *March for Migrants*, entre Saginaw et Lansing, et présentent un cahier de doléances au lieutenant-gouverneur. Les marcheurs reçoivent l'appui d'une trentaine d'associations, dont l'*UFWOC*. Dans le Wisconsin, où environ 10 000 migrants, presque tous originaires du sud du Texas, viennent chaque année s'embaucher entre un et trois mois, c'est Jesus Salas, de Crystal City, qui, en août 1966, conduit une marche de quelques 140 km, *March for Respectability*, sur la capitale, Madison. À l'automne, Salas fonde les *Obreros Unidos* (*OU*) et tente, en vain, d'obtenir un contrat pour une centaine de migrants employés dans les pommes de terre. Après plusieurs mois passés à établir des contacts et à faire connaître les problèmes des ouvriers agricoles de l'État, les *OU* s'attaquent en juin 1967 à *Libby, McNeil & Libby, Inc.*, une compagnie qui achète les récoltes des exploitants du centre du Wisconsin et les expédie à Chicago, où se trouvent ses usines

1. Irving J. Cohen, « La Huelga ! Delano and After, » *Monthly Labor Review* June 1968.

de transformation. Fin août, après élection, les *OU* sont officiellement reconnus par l'entreprise, un succès en grande partie dû à la *Wisconsin Employment Relations Commission*, une agence d'État créée en 1939 lors du passage du *Wisconsin Employment Peace Act*. Calquée sur le *Wagner Act*, puis amendée lors du *Taft-Hartley Act*, cette loi concerne également l'agriculture, et le syndicat obtient en fait l'application d'une législation déjà en place [1].

Quelques tentatives de mobilisation ont également lieu dans le New Jersey et l'État de New York. Au Texas, c'est en juin 1966 que commencent les premiers efforts d'organisation.

1. Mark Erenburg, « Obreros Unidos in Wisconsin, » *Monthly Labor Review* June 1968.

Les grèves du comté de Starr (1966-1967)

1 Le récit des événements

1.1 1966 : conflit et marche sur Austin [1]

C'est dans la basse vallée du rio Grande que les ouvriers agricoles vont se lancer dans l'action collective. Lorsque Eugene Nelson, qui a participé à la grève de Delano et écrit un livre sur ce sujet, *Huelga*, est chargé du soutien au boycott contre *Schenley* à Houston, il ne rencontre guère de succès. On lui suggère alors de se rendre dans la vallée et de voir s'il serait possible de mettre une formation sur pied dans cette région. En effet, dans le comté de Starr, deux commerçants de Rio Grande City, Margil Sanchez, vendeur de voitures d'occasion et président de la *PASO* locale, et Lucio Galvan, propriétaire d'une station service et d'une laverie, parlent de syndicat aux travailleurs de l'agriculture depuis plusieurs années, mais sans grand résultat. Cependant, en 1966, stimulés par l'exemple de Delano, les ouvriers semblent désireux de se mobiliser. Aussi, Nelson annonce-t-il bientôt la création de l'*Independent Workers' Association* avec Galvan et Sanchez, et au 1er juin 1966, l'*IWA* compterait 700 membres [2].

Après quelques vaines tentatives de négociations avec les producteurs de melons du comté, le syndicat décide d'engager les hostilités contre trois exploitations : *La Casita*, *Los Puertos* et *Sun-Tex*. Le débrayage commence le 1er juin, et d'après Nelson, entre 600 et 700 personnes quittent les champs le premier jour. Cinq centres d'emballage sont également touchés. Mais les employeurs n'ont aucune difficulté à briser la grève grâce aux nombreux frontaliers et clandestins qui n'ont que le fleuve à traverser. De plus, le départ des migrants commence à affaiblir l'*IAW*. Néanmoins, les activités se poursuivent, et Nelson reste optimiste. Il espère former un noyau d'organisateurs prêts à convaincre les migrants de se joindre à

1. Documents : *Sons of Zapata* (The Farmworkers' Website) : `www.farmworkers.org/sonsofz.html`, `www.farmworkers.org/sonsofz.html`
2. Ronnie Dugger, « A Long Struggle with La Casita, » *Texas Observer* 24 June 1966.

eux dès leur retour, et affirme son intention de continuer la lutte jusqu'à l'obtention d'un contrat. Par ailleurs, les travailleurs votent l'affiliation à la *NFWA*, l'*IAW* en devenant la section nº 2. Furieux de cette « ingérance californienne » Galvan et de Sanchez demandent un nouveau vote. 101 membres contre trois se prononçant pour le maintien au sein de la NFWA, les deux hommes constituent une autre formation, la *Texas Independent Workers Association*, qui disparaît très vite.

Pour éviter l'étiolement du mouvement pendant l'absence des migrants et attirer l'attention sur leurs revendications, les *campesinos* de la vallée organisent, du 4 juillet au 5 septembre, une marche de Rio Grande City à Austin, la capitale de l'État, via Corpus Christi et San Antonio, soit près de 800 km. Portant croix et drapeaux des États-Unis, de la *NFWA*, et du *GI Forum*, les marcheurs progressent lentement vers Austin. Tout au long du trajet, ces travailleurs créent la surprise, impressionnent par leur dignité et reçoivent de nombreux témoignages de sympathie. Leurs demandes : un salaire minimum de 1,25 dollar et une entrevue avec le gouverneur John Connally. L'arrivée dans la capitale du Texas se fait le jour de la Fête du Travail et s'accompagne d'un défilé entre l'Université Saint Edward et le Capitole. Plus de 10 000 personnes — Mexicains-Américains, militants noirs, syndicalistes, sympathisants « libéraux » — viennent apporter leur soutien. Au Capitole, représentants politiques et religieux prennent la parole. Parmi eux, Chavez, présent avec Kircher — depuis le mois d'août, le syndicat texan fait officiellement partie de l'*UFWOC* — parle de l'expérience de Delano, de la longue lutte à venir et de sa conviction que les ouvriers agricoles, un jour, « vaincront ». Ensuite, la foule se rend à Zilker Park pour un gigantesque pique-nique [1].

De retour dans la vallée, Nelson relance la campagne de mobilisation et les ouvriers reforment des piquets à l'occasion des récoltes d'automne et d'hiver, visant les 10 à 15 plus gros producteurs du comté de Starr. Entre 300 et 500 travailleurs seraient en grève, 100 à 150 familles se montrant particulièrement actives. Quelques 1 500 personnes ont adhéré au syndicat, mais les migrants qui sont partis dans l'ouest du Texas, ou dans d'autres États, préfèrent parfois ne pas revenir. Encouragé par les récentes victoires remportées lors des élections tenues chez *DiGiorgio*, l'*UFWOC* et l'*AFL-CIO* semblent disposés à soutenir les grévistes, même si les dirigeants affichent un certain scepticisme quant à la cohésion et à

1. Henry Casso, « An Army on the Move, » *San Antonio Express and Evening News* Aug. 1966 ; « Eight of the Marchers, » *Texas Observer* 5 Aug. 1966 : 1-2 ; Ronnie Dugger, « Cesar Chavez' Plan, » *Texas Observer* 16 Sept. 1966 : 12 ; Inter-Agency Committee on Mexican American Affairs, *The Mexican American, A New Focus on Opportunity* (El Paso : 26-28 Oct. 1967) 212.

l'efficacité de ce mouvement. Antonio Orendain et Bill Chandler viennent prêter main-forte à Nelson, maintenant chargé de trouver les fonds nécessaires à la poursuite du conflit. Il faut en effet un minimum de 1 000 dollars par semaine, et l'argent proposé par les autres syndicats de l'État ne peut être utilisé que pour payer les organisateurs. Le quartier général est installé dans un vieux théâtre de Rio Grande City, loué 40 dollars par mois, la maison mitoyenne, où vivent Chandler et sa femme, étant utilisée comme annexe. Dans un café voisin, les ouvriers peuvent se retrouver pour manger, un excellent moyen, d'après Nelson, de conserver moral et dynamisme [1].

1.2 1967 : le second essai

Janvier 1967 marque une nouvelle étape dans le conflit, l'*UFWOC* ayant décidé de s'engager pleinement aux côtés des ouvriers de la vallée. Deux nouveaux organisateurs, Gilbert Padilla et deJim Drake, viennent prêter main-forte à Nelson. Cette fois, le conflit est limité à *La Casita*, qui, contrairement à ce que prétendent les employeurs, n'est pas une petite exploitation endettée, mais la propriété d'une compagnie californienne de Salinas, *Harden Farms*. Melons et légumes sont récoltés sur environ 1 500 acres et sont vendus dans tout le pays. D'avril 1965 à avril 1966, les ventes s'élèvent à 1 843 530 dollars, et le bénéfice net à 185 021 dollars. Entre 300 et 400 personnes sont employées quasi régulièrement, payées de 60 cents à un dollar de l'heure au lieu de 1,40 dollar à deux dollars en Californie [2].

Après avoir évalué la situation lors d'une tournée de dix jours au Texas, Drake conclut à la nécessité de mettre sur pied un boycott contre *La Casita*, de renseigner la population sur les pratiques des producteurs — par exemple l'emploi de détenteurs de « cartes vertes » —, et de faire mieux connaitre l'action des *campesinos* du comté de Starr dans le reste de l'État et des États-Unis. Le boycott commence en février 1967, et quelques 300 magasins, appartenant à trois grandes chaînes de distribution dont *Handy Andy* et *Safeway*, acceptent de ne plus proposer à leurs clients les produits de la compagnie californienne que Drake se montre déterminé à faire plier. Une version texane d'*El Malcriado*, publiée à partir du mois d'avril, informe, en espagnol, les travailleurs de la région des activités du syndicat, des grèves locales et des résultats d'élections tenues dans les centres d'emballage de la vallée. Le journal dénonce également les « mensonges » des employeurs et des hommes politiques à leur solde et explique

1. Greg Olds, « Starr County Hangover, » *Texas Observer* 11 Nov. 1966 : 4 ; Greg Olds, « Labor Day in Austin, » *Texas Observer* 16 Sept. 1966 : 12.
2. Greg Olds, « La Huelga's New Look, » *Texas Observer* 17 Feb. 1967 : 3.

aux *campesinos* que leur mouvement de protestation et de revendication, très proche de celui des Noirs, va bien au-delà de la simple organisation syndicale traditionnelle. Les lecteurs sont par ailleurs invités à donner leur opinion et à envoyer des renseignements sur les salaires et les conditions de travail au Texas et dans les autres États [1].

En mai, les dirigeants annoncent une nouvelle grève contre les producteurs de melons qui font appel aux *Texas Rangers*. Néanmoins, pas plus qu'en 1966, les *huelgistas* ne sont à même d'empêcher la récolte et l'expédition des fruits. Quant au boycott, il reste symbolique. En juin, Chavez lui-même annonce la levée des piquets lors d'une conférence de presse tenue à Rio Grande City. Pendant l'été, la marche anniversaire de celle de 1966, organisée par le *Valley Workers Assistance Committee*, entre New Braunfels et Austin, est un échec — il n'y a guère plus de 200 personnes à Austin pour accueillir les marcheurs le jour de leur arrivée. Il est reproché au *VWAC* de ne pas avoir contacté l'*AFL-CIO*, la *LULAC* et le *GI Forum*, qui avaient joué un rôle primordial dans l'organisation et la publicité de la première marche. De plus, la présence de Reies Tijerina, dirigeant exalté d'une association du Nouveau-Mexique qui réclame au gouvernement américain les terres prises aux Mexicains-Américains après l'annexion de 1848, semble avoir indisposé bon nombre de sympathisants. Enfin, le 20 septembre, l'ouragan Beulah, en dévastant la vallée, sonne le glas de tout espoir de reprise des opérations : la plupart des villes sont inondées et plus de 100 000 personnes se retrouvent sans abri ; une bonne partie des récoltes est détruite, et dans les plantations d'agrumes, où une action avait été envisagée, les pertes sont énormes. Le travail est rare, la main d'œuvre toujours abondante. Les conditions sont donc plus que jamais défavorables [2].

Décidant de concentrer les efforts et les ressources de l'*UFWOC* sur le boycott qui vient d'être lancé contre *Giumarra Vineyards Corporation* en Californie, Chavez renonce, du moins pour l'instant, à organiser les ouvriers agricoles du Texas. Les obstacles auxquels se heurte le syndicat depuis plus d'un an dans cet État semblent en effet encore plus nombreux et plus difficiles à surmonter que sur la côte ouest.

1. *El Malcriado* 24 May 1967 : 19.
2. « La Marcha II Doesn't Swing, » *Texas Observer* 15 Sept. 1967 : 8 ; *El Malcriado* Oct. 1967 : 4-5 ; Doug Adair, « A Report from Starr County, » *Texas Observer* 8 Dec. 1967 : 7.

2 Un contexte peu favorable

2.1 Les atouts des producteurs

Contrairement à Delano, où la situation est, selon Chavez, plutôt favorable au développement d'un syndicalisme agricole, le comté de Starr ne constitue peut-être pas le meilleur choix pour le Texas. On y cultive principalement le melon, qui demande seulement 120 à 180 journées de travail. L'emploi n'est pas régulier et la migration saisonnière reste très importante. Les petits producteurs sont nombreux, quatre compagnies seulement employant la majorité des travailleurs — *Suntex*, *E and S Farms*, *La Casita*, *Griffin and Brand*. Or, ce sont les grosses exploitations, grandes consommatrices de main d'œuvre et sources de profits substantiels, qui constituent le terrain privilégié de ce type d'organisation. De plus, quatre employeurs peuvent présenter un front uni, même lorsque la grève n'est dirigée que contre l'un d'entre eux. Ils ne sont vulnérables que sur une très courte période, celle de la récolte, et leurs produits, répartis sur de multiples points de vente, s'avèrent moins aisés à boycotter que le raisin ou le vin des entreprises californiennes. La marge de manœuvre du syndicat est donc très réduite. C'est pour cela que l'*UFWOC* envisageait de se tourner vers les plantations d'agrumes, apparemment plus adaptées à son action, une option réduite à néant par l'ouragan Beulah.

À tous ces facteurs contraires, s'ajoute la proximité du Mexique, c'est-à-dire celle d'un ample réservoir de main d'œuvre bon marché. Les employeurs du comté de Starr s'intéressent particulièrement aux frontaliers : *La Casita*, par exemple, envoie chaque matin des bus chercher nombre de ces travailleurs au pont international de Roma, à quelques kilomètres de l'exploitation. Les *campesinos* tentent d'ailleurs à plusieurs reprises d'attirer l'attention sur ce problème en postant des piquets sur le pont et en demandant aux Mexicains de ne pas venir briser leur grève. La branche texanne de l'*AFL-CIO* obtient même la coopération de son équivalent mexicain, la *Confederacion de Trabajadores de Mexico*, qui accepte d'établir aussi des piquets de grève et d'empêcher les frontaliers d'entrer au Texas. La méthode est efficace, mais la réaction des employeurs ne se fait pas attendre. Très vite, la *CTM* est contrainte par le gouverneur de l'État de Tamaulipas à se retirer, et ce, dit-on, à la demande de John Connally. Côté américain, les piquets, constamment harcelés par les autorités et les *Texas Rangers*, doivent également être levés. Même lorsque les employeurs ne sont plus, en théorie, autorisés à recruter des frontaliers — le département du Travail reconnait l'existence d'un conflit dans six exploitations en juillet 1967, après qu'une commission d'enquête du

Sénat des États-Unis ait tenu des auditions dans la vallée sur les évènements des semaines précédentes — la décision n'est guère appliquée. L'afflux des travailleurs mexicains ne faiblissant pas, certains ouvriers préfèrent reprendre le travail, d'autant plus que, sous la pression, les employeurs ont augmenté les salaires, qui passent de 50 cents à un dollar, et parfois même 1,25 dollar de l'heure. Pauvreté et chômage jouent contre le syndicat, le comté de Starr étant en effet le plus pauvre du Texas et près du tiers des hommes y étant sans emploi [1].

2.2 L'opposition du lobby agricole

L'hostilité des producteurs met également un frein aux tentatives de mobilisation, même si tous les exploitants ne sont pas systématiquement opposés à l'organisation de leurs employés. Onze agriculteurs hispaniques acceptent, par exemple, de payer 1,25 dollar de l'heure et d'engager des membres de l'*UFWOC*, mais ils n'emploient, en tout, qu'une cinquantaine d'ouvriers. D'autres admettent, qu' un jour ou l'autre, il faudra bien augmenter les salaires, mais ils espèrent que ce sera le plus tard possible. Dans leur grande majorité, toutefois, les gros producteurs de la vallée, soutenus par le *Farm Bureau*, ne veulent absolument pas entendre parler de syndicalisation. Tout comme leurs homologues californiens, ils nient l'existence d'une grève, ce qui ne les empêche pas de réclamer 4 000 dollars par jour de dommages et intérêts à l'*UFWOC* en 1966. Ils clament que ce conflit est le fait d'agitateurs venus de l'extérieur qui ne se soucient même pas de l'intérêt des ouvriers, et répètent à l'envi qu'ils préfèrent fermer plutôt que de négocier. Le témoignage de Marvin Schwarz, président du *Texas Citrus and Vegetable Growers and Shippers*, lors des auditions de Rio Grande City en juillet 1967, est révélateur de leur état d'esprit :

Sénateur Edward Kennedy : Nous essayons de donner aux ouvriers agricoles le droit de s'organiser, s'ils le désirent.

Marvin Schwarz : Ils ont déjà ce droit.

Kennedy : Et vous respectez ce droit ?

Schwarz : Ce ne sont pas les ouvriers de cette région qui nous harcèlent. Ce sont des gens de l'extérieur.

Kennedy : Il nous a été dit que le harcèlement vient de votre côté.

Schwarz : Vous n'avez pas encore entendu notre côté.

Kennedy : C'est pour cela que nous sommes ici

1. Douglas E. Kneeland, « Mexican Union Joins Strike of Texas Farmhands, » *New York Times* 12 May 1967 ; Larry Goodwyn, « How It Is in Texas — A U.S. Farmworker Organizer Talks Things Over, » *Texas Observer* 9 June 1967 : 16.

Schwarz : Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des ouvriers organisés, ici.

Kennedy : C'est votre opinion.

Schwarz : C'est l'opinion des producteurs.

Kennedy : C'est l'opinion des producteurs, mais peut-être que les travailleurs ont un point de vue différent [1]...

Dans le conflit qui les oppose aux *campesinos*, le lobby agricole bénéficie du soutien d'une bonne partie de la classe politique, et en particulier de celui du gouverneur John Connally, l'un de ses meilleurs alliés. Ce dernier refuse de faire pression sur les exploitants en faveur des ouvriers, dénonce les « fauteurs de troubles » venus de Californie, et refuse de recevoir les marcheurs à leur arrivée à Austin en 1966, cherchant ainsi à désamorcer le mouvement. Connally se dit conscient des problèmes de ces travailleurs, mais rejette l'idée d'une convocation de la législature en session extraordinaire pour examiner un projet de salaire minimum pour le Texas. Il considère que le problème est, avant tout, celui de l'éducation des migrants, et dans ce domaine, les programmes d'aide mis en place par l'État et le gouvernement fédéral sont, assure-t-il, amplement suffisants [2].

2.3 Les mesures de répression

Les grévistes ont à souffrir non seulement des relations étroites entre les dirigeants de l'État et les intérêts agricoles, mais également de la collaboration, effective depuis longtemps, entre les employeurs et les autorités locales. Ainsi, le procureur du comté, Randall Nye, est également conseiller juridique de *Starr Produce Packing Shed*, une entreprise d'emballage de produits agricoles. Jim Rochester, employé de *La Casita* et frère du directeur, est aussi shérif adjoint. Proches des producteurs, les juges prennent très vite des arrêtés limitant ou prohibant les piquets, assimilés, grâce à la législation très restrictive du Texas, à une tentative d'intimidation des non-grévistes et des employeurs, et en novembre 1966, un jury condamne la grève, estimée « illégale », « anti-américaine », et constituant « un abus des droits et libertés accordés aux citoyens ». Les bannières de l'*UFWOC* sont confisqués, pour manque de respect au drapeau américain, et les arrestations se multiplient : grévistes, manifestants, symathisants, et bien sûr, organisateurs, goûtent par dizaines à la prison du comté, sous des prétextes divers : entrée non autorisée sur une

1. « Little People's Day, » *Texas Observer* 21 July 1967 : 6.
2. Greg Olds, « Allee and Garrison Deny the Allegations, » *Texas Observer* 21 July 1967 : 10 ; « The Confrontation, » *Texas Observer* 16 Sept. 1966 : 6-11.

propriété privée ; boycott secondaire ; infraction à la loi sur les piquets ; atteinte à la liberté du travail ; injures et menaces ; voie de fait ; incitation à la rébellion ; trouble de l'ordre public. Les interpellations répétées non seulement limitent l'action du syndicat, mais épuisent aussi ses maigres ressources, car il faut payer des cautions élevées et des frais d'avocat [1].

La reprise de la grève, en 1967, s'accompagne d'une intensification de cette répression, avec l'arrivée des *Texas Rangers*. En alerte depuis le début du conflit, mandés par les autorités locales, ces derniers ont déjà fait quelques apparitions. En mai 1967, ils s'installent dans un hôtel de Rio Grande City et prennent la situation en main, sous la direction du capitaine A. Y. Allee. Dès lors, les grévistes se plaignent d'être constamment harcelés — arrestations, surveillance constante, mise sur écoute... *El Malcriado* dénonce ces tactiques d'intimidation, mais rappelle les principes de non-violence de l'*UFWOC*, et insiste sur le fait que les ouvriers n'ont rien à gagner, et tout à perdre, d'un affrontement direct avec les forces de l'ordre. Le syndicat souligne que le véritable but des *Rangers* est de briser la grève et de préserver les intérêts des producteurs, car non seulement ils appréhendent les manifestants, mais ils accompagnent également les wagons réfrigérés jusqu'à la sortie de la vallée et conduisent les frontaliers dans les exploitations. De plus, s'ils refusent toujours de discuter avec les représentants de l'*UFWOC*, ils rencontrent régulièrement les employeurs [2].

Devant la multiplication des incidents, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour condamner l'attitude et le rôle des *Texas Rangers* : la *Mexican American Joint Conference* demande la dissolution du corps ; Walter Reuther proteste auprès du Président Johnson et de Connally ; lors de sa convention annuelle à Corpus Christi, la *LULAC* se prononce pour leur retrait ; le *North Dallas Democratic Women's Club* dénonce leur brutalité ; le sénateur Joe Bernal, qui les qualifie de « K.K.K. des Mexicains-Américains » réclame une enquête... De leur côté, la *Texas Civil Liberties Union* et le *Texas Council of Churches* décident d'engager des poursuites

1. United States, Cong., Senate, Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare, *Hearings on Migratory Labor Legislation*, Pt. 2, 90th Cong., 1st sess. (Washington : GPO, 1968) 378-380, 388 ; Julian Samora, Joe Bernal, and Albert Pena, *Gunpowder Justice. A Reassessment of the Texas Rangers* (Notre Dame : U of Notre Dame P, 1979) 137-139.

2. « Arrests Impede the Picketing, » *Texas Observer* 9 June 1967 : 14-18 ; « The Rangers and La Huelga, » *Texas Observer* 9 June 1967 : 14 ; « Medical and Press Matters, » *Texas Observer* 9 June 1967 : 25 ; « What Force Was Deemed Necessary, » *Texas Observer* 9 June 1967 : 26 ; E*l Malcriado* 7 June 1967 : p3 ; United States Commission on Civil Rights Clearinghouse, *Stranger in One's Land*, Publication nº 19, Mai 1970 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, Pt. 4B, *Farmworker Legal Problems* 42 ; Kemper Diehl, « Rosary is New Strike Tactic, » *Corpus Christi Caller* June 1967 : 14.

contre les *Rangers* et les autorités du comté : la *TCLU* pour violation des Ve et XIVe amendements — l'organisation remet également en cause la constitutionalité de certaines lois propres au Texas — ; le *TCC* pour violation des droits constitutionnels de plusieurs de ses membres [1].

Par ailleurs, des auditions publiques se tiennent à deux reprises dans la vallée. Les 25 et 26 mai 1967, une trentaine de personnes — représentants de l'*UFWOC*, de l'*AFL-CIO*, de groupes religieux et d'associations privées, avocats du syndicat et des employeurs, procureurs du comté et du district, etc — viennent témoigner devant un comité de la *United States Civil Rights Commission* dont le rapport conclut à la violation des droits des ouvriers et des citoyens participant à la grève. En juillet 1967, c'est au tour du *U.S. Senate Subcommittee on Migratory Labor* d'écouter les acteurs du conflit. À Rio Grande City, 200 personnes sont entassées dans le tribunal, et 150 se pressent à l'extérieur, non pas cette fois des dirigeants syndicaux, des écclésiastiques et des militants progressistes, mais les travailleurs eux-mêmes, pour qui c'est véritablement « la journée des petites gens », selon l'expression du *Texas Observer*. Les sénateurs se montrent très critiques, et pour H. A. Williams, président de la commission, il est clair que les *Rangers*, qui se sont refusés à toute déclaration, ont outrepassé leurs droits et effectivement contribué à briser la grève. Williams confirme également l'accusation de collaboration entre *Rangers*, autorités locales et employeurs, et conclut que ce qui s'est passé dans le comté de Starr est la meilleure preuve qu'il faut absolument donner aux ouvriers agricoles le droit de se syndiquer. En août, le *Subcommittee* tient des auditions complémentaires à Washington. Allee est toujours absent, mais Morris Atlas, avocat des exploitants, et Ray Rochester, de *La Casita*, demandent à être entendus. Leurs déclarations ne font que conforter les sénateurs dans leur position [2].

Toute cette publicité faite autour des ouvriers agricoles de la vallée irrite profondément les employeurs et leurs alliés qui dénoncent le parti pris des membres de la commission en faveur des grévistes. De son côté, le capitaine Allee reste serein. S'il admet être venu à la demande des exploitants, il nie que les *Rangers* soient hostiles au mouvement syndical en général — il reconnait néanmoins que l'on fait souvent appel à eux en cas de grève. Selon Allee, dans le comté de Starr, ce sont les ouvriers et

1. « The Public Debate, » *Texas Observer* 9 June 1967 : 28 ; *Corpus Christi Caller* June 1967 : 14 ; Samora, Bernal, and Pena 147 ; Kemper Diehl, « Rights Leader Asks Starr County Probe, » *San Antonio Express and News* 3 June 1967 ; Kemper Diehl, « Civil Liberties Union Prepares Court Suit, » *San Antonio Express and News* 3 June 1967.

2. Fred Pass, « Valley Probes Bias Charged, » *Dallas Morning News* 9 July 1967 ; Ronnie Dugger, « Another Conscience Stirred, » *Texas Observer* 18 Aug. 1967 : 10.

leurs sympathisants qui portent la seule responsabilité des violences commises, les *Rangers* n'ayant fait que leur devoir. Le capitaine s'élève contre l'image que l'on donne de ces derniers et assure que toutes les accusations portées contre lui et ses hommes ne sont qu'inventions. La preuve en est, avance-t-il, que de nombreux Mexicains-Américains ont signé une pétition demandant le maintien des *Rangers* dans la vallée [1].

Effectivement, les *Rangers* ne manquent pas de défenseurs. Les employeurs, évidemment, apprécient leur action, et certains résidents du comté se félicitent ouvertement de leur présence. Plus d'un homme politique est un chaud partisan du capitaine Allee, et le gouverneur prend officiellement position en sa faveur. Le procureur du district pour sa part, se dit pleinement satisfait de l'intervention des *Rangers*, de même que le Colonel Homer Garrison, directeur du *Texas Department of Public Security*.

3 L'isolement des ouvriers agricoles

Confrontés à la violente opposition des producteurs et de leurs alliés, les *campesinos* de la vallée ne bénéficient malheureusement pas d'un soutien aussi large et aussi ferme que ceux de Delano.

3.1 Les alliés des grévistes

Les *huelgistas* reçoivent, il est vrai, des témoignages d'intérêt et de sympathie. Dans le comté de Starr proprement dit, la population, hispanique à 90 %, est sensible à leur lutte, et les commerçants locaux, qui apprécieraient que les travailleurs soient mieux payés et restent sur place, sont plutôt favorables à leur action. Les membres du *Old Party*, qui contrôle Roma et les villes avoisinantes — le *New Party*, proche des employeurs, a, lui, la haute main sur le comté — offrent leur aide. Par ailleurs, deux prêtres de San Antonio, Sherrill Smith, qui a suivi pendant trois jours la marche de Delano à Sacramento, et William Killian, viennent encourager les *campesinos*, ainsi que Jack Alford, représentant le *National Council of Churches*, John McCarthy, directeur de l'aide sociale du diocèse de Houston-Galveston et Henry Casso, secrétaire exécutif du *Bishops' Committee for the Spanish Speaking*.

Au cours de la marche de Rio Grande City à Austin, les ouvriers agricoles bénéficient d'un important appui matériel et moral. Tout au long

1. United States Commission on Civil Rights Clearinghouse, *Stranger in One's Land* 44-45.

du trajet, des résidents des localités traversées témoignent de leur solidarité avec les marcheurs et se joignent au cortège, comme à Kingsville, à Corpus Christi — 2 000 personnes — et à San Antonio — plus de 1 000. La participation de la *LULAC*, de la *PASO* et du *GI Forum* semble apporter une nouvelle unité à la communauté mexicaine-américaine. *La National Association for the Advancement of the Colored People*, une association noire modérée fondée en 1909, approuve la lutte de ces travailleurs et prône une plus grande coopération entre les deux minorités dans la guerre contre la pauvreté. De son côté, la *Southern Christian Leadership Conference* organise une marche de solidarité de 300 km entre Huntsville et Austin. Pour sa part, la fédération *AFL-CIO* du Texas apporte 17 539 dollars, ainsi que de la nourriture et des vêtements. Le bureau exécutif appelle par ailleurs à un boycott des produits de *la Casita* et des autres exploitations en grève, demande aux travailleurs syndiqués de rejoindre la marche dans leurs villes et de se rendre à Austin le jour de l'arrivée, réclame enfin la modification de la législation [1].

Quelques notables et un certain nombre d'élus, en particulier des démocrates « libéraux », se prononcent en faveur de l'action de l'*UFWOC* : les maires de Robstown et d'Edinburg, le président de la Chambre de commerce de Weslaco viennent saluer les marcheurs ; à Corpus Christi, un conseiller municipal les accueille, et les quatre candidats démocrates aux élections de novembre sont présents ; à San Antonio, d'autres candidats, républicains et démocrates, se pressent au-devant des grévistes ; à Austin, devant le Capitole, représentants, sénateurs et candidats prennent la parole pour approuver l'action des *campesinos*. Le sénateur démocrate du Massachussetts, Robert Kennedy, invité mais absent, a envoyé un télégramme de soutien qui est lu à la foule.

Quelques dénominations protestantes, mais l'Église catholique surtout, offrent leur appui. James Navarro, pasteur, et Antonio Gonzalez, prêtre, tous deux de Houston, s'occupent de la coordination de la marche. À Corpus Christi, l'évêque Thomas J. Drury assure les marcheurs de sa « totale sympathie » et à San Antonio, c'est l'archevêque Robert Lucey qui les attend à la cathédrale, où se déroule une cérémonie. Dans son sermon, l'archevêque exalte non seulement la lutte des ouvriers agricoles de la vallée, mais aussi celle de tous les Mexicains-Américains qu'il encourage à continuer le combat contre la discrimination et l'oppression [2].

1. Ronnie Dugger, « The March into Corpus Christi, » *Texas Observer* 5 Aug. 1966 : 5 ; Mary Umberson, « Notes from Sympathy March, » *Texas Observer* 2 Sept. 1967 : 6.
2. Ronnie Dugger, « Connally Silent As U.S. Labor Approves, » *Texas Observer* 2 Sept. 1966 : 4 ; « Ghastly Recompense under the Sun, » *Texas Observer* 2 Sept. 1966 : 5.

Après le retour des grévistes dans la vallée, le *Bishops' Committee*, l'*AFL-CIO*, le *Texas Council of Churches* et la *PASO* participent à la création du *Valley Workers Assistance Committee*, qui ouvre des sections dans le sud et le centre de l'État, le quartier général se trouvant à San Antonio. En novembre, le *VWAC* aide des étudiants à mettre sur pied une *Caravan for La Huelga* entre Austin et Rio Grande City — dix tonnes de vêtements et de nourriture et 1 200 dollars sont ainsi recueillis. Ces organisations font également campagne pour le passage d'une loi sur le salaire minimum lors de la session 1967 de la législature de l'État, sans obtenir satisfaction.

3.2 Les réticences de l'Église catholique

Toutefois, dans un État aussi conservateur que le Texas, l'*AFL-CIO* est relativement mal implantée, la législation limite grandement la marge de manœuvre des syndicats, le *Parti démocrate* est toujours aux mains des conservateurs et les « libéraux » n'ont qu'une audience limitée. Par conséquent, il n'est guère surprenant que l'enthousiasme soulevé par la marche de l'été 1966 ne se transforme pas en mouvement de soutien durable et solide. L'attitude de l'Église catholique est certainement l'exemple le plus frappant de la fragilité de l'appui que peuvent espérer les ouvriers agricoles.

Au début de l'année 1967, Lucey semble en effet soudain moins désireux de voir des écclésiastiques participer au conflit et prend un certain nombre de mesures. Le père Sherrill Smith, transféré dans une autre église de San Antonio, a moins de temps à consacrer à *La Huelga*, et lorsque Smith et Killian retournent dans la vallée, malgré l'interdiction de Lucey, et sont arrêtés pour trouble de l'ordre public avec huit autres personnes, les deux hommes sont envoyés en pénitence au Nouveau-Mexique. D'autres prêtres, tous très populaires, reçoivent de nouvelles affectations, et quatre sont suspendus pour avoir appelé à enfreindre les ordres de l'archevêque. Ce revirement n'affecte pas uniquement l'agriculture, car Lucey refuse également d'intervenir en faveur d'une section syndicale en grève contre *Pioneer Flour Mills* à San Antonio, et blâme Sherrill Smith pour avoir participé à trois séances de négociations entre l'*International Union of Electrical Workers* et la compagnie *Steves Sash and Door*.

Le mécontentement de certains fidèles explique en partie ce revirement. Après avoir plus ou moins toléré, pendant des années, les déclarations et les programmes de Lucey, la classe dirigeante de San Antonio se sent menacée par le militantisme croissant des Mexicains-Américains, qui commencent à revendiquer haut et fort leurs droits en tant que tra-

vailleurs et en tant que citoyens, remettant ainsi en cause le système en place. Un certain nombre de ces dirigeants sont catholiques, et, avec l'aide des membres les plus conservateurs du clergé, ils usent de leur influence auprès de la hiérarchie.

Les dissensions internes sont également capitales. Le clergé de la vallée et le nouvel évêque de Brownsville, Humberto Madeiros, dont dépend Rio Grande City, n'apprécient guère l'intervention de prêtres étrangers à leur diocèse, et la présence active de Killian et de Smith suscite de nombreuses réactions négatives. Selon Monsignor Daniel Laning, de Mission — comté de Hidalgo —, par exemple, les prêtres de San Antonio ne sont que des « imposteurs » et des « intrus » qui trahissent l'Église. D'après le père Robert Pena, de la paroisse Saint Michel à Los Ebanos, à 30 km de Rio Grande City, l'irruption de prêtres peu familiarisés avec le contexte social de la vallée ne peut que perturber le « délicat équilibre » maintenu entre les différents groupes par les responsables religieux locaux. Quant au prêtre de la paroisse où se déroule les grèves, il refuse d'intervenir, car il n'est pas favorable à l'action du syndicat, même s'il avoue qu'une telle attitude n'est pas nécessairement dans l'intérêt de l'Église catholique et dit rappeler régulièrement à ses fidèles que cette dernière s'est aliénée une partie de la classe ouvrière en Europe et au Mexique en « prenant trop souvent la défense de l'ordre établi ». L'évêque de Brownsville, enfin, se refuse à prendre parti, malgré les pressions multiples. Fidèle à la doctrine sociale de l'Église catholique, Madeiros reconnait que les salaires sont trop bas et les conditions de travail déplorables, que les travailleurs ont le droit de s'organiser et de faire grève lorsque les négociations ont échoué, mais il se borne à espérer que travailleurs et employeurs arriveront à s'entendre. Pour lui, le rôle des prêtres est simple et clair : ils doivent prêcher l'Evangile pour que les deux côtés écoutent la voix de la raison et trouvent un terrain d'entente ; l'Église doit se contenter de jouer un rôle de médiation et de conciliation[1].

Aux yeux de Smith, ces prises de position reflètent bien les contradictions de l'Église catholique dans la vallée : son apparente neutralité se maintient au détriment des ouvriers, l'élément le plus démuni de cette société, et, de fait, renforce le pouvoir des employeurs. Or, souligne Smith, c'est justement dans ce type de situation que l'entrée en scène d'éléments étrangers est crucial, essentiel, car il permet de briser l'isolement des *campesinos*. Mais, regrette le prêtre, l'Église de la vallée, partie intégrante du « système féodal » en place, n'est pas prête de changer.

1. Michael Allen, « Strike of Texas Farm Workers Splits Clergy Opinion on Role of the Church, » *Catholic Messenger* 6 Apr. 1967.

Face à cette opposition d'une partie du clergé et des fidèles, Lucey défend d'abord Smith et Killian, soutenant leur engagement social. Puis il cède, peut-être par conviction, ou bien sous la menace d'une plainte auprès du nonce apostolique de Washington — Lucey pourrait être amené à se retirer, vu son âge. L'archevêque, lui, estime ne pas avoir changé, mais pense que c'est le contexte qui est différent. Néanmoins, il semble gêné par la tournure des évènements, et son revirement ressemble fort à une reprise en main d'un clergé jugé par trop militant. Il est révélateur que, plus tard dans l'année, Lucey en vienne à soutenir la guerre du Vietnam et la politique du président Johnson en critiquant la version du conflit donnée par une certaine presse qu'il juge « irresponsable », et en rejetant l'idée que les États-Unis sont dans une impasse.

3.3 Les hésitations des syndicats et des « libéraux »

L'Église catholique n'est pas la seule à décevoir les espérances des ouvriers agricoles. Très vite leur grève n'est plus une « cause célèbre », les médias n'ont plus de scènes de violence, de marches, de piquets à raconter ou à filmer, et l'argent n'arrive plus.

D'aucuns condamnent l'*AFL-CIO* pour son manque d'enthousiasme quand il s'est agi de soutenir les *huelgistas*, la confédération ayant toujours préféré s'intéresser aux travailleurs couverts par le *NLRA*, dont l'organisation est plus aisée et moins coûteuse. Il lui est également reproché, ainsi qu'aux démocrates « libéraux », d'avoir pris le contrôle du mouvement. Ainsi, alors qu'en Californie, la marche a été préparée longtemps à l'avance, a été dirigée par les *campesinos* de bout en bout, et a permis de recruter environ 7 000 nouveaux adhérents, il n'en a pas été du tout de même au Texas. A Austin, pas un des grévistes ne prend même la parole, monopolisée par les diverses personnalités.

De plus, la grève a été détournée de ses objectifs premiers, c'est-à-dire le droit à l'organisation et à la négociation de contrats. Chavez regrette publiquement que les ouvriers aient été en quelque sorte dépossédés de leur lutte, et que, deux jours après le début de la marche, ils n'aient déjà plus été des *huelgistas* mais des travailleurs réclamant une simple augmentation de salaire. D'après lui, même en cas d'adoption d'une loi établissant un salaire minimum, les problèmes de ces travailleurs ne seront pas résolus pour autant. En effet, d'une part, il sera très difficile de faire appliquer la loi, et d'autre part, il reste encore la question des modalités d'embauche et des avantages sociaux — congés payés, assurance maladie-accident… —, qui ne peut être réglée que par un contrat. Mais, défendre le salaire minimum est, aux yeux de beaucoup, une entreprise

bien moins risquée que militer pour un véritable changement des relations employeurs-employés dans l'agriculture, dans un État où les syndicats ne sont pas en odeur de sainteté.

Les hommes politiques, eux, sont également accusés d'avoir utilisé le conflit du comté de Starr pour s'attirer le vote hispanique lors des élections de novembre 1966, et de s'en être ensuite désintéressés au profit de questions moins embarrassantes, comme le contrôle par l'État des jeux de hasard, la vente des boissons alcoolisées ou l'allongement à quatre ans du mandat du gouverneur. Il est par ailleurs reproché au *Senate Subcommittee* d'avoir fait naître de grands espoirs lors des auditions publiques de juillet 1967, mais de ne pas avoir apporté de mesures concrètes.

Enfin, beaucoup ressentent comme une trahison le retrait de l'*UFWOC*, qui choisit de s'implanter solidement en Californie plutôt que d'éparpiller ses forces et d'aider activement les travailleurs de la basse vallée du rio Grande. L'action de ces derniers ne soulève toujours pas l'enthousiasme du syndicat de Chavez, qui ne sait trop quoi faire de cet « enfant non désiré », une attitude qui va peser lourd à l'avenir dans les relations entre syndicalistes texans et californiens.

Quatrième partie

Action politique et enracinement communautaire (1967-1975)

Introduction

Moins riches en actions d'éclat destinées à attirer l'attention du public sur le sort des ouvriers agricoles, la fin des années soixante et la première moitié des années soixante-dix sont davantage caractérisées par le développement, au sein des communautés hispaniques rurales, d'activités diverses visant à encourager les résidents à intervenir directement dans la gestion de la vie locale. Ainsi, dans un contexte d'effervescence politique et sociale croissante, les *campesinos* du Texas sont appelés à participer à la conquête du pouvoir par une nouvelle génération de militants mexicains-américains, et répondent quelquefois avec succès à ces appels à la mobilisation politique. Par ailleurs, malgré l'échec de 1967, les travailleurs n'abandonnent pas l'action syndicale pour autant, l'*UFWOC* reprenant et intensifiant ses opérations, tout en privilégiant d'autres types d'approche. Pauvres parmi les pauvres, les ouvriers agricoles commencent également à bénéficier des retombées du projet de « Grande Société » défendu par le président Johnson, le gouvernement fédéral continuant à distribuer d'importantes subventions sous l'administration Nixon. L'accès à ces programmes de lutte contre la pauvreté permet d'espérer une amélioration des conditions de vie des ouvriers agricoles et une forme d'autonomie propice à la poursuite de leur lutte.

Les *campesinos* et le militantisme *chicano*

1 La *Mexican American Youth Organization*

1.1 La montée de la contestation et du mouvement *chicano* aux États-Unis

La fin des années soixante est marquée par une intensification et un durcissement des mouvements de protestation contre l'ordre établi. Les manifestations d'opposition à la guerre du Vietnam se multiplient, l'agitation croît sur les campus universitaires, marxisme et tiers-mondisme inspirent de plus en plus les analyses critiques du système en place. La brutalité de la répression policière et les assassinats de M. L. King et Robert Kennedy détournent plus d'un contestataire de la non-violence. C'est également la grande époque de la contre-culture, qui veut rompre avec les valeurs du passé : le phénomène hippie s'amplifie, le mouvement de libération des femmes prend de l'importance sur la scène nationale, le mouvement gai sort de l'ombre en 1969, la défense de l'environnement connait un succès grandissant.

Confronté au refus d'une partie de la population blanche d'accepter la déségrégation, au manque de soutien véritable d'une administration démocrate soucieuse de ménager les États du Sud, aux difficultés rencontrées pour faire respecter les décisions de la Cour suprême et appliquer la législation sur les droits civiques, le mouvement noir se radicalise. Entre 1965 et 1968, les émeutes se succèdent et les ghettos s'enflamment — Los Angeles en 1965, Chicago et Cleveland en 1966, Newark et Detroit en 1967... — faisant plus de 200 morts et des milliers de blessés, et traduisant l'exaspération croissante des habitants. Un slogan se répand dans la communauté noire, *Black Power*, — le *Pouvoir noir* —, qui exprime le rejet du paternalisme blanc, la fierté raciale retrouvée, et la volonté d'accéder à une indépendance économique et politique. Les militants du *SNCC* s'éloignent chaque jour davantage des positions de M. L. King, et la tendance dure finit par l'emporter. En 1966, à Oakland, en Californie, naît le

Black Panther Party for Self Defense. L'auto-défense armée, le séparatisme et le nationalisme noir sont les nouveaux mots d'ordre. Ce militantisme noir influence fortement le mouvement *chicano* qui monte en puissance dans la population mexicaine-américaine, et qui revêt des formes différentes selon les régions. De nouveaux dirigeants apparaissent, de nouvelles organisations voient le jour, plus agressives et porteuses d'une nouvelle conception de la place des Mexicains-Américains dans la société.

En Californie, les jeunes *Chicanos* [1], parmi lesquels un bon nombre d'étudiants et de lycéens, fondent des associations comme les *United Mexican-American Students* et la *Mexican-American Student Confederation*, réclament la création de centres d'études mexicaines-américaines dans les universités et mènent des actions dans les lycées, les élèves quittant temporairement les établissements en signe de protestation — *walk-outs*. En 1967, à Los Angeles, sont constitués les *Young Citizens for Community Action*, qui deviennent ensuite les *Young Chicanos for Community Action*, plus connus sous le nom de *Brown Berets*. Les *BB*, que le harcèlement des autorités locales rend plus populaires encore, prônent autodétermination et auto-défense, et font très vite école à travers le reste du sud-ouest. Au Nouveau-Mexique, Reies Lopez Tijerina, natif du Texas, ouvrier agricole migrant puis prêcheur itinérant, fonde en 1963 l'*Alianza Federal de Mercedes*. L'association veut obtenir la restitution des terres perdues lors de la guerre contre le Mexique, soit plusieurs millions d'acres, pour y installer des coopératives agricoles. En octobre 1966, 350 membres de l'*Alianza* occupent une partie de la *Kit Carson National Forest* dont ils proclament l'indépendance. L'opération se termine par l'arrestation de Tijerina et de quatre militants. En 1967, la libération par les *Aliancistas* de 11 personnes détenues à la prison de Tierra Amarilla, la mobilisation de plus de 3 000 gardes nationaux, 200 policiers, plusieurs tanks et hélicoptères, et finalement la capture des évadés, font la une de tous les journaux. Au Colorado, Rodolfo « Corky » Gonzalez, ex-boxeur, ex-membre actif du Parti démocrate et ex-dirigeant des programmes de lutte contre la pauvreté dans cet État, constitue, en 1966, *La Crusada Para la Justicia*, une organisation communautaire qui met en place des structures parallèles — école, bibliothèque, centre social. Auteur du célèbre poème *Yo Soy Joaquin*, Gonzalez exprime toutes les frustrations et tous les espoirs des jeunes des *barrios* [2].

1. *Chicano* : à l'origine un terme péjoratif utilisé dans les barrios et s'appliquant à des personnes d'origine mexicaine et nées aux États-Unis, *Chicano* désigne, à partir des années soixante, un Mexicain-Américain revendiquant son héritage culturel.

2. Joseph L. Love, « La Raza : Mexican Americans in Rebellion, » *Pain and Promise, The Chicano Today*, ed. Edward Simmen (New York : The New American Library, 1972) 278.

Au Texas, c'est Jose Angel Gutierrez, fils d'un médecin de Crystal City et diplômé de sciences politiques de la Saint Mary University de San Antonio, qui joue un rôle déterminant dans le développement du mouvement *chicano*.

1.2 La *MAYO,* formation et idéologie

Pendant l'été 1967, Gutierrez, qui vient d'abandonner ses études de droit à l'Université de Houston, décide, avec quatre autres jeunes *Chicanos* de San Antonio, de créer la *Mexican American Youth Organization* (MAYO), dont il devient le président. Les co-fondateurs sont Juan Patlan, un compagnon d'études de Gutierrez, Willie Velasquez, un étudiant travaillant pour le *Catholic Bishop's Committee on the Spanish Speaking*, Ignacio « Nacho » Perez, un militant chargé de trouver des fonds pour l'*UFWOC*, et Mario Compean, un ex-migrant, alors étudiant en sciences politiques.

La *MAYO* critique violemment les formations mexicaines-américaines déjà existantes comme la *LULAC* et le *GI Forum*, leur reprochant de tenter de trouver une place dans le système en privilégiant l'action à l'intérieur des partis dominants, la participation aux élections, la constitution de groupes de pression et l'action juridique. Ces organisations sont par ailleurs accusées de ne guère se préocuper de former une nouvelle génération de dirigeants, plus déterminés, et de ne s'investir que trop rarement sur le plan local. La *MAYO*, elle, se veut plus active et nettement plus aggressive, son but étant de donner aux *Chicanos* les moyens d'opérer de véritables changements en associant les méthodes du mouvement des droits civils — marches, *sit-ins*, manifestations — et les tactiques de Saul Alinsky. Ses membres doivent être prêts à pleinement s'investir dans leur cause — le noyau dur est ainsi constitué de jeunes gens participant, ou ayant participé, à la grève des ouvriers agricoles du comté de Starr et/ou à la mise en place de programmes d'action communautaire dans les *barrios* [1].

La vision politique de la MAYO s'inspire largement des thèses des militants noirs les plus radicaux, Stokeley Carmichael, Eldridge Cleaver, et Malcom X. Les actions et les discours de dirigeants comme Reies Tijerina et Corky Gonzalez, les activités de l'*UFWOC* en Californie, les prises de positions de syndicalistes mexicains-américains des années trente et quarante, nourrissent aussi les discussions du groupe et contribuent à l'éla-

1. José Angel Gutierrez, « Aztlan : Chicano Revolt in the Winter Garden Area, » article non publié (Crystal City : 1970) 5 ; Ignacio M. Garcia, *nited We Win, The Rise and Fall of La Raza Unida Party* (Tucson : U of Arizona P, 1989) 8.

boration de son idéologie. Pour ces jeunes intellectuels, le statut des *Chicanos* est le résultat de leur oppression économique et politique par une société dominante *anglo*, à l'intérieur comme à l'extérieur de la communauté hispanique. Ils qualifient une telle situation de « coloniale » et établissent un parallèle entre eux-mêmes et les peuples du Tiers-Monde. Prenant pour symbole un guerrier aztèque dans un cercle, ils prônent un « nationalisme culturel » : les Mexicains-Américains doivent rechercher indépendance culturelle et libération socio-économique et politique en s'unissant en tant que peuple, en retrouvant une identité propre, celle de *La Raza*. La « reconquête » du Sud-Ouest doit permettre au peuple *chicano* de redevenir maître de son destin, de reprendre en main ses ressources humaines et naturelles. Ce combat « nationaliste » relève également de la lutte des classes puisque, dans leur grande majorité, les *Chicanos* sont pauvres [1].

L'objectif des *MAYOs* est d'œuvrer à cette libération au Texas en reprenant le contrôle du système éducatif, en faisant élire leurs candidats au niveau local, et en favorisant le développement d'entreprises et de coopératives *chicanos*. À cette fin, il faut, dans un premier temps, faire prendre conscience de leur exploitation aux Mexicains-Américains. Pour cela, les militants choisissent l'affrontement verbal, la provocation délibérée, exposant leurs convictions avec une grande virulence, cherchant à choquer, à faire réagir, aussi bien les Hispaniques que les *Anglos*. Dans leurs discours, par exemple, ils désignent l'ennemi, le *gringo*, l'incarnation du système, qu'il est plus facile de combattre, et d'« éliminer », une fois identifié. Selon Gutierrez, le *gringo* est « une personne, ou une institution, dont la politique, le programme, ou l'attitude, traduisent le sectarisme, le racisme, les préjugés, et la violence ». Pour le dirigeant, il ne s'agit pas de se débarrasser « physiquement » des *Anglos*, mais de miner les fondements économiques, politiques et sociaux sur lesquels s'appuie leur pouvoir [2].

De telles diatribes ne peuvent qu'entraîner de vives réactions chez ces derniers, et même les « libéraux » commencent à s'inquiéter de telles prises de position, souvent qualifiées de racisme « à l'envers ». Par ailleurs, alors que, dans un premier temps, le dynamisme de la *MAYO* séduit quelques élus et hommes d'affaires hispaniques, les jeunes militants sont très vite condamnés par nombre de dirigeants mexicains-américains. L'un

1. Jorge A. Bustamante and Gilberto Lopez y Rivas, « La Raza Unida Party in the Chicano Movement, » *The Chicanos, Life and Struggle of the Mexican Minority in the United States*, Eds. Elizabeth Martinez and Lopez y Rivas (New York : Monthly Review P, 1973) 152-161 ; Garcia 25.

2. Gutierrez, « Aztlan : Chicano Revolt in the Winter Garden Area, » 5.

de leurs adversaires les plus acharnés est Henry B. Gonzalez, représentant démocrate du Texas au Congrès, qui n'apprécie guère ces « prises de position à la Castro ». Gonzalez s'en prend également à tous ceux qui soutiennent la formation, et condamne l'octroi, par la *Ford Foundation*, de subventions à ce qu'il appelle un groupe de *Brown Bilbos*, en référence à un sénateur raciste du sud des États-Unis. Néanmoins, en dépit, et peut-être justement à cause de toutes ces attaques, la *MAYO* prend chaque jour de l'importance [1].

1.3 Les activités de la *MAYO*

Sous la houlette de Velasquez, des réunions se tiennent à travers le Texas, rassemblant de nombreux universitaires et militants mexicains-américains. Ces rencontres contribuent largement au développement du mouvement dans l'État, permettent d'établir des liens avec le mouvement *chicano* dans le reste du sud-ouest, et donnent une légitimité aux fondateurs de la *MAYO*. La première de ces conférences a lieu à El Paso en octobre 1967, en protestation aux auditions organisées dans la ville par l'*Interagency Committee on Mexican-American Affairs*, auxquelles seuls les modérés, fidèles au Parti démocrate, sont invités. Les participants adoptent le nom de *La Raza Unida* et élisent Ernesto Galarza président. Une seconde séance se déroule à San Antonio en janvier 1968, au cours de laquelle l'assistance adopte le *Plan de La Raza Unida*, proclame la fin de la soumission des *Chicanos* et adresse une liste de revendications à tous les niveaux de gouvernement.

La *MAYO* s'engage également dans l'action communautaire. Nombre de ses membres travaillent comme bénévoles pour les *Volunteers in Service to America* (*VISTA*), un programme de service national destiné à lutter contre la pauvreté aux États-Unis. Ces volontaires mettent sur pied des projets dans quatre zones particulièrement défavorisées du sud et du sud-ouest de l'État. Cet engagement donne à l'organisation des moyens financiers et lui permet de s'implanter beaucoup plus facilement. Ainsi, en un an, on passe d'une section à San Antonio à plus de trente dans le sud de l'État, soit environ 200 personnes. Par ailleurs, la *MAYO* fonde, en 1968, le *Mexican American Unity Council*, une société de développement économique subventionnée par le *Southwest Council of La Raza* et l'*Office*

1. Garcia 25 ; José Angel Gutierrez, discours, California State U, Northridge, 29 Feb. 1972, *Mexican American Movements and Leaders*, ed. Carlos Larralde (Los Alamitos : Hwong Publishing Co., 1976) 213 ; Delavina Hernandez, « La Raza Satellite System, » *Aztlan* 2 (1970) : 28 ; Shockley, *Chicano Revolt* 125 ; Neal R. Pierce, *The Megastates of America : People, Politics, and Power in the Ten Great States* (New York : Norton and Co., 1972) 561.

of Economic Opportunity. Le *MAUC* vient d'abord en aide à des associations de quartier et à des groupes s'occupant de jeunes drogués et de services pour les plus démunis, puis finance de petites entreprises et assure la formation professionnelles de jeunes *Chicanos*. En quatre ans, le *MAUC*, avec un budget de plusieurs millions de dollars, devient un modèle pour les autres organismes de ce type. Enfin, en 1969, Perez crée le *Texas Institute for Educational Development* (*TIED*) qui reçoit des fonds d'État et fédéraux et intervient dans le secteur de la santé. [1]

L'amélioration du sort des ouvriers agricoles étant l'un des soucis des militants, plusieurs d'entre eux tentent d'agir directement sur le terrain. C'est ainsi que voit le jour *MAYO's Del Campo*, une organisation constituée à la fin des années soixante par une soixantaine d'enfants de migrants âgés de 17 à 22 ans, tous résidant dans une zone comprise entre Brownsville, Kingsville, Uvalde et Del Rio. Dans une lettre adressée au *U.S. Senate Subcommittee on Migrant Labor* lors d'auditions tenues en 1969 à Washington, ils expliquent que, n'ayant pas d'autre choix que de partir avec leurs familles pendant l'été pour payer leurs études, ils ont décidé de faire un travail d'information et d'éducation auprès des *campesinos* lors de cette migration. Quoique dispersés dans de nombreux États, les *MAYO's Del Campo* disent vouloir garder le contact entre eux afin de mieux coordonner leurs efforts, et même si le projet concerne principalement les mois d'été, ils souhaitent continuer leur action pendant le reste de l'année [2].

Rencontrant un écho grandissant auprès des jeunes *Chicanos* du Texas grâce à ses prises de positions, ses activités et ses publications, la *MAYO* met également ses théories en pratique dans les établissements scolaires de l'État, considérant en effet que le système éducatif est un rouage déterminant dans le processus d'exclusion des enfants hispaniques. L'état des locaux, l'absence de matériel, la piètre qualité de l'enseignement, le contenu des programmes, le choix des administrateurs et des enseignants, les mesures disciplinaires, notamment à l'encontre de ceux qui parlent espagnol dans l'enceinte de l'école, la ségrégation qui sévit encore dans certains districts, sont autant de problèmes nécessitant une intervention directe des intéressés, si les *Chicanos* veulent bénéficier, eux-aussi, d'une éducation de qualité. Or, c'est bien là un problème qui fait l'unanimité dans la population mexicaine-américaine, la classe moyenne en particulier s'élèvant depuis longtemps contre les pratiques des autorités scolaires.

1. Garcia 25, 23.
2. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 921.

La *MAYO* se lance donc dans le combat, et choisit le boycott comme méthode de « persuasion », une tactique redoutable pour les établissements, car c'est le nombre de jours de présence de chaque élève qui détermine le montant des subventions accordées par l'État. De plus, cette approche a l'avantage de mobiliser non seulement les élèves, mais aussi les parents et les membres les plus actifs de la communauté. La *MAYO* n'intervient pas directement, mais conseille les lycéens dans la menée de leur lutte, et après un premier boycott réussi dans un lycée du *barrio* de San Antonio, en lance d'autres dans le sud et l'ouest du Texas. Prêtres catholiques, hommes politiques locaux et organisations diverses interviennent en faveur des élèves, qui bénéficient par exemple du soutien du *Mexican American Legal Defense Fund*, un organisme d'aide judiciaire pour les Hispaniques créé en 1968 [1].

Les autorités scolaires réagissent vivement à ces boycotts d'établissements : certains élèves sont exclus, d'autres se voient refuser leurs diplômes. Quelques responsables politiques s'émeuvent de la situation et demandent que des mesures soient prises pour ramener l'ordre. Néanmoins, enfants et parents obtiennent satisfaction sur plusieurs points, les règlements intérieurs et les programmes en particulier. Il est mis fin à l'interdiction de parler espagnol, une pratique considérée par la justice comme contraire à la Constitution de l'État, et les districts scolaires sont mis dans l'obligation de renoncer à toute pratique discriminatoire à l'encontre des élèves hispaniques, ces derniers constituant, selon les tribunaux — *Cisneros et al c. Corpus Christi Independent School District* (1970) — un groupe ethnique minoritaire couvert par toutes les décisions s'appliquant aux Noirs dans le domaine de l'éducation [2].

Malgré tous ces succès, les dirigeants de la MAYO se rendent compte qu'il leur faut aller plus loin encore. Les autorités locales peuvent revenir à tout moment sur des concessions arrachées de haute lutte, et les divergences de vue sur les besoins de la population mexicaine-américaine sont bien trop profondes pour que des compromis durables soient possibles. Il est donc indispensable de passer à l'étape suivante, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique, non seulement au sein des conseils scolaires, dont les membres sont élus pour une durée d'en général trois ans, mais également au niveau des municipalités et des comtés.

1. « Walkout in Crystal City, » *Texas Observer* 2 Jan. 1970 : 5 ; Nephtali De Leon, « Chicanos Walk Out in Abilene, » *Texas Observer* 5 Dec. 1969 : 4 ; Naphtali De Leon, « Young Chicanos' Unrest Spreads to Lamesa, » *Texas Observer* 23 Jan. 1970 : 6-7.

2. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 1030 ; « Officials Ordered to Readmit 99 Boycotting Students at Elsa, » *Sun* 28 Nov. 1968 ; « Ousted Students to Re-Enter School, » *San Antonio Express and News* 19 Dec. 1968.

2 La *Raza Unida* à la conquête du pouvoir politique

2.1 Stratégies

À l'instar de nombreux militants *chicanos* aux États-Unis, ceux de la *MAYO* estiment qu'une telle entreprise ne peut être réalisée dans le cadre des formations existantes, notamment le Parti démocrate, pour lequel les Mexicains-Américains votent toujours massivement à la fin des années soixante. D'ailleurs, même les tenants de l'alliance avec les démocrates commencent à s'irriter du manque d'empressement de ces derniers à les intégrer dans leur réseau politique, et du peu d'intérêt qu'ils manifestent pour leurs problèmes. Aussi, lorsque la *MAYO* dénonce les pratiques d'un parti qui tient le suffrage des Hispaniques pour acquis, continue à apporter son soutien aux machines politiques conservatrices du sud de l'État — qui persistent à organiser les primaires en mai, c'est-à-dire à un moment où des milliers d'ouvriers agricoles quittent leur lieu de résidence pour aller s'embaucher ailleurs —, exige des candidats un investissement financier bien au-dessus des moyens de la majorité de la population, et ne cherche pas à former de véritables dirigeants non-*anglos*, l'organisation *chicano* ne fait qu'exprimer tout haut ce que beaucoup pensent tout bas [1].

Les militants de la *MAYO* ne sont pas tendres non plus pour les élus mexicains-américains. Dans *El Politico*, Gutierrez en dresse le portrait type : c'est un homme d'âge moyen, marié, catholique, ancien combattant, qui a fait des études secondaires, s'appuie sur tout un réseau de relations personnelles et sur les médias pour conduire ses campagnes, et occupe un siège au conseil scolaire ou au conseil municipal dans une petite communauté rurale. Une minorité seulement parvient à l'assemblée législative de l'État ou au Congrès, comme Henry B. Gonzalez et Kika de la Garza. Le *politico* ne croit pas en la vertu des marches, des boycotts, ou d'autres manifestations de ce type. La *MAYO* s'en prend également aux démocrates progressistes qui, d'après Gutierrez, n'agissent pas davantage que les autres en faveur des Mexicains-Américains [2].

Malgré cette critique acerbe du monde politique, les militants chicanos du Texas ne remettent pas en cause leur participation au système existant, mais considèrent que les Mexicains-Américains ne peuvent agir à leur guise que dans le cadre d'une formation indépendante et active à tous les niveaux de gouvernement. La création d'un troisième parti est d'ailleurs

1. Mark R. Levy, « Patterns of Chicano Voting Behavior, » *La Causa Politica : A Chicano Politics Reader*, ed. F. Chris Garcia (Notre Dame : U of Notre Dame P, 1974) 242.

2. José Angel Gutierrez, « The Mexican-American Politico, » *Caracol* Feb. 1975 : 17 ; Garcia 18 ; José Angel Gutierrez, « Mexicanos Need to Control Their Own Destinies, » F. Chris Garcia 228.

l'un des éléments majeurs du manifeste adopté par les délégués de la première *Annual Chicano Youth Conference*, organisée en 1969 au Colorado par Corky Gonzalez, *El Plan Espiritual de Aztlan* [1]. Gutierrez appelle donc les Mexicains-Américains à reprendre en main leur destin. Cependant, explique-t-il, le nouveau parti ne doit pas être une réplique de ceux qui existent déjà, se contenter d'être un outil électoral, une simple coalition. C'est le bras politique d'un mouvement de révolte contre le système en place, qui doit jouer un rôle de catalyseur en informant la population mexicaine-américaine et en participant à sa mobilisation dans le cadre d'actions et de projets communautaires [2].

Selon la *MAYO*, quelques régions seulement aux États-Unis réunissent des conditions favorables à un tel changement de pouvoir politique : ce sont les zones rurales à majorité hispanique situées dans le centre nord du Nouveau Mexique, le sud de l'Arizona, du Colorado et du Texas. En effet, en zone urbaine, les Mexicains-Américains, concentrés dans des *barrios*, sont minoritaires, et si les possibilités d'action sont importantes, les découpages électoraux et le mode de scrutin peuvent diluer leur vote. Au Texas, il faut éviter également les villes frontalières comme Laredo, Brownsville et El Paso, où les Hispaniques constituent la majorité de la population, mais où une élite mexicaine-américaine a la haute main sur les affaires de la cité. De même, les zones rurales où les Hispaniques sont éparpillés dans des exploitations ou de petites agglomérations ne sont pas un terrain favorable. Il faut donc se tourner vers des régions où l'on trouve de grandes concentrations d'Hispaniques, et où les *Anglos* détiennent le pouvoir, directement ou par l'intermédiaire de quelques Mexicains-Américains de la classe moyenne et modérés. Lorsque les *Chicanos* auront conforté leur position dans ces zones là, ils pourront ensuite étendre les opérations aux grandes villes.

Au Texas, le *Winter Garden* semble assez bien correspondre à ces critères, d'autant que Crystal City, au cœur de cette région, connaît à nouveau une grande agitation. Jose Angel Gutierrez, à la recherche d'un contexte plus propice que San Antonio, où ses déclarations sulfureuses lui ont aliéné non seulement le petit monde politique local, mais aussi une bonne partie de la population, décide de retourner dans sa ville natale et d'y passer à l'action.

1. *Aztlan* : mot désignant l'ancien royaume des tribus aztèques avant leur migration vers le sud, territoires correspondant à l'actuel sud-ouest des États-Unis. L'utilisation de ce terme par les *Chicanos* leur permet d'affirmer leur origine indienne et de rappeler que ces terres furent arrachées par la force à leurs ancêtres.

2. *Documents of the Chicano Struggle* (New York : Pathfinder P, 1971) 5-6 ; Gutierrez, « Mexicanos Need to Control Their Own Destinies, » 228.

2.2 Crystal City : la seconde « révolte »

Après les évènements de 1963-1965, Crystal City ressemble assez aux villes de la frontière où les *Anglos* partagent le pouvoir avec des Mexicains-Américains modérés et coopératifs, tout en gardant le contrôle de la situation. Le conseil municipal est à majorité *non-anglo*, et deux des sept membres du conseil scolaire sont des Mexicains-Américains. Des dissensions éclatent au sein de la *CASAA*, qui décline très vite, mais l'opposition reste fragmentée et ses dirigeants discrédités. La ville est toujours à une grande majorité hispanique, même si les migrants sont moins nombreux qu'au début des années soixante, les possibilités d'emploi dans la région diminuant. Certains sont partis s'installer ailleurs, à San Antonio ou dans d'autres États. Les jeunes qui, comme Gutierrez, peuvent poursuivre des études quittent également Crystal City. L'entreprise *Del Monte* est toujours là, mais le syndicat des *Teamsters* ne se manifeste plus guère. La municipalité continue ses travaux d'aménagement, et quelques programmes d'aide aux migrants sont mis sur pied, dans le domaine de l'éducation par exemple. Crystal City semble donc avoir retrouvé une relative stabilité et les relations entre les deux communautés paraissent s'être normalisées.

Et pourtant, la révolte gronde. Comme dans tant d'autres villes du Texas, les lycéens dénoncent les pratiques discriminatoires dont ils sont victimes aussi bien dans les cours que lors des activités sociales de l'école. Au printemps de 1969, une première action est menée pour protester contre l'élection de *pom pom girls* uniquement *anglos*, alors que les Mexicains-Américains constituent 87 % des élèves, et pour demander la mise en place d'un enseignement bilingue et bi-culturel. Tout d'abord, l'administration cède sur la première question et promet d'examiner les autres points, puis revient sur sa décision en juin et menace de sanctions les responsables de l'agitation. L'attitude du conseil radicalise le mouvement qui reprend à la rentrée, sous la direction de Gutierrez, revenu s'installer à Crystal City. En décembre, le rejet d'une liste de demandes présentée par une centaine d'élèves et de parents déclenche un *walk-out* de grande ampleur. Afin de mieux soutenir leurs enfants, certains des parents créent une association, les *Ciudadanos Unidos.* Le conseil finit par capituler, mais le conflit a dépassé le cadre de l'école. Au printemps 1970, sous l'impulsion de Gutierrez est créé le *Raza Unida Party* qui décide de présenter des candidats aux élections du conseil scolaire et du conseil municipal, non seulement à Crystal City — comté de Zavalla —, mais aussi dans les comtés voisins de Dimmit et LaSalle. Le *RUP* remporte des sièges dans les trois comtés, et prend le contrôle des deux instances à Crys-

tal City, grâce au revirement de deux Mexicains-Américains modérés, qui préfèrent rejoindre les rangs des « rebelles »[1].

2.3 Le *Raza Unida Party* sur le chemin du succès

Au cours de l'année suivante, le *RUP* gagne du terrain. Dans la vallée, à San Juan, dans le comté de Hidalgo, trois jeunes étudiants, fondateurs des *Citizens for a Better San Juan*, obtiennent deux sièges de commissaires municipaux et celui de maire, après une longue campagne de mobilisation des Mexicains-Américains, dont la grande majorité sont des migrants.

À Crystal City, la *Raza Unida* renforce ses positions. L'organisation se poursuit et s'intensifie au niveau de la communauté, environ 200 familles s'investissant totalement dans les diverses activités des *Ciudadanos Unidos*. Le parti prend le contrôle de la Chambre de commerce mexicaine, et remporte les élections de printemps après une campagne agitée, au cours de laquelle des personnalités comme Cesar Chavez et le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Mexique viennent apporter leur soutien. La totalité du conseil municipal et cinq élus sur sept du conseil scolaire sont désormais des membres de *La Raza Unida*.

Les Hispaniques de Crystal City, souvent considérés comme « apathiques » et « passifs », se sont donc transformés en une majorité organisée, dynamique, qui contrôle les institutions de la ville, sans confusion ni chaos, au grand dam de certains *Anglos*, qui accusent les *C.U.* de corruption et d'intimidation. Ces *Anglos* sont d'autant plus indignés que l'arrivée des élus *chicanos* s'accompagne de profonds bouleversements, notamment en matière de politique éducative. Le conseil scolaire renouvelle en effet une partie de l'administration et des enseignants, certains partant d'eux-mêmes, d'autres étant licenciés, supprime les châtiments corporels, accorde de nouveaux droits aux élèves et interdit aux recruteurs de l'armée l'accès aux établissements. L'enseignement est également transformé, tant en ce qui concerne le contenu que les méthodes. Par exemple, plus de place est désormais accordée à l'histoire et à la culture *chicano*, et les programmes agricoles reflètent les nouveaux centres d'intérêt des autorités : on passe des problèmes concernant les exploitants et les éleveurs aux questions touchant les ouvriers agricoles — contrats, syndicalisation, législation, effets de la mécanisation... Le district scolaire participe par ailleurs à un boycott des laitues de Californie lancé par Chavez

1. Antonio Camejo, « A Report from Aztlan : Texas Chicanos Forge Their Own Political Power, » F. Chris Garcia 236 ; Garcia 57-59, 154, 61 ; Lopez y Rivas 70.

en refusant d'en servir dans les cantines. Enfin, le conseil profite largement des subventions publiques et privées accordées dans le cadre de la lutte contre la pauvreté — enseignement bilingue, projets d'éducation pour migrants, bourses, etc. [1]

Les succès du *RUP* poussent certains militants à envisager un élargissement de leur champ d'action et une participation aux élections d'État en novembre 1972, malgré les réticences de ceux qui, comme Gutierrez, préfèreraient concentrer les efforts au niveau local et consolider les acquis. Les élus mexicains-américains du Texas — des démocrates, pour la plupart d'entre eux —, ayant refusé de rejoindre les rangs de *La Raza Unida*, le parti présente ses propres candidats aux différents postes de l'exécutif, à la Chambre des représentants, et à celui de sénateur U.S. 1972 est également une année d'élection présidentielle, et le démocrate George McGovern affronte le président sortant Richard Nixon. Mais le *RUP* décide de ne soutenir ni l'un ni l'autre, et ce en accord avec les autres partis *chicanos* implantés dans douze États du Sud-Ouest, du Midwest et du Nord-Ouest. Réunis en convention nationale en septembre 1972 à El Paso, ces derniers forment un *Congreso de Aztlan*, dont Gutierrez devient le directeur. En dépit de quelques divergences — certains dirigeants préfèreraient transformer les *RUPs* en groupes de pression au sein des partis dominants —, la majorité des participants réaffirment leur volonté d'indépendance. La décision de Cesar Chavez, absent de la convention, de prendre officiellement position pour McGovern fait, par conséquent, l'objet de nombreuses critiques [2].

Sur les 49 candidats présentés par le *RUP*, sept sont élus au niveau local. Le vote *chicano* ne joue pas un grand rôle dans les sénatoriales, John Tower, le républicain, l'emportant facilement. Par contre, malgré le manque de ressources financières et l'hostilité des médias, le candidat au poste de gouverneur recueille plus de 6,28 % des voix, et gêne le démocrate conservateur Dolph Briscoe, qui gagne l'élection de justesse. Quant à McGovern, il ne reçoit la majorité des suffrages que dans huit des 254 comtés de l'État, dont six dans la vallée, où des machines politiques démocrates sont en place. La difficile victoire de Briscoe et l'échec de McGovern enveniment des relations déjà tendues entre le *RUP* et les démocrates, en particulier les « libéraux », qui accusent les *Chicanos* d'avoir fait le jeu des Républicains en échange de subventions fédérales et d'un soutien financier à leur campagne. Pour les militants de la *Raza Unida*, la réaction

1. John S. Shockley, « Chicano Control and the Future, » F. Chris Garcia 423-424, 163-164.
2. Douglas E. Foley, Clarice Mota, Donald E. Post, and Ignacio Lozano, *From Peones to Politicos : Ethnic Relations in a South Texas Town, 1900-1977* (Austin : U of Texas P, 1977) 144-146 ; Garcia 79, 104.

des démocrates, dénoncés comme « paternalistes » et « racistes », justifie amplement la création d'un troisième parti [1].

En dépit de tous ces problèmes, le *RUP* continue sur sa lancée en 1973 : il conserve le pouvoir à Crystal City et conforte ses positions dans plusieurs conseils municipaux et conseils scolaires dans le centre, le sud, et l'ouest de l'État. Cette année-là marque en fait l'apogée du parti qui commence à perdre du terrain dès l'année suivante.

3 Le déclin du *RUP*

Au printemps 1974, le parti ne parvient pas à étendre son influence, malgré la présentation de nombreux candidats. En novembre, le *RUP* participe à nouveau aux élections d'État, mais sans grand succès. C'est uniquement dans son bastion, le comté de Zavala, que la *Raza Unida* continue à remporter des victoires — sièges de commissaires de comté [2], postes d'officier d'état civil, de greffier et de trésorier ; Gutierrez, quant à lui, est élu juge [3].

Dans les autres États aussi, les *RUPs* sont en perte de vitesse. Le parti national est miné par les désaccords entre partisans de Gutierrez et de Gonzalez, dont les divergences de vue sont telles que la rupture entre les deux hommes est totale en 1974, Gonzalez se consacrant désormais à sa propre organisation, *Crusade for Justice*. Au Nouveau-Mexique, où le parti s'est montré très actif, la présence d'élus mexicains-américains démocrates gêne le développement du *RUP*, qui ne gagne aucun siège, que ce soit en 1972 ou en 1974. En Californie, *La Raza Unida* a si peu d'influence qu'en 1974, le parti n'arrive pas à rassembler assez de signatures pour participer aux élections d'État.

Au Texas, des divisions internes, des erreurs de stratégies et un contexte peu favorable contribuent au déclin du *RUP*. À Crystal City, comme dans d'autres localités, des dissensions se font jour, dues aussi bien à des conflits de personnes qu'à des divergences idéologiques. Des factions s'affrontent, des militants et des élus quittent les rangs du parti pour

1. Shockley, « Chicano Control and the Future, » 426 ; Molly Ivins and John Ferguson, « Election Results and Comments Thereon, » *Texas Observer* 1 Dec. 1972 : 5 ; José Angel Gutierrez, letter, *Texas Observer* 22 Sept. 1972 : 14 ; Fred E. Romero, *Chicano Workers : Their Utilization and Development*, monograph n° 8 (Los Angeles : Chicano Studies Center, U of California, 1979) 133 ; Molly Ivins, « Ya Basta ! » *Texas Observer* 25 Aug. 1972 : 5.

2. Commissaire de comté — *county commissioner* —, chargé du budget, de l'entretien des routes et des service locaux.

3. Garcia 180, 173, 188 ; Foley, Mota, Post, and Lozano 210-214 ; Molly Ivins, « After the Revolution in Cristal, » *Texas Observer* 5 July 1974 : 4 ; Molly Ivins, John Fergusson, « La Raza Unida, » *Texas Observer* 29 Nov. 1974 : 9.

rejoindre, parfois, ceux de l'opposition, et la lassitude en gagne plus d'un. Par ailleurs, le *RUP* n'est pas arrivé à élargir sa base électorale. Dans sa grande majorité, la classe moyenne mexicaine-américaine n'est, en effet, toujours pas convaincue du bien-fondé du militantisme *chicano*, et préfère soit s'associer à des modérés *anglos*, soit rester à l'écart, en attendant que *La Raza Unida* « creuse sa propre tombe ». Quant aux milliers d'Hispaniques pauvres des villes du sud du Texas, ils n'ont fait l'objet d'aucune véritable campagne de mobilisation. Il n'y a pas eu construction d'une force politique *chicano* dans les grandes agglomérations, le *RUP* y devenant davantage une machine à recueillir des suffrages qu'une organisation permanente, active au sein de la population. Le caractère minoritaire de la population hispanique dans ces villes rend également difficile l'application des tactiques utilisées à Crystal City, par exemple. De leur côté, les Noirs et le mouvement syndical ont souvent du mal à s'identifier à un parti aussi marqué ethniquement et idéologiquement, malgré les précautions oratoires des candidats. L'hostilité accrue des « libéraux », enfin, contribue également à l'échec du *RUP*[1].

Tout ceci semble donner raison à Gutierrez, lequel estime que le parti ne doit pas gaspiller ses forces et ses fonds, mais doit se consacrer à l'implantation et au développement d'organisations communautaires au niveau local et régional. Toutefois, même dans les zones rurales, objectif premier du parti, et lieu de ses plus grands succès, les dirigeants se heurtent à de multiples obstacles, dont la nature même de l'électorat, en bonne partie constitué d'ouvriers agricoles.

Le potentiel de participation de ces électeurs varie très largement, selon qu'il s'agit de migrants, de travailleurs permanents, ou de saisonniers vivant en zone urbaine. C'est la première catégorie qui a contribué le plus au changement politique, notamment à Crystal City, où les migrants ont déjà fait l'expérience d'une « révolution », entre 1963 et 1965. En effet, concentrés dans une même agglomération, et peu soumis à la pression économique des employeurs locaux, ils sont plus à même de s'impliquer dans la conquête du pouvoir que des ouvriers dispersés et isolés, qui, la plupart du temps, vivent sur la propriété de leurs employeurs. Les migrants de Crystal City sont aux côtés des militants *chicanos* et des employés de *Del Monte*, qui eux aussi doivent très souvent quitter le *Winter Garden* pendant l'été. Les *Anglos* accusent d'ailleurs Gutierrez et les siens de s'appuyer essentiellement sur la « populace », en opposition à la

1. Armando Cavada, « Raza Unida Party and the Chicano Middle Class, » *Caracol* Sept. 1974 : 18-19.

petite classe moyenne mexicaine-américaine locale, plus digne de respect à leurs yeux.

Une comparaison entre les élections municipales et celles du conseil scolaire révèle nettement le rôle essentiel des migrants dans cette localité. Le district scolaire comprend non seulement la ville, mais aussi plus de la moitié des zones rurales du comté, soit environ 1 000 personnes, dont 65 % d'Hispaniques. Or, entre 1970 et 1973, *La Raza Unida* emporte les sièges du conseil scolaire avec une majorité de voix bien inférieure à celle qui lui permet de dominer le conseil municipal. Ainsi, en 1971, les candidats opposés au *RUP* reçoivent en moyenne 300 suffrages de plus aux élections du conseil scolaire qu'à celles du conseil municipal, et le parti *chicano* seulement une trentaine. Les zones rurales votent donc massivement contre ce dernier, que ce soit les propriétaires *anglos* ou leurs employés mexicains-américains. Pourtant, en 1973, l'examen des résultats indique une légère modification de ce vote rural. Le nombre de voix favorables à *La Raza* passe d'une trentaine à une centaine, parmi lesquelles ceux des employés de l'un des plus gros exploitants *anglos* du comté. Toutefois, de tels cas restent isolés, le poids de l'environnement économique et social restant encore énorme, et le *RUP* a encore plus de mal à s'imposer au niveau du comté, qui comprend également le reste des zones rurales, plus les villes de La Pryor et Batesville. La population y est, certes, à dominante hispanique, mais peu de migrants y résident et on n'y trouve aucune entreprise dont les employés soient syndiqués [1].

D'autres exemples confirment l'importance des migrants dans les élections, même lorsqu'il ne s'agit pas de candidats du *RUP*. Par exemple, en 1970, à Cotulla, Erasmo Andrade, un démocrate libéral se présentant aux sénatoriales contre Wayne Connally, conservateur, perd la primaire de plus de 300 voix car les ouvriers agricoles sont déjà partis. Et dans le comté de LaSalle, on ne compte en mai que 16 votes mexicains-américains de plus que les votes *anglos*, alors qu'en novembre, les premiers sont deux fois et demi plus nombreux que les seconds.

S'il semble que les migrants se soient bien mobilisés dans certains circonstances, il n'en reste pas moins que leur participation reste limitée à certaines localités. Dans l'ensemble, ce groupe partage avec les autres catégories d'ouvriers agricoles un fort taux d'abstention, ainsi qu'une proportion élevée de non-inscrits sur les listes électorales, résultat de décennies de pratiques dissuasives, comme le paiement d'une taxe pour pouvoir voter. Même après l'interdiction de cette pratique par la Cour Suprême

1. John S. Shockley, « Landless Laborers and the Chicano Movement in South Texas, » *Forging Nations : A Comparative View of Rural Ferment and Revolt*, eds. Joseph Spielberg and Scott Whiteford (East Lansing : Michigan State U P, 1979) 140-141.

en 1966, les législateurs du Texas cherchent encore à décourager certains électeurs en mettant sur pied un système particulièrement compliqué et contraignant, les inscriptions sur les listes devant être effectuées chaque année entre le 1er octobre et le 31 janvier. Ce n'est qu'en 1971 que les cours de justice annulent ces dispositions et que le Texas adopte des modalités similaires à celles des autres États.

À ces difficultés, il faut ajouter le fait que bon nombre de *campesinos* ne peuvent voter, car ils n'ont toujours pas acquis la nationalité américaine, même s'ils sont installés au Texas depuis de longues années. Enfin, l'illétrisme, très répandu parmi ces travailleurs, est un handicap supplémentaire, d'autant plus que certaines municipalités imposent des tests de niveau d'alphabétisation, prohibés par la loi. Quoique les Mexicains-Américains ne sachant ni lire ni écrire apprennent par cœur la procédure à suivre, ils sont incapables de faire face à des manœuvres telles que la modification, au dernier moment, de l'ordre des postes à pourvoir dans la liste. Ce n'est qu'en 1972 que les illétrés se voient accordés le droit de se faire aider lors des élections, au même titre que les handicappés.

Il y a donc tout un travail d'information à mener auprès des migrants et autres ouvriers agricoles si l'on veut qu'ils participent davantage à la vie politique. Dans la vallée, entre 1969 et 1972, le journal de l'*UFWOC*, *Ya Mero !*, publié d'abord à McAllen, puis à Pharr, tente ainsi de familiariser les *campesinos* avec la vie politique locale, d'État et nationale en donnant toutes sortes d'informations : démarches à entreprendre pour s'inscrire sur les listes électorales et organismes à contacter si nécessaire ; listes des candidats et commentaires sur leur aptitude à défendre les intérêts des plus démunis ; dates et lieux de réunion des organisations, compte-rendus des débats et ses discussions ; recommandations pour le jour des élections ; résultats. Toutefois, bien qu'il accorde à *La Raza Unida* une place de choix, le journal n'en n'ouvre pas moins largement ses colonnes aux démocrates.

L'implantation du *RUP* en milieu rural pose également le problème des relations entre ces ouvriers agricoles peu instruits et les militants *chicanos*. À Crystal City, pas plus pendant la deuxième « révolte » que lors de la première, les dirigeants ne sont des travailleurs de l'agriculture. Au début des années soixante-dix, ce sont des jeunes gens, qui, de par leur éducation et leur statut économique, appartiennent à la classe moyenne, qu'ils en soient issus ou non. Ailleurs, et en l'absence d'éléments de la stature de Gutierrez, c'est une petite bourgeoisie progressiste qui prend le pouvoir au nom de *La Raza Unida* — enseignants, employés des agences de lutte contre la pauvreté, petits commerçants, petits exploitants... Or, les nouveaux *politicos* se doivent de garder le contact avec ces électeurs, s'ils

veulent continuer à les mobiliser. C'est ce que tente de faire Gutierrez, du moins dans les premiers temps, lorsqu'il passe une partie de ses étés à suivre les migrants dans leurs déplacements. Par ailleurs, dans son esprit, l'existence d'organisations communautaires comme les *Ciudadanos Unidos* permet d'associer étroitement ces citoyens au choix et à la mise en place des projets affectant la collectivité.

Malgré ses errements et au-delà de ses échecs électoraux, l'expérience du *RUP* n'en est pas pour autant négligeable, notamment en ce qui concerne les ouvriers agricoles, puisque le terrain d'action privilégié du parti se situe dans les zones rurales. L'arrivée sur la scène politique texane du parti *chicano* perturbe les règles d'un jeu dont la majorité des Mexicains-Américains ont longtemps été exclus. Surtout présent dans le sud de l'État, le *RUP* impose, à Crystal City, un mélange détonnant de nationalisme culturel, d'État-providence et de capitalisme hispanique, qui soulève de violentes réactions. Dans d'autres comtés, des modifications moins spectaculaires ont lieu, mais peut-être plus représentatives de l'évolution de la situation. Plus ou moins impliqués selon les régions, les *campesinos* sont intéressés au premier chef par une expérience qui contribue à ouvrir quelques brèches dans un système dont ils sont les premières victimes. Mais les ouvriers agricoles, sensibles à l'appel à la mobilisation politique lancé par les militants *chicanos*, ne se limitent pas à ce champ d'action, et continuent à réclamer des réformes dans le cadre de leur syndicat.

Regain de l'action syndicale (1969-1975)

1 Le travail sur le terrain

Lorsque Chavez décide de se retirer du Texas pour concentrer ses efforts sur la Californie, les dirigeants de l'*UFWOC* présents dans la vallée repartent pour la côte ouest, ou d'autres États, afin de s'occuper du boycott qui vient d'être lancé contre *Giumarra Vineyards*. Mais Orendain, Chandler et Padilla sont bientôt de retour, incapables, disent-ils, d'« abandonner » ainsi les *campesinos* de l'État. Les activités reprennent dès 1969.

Toutefois, il n'est pas question de se lancer dans de nouveaux conflits, et ce d'autant plus que l'ordonnance de 1966 interdisant piquets et manifestations reste en vigueur, bloquant toute tentative d'action au niveau des exploitations. Ce n'est qu'en juin 1972 qu'une cour fédérale, réunie à Brownsville, donne raison au syndicat, qui conteste depuis des années la validité de la législation invoquée pour réprimer la grève du comté de Starr, et suspend cette décision. Cinq lois, dont deux de droit civil et trois de droit pénal, concernant les piquets de grève, les attroupements, les manifestations et réunions, ainsi que les propos injurieux, sont déclarées contraires à la Constitution de l'État, car leur champ d'application est trop large. Pour ce qui est des troubles de l'ordre public, la législation est invalidée, car bien trop vague au goût des juges, qui considèrent également que l'interdiction de certaines grèves et des boycotts secondaires ne relève pas de la compétence de l'État. Par ailleurs, estimant que les autorités ont pris le parti des producteurs dans le conflit — arrestations et détentions non justifiées, menaces de poursuites… —, la cour interdit désormais aux *Texas Rangers* d'intervenir et d'entraver les tentatives d'organisation des ouvriers agricoles. L'arrêt a pour résultat immédiat la suspension des plaintes déposées contre 160 personnes en 1966 et 1967. En mai 1974, la Cour suprême de l'État confirme ce jugement [1].

1. Samora, Bernal, and Pena 156 ; « U.S. Judges Hit Rangers' Role in Starr Labor Dispute, » *Corpus Christi Caller* 27 June 1972 ; David Hall, « Law and Order Reviewed, » *UFW Texas*

Si l'*UFWOC* n'organise pas de grèves dans la vallée, les *campesinos* n'en participent pas moins à quelques actions, menées par d'autres. Ainsi, au début de 1972, à Crystal City, plus de 70 employés, dont une majorité de femmes, de l'usine d'emballage *Warren Wagner, Inc.*, arrêtent le travail lorsque l'entreprise décide de les payer 1,30 dollar de l'heure au lieu des 1,60 promis. Une partie de la population locale, parmi lesquels de nombreux migrants, soutient les grévistes et rejoint les piquets. Cinq personnes sont arrêtées, dont le père Sherrill Smith, depuis peu affecté dans cette ville. Après avoir tenté de briser le mouvement en recrutant des Mexicains à Piedras Negras, la compagnie accepte de négocier. Les grévistes obtiennent 1,70 dollar de l'heure pour le conditionnement et 50 cents par *bushel* — un seau de 35,24 litres — pour la récolte des épinards. Les ouvriers retrouvent leur emploi et un comité sert désormais d'intermédiaire entre les employés et la direction, qui met également eau potable et toilettes à la disposition de ceux qui travaillent dans les champs.

En tant que migrants, les *campesinos* du Texas se trouvent mêlés aux conflits qui éclatent dans d'autres États, en Californie, en Arizona, en Floride, et dans le Midwest. Ainsi dans l'Ohio, ceux qui travaillent pour les producteurs de tomates vont grossir les rangs du *Farm Labor Organizing Committee* (*FLOC*), créé en 1967 — à la fin des années soixante, il y aurait 500 migrants membres de cette organisation dans le sud du Texas, la plupart du temps également adhérents de l'*UFWOC*. L'un des fondateurs du *FLOC* est Baldemar Velasquez, originaire de Pharr, dans le comté de Hidalgo, et dont la famille s'est installée dans l'Ohio après de nombreuses années de migrations saisonnières.

Après une série de grèves, l'organisation parvient à arracher quelques contrats aux agriculteurs désireux de ne pas perdre leurs récoltes : le syndicat est reconnu comme seul représentant des employés, les salaires sont augmentés et les membres du *FLOC* protégés des renvois arbitraires. Néanmoins, la victoire se révèle éphémère. Peu de nouveaux contrats sont signés, d'autres sont perdus, certains exploitants abandonnant la culture des tomates et passant à celles du soja et du blé, hautement mécanisées. D'autres préfèrent mener une campagne visant à discréditer le *FLOC*. Mais tous soulignent qu'ils sont eux-mêmes à la merci des transformateurs comme *Campbell's* et *Libby-McNeil-Libby* qui dominent la production et en contrôlent toutes les étapes, même si l'exploitant est seul à assumer les risques de pertes : les grandes compagnies fournissent les plants, déterminent le type de fertilisant, d'herbicide et de pesticide à utiliser, ainsi que la date de traitement, et recrutent de la main d'œuvre au

Newsletter June 1972 : 1.

Texas, en Floride et au Mexique, par l'intermédiaire d'agences spécialisées et d'embaucheurs. Pour obtenir augmentations de salaire et amélioration des conditions de travail, le *FLOC* doit donc se tourner vers les transformateurs. Toutefois, dans un premier temps, le syndicat décide d'élargir sa base de soutien en tissant un réseau de relations avec des « libéraux » et des organisations religieuses, et en participant au développement de programmes sociaux adaptés aux besoins des migrants et des Hispaniques installés dans la région. L'offensive directe contre *Campbell's* et *Libby* ne reprend qu'au milieu des années soixante-dix [1].

Dans la vallée, même en l'absence de grèves, le travail sur le terrain continue pour l'*UFWOC*, malgré les difficultés : il faut maintenir le contact avec les ouvriers et recueillir leurs adhésions. En 1971, dans plusieurs exploitations de la basse vallée, dont *La Casita*, objet des conflits de 1966 et 1967, une majorité des travailleurs sont membres du syndicat, malgré les tentatives d'intimidation des employeurs. Après avoir, en vain, multiplié les pressions pour forcer les ouvriers à quitter l'*UFWOC*, l'une de ces entreprises, *Tide Farms, Inc.*, préfère se faire racheter par *Productive Properties, Inc.*, une compagnie contrôlée par les Bentsen, une riche famille du sud de l'État proche du Parti démocrate et peu encline à négocier avec un syndicat [2].

L'*UFWOC* intervient par ailleurs dans les négociations salariales entre les ouvriers agricoles et les producteurs de canne à sucre. Avec l'aval du département de l'Agriculture, ces derniers ont décidé d'en planter 25 000 acres dans la vallée. Mais cette culture étant soumise au *Sugar Act* de 1948, les exploitants, s'ils veulent obtenir des subventions, doivent respecter un certain nombre de clauses imposées par le gouvernement fédéral. En juin 1972, lors d'auditions tenues à San Benito, les planteurs affirment avoir besoin de 1 500 à 4 000 coupeurs, selon la méthode de récolte utilisée. Ils déclarent ne pas pouvoir payer plus de 1,30 dollar de l'heure, salaire auquel s'ajouterait une prime de 10 cents par heure, car les conditions de travail sont particulièrement difficiles. De son côté, le représentant de l'*UFWOC* explique que le rendement en sucre sera plus élevé dans la vallée qu'en Floride et en Louisiane, où les salaires sont de 1,65 à 1,85 dollar de l'heure, et que les producteurs feront un bénéfice de 390 à 420 dollars par acre. Par conséquent, le syndicat demande un salaire horaire de 2,50 dollars. De plus, l'*UFWOC* soulève le problème de la sécurité, de l'as-

1. James L. Terry, « The Political Economy of Migrant Farm Labor. Immigration, Mechanization and Unionization in the Midwest, » *Insurgent Sociologist* 11.4 (1983) : 67-68 ; « Farmworker Volunteer Dies on Picket Line in Florida Strike, » *Farm Worker* Feb. 1972 : 1.

2. *UFWOC Newsletter* Dec. 1971 : 1 ; *UFWOC Newsletter* Dec. 1970 : 1-2 ; *UFW Texas Newsletter* May 1972 : 1.

surance maladie-accident et des congés. Après réflexion, le département de l'Agriculture impose un salaire de 2,45 dollars de l'heure. Toutefois, le *Sugar Act* venant à expiration le 31 décembre 1974, et aucune nouvelle législation n'étant votée dans ce domaine, les salaires retombent à 1,60 dollar en 1975[1].

L'*UFWOC* tente également, sans succès, de faire annuler par les tribunaux une décision de l'*Environmental Protection Agency* favorable aux producteurs de canne à sucre. Ces derniers ont en effet obtenu l'autorisation de brûler les champs avant la récolte. Cette opération permet l'utilisation de machines, et réduit considérablement le nombre de coupeurs. D'après le syndicat, non seulement des centaines d'ouvriers perdent ainsi leur emploi, mais en plus de nombreuses familles, notamment celles vivant dans les *colonias* toutes proches, sont très incommodées par la fumée, les cendres et la chaleur.

2 Les boycotts (1972-printemps 1975)

En-dehors de ces activités, l'*UFWOC* consacre une grande partie de son temps et de ses fonds à la mise sur pied des différents boycotts lancés par Chavez contre plusieurs producteurs californiens. La décision de la cour fédérale de Brownsville donne une plus grande liberté d'action aux militants, en levant l'interdiction de boycott secondaire.

2.1 Californie : le retour des *Teamsters*

Poursuivant la lutte pour la reconnaissance de leur syndicat, les *campesinos* californiens n'hésitent pas à recourir à nouveau au boycott pour faire céder les employeurs. Il s'agit du raisin de table, entre 1967 et 1970, des laitues à partir de l'été 1970, des produits *Hueblein* en 1971, des raisins de table et des vins de la compagnie *Gallo* à partir de l'été 1973.

Après une longue grève et un boycott de trois ans, l'*UFWOC* obtient la signature de contrats avec les producteurs de raisin, qui, malgré leurs démentis, ont essuyé de grosses pertes. En juillet 1970, une majorité de ces exploitants acceptent les demandes du syndicat. Les autres, de petits indépendants, suivent en 1971. Fort de ce succès, Chavez se tourne alors vers un autre secteur, celui de la laitue, mais ses propositions ne reçoivent aucune réponse. En juillet 1970, la *Growers-Shippers Vegetable Association*, qui regroupe les plus grosses exploitations de la vallée de Salinas,

1. *UFW Texas Newsletter* July 1972 : 1 ; Jim Harrington, « Justicia comprada, » *La Voz del Cuhamil* 27 Feb. 1975 : 3 ; Davida Maron, « UFW Organizer Blames System, » *Earthbond* Mar. 1975 : 6.

annonce une association avec les *Teamsters*, ces compagnies préfèrant passer des conventions collectives avec un syndicat connu pour son esprit de coopération avec le patronat qu'avec une formation qui a pour but de modifier les relations entre employeurs et employés. Néanmoins, les ouvriers de la région de Salinas, pour la plupart des migrants venus d'Arizona, refusent ces accords, et des milliers d'entre eux se mettent en grève. Sous la pression de l'*AFL-CIO*, les *Teamsters* acceptent, comme en 1967, de laisser les travailleurs des champs choisir leur syndicat. Certaines entreprises refusant de changer d'interlocuteur, la grève reprend, violente : la police et les *Teamsters* s'attaquent sans relâche aux piquets, aux manifestants et aux sympathisants, et Chavez lui-même est arrêté et emprisonné pendant près de trois semaines en décembre. L'*UFWOC* répond par un boycott des laitues de type *iceberg*. Un nouveau pacte de non-aggression est signé en mars 1971, les négociations avec les producteurs reprennent, mais traînent en longueur, et le boycott, suspendu pendant plusieurs mois, est relancé au printemps 1972 [1].

En 1973, l'*UFWOC*, qui est devenu entretemps l'*UFW* (*United Farmworkers*), affilié à l'*AFL-CIO*, demande à ses partisans de ne plus acheter de raisins de table californien. En effet, les employeurs refusent de renouveler les contrats de 1970, rejetent l'idée d'une convention collective unique qui s'appliquerait à tout le secteur de la vigne, et font, à leur tour, appel aux *Teamsters*. Pendant trois mois, les hommes de main engagés par ces derniers et les grévistes s'affrontent dans les vignobles des vallées de Coachella et de San Joaquin. Face à la multiplication des arrestations — 3 500 entre avril et août 1973 — et à la montée de la violence — des dizaines de personnes sont blessées, deux ouvriers trouvent la mort — Chavez décide de suspendre la grève et de concentrer les efforts de son organisation sur le boycott des raisins, auqel s'ajoute celui des vins de la compagnie *Gallo*, lorsque cette dernière, sous contrat avec l'*UFW* depuis 1967, se tourne également vers les *Teamsters*. [2]

2.2 Les opérations de boycott au Texas

Afin de mettre en œuvre tous ces boycotts, des organisateurs sont envoyés dans les grandes villes du pays. Au Texas, le quartier général

1. Peter Hugh Georgi, « The Delano Grape Strike and Boycott : Inroads to Collective Bargaining in Agriculture, » Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Pesticides and the Farmworker* 803-804 ; R. B. Taylor, *Chavez* 264, 248-250 ; Don Dressler, « Look at What's in the Contracts, » *California Farm Bureau Monthly* Sept 1970 : 1.
2. R. B. Taylor, *Chavez* 304- 306, 320.

est installé à McAllen, dans la vallée. Par la suite, des « maisons du boycott » sont ouvertes à Houston et à San Antonio, et des comités de soutien se forment dans d'autres villes de l'État. Les opérations sont dirigées par Bill Chandler, épaulé par six bénévoles travaillant à plein temps en 1972, et seize en 1974. Ces volontaires viennent des quatre coins du pays, sont nourris et logés, soit par des sympathisants, soit dans une « maison du boycott », et reçoivent cinq dollars par semaine. Leur rôle est d'entrer en contact avec les grossistes et les détaillants, de constituer des piquets devant les magasins et les supermarchés qui refusent de coopérer, de mettre sur pied des comités d'éducation des consommateurs.

Ouvriers et sympathisants trouvent des informations et des conseils dans le bulletin de la section texane de l'*UFW* — l'*UFWOC Texas Newsletter* —, dans les journaux du syndicat dans la vallée — *Ya Mero !*, puis *El Campesino* et *La Voz del Cuhamil* —, dans le *Texas Observer*, un bi-mensuel progressiste qui soutient depuis longtemps la cause des ouvriers agricoles, et dans le bulletin mensuel de l'*UFW*, le *Farmworker*. Dans ces publications, on donne les dernières nouvelles du boycott et l'on fait régulièrement appel au soutien des lecteurs, auxquels on demande contributions financières et assistance matérielle — vieilles voitures, meubles usagés, et surtout fournitures de bureau sont très prisés. On recherche, encore et toujours, des bénévoles. On annonce les diverses manifestations destinées à recueillir des fonds au profit des ouvriers agricoles. On propose des auto-collants, des posters de Chavez, des timbres commémoratifs, des bijoux représentant l'aigle noir, symbole de l'*UFW*, des disques — *El Corrido de Delano* —, des livres — *Huelga* de E. Nelson, et *Basta*, *La Historia de Nuestra Lucha*, de G. Ballis [1].

On fait aussi régulièrement le point sur la liste des produits à boycotter, et l'on recommande de n'acheter que les raisins et la laitue portant sur l'emballage la marque du syndicat, les exploitants essayant en effet d'écouler leurs récoltes en utilisant de fausses mentions. La laitue cueillie dans la basse vallée du rio Grande est également proscrite, car elle vient de *La Casita*, une filiale de *Harden Farms*, une compagnie de Salinas qui refuse de négocier avec Chavez. À partir de mai 1972, il faut refuser la laitue en provenance de l'Arizona, cet État ayant passé une législation très répressive à l'encontre des travailleurs de l'agriculture. Les pantalons de la firme *Farah* sont bientôt ajoutés aux produits mis à l'index par l'*UFW* : ses employés, en presque totalité hispaniques, sont en grève, à El Paso et San Antonio, pour obtenir la reconnaissance d'une section syndicale de l'*Amalgamated Clothing Cutters Union of America* et la signature d'une

1. *Farm Worker* Nov.-Dec. 1972 : 1-3 ; « 1972 and the Farmworkers, A Plea for Your Help, » *Farm Worker* Feb. 1972 : 4-5 ; « Help ! » *Farm Worker* May 1972 : 6.

convention collective. On dispense par ailleurs des conseils à ceux qui voudraient participer plus directement encore à l'organisation du boycott. Ils peuvent, par exemple, rejoindre les piquets en place devant les supermarchés, en général le samedi et le dimanche, faire circuler des pétitions, et recueillir des engagements individuels dans leur quartier, leur paroisse, leurs clubs... Les sympathisants sont invités à s'adresser directement aux propriétaires et gérants des restaurants et supermarchés qu'ils ont l'habitude de fréquenter [1].

Dans cette lutte contre les producteurs, le syndicat bénéficie du soutien de ses alliés traditionnels, au Texas comme en Californie. Plusieurs élus « libéraux », qu'ils soient mexicains-américains, noirs ou *anglos,* prennent position en faveur des *campesinos*, et en septembre 1972, la convention des démocrates du Texas qui se tient à Houston adopte une résolution en faveur du boycott, après beaucoup de remous, il est vrai. Nombre de formations mexicaines-américaines, anciennes ou récentes, se joignent à la campagne — *LULAC, GI Forum, Committee on Mexican American Affairs, Las Hermanas, Brown Berets, MAYO, PASO, Raza Unida Party*. Des associations d'étudiants, des groupes de lutte contre la discrimination et la pauvreté — *American Friends Service Committee, Urban League, Operation Breadbasket*... —, ainsi que les dirigeants de la fédération *AFL-CIO* du Texas et plusieurs syndicats de l'État proclament leur volonté d'aider l'*UFW*. Des organisations religieuses — *Southern Christian Leadership Conference*, *Texas Catholic Conference*, *Hispanic American Ministries*, *Mexican American Catholic Alliance*, *Padres Asociados Por Derrechos Religiosos Educativos y Sociales (PADRES)*... — apportent également leur concours. Les *Houston Metropolitan Ministries* (*HMM*), par exemple, publient une brochure intitulée *Position Paper in Support of the United Farm Workers of America*, forment un comité de soutien et mettent des conférenciers à la disposition de tous ceux qui désirent s'informer. Les évêques Patrick Flores de San Antonio, John Morkovsky du diocèse de Galveston-Houston, l'archevêque Francis J. Furey de San Antonio, le rabbin Moshe Cahana de Houston, et bien d'autres encore, s'engagent publiquement à boycotter les producteurs californiens. En septembre 1972, syndicalistes, élus politiques, étudiants et autres sympathisants participent à des messes célébrées en l'honneur des ouvriers agricoles à San Antonio et

1. *Farm Worker* Sept.-Oct. 1972 : 1 ; Molly Ivins, « All Right, Everybody, Read This ! It's about the Lettuce Boycott, » *Texas Observer* 7 Nov. 1972 : 10 ; « No Lettuce — We Really Mean It, » *Farm Worker* Sept.-Oct. 1972 : 2 ; « The Next Time You Shop, » *Farm Worker* Nov.-Dec. 1972 : 6 ; Jim Harrington, « Filosofia del Boicoteo, » *El Campesino* 5 Nov. 1973 : 2 ; Antonio Orendain, « No Que No, » *El Campesino* 26 Dec. 1973 : 2 ;*Farm Worker* Sept.-Oct. 1972 : 2 ; *Farm Worker* Nov.-Dec. 1972 : 4.

Houston, à l'occasion du *Labor Day* [1].

Néanmoins, appels et conseils ne suffisent pas à mobiliser l'opinion : le comité d'action, qui s'est donné pour but d'obtenir 100 000 engagements individuels — moins de 1 % de la population du Texas —, en a recueilli moins de 17 000 en novembre 1972. Le syndicat pâtit d'une forte opposition au boycott. Certes, de nombreux supermarchés acceptent de coopérer avec l'*UFW*, mais beaucoup d'autres chaînes — *Safeway*, *J. C. Penney*, *Handy Andy* — refusent. Le gouverneur Dolph Briscoe, un démocrate conservateur, grand propriétaire terrien du sud du Texas, se montre particulièrement hostile, et la résolution de la convention démocrate de septembre 1972 déchaîne sa fureur. Un autre ami des exploitants, le sénateur Wayne Connally, de Floresville, fait circuler des copies du rapport que le *California State Senate Committee on Un-American Activities* a consacré en 1967 à l'*UFWOC*. Le comité concluait alors que si les membres du syndicat n'avaient pour but que l'amélioration de leurs salaires, des agitateurs extérieurs participaient à la grève de Delano dans un but subversif, et poussaient les dirigeants à dicter leurs conditions aux producteurs, à l'État et au gouvernement fédéral. Dans la vallée, un comité anti-boycott regroupant producteurs, expéditeurs et emballeurs est constitué pour contrer les efforts du syndicat, et exprime son opposition à toute tentative d'organisation des travailleurs de l'agriculture. Les médias, en particulier dans le sud du Texas, se font très souvent les porte-paroles du lobby agricole, et parmi les écclésiastiques, le boycott est loin de faire l'unanimité. Certains, d'ailleurs, quittent la *Texas Conference of Churches*, car ils refusent des méthodes contraires, selon eux, aux valeurs chrértiennes. Au sein même de la communauté hispanique, enfin, des divergences apparaissent quant à l'opportunité de telles actions [2].

Les boycotts ne remportent donc pas de véritables succès au Texas, mais le syndicat de Chavez rencontre également de grandes difficultés ailleurs, d'autant plus que le conflit se déplace bientôt sur le terrain législatif.

2.3 L'*Agricultural Labor Relations Act*

Dans l'ensemble du pays, l'UFW recueille moins de 200 000 engagements individuels sur le million espéré. Les employeurs ne désarment

1. *Farm Worker* Sept.-Oct. 1972 : 1 ; « Labor Day Mass Supports Farmworkers, » *Farm Worker* Sept.-Oct. 1972 : 6.

2. Nelson Antosh, « Anti-Boycott Group May Go Statewide, » *Houston Chronicle* 4 Feb. 1971 ; « Y el ejemplo Americano ? » *Ya Mero !* 2 Jan. 1971 : 1-2. ; *El Campesino* 25 Dec. 1974 : 9 ; « Revolucionaros de collegio, » *La Voz del Cuhamil* 20 Mar. 1975 : 3.

pas et continuent à signer des contrats avec les *Teamsters*, qui dépensent 100 000 dollars par mois pour leur campagne et bénéficient de la « protection » de l'administration Nixon, les enquêtes du *FBI* sur les relations entre le syndicat et la maffia sont suspendues, et les départements de la Justice et du Travail n'interviennent plus dans le conflit entre *Teamsters* et *UFW*, à moins que leur action ne soit défavorable à l'organisation de Chavez. Par ailleurs, quatre jours après la reprise du boycott des laitues, au printemps 1972, un envoyé du département de la Défense rencontre les dirigeants de 35 compagnies de Salinas pour passer des achats massifs de légumes. Le département n'en est pas à son coup d'essai : lors du premier boycot, celui des raisins de table, l'armée avait, soudain, plus que doublé sa consommation de raisin — 3500 tonnes en 1967-1968 et 8000 tonnes en 1968-1969 — ; et d'après un rapport du département du Travail, la Défense achète, en 1969 et 1970, une partie de ses laitues à *Bud Antle, Inc.*, une entreprise sous contrat avec les *Teamsters*, et l'une des plus acharnées contre l'*UFW* [1] .

L'administration Nixon appuie par ailleurs les tentatives de « neutralisation » du syndicat engagées par le lobby agricole sur le plan législatif. En effet, après s'être opposés pendant des décennies à ce que l'agriculture soit couverte par le *NLRA*, les exploitants découvrent des vertus à une loi qui interdit, entre autres, le boycott secondaire. Dès 1969, Nixon réclame une étude sur les possibilités d'application du *Taft-Hartley Act* à ce secteur économique, et des propositions de loi allant dans ce sens sont ensuite introduites au Congrès. Les législateurs n'ayant pas donné satisfaction au président, le *National Labor Relations Board* tente, en mars 1972, d'obtenir d'une cour de justice de Fresno un arrêté interdisant le boycott à l'*UFW*, arguant du fait que le syndicat, affilié à l'*AFL-CIO* depuis le début de l'année, serait désormais couvert par le *NLRA*.

De son côté, Chavez refuse de renoncer à ce qu'il considère comme le moyen d'action le plus efficace des *campesinos*, et réclame, pour l'agriculture, une législation incluant les dispositions de la première version du *NLRA*, avant les amendements des lois *Taft-Hartley* (1947) et *Landrum-Griffin* (1959) qui limitent sévèrement l'utilisation du boycott et interdisent le recours au boycott secondaire. L'UFW demande donc à ses partisans de se mobiliser et de faire pression sur leurs élus pour que le *NLRB*

1. Rick Beban, « Can Chavez Win ? » *Ramparts* Dec. 1974-Jan. 1975 : 19 ; R. B. Taylor, *Chavez* 318, 326 ; Daniel Guérin, *Le mouvement ouvrier aux États-Unis de 1866 à nos jours* (Paris : Maspero, 1977) 194 ; Edward J. Walsh, « Mobilization Theory Vis-à-Vis a Mobilization Process : The Case of the United Farm Workers Movement, » *Research in Social Movements, Conflict and Change* (Greenwich : Ai Jai P, 1978) 168 ; *Farm Worker* May 1972 : 6.

revienne sur sa décision. Le syndicat obtient satisfaction quelques mois plus tard [1].

Au niveau des États, le lobby agricole se montre très actif et fait le siège des législatures pour qu'elles adoptent des lois restreignant les possibilités d'action des ouvriers agricoles. Dans l'Oregon, l'*UFW* obtient le veto du gouverneur à une loi directement inspirée par le *Farm Bureau*, mais le syndicat ne peut empêcher le passage de législations similaires dans l'Idaho en mars 1972, l'Arizona en mai 1972, et le Kansas en juillet 1972. C'est dans l'Arizona que sont votées les dispositions les plus répressives : la grève y devient pratiquement impossible, les saisonniers sont exclus des élections, les procédures de médiation sont très lourdes, et le boycott secondaire est prohibé. En novembre, c'est le tour de la Californie où les producteurs soumettent une proposition de loi, *Farm Labor Relations Initiative*, dite *Proposition 22*, aux électeurs. Mobilisant toutes ses troupes, l'UFW obtient le rejet du projet. L'élection de Jerry Brown, un démocrate plutôt favorable à *La Causa* en dépit de quelques réticences, au poste de gouverneur en novembre 1974, fournit au syndicat un allié de poids, et en mai 1975, après une campagne longue et difficile, la législature de l'État vote l'*Agricultural Labor Relations Act* (*ALRA*) défendu par l'*UFW* [2].

La nouvelle loi prévoit l'annulation de tous les contrats en vigueur à ce moment-là, et donc de toutes les conventions collectives signées par les exploitants avec les *Teamsters*. Un comité de cinq membres, l'*Agricultural Labor Relations Board*, est chargé de veiller au bon déroulement d'élections permettant aux employés de choisir leur organisation. Le droit de participation des saisonniers est garanti, car on tient compte des fluctuations dans le nombre des employés pour la date des élections. L'obligation d'appartenance au syndicat avant l'embauche est prohibé, mais est possible après l'embauche, si les deux parties sont d'accord sur ce point, et les cotisations sont payées une fois par mois. Le boycott secondaire est interdit, mais un syndicat qui a gagné des élections peut en appeler aux consommateurs, si l'employeur refuse de négocier. Avec le passage de l'*ALRA*, l'*UFW* renonce donc au boycott. À l'instar des autres comités, celui du Texas suspend ses opérations. Néanmoins, la section texanne du syndicat poursuit ses activités dans la vallée, notamment dans le domaine de l'information.

1. Antonio Orendain, « Oigan, Srs. Kika y Tower, » *Ya Mero !* 13 Apr. 1972 : 7 ; « Kika nos desconoces, » *Ya Mero !* 6 Apr. 1972 : 1 ; « It Was Only with You, » *Farm Worker* May 1972 : 3.

2. « The Farm Bureau, » *Farm Worker* May 1972 : 4 ; « Arizona Slavery, Farm Bureau Style, » *Farm Worker* June 1972 : 3.

3 Les campagnes d'information et de sensibilisation

Tout en servant de courroie de transmission pour des opérations de boycotts orchestrées par le syndica en Californie, la section *UFWOC/UFW* du Texas cherche également à construire un réseau de soutien dans la basse vallée du rio Grande. Pour surmonter les obstacles qui ont fait échouer les grèves de 1966 et 1967, il faut préparer non seulement les ouvriers, mais aussi la population, en sensibilisant, en éduquant, et ce au moyen de réunions, et surtout de publications et d'émissions de radio.

Le *Farmworker* et l'*UFWOC Texas Newsletter* ont déjà été mentionnés, ainsi que le journal bi-mensuel *Ya Mero !* — « Presque » ou « Très Bientôt ». Par la suite, on peut lire *El Campesino*, entre 1972 et 1974, puis *La Voz del Cuhamil*, qui devient plus tard *El Cuhamil*, d'après le nom des terres abandonnées aux Indiens pendant la période coloniale. Par ailleurs, à partir de juillet 1969, Orendain dispose, du lundi au samedi, à six heures du matin, d'un programme d'un quart d'heure sur *Radio KGBT*, à Harlingen, *La Voz del Campesino*.

Le *Farmworker*, destiné à un public *anglo* et hispanique essentiellement urbain, est en anglais. Mais, pour toucher le plus grand nombre de gens dans des comtés où la plupart ne maîtrisent pas cette langue, *Ya Mero !* et *El Campesino* sont en espagnol, l'*UFWOC Texas Newsletter* et *El Cuhamil* bilingues. Quant à La *Voz del Campesino*, le programme se déroule en espagnol, car il est également diffusé au Mexique. Des lettres de régions aussi éloignées que le Yucatan parviennent au syndicat, attestant de l'intérêt porté par les travailleurs mexicains à ses activités.

Les fonds viennent en partie des ventes et des abonnements — 2,50 dollars par an pour *Ya Mero !*, qui tire à 5 500 exemplaires, 3,50 dollars pour *El Campesino*, et 4,50 dollars pour *El Cuhamil*. Les organisateurs reçoivent aussi une aide financière de l'*UFW* de Californie et de la fédération *AFL-CIO* du Texas, qui accorde 5 000 dollars par an — le programme de radio à lui tout seul coûte près de 400 dollars par mois.

Le syndicat rencontre parfois des difficultés pour diffuser ses informations. Ainsi Orendain doit soumettre le contenu de son émission à l'avance aux responsables de la station, mais ces derniers peuvent difficilement exercer une censure véritable sans risquer un procès, car ils consacrent de nombreuses plages horaires aux producteurs. Dans certaines localités, les autorités tentent de s'opposer à la vente des journaux. C'est le cas à Pharr, par exemple : ceux qui proposent *Ya Mero !* aux automobilistes sont arrêtés pour trouble de l'ordre public, alors que les vendeurs du *Monitor*, quotidien très conservateur de la vallée, n'ont aucun problème.

Que ce soit par écrit ou à la radio, l'*UFW* tente d'abord de donner un maximum de renseignements sur les possibilités d'emploi, les modes de recrutement et les salaires. Il est féquemment fait mention de tout ce qui constitue le lot quotidien du *campesino* : son travail dur et mal payé, son exploitation par les employeurs, les embaucheurs et les transporteurs, la vie dans des camps insalubres, les accidents et la maladie, le manque d'argent... Les exploitants qui, au Texas ou dans d'autres États, ne respectent pas les propositions faites en matière de journées de travail et de rémunérations et qui offrent des logements dans un état déplorable, sont d'ailleurs dénoncés. D'autre part, la détermination des ouvriers à combattre l'injustice qui leur est faite est maintes fois soulignée. Les lecteurs sont donc tenus au courant des conflits qui ont lieu dans d'autres régions du pays, et les succès remportés ici ou là sont salués avec enthousiasme. Par l'intermédiaire de *La Voz del Campesino*, les Mexicains sont informés de ce qui se passe aux États-Unis, de ce qui les attend et des efforts en cours pour améliorer la situation des travailleurs de l'agriculture, quelle que soit leur origine.

L'histoire de l'*UFW* est retracée, la première grève, le premier boycott et les premières victoires remémorées, et il est rappelé aux *campesinos* que s'ils ont beaucoup d'ennemis, ils ont aussi de nombreux alliés dans le mouvement syndical, parmi les « libéraux » et au sein des Églises. L'accent est mis sur la nature particulière de l'*UFW*, non seulement syndicat mais aussi mouvement social par sa philosophie et son approche — choix de la non-violence, esprit de sacrifice, recours à des volontaires peu payés et à des bénévoles, absence de hiérarchie, mise sur pied de services pour les adhérents dans le domaine de la santé, de l'aide financière et légale, de l'éducation et de la formation.

Les contrats signés par l'*UFW* sont avantageusement comparés à ceux proposés par les *Teamsters*, auxquels il est reproché : de ne chercher en aucune manière à modifier les structures d'emploi, l'une des sources de l'exploitation des ouvriers ; de conserver des liens avec les embaucheurs et autres recruteurs professionnels ; de ne pas inclure des dispositions permettant le recrutement à l'ancienneté, la protection contre les pratiques discriminatoires à l'embauche ou les renvois injustifiés, et des clauses de succession en cas de vente de l'exploitation ; de ne pas faire mention de congés payés ni de paiement d'heures supplémentaires. Certes, les salaires offerts par les *Teamsters* sont comparables à ceux de l'*UFW*, et les avantages liés au contrat incluent un plan de retraite et le paiement d'indemnités en cas de maladie et d'accident. Toutefois, les conditions requises pour en bénéficier excluent tous les migrants et les saisonniers, c'est-à-dire pratiquement tous les ouvriers agricoles couverts par ces contrats.

Par contre, les membres de l'*UFW* disposent d'une mutuelle, le *Robert Kennedy Health and Welfare Fund*, et d'un *Social Service Fund* ouverts à tous et subventionnés par les exploitants eux-mêmes — 10 cents de l'heure pour le *Kennedy Fund* et deux cents par caisse de raisins pour le centre social. L'absence de droit de regard des *campesinos* sur la gestion des *Teamsters* est également régulièrement soulignée. Il n'existe pas, en effet, dans ce syndicat, de comités de travailleurs ayant la responsabilité de la gestion des contrats et des relations avec les employeurs, alors que c'est le principe même du fonctionnement de l'*UFW*.

La question des produits chimiques, un sujet de préocupation pour les *campesinos*, est fréquemment abordée. Les exploitants ont en effet de plus en plus recours à des pesticides très toxiques, en particulier pour le système nerveux. En outre, des États comme le Texas font une grosse consommation de défoliants, de même nature que le fameux agent orange largement utilisé au Vietnam et connu pour être à l'origine de malformations congénitales. Certains de ces produits sont mortels, même à petites doses. Les ouvriers, qui rentrent dans les champs, sans protection aucune, peu de temps après la vaporisation, souffrent de nausées, de vertiges, de dermatoses, de troubles de la vue, d'asthme... Il est rappelé que, contrairement aux *Teamsters*, l'*UFW* inscrit dans ses contrats l'obligation, pour les agriculteurs, d'avertir les travailleurs de l'utilisation de produits chimiques et de les informer de la nature de ces produits et de la quantité utilisée. Les employeurs doivent également mettre, dans les champs, des toilettes et de l'eau potable à la disposition des travailleurs, et fournir les équipements de protection nécessaires.

Les *campesinos* se voient donc adjurés de rejeter les propositions des *Teamsters*, alliés puissants et dangereux des producteurs qu'ils confortent dans leur pouvoir, même si certains ouvriers, en général des migrants, s'indignent d'avoir à payer des cotisations pour les périodes pendant lesquelles ils ne travaillent pas en Californie, ou refusent un système d'embauche qui donne la priorité à d'autres, répartit les familles dans des exploitations différentes, et bannit l'emploi des enfants. L'importance cruciale de la solidarité dans une lutte qui ne portera peut-être ses fruits que dans un lointain avenir est, encore et encore, mise en avant.

L'appartenance à l'*UFW* est présentée comme un apprentissage à la démocratie, chacun se devant d'intervenir et de donner son opinion. Par exemple, à la radio, on lit des lettres d'ouvriers agricoles, favorables ou non au syndicat, car, selon les responsables, cela ne peut que renforcer la cohésion de l'organisation. Les réunions qui se tiennent au quartier général font également l'objet de compte-rendus détaillés — les ouvriers y discutent de l'avenir de leur formation au Texas, du boycott, des pra-

tiques des producteurs, des problèmes rencontrés dans chaque exploitation... En septembre 1973, *El Campesino* consacre ses colonnes à la première convention constitutionnelle de l'*UFW* qui se tient à Fresno, en Californie, et explique le pourquoi de cette assemblée : nécessité d'établir de nouveaux statuts pour l'organisation, d'élire un bureau directeur, de réunir des membres venus de plusieurs régions du pays pour comparer la nature des problèmes qui se posent aux ouvriers agricoles, de prendre des décisions quant à l'orientation de la politique du syndicat et d'en coordonner les activités. Les délégués, 414 en tout, ont été choisis par les sections syndicales au sein de chaque exploitation, et les *campesinos* texans envoient huit des leurs participer à la convention.

Tout est donc fait pour briser l'isolement de l'ouvrier, souvent migrant, l'aider à comprendre son rôle dans un système économique et social donné, à déterminer qui sont ses véritables « ennemis », à se voir comme appartenant à un groupe exploité depuis des décennies en tant que travailleur et membre d'une minorité ethnique, à espérer que la solidarité et l'union pourront un jour changer les choses. Les journaux forgent une conscience collective en évoquant des épisodes de l'histoire du Mexique, en faisant revivre des personnages de l'indépendance ou de la révolution mexicaine, en parlant des luttes menées dans le passé.

Dans la vallée, la création d'un *National Farmworkers Service Center,* amplement rapportée, est l'occasion de mobiliser les énergies et de créer de nouveaux liens, de même que la construction d'*El Cuhamil*, quartier général et lieu de rencontre et de services. Pour mieux renforcer ce sentiment d'appartenance à un groupe et à une communauté, de nombreuses pages sont consacrées à d'autres aspects de la vie des Hispaniques de la région : articles sur les différentes *colonias* ; publicité pour des établissements commerciaux tenus par des Mexicains-Américains — garages, essentiels pour des gens amenés à se déplacer très souvent, boulangeries, qui acceptent les bons alimentaires du gouvernement et proposent pains et gâteaux mexicains, restaurants, cafétérias et discothèques —, pour des groupes musicaux et des films. La politique locale occupe aussi une place de choix. La participation de l'organisation au développement des programmes de lutte contre la pauvreté qui sont peu à peu mis en place, dans la vallée, et dans le reste du Texas, l'ancre davantage encore dans la communauté hispanique [1].

1. Extraits de : *La Voz del Cuhamil ; Ya Mero !* (Voir documents annexes, figure 2 p. 372 à 12 p. 382)

La « Grande Société » en milieu rural : les programmes

1 Les types de programmes

La lutte contre la pauvreté commencée au milieu des années soixante prend de l'ampleur et les ouvriers agricoles, qui, de par leur statut économique, peuvent bénéficier de l'ensemble des services sociaux peu à peu mis en place, ont également accès à des projets spécifiquement destinés aux saisonniers et aux migrants.

Certains programmes sont conçus et dirigés par le gouvernement fédéral et les États. Au niveau national, la gestion en est assurée par l'*Office of Economic Opportunity* (*OEO*), qui devient plus tard la *Community Services Administration* (*CSA*), le département de la Santé, de l'Education et de l'Aide Sociale, le département du Travail, et le département de l'Agriculture. Les subventions sont réparties entre les États, qui apportent également une contribution financière, assurent la mise en place de ces programmes, et parfois créent leurs propres projets. Au Texas, de nombreux organismes sont impliqués dans la « Guerre contre la pauvreté » : *Texas Office of Economic Opportunity*, *Texas Department of Public Welfare*, *Texas Department of Health*, *Texas Department of Community Affairs*, *Texas Education Agency*, *Texas Employment Commission*, et *Texas Rehabilitation Commission*. Par ailleurs, la *Good Neighbor Commission*, créée en 1943 pour s'occuper des problèmes économique, sociaux et culturels des Mexicains-Américains du Texas et resserrer les liens entre cet État, le Mexique et d'autres pays latino-américains, est chargée, après la suppression du *Texas Council on Migrant Labor*, en 1965, d'établir régulièrement des rapports sur les travailleurs de l'agriculture. En 1970, la *GNC* supervise une *Inter-Agency Task Force on Migrant Labor* qui évalue les programmes en cours et formule un certain nombre de propositions. En 1974, est constitué le *Governor's Office of Migrant Affairs* (*GOMA*) qui coordonne

les opérations des agences fédérales et d'État, mène des enquêtes sur les besoins des ouvriers agricoles, recueille et diffuse les informations.

D'autres programmes sont mis sur pied au niveau local par les municipalités, les comtés, des groupes d'action communautaires et des associations diverses, qui reçoivent une aide financière, non seulement du gouvernement fédéral et des États, mais aussi de fondations privées — *Ford Foundation*, *Playboy Foundation*, *Irwin-Sweeney-Miller*, etc. —, et d'organisations religieuses. La *Texas Conference of Churches* chapeaute ainsi les activités des différentes Églises en faveur des Hispaniques en général et des ouvriers agricoles en particulier. D'autre part, l'Église catholique — *Commission of Mexican American Affairs*, *Campaign for Human Development* —, l'Église méthodiste — *Rio Grande Conference* — et l'Église baptiste — *Rio Grande River Ministry* — sont très présentes dans la vallée, de même que l'association *PADRES*, constituée en 1970 par des prêtres mexicains-américains militants.

L'une des idées clés de la « Guerre contre la pauvreté » est qu'il faut, dans une certaine mesure, impliquer les pauvres dans l'élaboration et la gestion des programmes qui leur sont destinés, et ce au niveau local. C'est dans ce but que l'*Economic Opportunity Act* crée les *Community Action Agencies*. Par conséquent, si nombre d'organismes publics et d'organisations privées se contentent de canaliser et de répartir des subventions de tous ordres, il en est d'autres qui mettent davantage l'accent sur la participation des bénéficiaires à la mise en place des programmes conçus pour eux. Il arrive parfois que les intéressés eux-mêmes fassent des propositions et, d'une certaine manière, s'approprient cette lutte contre la pauvreté en montant des projets répondant à leurs besoins et ancrés dans leur communauté. C'est le cas de plusieurs associations regroupant les *campesinos* et leurs familles, en particulier dans la vallée. Qu'ils soient dus au gouvernement fédéral, à l'État, ou à des initiatives privées, c'est dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation et de la formation, ainsi que de la justice, que se multiplient les programmes d'aide aux plus défavorisés.

2 Les programmes fédéraux et d'état

2.1 Le logement

Le but est de fournir aux ouvriers agricoles des logements décents et salubres lors de la migration et dans leur lieu de résidence.

Le *Texas Department of Health* (*TDH*) dispose d'un bureau — le *Migrant Labor Camp Inspection Branch* — chargé de veiller à ce que les logements

temporaires proposés par les employeurs soient conformes aux normes édictées par le gouvernement fédéral. En 1970, la plupart des camps de migrants du Texas, situés dans les *High Plains*, souffrent de problèmes divers : construction, approvisionnement en eau potable, écoulement des eaux usées, protection contre les insectes, les rongeurs et les risques d'incendie. Le *TDH* fournit une liste des logements ayant reçu son approbation à la *Texas Employment Commission*, qui inspecte également les camps périodiquement, et ne peut, en théorie, adresser des travailleurs qu'aux exploitants respectueux des règlements [1].

Le département du Logement et de l'Urbanisme (*USDHUD*) et la *Farmers Home Administration* (*FHA*), qui dépend du département de l'Agriculture, sont les deux organismes fédéraux qui s'occupent des programmes dans ce secteur. L'*USDHUD* et la *FHA* proposent, entre autre, des prêts pour la construction de logements à loyers modérés. Trois projets voient le jour au Texas : 192 logements à Dimmit, dans le comté de Castro ; 38 et un dortoir pour 16 personnes à Sabinal, dans le comté d'Uvalde ; 128 à Plainview, dans le comté de Hale. Ces logements sont équipés d'une cuisinière et parfois d'un régrigérateur, le loyer varie entre 12,50 dollars et 15 dollars par semaine, eau, gaz et électricité compris [2] .

La *FHA* aide également les familles à bas revenus des zones rurales à acheter, construire ou améliorer leur résidence. Des organisations comme le *Mexican American Unity Council* apportent conseil et soutien aux intéressés. Dans le comté de Hidalgo, on a recours à des ouvriers en formation professionnelle dans le bâtiment pour construire de nouvelles maisons, et l'*Associated City-County Economic Development Corporation*, une société subventionnée par le gouvernment fédéral, sert d'intermédiaire. Le diocèse de Brownsville de l'Église catholique et la *TCC* participent aussi à des projets de construction ou d'amélioration de l'habitat financés par le gouvernement fédéral [3].

2.2 La santé

Le *Texas Department of Health*, qui distribue des fonds à 68 organismes de santé au niveau des comtés ou des districts urbains, gère également les *Texas Migrant Health Projects* subventionnés par le département de la Santé, de l'Education et de l'Aide Sociale (*USDHEW*), dans le cadre du *Migrant Health Act* de 1962. Le but est d'améliorer les services de santé

1. Inter-Agency Task Force on Migrant Labor, *Special Report* (Austin : Dec. 1970) 101.
2. Inter-Agency Task Force on Migrant Labor 203, 24.
3. National Farmworker Information Clearinghouse (NFIC), *Farmworker Programs in Texas*, rev. ed. (Austin : Juarez Lincoln U, 1975) 6.

dans les régions où vivent et travaillent les ouvriers agricoles, et de donner à la plupart d'entre eux la possibilité de bénéficier, souvent pour la première fois, de soins médicaux. On crée des dispensaires dans une vingtaine de comtés du sud, du centre, et de l'ouest du Texas, ainsi que dans le *Panhandle*, dans des zones parfois jusqu'alors dépourvues de tout centre de santé. Quelques-uns sont ouverts en permanence et d'autres quelques jours par semaine ou par mois seulement. Ces cliniques offrent examens, traitement et suivi en médecine générale, proposent parfois des soins dentaires, donnent des conseils dans les domaines de l'hygiène et de l'alimentation, s'occupent de prévention. Les patients ne pouvant être traités sur place sont envoyés chez des médecins ou des paramédicaux libéraux de la ville ou de la région, les personnes âgées et les indigents ayant en effet droit à une aide dans ce domaine à partir de 1965 grâce aux programmes fédéraux *Medicare* pour les premiers, et *Medicaid* pour les seconds. Le planning familial, la *Texas Commission on Alcoholism* et le *Texas Department of Mental Health and Mental Retardation* ouvrent également des centres de consultation dans les comtés où vivent de nombreux saisonniers et migrants [1].

Les ouvriers agricoles quittant leur lieu de résidence pendant des périodes plus ou moins longues, il est nécessaire d'adapter les services de santé à cette migration. C'est le rôle du *Migrant Health Referral Project*, dirigé par la *Texoma Association*, dans plus de 30 comtés du sud du Texas et dans l'Idaho, l'Illinois, l'Indiana, le Michigan, le Minnesota, l'Ohio et le Wisconsin. Il s'agit d'assurer le suivi médical des *campesinos* et de leurs familles pendant leurs déplacements en encourageant la coopération entre cliniques d'États différents, en informant régulièrement les migrants des possibilités qui leur sont offertes et en les aidant dans leurs démarches auprès des autorités locales. À partir de 1973, le *Migrant Hospitalization Program*, assez semblable à *Medicare*, permet à ces ouvriers agricoles d'avoir accès à des soins hospitaliers en-dehors de leur région d'origine [2].

Beaucoup d'efforts enfin sont faits dans le domaine de la lutte contre la malnutrition. L'*Office of the Governor's Committe on Aging* offre aux plus âgés un repas équilibré par jour, le transport jusqu'au centre étant pris en charge, ainsi que des conseils d'hygiène alimentaire. Grâce au *National School Lunch Program* certains enfants peuvent manger gratuitement à l'école et le *Food Stamp Bonus Coupons Program* permet la distribution de bons d'alimentation aux plus démunis. Ces deux programmes

1. National Farmworker Information Clearinghouse (NFIC) 40-42 ; « Earthbond Goes to Texas, » *Earthbond* Mar. 1975 : 1.
2. NFIC 44, 9-10.

sont subventionnés par le département de l'Agriculture (*USDA*), ainsi que le *Women, Infants and Children Nutritional Program*, qui s'adresse aux femmes enceintes, ou qui allaitent, et aux enfants de moins de quatre ans — il s'agit là aussi d'un système de bons, échangeables pour des produits bien précis. Les crèches et les garderies s'occupent aussi de l'alimentation et du suivi médical des jeunes enfants. Les fonds proviennent de l'*Office of Child Development* de l'*USDHEW* et de l'État. Dans la vallée, le *Texas Migrant Council* gère ces centres, ouverts d'octobre à mai — et de juin à septembre dans l'Idaho, l'Indiana, l'Illinois, le Michigan, l'Ohio, l'Oregon, le Wisconsin [1].

2.3 L'éducation

L'éducation constituant un élément clé dans la lutte contre la pauvreté, de nombreux programmes voient le jour dans ce domaine, par exemple *Head Start*, créé par l'*Office of Child Development* de l'*USDHEW*, et destiné à développer, chez les enfants de trois à cinq ans, la personnalité corporelle, intellectuelle et affective, et à favoriser l'apprentissage social. À partir de 1967, dans le cadre du *Title I, Migrant Education* du *Elementary and Secondary Education Act*, les États reçoivent des subventions pour des projets destinés aux enfants de saisonniers et de migrants âgés de cinq à dix-sept ans, ceux dont les parents ont arrêté de migrer y ayant encore droit pendant cinq ans.

La *Migrant Division* de la *Texas Education Agency* utilise ces fonds fédéraux, auxquels s'ajoutent des fonds d'État et locaux, pour le *Texas Child Migrant Program* : l'*Early Childhood Program* couvre le jardin d'enfants, et le *Migrant Kindergarten Program* propose des subventions complémentaires pour le paiement de soins médicaux, l'achat de vêtements, de nourriture, et de matériel pédagogique aux écoles recevant un fort pourcentage de migrants ; le *Summer Child Migrant Program* offre des activités diverses, éducatives et autres, pendant les mois d'été ; les *Secondary Programs* permettent aux élèves de bénéficier d'heures de tutorat après la classe ; l'*Enrichment Program* donne aux enfants la possibilité de suivre des cours supplémentaires, essentiellement d'expression orale et de lecture. Un programme d'éducation complet d'une durée de sept mois, d'octobre à mai, remplace l'ancien *Six and One-Half Month Program* : parfois regroupés dans une même classe, les élèves prennent souvent les cours après l'école : en plus des activités éducatives, ils ont droit à des services divers — suivi médical, aide psychopédagogique, conseil et orientation,

1. NFIC 73, 8, 46-47 ; Texas Employment Commission, *Texas Farm Labor and Rural Manpower*, Annual Report (Austin : TEC, 1971) 26.

aide financière. Enfin, grâce à l'*Interstate Cooperation Project*, des enseignants ont la possibilité de suivre les enfants d'ouvriers agricoles dans leur migration : les professeurs vont dans les camps d'hébergement, établissent des contacts avec les parents, informent les familles, coopèrent avec les écoles locales, et acquièrent eux-mêmes une formation sur le tas en ce qui concerne les besoins des élèves [1].

L'éducation bilingue devient une préocupation majeure lorsque le Congrès instaure des programmes spécifiques en 1967 et dégage des fonds en 1968. Le Texas constitue l'*Office of International and Bilingual Education*, une division de la *Texas Education Agency*, en juillet 1969. Les enfants dont la langue maternelle est l'espagnol peuvent désormais bénéficier d'un enseignement bilingue au niveau des garderies, des maternelles, de l'école primaire et du secondaire. L'apprentissage linguistique s'accompagne d'une initiation à l'histoire et à la culture des Mexicains et des Mexicains-Américains [2].

Pour ceux qui sont exclus de tous ces programmes, car ils ont dépassé la limite d'âge, les *High School Equivalency Programs* peuvent être une solution. S'adressant à de jeunes migrants et saisonniers de 17 à 24 ans, les *HEPS* leur donnent les moyens de terminer leurs études secondaires dans quatre universités de l'État. D'autre part, le *Special Program for Economically and Educationally Disadvantaged Students* (SPEED) propose une remise à niveau — langues, expression orale et écrite, mathématiques. Quant aux *College Assistance Migrant Programs* (CAMPS), ils apportent aux saisonniers et migrants qui ont un niveau de fin d'études secondaires une aide financière et matérielle pendant deux semestres, en vue de la préparation d'un BA ou d'un BS [3].

Pour être menés à bien, tous ces projets exigent un personnel enseignant et administratif à la fois conscient des problèmes et des difficultés des migrants, et formé à des techniques appropriées. La *TEA*, les centres régionaux pédagogiques et les établissements d'enseignement supérieur proposent stages de formation, matériel pédagogique et méthodes d'évaluation.

2.4 La formation professionnelle et la réinsertion

En ce qui concerne les adultes, toute une gamme de programmes est prévue pour aider les ouvriers agricoles à changer d'activité ou à obtenir une qualification dans le domaine de l'agriculture, et ce afin qu'ils

1. NFIC 17-18 ; Inter-Agency Task Force on Migrant Labor 58.
2. Inter-Agency Task Force on Migrant Labor 78-80, 57-62.
3. NFIC 43-44, 54, 11.

puissent trouver des emplois réguliers et arrêter la migration. Les subventions viennent de l'*Office of Economic Opportunity — Migrant and Seasonal Farmworkers Branch (Title III-B)* — et du *Rural Manpower Service* du département du Travail (*USDOL*). En 1973, le Congrès vote le *Comprehensive Employment and Training Act* (*CETA*), qui remplace le *Manpower Development and Training Act* de 1962, le *Title I* de l'*Economic Opportunity Act* de 1964 et l'*Emergency Employment Act* de 1971. La nouvelle loi décentralise la gestion des projets, donnant une plus grande responsabilité aux États et aux autorités locales.

De nombreux *campesinos* n'ayant pas un niveau d'éducation suffisant, ils peuvent tout d'abord suivre des cours d'enseignement général de base. Ils s'inscrivent ensuite à des stages théoriques et pratiques préparant à un certain nombre de métiers dans le bâtiment, la mécanique, le secteur tertiaire, et ... l'agriculture. Ces formations sont dispensées par des organismes publics ou privés comme *Service, Employment, and Redevelopment*, patronné par la *LULAC* et le *GI Forum* et financé par le gouvernment fédéral : fondé en 1965 pour les résidents des *barrios* de Corpus Christi et de Houston, le *SER* étend très vite sa zone d'action à l'ensemble du Sud-Ouest et établit son quartier général à Los Angeles. À côté de ces stages de plus ou moins longue durée, il existe aussi des contrats emploi-formation qui donnent aux entreprises la possibilité d'embaucher saisonniers et migrants et de les préparer à des emplois permanents non agricoles. Le *Work Experience* permet à ceux qui veulent quitter l'agriculture et à ceux qui recherchent un poste temporaire entre deux migrations de travailler dans le secteur public et des organisations à but non lucratif [1].

Les organismes s'occupant de formation professionnelle sont chargés de contacter les saisonniers et les migrants chez eux, dans les camps d'hébergement ou dans les exploitations, de les informer, de les orienter et d'aider ceux qui ont suivi les stages à trouver un emploi. Le *Manpower, Education and Training, Inc.*, créé en 1970, est un modèle du genre. Organisation à but non lucratif recevant des subventions de l'État fédéral, le *MET* s'adresse aux ouvriers agricoles du Texas, vallée non comprise, et de Louisiane. Il y a d'abord huit semaines de stage avec formation générale, mise à niveau et adaptation socio-éducative. Puis, c'est l'installation au centre de Goodrich, dans le comté de Polk, qui comprend 40 maisons mobiles, une garderie, un dispensaire, une salle de loisirs. Pendant que les enfants reçoivent une éducation bilingue, les parents s'initient à la soudure, à la mécanique auto, aux métiers du bâtiment pour

1. NFIC 2 ; Vernon M. Briggs, Jr., Walter Fogel, and Fred H. Schmidt, *The Chicano Worker* (Austin : U of Texas P, 1977) 38 ; Romero 132.

les hommes, à ceux du secteur paramédical et à la puériculture pour les femmes. Ensuite, on aide ces familles à trouver un emploi et un logement, à s'intégrer dans leur nouvelle communauté, le *MET* gardant le contact avec les employeurs et les employés pendant quelques mois [1].

Les saisonniers et migrants handicapés ont également accès à des programmes de réadaptation et de réinsertion professionnelle, ceux de la *Texas Rehabilitation Commission*, dans la vallée, à San Antonio et dans le *Panhandle*. Quant aux ouvriers de 55 ans et plus, ils doivent s'adresser au *Senior Texans Employment Program*, de l'*Office of the Governor's Committe on Aging*, qui leur réserve des emplois dans des projets mis sur pied par la *Texas Farmers Union Community Development Association*, dans le cadre de l'aménagement des zones rurales. Enfin, à ceux qui désirent s'établir à leur compte comme artisans, commerçants ou petits entrepreneurs, le *Mexican American Council for Economic Progress* propose deux projets. Le premier consiste en une formation intensive d'initiation à la gestion, les migrants recrutés dans le sud du Texas suivant un stage de neuf semaines à Austin. Le second a pour but la création d'entreprises employant des migrants. Le *MAUC* apporte une aide financière et technique qui peut intéresser les ouvriers agricoles possédant un niveau suffisant d'instruction et de qualification [2].

2.5 L'aide judiciaire

Afin de bénéficier des programmes qui leur sont destinés et de faire respecter leurs droits, les ouvriers agricoles ont souvent besoin de faire appel aux tribunaux. À partir de 1965, ils ont accès au système d'aide judiciaire mis sur pied par l'*Office of Economic Opportunity* cette même année, la *Legal Services Corporation*, qui devient un organisme indépendant en 1974. Au Texas, des agences sont ouvertes dans plusieurs parties de l'État et des programmes spécifiques sont prévus pour les migrants — *Migrant Legal Aid*. Ces services traitent d'une grande variété de cas, à l'exclusion des crimes et délits, et peuvent engager des poursuites contre d'autres agences gouvernementales dans les domaines du logement, de l'aide sociale, de la protection du consommateur, de l'inscription sur les listes électorales, du divorce, etc. Pour une large part, le travail de l'aide judiciaire concerne les pratiques abusives des employeurs et des embaucheurs — non-paiement des salaires, retenues de salaire non justifiées, licenciements arbitraires. Lorsque la *Texas Rural Legal Aid* s'installe dans la vallée, en 1970, à l'initiative de la *Texas Trial Lawyers Association*, son

1. NFIC 38-39.
2. NFIC 59, 73, 53.

représentant, plutôt mal accueilli par les avocats locaux, reçoit près de mille plaintes en six mois, justifiant ainsi pleinement sa présence [1].

D'autres organisations encore proposent ce type de service. C'est le cas de l'*American Civil Liberties Union* fondé pendant la première guerre mondiale pour défendre les objecteurs de conscience. L'*ACLU* offre son assistance à ceux, individus et groupes, qui estiment que leurs droits constitutionnels ont été violés. Des avocats de l'organisation ou des juristes locaux se chargent des dossiers. En 1971, le *Texas American Civil Liberties Union* décide d'ouvrir une section dans la vallée, afin de lutter contre les diverses formes de violence dont se plaignent certains habitants hispaniques de la région, parmi lesquels des ouvriers agricoles en butte aux intimidations de la patrouille frontalière et des *Texas Rangers*, et victimes d'irrégularités lors des élections. De son côté, le *Mexican American Legal Defense and Education Fund*, quoique ne traitant pas directement des problèmes des *campesinos*, obtient des tribunaux des décisions qui ont une incidence sur leur vie quotidienne. Subventionné par la *Ford Foundation*, le *MALDEF* fonctionne d'abord comme un bureau d'aide judiciaire répondant aux besoins de la communauté hispanique du Texas. À la suite de pressions diverses, notamment de la part du sénateur H. B. Gonzalez, qui trouve l'association par trop proche des milieux *chicanos*, le *MALDEF* s'installe à San Francisco et ouvre des bureaux dans plusieurs États. L'organisation engage des poursuites pour violation des droits civiques et des libertés civiles, et demande aux juges, entre autre, la mise en place de programmes d'éducation bilingue, la déségrégation des districts scolaire, et la modification du système électoral dans certaines villes [2].

2.6 L'aide d'urgence

Les ouvriers agricoles se trouvant parfois dans des situations financières critiques, ils peuvent demander une aide d'urgence : à des associations privées comme *Family Emergency Assistance*, à Harlingen ; aux services sociaux des Églises, le *Valley Service Project* de la *Texas Conference of Churches*, par exemple ; à des organisations gérant l'*Emergency Food and Medical Services Project* de l'État — *Coastal Bend Migrant Council* ou *Greater South Texas Economic Program*. Les familles reçoivent en général des bons pour le paiement du loyer et des charges, des soins médicaux,

1. NFIC 77-78 ; Robert L. Maril, *Poorest of Americans, The Mexican Americans of the Lower Rio Grande Valley of Texas* (Notre Dame : U of Notre Dame P, 1989) 106.

2. Wendell M. Bedichek, and Neal Tannahill, *Public Policy in Texas*, 2nd ed. (Glenview : Scott, Foresman and Co., 1986) 278 ; Karen O'Connor and Lee Epstein, « A Legal Voice for the Chicano Community : The Activities of the Mexican American Legal Defense and Educational Fund, 1968-1982, » *Social Sciences Quarterly* 65 (1984) : 250.

des frais de déplacement, l'achat de vêtements, de nourriture et de tickets d'alimentation [1].

3 Les organisations communautaires

L'*UFWOC* est particulièrement impliqué dans la mise en place des programmes de lutte contre la pauvreté et appartient, avec 17 autres organisations, à la *Federacion de Organizaciones del Valle*, une coalition d'associations ayant pour but la défense des intérêts des résidents les plus démunis de la région, dont les saisonniers et les migrants, et qui intervient directement auprès des agences fédérales et d'État, des municipalités et des comtés.

Le syndicat crée très vite un *National Farm Workers Services Center*, situé dans le comté de Hidalgo, d'abord à McAllen, puis près de San Juan. Les ouvriers agricoles sont invités à venir chercher les informations et les conseils dont ils ont le plus grand besoin au quotidien — papiers d'immigration, déclarations d'impôt, inscription sur les listes électorales, permis de conduire et cartes grises, formulaires de Sécurité Sociale, demandes d'aide sociale, admission des enfants dans les écoles… Le *NFWSC* dispose d'un bureau d'aide judiciaire qui s'occupe des victimes de démarcheurs — ces derniers profitent en effet de l'ignorance des acheteurs pour leur faire souscrire des engagements dont ils n'apprécient pas la portée —, défend ceux qui sont poursuivis pour impayés, des factures d'hôpitaux en général, tente d'obtenir des employeurs le versement de la totalité des salaires dus, etc. L'accent est mis en priorité sur les cas qui peuvent affecter l'ensemble des ouvriers agricoles, comme les critères d'attribution de l'aide sociale.

Jusqu'à l'ouverture d'un dispensaire par la *Hidalgo County Health Care Corporation* en 1971, l'*UFWOC* est le seul à proposer aux *campesinos* des soins médicaux gratuits. Dirigée bénévolement par le docteur Ramiro R. Casso avec l'aide de sœur Sharon Stanton, la *Charity clinic* ouvre deux heures trois fois par semaine, recevant entre 40 et 120 patients, uniquement ceux qui ne sont pas couverts par *Medicaid*, *Medicare* ou le *Migrant Health Coverage*. Mais le manque d'équipement, de matériel et de personnel se fait cruellement sentir. En plus de la clinique, le syndicat dispose également d'une unité mobile pour entrer en contact avec ceux qui vivent loin de toute agglomération, isolés dans les *colonias* ou les exploitations, et qui n'ont pas de moyen de transport [2].

1. NFIC 8, 51.
2. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Efforts to Organize* 5104 ; « Su Clinica Familiar : A Clinic with a Difference, » *Earthbond* Mar. 1975 : 2.

À travers ses publications et son émission de radio, l'*UFWOC* fait connaître aux ouvriers agricoles les programmes dont ils peuvent bénéficier, fait de la publicité pour les coopératives de tous ordres, donne la parole aux responsables d'agences gouvernementales et aux représentants de groupes d'action commaunautaire, pousse les *campesinos* à se mobiliser pour obtenir la mise sur pied des projets dont ils ont besoin, comme les systèmes d'adduction d'eau et d'égouts, et les cliniques.

Parmi les autres formations établies dans la vallée, on trouve *Colonias del Valle*, *Amigos Unidos* et *Organizaciones Unidas*.

Colonias del Valle, Inc. est une association à but non lucratif regroupant environ 2 000 familles des quatre comtés de la vallée. À l'automne 1967, après le passage de l'ouragan Beulah, les habitants de plusieurs *colonias* se mobilisent pour tenter de faire face à une situation des plus critiques. Les résidents veulent répondre à l'urgence du moment par une aide matérielle — distribution de vêtements, de nourriture, et de médicaments — et financière aux familles dans la gêne, mais ils commencent aussi à discuter des divers problèmes qui se posent à eux et à envisager des moyens d'y remédier. Bénéficiant du soutien de la *Texas Conference of Churches* et de l'Église catholique, et recevant des fonds du *Texas Department of Public Welfare*, les *CDV* se développent et mettent sur pied des projets véritablement adaptés à leurs besoins [1].

L'organisation, dont le siège est à San Juan, dans le comté de Hidalgo, ouvre deux garderies pour les enfants de moins de cinq ans, une à McAllen et l'autre à Pharr, et offre les services suivants : repas, excursions une fois par semaine, visites dans les foyers, cours d'anglais, de mathématiques et de diététique pour les parents, transport des *colonias* aux crèches et garderies. Une coopérative d'achat, *La Tienda Campesina*, permet par ailleurs aux ouvriers agricoles de s'approvisionner à des prix bien inférieurs à ceux des boutiques et supermarchés de la région.

Les membres des *CDV* cherchent également à améliorer leurs conditions de logement. Près de 50 000 personnes vivant dans des *colonias* des comtés de Cameron et de Hidalgo n'ont toujours pas l'eau courante, par exemple. Les compagnies des eaux refusent très souvent d'approvisionner ces groupes d'habitations, car les installations leur coûtent trop cher. De plus, en 1971, les conseils de gestion des eaux des zones rurales se voient accorder le droit d'exclure toute agglomération urbaine, c'est-à-dire les *colonias*, de leur champ d'action. Or, pour pouvoir être élu à l'un de ces conseils, il faut être propriétaire, ce qui exclut automatiquement

1. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, *Efforts to Organize* 942-943 ; NFIC 49 ; Kaye Northcott, « The Observer Goes to the Valley, » *Texas Observer* 23 Aug. 1974 : 1-5 ; Maril 103.

ces résidents, qui sont obligés de contracter des emprunts remboursés sur de longues périodes s'ils veulent faire des travaux. Déterminés à changer les choses, les membres de *CDV* vont jouer un rôle déterminant dans la constitution de la première compagnie des eaux à but non lucratif de la région, la *Military Highway Water Supply Corp.*, une société coopérative destinée à alimenter toutes les *colonias* situées le long de la Highway 281. Le diocèse catholique de Brownsville donne 180 000 dollars par l'intermédiaire de sa *Campaign for Human Development*, et la *Farmers' Home Administration* accorde un prêt de 1,1 millions de dollars. Avec l'achèvement de la première phase du projet, 2 400 personnes réparties dans 13 *colonias* disposent enfin de points d'eau potable, même s'il n'y a pas encore de système de distribution d'eau courante.

L'*Amigos Unidos Development Corporation* de San Juan propose une assistance technique aux migrants et saisonniers désireux de bâtir leur propre maison : démarches auprès de la *FHA*, demandes de permis de construire, plans, achat de matériaux... Les familles doivent passer un minimum de 30 heures par semaine à travailler à l'édification du logement. L'*Amigos Unidos Federal Credit Union,* également situé à San Juan, est subventionné par le département du Travail et l'Église catholique. L'*AUFCU* offre des prêts à taux réduit et des plans d'épargne aux ouvriers agricoles, et leur apporte des conseils pour la gestion de leur budget. En décembre 1969, l'établissement compte environ 700 membres, qui ont déposé 7 000 dollars et emprunté 6 500 dollars. En 1971, les chiffres sont de 1 600 adhérents, 80 000 dollars en compte-épargne, et 83 000 dollars en emprunts. En mars 1972, l'*AUFCU* reçoit le prix de la meilleure gestion accordé chaque année par la *National Credit Union Administration* [1].

Quant à *Organizaciones Unidas, Inc.*, il s'agit d'un groupe d'action communautaire, basé à San Benito, dans le comté de Cameron et financé en grande partie par l'Église catholique. L'*OU* aide les ouvriers dans leurs démarches administratives — bons d'alimentation, cotisations pour la retraite et allocations diverses —, et leur propose un service d'aide judiciaire, un avocat de la *Texas Rural Legal Aid* disposant d'un bureau dans ses locaux. En 1974, afin de mieux lutter contre la ségrégation dans le système éducatif et la brutalité de la police locale, les *Organizaciones Unidas* forment le *Texas Valley Legal Project*. Enfin, la mise sur pied du *Proyecto Refin*, une coopérative agricole, permet aux saisonniers et migrants d'acheter les fruits et légumes cultivés par certains d'entre eux [2].

1. NFIC 50 ; « Amigos Unidos celebra segundo aniversario, » *Ya Mero !* 1 Jan. 1972 : 5 ; « Amigos Unidos recibe honores, » *Ya Mero !* 23 Mar. 1972 : 10.

2. « Arturo Garza Talks about Organizing in the Rio Grande Valley, » *Earthbond* Mar. 1975 : 5 ; NFIC 54.

En-dehors de la vallée, deux organisations offrent leurs services aux ouvriers agricoles.

Chicanos Unidos — Campesinos, Inc. est installée à Muleshoe, dans le comté de Bailey, dans le *Panhandle*. Financée par l'Église catholique, l'Église presbytérienne et des fonds locaux, cette association propose son aide dans plusieurs domaines — conseils, aide judiciaire, santé, logement, transports... — et ouvre une coopérative de crédit et une coopérative d'achat. *Llano Estacado Farmworkers of Tejas, Inc.* est établi à Lubbock, dans le *Panhandle*. *LEFT* reçoit des fonds du *CETA*, par l'intermédiaire du *Governor's Office on Migrant Affairs*, et dessert 18 comtés de la région. Au programme : formation, reconversion et placement ; soins médicaux et garderies à à Anton et Tahoka, près de Lubbock ; aide d'urgence — nourriture, achat de bons d'alimentation et frais de transport — pour les familles de migrants ; conseils sur les droits aux programmes fédéraux et d'État. *LEFT* s'intéresse également à des projets de coopératives agricoles et crée un élevage de 6 000 poules produisant des œufs de première qualité [1].

La guerre contre la pauvreté des ouvriers agricoles semble ainsi être bien engagée au Texas, le gouvernement fédéral, l'État, les collectivités locales, les fondations privées, les organisations communautaires, les associations religieuses et le mouvement syndical unissant leurs efforts pour sortir ces familles de la misère. Et pourtant, après presque dix ans d'actions et de mesures de toutes sortes, le bilan est loin d'être satisfaisant.

4 Le bilan

D'après une étude du *Governor's Office of Migrant Affairs*, le Texas compte en 1975 environ 85 600 familles de saisonniers et de migrants, soit un total de 496 480 personnes, dont 375 658 participant à la migration et 120 822 faisant un travail saisonnier. Un tiers de ces ouvriers agricoles, soit 144 332 personnes, dont 120 929 migrants et 23 403 saisonniers, résident dans la basse vallée du rio Grande, qui reste le plus gros réservoir de main d'œuvre pour l'agriculture. Migrants et saisonniers sont aussi maintenant très nombreux — plus de 60 000 — à vivre dans les *High Plains*, une région en plein développement agricole, où 60 % des terres irriguées de l'État produisent 40 % de son coton, 45 % du sorgho et 35 % du blé. Près de 50 000 autres habitent le *Panhandle*, et plus de 40 000 la moyenne vallée du rio Grande, deux zones grosses productrices de céréales et de

1. NFIC 6, 38.

légumes. On trouve également de grandes concentrations de *campesinos* dans les comtés environnant Laredo, dans la région de Corpus Christi, dans celle de San Antonio et autour d'Abilene. Les autres saisonniers et migrants sont diversement répartis dans le reste du Texas. Mexicains et Mexicains-Américains continuent à constituer une écrasante majorité de la main d'œuvre agricole saisonnière, soit 95 % — 23 % pour les premiers et 72 % pour les seconds —, contre 2 % de Noirs, 2 % de Blancs, et 1 % d'Indiens et d'Asiatiques. Sur l'ensemble des travailleurs de l'agriculture de l'État, permanents et temporaires, 87,5 % sont des Hispaniques et 8,6 % des Noirs [1].

Ces ouvriers agricoles ont de plus en plus de difficulté à trouver du travail. Les programmes de formation professionnelle et de réinsertion ne permettent qu'à une petite minorité d'entre eux de trouver un emploi dans d'autres secteurs économiques. Pour les autres, l'agriculture demeure le seul moyen de survivre. Or, dans l'ensemble du pays, le nombre de mois-homme diminue de 5 % entre 1970 et 1973 pour les saisonniers, de 8 % en 1971 et 1972 et de 3 % en 1973 pour les migrants. Pour ceux qui restent au Texas, on passe de 63 000 mois-homme en 1970 à 39 000 en 1973, soit une baisse de près de 40 %. En 1974, dans les comtés où prédomine l'agriculture, le taux de chômage est très élevé : 20 % dans le comté de Starr, 12 % dans celui de Zavala, 11,5 % autour de Laredo ; Zapata, Dimmit, Jim Hogg, Frio, Cameron, Uvalde, Willacy, Hidalgo et bien d'autres comptent entre 7 et 11 % de sans-emplois, un chiffre bien supérieur à la moyenne de l'État, qui est de 4,3 %. Dans la vallée, cette même année, un adulte sur quatre est soit au chômage, soit employé à temps partiel, ou encore travaille pour un salaire dérisoire [2].

Certe, les mauvaises conditions climatiques contribuent à éliminer beaucoup d'emplois saisonniers — sècheresse suivie de fortes pluies et d'ouragan en 1971, gelées détruisant une partie de la récolte d'agrumes en 1973. Mais c'est surtout en raison de l'accélération de la mécanisation et l'utilisation de plus en plus fréquente de pesticides et d'herbicides que les possibilités d'emploi diminuent régulièrement. Même si le Texas reste le premier producteur de coton, la récolte en est maintenant entièrement mécanisée. Dans l'Ouest, on introduit de nouvelles machines, plus performantes. En 1972, les exploitants de la vallée commencent à utiliser

1. Governor' Office of Migrant Affairs (GOMA), *Migrant and Seasonal Farmworkers in Texas* (Austin : GOMA,1976) 55-63, 27-29 ; *The Texas Almanac, 1974-1975* (Dallas : A. H. Belo, 1975) 445 ; Good Neighbor Commission of Texas, *Texas Migrant Labor, 1973* (Austin : 1973) 13.

2. GNC, *Texas Migrant Labor*, 1973 3, 63 ; *The Texas Almanac, 1974-1975* 425-427 ; Texas Agricultural Experiment Station (TAES), *Poverty in the Lower Rio Grande Valley of Texas, Historical and Contemporary Dimensions* (College Station : TAES, 1978) 11.

un matériel facilitant le traitement et le stockage des graines de coton, et dans les régions côtières, traditionnellement grosses consommatrices de main d'œuvre, les travailleurs locaux suffisent largement aux opérations. Par ailleurs, si la production de légumes est en augmentation, le Texas venant après la Californie et la Floride, la surface qui y est consacrée diminue en plusieurs endroits. On passe ainsi de 92 200 acres en 1967 à 79 600 en 1972 dans la basse vallée, et de 6 000 acres à 2 900 dans la région de Laredo. Dans le comté de Zavala, c'est la hausse des prix du bétail qui pousse certains exploitants à abandonner le maraîchage pour l'élevage, supprimant ainsi de nombreux emplois locaux [1].

La mécanisation fait aussi son chemin dans la récolte des légumes — pois, épinards et pommes de terre dans les plaines du rio Grande ; carottes, laitues et tomates dans la basse vallée. En ce qui concerne les agrumes, l'utilisation de machines est moins courante qu'en Floride ou en Californie, car oranges et pamplemousses sont réservés à la vente et non à la production de jus de fruits. En outre, la modicité des salaires, la petite taille des exploitations, le mode de plantation et la nécessité d'engager des ouvriers qualifiés, et donc plus chers, font que la mécanisation n'offre pour l'instant qu'un intérêt limité. Toutefois, de nouvelles techniques de manutention et de transport permettent de réduire les besoins de main d'œuvre [2].

Dans les États employant des migrants du Texas, l'agriculture suit les mêmes tendances Par exemple, l'*Amalgamated Sugar Company*, qui fait venir entre 4 000 et 5 000 ouvriers dans l'Oregon jusqu'à la fin des années soixante, n'en recrute plus que moitié moins à partir de 1971, grâce à l'utilisation de produits chimiques et de démarieuses [3].

Parmi ceux qui continuent à migrer dans l'espoir de trouver néanmoins du travail, 37 % des familles ne quittent pas le Texas. Le flux le plus important part de la vallée et se dirige vers les plaines du Nord et la moyenne vallée du rio Grande, deux régions dont les activités agricoles en pleine expansion exigent chaque année plus de travailleurs. Le reste des migrants se rend dans d'autres parties du pays : ceux qui vivent dans l'ouest du Texas et la haute vallée du rio Grande rejoignent le Nouveau-Mexique, la Californie, l'Arizona et le Nord-Ouest ; le Michigan, l'Ohio, l'Indiana, le Minnesota, l'Illinois et le Centre Nord sont la principale destination des résidents de la vallée et des zones côtières ; ceux de l'Est et

1. GNC, *Texas Migrant Labor*, 1973 6 ; *The Texas Almanac, 1974-1975* 456 ; Tony Dunbar and Linda Kravitz, *Hard Travelling, Migrant Farm Workers in America* (Cambridge : Ballinger Publishing Co., 1976) 28.

2. James L. Webb, Mariitia C. Conley, Luis C. de Gregorio-Rocasolano, Charles Keil, and Roy Van Cleve, *The Citrus Labor Market of the Lower Rio Grande Valley of Texas : A Study of Labor Utilization Problems* (Austin : Center for the Study of Human Resources, 1975) 50.

3. Dunbar and Kravitz, 63.

du Centre vont s'embaucher en Louisiane et en Floride du sud. Dans cette dernière région, ils sont de plus en plus nombreux à se faire cueilleurs d'agrumes, attirés par des salaires nettement supérieurs à ceux du Texas. Alors qu'en 1969 ils ne constituent que 5 % d'une main d'œuvre traditionnellement noire, en 1974, ils représentent environ la moitié des travailleurs de ce secteur [1].

Au chômage une bonne partie de l'année, obligés de migrer pour survivre, les ouvriers agricoles sont toujours pauvres parmi les pauvres, et l'écart économique entre ce groupe et le reste de la société continue à se creuser. En 1970, une étude du *Migrant Research Project* sur les migrants dans 25 États révèle que ce sont les ouvriers du Texas qui ont le revenu annuel moyen le plus bas : 1 853 dollars pour les Noirs et 1 858 pour les Hispaniques, contre 2 504 dollars pour les travailleurs du Michigan. Les migrants de Californie reçoivent de leur côté en moyenne 2 500 dollars, ceux du Minnesota 1 930 dollars. La même année, le revenu moyen par personne est de 3 935 dollars pour les États-Unis et de 3 606 dollars pour le Texas [2].

En 1975, le revenu médian par famille de migrants texans, dont la moitié vivent seulement de l'agriculture, est d'environ 4 000 dollars. Près des trois quarts gagnent moins de 5 000 dollars par an, et seulement 3 % plus de 10 000 dollars. Les gains des saisonniers, dont une fraction moins importante provient de l'agriculture, sont légèrement supérieurs, soit 4 187 dollars. 5 % d'entre eux disposent de 2 000 dollars ou moins, 32 % de 2 000 à 4 000 dollars, 36 % de 4 000 à 6 000 dollars, 8 % de 8 000 dollars et plus. Or, toujours en 1975, 53 % des familles américaines ont un revenu de 10 000 dollars et plus, 24 % de 5 000 dollars ou moins. La même année, au Texas, le revenu médian par famille est de 13 299 pour les Blancs, de 9 363 dollars pour les Hispaniques, et de 8 691 pour les Noirs [3].

Les régions frontalières sont encore et toujours des poches de misère. Au milieu de la décennie, l'examen du revenu par personne dans les villes de 25 000 habitants et plus des quatre États américains qui jouxtent le Mexique montre une nette diminution lorsque l'on va d'ouest en est et que la proportion de population hispanique augmente : sur un classement de vingt villes, les 14 premières sont en Californie — à Palm Springs on compte 7139 dollars par personne et 8,5 % de population his-

1. Webb, Conley, et al. 13.
2. « Earnings of Texas Migrants for 1970 Lowest in U.S., » *Ft. Worth Star Telegram* 30 May 1971 ; Louis J. Rodriguez, ed., *Dynamics of Growth, An Economic Profile of Texas* (Austin : Madrona P, 1978) 21.
3. GOMA 31-33, 40 ; Niles Hansen, *The Border Economy* (Austin : U of Texas P, 1981) 135.

panique —, en Arizona et au Nouveau-Mexique, les six dernières sont toutes au Texas : El Paso, 3 479 dollars par personne et 58,1 % d'Hispaniques ; McAllen, 3 017 dollars et 68,9 % ; Harlingen, 2 951 dollars et 64,3 % ; Del Rio : 2 685 dollars et 65,3 % ; Laredo, 2 279 dollars et 86,4 % ; Brownsville, 2 196 dollars et 85,9 %[1].

Selon un rapport du *Texas Office of Economic Opportunity*, 2,5 millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté dans cet État, soit 22 % de la population, alors que la proportion est de 13 % pour le pays. Le taux de pauvreté le plus élevé est dans la vallée - 42,2 % — ; puis viennent l'est de l'État avec 29 % de pauvres, et les régions de Lubbock et d'Amarillo, avec 14,8 %. 45,3 % des Hispaniques et 44 % des Noirs sont ainsi touchés par la misère[2].

Il n'est donc guère étonnant que les conditions de vie des ouvriers agricoles restent très difficiles. En 1975, le *GOMA* estime que près des deux-tiers des logements des saisonniers et migrants sont délabrés et, pour une bonne partie, insalubres. Dans la basse vallée du rio Grande, malgré les efforts de *Colonias del Valle*, les habitations laissent encore beaucoup à désirer. En effet, 57 % des logements des *colonias* n'ont toujours pas l'eau courante : 40 % des familles vont chercher leur eau dans des puits non conformes aux normes ; 46 % s'approvisionnent à des points d'eau publics ; 6 % se contentent des fossés d'irrigation. La moitié des habitations disposent de fosses septiques ou de fosses d'aisance, mais aucune des *colonias* n'est reliée à un collecteur d'eaux usées ou à une station d'épuration. Moins de 30 % des foyers bénéficient d'un service d'enlèvement des ordures ménagères[3].

Si les ouvriers agricoles souffrent moins de malnutrition, les problèmes de santé restent graves. En 1972, avec 5,5 % de la population du pays, le Texas compte 27 % des cas de diphtérie des États-Unis, 14 % des cas de polyomélite, 26 % des cas de lèpre, 5 % des cas de rougeole. Dans les comtés de la vallée, les taux de mortalité due à des maladies infectieuses et parasitaires sont, pour les Hispaniques, près de deux fois ceux des Blancs de l'État. Les Mexicains et Mexicains-Américains souffrent deux fois plus que les Blancs et quatre fois plus que les Noirs de dysenteries et d'amibiases. En apparence, le taux de mortalité infantile a fortement diminué et est même inférieur à celui des Blancs et des Noirs du Texas. Mais les chiffres sont trompeurs, car un nombre considérable de décès ne sont pas déclarés, puisque dans la région de Brownsville ce sont des sage-

1. Hansen 143.
2. Paul Stone, « Poverty in Texas, » *Texas Observer* 25 Aug. 1972 : 9.
3. *Colonias in the Lower Rio Grande Valley : A Summary Report* (Austin : Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, 1977) 48.

femmes qui s'occupent des naissances à domicile. De plus, beaucoup de Mexicaines viennent accoucher aux États-Unis puis repartent chez elles, et l'on ignore tout du sort de ces enfants [1].

Enfin, dans le domaine de l'éducation, les progrès sont également bien minces. Dans le comté de Hidalgo, une étude consacrée aux 2 600 enfants de migrants participant à un projet au niveau de l'enseignement élémentaire, révèle que ces derniers souffrent toujours de gros handicaps, progressent beaucoup plus lentement que les autres élèves du même âge, et ont un taux d'absentéisme encore très important. Dans ce même comté, le taux d'abandon dans le secondaire est de 84 % chez les enfants d'ouvriers agricoles au milieu des années soixante. Dans les *barrios* de Brownsville, plus de 40 % des adultes n'ont pas terminé leurs études primaires, moins de 20 % ont fini leurs études secondaires et pas plus de 4 % ont suivi un enseignement supérieur. Le taux d'abandon des études dans le secondaire est élevé, environ 30 %, et même si le nombre de jeunes de ces milieux défavorisés s'inscrivant dans les instituts universitaires de la région augmente, moins de la moitié vont au-delà de la première année [2].

Ainsi, malgré les millions de dollars investis pour améliorer le statut des ouvriers agricoles, ces derniers sont toujours accablés par le sous-emploi, le chômage, et des revenus insuffisants, et sont encore bien peu nombreux à avoir une qualification suffisante pour obtenir un meilleur emploi dans l'agriculture ou un autre secteur économique. Les obstacles de toutes sortes rencontrés lors de la mise en place des divers programmes de lutte contre la pauvreté et le type même d'aide apportée aux plus démunis, peuvent expliquer des résultats aussi peu probants.

1. *Poverty in Texas* (Austin : Texas Office of Economic Opportunity, 1972) ix-7 ; Texas Agricultural Experiment Station (TAES), *Poverty in the Lower Rio Grande Valley of Texas* 20.

2. TAES, *Poverty in the Lower Rio Grande of Texas* 20 ; Annmarie Jensen, *The Hidden People : Farmworkers in Texas* (Austin : Texas Conference of Churches and Texas Impact, Nov. 1984) 48 ; Hart Stillwell, « Still Down after All These Years, » *Texas Observer* 3 Feb. 1978 : 4.

Les limites de la guerre contre la pauvreté des ouvriers agricoles [1]

1 Les obstacles

1.1 Des moyens financiers inadéquats

En plus des subventions destinées à l'aide sociale pour les plus défavorisés, le gouvernement fédéral consacre environ 400 millions de dollars aux migrants et saisonniers entre 1966 et 1970, et 123 millions en 1971, dont 57,6 millions pour l'éducation, 13,8 millions pour la santé, 2,1 millions pour les crèches, garderies et l'enseignement préélémentaire, 35,9 millions pour la formation professionnelle, 12,8 millions pour la réinsertion, 1,2 millions pour l'amélioration de l'habitat. Le seul comté de Hidalgo ne compte pas moins de 27 programmes, et, sur une période de dix ans, draine 251 618 920 dollars : *Migrant Education* = 57 892 887 dollars ; *Bilingual Education* = 10 434 859 dollars ; *Title I Disadvantaged Children* = 43 082 441 dollars ; *High School Equivalency Program* = 1 515 000 dollars ; *College Assistance Migrant Program* = 1 101 000 dollars ; *Training and Relocation* = 43 000 000 dollars ; *Food Stamps* = 81 210 163 dollars ; *Migrant Health Projects* = 5 922 500 dollars ; *Loans to Farmers for Farmworker Housing* = 7 560 070 dollars [2].

Et pourtant, les fonds alloués par le gouvernement fédéral, l'État et les autorités locales sont largement insuffisants. Avec l'intensification de la guerre du Vietnam, une part de plus en plus importante du budget est absorbée par le conflit, alors que l'ampleur des problèmes à régler dans

1. Carte de la population rurale — origines ethniques (1970) : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/rural\_pop\_origins.jpg` ; Carte de la population hispanique par comté (1970) : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/pop\_spanish\_lang\_1970.jpg` ; Carte des revenus par personne (1969 et 1972) : `www.lib.utexas.edu/maps/atlas\_texas/pop\_per\_capita\_income\_tx.jpg` ; Carte du nombre de migrants par comté (1972) (Voir documents annexes, figure 13 p. 383)

2. Jensen 11.

l'agriculture exige un gigantesque effort financier, des investissements massifs.

Ainsi, dans le domaine du logement, entre 1966 et 1971, la *Farmers' Home Administration* utilise seulement 17 de ses 66 millions de dollars, car les programmes ne sont pas encore très connus. Mais à partir de 1972, l'agence s'adressant directement aux communautés susceptibles d'être intéressées, les seules demandes pour les logements d'ouvriers agricoles s'élèvent à 20 millions de dollars, alors que la *FHA* ne dispose que de 6,7 millions pour de tels projets. En ce qui concerne l'éducation, le rapport de l'*Inter-Agency Task Force on Migrant Labor* souligne le manque de moyens de la *Texas Education Agency*, et conseille à la législature de l'État de voter des crédits supplémentaires. Mais c'est le mode même de financement du système public d'éducation qui est à revoir, car il est fondé sur les taxes foncières locales, ce qui ne peut que défavoriser les communautés les plus pauvres. Les nombreuses tentatives faites pour modifier la législation échouent, et en 1973, la Cour suprême des États-Unis refuse d'obliger le Texas à apporter une aide complémentaire aux districts scolaires les plus désavantagés, les juges considérant que l'éducation n'est pas un droit fondamental protégé par le 14e amendement [1].

Pour l'aide judiciaire aussi, les efforts restent trop limités. En 1975, l'allocation par personne se monte à environ un dollar au Texas, contre quatre dollars à New York et en Californie. Seulement 20 des 254 comtés ont un service de ce type et les habitants des zones rurales sont largement ignorés. Moins de 50 % des pauvres de l'État sont officiellement concernés, et avec moins d'un avocat pour 10 000 personnes, les projets restent souvent lettre morte. Quant à la santé, l'exemple des comtés de Cameron et de Hidalgo est très révélateur. Entre juin 1968 et juin 1969, ces deux comtés reçoivent 5 502 000 dollars de fonds fédéraux pour l'éradication des maladies animales, mais seulement 564 000 dollars pour les soins médicaux des migrants. Par ailleurs, en 1971, le dispensaire d'Edinburg ne peut ouvrir, car on ne dispose que de 25 000 dollars pour le poste de médecin, un salaire médiocre qui n'attire aucun candidat [2].

L'aide sociale, enfin, souffre tout particulièrement du manque de moyens financiers. Au niveau fédéral, seulement 0,009 % des fonds vont aux ouvriers agricoles, alors qu'ils représentent 2 % de la population. Au Texas, après avoir refusé en 1968 de faire passer le plafond des dépenses de 60 à 75 millions de dollars, l'année suivante les électeurs autorisent l'État à en consacrer 80 à l'aide sociale. Mais c'est encore trop peu, et ne

1. Jensen 34 ; O'Connor and Epstein 250.
2. Jack Cleland, « Rio Grande Farming Probe Slated, » *Houston Chronicle* 21 July 1970 : 2 ; Jensen 37.

correspond en rien aux besoins réels. En effet, le nombre d'ayants droit augmente considérablement — 10 000 personnes de plus par mois à partir de septembre 1969 —, les cours de justice fédérales ayant supprimé un certain nombre de critères comme l'obligation de résidence, la prise en compte des revenus des enfants de moins de 15 ans et l'absence du chef de famille pour le paiement de l'*Aid to Dependent Children*. En 1970, le montant des fonds alloués à l'aide sociale par le Texas place l'État au 43e rang, le Texan moyen payant 8,42 dollars par an en impôts d'État et locaux pour ces services, et l'Américain moyen 26,75 dollars. Les familles concernées obtiennent 1 210 dollars par an de la *Social Security* et 920 dollars des programmes de l'aide sociale, alors que les moyennes pour le pays sont respectivement de 1 380 dollars et de 1 410 dollars. En Californie les chiffres sont de 1 440 et 1 700 dollars ; en Arizona, au Colorado et au Nouveau-Mexique, de 1 470 et 1 280 dollars ; dans l'Illinois, de 1 740 et 1 580 dollars [1].

Le gouvernement fédéral et le Texas se montrent bien plus généreux envers les producteurs. Dans la vallée, où ces derniers représentent 0,01 % de la population, ils touchent 22,2 millions de dollars en 1968 pour garder leurs terres en jachère, alors que la même année 14 553 familles pauvres, soit la moitié des habitants, reçoivent 11,4 millions de dollars. En 1972, l'*USDA* distribue près de 172 millions de dollars à 5 195 agriculteurs, dont 59 176 dollars à *La Casita*. En 1973, ce sont environ 2 000 propriétaires du sud et du centre du Texas qui se partagent plus de 30 millions de dollars pour ne pas cultiver leurs terres. Parmi eux, le gouverneur Dolph Briscoe, qui perçoit 8 485 dollars pour sa propriété du comté d'Uvalde, *Indian Creek Ranch*, et les Bentsen, dont les subventions se montent à 34 332 dollars pour *L.M.B. Corporation*, près de Mission, à 8 283 dollars pour *Progressive Groves, Inc.*, près de Mission également, et à 6 173 dollars pour *Southern Properties, Inc.*, près d'Edinburg. Toujours en 1973, dans le comté de Hidalgo, 385 propriétaires touchent près de sept millions de dollars, alors que le budget de l'aide sociale pour la même période est de 11 742 579 dollars pour 11 378 bénéficiaires. Lorsque qu'il est question, à plusieurs reprises, de plafonner le montant des subsides de ce type à l'agriculture, les intérêts des gros exploitants sont activement défendus par des hommes politiques comme W. R. Poage, représentant au Congrès pour le Texas et président du *House Agriculture Committee* [2].

1. S. Kevin Bissell, *The Migrant Farmworker* (Washington : United States Catholic Conference, 1976) 5-6 ; « The Welfare Crisis, » *Texas Observer* 6 Mar. 1970 : 2 ; « $8 42 a Year, » *Texas Observer* 9 Apr. 1971 : 13 ; A. J. Jaffe, Ruth M. Cullen, and Th. D. Boswell, The *Changing Demography of Mexican-Americans* (New York : Academic P, 1980) 179.

2. Paul Slater, « Agri-welfare, » *Texas Observer* 11 Apr. 1973 : 8 ; John Muir, « Fat Cat Wel-

1.2 Des programmes inadaptés

Trop souvent les programmes sont organisés sans que l'on prenne en considération la situation particulière des ouvriers agricoles. Ainsi, les critères d'attribution ignorent le fait que les travailleurs de l'agriculture ont des revenus particulièrement faibles et irréguliers, et qu'ils sont rarement en mesure de présenter des fiches de salaire. Ils ne remplissent donc pas, en général, les conditions pour obtenir les prêts de la *FHA* qui, quoique s'adressant théoriquement à des familles à bas revenus, exige malgré tout un certain nombre de garanties. Lorsqu'en 1972, cette agence fédérale accepte de financer un projet du *Hidalgo County Housing Authority* — il est prévu de raser des logements insalubres et d'en construire des neufs — on ne tient pas compte du fait que le tiers des familles habitant alors ces appartements ne pourront pas payer les nouveaux loyers. En ce qui concerne le *Food Stamps Program*, ceux qui en bénéficient ne sont parfois pas en mesure d'avancer l'argent pour l'achat des bons. De plus, une faible augmentation des revenus, ou le fait de posséder un véhicule, pourtant essentiel pour les migrants, suffisent à faire perdre le droit aux tickets, même si les personnes ou les familles restent bien en-dessous du seuil de pauvreté. Ceci a souvent pour effet d'amener les ouvriers agricoles à refuser des emplois temporaires [1].

L'absence d'uniformisation des règlements alourdit et complique les démarches administratives. Les critères retenus varient non seulement d'un organisme à l'autre, chacun ayant sa propre définition de l'ouvrier agricole et du migrant, mais aussi d'une région à l'autre, une famille pouvant très bien avoir droit à certains services dans un comté et se les voir refuser dans celui d'à côté.

En outre, l'absence de coordination entre départements, agences et autorités fédérales, d'État et locales est un obstacle supplémentaire à l'efficacité des programmes. Par exemple, dans le domaine de l'éducation, l'*USDHEW* et la *TEA* ne donnent aux districts scolaires pratiquement aucune directive quant à la manière de gérer les projets — formation des enseignants et des administrateurs, contenu, méthodes et matériel, orientation et évaluation. Aussi trouve-t-on surabondance de certains types de cours et absence quasi-totale d'autres, ainsi que des approches totalement différentes sinon contradictoires, et ce au niveau d'une même école ou d'un groupe d'établissements. L'éducation bilingue souffre tout particulièrement de telles carences : en 1971-1972, seulement un élève hispanique

---

fare, » *Texas Observer* 20 Sept. 1974 : 9 ; « Attorney Criticizes 4 Valley Families, » *Dallas News* 22 July 1970.

1. Inter-Agency Task Force on Migrant Labor 201 ; Jensen 51 ; Webb, Conley, et al. 17.

sur six participe à un programme de ce type, alors que la moitié de ces enfants ne parlent pas anglais, et seul un très petit nombre de projets sont de qualité et véritablement efficaces. Le manque de coordination se fait encore plus sentir lors de la migration. Bien qu'un certain nombre de programmes spécifiques voient le jour, une fois que les migrants ont quitté leur région d'origine, il leur est malgré tout très difficile de continuer à en bénéficier, par manque de renseignements et absence de services, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation [1].

Les ouvriers agricoles se plaignent aussi de ce que les crèches et garderies, les dispensaires, les institutions assurant la formation, les organismes divers chargés de l'information et de la gestion des programmes soient situés dans les villes. Or, beaucoup d'entre eux vivent dans des *colonias* ou dans les exploitations, et les familles ne disposent pas toujours d'un moyen de transport. Les heures d'ouverture ne sont pas non plus compatibles avec le mode de vie de travailleurs qui commencent leur journée très tôt et finissent souvent très tard.

La formation professionnelle et la réinsertion souffrent également de multiples handicaps. Pour pouvoir participer aux programmes, il faut au moins quatre années de scolarité. Or, dans le comté de Hidalgo, par exemple, plus de la moitié des chefs de famille ne sont allés qu'un an à l'école, et le niveau moyen d'éducation est de 2,3 années dans le comté de Zavala, de 1,5 dans celui de La Salle. En outre, la plupart des stages s'adressent aux moins de 25 ans alors que 90 % des ouvriers agricoles sont plus âgés. Par ailleurs, beaucoup ont lieu à des moments de l'année où les ouvriers doivent partir pour trouver du travail dans d'autres régions. Enfin, lorsque les saisonniers et les migrants suivent une formation, les indemnités proposées ne sont pas suffisantes pour faire vivre la famille pendant cette période. Et quand on incite les *campesinos* à quitter leur lieu de résidence pour une activité dans une région plus favorable à l'emploi, l'absence d'aide financière — allocations de transfert de domicile et de mobilité des conjoints, par excemple — décourage maints candidats [2].

L'éventail des formations offertes reste étroit et peu varié, limité à quelques secteurs d'activité, toujours les mêmes, qui n'attirent pas forcément les ouvriers agricoles. De plus, le changement de mode de vie passe presque automatiquement, pour les concepteurs des programmes, par le passage du monde rural au monde urbain. On ne songe donc pas à proposer une formation pour des emplois qualifiés dans le cadre d'une agri-

1. « Trying Again on Bilingual Education, » *Texas Observer* 30 Mar. 1973 : 10-13.

2. Gutierrez, « Mexicanos Need to Control Their Own Destinies, » F. Chris Garcia 229 ; GOMA 67.

culture spécialisée et hautement mécanisée, alors qu'il y a une demande pour cette main d'œuvre dans de nombreuses régions du Texas. Le choix des types de formation ne correspond pas toujours non plus aux besoins locaux, et il n'existe pas de projet parallèle de développement économique à long terme intégrant ces nouveaux travailleurs.

Que ce soit dans ce domaine ou dans les autres, on ne sollicite guère l'avis des ouvriers agricoles sur les programmes dont ils peuvent bénéficier, et rares sont les organisations qui prennent leurs propositions en considération. Ainsi, en matière de santé, les associations de saisonniers et de migrants demandent une sorte d'équivalent du programme d'aide alimentaire, un *Health Stamps Program*, mais ils ne sont pas écoutés sur ce point.

1.3 Des réactions hostiles

La guerre contre la pauvreté ne va pas sans susciter une vive opposition. Au niveau de l'État, les gouverneurs John Connally (1963-1969) et Preston Smith (1969-1973) gardent autant que possible la haute main sur les fonds de l'*OEO*, et à partir de 1973, avec le passage du *Comprehensive Employment and Training Act* et le transfert des services de l'*OEO* à la *Community Services Corporation*, l'État et les autorités locales reprennent le contrôle de programmes qu'il avait précisément fallu créer pour faire échec à leurs politiques. Au niveau local, les machines politiques en place bloquent de nombreux projets et quelques juges de comté, seuls habilités à décider de l'octroi des allocations de l'aide sociale aux familles, abusent de leurs prérogatives. Dans les premiers temps surtout, les associations d'avocats et de médecins montrent du doigt les divers programmes mis en place dans les domaines de la justice et de la santé et refusent de s'y associer. L'hostilité de certains employés des services sociaux décourage les saisonniers et les migrants d'entreprendre des démarches. Les producteurs, enfin, dénoncent les programmes de l'*OEO* comme un exemple d'« extrémisme subversif » qui « détruit chez les pauvres tout désir de travailler [1] ».

Dans un tel contexte, certaines associations, proches des ouvriers agricoles et particulièrement militantes, ont parfois du mal à obtenir des subventions et des décisions favorables à leurs demandes. Les *Organizaciones Unidas*, à l'origine de nombreux *sit-ins* et manifestations, se voient refuser

1. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Powerlessness, Efforts to Organize* 942 ; Maril 146 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Who Is Responsible* 5448.

une exemption d'impôts. Dans leur lutte pour l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles ruraux, les *Colonias del Valle* doivent limiter leur action à certaines zones des comtés de Cameron et de Hidalgo. À titre d'exemple, ce n'est que lorsque la ville de Donna élit un conseil municipal *chicano* que *Colonia Nueva* est raccordée au réseau public d'adduction d'eau potable [1].

L'existence d'organisations informant les ouvriers de leurs droits, les guidant dans leurs démarches, et demandant aux tribunaux d'intervenir en leur faveur, permet de limiter quelque peu la toute puissance des autorités locales. Par exemple, en 1971, la Cour suprême — *Graham v. Richardson* — décide que les États ne peuvent refuser l'aide sociale à des non-résidents ou à des étrangers récemment installés aux États-Unis. Au Texas, cet arrêt n'étant en général pas respecté, le *National Farm Workers Services Center* décide d'introduire une action devant une cour de justice fédérale à l'encontre du *Texas Department of Public Welfare*, du commissaire de comté et du directeur de l'aide sociale dans le comté de Hidalgo. La menace d'un procès amène les responsables locaux à appliquer la loi. Toujours en 1971, lorsque la vallée est déclarée zone sinistrée à la suite de graves inondations, les ouvriers agricoles ont droit à une allocation chômage. Mais les prétextes ne manquent pas pour ne pas verser les indemnités. Seule l'intervention de l'*UFWOC* permet de débloquer la situation. C'est également sous la pression des tribunaux que 109 comtés texans – sur 264 — acceptent, en 1969, de participer au programme d'aide alimentaire, le *Commodity Surplus Program*, un système de distribution directe de nourriture déjà remplacé par celui des bons d'alimentation dans de nombreux États. Dans le domaine de l'emploi, les *Colonias del Valle* et 14 autres organisations du sud-ouest des États-Unis — *MAPA*, *Alianza del Pueblo, Inc.*, *Association Mixta Progressa, Inc.*, *NAACP*, etc. — s'associent, en 1971, à environ 400 ouvriers agricoles pour introduire une action en justice contre le département du Travail et réclamer la suppression du *Farm Labor Service* et son remplacement par un organisme mieux adapté aux besoins des travailleurs. Financé à 100 % par le gouvernement fédéral et géré par les États, le *FLS* est chargé de placer les ouvriers agricoles chez les exploitants qui en font la demande. Au Texas, les antennes locales sont confiées aux producteurs et à leurs familles, ce qui ne favorise guère le respect de la législation en vigueur [2].

1. *Earthbond* Mar. 1975 : 5.
2. UFWOC, ronéo, 1971, 5 ; *UFWOC Newsletter* Dec. 1971 : 1 ; R. B. Taylor, *Sweatshops* 163 ; Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*, *Who Is Responsible* 5429-5430 ; Kathleen McGary, « Farm Labor Service Challenged, » *Texas Observer* 2 July 1971 : 15.

Les divers départements et agences participant à la gestion des programmes sont aussi accusés de les saboter en détournant les fonds publics de leur destination première. L'argent consacré à l'éducation et à la formation passe ainsi directement de la *TEA* aux mains des directeurs de districts scolaires qui n'en font pas toujours bénéficier saisonniers et migrants, préfèrant l'utiliser au profit des enfants des classes moyennes. D'autre part, selon un rapport du *National Committee on Education of Migrant Children*, alors que la malnutrition est un problème aigu au Texas, un million de dollars, soit un tiers des fonds consacrés à l'aide alimentaire, n'est pas dépensé et est renvoyé à Washington. En 1969, c'est près d'un million de dollars de subventions qui disparait littéralement, et on ne fera jamais la lumière sur ce qu'il en est advenu [1].

Enfin, quoique l'une des idées fondamentales de la guerre contre le pauvreté soit d'apprendre aux plus démunis à s'aider eux-mêmes et à participer à la gestion des services qui leur sont destinés, les individus et les groupes déterminés à passer de la théorie à la pratique sont souvent mis à l'index. C'est le cas d'Edgar Krueger, directeur du *Valley Ministry*, renvoyé au début de 1969 par le *Texas Council of Churches* qui lui reproche ses liens étroits avec la *Raza Unida* ainsi que son manque de coopération avec les autorités locales. Ce licenciement étant vivement critiqué, Krueger est nommé pasteur auprès des migrants et est autorisé à continuer ses activités dans les *colonias*, après enquête du *National Council of Churches*. Dans les comtés du sud et de l'est du Texas, ce sont des membres de *VISTA* qui sont congédiés, à la demande des commissaires de comté. En 1969, les autorités du comté de Val Verde demandent au gouverneur de mettre un terme à ce programme dans leur région, ce que fait Preston Smith au nom « du respect de la loi et de l'ordre [2] ».

Le manque de moyens financiers, l'inadéquation de certains programmes aux besoins des ouvriers agricoles, et l'opposition à leur mise en place permettent de comprendre pourquoi l'impact de ces projets reste aussi limité, ce que confirment les conclusions d'un rapport du *Governor's Office of Migrant Affairs* établi en 1976, *Migrant and Seasonal Farmworkers in Texas* : 52 % seulement des foyers interrogés sont concernés par un programme d'aide sociale ; 21 % des familles bénéficient du *Food Stamp Pro-*

1. R. B. Taylor, *Sweatshops* 165.

2. « Critic of Texas Ranger Loses Church Agency Job, » *National Catholic Reporter* 19 Feb. 1969 ; Sylvia Springer, « Council of Churches Dies Amid Protest, » *San Antonio Express and News* 25 Feb. 1969 ; « Texas' Sleeping Giant — Really Awake This Time ?, » *Texas Observer* 11 Apr. 1969 : 4 ; « More VISTAs Out, » *Texas Observer* 5 Dec. 1969 : 9 ; United States, Cong., Senate, Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare, *Hearings on Farmworkers in Rural America*, Part1, *Farmworkers in Rural Poverty*, 92nd Cong., 1st and 2nd sess. (Washington : GPO, 1972) 5.

gram, 18 % des services du *Department of Public Welfare*, 17 % de ceux de la *Texas Employment Commission* ; 10 % ont accès à des réseaux de santé, 8 % au *School Free Lunch Program* ; 8 % sont touchés par les programmes de la *Social Security Administration*, 5 % par ceux des *Community Action Agencies*, 5 % par ceux de la *City-County Migrant Assistance* ; 4 % profitent de l'aide juridique, 4 % de la formation professionnelle et de la réinsertion. Toutefois, la nature même du projet de lutte contre la pauvreté des *campesinos* au Texas est à prendre en considération, car il ne s'attaque pas véritablement aux problèmes de fond [1].

2 Les problèmes non résolus

L'aide apportée aux travailleurs de l'agriculture dans le cadre de la Grande Société se réduit très souvent à des expédients, à des solutions temporaires, qui ne modifient pas en profondeur et de manière durable les structures économiques, politiques et sociales en place, ne transforment pas le type de relations entre employeurs et employés dans l'agriculture. Certains estiment même que ces subventions confortent au contraire la position des producteurs, qui peuvent continuer à exploiter une main d'œuvre dont les besoins essentiels sont maintenant pris en charge par l'ensemble des contribuables. D'aucuns sont également convaincus que ces programmes non seulement ne règlent aucun problème, mais transforment les saisonniers et les migrants en mendiants professionnels, une situation souvent vécue par les *campesinos* comme une atteinte à leur dignité. Par ailleurs, la guerre contre la pauvreté provoque des antagonismes entre les plus démunis eux-mêmes : les organisations mexicaines-américaines reprochent au gouvernement fédéral de ne s'intéresser qu'aux communautés noires et d'accorder à celles-ci une partie disproportionnée des fonds ; le fait que plusieurs projets soient réservés uniquement aux migrants entraîne des réactions négatives de la part de ceux qui restent sur place ; les États-Unis connaissant dès le début des années soixante-dix un ralentissement de l'activité économique, la formation professionnelle et la réinsertion des ouvriers agricoles ne peut se faire qu'aux dépens d'autres groupes défavorisés souffrant eux aussi de forts taux de chômage et de sous-emploi, comme les anciens combattants et les jeunes [2].

Conscients de l'impact limité des programmes, nombre d'organismes et d'institutions s'intéressant au sort des ouvriers agricoles recommandent

1. GOMA 42.
2. Bissell 8-12 ; R. B. Taylor, *Sweatshops* 189.

une approche plus globale. Que ce soit le *Subcommittee on Migratory Labor* — le comité consacre toute une série d'auditions au complexe agro-industriel et devient, au fil des années, une sorte de forum réunissant agences fédérales et d'État, syndicats, fondations privées, et associations diverses —, le *National Sharecropper Fund*, la *Catholic Church Conference*, le *GOMA*, la *National Farmworker Clearinghouse*, fondée en 1971 et subventionnée par la *Fondation Ford* et la *Campaign for Human Development*, ou bien d'autres encore, tous conseillent au gouvernement fédéral et aux États de prendre des mesures concrètes dans les domaines du développement économique, de l'immigration et de la législation sociale.

2.1 La question du développement économique

Plus d'un observateur insiste tout particulièrement sur la nécessité de promouvoir le développement du sud du Texas, où sont concentrés une bonne partie des ouvriers agricoles. Plutôt que d'envoyer saisonniers et migrants dans les zones urbaines d'autres régions de l'État, mieux vaudrait en effet diversifier l'économie locale.

Toutefois, l'exemple de Crystal City montre à quel point il est difficile de bouleverser les rapports économiques dans les régions rurales du sud du Texas. Après avoir conquis le pouvoir politique, le *RUP* avait la ferme intention de mettre en place un programme de développement économique, dont l'un des objectifs était la création d'emplois permettant aux ouvriers agricoles de trouver du travail sur place toute l'année. Certes, de nombreux partisans de *La Raza* obtiennent des postes d'adjoints d'enseignement ou sont embauchés dans les cantines, mais ces mesures sont insuffisantes, et le *RUP* n'a pas les moyens de ses ambitions. Les *Anglos* continuant à contrôler le comté, il est difficile d'augmenter les ressources de la ville et du district scolaire, car il faudrait pour cela changer le mode d'imposition des propriétés bâties, des terres et des compagnies pétrolières. En outre, peu avant les élections de 1970, la municipalité a passé un accord avec *Del Monte* garantissant une exemption totale de taxes jusqu'en 1977, ce qui représente une perte d'environ 13 000 dollars par mois. Tous ces fonds auraient permis, selon le *RUP*, de créer des emplois publics et de favoriser la formation de petites entreprises hispaniques [1].

En ce qui concerne la réforme agraire envisagée par certains militants pour la région de Crystal City — création de coopératives agricoles et de petites exploitations familiales — elle se révèle également impossible à mettre en place, car, à nouveau, seule une refonte du système de l'impôt

1. José Angel Gutierrez, « Aztlan : Chicano Revolt in the Winter Garden Area, » 124 ; Shockley, *Chicano Revolt* 200.

foncier peut entamer le monopole des terres des producteurs et des éleveurs *anglos*. Enfin, si la ville se montre désireuse d'attirer des industries sur son territoire, celles qui pourraient être tentées par une implantation dans le sud du Texas sont en général à la recherche d'une main d'œuvre bon marché et non syndiquée, ce qui va exactement à l'encontre des principes du *RUP*.

Confrontés à tous ces obstacles, les nouveaux dirigeants de Crystal City se tournent vers les programmes de la guerre contre la pauvreté, le parti devenant une véritable machine à recueillir et distribuer les subventions fédérales et d'État, dont une partie est destinée tout particulièrement aux ouvriers agricoles. La ville obtient ainsi 417 000 dollars de fonds en 1969-1970 et 720 000 dollars en 1970-1971 [1].

La situation qui prévaut dans la comté de Zavala se retrouve dans le reste du sud de l'État, où, au milieu des années soixante-dix, l'agriculture continue à représenter une bonne partie des emplois disponibles : comté de Kenedy : 75 % ; Willacy : 61 % ; Starr : 45 % ; Dimmit : 34 % ; Zapata : 32 % ; Hidalgo : 23 % ... En-dehors de cette branche d'activité, ce sont le commerce de gros et de détail, les services et l'administration qui fournissent du travail, en général mal payé. L'industrie ne connait pas d'expansion véritable, et l'implantation de quelques compagnies spécialisées dans le textile et l'électronique à Brownsville, McAllen et Harlingen ne suffit pas à absorber le surplus de main d'œuvre locale [2].

Pourtant, d'aucuns avaient beaucoup d'espoir dans le programme d'industrialisation des zones frontalières, le *Border Industrialization Program*, mis en place dès le milieu des années soixante par le gouvernement mexicain, en collaboration avec les autorités américaines. Destiné à pallier les effets de la fin du *programme Bracero* et à créér des emplois dans le nord du Mexique, le *BIP* offre aux entreprises étrangères, pour la plupart américaines, de multiples avantages. Le coût salarial est nettement plus bas qu'aux États-Unis, puisqu'une journée de travail revient en moyenne à quatre dollars contre 12,80 dollars. En outre, à condition d'exporter leur production, et donc de ne pas concurrencer l'industrie nationale, les firmes américaines peuvent importer matières premières et composants divers en détaxe. Puis, sur les produits retournant aux États-Unis, ces sociétés ne paient de droit de douane que sur la valeur ajoutée [3].

72 de ces entreprises, baptisées *maquiladoras*, s'établissent dans les régions frontalières en 1967, et on en compte 665 en 1974. Ce sont

1. Shockley, « Landless Laborers and the Chicano Movement in South Texas, » 164.
2. *The Texas Almanac, 1974-1975* 425-427.
3. Vernon M. Briggs, Jr., *The Mexico — United States Border : Public Policy and Chicano Economic Welfare* (Austin : Center for the Study of Human Resources, 1974) 23.

surtout des usines de transformation, grosses consommatrices de main d'œuvre — électronique, habillement, fabrication de jouets, travail du bois, du cuir, agroalimentaire... La taille de ces *maquiladoras* est très variable, allant de quelques travailleurs à plusieurs centaines, 31 000 personnes étant employées en 1971 et 46 000 en 1972, dont une grande majorité de femmes [1].

À l'origine, les firmes américaines devaient s'établir des deux côtés de la frontière. L'assemblage se faisait au Mexique, mais le premier stade de la production, puis la finition, l'emballage et la distribution devaient s'organiser aux États-Unis. En fait, il n'en est rien, au Texas comme dans les autres États frontaliers. Les usines implantées côté américain jouent un rôle très limité, n'emploient qu'un nombre restreint de travailleurs, qui sont souvent d'ailleurs des résidents mexicains. En 1970, on évalue à seulement 350 les emplois liés à l'implantation de nouvelles industries au Texas. Ainsi, *Transitron*, fabricant de composants électroniques, embauche 75 personnes à Laredo, 1 500 à Nuevo Laredo et licencie 45 % de ses employés à Kansas City. En outre, des entreprises texannes comme *Alberti Seafoods Co.*, *Booth Fisheries* et *United Foods* déplacent leurs installations de l'autre côté de la frontière, transférant au Mexique les opérations exigeant une main d'œuvre importante et supprimant plusieurs centaines d'emploi au Texas [2].

Non seulement le *BIP* n'entraîne pas le développement escompté dans le sud de l'État, mais il a pour effet d'attirer vers la frontière nord du Mexique des milliers de travailleurs souffrant de la mauvaise situation économique du pays. Au début de la décennie, le taux de chômage et de sous-emploi y atteint en effet 41 % et l'inflation approche les 20 % par an, le revenu moyen par personne y est de 720 dollars en 1971, contre 5 350 dollars aux États-Unis, et de 681 dollars contre 5 486 en 1974. Les villes frontalières avec le Texas voient leur population croître de manière vertigineuse, celle de Matamoros doublant pratiquement en dix ans, et celle de Reynosa augmentant de plus de 40 %. Mais une fraction seulement de ces nouveaux-venus trouve à s'employer sur place, et les Mexicains sont toujours plus nombreux à tenter leur chance au-delà du rio Grande, en particulier dans l'agriculture où ils viennent gonfler le réservoir de main d'œuvre disponible. Ce qui amène les organisations d'ouvriers agricoles

1. Kiser and Kiser 258 ; United States, Department of State, *Border Industry Programs*, Kiser and Kiser 273 ; Briggs, *The Mexico - United States Border* 24.

2. Anna-Stina Ericson, « An Analysis of Mexico's Border Industrialization Program, » *Monthly Labor Review* May 1970 : 34 ; David T. Lopez, « Low-Wage Lures South of the Border, » *American Federationist* June 1969 : 3, 10.

et leurs alliés à réclamer des mesures dans le domaine de l'immigration légale et illégale en provenance du Mexique [1].

2.2 La question de l'immigration mexicaine

L'*Immigration and Nationality Act*, voté en 1965 et appliqué à partir de 1968 supprime les quotas et les remplace par un plafond de 170 000 entrées par an, soit 20 000 par pays. Pour l'Hémisphère ouest, dont fait partie le Mexique, 120 000 personnes, soit 40 000 par pays, sont autorisées chaque année à s'installer aux États-Unis. Le critère déterminant n'est plus désormais l'origine ethnique, mais la qualification professionnelle. On donne la préférence à ceux qui peuvent occuper un emploi sans porter préjudice aux travailleurs américains et l'employeur doit prouver qu'il ne peut faire autrement que d'engager un étranger. Toutefois, ceux qui bénéficient du rapprochement familial ne sont soumis à aucune de ces restrictions, ce qui est le cas de bien des Mexicains. Le nombre d'immigrants en provenance du Mexique passe ainsi de 44 820 en 1970 à 71 586 en 1974, et, entre 1971 et 1975, ils sont 318 461 à quitter ce pays. Un tiers d'entre eux restent au Texas, mais très peu cherchent à s'embaucher dans l'agriculture. Ce sont plutôt les frontaliers et les clandestins qui sont recrutés par les producteurs, de préférence aux ouvriers agricoles locaux [2].

En 1974, on compte 3,9 millions de détenteurs de « cartes vertes » de toutes nationalités aux États-Unis, dont 23 % de Mexicains résidant en majorité dans le Sud-Ouest ou au Mexique. La moitié des frontaliers qui viennent travailler au nord du rio Grande passent la frontière au Texas, contre 37 % en Californie et 13 % en Arizona. Entre 1968 et 1974, 40 % d'entre eux sont employés dans l'agriculture, 30 % dans les commerces et les services, 20 % dans l'industrie, 10 % dans le bâtiment. La Californie utilise 54 % des frontaliers du secteur agricole, l'Arizona 29 % et le Texas 17 %. 66 % de ceux qui sont au Texas se trouvent dans la région d'El Paso-Presidio, 20 % dans celle de Del Rio-Laredo, et 14 % dans la zone Roma-Brownsville où, de l'avis même des cultivateurs, la moitié des cueilleurs d'agrumes seraient des « cartes vertes [3] ».

Les clandestins, eux, seraient 3,9 millions en 1973, et les expulsions vers le Mexique se multiplient : 142 520 en 1968, 265 539 en 1970, 30 213 en

1. Dunbar and Kravitz 21 ; Briggs, Fogel, and Schmidt 11 ; TAES, *Poverty in the Lower Rio Grande Valley of Texas* 38.

2. Ian R. H. Rockett, « American Immigration Policy and Ethnic Selection : An Historical Review, » *Journal of Ethnic Studies* 10.4 (1982-1983) : 15 ; Joan W. Moore, *Mexican Americans* (New Jersey : Pentice Hall, 1970) 50 ; Briggs, Fogel, and Schmidt 13.

3. Briggs, Fogel, and Schmidt 13 ; GNC, *Texas Migrant Labor, 1973* 28 , 36 ; Webb, Conley, et al. 62.

1972, 609 673 en 1973, et 710 000 en 1974. Ces « illégaux » sont en majorité des hommes jeunes, peu éduqués, ayant une connaissance limitée de l'anglais, et qui envoient une grosse partie de leurs gains à leur famille. Même si beaucoup cherchent à rejoindre les grandes zones urbaines, où les salaires sont plus intéressants, la plupart — 72 % en 1970 — restent dans les exploitations des régions frontalières [1].

Pendant toutes ces années, diverses organisations et associations, dont l'*AFL-CIO*, mènent campagne, faisant pression sur les pouvoirs publics pour qu'il soit mis fin à cet afflux de travailleurs mexicains. Des propositions de loi visant à limiter l'emploi des frontaliers, les « nouveaux *braceros* » selon l'expression de David S. North, auteur de *The Border Crossers : People who live in Mexico and Work in the United States*, sont ainsi présentées au Congrès et des actions sont intentées devant les tribunaux, mais sans succès. Et bien que la loi de 1965 insiste sur la nécessité du caractère temporaire du séjour dans le pays d'origine, l'*INS* ne modifie pas sa politique pour autant, un arrêt de la Cour suprême de 1974 confortant même sa position. Quant à l'immigration illégale en provenance du Mexique, elle redevient, avec la récession économique, un sujet de débat, nombreux étant ceux qui rendent les clandestins responsables des multiples maux qui accablent le pays [2].

D'aucuns cherchent donc des moyens de mettre fin à cette arrivée ininterrompue d'immigrants mexicains. L'*INS*, soupçonné de ne pas véritablement jouer son rôle, est l'objet d'une vaste opération de « nettoyage » lancée en 1972 par Richard Kleinsdient, secrétaire à la Justice, des enquêtes ayant fait apparaître que, dans le Sud-Ouest, un certain nombre d'employés participent activement au trafic de clandestins. Au niveau du Congrès, le *Subcommittee on the Judiciary of the U.S. House of Representatives* tient des auditions en 1971 et 1972. De nouvelles législations ou des amendements aux dispositions existantes sont introduites à plusieurs reprises, mais ne sont pas adoptées, en raison notamment des efforts du lobby agricole. Dans ces propositions de loi, il est question de sanctions contre les employeurs de clandestins, de modification du statut des étrangers, et même de régularisation des « illégaux » aux États-Unis depuis quelques années. En 1972, le Congrès révise les procédures d'inscription à la *Social Security*, rendant ainsi plus difficile l'obtention de cette carte.

1. Ellen Sehgal and Joyce Vialet, « Documenting the Undocumented : Data, Like Aliens, Are Elusive, » *Monthly LaborReview* June 1982 : 20 ; Briggs, *The Mexico — United States Border* 9 ; Vernon M. Briggs, Jr., « Chicanos and Rural Poverty : A Continuing Issue for the 1970's, » *Poverty and Human Resources Abstracts* 7 (1972) : 15.

2. David S. North, *The Border Crossers : People Who Live in Mexico and Work in the United States* (Washington : TansCentury Corp., 1970) 72 ; « Mexico outside of Mexico : The False Paradise, » *Hispanoamericano* 25 Oct. 1976, trad. Wilbur Nachtigall, Kiser and Kiser 203.

En 1974, l'amendement du *Farm Labor Contractor Registration Act* de 1963 est supposé renforcer les pénalités à l'encontre des embaucheurs utilisant des clandestins. Au niveau des États, enfin, la Californie passe en 1971 le *Dixon-Arnett Bill*, qui interdit l'embauche des « illégaux », mais la loi est déclarée contraire à la Constitution en 1974, seul le gouvernement fédéral pouvant légiférer dans ce domaine.

La présence des travailleurs mexicains, « cartes vertes » ou clandestins, est l'un des cauchemars de l'*UFW*, en particulier au moment des grèves, et Chavez s'élève avec virulence contre les conséquences de la politique des autorités fédérales et locales. En Californie, le syndicat n'hésite pas à dénoncer les « illégaux » aux autorités, et déclare ses membres prêts à effectuer des arrestations puisque l'administration refuse d'agir. Devant la futilité et le caractère déplaisant de telles actions, ainsi que la nécessité de se ménager les voix de ces travailleurs au moment des élections, l'*UFW* change bientôt de tactique et choisit la coopération avec les Mexicains, ouvrant par exemple un dispensaire à Mexicali [1].

Au Texas, les dirigeants du syndicat se penchent aussi souvent sur les effets néfastes de l'embauche de clandestins et de frontaliers, mais soulignent néanmoins que les Mexicains ne sont pas responsables de cette situation, puisque qu'ils sont contraints de s'exiler pour survivre. Lors d'un séjour du président mexicain Luis Echevarria Alvarez à San Antonio, en 1972, une délégation d'ouvriers agricoles menée par Orendain obtient de le rencontrer et aborde, entre autre, le problème des clandestins [2].

Au milieu des années soixante-dix, la question des frontaliers et des « illégaux » reste entière. Les quelques dispositions prises par le Congrès ont un impact très limité, et les tenants d'une législation plus contraignante, notamment vis-à-vis des employeurs, n'obtiennent pas gain de cause. D'une part, ils se heurtent à l'hostilité d'organisations comme le *Centro de Accion Social Autonoma*, le *MALDEF*, l'*ACLU*, et la *National Lawyers Guild*, qui s'inquiètent de pratiques pouvant mener au harcèlement, non seulement des travailleurs étrangers, mais de l'ensemble de la population hispanique. D'autre part, les intérêts agricoles s'opposent à de telles mesures, et ce d'autant plus que les producteurs cherchent à faire rétablir un *programme Bracero*. Les autorités mexicaines, voyant dans ce type d'accord un moyen de canaliser l'immigration clandestine, se montrent disposées à entamer des négociations. Toutefois, malgré ses efforts, le lobby agricole américain n'arrive pas, en 1973, à faire passer une proposition de loi visant à amender l'*Agricultural Act* de 1949 et à

1. Dunbar and Kravitz 21.
2. *El Campesino* Sept. 1973 : 1.

permettre le recrutement d'ouvriers agricoles mexicains sur une grande échelle. Par contre, les exploitants américains, et texans, réussissent en général à empêcher l'adoption de lois plus favorables aux *campesinos* dans le domaine social, des mesures réclamées par les organisations d'ouvriers agricoles.

2.3 La question de la législation du travail

L'amendement de 1966 au *Fair Labor Standards Act* étendait le salaire minimum à un petit nombre d'ouvriers agricoles. En 1974, de nouvelles catégories de travailleurs sont couvertes par le *FLSA* : employés d'administration fédérales, d'État et locales, de certains commerces et services, personnel de maison. Une modifcation de définition permet d'inclure quelques saisonniers et migrants supplémentaires, mais ce ne sont toujours que 13 % des ouvriers agricoles qui sont concernés par la loi fédérale. Le salaire minimum agricole reste par ailleurs inférieur à celui des autres secteurs économiques : 1,30 dollar contre 1,60 en 1969 ; 1,60 dollar contre 2 dollars en 1974, et 1,80 dollar contre 2,10 en 1975. Au niveau des États, seuls le Massachussetts, le New Jersey, la Californie et le Wisconsin prennent des dispositions relatives aux salaires dans l'agriculture, mais une partie seulement des travailleurs peuvent en bénéficier [1].

Au Texas, après les grèves de 1966 et 1967, et à la suite de longues campagnes réunissant « libéraux », syndicats et organisations religieuses, la première loi instaurant un salaire minimum dans cet État, le *Texas Minimum Wage Act* est votée en 1969. À partir de 1971, le salaire horaire légal est de 1,40 dollar pour les emplois non agricoles non couverts par le *FLSA*, et de 1,10 pour l'agriculture soit, dans les deux cas, 20 cents de moins que le minimum fédéral. Dans le cas du paiement à la pièce, une commission spéciale décide du montant pour chaque type de récolte. Les employeurs doivent efffectuer les versements au moins deux fois par mois, et un ouvrier s'en allant de son plein gré, ou licencié, doit recevoir son solde dans les six jours suivant son départ. Toutefois, de nombreuses restrictions limitent l'application de cette mesure, car les employés ne bénéficiant pas de l'assurance chômage du Texas sont exclus, ainsi que ceux recrutés par des exploitants ayant recours à moins de 300 mois-homme par trimestre [2].

Des pénalités sont prévues pour les exploitants qui ne respecteraient pas la loi — amendes pouvant aller jusqu'à 10 000 dollars et peines de pri-

1. Briggs, Fogel, and Schmidt 88 ; Roberto M. Villareal, *Farmworkers and the Minimum Wage* (Austin : National Migrant Information Clearinghouse, Aug. 1974) 3.
2. *El Cuhamil* 8 June 1977 : 5.

son de six mois maximum. Les agriculteurs pris en défaut peuvent néanmoins bénéficier de délais de paiement pour s'acquitter des salaires non versés, des frais d'avocat et de justice. Dans l'ensemble, les employeurs ne tiennent pas compte du salaire minimum, arguant, par exemple, de ce que la plupart des ouvriers passant par l'intermédiaire d'embaucheurs, ce sont ces derniers qui sont responsables des rémunérations. En 1972, la Cour suprême rejette cet argument et condamne *Griffin and Brand of McAllen, Inc.*, l'un des plus gros producteurs du sud du Texas. Néanmoins, les producteurs peu enclins à se soumettre à la nouvelle loi ne sont guère inquiétés, seule l'intervention de l'*UFW* ou des services d'aide judiciaire permettant de limiter les abus. Il n'est donc pas étonnant que le Texas continue d'offrir des salaires bien souvent inférieurs à ceux des autres États agricoles. En 1973, ramasser des choux paie en moyenne 1,30 dollar de l'heure au Texas et 2 dollars dans le Tennessee. Pour les melons, on reçoit 1,50 dollars dans la vallée et 2 dollars en Floride. Quant à la cueillette des oranges, elle rapporte de 1,30 à 1,50 dollar au Texas, de 2 à 2,50 dollars en Californie, et plus de 2 dollars en Floride [1].

Si l'on ne progresse guère en ce qui concerne le salaire minimum, les autres aspects de la législation sociale ne connaissent pas non plus de grandes avancées. En 1974, le Congrès décide d'interdire l'emploi des enfants de moins de 12 ans dans l'agriculture. Mais dès l'année suivante, le lobby agricole fait introduire un projet de loi pour annuler cette décision, les producteurs de fraises de l'État de Washington et de pommes de terre du Maine ayant régulièrement recours à cette main d'œuvre. Au Texas, les enfants de moins de 14 ans ne sont jusqu'alors pas autorisés à travailler dans les champs pendant l'année scolaire, mais pendant les vacances, il n'existe aucune restriction d'âge, les mineurs n'étant pas non plus couverts par le salaire minimum.

Les ouvriers agricoles ne bénéficient toujours pas des allocations chômage, que ce soit au niveau fédéral ou de l'État. En 1970, le *U.S. Senate Finance Committee* approuve un projet visant à inclure une bonne partie des travailleurs de l'agriculture, environ 40 %. Mais sous la pression des intérêts agricoles, la proposition est rejetée. Cependant, le département du Travail, chargé d'une enquête sur les conséquences pour les producteurs d'une extension de l'assurance chômage à ce secteur, conclut dans son rapport que les effets seraient minimes sur les coûts de production et sur le marché du travail, même pour les exploitants de Californie, de Floride et du Texas, les plus concernés par une telle mesure [2].

1. Webb, Conley, et al. 61 ; *UFWOC Texas Newsletter* May 1972 : 2 ; Dunbar and Kravitz 18.
2. Varden Fuller and Bert Mason, « Farm Labor, » *American Academy of Political and Social Science Annals* 429 63-80 (1977) : 74-75.

En cas de maladie ou d'accident, les travailleurs de l'agriculture de certains États peuvent désormais bénéficier d'indemnités journalières, alors qu'au Texas ils sont encore spécifiquement exclus de ce type d'assurance. Et il n'existe toujours pas de loi au niveau fédéral, alors que 10 % des accidents du travail, et 17 % des décès, relèvent du secteur agricole, qui n'emploie pourtant que 4,5 % de la force de travail du pays. En 1972, la *National Commission on State Workmen's Compensation Laws* recommande vivement d'étendre progressivement l'indemnité maladie-accident à tous les ouvriers agricoles, et ce d'ici à 1975 [1].

La syndicalisation des ouvriers agricoles, enfin, reste un sujet des plus brûlants. Partisans et opposants d'une législation favorable aux *campesinos* s'affrontent violemment pendant toutes ces années. Si aucune loi n'est adoptée par le Congrès, le passage de l'*ALRA* en Californie redonne de l'espoir à beaucoup, car, pour tous ceux qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de ces travailleurs, la syndicalisation est, sans conteste, la solution qui s'impose [2].

1. Webb, Conley, et al. 59 ; Ray Marshall, *Rural Workers in Rural Labor Markets* (Salt Lake City : Olympus Publishing Co., 1974) 170.
2. Subcommittee on Migratory Labor, *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness, Who Is Responsible* 5449.

Cinquième partie

Action directe et lobbying (1975-1986)

Introduction

La reprise des grèves contre les producteurs en 1975 fait éclater au grand jour les divergences croissantes entre les responsables texans et les dirigeants californiens quant aux stratégies à adopter. Désormais, les ouvriers agricoles devront choisir entre deux formations aux analyses et aux tactiques différentes. L'une va privilégier l'action sur le terrain, tout en lançant une campagne de grande ampleur destinée à faire voter une législation sur les relations entre employeurs et employés dans l'agriculture. L'autre préfèrera mettre l'accent sur l'action politique, car estime que c'est là le seul moyen de faire adopter les diverses lois et règlementations essentielles à l'amélioration des conditions de travail des campesinos. Toutefois, devant le refus obstiné de tout changement de la part des exploitants, les deux syndicats devront à maintes reprises se tourner vers les tribunaux. Un climat économique de plus en plus morose et l'arrivée au pouvoir d'une administration républicaine peu sensible aux problèmes des exclus de la société américaine ne vont guère faciliter la tâche des ouvriers agricoles, par ailleurs gênés par les luttes intestines qui déchirent le mouvement entre partisans d'Orendain et fidèles de Chavez [1].

1. Documents photographiques : Alan Pogue. *Migrant Farmworkers* et *Migrant Farmworkers II* (1975) `www.documentaryphotographs.com/more.htm`

La reprise des grèves

1 Le conflit de 1975 et la formation du *Texas Farm Workers Union*

1.1 *Huelgistas* et producteurs de melons

L'*UFW* n'étant toujours pas prêt à consacrer temps et ressources au Texas, Orendain préfère démissionner — il refuse en effet de repartir pour Chicago, comme le lui demande Chavez — et continuer à encadrer les ouvriers mexicains et mexicains-américains du sud de l'État. Tout en n'étant plus officiellement rattaché au syndicat californien, Orendain et d'autres organisateurs œuvrent néanmoins dans le cadre du *Texas UFW*.

Au printemps de 1975, il est décidé de mener une grève contre les producteurs de melons. Cependant, Orendain ne veut pas, comme en 1966-1967, se limiter à une confrontation avec un seul exploitant. Il n'envisage pas non plus un conflit généralisé associé à un boycott, comme le fait Chavez en Californie, car cela exige du temps et des moyens financiers importants. Le choix se porte à nouveau sur les melons, récolte très périssable, mais on préfère opter pour une série de petits débrayages répartis tout au long de la saison, en suivant les cueilleurs de la vallée dans l'ouest et le nord du Texas. Orendain ne croit pas possible d'obtenir des contrats dans ces conditions, néanmoins, dans l'immédiat, il compte amener les agriculteurs à augmenter les salaires. À plus long terme, il espère que cette agitation facilitera le passage d'une législation d'État donnant aux ouvriers agricoles le droit de tenir des élections et de se faire repésenter par un syndicat.

Les opérations commencent, symboliquement, le 20 mai, à *La Casita*, près de Rio Grande City, en souvenir de la grève de 1966. Tout d'abord l'*UFW* ne rencontre guère de succès, les gens ayant peur de perdre leur emploi ou ayant trop besoin d'argent. Toutefois, le 26 mai, lorsque trois organisateurs se rendent au pont international de Hidalgo pour tenter de convaincre les ouvriers mexicains de ne pas se rendre dans les exploita-

tions, plusieurs centaines de travailleurs se déclarent prêts à les suivre. Surpris, les syndicalistes proposent une marche en direction d'une autre exploitation, *El Tejano Ranch*, à cinq kilomètres de la frontière. Là, les *campesinos* constituent des piquets, mais les choses se gâtent lorsque C. L. Miller, le directeur, tire sur les manifestants, blessant 11 personnes, dont neuf Mexicains. Indignés — et ce d'autant plus que Miller n'est pas inquiété par les autorités —, les ouvriers agricoles manifestent dans les comtés de Hidalgo et de Starr, et pendant trois semaines, plus de 200 familles mènent grèves et actions de protestation contre quatre des plus gros producteurs de melons de la vallée.

D'autres exploitants réagissent violemment, arguant du fait qu' « au Texas, un propriétaire a le droit de recourir à la force, dans la limite du raisonnable, pour protéger sa vie, ses biens et les siens ». Le 29 mai, c'est Othal Brand, le plus gros producteur de l'État et maire de McAllen, qui lance sa voiture sur un groupe de grévistes. Le 30 mai, un autre exploitant prend pour cible la voiture d'un des dirigeants de la grève, touchant le conducteur et deux passagers. Lorsque, sur plainte du consulat mexicain, le shérif de Hidalgo finit par arrêter Miller, mais le libère sous caution, une quarantaine de producteurs forment un comité de défense pour lui venir en aide. Ils décident par la même occasion de redonner vie à un *Growers' Council* datant du conflit de 1966-1967. Par ailleurs, Othal Brand, désireux de contrecarrer l'action du syndicat, passe, en juin, un accord avec une toute nouvelle organisation d'embaucheurs, la *South Texas Crew Leaders Association*, et s'engage à employer de préférence les ouvriers de ces recruteurs, à payer 2,25 dollars de l'heure, plus une prime de rendement. La *STCLA* déclare aussi vouloir, dans l'avenir, obtenir des indemnités maladie-accident, des allocations chômage, une amélioration des conditions de transport et de travail, soit l'essentiel des revendications de l'*UFW* [1].

Niant l'existence même d'un conflit, les employeurs accusent Orendain d'engager de faux grévistes et réclament à grands cris la venue des *Texas Rangers* ainsi qu'une intervention plus énergique de la police. Mais les évènements de 1966-1967 et la décision de la Cour suprême (1972) sont encore présents dans les mémoires. Le gouverneur Dolph Briscoe refuse d'envoyer les *Rangers* dans la vallée et les autorités locales adoptent un profil bas : dans le comté de Starr, le procureur du district, Alex W. Gabert,

1. Bruce Cory, « La Huelga — 1975, » *Texas Observer* 20 June 1975 : 4 ; Santa Cruz, California Texas Farm Workers' Union Support Committee (CTFWUSC), *The Struggle of the Texas Farm Workers' Union* (Santa Cruz : CTFWUSC, 1977) 19 ; J. Michael Compton, « A Grower Responds, » lettre au *Texas Observer* 22 Aug. 1975 : 15 ; « New Crew Leaders Association Reaches Agreement with Brand, » *McAllen Monitor* 6 June 1975.

affirme que ses services enregistrent les plaintes des uns et des autres, et le juge, O. P. Carillo, refuse d'interdire les piquets de grève sur les routes publiques ; dans le comté de Hidalgo, le shérif fait preuve de modération, ce qui lui vaudra de perdre son poste en 1976. Néanmoins, avec la poursuite du mouvement et la multiplication des incidents, cette impartialité affichée est souvent mise à mal. Les producteurs de la vallée finissent par obtenir des arrêtés prohibant les piquets de grève et toute manifestation de nature à gêner la récolte, et l'*UFW* demande en vain la tenue d'élections à *La Casita*, *Griffin and Brand* et *El Tejano*. Les camions chargés de melons quittent les exploitations escortés par des policiers de la *Texas Highway Patrol*, et l'*UFW* organise une marche de protestation entre Hidalgo et McAllen, suivie d'une « messe pour la non-violence [1] ».

À la fin de la saison, c'est-à-dire mi-juin, le syndicat abandonne momentanément la vallée et poursuit son action dans l'ouest du Texas. Les organisateurs se rendent d'abord dans la région de Presidio, où les melons vont être récoltés et où les producteurs paient de 60 à 70 cents de l'heure des travailleurs mexicains qui viennent chaque jour d'Ojinaga, ville frontalière, pour s'embaucher jusqu'à 14 heures d'affilée. Comme il est quasiment impossible de contacter les employés du côté américain, car tout y est propriété privée à l'exception de la route principale, l'*UFW* engage les hostilités côté mexicain et parvient à bloquer les opérations dans les champs et les usines d'emballage pendant trois jours. Les *campesinos* obtiennent le soutien de certains journaux mexicains et de quelques dirigeants politiques comme le maire d'Ojinaga, toutefois, les autorités mexicaines ne tardent pas à réagir : l'armée remplace les douaniers et prend position dans les rues de la ville ; les syndicalistes sont interdits de séjour à Ojinaga. De son côté, le comté de Presidio fait appel au *FBI* et aux *Texas Rangers* et refuse toute accréditation aux journaux et chaînes de télévision soupçonnés de sympathie envers les grévistes. Devant les menaces d'arrestations massives, l'*UFW* interrompt ses activités dans la région de Presidio pour s'intéresser aux comtés de Pecos et de Reeves, puis au *Panhandle*, et enfin au comté de Bailey. Là aussi, les producteurs assistent pour la première fois à une tentative de mobilisation de leurs employés, mais là aussi, les exploitants refusent toute négociation et réussissent à enrayer l'extension du conflit [2].

1. « UFW Flag Flying Again outside Valley Farms, » *Corpus Christi Caller* 25 May 1975 ; « Growers Pot New Sheriff, » *El Cuhamil* 25 June 1976 : 1 ; José Perez, « Texas Strikers Fight New Grower Violence, » *Militant* 13 June 1975 ; UFW, communiqué de presse, 13 June 1975 ; « Police Escort Melons past Protesters, » *Daily Texan* 18 June 1975 ; « UFW Claims Conspiracy by Law Enforcement Agencies, » *McAllen Monitor* 15 June 1975 ; *Militant* 13 June 1975.

2. D. Kellar, *A Brief History of the Texas Farm Workers Union*, ronéo, 1976, 1 ; Roger Manne,

Ainsi que le prévoyait Orendain, la campagne de l'*UFW* n'a pas amené les employeurs à négocier des contrats, mais il semblerait que les salaires aient été augmentés, même de manière temporaire : dans la vallée on serait passé de 1,60 dollar de l'heure à 2,50, et à Presidio, les travailleurs auraient reçu 1,25 dollars de l'heure. Par contre, la grève contre les producteurs de melons a des conséquences fâcheuses pour les ouvriers agricoles du Texas, en ce qu'elle marque le début d'une longue guerre fratricide entre les dirigeants du syndicat dans cet État et ceux de Californie.

1.2 Désaccords et scission

Bien que la grève ne soit pas officiellement avalisée par Chavez, ce dernier ne la condamne pas au début — les *campesinos* se réclament de l'*UFW* et utilisent les fonds recueillis au Texas au nom de l'organisation nationale. Pourtant, début juin, après avoir exprimé publiquement son soutien à Orendain, Gilbert Padilla, trésorier de l'*UFW* en visite dans la vallée, lui demande en privé de mettre fin à une entreprise que le syndicat californien n'a nullement l'intention de financer. Par ailleurs, Jim Harrington, l'avocat de l'*UFW* au Texas, prend soin de souligner que Chavez n'est pas à l'origine du mouvement, n'apporte aucun soutien matériel, et se contente d'offrir ses conseils aux *huelgistas*. En juillet, le directeur des opérations de boycott au Texas, Bill Chandler, conseille aux sympathisants de l'*UFW* de ne pas apporter leur aide à Orendain. D'autre part, le président de la *Texas AFL-CIO*, Harry Hubbard, à la requête de Chavez selon son propre aveu, critique ouvertement Orendain, se dissocie de la grève, et déclare ne vouloir soutenir que les organisateurs et activités ayant l'aval de l'*UFW* [1].

L'un des principaux reproches adressé aux ouvriers de la vallée est de ne pas avoir respecté l'engagement de non recours à la violence du syndicat. La chaîne de télévision *CBS* en a en effet montré quelques-uns jetant des melons et des pierres à des non-grévistes, entachant ainsi l'image que Chavez veut donner de son organisation aux « libéraux » et aux membres de la classe moyenne sur lesquels il s'appuie. Orendain répond à ces accusations en rappelant que ce sont les producteurs qui sont à l'origine de cette violence. Mais il est vrai qu'il y a eu quelques dérapages, dus, selon certains, au fait que la plupart des travailleurs viennent de Reynosa et ne

La Voz del Cuhamil 15 July 1975 : 1 ; « Pecos Awakened by Huelgistas, » *El Cuhamil* 29 Aug. 1975 : 1.

1. TFWU, *Very Foul Play by Jim Harrington*, communiqué de presse, Apr. 1976 ; « UFW Attorney Says Union Did Not Initiate Strike, » *McAllen Monitor* 15 June 1975 ; UFW, *letter to Supporters*, July 1976, citée dans Kellar 3 ; « Hubbard Pledges Support to Farm Workers, » *Texas AFL-CIO Labor News* Aug. 1975 : 1.

se soucient pas trop des conséquences de leurs actes du côté américain. Pour d'autres, comme Jim Harrington, les affrontements violents entre grévistes et non-grévistes sont courants dans cette ville, et les Mexicains ont du mal à s'adapter aux pratiques syndicales imposées par la législation du Texas. Enfin, la présence d'un groupe de *Brown Berets* de McAllen, venus prêter main forte aux *campesinos* ajoute à la tension, les exploitants comme Brand clamant haut et fort que les *chicanos* sont là pour faire régner la terreur[1].

Chavez demande donc à Orendain de mettre fin à ce qu'il considère comme une expérience « violente et aventureuse » qui ne peut que nuire aux efforts de l'*UFW* pour établir un syndicat durable et fort. Selon lui, l'organisation ne peut se permettre d'ouvrir un deuxième front de lutte, car il lui faut se consacrer entièrement à la Californie. C'est en effet là que tout se joue, insiste-t-il. Le 14 août 1975, rejetant ces arguments, Orendain et les siens forment le *Texas Farm Workers Union* (*TFWU* ou *TFW*). Ils disposent désormais d'une entité légale qui leur permet de recevoir une aide financière et de continuer à mobiliser les ouvriers agricoles de l'État.

2 Les campagnes d'organisation du *TFW* (1975-1982)

Entre 1975 et 1982, le *TFW* mène des actions dans la vallée, l'ouest et le nord du Texas, concentrant ses efforts dans un petit nombre de secteurs de production.

2.1 *Sharyland Farms* (Mission, comté de Hidalgo) — (1975)

Fin septembre 1975, 20 employés de *Sharyland Farms*, près de Mission, arrêtent le travail : ils se plaignent du niveau des salaires et de l'attitude du contremaître. Les ouvriers s'adressent au syndicat qui leur apporte aide matérielle et conseils. Le conflit dure 25 jours, mais la compagnie refuse de négocier. Trois des organisateurs du *TFW* font alors une grève de la faim de trois jours, à Austin, pour protester contre l'intransigeance du directeur, Allan Shivers, ancien gouverneur de l'État, membre du conseil d'administration de plusieurs banques et entreprises, et président de celui de l'Université du Texas. Le *TFW* rassemble ses partisans sur le campus, à l'heure même où se réunit le conseil des régents de l'université, de nombreuses formations répondant à son appel[2].

1. *Texas AFL-CIO Labor News* Aug. 1975 : 1 ; « The Struggle of the Texas Farm Workers, » *El Cuhamil* 10 Dec. 1977 : 3.
2. TFW, *Justice for the Farmworkers*, communiqué de presse, Fall1975 ; TFW, communiqué de presse, 23 Oct. 1975.

2.2 Agrumes, melons et légumes (vallée, Ouest et Nord) (1976)

En janvier de l'année suivante, Orendain lance une campagne contre tous les producteurs d'agrumes de la vallée. De petits groupes se rendent régulièrement aux ponts internationaux de Hidalgo et de Brownsville et réussissent à convaincre plusieurs centaines d'ouvriers mexicains de participer, même brièvement, à la grève. Plus de 2 000 travailleurs autorisent le syndicat à les représenter auprès de l'employeur. Par ailleurs, chaque jour, un groupe de 40 à 75 grévistes se rend dans les vergers, encourageant les cueilleurs à s'en aller et interrompant ainsi la récolte. À la suite de ces opérations, les salaires augmentent, passant de 3,5 à 4 dollars la demi-tonne de fruits récoltés, et l'on voit apparaître de l'eau potable et des installations sanitaires dans les champs [1].

En mai 1976, à la saison des tomates et des melons, le *TFW* reprend la technique des grèves tournantes dans les exploitations de la vallée. Mais le syndicat ne rencontre cette fois qu'un succès limité auprès des détenteurs de cartes vertes et des clandestins. Par ailleurs, même les ouvriers désireux de rejoindre l'organisation ne peuvent arrêter le travail très longtemps, car cette dernière n'a pas les moyens financiers de soutenir un conflit prolongé. En juin, les activités se poursuivent dans l'Ouest et le Nord, comme l'année précédente, mais selon un itinéraire différent. Cette fois, ce sont les productions de concombres et de melons des comtés de Dimmit, Zavala et Uvalde, et d'oignons dans la région de Pecos, qui sont visées, les *campesinos* suivant assez bien les consignes de mobilisation [2].

2.3 *Trophy Farms* (Rio Grande City) (1977)

En 1977, le *TFW* ne s'engage dans aucune grève : le syndicat se consacre entièrement au passage d'une législation similaire au *California Agricultural Labor Relations Act*. Toutefois, en décembre, le syndicat ne peut ignorer l'appel de 50 ouvriers de *Trophy Farms*, propriété de *Griffin and Brand Corporation*, à Rio Grande City. Ces travailleurs demandent 42 cents par cagette de laitue au lieu de 32. La compagnie, qui ne parvient pas à trouver d'autres bras, accepte finalement de payer 40 cents [3].

1. « 2000 Support Strike, » *El Cuhamil* 6 Feb. 1976 : 1 ; « Strike Pressure Hits Growers, » *El Cuhamil* 27 Feb. 1976 : 1 ; Antonio Orendain, « Strikes Never End, » *El Cuhamil* 20 Mar. 1976 : 2.
2. Glenn Scott and Maria Flores, « Friends Seek Aid, » *Daily Texan* 9 July 1976.
3. « Victory in Rio Grande City, » *El Cuhamil* 30 Dec. 1977 : 1.

2.4 Laitues et oignons (basse vallée du rio Grande) (1978)

La production des laitues est à nouveau perturbée en 1978. En février, les employés de *Severini Produce Co*., dans le comté de Hidalgo, cessent le travail et requièrent l'aide du *TFW*. Les opérations sont rapidement paralysées. La direction accorde entre 32 et 38 cents la cagette et met des toilettes à la disposition des ouvriers. En décembre, *Elmore and Stahl de Pharr*, dans le comté de Hidalgo, et *Starr Produce Co*., de Rio Grande City, dans le comté de Starr, sont à leur tour touchées par des grèves. Dans le premier cas, les travailleurs obtiennent une augmentation du taux à la pièce, mais *Starr Produce Co.* refuse de discuter et expulse les ouvriers des logements de la compagnie [1].

Au printemps 1978, ce sont les producteurs d'oignons qui doivent faire face à un mouvement de grande ampleur. En effet, plus de 2 000 ouvriers des exploitations des environs de Mercedes, San Juan, Mission, Weslaco, et d'autres villes encore, refusent les conditions imposées par les exploitants. Certes, ceux-ci offrent 2,65 dollars de l'heure, le salaire minimum agricole fédéral. Toutefois, avec le système du paiement à la pièce, soit 50 cents pour un sac de 12 kg, les employés reçoivent en fait 1,50 dollar de l'heure du fait de la petite taille des oignons cette année-là. Au bout de 45 jours, les compagnies finissent par accepter un taux à la pièce de 80 cents, et parfois même un dollar, et des installations sanitaires sont installées dans les champs [2].

2.5 Oignons (comté de Willacy et basse vallée, comté de Reeves) (1979)

En avril 1979, ce sont des ouvriers de Raymonville, dans le comté de Willacy, qui demandent au *TFW* d'intervenir. Ils sont payés 45 cents le grand sac d'oignons, alors qu'il faudrait un taux de 80 cents pour atteindre le salaire minimum agricole fédéral de 2,90 dollars de l'heure. Des organisateurs se rendent dans les exploitations de *Charles Wetegrove Company*, le deuxième producteur d'oignons de l'État. 500 travailleurs se mettent en grève, réclamant des installations sanitaires, un contrat, et la reconnaissance du syndicat. Le mouvement s'étend rapidement, et au bout de trois jours, 2 000 *campesinos* ont abandonné les champs dans ce comté, ainsi que dans plusieurs autres parties de la vallée. L'usine d'emballage de *Wetegrove* est également touchée [3].

1. « Strike in Hidalgo, Texas, » *El Cuhamil* 15 Feb. 1978 : 1-3 ; Jesus Moya, « Strike in the Lettuce, » *El Cuhamil* 1 Jan. 1979 : 1-4.
2. Vicki Vaughan, « Down in the Valley, » *Texas Observer* 14 Apr. 1978 : 13.
3. TFW, tract, Maiy1979.

La grève dure 40 jours, mais les employeurs ne se montrent pas disposés à négocier. Certains tentent de sauver leurs récoltes en recrutant des briseurs de grève à Hidalgo et Progreso, mais ces derniers ont tendance à rejoindre les *huelgistas* lorsqu'ils sont mis au courant de la situation. Charles Wetegrove, qui réclame 300 000 dollars de dommages et intérêts au syndicat, va, quant à lui, chercher des ouvriers au Mexique, et les fait travailler sous la protection de policiers normalement chargés de la sécurité routière [1].

Les tentatives d'intimidation à l'encontre des ouvriers se multiplient : contremaîtres et chefs d'équipe chargent les grévistes avec leurs voitures à plusieurs reprises, blessant ainsi Jesus Moya, l'un des organisateurs ; l'autobus du *TFW* est incendié ; le *Texas Department of Public Safety*, les shérifs des trois comtés concernés, les *Texas Rangers* et les *Park Rangers* interviennent régulièrement et procèdent à de nombreuses arrestations ; dans le comté de Willacy, les autorités approuvent la constitution d'une milice composée de producteurs, de commerçants et autres volontaires qui jouit, en cas d'urgence, des mêmes prérogatives que les policiers ; le procureur du comté de Willacy, Edna Cisneros, prend fait et cause pour les employeurs, acceptant toutes les plaintes déposées contre les grévistes et refusant toute enquête sur les agressions dont sont victimes ces derniers. 18 personnes sont poursuivies. Des peines sont prononcées en juin et juillet, mais les autres procès sont repoussés, afin de calmer les critiques à l'encontre du procureur et du juge. Les poursuites sont abandonnées en 1980 [2].

Bien loin de Raymondville et de la vallée, à Saragosa, près de Pecos, d'autres *campesinos* refusent eux-aussi d'arracher les oignons et réclament une amélioration des salaires et des conditions de travail. En juin 1979, 150 employés de Ronald Box, copropriétaire de *Chocolate Flat Farms* avec Othal Brand, constituent, avec l'aide du *TFW*, un comité de lutte et paralysent les opérations. Le producteur fait venir des travailleurs de Pecos et Fort Stockton, mais une partie de ces derniers rejoignent les *huelgistas* qui doivent aussi faire face à des manœuvres d'intimidation [3].

---

1. « Farm Workers' Real Battle Here, Texas Leaders Say, » *Dallas Times-Herald* 22 Apr. 1979. « One Thousand Tons of Onions Brought to This Country, » *El Cuhamil* 20 Apr. 1979 : 3.

2. *TFW Newsletter* Sept. 1979 : 1 ; TFW, tract, May 1979 ; Antonio Orendain, éditorial, *El Cuhamil* 25 May 1979 : 2 ; « Legal Repression Continues, » *El Cuhamil* 20 July 1979 : 1 ; « Thousands of Workers in Struggle, » *El Cuhamil* 20 Apr. 1979 : 2 ; « But... Repression Continues, » *El Cuhamil* 20 Feb. 1980 : 1 ; « Vigilantes in Raymondville ! » *El Cuhamil* 20 Jan. 1980 : 1.

3. « Onion Strike, » *El Cuhamil* 1 July 1979 : 1.

2.6 Floride, Nouveau-Mexique et *Panhandle* (1980)

Au début de l'année 1980, le *TFW*, en collaboration avec les *United Migrants of Immokalee, Florida* et l'*Arizona Farm Workers Union*, envoie des organisateurs dans le sud de la Floride pour contacter les ouvriers de cette région, parmi lesquels on compte des migrants du Texas. Après avoir brutalement réprimé une grève quelques semaines auparavant, producteurs et embaucheurs s'opposent à nouveau vivement à toute action syndicale, s'attaquant le 17 janvier à un avocat, à un reporter de la chaîne de télévision *NBC* et à plusieurs syndicalistes, et blessant trois personnes [1].

Le *TFW* tourne également son attention vers le Nouveau-Mexique. La vallée de la Mesilla est la principale région agricole de cet État, et *Griffin and Brand* en est le plus gros producteur. Environ 2 000 ouvriers, habitant El Paso, Juarez, Las Cruces et Anthony, font plusieurs heures de transport pour aller chaque jour gagner deux dollars de l'heure dans les champs d'oignons. Les clandestins, eux, reçoivent cinq dollars pour une journée de huit heures, et il n'est pas rare de trouver des enfants aux côtés des adultes. Aucun point d'eau n'est mis à la disposition des employés, qui doivent acheter aux embaucheurs bières et boissons non alcoolisées à un prix exhorbitant, ces dépenses étant déduites des salaires en fin de journée. Les agences fédérales n'intervenant pas malgré ces innombrables cas de violations de la législation, le *TFW* décide de susciter des rencontres dans les villes d'origine des ouvriers, de former des comités, de mettre sur pied des manifestations et d'attirer l'attention des autorités sur ces conditions de vie et de travail [2].

Au Texas, le syndicat reste présent dans les régions d'Ojinaga-Presidio et de Pecos, mais c'est dans le *Panhandle* que le *TFW* engage l'une de ses luttes les plus importantes, une série de grèves qui éclatent en juin et juillet 1980 à Hereford et à Dimmitt, non loin d'Amarillo. Les *campesinos* embauchés pour la récolte des oignons, et dont beaucoup viennent de la basse vallée du rio Grande, demandent une augmentation des salaires — à 45 cents le sac, ils sont loin d'atteindre le salaire minimum fédéral fixé à 3,10 dollars de l'heure, la moyenne se situant autour de 1,85 dollars —, des installations sanitaires et le droit à l'organisation. Tous les ouvriers ne participent pas au mouvement, mais l'arrivée du syndicat est chose nouvelle pour les producteurs de cette zone agricole [3].

1. « The Struggle in Florida, » *El Cuhamil* 20 Feb. 1980 : 3-5.
2. « Organizing Drive, Mesilla Valley, » *El Cuhamil* July 1980 : 4 ; Carlos Marentes, « Booze for Pay, » *El Cuhamil* July 1980 : 5.
3. Rod Davis, « The Onion Revolt, » *Texas Observer* 8 Aug. 1980 : 2-6

Le 24 juin, sous la direction de Jesus Moya, 200 employés de *Howard Gault Company*, près de Hereford, débraient et manifestent devant les usines d'emballage et dans le centre ville. Le lendemain, plus de 500 ouvriers sont en grève. Le 26 juin, Cameron Gault, copropriétaire de *Howard Gault Co*, accepte de payer 60 cents le sac, d'installer toilettes et eau potable dans les champs et de réembaucher les grévistes. L'accord verbal, reconnu comme valable au Texas, est négocié par les avocats du syndicat, les représentants des comités de grève et le propriétaire. Toutefois, deux jours plus tard, 15 producteurs des *High Plains* et le *Texas Citrus and Vegetable Growers and Shippers, Inc.*, portent l'affaire devant les tribunaux, exigeant 6 000 dollars de dommages et intérêts pour *Howard Gault Co*. Le *TFW*, Moya, le *Texas Rural Legal Aid* et d'autres encore sont poursuivis pour avoir fomenté des arrêts de travail et violé les lois sur la liberté du travail de l'État. Les employeurs réclament aussi un arrêté temporaire interdisant toutes sortes d'activités syndicales, y compris la présence de piquets à moins de 15 m des champs et les uns des autres. Le juge leur accordant satisfaction, le mouvement est momentanément suspendu, mais la décision est très vite annulée par une autre cour [1].

Afin de reprendre la récolte, les exploitants offrent 50 cents par sac d'oignons. Mais les piquets et la grève continuent. Les producteurs font alors venir des machines à arracher les oignons, décident au dernier moment dans quels champs envoyer les équipes, font surveiller les routes privées par les policiers locaux, et font expulser les grévistes des camps d'hébergement par les *Texas Rangers*. Le *TFW* s'installe dans l'annexe d'une Église catholique du camp de San Jose, près de Hereford, et recourt à des tactiques de guérilla pour faire face aux manœuvres des producteurs. Le *TFW* tente également, mais en vain, de convaincre les employés des usines d'emballage, en général des résidents, de rejoindre le syndicat [2].

La grève s'arrête avec la fin des opérations de récolte, mais le bureau du *TFW* reste ouvert et le syndicat garde le contact avec les ouvriers. Pour Moya, le bilan n'est pas totalement négatif, car, sous la pression, les salaires ont augmenté légèrement, même s'il n'y a toujours pas d'installations sanitaires dans les champs, et surtout pas de contrat. Selon lui, plusieurs exploitants étaient prêts à négocier, à l'instar de *Cameron Gault*, mais le *Farm Bureau* serait intervenu et aurait empêché tout compromis. De plus, l'organisation de la production des oignons au Texas constitue un obstacle à l'organisation des ouvriers. On trouve soit des agriculteurs sous contrat avec de grandes compagnies qui contrôlent la transformation,

1. « Huelga, Strike, » *El Cuhamil* July 1980 : 1.
2. David Mantooth, « Workers Union Fails to Get Packing Employees to Join Strike, » *Amarillo Daily News* 18 July 1980.

le conditionnement et l'expédition, soit des exploitations appartenant à ces compagnies. Dans le premier cas, l'entreprise engage un embaucheur chargé du recrutement des ouvriers, vend la récolte, déduit les coûts de production et partage le bénéfice avec l'agriculteur. Pour un sac de 12 kg, il faut compter 45 à 60 cents pour la récolte, 13 cents pour le salaire du contremaître, 1,5 cent pour l'embaucheur, 9 cents pour le chargement et 20 cents pour le transport, 1,90 dollar pour le conditionnement et la vente. Les coûts de plantation s'élèvent à environ 650 dollars par acre. Dans les bonnes années, exploitants et compagnie font un bon profit, avec 10 dollars ou plus du sac et 1 000 sacs ou plus à l'acre. Mais en 1980, et ce pour la cinquième année consécutive, le rendement est faible — 300 à 400 sacs par acre — et le prix de vente bas — quatre à six dollars le sac. Les producteurs s'opposent donc d'autant plus vivement à toute augmentation de salaire. Toutefois, la différence est grande entre le petit agriculteur, sans grande marge de manœuvre, et les grosses sociétés comme *Griffin and Brand* qui pourraient sans problèmes supporter cette charge supplémentaire. Mais les gros propriétaires ne veulent pas entendre parler de syndicat et de négociation [1].

2.7 Agrumes (vallée) et oignons (*Panhandle*) (1981)

Ayant consacré ses maigres ressources à d'autres conflits et à d'autres activités, le *TFW* ne revient qu'en 1981 dans les plantations d'agrumes de la vallée, par ailleurs affectées par de fortes gelées en 1979.

Le 14 janvier 1981, 200 ouvriers, locaux et clandestins, se réunissent au pont international de Hidalgo et votent la grève qui s'étend rapidement à l'ensemble des vergers et ne s'arrête qu'avec la fin de la récolte. Selon le syndicat, environ 2 000 travailleurs participent à cette campagne, et ce malgré l'intervention des services d'immigration. Les *campesinos* veulent une augmentation de salaire — 10 dollars par caisse d'oranges et huit dollars par caisse de pamplemousses pour les cueilleurs, cinq dollars de l'heure pour les autres —, des échelles en aluminium, plus sûres que les vieilles échelles en bois sources de multiples accidents, une assurance maladie-accident, un plan de retraite, et un contrat écrit avec le *TFW* [2].

Des piquets se tiennent devant *Texsun*, la plus grosse usine de jus de pamplemousse de la région, devant le *Texas Citrus Exchange*, à Mission, l'*Edinburg Citrus Association*, à Edinburg, la Chambre de commerce de Harlingen et les usines d'emballage de compagnies comme *Alamo Citrus*

1. Doug Bedell, « Onion Farmers, Packers Crying 'Outsiders' in Panhandle Strike, » *Dallas Times-Herald* 21 July 1980 ; TFW, communiqué de presse, Aug. 1980.
2. « General Strike in the Citrus Industry, » *El Cuhamil* Feb. 1981 : 1-7.

et *Griffin and Brand*. Les grévistes occupent aussi les locaux de la *Texas Citrus Vegetable and Shippers Association*, pour protester contre les déclarations du vice-président, selon lequel les ouvriers gagnent entre six et sept dollars de l'heure. Le 23 janvier, un petit groupe s'installe dans le bureau du maire de McAllen, Othal Brand, et lui demande de négocier. Neuf personnes sont arrêtées. Les manifestations de soutien aux membres et sympathisants appréhendés se multiplient, et le *TFW* lance un boycott national contre les pamplemousses *Ruby Red* et *Star Ruby* du Texas, et les jus de fruits distribués par *Texsun* et *Big Tex*. Des comités de boycott sont créés dans les villes de l'État, et des piquets installés devant les magasins de la chaîne *HEB* [1].

Dans le *Panhandle*, le *TFW* n'organise pas de grève en 1981, mais est néanmoins présent. En effet, la récolte est bonne et le sac d'oignons se vend de 15 à 20 dollars, soit près de deux fois plus que l'année précédente. Cependant, les salaires n'augmentent pas. Le syndicat réclame un dollar par sac pour les gros oignons et 1,25 dollar pour les petits, un minimum garanti de quatre dollars de l'heure, des installations sanitaires dans les champs, un plan de retraite et un d'assurance maladie-accident, une convention collective. Pour parer à toute action des travailleurs, employeurs et responsables locaux ont, cette fois, pris leurs dispositions. Lors de la réunion annuelle de l'association des producteurs de légumes de la région, le *High Plains Vegetable Growers and Shippers Council*, il est rappelé aux exploitants que le meilleur moyen d'écarter tout risque de conflit est d'éviter de passer par l'intermédiaire d'embaucheurs, dont les pratiques frauduleuses sont bien souvent à l'origine de grèves, de fournir un emploi régulier à des ouvriers parfois venus de loin, de respecter à la lettre la législation du travail et même de satisfaire certaines des demandes de leurs employés [2].

2.8 Oignons (vallée) (1982)

Au printemps 1982, 15 producteurs de la vallée font l'objet de 32 grèves, impliquant, d'après le syndicat, plus de 10 000 personnes sur deux mois. Sous la pression, les employeurs augmentent les salaires, qui passent de 45 cents le seau à 1,35 dollar, et installent toilettes et points d'eau. Mais les arrestations se multiplient. Moya, Orendain et le rédacteur en chef

1. Antonio Orendain, « Support the Texas Farm Workers Union, » *El Cuhamil* Apr. 1981 : 2 ; « Farm Workers Meet in Austin, » *El Cuhamil* Mar. 1981 : 7.

2. Ruperto Garcia, « Conditions in the Onion Fields, » *Texas Observer* 24 July 1981 : 10 ; « Strike ? » *El Cuhamil* April 1981 : 1-11 ; « Farm Workers Called Terrorists, » *El Cuhamil* April 1981 : 8.

du journal *El Cuhamil* se voient imposer de lourdes amendes. De telles mesures gênent énormément le *TFW*, qui voulait multiplier les arrêts de travail au moment des récoltes de concombre et de melons, et intervenir dans les champs d'oignons dans la région de Presidio, dans l'ouest du Texas et au Nouveau-Mexique [1].

Fin 1982, le syndicat, en proie à de graves problèmes d'ordre principalement financier, réduit considérablement ses activités, et il n'y a plus ni grèves, ni manifestations, seulement quelques réunions au niveau local. Plusieurs mois plus tard, Jesus Moya, l'un des responsables du *TFW*, fonde l'*International Union of Agricultural and Industrial Workers* et reprend l'action directe sur le terrain.

3 Jesus Moya et l'*International Union of Agricultural and Industrial Workers* (1983-1986)

Entre 1983 et 1986, sous la direction de Moya, décrit par un journaliste comme « un Jésus musclé qui parle comme Che Guevara », l'*IUAIW* intervient dans la vallée, le *Panhandle* et l'ouest de l'État, et ce malgré des ressources très limitées.

3.1 Comtés de Castro et de Hale (1983)

En juillet 1983, l'*IUAIW* organise des manifestations diverses à Dimmitt, dans le comté de Castro. Contrairement à la tradition, qui est d'engager pour moitié des résidents et pour moitié des migrants, la compagnie *Dimco Industries, Inc*. s'en remet totalement, cette année-là, à un embaucheur de McAllen. Les ouvriers de Dimmitt protestent, car la récolte des oignons constitue leur principale source de revenus, et les migrants, eux, sont mécontents de leurs salaires et de leurs conditions de travail [2].

En août, c'est *Richard Ruiz Produce*, à Hale Center, dans le comté de Hale, qui fait l'objet d'une grève. L'employeur ne respecte pas les promesses faites aux *campesinos* venus de la vallée de les embaucher du 10 juillet au 15 octobre pour les récoltes de concombres, de pastèques et de poivrons, et pour les opérations d'emballage. En effet, Richard Ruiz ayant recruté trop de monde, les ouvriers ne vont dans les champs que deux ou trois heures par jour. L'*IUAIW* demande un contrat garantissant 40 heures

1. « Strike Continue, » *El Cuhamil* June 1982 : 1.
2. Charlie Bates, « Farmworkers File Suit against Dimmitt Produce Firm, » *Amarillo Daily News* 14 July 1983.

de travail par semaine, la prise en charge des frais de transport par la compagnie et l'augmentation des salaires. Le producteur restant sur ses positions, le conflit se termine avec la fin de la saison [1].

3.2 Oignons (vallée et *Panhandle*) — (1984)

En mai 1984, les employés de *Russel Produce* et de *Halmark Produce*, dans le comté de Hidalgo, interrompent la récolte et réclament de meilleurs salaires — tout en les payant au même taux que l'année précédente, on leur donne à remplir des seaux plus grands. Pendant l'été, la région de Hereford connait à nouveau une certaine agitation. Une bonne partie des plantation d'agrumes de la vallée ayant été détruite par de fortes gelées en décembre 1983, la presque totalité des ouvriers de ce secteur sont au chômage et beaucoup se joignent aux migrants qui partent pour le *Panhandle*. Profitant de ce surplus de main d'œuvre, les exploitants diminuent les salaires. L'*IUAIW* concentre son action sur les exploitations de *Griffin and Brand* et obtient une augmentation [2].

Le retour de Moya dans le *Panhandle* n'est guère apprécié, et les autorités tentent de le neutraliser en lui interdisant de s'adresser aux ouvriers, dans les champs ou devant les centres d'emballage, à l'aide d'un haut-parleur. Loy Smith, assistant du shérif du comté de Deaf Smith, pense, lui, que Moya serait mieux accepté s'il s'y prenait autrement et contactait les employés en-dehors des heures de travail. C'est là une position bien à l'encontre de celle de Moya, partisan de l'affrontement direct avec les exploitants qui refusent de négocier. Pour lui, seule une confrontation ouverte avec les employeurs peut permettre un changement des rapports de force [3].

3.3 Vignobles de Ste. Genevieve — Ouest (1985-1986)

En 1975, l'Université du Texas se lance dans la viticulture. 1 000 acres de pâturages situés au sud d'Odessa sont plantés de vignes et loués un dollar l'acre à un consortium réunissant *Tony Sanchez Oil and Gas Corp.* de San Antonio, *Gilldorn Financial Co*. d'Austin, *Richter Co*., et *Cordier Inc*., un producteur français. Ces entreprises s'occupent de l'exploitation et de la production — 600 hectolitres en 1985, et plus de 12 000 prévus en 1993.

1. Joel Brandenberger, « Farmworkers Threaten Suit against Produce Firm Owner, » *Amarillo Daily News* 23 Aug. 1983.
2. Scott Lind, « Onion Pickers Leave Field, » *McAllen Monitor* 8 May 1984.
3. Terry FitzPatrick, « Moya Strikes Again, » *Texas Observer* 31 Aug. 1984 : 8.

Le vin, mis en bouteille sous le nom de *Ste. Genevieve Vineyards*, est de bonne qualité et se vend bien, l'Université recevant 8 % des bénéfices [1].

En juillet 1985, une centaine de vendangeurs, recrutés dans d'autres parties de l'État, se mettent en grève pour protester contre les conditions de travail dans les vignobles. Alors qu'on leur avait promis le salaire minimum, soit 3,35 dollars de l'heure, on leur impose à la place un paiement à la pièce bien inférieur de 75 cents le seau, puis de 65 cents, et enfin de 60 cents. Par ailleurs, la législation en matière de transport et de logement n'est absolument pas appliquée. Enfin, quelques ouvriers sont renvoyés sans explication aucune. Les grévistes font appel à l'*IUAIW* qui propose à l'Université de signer un contrat garantissant le salaire minimum, le paiement des heures supplémentaires, un recrutement à l'ancienneté, des congés payés, une couverture médicale et un plan de retraite, l'installation de points d'eau et de toilettes, le respect de la règlementation sur l'usage des pesticides, et la création d'un comité d'arbitrage [2].

Devant le désintérêt des employeurs, Moya organise une marche de Fort Stockton à Ste. Genevieve, les 16 et 17 novembre. Ces jours-là, les *campesinos* de la région se voient soudain offrir des rémunérations intéressantes pour aller récolter des poivrons, ce qui a pour effet de limiter le nombre de participants. Malgré tout, 46 marcheurs parcourent les 50 km, et lors du rassemblement qui a lieu devant le domaine Moya annonce un boycott des vins de Ste. Genevieve et de Llano Estacado, dans la même région, ainsi qu'une grève en janvier 1986, au moment de la taille [3].

L'Université rejette cependant toujours les propositions de l'*IUAIW*, car elle ne se considère pas comme l'employeur. Les dirigeants du consortium ne se sentent pas davantage concernés, car ils chargent une agence spécialisée, *Fabricators and Contractors, Inc.*, de recruter les ouvriers. De plus, ces responsables ne voient pas l'intérêt de signer des contrats, car ils ont l'intention de mécaniser au maximum les opérations et donc de n'engager que très peu de travailleurs à l'avenir [4].

4 Les choix difficiles de l'*UFW*

Après la rupture avec Orendain, l'*UFW* n'arrête pas pour autant ses opérations dans la basse vallée du rio Grande, mais refuse toujours de s'engager dans des grèves. D'une manière générale, le syndicat estime que ce

1. Rudy Sustaita, « Regents Ignore Farm Workers' Petition, » *Daily Texan* 11 Apr. 1986.
2. Thanhha Lai, « Labor Hassles at UT Vineyards Lead to Crop of Sour Grapes, » *Daily Texan* 31 July 1985.
3. *Moya Sowing Dissent in West Texas*, ronéo, 1985, 4.
4. Cory Walton, « Labor Nouveau, » *Texas Observer* 20 Dec. 1985 : 15.

n'est pas là le meilleur moyen de lutte, et ne s'y résoud qu'en dernière extrémité, car les producteurs disposent d'un abondant réservoir de travailleurs prêts à accepter n'importe quelles conditions [1].

Ne recourant à la grève que contraint et forcé en Californie, Chavez est d'autant plus réticent au Texas, où il lui parait « suicidaire » de choisir une telle stratégie. D'une part, répète-t-il, parce que les lois sur la liberté du travail sont toujours en vigueur et gênent considérablement les syndicats. D'autre part, parce que les ouvriers agricoles ne peuvent compter sur l'aide financière importante et prolongée de nombreux sympathisants — en Californie l'*UFW* arrive à recueillir 1 000 dollars par semaine pour soutenir les *huelgistas*, alors qu'au Texas le *TFW* a le plus grand mal à rassembler 200 dollars. Le dirigeant estime en outre qu'il y a encore un long travail de sensibilisation et de préparation à faire chez les travailleurs et dans la population avant de pouvoir envisager un mouvement de grande ampleur. Enfin, on l'a vu, l'*UFW* veut en finir avec l'organisation des *campesinos* sur la côte ouest avant d'intervenir dans d'autres États.

En 1975, le syndicat est absorbé par la mise en œuvre du *California Agricultural Labor Relations Act.* Des milliers d'ouvriers participent à près de 400 élections entre août et décembre, l'*UFW* remportant plus de 75 % des scrutins, en dépit de la campagne menée conjointement par les producteurs et les Teamsters. Mais il faut, en fait, procéder à tant d'élections que l'*Agricultural Labor Relations Board* est rapidement à cours de fonds. Représentants et sénateurs refusant d'octroyer de nouvelles subventions pour les six premiers mois de 1976, l'*UFW* tente de faire adopter par référendum une proposition de loi assurant le financement permanent de ce comité. *Proposition 14* est rejetée par les électeurs en novembre 1976, mais les législateurs acceptent de donner à l'*ALRB* les moyens de remplir sa mission [2].

En 1978, estimant avoir bien mené sa tâche en Californie, l'*UFW* se prépare à engager la lutte dans d'autres États, en particulier au Texas et en Floride. Mais en janvier 1979, le début de la grande grève contre les producteurs de laitue de la vallée Impériale et de Salinas oblige le syndicat à remettre ces projets à plus tard. En effet, malgré des profits exceptionnels les années précédentes, les employeurs refusent d'augmenter les salaires de plus de 7 %, arguant des directives du président Carter en matière d'inflation. Les ouvriers, eux, réclament 5,25 dollars de l'heure au lieu de 3,70 et quittent les champs par centaines. La menace d'un boycott des bananes *Chiquita*, un produit de *United Brand, Co.*, propriétaire de *Sun Harvest*,

1. Dana Loy, « Chavez on the Grape Boycott, » *Texas Observer* 27 Sept. 1985 : 8.
2. Philip L. Martin, Suzanne Vaupel, and Daniel L. égan, *Unfulfilled Promise, Collective Bargaining in California Agriculture* (Boulder : Westview P, 1988) 36.

l'un des plus gros producteurs de laitues de Californie, et le renouvellement du contrat des *Teamsters* avec *Bud Antle* sur la base de cinq dollars de l'heure, amènent les exploitants à la table des négociations en septembre 1979. Seul *Bruce Church, Inc*. ne signe pas d'accord, poussant l'*UFW* à lancer un boycott des laitues de la compagnie qui dure plusieurs années et coûte fort cher. Mais plutôt que de constituer des comités de boycott à travers le pays comme par le passé, l'*UFW* contacte désormais ses sympathisants potentiels par courier en utilisant un matériel informatique sophistiqué [1].

En 1984, la reprise du boycott historique contre les producteurs de raisin de table de Californie, à partir du mois de juillet, mobilise toutes les ressources du syndicat. En effet, à la suite de l'élection de George Deukmejian comme gouverneur de Californie en 1982, l'administration de l'État prend toute une série de mesures destinées à paralyser l'*ALRB* — coupes budgétaires, nomination de membres proches des intérêts agricoles. En juin 1984, Deukmejian s'opposant à la création d'un service chargé de veiller au respect de la législation au sein de l'*ALRB*, il ne reste plus à l'*UFW* qu'à retourner à une forme de lutte qui avait déjà fait ses preuves. Il faut par conséquent, commente Chavez, remettre à plus tard l'organisation des ouvriers agricoles dans d'autres parties du pays.

L'*UFW* n'a donc pas les moyens matériels et financiers d'investir dans un conflit de longue haleine au Texas. D'autres types d'action sont choisis. Ainsi, dans un premier temps, des comités de travailleurs sont constitués dans les comtés de Hidalgo et Cameron, de même qu'à Reynosa et Nuevo Progreso pour les détenteurs de « cartes vertes » et les clandestins. Ces comités, dont les membres et les dirigeants sont, pour une bonne partie, des femmes, doivent réfléchir aux problèmes qui se posent aux ouvriers et tenter d'apporter des réponses au niveau local. On en compte 40 en 1980 [2].

Sans mener de grèves, l'*UFW* n'en conduit pas moins quelques arrêts de travail de courte durée. En mars 1979, par exemple, 2 000 ouvriers participent à des débrayages dans les champs d'une compagnie de Weslaco pour réclamer une hausse des salaires et des installations sanitaires. En 1981, le syndicat lance l'*Operation Crunchbird*, pendant la saison des oignons. Les salaires augmentent temporairement, les exploitants n'embauchent plus d'enfants, les chefs d'équipe respectent davantage la législation, et les agences fédérales et d'État concernées se montrent un peu plus vigilantes.

1. Julio Moran, « The UFW Digs In, » *Nuestro* Sept. 1979 : 27 ; Martin, Vaupel, and égan 37.
2. UFW, *History of the United Farm Workers, AFL-CIO, in Texas*, tract, Mar. 1985, 1.

En 1983, sous la pression de ses adhérents, exaspérés par l'obstination des employeurs à repousser toute suggestion visant à améliorer les conditions de travail, l'*UFW* envisage malgré tout une action de grande envergure. Lors de la convention annuelle de San Juan, en février, les *campesinos* appellent explicitement à la grève, mais le syndicat doit renoncer à son projet. En effet, les gelées de l'hiver 1983 mettent une bonne partie des ouvriers au chômage et suppriment tout moyen de pression directe sur les exploitants.

La révision du droit du travail

Écartant l'idée d'engager des conflits contre les producteurs, l'*UFW* préfère, entre 1975 et 1986, mettre l'accent sur l'action politique et le *lobbying* pour faire adopter des lois plus favorables aux travailleurs de l'agriculture. De son côté, le *TFW*, quoique convaincu du rôle primordial de la grève dans la lutte contre les exploitants, se tourne également vers le Capitole. En effet, le manque de ressources, l'attitude des employeurs et des autorités locales, ainsi que le caractère temporaire des gains à l'issue des conflits, amènent Orendain à envisager une campagne sur le plan législatif[1].

1 Le *TFW* et le *Texas Agricultural Labor Relations Act*

1.1 Propositions de loi

L'un des objectifs premiers du *TFW* est de faire adopter par le Texas un *Agricultural Labor Relations Act*, c'est-à-dire une législation proche de celle dont s'est dotée la Californie en 1975. Entre 1977 et 1983, le syndicat réussit à faire introduire des propositions de loi accordant aux ouvriers agricoles le droit à l'organisation et à la négociation collective à toutes les sessions de la législature de l'État — HB1325 et SB1075 en 1977 ; HB227 en 1978 et 1979 ; HB45 en 1981 et HB85 en 1983. Ces propositions incluent les dispositions suivantes : une définition des pratiques abusives des employeurs et des employés ; la tenue d'élections à bulletin secret permettant aux ouvriers de décider s'ils veulent ou non être représentés par un syndicat ; l'établissement des procédures à suivre pour la demande et la conduite de ces élections, ainsi que les critères de participation des employés ; la création d'une comité chargé de veiller à l'application de la loi. Il est également prévu d'obliger les ouvriers à adhérer au *TFW* dans un délai de cinq jours après l'embauche, ce qui va à l'encontre de la législation en faveur de la « liberté du travail » en vigueur dans l'État. En 1979,

1. Allan Turner, « Migrant Workers, » *San Antonio Light* 21 June 1981.

certains partisans de l'adoption d'un *ALRA* au Texas suggèrent de passer ce dernier point sous silence, car ce serait le principal obstacle au passage de la loi. Toutefois, Orendain rejette ce qu'il considère comme une version « tronquée » de l'*ALRA* et le *TFW* fait de l'abolition de la section 14 (b) du *Taft-Hartley Act* l'un de ses chevaux de bataille [1].

1.2 Pétitions et comités de soutien

Faire approuver le *Texas Agricultural Labor Relations Act* exige des campagnes de mobilisation de grande ampleur. En septembre 1976, lors de la convention d'État du *Raza Unida Party* le *TFWU* annonce le lancement d'une pétition qui sera présentée au gouverneur et à la législature à la session de 1977. En octobre, quatre organisateurs quittent la vallée pour recueillir les 500 000 signatures dont le syndicat a besoin, et coordonner les activités de soutien. Cette pétition connaissant un grand succès, l'expérience est renouvelée en 1979. Le syndicat appelle également ses partisans à former des comités chargés de recueillir des fonds, à contacter les médias, et surtout à faire connaître le *TRLA*. *El Cuhamil* leur conseille par exemple d'entrer en relation avec les groupes d'action pour une réforme des impôts qui apparaissent un peu partout : en effet, fait valoir le *TFW*, si les ouvriers agricoles peuvent négocier des contrats améliorant leur niveau de vie, ils n'auront plus besoin des programmes d'aide sociale financés par les contribuables. Enfin, le *TFW* organise des opérations destinées à attirer l'attention des médias et de l'opinion publique [2].

1.3 Marches et grèves de la faim

Marcha Para Justicia et *March for Human Rights (1977)* [3]

Dans les premiers mois de 1977, du 26 février au 3 avril, le *TFW* mène sa première marche, *Marcha Para Justicia*, de San Juan, dans la vallée, à Austin, via Kingsville, Corpus Christi et San Antonio, soit plus de 700 km.

De nombreuses organisations se déclarent solidaires du syndicat — *Equal Rights Congress*, *PADRES*, *La Raza Unida Party*, *LULAC*, *GI Forum*,

1. « Farm Worker Legislation, » *El Cuhamil* 11 June 1977 : 6 ; « The Union Security Clause, » *El Cuhamil* 1 Mar. 1979 : 5 ; « Right-to-Work Law Is Right to Exploit, » *El Cuhamil* 18 Mar. 1977 : 1.

2. Anna Maria Pena, « Union Organizer Promotes Awareness, » *Daily Texan* 23 Sept. 1975 ; « TFW Organizers Leave on Petition Drive, » *El Cuhamil* 22 Oct. 1976 : 1 ; Antonio Orendain, « Help Us Fight, » *El Cuhamil* 15 Nov. 1978 : 2.

3. Itinéraire de la Marcha Para Justicia, *El Cuhamil*, 1 Apr. 1977 : 3 ; Itinéraire de la March for Human Rights, *El Cuhamil*, 15 July 1977 : 1. (Voir documents annexes, figures 14 p. 384 et 15 p. 385)

Colonias del Valle... Malgré le silence de la fédération *AFL-CIO* du Texas, plusieurs sections locales, non seulement de l'État mais aussi d'autres régions du pays, encouragent l'initiative du *TFW*. L'Église catholique enfin, par l'intermédiaire du *Southwest Regional Office for the Spanish Speaking*, appouve la présence de prêtres répondant aux besoins des marcheurs et des sympathisants et demande aux paroisses traversées par les *campesinos* de les aider financièrement et matériellement. Les marcheurs sont d'ailleurs en général bien accueillis, des élus locaux ou de l'État venant parfois à leur rencontre. Des messes et des rassemblements ponctuent la marche, qui se termine par un service œcuménique à *St Edward's University*, à Austin, suivi d'un défilé et d'une manifestation devant le Capitole. Sans mobiliser une foule aussi importante qu'en 1966, les ouvriers agricoles parviennent néanmoins à susciter quelque intérêt, et contrairement à John Connally, le gouverneur Dolph Briscoe choisit de recevoir les membres du *TFW*. Mais, s'il les invite pour une collation dans sa résidence, il ne fait cependant aucune allusion à l'adoption de mesures concrètes [1].

Les *campesinos* décident alors de poursuivre leur route jusqu'à Washington — la *Marcha Para Justicia* devient *March for Human Rights* — où ils ont l'intention de présenter leur pétition au président Carter et de lui demander de promouvoir un *National Collective Bargaining Rights Act* pour l'agriculture, plutôt que l'intégration de ce secteur économique dans le *NLRA*. Pourquoi Carter ? Parce que 1977 a été proclamée l'année des Droits de l'Homme, et que le président en condamne sans cesse les violations massives dans certains pays, répond le *TFW*. Or, d'après le syndicat, au Texas, les droits fondamentaux des *campesinos* sont constamment bafoués. L'abolition de la section 14 (b) du *Taft-Hartley Act* est le second mot d'ordre de cette marche qui, symboliquement, traverse huit États ayant adopté une législation *right-to-work*, soit le Texas, la Louisiane, le Mississippi, l'Alabama, la Géorgie, la Caroline du Sud, la Caroline du Nord et la Virginie. Tout au long d'un trajet de 2 400 km, la trentaine de marcheurs va d'ailleurs rencontrer d'autres ouvriers aussi mal lotis qu'eux : travailleurs noirs des plantations de canne à sucre de Louisiane, métayers du vieux Sud, employés des usines textiles dans les Carolines. Selon *El Cuhamil*, cette expérience enrichit la réflexion des participants, qui voient dans leur action, non plus seulement la revendication d'un groupe de *campesinos* du Texas, mais celle de tous les exploités du pays [2].

1. « Support for the March is Good, » *El Cuhamil* 1 Apr. 1977 : 3.
2. « TFW March, » *El Cuhamil* 15 July 1977 : 2.

Dans son entreprise, le *TFW* bénéficie du soutien de plus de 150 organisations régionales et nationales : *ACLU*, *American Friends Service Committee*, *United Garment Workers of America* en Alabama ; *International Longshore and Warehousemen*, *El Movimiento Estudiantil Chicano de Aztlan*, *Sugar Workers Union Local 180*, *Latin American Missions*, *American Indian Movement*... en Californie ; *National Lawyers Guild*, *Unitarians for Social Justice*, *Human Rights Coalition*, *LULAC*, *GI Forum* dans l'État de Washington, et bien d'autres encore. En Louisiane, la communauté noire offre un accueil chaleureux aux marcheurs : la *Catholic Youth Organization* organise une réception à Lake Charles, et la *National Association for the Advancement of Colored People* à Lafayette ; à la Nouvelle-Orléans, la *NAACP* et le *Philip Randolph Institute* se mettent à la disposition du *TFW* et insistent sur la similarité des problèmes dont souffrent les ouvriers agricoles dans les deux États. À Hattiesburg, dans le Mississippi, ce sont environ 14 organisations qui se déclarent solidaires des ouvriers texans. En Géorgie, le *TFW* est reçu à Atlanta par les dirigeants de la *National Southern Leadership Conference*, et un défilé est organisé de la tombe de M. L. King au Capitole [1].

Toutefois, l'arrivée des marcheurs ne soulèvent pas l'enthousiasme partout. Dans le Mississippi, près de Poplarville, les *campesinos* sont arrêtés pour entrave à la circulation, mais les autorités locales, désireuses de ne pas créér d'incident, les libèrent rapidement. Dans les Carolines, domaine de *J. P. Stevens*, une compagnie textile hostile à l'arrivée des syndicats dans ses usines et objet d'un boycott de l'*AFL-CIO*, quelques localités s'opposent à leur séjour. Et si les évêques de Charlotte et de Raleigh encouragent leurs paroissiens à aider les marcheurs, leur déclaration reste très circonspecte [2].

Au bout de 82 jours, les ouvriers agricoles parviennent enfin à Washington, le jour de la Fête du Travail, et sont accueillis par des sympathisants venus de plusieurs États. Le président refusant de les recevoir, ils campent dans la ville. Carter se dit en effet trop occupé par la signature du nouveau traité de Panama, les réceptions des chefs d'État d'Amérique latine, et le scandale qui touche l'un de ses proches, Bert Lance — il trouve néanmoins le temps pour une conversation avec Othal Brand. Au cours des jours suivant, les *campesinos* ont des entretiens avec des élus du Congrès comme les sénateurs démocrates Lloyd Bentsen (Texas) et Edward Kennedy (Massachussetts), mais toujours pas avec le président.

1. « Endorsers for the March for Human Rights, » *El Cuhamil* 29 Aug. 1977 2-8 ; Louis Porter, « Demonstration to be Staged by Farm Union, » *Times Picayun* 15 July 1977.

2. « North Carolina Catholics to Aid Texas Farm Workers along March Routes, » *N.C. Catholic* 14 Aug. 1977.

Au bout d'une semaine, 12 d'entre eux engagent une grève de la faim qu'ils doivent arrêter rapidement, épuisés qu'ils sont par la marche.

L'attitude de Carter est sévèrement critiquée par des organisations hispaniques comme la *LULAC* et quelques élus démocrates du Texas. De leur côté, les huit évêques de l'État envoient un télégramme au président pour qu'il accepte enfin une entrevue avec les marcheurs. L'association catholique *Campaign for Human Development* accuse Carter de préférer la compagnie de dictateurs à celle d'un groupe d'ouvriers agricoles revendiquant des droits élémentaires. Mais Carter ne cède pas, et seuls Ray Marshall, secrétaire au Travail, dont le *TFW* critique les positions — Marshall prône l'inclusion des ouvriers agricoles dans le *NLRA* — et le vice-président Mondale rendent visite aux marcheurs. Ceux-ci préfèrent rentrer au Texas pour y poursuivre leur action[1].

Grève de la faim (1978)

En 1978, le gouverneur et la législature ayant refusé de prendre en considération une proposition de loi concernant le *TALRA* introduite lors de la session spéciale d'été, le *TFW* organise fin juillet une grève de la faim de plus d'une semaine sur les marches du Capitole. Sans résultat.

March for Equality et March Against Poverty and for Justice for the Farmworkers (1979)[2]

En 1979, Orendain tente à nouveau de mobiliser l'opinion en faveur du passage du *TALRA* et de l'abolition des lois *right-to-work* par des marches, « le seul moyen non-violent d'obtenir justice » selon lui.

Du 27 janvier au 10 mars, la *Marche pour l'égalité* mène une vingtaine de participants de Muleshoe, dans le *Panhandle*, à Austin, via Lubbock, Abilene, Dallas et Waco, soit plus de 900 km. Les marcheurs, qui doivent affronter le froid et la pluie, sont régulièrement accompagnés pendant quelques km par des sympathisants, dont certains sont parfois inattendus, comme ces adhérents de l'*American Agricultural Movement*, une association de petits exploitants qui se découvrent des intérêts communs avec les *campesinos*. A Abilene, le nouveau gouverneur, Bill Clements, un républicain, fait accueillir les membres du *TFW* par un envoyé, à qui Oren-

1. Lettre envoyée par *Campaign for Human Development* au président Jimmy Carter, *El Cuhamil* 1 Oct. 1977 : 6 ; Brenda Bell, « Farmworkers on Hunger Strike, » *Austin American Statesman* 14 Sept. 1977. Extrait : « The TFW at the End of their March, » El Cuhamil 1 Oct. 1977 : 1 (Voir documents annexes, figure 16 p. 386).

2. Itinéraire de la March for Equality, *El Cuhamil*, 15 Feb. 1979 : 5 (Voir documents annexes, figure 17 p. 387).

dain remet une lettre sollicitant l'appui de Clements pour l'adoption du *TALRA*. À Austin, un millier de personnes se joignent aux ouvriers pendant les derniers km et tiennent un rassemblement sur les marches du Capitole. Claudio Ramirez, l'un des marcheurs et vétéran des luttes des travailleurs de l'agriculture au Texas, Hector P. Garcia, fondateur du *GI Forum*, Ruben Bonilla, président de la *LULAC*, Paul Moreno, un représentant démocrate d'El Paso, et Orendain prennent la parole, pressant les législateurs de « rendre enfin justice » aux ouvriers agricoles. Le gouverneur accepte de recevoir les responsables du syndicat, mais ne s'engage pas à les aider pour autant.

En juin de la même année, se tient à Brownsville une réunion des gouverneurs des quatre États frontaliers, la *Southwest Border Regional Commission Conference*. Décidé à faire pression sur Clements, Orendain conduit la *March Against Poverty and for Justice for the Farmworkers*, entre Raymondville, dans le comté de Willacy, et Brownsville. Encouragés par de nombreux travailleurs et sympathisants tout au long du trajet, les marcheurs se heurtent à une fin de non recevoir de la part de Clements à l'arrivée. Et ce malgré l'intervention de Bruce Babitt, gouverneur de l'Arizona, de Tom Hayden, représentant de Jerry Brown, gouverneur de Californie, et en dépit des critiques de la *LULAC* et de plusieurs membres du *Texas Hispanic Caucus*. Seuls quatre membres du syndicat sont autorisés àassister aux débats, bien que ces derniers soient ouverts au public[1].

March for Unity (1981)[2]

En 1981, du 28 mars au 26 avril, se déroule la *March for Unity*, entre Texarkana, à la frontière avec l'Arkansas, et Austin, via Houston, soit près de 500 km. La marche est patronnée par l'*Equal Rights Congress* et d'autres organisations politiques et religieuses, et se termine, selon le schéma habituel, par une messe à *Saint Edward's University* et un rassemblement devant le Capitole. Le syndicat tente à nouveau de faire connaître et comprendre la lutte menée par les ouvriers agricoles, et de mobiliser les travailleurs de l'État en faveur du passage du *TALRA*[3].

1.4 La riposte du lobby agricole

Dans ses campagnes en faveur de l'adoption du *TALRA*, le *TFW* reçoit certes de nombreux témoignages de soutien et de sympathie, mais le syn-

1. « March for Collective Bargaining Rights, » *El Cuhamil* 1 July 1979 : 1-2.
2. Itinéraire de la *March for Unity*, *El Cuhamil*, Apr. 1981 : 11.
3. « March for Unity, » *El Cuhamil* Apr. 1981 : 1-11 (Voir documents annexes, figure 18 p. 388).

dicat se heurte également à l'hostilité des producteurs, qui ne veulent pas entendre parler d'une telle législation : de telles dispositions représentent « un terrible handicap » pour l'agriculture ; l'« anarchie » s'instaurerait « dans les champs » ; le *TALRA* constitue « une atteinte aux fondements mêmes de la société américaine », et va à l'encontre des intérêts des ouvriers agricoles eux-mêmes. Il est donc hors de question d'« importer » l'expérience californienne au Texas [1].

Les exploitants texans, à l'instar de ceux des autres États, s'élèvent tout particulièrement contre la remise en cause de la section 14 (b) du *Taft-Hartley Act*. En 1981, l'*Association of Vegetable Growers* mène campagne contre le *TALRA* aux côtés du *National Committee for the Right to Work*, un organisme financé par le patronat et chargé de la défense et de la promotion des lois pour la « liberté du travail » aux États-Unis. Se faisant le champion des droits des travailleurs « menacés » par la « syndicalisation forcée », le *NCRW* bénéficie de la perte de terrain des syndicats, surtout dans les régions industrielles touchées par la crise, et de leur mauvaise image dans une partie de la population pour laquelle ils sont synomymes de bureaucratisation, d'inertie, d'autoritarisme, de mauvaise gestion et d'irrégularités financières. L'offensive patronale porte ses fruits en Louisiane, où une législation *right-to-work* est adoptée en 1976, mais échoue, de justesse, dans le Missouri en 1978, le New Hampshire, le Connecticut, le Vermont, l'Alabama, l'Illinois, l'Indiana, le Maine, le Maryland, le Nevada, le Nouveau-Mexique et la Virginie de l'ouest en 1979.

En 1982, exploitants du Texas et *Farm Bureau* associent leurs efforts à ceux de la formation ultra-conservatrice de Jerry Falwell, la *Moral Majority*, pour tenter de convaincre l'opinion, et les travailleurs eux-mêmes, que les organisations syndicales, dont le *TFW*, font peser une grave menace sur l'État. Dans leur croisade, les intérêts agricoles peuvent également compter sur la compréhension et l'appui du monde politique. Le président de la Chambre des représentants, Bill Clayton, lui-même grand propriétaire, soumet systématiquement les propositions de loi introduites par les alliés du *TFW* à des commissions ou sous-commissions contrôlées par les producteurs, comme l'*Agriculture and Livestock Committee*. Seule la proposition *HB85* va devant le *House Labor and Employment Relations Committee*, les élections de 1982 ayant amené au pouvoir une équipe démocrate plus favorable aux ouvriers agricoles. Mais pas plus la *HB85*

1. « Texas House Holds Hearings on HB1325, » *El Cuhamil* 13 May 1977 : 2 ; Clay Robison, « Bill to Create Agricultural Labor Board Facing Heavy Opposition, » *Austin News* 4 Mar. 1983.

que les versions précédentes ne sont examinées par les législateurs, que ce soit en session normale ou extraordinaire [1].

Les gouverneurs Dolph Briscoe (1974-1978) et Bill Clements (1978-1982), pressés à plusieurs reprises d'intervenir en faveur de ces propositions de loi, refusent toujours de prendre position. Briscoe, également grand propriétaire terrien, préfère recommander une augmentation de l'aide sociale et la création d'une commission chargée d'étudier les problèmes. Le gouverneur s'intéresse davantage à la grande campagne de promotion lancée par le *Texas Department of Agriculture* au printemps 1977, et qui vise à faire de l'État le premier producteur agricole du pays. Mais, ajoute Briscoe, « nous devons aussi être au premier rang pour les profits réalisés dans ce secteur ». Quant au gouverneur Clements, millionaire du pétrole, il ne fait guère preuve de plus d'enthousiasme que son prédécesseur, et s'il reçoit parfois les membres du syndicat, il ne prend jamais fait et cause pour eux [2].

Lorsque le *TFW* demande à quelques élus démocrates d'exprimer leur avis sur le passage éventuel d'un *Agricultural Labor Relations Act*, soit au niveau national, soit à celui de l'État, ces derniers justifient leurs réticences de maintes façons. Forrest Green, un éleveur de Corsicana, au sud-est de Dallas, représentant d'État et président de l'*Agricultural and Livestock Committee*, ne comprend pas la nécessité d'adopter une loi spécifique pour les ouvriers agricoles. Joe Hubenak, représentant d'État pour la région de Houston, évoque, lui, les conséquences désastreuses d'une telle législation sur l'emploi. Ben Reyes, représentant d'État pour Houston, estime par ailleurs qu'une telle entreprise est de toute façon vouée à l'échec, le Texas n'étant pas prêt à accepter ce genre de législation. Ed R. Watson, représentant d'État pour la région de Houston, ne veut, pour sa part, pas se prononcer sur un projet non avalisé par les dirigeants du mouvement syndical américain. Carl A. Parker, sénateur d'État, préfère une législation fédérale. Mais Sam B. Hall, représentant du Texas au Congrès, est d'un avis contraire, et se montre fort soucieux de protéger les droits des non-syndiqués. Lloyd Bentsen, sénateur U.S. pour le Texas, s'en montre tout aussi désireux [3].

1.5 Les réserves de l'*UFW*

À l'opposition prévisible des employeurs et de leurs alliés politiques s'ajoutent les commentaires parfois acerbes d'organisations dont le *TFW*

1. Bill Cunningham, « Farm Bureau Opposes Board, » *Sunday Express-News* 3 Apr. 1983.
2. Clark Bolt, « Farm Profits Program Target, » *Austin American Statesman* 29 May 1977.
3. Antonio Orendain, « Playing Pingpong, » *El Cuhamil* 30 Nov. 1978 : 2.

attend plutôt le soutien. Certains taxent le syndicat de « réformiste », estimant que le vote d'un *ALRA* ne modifierait en rien les fondements du système économique. Il en est qui trouvent les marches « ringardes », « futiles » et « inutiles ». Le *TFW* se heurte également aux réticences de l'*UFW* dont les dirigeants pensent qu'il est impossible de faire adopter une telle législation au Texas dans un contexte politique aussi peu propice. N'a-t-il pas fallu 15 ans de lutte acharnée pour arracher le passage du *CALRA* en Californie, soulignent-ils ? L'*UFW* craint par ailleurs de voir la proposition de loi profondément amendée sous l'influence des intérêts agricoles et transformée en une série de mesures restrictives semblables à celles votées en Arizona, au Kansas et dans l'Idaho au milieu des années soixante-dix [1].

Fidèle à sa position, l'*UFW* ne répond pas aux demandes de parrainage de la marche de 1977 faites à plusieurs reprises par Orendain. Quelques syndicats confient par ailleurs avoir reçu de la hiérarchie de l'*AFL-CIO* l'ordre de n'apporter aucune aide matérielle ou financière aux marcheurs. Selon d'autres observateurs, si Carter a refusé une entrevue au *TFW*, c'est sous la pression de la confédération syndicale et de Chavez. Quant aux alliés politiques de l'*UFW* au Texas, ils prennent également peu à peu leur distance avec Orendain. En effet alors que les premières propositions de loi sont soumises à la législature par des représentants hispaniques, en 1981 et 1983 seul Sam Hudson, un démocrate noir, isolé et sans influence, accepte de présenter la HB45 et la HB85.

Pourtant, en 1983, l'UFW modifie sa position. À sa demande et avec l'aval de la fédération *AFL-CIO* du Texas, Lloyd Criss, dirigeant syndical et représentant démocrate, introduit la HB2287, qui légaliserait l'obligation d'adhérer au syndicat après l'embauche et créerait un conseil de neuf membres nommés par le gouverneur chargé des relations entre employeurs et employés dans l'agriculture. Ce conseil pourrait mener des enquêtes sur les conditions de travail des ouvriers et aurait libre accès aux exploitations. L'*UFW* justifie son revirement par les résultats des élections de novembre 1982. Cette année-là, une équipe démocrate arrive au pouvoir avec Mark White comme gouverneur, Bill Hobby comme lieutenant-gouverneur et Jim Hightower comme responsable de la politique agricole — *Agriculture Commissioner*. Davantage de « libéraux » occupent des sièges à l'assemblée de l'État. Ce nouveau contexte politique encourage

1. « Reform or A Step Ahead, » *El Cuhamil* 26 Nov. 1976 : 2 ; Reba Cardenas, « Exploitation Inspired Him to Organize, » *Corpus Christi Caller* 2 Mar. 1980 ; Espejo Richard Vara, « Activist Battles for Downtrodden Farm Workers, » *Houston Post* 3 Apr. 1983 ; Antonio Orendain, « Good Luck to Our Critics, » *El Cuhamil* 15 Aug. 1977 : 2 ; Joe Holley, « The Texas Farmworkers' Split, » *Texas Observer* 17 Apr. 1981 : 6.

l'UFW à non seulement proposer une loi proche du *TALRA* d'Orendain, mais à aussi s'attaquer à d'autres aspects de la législation.

2 L'*UFW* et la réforme de la législation

2.1 La recherche d'un relais politique

Le syndicat sait qu'il doit avant tout trouver des alliés au sein même du monde politique pour appuyer ses propositions. En Californie, l'organisation dispose à cet effet de fonds spéciaux : le *Rufino Contreras Fund*, créé en 1972, est financé par les employeurs qui versent l'équivalent d'une journée de salaire par membre par an. En 1977, la convention nationale de l'*UFW* rend cette contribution obligatoire, mais l'*ALRB* impose le libre choix des adhérents. L'*UFW* a néanmoins ainsi les moyens d'intervenir dans les campagnes électorales, dépensant par exemple 750 000 dollars en 1982. Le syndicat décide de mettre également l'accent sur ce type d'action au Texas également et encourage les ouvriers agricoles à voter pour les candidats prêts à défendre leurs intérêts, le rôle croissant des Hispaniques sur la scène politique de l'État constituant un atout pour l'*UFW* [1].

En effet, la nette augmentation de cette population dans les années soixante-dix donne de plus en plus de poids au vote mexicain-américain. 1 663 000 en 1970, soit 14,9 % de la population totale du Texas, d'après le recensement, 2 000 000, soit 18 %, selon d'autres sources, Mexicains et Mexicains-Américains sont 2 985 643 en 1980, soit 21 % de la population — à titre de comparaison, les Noirs en représentent 12 %. Le sud et l'ouest du Texas restent les régions de résidence privilégiées, puisque dans quatre comtés on dénombre plus de 80 % d'Hispaniques, et plus de 75 % dans dix autres. D'autre part, les décisions des cours de justice en faveur de découpages de circonscription et de modes de scrutin plus favorables aux minorités poussent davantage de Mexicains-Américains à se rendre aux urnes. De même, les campagnes d'inscription sur les listes électorales menées, au Texas comme dans le reste du Sud-Ouest, par le *Southwest Voter Registration and Education Project* dès 1974, les encouragent à participer aux élections. Le *SVREP* n'a pas pour vocation d'amener les électeurs à se prononcer pour un parti spécifique, mais les informe de leurs droits, les aide à cerner les problèmes de leur vie quotidienne, les encourage à former des coalitions leur permettant de remporter des élections locales et d'agir concrètement au niveau des municipalités, des conseils scolaires et des

1. « The Farm Workers and Politics, » *National Farm Worker Ministry Newsletter* Mar. 1983 : 5.

comtés. Sous l'effet conjugué de tous ces facteurs, le nombre d'inscrits augmente de 41 % entre 1978 et 1982, et celui des votants de 86 % — en 1976, sur plus de 900 000 électeurs mexicains-américains potentiels, 488 000 seulement étaient inscrits et 278 000 avaient voté [1].

Le militantisme *chicano* de la fin des années soixante et de la première moitié des années soixante-dix a stimulé l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants, et ce même si le *Raza Unida Party* n'est plus sur le devant de la scène. En 1976 et 1977, les condamnations de Flores Anaya et de Ramsey Muniz, candidats aux sénatoriales et au poste de gouverneur, pour trafic de drogue, portent en effet un coup mortel à un parti déjà en déclin. Ces arrestations éloignent définitivement la classe moyenne du *RUP*, lui aliènent les médias ainsi que les militants et sympathisants des zones rurales. Le parti est en pleine déroute, aussi bien morale que financière, et en 1978, Mario Compean, l'un des fondateurs de la *MAYO*, ne recueille que 15 250 voix lors des élections au poste de gouverneur. Gutierrez lui-même connait des difficultés. En 1976, c'est la scission entre opposants et partisans du dirigeant de Crystal City, les premiers gardant le contrôle de la ville et du conseil scolaire. Gutierrez a du mal à se faire réélire commissaire du comté. Il y a désormais deux formations *Ciudadanos Unidos* rivales et deux versions de *La Verdad*, le journal local du *RUP*. Constamment remis en cause, Gutierrez démissionne en 1982 et part enseigner dans l'Oregon.

Ceux pour qui le *RUP* ne représente plus une alternative viable préfèrent rejoindre les rangs des *Mexican American Democrats* (*MADs*). Vétérans de la *MAYO*, anciens responsables du *RUP*, simples militants *chicanos*, tous affluent bientôt vers cette nouvelle organisation fondée en 1976, et qui veut rassembler les Mexicains-Américains tout en renouant les liens avec le Parti démocrate. Les *MAD*s attirent de jeunes cadres et des professions libérales, des syndicalistes, ainsi que de vieux routiers de la politique comme Albert Pena, Jr., et Joe Bernal, qui veulent constituer une coalition progressiste au sein du Parti démocrate texan. Il ne s'agit plus d'œuvrer contre le système, mais de le réformer de l'intérieur, les institutions politiques retrouvant ainsi leur légitimité. Avec le soutien des dirigeants mexicains-américains en place, le groupe prend en quelques années le contrôle de plus de la moitié des sièges à pourvoir dans le sud de l'État, et quatre des six Hispaniques texans nommés par l'administration Carter à des postes clé sont des *MADs*. Pour les démocrates, ce retour au

1. Briggs, Vogel, and Schmidt 7 ; Texas Office of Economic Opportunity, *Poverty in Texas* 10 ; Joseph E. Pluta, Rita J. Wright, and Mildred C. Anderson, *Texas Fact Book 1984* (Austin : Bureau of Business Research, U of Texas, 1984) 159 ; *The Texas Almanac, 1984-1985* (Dallas : A. H. Belo, 1985) 339 ; « Chicano Voters, » *Texas Observer* 21 Oct. 1977 : 24.

bercail des Mexicains-Américains est en effet crucial, à un moment où les conservateurs rejoignent les rangs des républicains et où le Texas devient un État bipartite. Leurs suffrages se révèlent décisifs dans certaines élections, non seulement au niveau local et régional, mais aussi national. Par exemple, en 1976, les Mexicains-Américains votent à 87 % pour Carter, l'aidant à remporter les 26 grands électeurs de l'État [1].

L'*UFW*, allié depuis ses débuts à l'aile libérale du Parti démocrate, trouve donc au Texas un contexte désormais plus favorable à l'organisation politique des ouvriers agricoles de la vallée. En 1981, le syndicat joue ainsi un rôle déterminant dans les élections municipales de McAllen, fief d'Othal Brand. Aux côtés du *SVREP*, de la *Good Government League* et de son bras politique, *Citizens for a Greater McAllen*, l'*UFW* presse les Mexicains-Américains de s'inscrire sur les listes électorales, ce que font 14 000 d'entre eux, dans l'ensemble du comté de Hidalgo. Les *Non-Anglos* représentent alors 15 600 des inscrits, sur un total de 27 917. Après une campagne mouvementée — les Mexicains-Américains sont accusés de racisme et d'extrémisme, et Othal Brand dépense plus de 200 000 mille dollars pour conserver son poste —, un seul des trois candidats présentés par la *GGL* est élu. Dans les deux années qui suivent, l'organisation inscrit 6 000 électeurs de plus et, en 1983, emporte deux sièges aux élections municipales, donnant pour la première fois le contrôle du conseil aux Mexicains-Américains [2].

Au niveau de l'État, le nouveau poids politique des *campesinos* devient évident lors des conventions annuelles de l'*UFW* à San Juan : on peut en effet y voir des candidats démocrates, soucieux de recevoir leur soutien. En 1980, l'*UFW* peut compter sur quatre membres de la législature, élus dans la vallée grâce, notamment, aux voix des ouvriers agricoles : les représentants Don Lee de Harlingen, Tony Garcia de Pharr, Juan Hinojosa de McAllen, et le sénateur Hector Uribe de Brownsville. En 1982, l'*UFW* participe à la coalition qui met une équipe démocrate à la tête du Texas, la plus progressiste de son histoire selon certains. D'après une étude du *SVREP*, le vote mexicain-américain a été crucial, en particulier dans les zones rurales : 86,1 % de ces électeurs ont choisi le démocrate Mark White pour le poste de gouverneur ; 91,1 % pour Garry Mauro, candidat au poste de *Texas Land Commissioner*, et Jim Hightower, qui se présentait à celui d'*Agriculture Commissioner* ; 90,2 % pour Jim Mattox, élu *State Attorney General* ; 89,9 % pour Ann Richards, qui devient *State Treasurer*, et 88,5 % pour Bob Bullock, le nouveau responsable du Budget — *State*

1. Dan Balz, « Mexican Americans Gain in Texas Party, » *Washington Post* 23 July 1980.
2. David C. Kibbe and Kenneth Bain, « Patron Politics in McAllen, Texas, » *Nation* 26 Sept. 1981 : 270 ; Ramiro R. Casso, lettre au *Texas Observer* 3 June 1983 : 3.

Comptroller. En 1984, l'*UFW* appuie une douzaine de candidats, parmi lesquels Samuel Sanchez et Roberto Salinas, pour des postes de commissaires de comté, Alejandro Moreno et Juan Hinojosa, pour des sièges de représentants d'État, Lloyd Dogett, lors des sénatoriales U.S. Cette année-là, le syndicat fait également campagne pour le ticket démocrate Mondale/Ferraro, lors des présidentielles [1].

Ayant participé activement à l'élection de plusieurs responsables politiques, l'*UFW* leur demande en retour de faire adopter toute une série de règlementations et de lois propres à améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers agricoles.

2.2 Nouvelles règlementations

L'hygiène et la santé sur les lieux de travail

La première modification de la règlementation relative à l'agriculture date de 1983. Le Congrès ayant exclu les ouvriers agricoles de l'*Occupational Safety and Health Act* de 1970, seuls les États peuvent assurer leur protection. Au Texas, on a longtemps considéré que *la Texas Sanitation Law*, passée en 1945, ne s'appliquait pas à ce secteur d'activité. Mais, en juillet 1981, sous la pression de l'*UFW*, le *Texas Department of Health* annonce que les exploitants sont désormais concernés au même titre que les autres employeurs. Toutefois, une grande majorité des producteurs ne tiennent pas compte de cette décision, parfois d'ailleurs avec l'accord des autorités locales — le *Hidalgo County Health Department,* par exemple, refuse de faire pression sur les agriculteurs. Par conséquent, en mai 1983, le *TDH* adopte un ensemble de dispositions spécifiquement destinées à l'agriculture, les *Environmental Standards of Sanitation at Temporary Places of Employment* : les lieux de travail doivent être propres et dégagés de tous déchets et ordures ; l'éclairage et la ventilation doivent être adéquats ; les ouvriers ont droit à de l'eau potable — au minimum un litre par jour par personne —, ainsi qu'à des verres jetables, le point d'eau devant se trouver à « une distance raisonnable » ; l'employeur doit fournir des toilettes — une installation pour 30 employés de chaque sexe —, de quoi se laver les mains — deux litres d'eau par employé par jour ; les lieux de repos et de repas doivent se trouver à l'écart de tout produit ou matériel dangereux. Ces « conseils » sont rarement suivis : l'administration ne mène une enquête qu'en cas de plainte et la modicité des amendes, entre

1. Geoffrey Rips, « Mexican Americans Jalaron la Palanca, Democrats Say Ole ! » *Texas Observer* 14 Jan. 1983 : 6 ; UFW, *Victories*, ronéo, Mar. 1985, 1.

10 et 200 dollars par jour, n'incite guère les exploitants à respecter ces recommandations[1].

Ce n'est qu'en 1987 que les agriculteurs texans, du moins ceux qui emploient au moins 11 ouvriers, se verront imposer par le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de l'*Occupational Safety and Health Agency* (*OSHA*), l'utilisation d'installations sanitaires dans les champs. On estime qu'environ 470 000 travailleurs sont concernés aux États-Unis, qu'il en coûtera 1,09 dollar par employé aux exploitants, mais que la productivité augmentera, en raison de l'élimination de nombreux problèmes de santé. L'administration Reagan n'agit dans ce sens que contrainte et forcée. En effet, après la création de l'*OSHA*, en 1970, syndicats et organisations hispaniques pressent en vain l'agence de s'intéresser également à l'agriculture. En 1972, le *Migrant Legal Aid Program* intente une action en justice au nom de six migrants originaires du Texas et du *National Congress of Hispanic American Citizens*. Par deux fois une cour d'appel annule, pour vice de forme, des jugements favorables aux plaignants. En juillet 1981, le juge Judge Green se prononce à nouveau pour le droit des ouvriers à disposer d'eau potable, d'eau pour se laver les mains et de toilettes sur leur lieu de travail, et demande à l'*OSHA* d'accélérer l'exécution de cette décision. Selon les experts qui témoignent aux auditions tenues par le juge en décembre 1980, l'absence d'installations sanitaires nuit à la santé des ouvriers car cela accroît les risques d'insolations, de déshydratation, d'infections urinaires et intestinales, d'empoisonnement par les pesticides. Par ailleurs, les employés étant obligés de satisfaire leurs besoins naturels dans les champs, ils contaminent les produits récoltés, ce qui pose un problème au niveau des consommateurs. Green s'appuie également une étude du *National Institute for Occupational Safety and Health*, qui aboutit aux mêmes conclusions[2].

En dépit de ces rapports alarmants, l'*OSHA*, plus à l'écoute des producteurs que des ouvriers agricoles, ne fait rien pour accélerer la mise en place d'une règlementation nationale. Les exploitants préfèrent en effet de beaucoup faire passer, au niveau des États, des mesures en général plus conformes à leurs vœux, moins coûteuses, et moins contraignantes. En 1982, l'agence fédérale avait néanmoins promis d'étudier un programme pour 1985, mais réclame de nouveaux délais en janvier de cette année-là. En 1987, après 15 ans de procédures et d'atermoiements, l'*OSHA* finit par s'incliner devant les injonctions des tribunaux, tout en

1. Jensen 13.
2. Matt Yancey, « Sanitation Rules Upset Farm Leaders, » *Austin American Statesman* 30 Apr. 1987 ; Gayle Reeves, « Clean Water and Toilets Ordered for Field Workers, » *Austin American Statesman* 3 July 1981.

limitant au maximum le nombre d'employeurs et d'ouvriers concernés par la réglementation.

Les produits chimiques et la protection des ouvriers

En 1984, c'est au tour du *Texas Department of Agriculture* d'imposer de nouvelles contraintes aux exploitants, cette fois dans le domaine des pesticides. L'utilisation des produits chimiques dans l'agriculture et leurs effets sur les travailleurs est plus que jamais à l'ordre du jour pour l'*UFW*, les ouvriers présentant de plus en plus de troubles liés à leur emploi. En Californie, les contrats signés en 1979 avec les producteurs de laitue incluent des clauses de protection pour les *campesinos*. D'ailleurs, sous la pression conjuguée du syndicat, des écologistes et des groupes de défense des consommateurs, l'État met sur pied divers programmes visant à mieux contrôler l'utilisation de ces substances. Au Texas, les exploitants ont abondamment recours aux herbicides et aux pesticides, et en 1983, c'est l'État qui en « consomme » le plus, entre cinq et 14 kilos par personne et par an selon les régions. Dans la vallée, par exemple, zone de culture intensive, les producteurs de légumes et d'agrumes ont régulièrement recours au DBCP, qui permet certes d'éliminer les parasites et d'augmenter le rendement, mais se révèle redoutable pour les êtres humains [1].

L'*Environmental Protection Agency* (*EPA*), organisme fédéral créé en 1972, est chargée de la règlementation dans ce domaine, en collaboration avec les *State Departments of Agriculture*. Néanmoins, malgré la création, sous l'administration Carter, *d'un Pesticide Farm Safety Staff*, au sein de l'*Office of Pesticides and Toxic Substances*, et d'un *Pesticide Incidence Monitoring System* (*PIMS*), l'*EPA* est sévèrement critiquée. L'agence ne montre à l'évidence guère d'empressement à supprimer les produits particulièrement dangereux, et ne fait pas preuve d'une plus grande efficacité dans le domaine de la recherche et de l'information. Au début de 1984, un rapport révèle que, dans un cas sur trois, ses chercheurs s'appuient directement sur les conclusions présentées par les compagnies elles-mêmes. Le fonctionnement du *PIMS* au Texas illustre bien ses limites : les résultats obtenus à partir des données transmises par les laboratoires, les centres antipoison, les cliniques, les hôpitaux et les universités sont bien peu satisfaisants, et la validité même des travaux est contestée. Le budget du *PIMS* est revu à la baisse en 1981. En 1984, l'*EPA* reçoit à nouveau des fonds,

1. Geoffrey Rips, « Chemical Industry Opposes Right to Know, » *Texas Observer* 22 Apr. 1983 : 11.

mais davantage de responsabilité est donnée aux États dans la gestion du programme [1].

De son côté, le *Texas Department of Agriculture* ne compte aucun service étudiant les effets des pesticides sur les ouvriers agricoles de l'État, et ne cherche en aucune manière à compléter les informations fournies par l'*EPA*. En Californie, un personnel qualifié s'assure que l'étiquetage des produits est conforme aux exigences de l'agence fédérale et les exploitants doivent établir une liste détaillée des traitements — dates, doses, récolte traitée, lieu, durée... Ce n'est pas le cas au Texas où, en 1981, le *TDA* dispose de seulement 22,74 heures-homme pour veiller à ce que les 125 000 applicateurs agréés respectent bien la législation. L'État exige des commerçants la tenue d'un registre des ventes, mais ces derniers ne sont pas obligés de le soumettre au *TDA* [2].

En 1982, la mort de Sacharias Ruiz, un ouvrier migrant venu du Mexique, est révélatrice des carences de l'*EPA* et du *TDA*. Présent dans un champ de coton lors de la pulvérisation avec un herbicide très toxique, le *Dinitro 3*, à base de *Dinoseb*, Ruiz, pris de malaise, meurt à son arrivée à l'hôpital de Bryan, dans le comté de Brazos, après avoir absorbé de l'aspirine, totalement à proscrire dans ce cas. Or, bien que la loi l'exige, aucune indication de ce type n'apparait sur l'étiquette. Les informations apportées par l'*EPA* sur le *Dinoseb*, sont, d'après le *Texas Center for Rural Studies*, très incomplètes et ne répondent même pas aux critères requis. Quant au *TDA*, il ne possède aucune indication quant à la fabrication, la distribution, la vente et l'usage du produit, alors qu'en Californie, la constitution de dossiers a permis de détecter entre 20 et 40 accidents de ce genre chaque année, et des mesures appropriées ont été prises. De toute façon, le *TDA* ne donne en général pas suite aux plaintes déposées par les particuliers. En 1982, selon le *Texas Pesticide Research and Education Project*, sur 450 cas de violation de la règlementation, dix seulement aboutissent à une action de l'État, mais les pénalités sont minimes [3].

Malgré l'absence de données officielles, quelques études indépendantes permettent néanmoins de se faire une idée des effets des herbicides et des pesticides sur les *campesinos* du Texas. En 1980, le *National*

1. E. Marshall, « E.P.A. Ends Cut and Paste Toxicology, » *Science* 27 Jan. 1984 : 379 ; Policy Research Project on Pesticide Regulation in Texas, *Pesticides and Worker Health in Texas* (Austin : Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, U of Texas, 1984) 86-89.

2. Farmworker Policy Impact Project, Policy Advisory Committee, *Texas State Plan for Farmworkers* (Austin : Texas Rural Legal Aid, 1982) 40 ; Policy Research Project on Pesticide Regulation in Texas 99.

3. Leslie Whitaker, « Pesticide Regulation Long Overdue, » *Texas Observer* 27 Jan. 1984 : 9-10 ; Joe Holley and Geoffrey Rips, « Tracking the Chemical Lobby, » *Texas Observer* 9 May 1983 : 6.

Rural Health Council of Rural America tient à Pharr un forum réunissant exploitants, travailleurs et représentants de l'industrie et de l'État. Selon les 40 déclarations incluses dans le rapport, les ouvriers agricoles de la région souffrent de maux chroniques dus à l'exposition à des pesticides — exzémas, plaies, maux de tête, irritation des yeux, saignements de nez, enflure des bras et des jambes, problèmes respiratoires et fausses couches... La majorité des personnes se plaignant de telles affections n'ont pas été informées de l'utilisation de ces substances et en ignorent le nom ou la composition. Sur onze cas examinés, six étaient dans un champ au moment de l'application, trois se tenaient à proximité, et deux avaient pénétré trop tôt dans un lieu récemment traité. Selon une autre enquête, menée en 1981 par la *National Association of Farmworkers Organizations*, 80 % des ouvriers agricoles de la vallée ont des dermatites, 40 % des maux de tête récurrents, 51 % des vertiges et 23 % des problèmes de vue. La même année, d'après le *Texas Rural Health Field Services Program*, 56 % des ouvriers agricoles interrogés mentionnent des problèmes de foie et de reins, 78 % des dermatoses et 54 % des affections respiratoires [1].

En 1982, l'élection de Jim Hightower, grand pourfendeur du complexe agro-industriel, au poste d'*Agriculture Commissioner* modifie l'attitude du *TDA*. Dès l'automne 1983, Hightower, convaincu de l'urgence du problème, demande à la *Lyndon B. Johnson School of Public Affairs* de lui rendre compte des diverses politiques de contrôle adoptées dans différents États. D'autre part, en décembre 1983, le *TDA* constitue une *Farmworker Safety Pesticide Task Force*, chargée de recueillir des informations dans les domaines de la protection des employés, de la formation, aussi bien des utilisateurs que des ouvriers agricoles, et de l'étiquetage. Des auditions ont lieu dans tout le Texas, réunissant des fabricants de produits chimiques, des exploitants et des représentants de plusieurs organisations — *Texas Pesticide Research and Education Project*, *UFW*, *Texas Rural Legal Aid*, groupes de défense de l'environnement comme le *Sierra Club*, associations de citadins inquiets d'éventuelles pollutions en zone non agricole. Le *TDA* engage également un toxicologue, qui doit lui soumettre des données fiables sur les produits employés par les agriculteurs.

S'appuyant sur les conclusions des rapports présentés à Hightower, et après négociations entre l'État et les groupes d'intérêts privés et publics, le *TDA* adopte, fin 1984, une réglementation applicable dès le 1er janvier 1985. Il faut désormais respecter des délais d'entrée dans les champs et signaler l'utilisation de produits chimiques dangereux lorsque la main d'œuvre est en contact direct avec les résidus lors des diverses opérations

1. Policy Research Project on Pesticide Regulation in Texas 47-49.

de culture. Les ouvriers ne peuvent reprendre le travail que 24 heures après l'application de produits de la catégorie 1 ou dont l'absence de toxicité n'a pas encore été démontrée. Il faut attendre 48 heures pour 15 pesticides et herbicides, et 7 jours pour le *Parathion*. L'exploitant doit avertir ses employés soit oralement, soit par écrit, soit encore en installant des panneaux. Un ouvrier qui entre dans un champ avant l'expiration du délai doit porter des vêtements de protection — mais l'employeur n'est pas obligé de les fournir —, et doit recevoir des informations précises quant à la nature du produit, aux vêtements conseillés et aux règles d'hygiène à suivre, aux symptômes d'empoisonnement et aux personnes à contacter en cas de problème. Même en l'absence de délais d'entrée, l'employeur est tenu d'aviser les ouvriers de ce que des pesticides ont été, ou vont être utilisés. De plus, en cas de pulvérisation aérienne, des « règles de bon voisinage » sont à respecter, sauf en cas d'urgence. Les voisins peuvent en effet exiger d'être mis au courant la veille, et les personnes souffrant d'une maladie aggravée par l'inhalation de ces produits doivent être averties en cas d'utilisation dans un rayon de cinq cents mètres de leur habitation [1].

Quoique moins strictes que ne le désiraient l'*UFW* et les écologistes, les nouvelles dispositions n'en introduisent pas moins une petite révolution dans le monde de l'agriculture, tous les producteurs étant concernés, sans exception aucune, et quel que soit le type d'exploitation. Les employeurs sont personnellement responsables de l'application de ces mesures, et ne peuvent s'en décharger sur les embaucheurs ou les entreprises chargées du traitement. Par ailleurs, afin de prendre en connaissance de cause les décisions appropriées dans le domaine de la protection des utilisateurs, des ouvriers et des résidents, Hightower crée un *Technical Advisory Committee*, qui doit jouer le rôle de conseiller scientifique. Enfin, le *TDA* lance une grande campagne d'information et d'éducation — brochures en anglais et en espagnol, cassettes vidéos pour les dispensaires, les agences et les organismes s'occupant des saisonniers et des migrants, annonces à la radio et à la télévision, numéro vert —, et demande à ce que toute violation des nouveaux réglements lui soit signalée [2].

Les nouvelles orientations du *TDA* révulsent le *Texas Farm Bureau* : contrôler étroitement l'utilisation des pesticides et herbicides équivaut, selon cette organisation, à condamner à mort l'agriculture, entraînera à coup sûr une forte augmentation des prix des produits alimentaires, et met fin à la libre entreprise. Le *TFB* fait feu de tout bois pour contrer les initiatives de Hightower, mais cette violente réaction incommode nombre

1. Texas Department of Agriculture, How the New Pesticide Standards Affect You, Some Questions and Answers (Austin : TDA, Dec. 1984) 4-5.
2. Policy Research Project on Pesticide Regulation in Texas 94.

d'élus, notamment ceux des zones rurales. Néanmoins, le *TFB* trouve des alliés de choix : *la Texas Agricultural Chemical Association*, l'*Agricultural Aviators Association* et surtout le *Texas Chemical Council*. Le *TCC* regroupe 85 fabricants, dont *Dow*, *DuPont*, *Monsanto*, *Diamond Shamrock*, et *Union Carbide*, ayant des usines au Texas. Près de la moitié des produits chimiques du pays sont en effet fabriqués dans cet État, où ce secteur emploie 400 000 personnes. Lobby particulièrement puissant, l'industrie chimique finance les campagnes de nombreux candidats aux élections nationales, d'État et locales, soit directement, soit par l'intermédiaire du *Free Enterprise Political Action Committee* du *TCC*. Plus d'un représentant et d'un sénateur défendent donc les intérêts de ces compagnies au Capitole. De plus, le président du *House Calendars Committee*, qui décide de quelles propositions de loi vont être débattues par la Chambre, n'est autre que le gendre du président du *TCC* [1].

Quoique le *TDA* n'impose aucune restriction en ce qui concerne le type de produit utilisé, la quantité et le mode d'application, les compagnies s'inquiètent d'une intervention de plus en plus grande de l'administration dans le domaine de l'industrie chimique. Et ce d'autant plus qu'elles redoutent l'émergence d'une solide coalition de « libéraux », d'écologistes, d'organisations syndicales, de minorités et de groupes de défense des consommateurs. La protection de l'environnement et la réglementation du stockage des déchets ayant la faveur des électeurs, le *TCC* se doit de trouver un autre angle d'attaque. Jim Hightower est d'autant plus l'homme à abattre que, comme président de la *Texas Consumer Association*, il a été particulièrement actif lors des auditions de 1981 consacrées à l'agent orange, produit hautement toxique utilisé dans les défoliants. Aux élections de 1982, le *TCC* avait d'ailleurs apporté tout son soutien à l'*Agriculture Commissioner* sortant, Reagan Brown. N'ayant pu empêcher le *TDA* de prendre des mesures contraignantes vis à vis des utilisateurs depesticides et d'herbicides, le *TCC* et le *Farm Bureau* réussissent cependant à en gêner la mise en œuvre en faisant refuser par la législature toute augmentation du budget de fonctionnement de cet organisme. En outre, les deux organisations font introduire en 1985 une proposition de loi visant à limiter l'autorité de Hightower en matière de pesticides, mais n'obtiennent pas satisfaction [2].

De son côté, l'*UFW* ne considère pas le problème de l'emploi des produits chimiques réglé pour autant, car il faut sans cesse faire pression sur le *TDA* et sur les autorités locales pour que la législation soit respectée.

1. Mikkel Jordahl, « The Texas Farm Bureau, » *Texas Observer* 19 Apr. 1985 : 14 ; « Texas - Living with Chemicals, » *Texas Observer* 24 June 1983 : 9.
2. Geoffrey Rips, « Lines Drawn in the Dirt, » *Texas Observer* 9 Nov. 1984 : 4.

Profondément préocupé par cette question, le syndicat cherche à alerter l'opinion publique, en menant, parallèlement au boycott national contre les producteurs de raisin de table de Californie, une campagne en faveur d'un plus grand contrôle de l'utilisation des substances toxiques dans l'agriculture. L'*UFW* réclame aussi l'interdiction de cinq produits particulièrement dangereux — le *Parathion*, le *Methyl Bromide*, le *Phosdrin*, le *Dinoseb* et le *Capstan* —, et Chavez fonde de grands espoirs sur une forte mobilisation des consommateurs américains [1].

L'hébergement des migrants

Au printemps 1985, ce sont les camps de migrants qui font l'objet d'une modification de la réglementation. Il est désormais interdit d'installer les ouvriers près des parcs à bétail ou des zones d'utilisation et de stockage des pesticides et autres produits dangereux. Les logements doivent offrir une cuisinière et des matelas propres, et chaque personne disposer de 9 m^2. Un délai de 45 jours entre la demande et l'ouverture effective du camp est exigé, ainsi qu'une inspection préalable [2].

Ces dispositions ne satisfont l'*UFW* qu'à moitié : les ouvriers réclament aussi des sanitaires dans les appartements à la place des latrines extérieures, la gratuité du gaz et de l'électricité, la possibilité de porter plainte tout en gardant l'anonymat en cas de violations des réglements, et le droit de recevoir des visites de non résidents. Le syndicat reste en outre très sceptique quant aux possibilités d'application de ces nouvelles mesures par *le Texas Department of Hea*lth qui manque lui aussi de personnel et de moyens financiers [3].

2.3 Lois et amendements

La houe à manche court

En 1981, l'interdiction de la houe à manche court — *short-handled hoe* ou *el cortito* — marque la première victoire de l'*UFW* sur le plan législatif au Texas. C'est là un succès d'autant plus apprécié que l'outil est devenu, au cours des décennies, le symbole même de l'exploitation des ouvriers agricoles. L'emploi de cette houe, introduite en Californie par les Japonais au début du siècle, oblige en effet le *campesino* à rester courbé

1. Lorenzo P. Romero, « UFW Shifts Focus to Safe Pesticide Use, » *San Jose Mercury News* 9 Sept. 1985.
2. « Relief for Farm Workers, » *Dallas Times-Herald* 26 Apr. 1985.
3. John MacCormack, « Proposal Would Ease Migrant Housing Woes, » *Dallas Times-Herald* 23 Apr. 1985.

en deux pendant des heures, une position qui entraîne, à la longue, des lésions graves du dos. À l'origine de bien des grèves par le passé, l'outil est toujours, dans les années soixante, un instrument « maudit ». Aussi, en 1969, à l'instigation, entre autre, de l'*UFW*, la *California Rural Legal Aid* entreprend d'en faire abolir l'usage. L'*Industrial Safety Board* de l'État, aux mains des intérêts agricoles, rejette la demande de la *CRLA*, en dépit des témoignages des nombreux experts présents aux auditions de 1973. En 1975, la Cour suprême de Californie annule la décision de l'*ISB* — *Sebastian Carmona et al. c. Division of Industrial Safety*. Avec l'élection de Jerry Brown au poste de gouverneur, la houe à manche court est très vite bannie des exploitations californiennes [1].

À la suite de cette décision, les ouvriers d'autres États tentent aussi de se débarrasser de cet outil, proscrit par exemple dans le New Jersey, où on le surnomme « le bras du diable », à partir de 1980, et après intervention des tribunaux. Au Texas, c'est à la fin des années soixante-dix que l'*UFW* commence à faire pression sur les élus par une campagne de lettres et de pétitions. En 1979, une première proposition de loi est introduite, vite enterrée par le *House Agriculture Committee*. En 1980, la convention démocrate de l'État apporte son soutien officiel à l'*UFW*, et en 1981, les législateurs votent la loi présentée par les démocrates Tony Garcia (Pharr), et Carlos Truan (Corpus Christi). Les producteurs ne peuvent plus, désormais, imposer l'usage d'une houe ayant un manche de moins d'1,20 m de long pour le sarclage, le binage et les autres opérations de culture. Mais les exploitants font alors éclaircir et désherber les champs au couteau ou à la main, et ce en toute légalité, car le Texas est le seul État agricole important à ne pas avoir aboli ce type de travail.

Commence alors une nouvelle bataille législative. En 1983, les démocrates Juan Hinojosa (McAllen) et Carlos Truan soumettent la HB2103 et la SB1076 à la législature. Le but de cette *Stoop Labor Abolition Bill* est d'interdire, dans les exploitations commerciales, toute utilisation d'instruments dont le manche fait moins d'1,20 m de long et obligent l'ouvrier à travailler courbé en deux. Les élus des districts ruraux, dont les sénateurs démocrates Bill Sarpalius (Hereford) et Bill Sims (San Angelo) critiquent vivement la proposition d'Hinojosa et de Truan, qui n'est pas adoptée. Pourtant, devant les protestations des associations de producteurs qui clamaient que, dorénavant, 60 outils essentiels disparaîtraient de l'agriculture, Truan avait accepté des amendements, certains légumes comme les choux et les choux-fleurs devant être coupés au couteau par exemple.

1. Douglas L. Murray, « The Abolition of El Cortito, The Short-Handled Hoe : A Case Study in Social Conflict and State Policy in California Agriculture, » *Social Problems* 30 (1982) : 34.

Mais la raison profonde de l'opposition des employeurs est ailleurs : *el cortito* est essentiellement un moyen de contrôler les ouvriers : s'ils travaillent, il leur faut se redresser régulièrement pour soulager le dos, et s'ils se redressent, ils sont aussitôt rappelés à l'ordre [1].

En 1985, Truan récidive, cette fois avec Tony Garcia — HB928 et SB425 —, mais sans succès, bien que les deux propositions aient été approuvées par les commissions de la Chambre et du Sénat. Cette même année, le bureau de l'*OSHA* en Californie envisage un retour à *el cortito* dans certains cas, et pas plus de cinq minutes par jour (!), une suggestion dénoncée par Cesar Chavez comme « une attaque contre la dignité des ouvriers ». Au Texas, il faut attendre la session de 1987 pour que les législateurs, apparemment parvenus à un compromis avec les associations de producteurs, donnent enfin satisfaction aux *campesinos*, . Toutefois, l'accord ne convient pas à tout le monde, puisque Bill Clements, à nouveau élu gouverneur en novembre 1986, oppose son veto à la nouvelle loi. Selon lui, les ouvriers bénéficiant alors d'une assurance accident-maladie, il est inutile d'interdire l'emploi de certains outils. Si l'on pousse ce raisonnement jusqu'au bout, rétorque l'*UFW*, on devrait supprimer toute règlementation sur l'hygiène et la sécurité sur les lieux de travail du moment que les employeurs souscrivent à des assurances. Et de toute manière, ajoute le syndicat, les ouvriers agricoles se voient très souvent refuser ces indemnités car ils ne peuvent apporter la preuve que leur problème est d'origine professionnelle [2].

Le salaire minimum

Le salaire minimum constitue un autre sujet sensible pour l'*UFW*. En 1974, un amendement au *Fair Labor Standards Act* avait fixé le taux horaire fédéral à deux dollars de l'heure à partir du 1er janvier 1976, à 2,20 dollars le 1er janvier 1977 et à 2,30 dollars le 1er janvier 1978. En 1977, en raison de la forte poussée inflationniste, et malgré l'opposition des milieux patronaux, le Congrès fait passer les salaires minimums agricoles et non agricoles à 2,65 dollars à partir du 1er janvier 1978, à 2,90 dollars en 1979, et à 3,35 en 1981. Par contre, entre janvier 1981 et janvier 1986, alors que l'inflation est de 26 %, on ne procède à aucune augmentation. Au Texas, environ 35 % seulement des ouvriers agricoles peuvent

1. Jackie Calmes, « Senate Votes for Short-Handled Tool Ban, » *Dallas News* 27 Apr. 1983 ; « Short-Handled Hoe Banned in California, » *National Farm Worker Ministry Newsletter* June 1983 : 2.

2. Peggy Fikac, « Lawmaker Describes Farm Labor, » *Valley Morning Star* 11 Apr. 1985 ; Peggy Fikac, « No Action Taken on Bill, » *Valley Morning Star* 21 Mar. 1985 ; Judith Gaines, « Cesar Chavez and the United Farm Workers, » *Nuestro* Nov. 1985 : 18.

prétendre au taux horaire fédéral au début des années quatre-vingt. Ceux qui sont couverts par le *Texas Minimum Wage Act* de 1970 n'ont droit qu'à 1,40 dollar. Et nombreux sont les producteurs et les embaucheurs qui profitent du paiement à la pièce pour verser des sommes bien inférieures aux travailleurs. On comprend donc que, pour les *campesinos*, cette question soit primordiale et que l'*UFW* réclame une modification de la législation d'État [1].

En 1980, lors de la convention du syndicat, les participants adoptent une résolution revendiquant un taux horaire de 3,50 dollars et une rémunération majorée, soit une fois et demie le taux normal, pour les heures supplémentaires. Lors de la convention de février 1982, 400 délégués protestent à nouveau contre les bas salaires. Une marche de six jours est organisée à travers la vallée, de Brownsville à San Juan, via Los Indios, Mercedes et Donna, soit près de 100 km. Pour la première fois depuis 1966, Chavez participe à une action de ce type au Texas. Le pèlerinage s'achève le 21 mars par une messe et un rassemblement, d'autres marcheurs partis de La Joya, à l'extrémité ouest de la vallée, rejoignant le premier groupe à San Juan. S'adressant aux quelques 1 500 personnes présentes, Chavez dénonce les pratiques des employeurs et demande aux autorités de faire en sorte que les exploitants paient au moins le minimum déjà prévu par la loi, s'aquittent des 100 millions de dollars de salaires qu'ils doivent encore aux 50 000 ouvriers de la vallée, et soient condamnés à des amendes proportionnelles au profit réalisé au détriment des employés [2].

Toujours en 1982, le *Policy Advisory Committee*, un organisme formé par la *Texas Rural Legal Aid* en 1979 et chargé de recueillir des informations sur les ouvriers agricoles du Texas, ainsi que de formuler des recommandations à l'intention des agences fédérales et d'État, du gouverneur et de la législature, se prononce aussi pour une réforme du *Texas Minimum Wage Act* de 1970 : alignement du salaire minimum d'État sur le taux horaire fédéral ; modification des clauses concernant le paiement à la pièce, les ouvriers pâtissant de toute baisse de productivité liée aux conditions climatiques, à la qualité des récoltes et aux pannes de matériel ; rémunération majorée des heures supplémentaires, car en ce domaine, le *FLSA* ne s'applique toujours pas aux ouvriers agricoles, et, selon le département du Travail, à peine 10 % d'entre eux bénéficient de telles disposi-

1. Roberto M. Villareal, *Farmworkers and the Minimum Wage* (Austin : National Migrant Information Clearinghouse, Aug. 1974) 3 ; Robert J. Brown, « Protecting Workers - A Federal Case, » *American Federationist* Oct. 1978 : 8-9.

2. Reba Cardenas, « Farm Union is Too Weak to Seek Bargaining Rights, » *Corpus Christi Caller* 25 Feb. 1980 ; David McLemore, « Chavez Accuses Texas Growers of Wage Conspiracy, » *Dallas Morning News* 22 Mar. 1982.

tions aux États-Unis ; règlementation des modes de rémunération — versement du salaire dû, sans déductions non autorisées par la loi ; établissement d'un bulletin de salaire par travailleur, comportant le nom du salarié, le type d'emploi, le nombre d'heures, les cotisations prélevées ; tenue de registres détaillés par l'employeur [1].

À partir de 1983, l'*UFW* soumet à la législature des propositions de loi allant dans ce sens. Cette année-là, les démocrates Alex Moreno (Edinburg) et Craig Washington (Houston) introduisent la HB925 et la SB592, qui reprennent l'essentiel des recommandations du *Policy Advisory Committee* et donnent à l'employé, à un représentant de l'employé, et au *Texas Department of Labor and Standards* un droit de regard sur les registres de l'employeur. De plus, en cas de violation de la loi, l'exploitant doit le double de la somme non versée, plus 500 dollars de dommages. Enfin, s'il gagne un procès intenté par un ouvrier, le producteur ne peut exiger le remboursement de ses frais d'avocat. Mais, réserve importante, les producteurs ayant moins de quatre employés ou payant moins de 20 000 dollars de salaire par an, soit près des trois-quarts d'entre eux au Texas, ne seraient pas touchés par ces nouvelles dispositions. En 1985, une nouvelle proposition de loi à nouveau présentée par Alex Moreno et Craig Washington, fort similaire à celle de 1983, mais abolissant toute exemption pour les petites exploitations, ne quitte même pas les commissions de la Chambre et du Sénat, les employeurs opposant une très forte résistance. Arguant de la crise qui frappe l'agriculture américaine dans les années quatre-vingts, le *Texas Farm Bureau* crie à la ruine — pourtant, l'organisation rejette par ailleurs tout moratoire des dettes des petits exploitants. Pour les partisans d'une modification de la loi, cet argument n'est pas valable. Certes, admet Jim Harrington, du *Texas American Civil Liberties Union*, les petits agriculteurs connaissent des difficultés sérieuses, mais d'une part peu d'entre eux sont concernés par ces mesures, et d'autre part leurs problèmes ne peuvent justifier en aucune manière la misère des ouvriers agricoles. En outre, fait remarquer Alex Moreno, si les ouvriers ne reçoivent pas un salaire décent, il faut prévoir des programmes d'aide sociale payés par les contribuables, souvent eux aussi touchés par la crise [2].

Ce n'est qu'en 1987 que la législature modifie le *Texas Minimum Wage Act* : le salaire minimum passe à 3,35 dollars à partir du 1er septembre 1987, mais une augmentation du taux horaire fédéral ne sera pas automatiquement répercutée au niveau de l'État ; les exploitants employant des

1. Farmworker Policy Impact Project 140-141.

2. Geoffrey Rips, « Long Row to Hoe, » *Texas Observer* 22 Apr. 1983 : 8 ; Peggy Fikac, « Moreno Proposes Raising Wage of Farm Workers, » *Valley Morning Star* 15 Dec. 1984.

ouvriers pendant 300 jours-homme ne sont plus exonérés ; les membres de la famille du producteur sont maintenant couverts ; l'*Agriculture Commissioner* est chargé d'établir les taux de paiement à la pièce, et le *TDA* doit informer employeurs et employés des nouvelles dispositions de la loi [1].

Malgré l'hostilité des employeurs, les alliés politiques de l'*UFW* parviennent donc à imposer quelques changements importants dans la règlementation et la législation au niveau de l'État. Toutefois, la volonté de préserver le statu quo est parfois si fortement ancrée, aussi bien chez les agriculteurs que chez certains élus, que les ouvriers agricoles n'obtiennent gain de cause qu'en s'adressant aux tribunaux.

1. Richard R. Nelson, « State Labor Laws : Changes during 1987, » *Monthly Labor Review* Jan. 1988 : 38.

L'intervention des tribunaux

1 Magistrats et législateurs

Grâce à l'action du *Texas Civil Liberties Union*, de la *Texas Rural Legal Aid* et du *Mexican American Legal Defense and Educational Fund*, les cours de justice du Texas, en se prononçant sur la constitutionnalité de la législation en vigueur, obligent représentants et sénateurs à reconsidérer certaines lois de l'État affectant directement les *campesinos*.

1.1 La *workers' compensation insurance* (WCI)

L'extension de l'assurance accident du travail et maladies professionnelles aux ouvriers agricoles constitue l'une des batailles législatives les plus âprement disputées de la fin des années soixante-dix et de la première moitié des années quatre-vingt.

L'exclusion des ouvriers agricoles

En 1979, la *WCI* relève toujours de la seule compétence des États, et 5 % seulement des employés victimes d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail bénéficient d'une prise en charge. Le rapport de la *National Commission on State Workmen's Compensation Laws* publié en 1972 n'a pas eu de suite. Et quoiqu'en 1977, l'*Interdepartmental Workers' Compensation Task Force* présente des recommandations identiques, aucune législation fédérale ne voit le jour. Les quelques propositions de loi présentées au Congrès dans ce domaine mettent en avant les prérogatives des États, se contentent de suggérer un taux plancher pour les prestations et les indemnités, et écartent systématiquement employés de maison et ouvriers agricoles. Or, l'agriculture est maintenant considérée comme le secteur d'activité le plus dangereux après l'industrie minière, dont le taux d'accidents mortels est de 56 pour 100 000. Il est de 54 pour 100 000 chez les ouvriers agricoles, 200 000 d'entre eux étant blessés ou

tués chaque année. Au Texas, en l'absence de données officielles, il est difficile d'avoir une idée exacte de la situation. Mais, selon une étude de la *Texas Tech University* en 1982, chacun des 223 000 travailleurs agricoles de l'État a de fortes chances d'être victime d'un accident dans l'année à venir, et un sur mille y succombera. D'après la *Hidalgo County Health Care Corporation*, sur les 857 blessés soignés par les dispensaires du comté dans les six premiers mois de 1983, 553 sont des *campesinos* [1].

Alors que les grands États agricoles obligent partie ou totalité des exploitants à cotiser à une *WCI*, le Texas est le seul à continuer à exclure ce secteur économique. La majorité des agriculteurs n'ayant aucune assurance de quelque sorte que ce soit, les travailleurs doivent aller devant les tribunaux pour obtenir réparation. Alléguant de la négligence de l'employé ou d'un tiers, ainsi que de son acceptation tacite des risques, les producteurs échappent en général à toute condamnation. Néanmoins, les juges commençant à remettre en cause la validité de ces arguments, un nombre croissant d'employeurs prennent une assurance de responsabilité, la plupart du temps auprès du *Texas Farm Bureau* ou de certaines associations de producteurs, ce qui leur offre certes une protection, mais oblige toujours l'ouvrier à attaquer l'exploitant en justice.

La bataille législative

L'*UFW* fait de la *WCI* l'un de ses objectifs prioritaires. En 1977, une proposition de loi introduite par Paul Moreno et Melchor Chavez (Harlingen), vise à donner à tous les employés de l'agriculture le droit aux prestations et aux indemnités. Henry Allee (Houston), avec l'accord de l'*AFL-CIO* et du *TCLU*, suggère de rendre les exploitants, et non les embaucheurs, responsables devant la loi. Mais, le président de la Chambre, Bill Clayton, se débarrasse de la HB227 en l'envoyant devant la Commission de l'agriculture. En 1979, le sénateur Oscar Mauzy (Dallas) tente à nouveau de faire supprimer la clause d'exemption pour tous les ouvriers agricoles, mais la SB240 connait le même sort que la HB227. En 1981, la HB698, présentée par Juan Hinojosa, et affectant uniquement les exploitants ayant plus de dix employés, est adoptée par la Chambre mais rejetée par le Sénat. En 1982, un jugement de la Cour suprême du Texas ébranle la position des tenants du statu quo. En effet, les magistrats accordent à la famille de Juan Torrez, tué par la chute de caisses d'agrumes en 1977, le droit de réclamer des dommages et intérêts à l'employeur, *Donna Fruit*

1. Barrett Seeley, « The Drift in Workers' Compensation, » *American Federationist* Sept. 1979 : 21 ; Farmworker Policy Impact Project 144, 156 ; Joint Committee on Farmworker Insurance (JCFI), *Farmworker Insurance* (Austin : State of Texas, Apr. 1984) 58, 70.

Company, et ce contrairement à des décisions du *Texas Industrial Board* et de deux cours de justice.

En 1983, Juan Hinojosa à la Chambre (HB521) et Hector Uribe et Lloyd Dogett au Sénat (SB338) proposent d'accorder la *WCI* aux ouvriers agricoles à plein temps et aux saisonniers dont l'employeur paie plus de 50 000 dollars de salaires ou emploie plus de dix ouvriers dans l'année, ce qui ne représente que 5 % des exploitations. Les gros producteurs ne seraient pas obligés de contracter une assurance, mais les arguments traditionnellement mis en avant en cas d'actions en responsabilité ne seraient plus recevables. La Chambre rejette d'abord la HB521 par 70 voix contre 61, sous la pression du *Texas Farm Bureau* et de la *Texas and Southwestern Cattle Raisers Association*, puis finit par adopter la proposition de loi en seconde lecture par 83 voix contre 59. Mais, au Sénat, Bill Sarpalius ne ménage pas ses efforts pour défendre les intérêts des exploitants, et réussit à empêcher le vote en pratiquant l'obstruction. Lors de la la session spéciale de l'été 1983, Hector Uribe, Bill Sarpalius, le lieutenant-gouverneur Bill Hobby et le *TFB* annoncent un compromis, rejeté par d'autres élus comme Hinojosa, par l'*UFW*, la fédération *AFL-CIO* du Texas et la *Texas Trial Lawyer Association*, qui considèrent que plusieurs points de l'accord sont inacceptables. Les exploitants peuvent en effet choisir entre la *WCI* et une assurance de responsabilité. Dans le second cas, les ouvriers bénéficient d'une prise en charge des dépenses de soins dans la limite de 5 000 dollars, et obtiennent jusqu'à 500 000 dollars d'indemnités, s'ils arrivent à apporter la preuve d'une faute de l'employeur. De plus, la première année, la loi exempte les producteurs payant moins de 100 000 dollars de salaires, et 75 000 dollars la deuxième année. Ceux qui emploient dix ouvriers ou moins à plein temps ne sont pas couverts non plus. Enfin, ce sont les embaucheurs qui doivent souscrire à une assurance, même si les producteurs sont tenus de vérifier que tel est bien le cas [1].

Le sénateur H. Uribe retire la SB21, et ce nouvel échec, ajouté à la crainte de voir l'*UFW* et le *TCLU* recourir aux tribunaux pousse le gouverneur Mark White, Bill Hobby et le président de la Chambre, Gibb Lewis, à agir. Très critiqués pour leur manque d'ardeur à défendre les intérêts des *campesinos* qui ont aidé à les élire, ces responsables politiques créent, en juillet, une commission chargée de mettre sur pied un projet acceptable par tous, et pouvant être soumis à la législature à la session suivante. Ce *Joint Committee on Farmworker Insurance* est composé de 25 personnes —

1. Mexican-American Democrats (MAD), communiqué de presse, May 1983 ; Scott Lind, « Race Issue Debated in Workers Comp Bill, » *Valley Morning Star* 16 May 1983 ; Peggy Fikac, « Legislature to Consider Farm Workers Comp, » *Valley Morning Star* 25 June 1983.

avocats, syndicalistes, représentants des compagnies d'assurance, du *TFB*, du *Texas Farmers Union*, qui représente les petits exploitants, et de la *Texas Hospital Association*. Deux juges de comté et huit législateurs, dont Sarpalius et Hinojosa, sont également invités à participer aux travaux. Le *JCFI* tient quatre réunions à Austin et des auditions à Harlingen, Wimberley, Amarillo et Lubbock, recueillant ainsi les témoignages d'ouvriers agricoles, de producteurs, d'embaucheurs, d'agences fédérales et d'État, d'organisations civiles et religieuses [1].

Un nouveau compromis, élaboré à grand peine, voit le jour. C'est encore à l'embaucheur de s'occuper du contrat, mais la responsabilité de l'exploitant est engagée si cet intermédiaire ne respecte pas la loi. Les éleveurs sont exemptés pendant dix ans et l'application de la législation est progressive pour les autres employeurs. Ceux qui paient plus de 100 000 dollars par an sont d'abord les seuls concernés, puis, tous les deux ans, le plafond diminue de 25 000 dollars, de telle sorte qu'au bout de dix ans tous les employeurs sont couverts sans exception aucune. Les exploitants ayant une assurance pour risques professionnels et qui embauchent des migrants ne peuvent être poursuivis en lieu et place du chef d'équipe qui les a recrutés [2].

Bien que le sénateur Bill Sarpalius se montre très satisfait du résultat, le *TFB*, après avoir donné son accord, revient sur sa décision, arguant du fait que la convention annuelle de l'organisation a voté contre toute modification de la loi. Cette nouvelle volte face exaspère les partisans du changement qui se tournent vers les tribunaux et intentent, en janvier 1984, une action en justice contre le *Texas Industrial Board* et le *State Attorney General*, Jim Mattox, auprès de la Cour de district du comté de Travis. Ils sont représentés non seulement par Jim Harrington, du *TCLU*, mais aussi par cinq élus, avocats de profession. Les plaignants estiment que l'exclusion des ouvriers agricoles est contraire à la Constitution du Texas, car elle établit une discrimination envers un groupe de travailleurs à 90 % hispaniques, et ils demandent une suspension temporaire de l'exemption de l'agriculture. Deux actions de groupes — *class actions* — sont engagées, l'une au nom de dix *campesinos* et l'autre à celui de vingt contribuables de la vallée, obligés de payer des impôts destinés à financer l'aide sociale aux travailleurs laissés sans ressources à la suite d'accidents et de maladies professionnelles. Les avocats annoncent aussi une campagne de promotion des actions en réparation à travers tout le Texas. Le *TCLU*, par exemple, porte plainte au nom de Manuel Leija, de Mercedes, victime

1. House Study Group, *Workers' Compensation for Farm Workers* (Austin : Texas House of Representatives, 25 Feb. 1985) 3.
2. Joel Brandenberger, « Farm Worker's Insurance, » *Amarillo Daily News* 14 Dec. 1983.

d'un grave accident en 1980, et réclame 700 000 dollars de dommages et intérêts [1].

En janvier 1984, le juge Harley Clark ordonne au *TIB* d'accepter temporairement tous les dossiers soumis par des ouvriers agricoles. En mars, Clark déclare l'exemption dont bénéficie l'agriculture contraire à la Constitution de l'État, une décision rétroactive pour ceux qui ont travaillé pour un exploitant dont les autres catégories d'employés bénéficiaient d'une assurance. Dans le cas contraire, il faudra s'adresser aux magistrats. Enfin, à partir du 17 mars, tous les producteurs sont tenus de souscrire à une *WCI* [2].

Les législateurs sont maintenant au pied du mur. Mattox fait appel et Clark consent à donner le temps aux représentants et sénateurs de voter enfin une loi acceptable par tous. Un autre compromis est annoncé par le *JCFI*, mais le *TFB* continue à s'opposer à toute proposition et dénonce la décision de Clark. Après d'ultimes négociations, tractations et délibérations, la proposition de loi introduite par Uribe et Hinojosa est adoptée le 28 juin par le Sénat — cinq voix contre — et le 30 par la Chambre — 93 voix pour et 55 contre. Le 20 juillet, le gouverneur, accompagné du lieutenant-gouverneur, d'Hector Uribe et de Juan Hinojosa, signe la nouvelle loi à San Juan, dans la vallée, en présence des adhérents de l'*UFW* et de membres du *Texas Farmers Union*. La législature ayant refusé de voter des crédits afin que le *TIB* puisse traiter les nouveaux dossiers, White décide d'allouer des fonds d'urgence à l'agence pour l'ouverture d'un bureau dans la vallée et l'agrandissement de celui de Lubbock [3].

La loi qui entre en vigueur le 1er janvier 1985 comprend les dispositions suivantes : tous les migrants sont couverts à partir de cette date ; les saisonniers ont droit à l'assurance s'ils travaillent dans une exploitation légumière ou fruitière, un vignoble, ou pour un employeur ayant payé au moins 25 000 dollars de salaires l'année précédente ; les autres ouvriers, à temps plein ou permanents, sont intégrés au système de manière progressive, à condition que l'employeur paie au moins 75 000 dollars de salaires par an entre 1985 et 1987, 50 000 dollars entre 1988 et 1990, et l'équivalent de 25 000 dollars de 1984 à partir de 1991 ; l'embaucheur est toujours tenu de prendre un contrat, mais s'il ne le fait pas, la responsabilité de l'agriculteur est engagée en cas d'accident ; l'assurance professionnelle

1. Peggy Fikac, « Farm Bureau Refuses to Support Compromise Bill, » *Valley Morning Star* 16 Dec. 1983 ; American Civil Liberties Foundation of Texas, communiqué de presse, 6 Jan. 1984 ; Bruce Hight, « Farmers, Ranchers Pressed in Dispute on Worker Injuries, » *Austin American Statesman* 16 Jan. 1984.

2. Patt Kilday, « Farm Workers Win Job Injury Benefits, » *Dallas Times-Herald* 9 Mar. 1984.

3. Kay Koeting, « Compensation Law Effective Soon, » *Amarillo Daily News* 14 Mar. 1984 ; House Study Group 3.

n'est pas obligatoire, mais les employeurs risquent de se voir condamnés par les tribunaux s'il y a action en réparation. D'après Mike Moeller, président du *TFU*, 2 % des exploitants seront affectés la première année, et 10 % en 1991, mais 90 % des ouvriers agricoles devraient bénéficier de la *WCI* [1].

Partisans et adversaires de l'extension de la WCI *à l'agriculture*

Aux côtés de l'*UFW*, militent, en faveur d'une modification de la législation, le *Texas Farmers Union*, *Valley Interfaith* (*VI*), un groupe d'action communautaire de la vallée, diverses Églises, des associations mexicaines-américaines, et des hommes politiques de tous bords — *MAD*s, « libéraux » et conservateurs *anglos* et noirs. Parmi les défenseurs du statu quo, on trouve le *Texas Farm Bureau*, des associations d'éleveurs et de producteurs et des législateurs comme Bill Sarpalius.

Le rôle d'assureur joué par le *TFB* explique en partie son hostilité à tout changement. L'organisation contrôle en effet trois compagnies, la *Texas Farm Bureau Mutual Insurance Company* (plus de 180 000 polices), la *Southern Farm Bureau Casualty Insurance Company* (plus de 450 000 véhicules assurés), et la *Southern Farm Bureau Life Insurance Company* (156 000 contrats). Dans les comtés ruraux, ces sociétés sont installées dans les locaux mêmes du *TFB*. Mais il y a également d'autres raisons à cette opposition. Les exploitants refusent, par exemple, d'être tenus responsables des accidents du travail et des maladies professionnelles des ouvriers agricoles, puisque ce sont les embaucheurs qui les recrutent. Ce point est d'ailleurs la principale pierre d'achoppement lors des discussions entre les différents groupes d'intérêt, car pour l'*UFW*, les embaucheurs n'ont, pour la plupart, ni la formation ni les ressources nécessaires, et les véritables bénéficiaires du travail des ouvriers sont les producteurs [2].

Les employeurs estiment également que la *WCI* leur coûte trop cher. D'après les estimations du *State Board of Insurance*, ils devraient verser 3,11 dollars par 100 dollars de salaire dans l'élevage et la production laitière, 8,08 dollars pour les exploitations légumières et fruitières. Par contre, dans le cadre de l'assurance de responsabilité, les producteurs, selon la police choisie, paient entre 1,60 et 4,04 dollars par 100 dollars de salaire. Cependant, avec ce type de garantie, l'agriculteur court le risque

1. House Study Group 4 ; Karen Svendsen, « Worker Insurance Law Won't Affect Many Farms, » *Waco Tribune Herald* 15 July 1984.
2. Darla Morgan, « Agreement Likely on Work Comp for Farm Laborers, » *Corpus Christi Caller* 20 Aug. 1983.

d'une action en réparation — en 1982, *Donna Fruit Company* est ainsi condamnée à verser 800 000 dollars à la famille Torrez —, alors que la *WCI* plafonne le montant des dommages. Par ailleurs, plus les exploitants sont nombreux à souscrire, plus les compagnies peuvent offrir des tarifs intéressants, comme c'est le cas dans d'autres États. Ceux dont les primes dépassent 3 000 dollars par an bénéficient en général d'un bonus si les ouvriers travaillent dans de bonnes conditions de sécurité, ce qui représente des économies importantes. Pour l'*UFW*, la *WCI* est par conséquent tout autant dans l'intérêt des employeurs que dans celui des ouvriers. C'est là un point de vue partagé par l'*American Farm Bureau*, qui fait preuve de plus de réalisme que sa branche texane [1].

En ces temps de crise de l'agriculture, beaucoup de producteurs sont néanmoins convaincus que le passage de la loi va les acculer à la ruine, un sentiment sur lequel joue le *TFB* et le principal argument du sénateur Bill Sarpalius. Or, d'une part, les petits agriculteurs sont rarement concernés, car ils ont peu ou pas d'employés. D'autre part, dans les cultures fruitières et légumières, grosses consommatrices de main d'œuvre, ce sont parfois les emballeurs qui paient les coûts salariaux, et non l'exploitant. Enfin, une augmentation des prix agricoles permet de compenser l'accroissement des charges, et selon une étude du *Texas Agriculture Extension Service*, l'impact sur les consommateurs serait minime : 0,20 cent pour une livre de carottes, 0,20 cent par livre de tomates, 0,30 cent par melon, 0,10 cent par poivron vert, 0,10 cent par concombre. L'exemple de la Californie et du Wisconsin sont la meilleure preuve que l'adoption de ce type de législation n'entraîne nullement la faillite des exploitants, dont certains font d'ailleurs remarquer que les problèmes que connaissent nombre d'agriculteurs ont bien d'autres sources, en particulier les politiques fédérales, qui privilégient le complexe agro-industriel [2].

De leur côté, les partisans de la *WIC* soulignent que les employeurs des autres secteurs d'activité contribuent à la WIC, quel que soit le contexte économique. En outre, l'absence de système d'assurance approprié a un coût social élevé non seulement pour les *campesinos*, mais aussi pour la société. En cas de maladie ou d'accident, les enfants quittent l'école pour subvenir aux besoins de la famille, qui doit très souvent s'endetter et demander à bénéficier des programmes d'aide sociale. Ces ouvriers agricoles doivent également être pris en charge sur le plan médical, puis-

1. House Study Group 10 ; « Farmworker Wins the Right to Sue », *Texas Observer* 9 July 1982 : 15 ; JCFI 73, 80.

2. « Insurance Committee Urged to Find Farm Workers' Plan, » *Austin American Statesman* 29 July 1983 ; JCFI 92-98 ; Peggy Fikac, « State Legislators Continue Farmworker Insurance Debate, » *Valley Morning Star* 27 Aug. 1983.

qu'ils ne peuvent pas payer les soins dont ils ont besoin. Lors des auditions tenues par le *Joint Committee* dans la vallée, John Mims, administrateur du *McAllen Methodist Hospital*, explique par exemple que le montant des factures impayées pour cet établissement s'élève à 2,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1983, une bonne part correspondant à des soins donnés à des ouvriers agricoles victimes d'accidents du travail [1].

1.2 L'assurance chômage (*unemployment compensation insurance*)

La législation fédérale n'offrant toujours pas de couverture à l'ensemble des ouvriers agricoles du pays, la constitutionnalité du système d'assurance chômage de l'État fait également l'objet de vifs débats et d'une décision de justice. L'extension du *Federal Unemployment Tax Act* à l'agriculture — *Federal Unemployment Insurance Amendment* —, votée en 1976 et applicable à partir du 1er janvier 1978, n'affecte en effet que les éleveurs et exploitants employant au moins 10 ouvriers pendant 20 semaines au cours de l'année, ou versant au moins 20 000 dollars de salaires. Dans le cas où le recrutement se fait par l'intermédiaire d'un embaucheur, c'est ce dernier qui doit s'acquitter des cotisations. Le gouvernement fédéral perçoit 1,1 % sur les premiers 7 000 dollars de salaire, finançant de la sorte la gestion du système d'assurance chômage par les agences pour l'emploi au niveau des États. Ces derniers déterminent le montant des contributions patronales et des allocations, ainsi que les critères d'attribution. Au Texas, c'est la *Texas Employment Commission* qui est chargée d'administrer le programme, le taux de cotisation étant fixé à 2,7 % de la totalité du salaire annuel — le montant est limité à 189 dollars si les gains sont inférieurs à 7 000 dollars [2].

Selon une étude portant sur 15 États agricoles — Nord-Est, Ohio, Floride et Texas —, en moyenne 5 % seulement des producteurs sont concernés, même s'il existe de très grandes différences selon les régions, puisqu'ils sont 1 % dans le Vermont et 29 % en Floride. Seul un petit nombre d'exploitants est ainsi soumis au *FUIA*, mais comme ce sont de gros consommateurs de main d'œuvre saisonnière, il devient nécessaire d'augmenter les taux de cotisation de l'ensemble des employeurs, agricoles et non agricoles, si l'on veut pouvoir indemniser tous ces ouvriers en période

1. JCFI 85 ; Darla Morgan, « Panel Hears Farmworkers' Questions, » *Corpus Christi Caller* 19 Aug. 1983 ; R. G. Ratcliffe, « Senator Begins Filibuster Effort, » Ft. *Worth Star Telegram* 28 May 1983 ; Geoffrey Rips, « The Battle for Farmworker Compensation, » *Texas Observer* 13 Jan. 1984 : 13.

2. United States, Department of Labor, Employment Standards Administration, *Wage and Hour Division, Farmworker Protective Laws* (Washington : GPO, Avril 1979) 5 ; Employment Standards Administration, *Farmworker Protective Laws* 5.

de chômage. Certains États choisissent donc d'élargir le champ d'application de la loi. En Californie par exemple, tout agriculteur ayant embauché ne serait-ce qu'une personne dans l'année, ou ayant payé plus de 100 dollars de salaire en trois mois, est obligé de cotiser. Les ouvriers agricoles ayant travaillé pour un employeur entrant dans cette catégorie, et ayant gagné au moins 150 dollars dans l'agriculture, ou dans un autre secteur, ont droit aux allocations [1].

Au Texas, l'État ne modifie en rien la législation fédérale dans le domaine de l'agriculture, et dans les autres secteurs d'activité, les travailleurs reçoivent une indemnisation si l'employeur paie au moins 1 500 dollars de salaire dans un trimestre, ou embauche au moins une personne pendant 20 semaines dans l'année. Quant aux critères d'attribution retenus pour les ouvriers agricoles, ils sont particulièrement confus et totalement inadaptés à la situation des saisonniers et des migrants. Un grand nombre de producteurs évitant de verser les cotisations en faisant appel à des embaucheurs en général peu respectueux de la loi, 2 % seulement des employeurs agricoles du Texas, exploitants et intermédiaires, contribuent à l'assurance chômage, et seulement 12 % des ouvriers agricoles en bénéficient au début des années quatre-vingt [2].

Des propositions de loi étendant l'assurance chômage à l'agriculture sont introduites en 1981 et 1983, à l'initiative de l'*UFW*, mais sans succès. Aussi, lorsqu'en décembre 1983, des gelées détruisent la presque totalité des plantations d'agrumes de la vallée, privant d'emploi 18 000 travailleurs, seulement 4 000 d'entre eux touchent des allocations. La situation de ces familles est si désastreuse qu'en octobre 1984 le *TCLU* introduit une action en justice contre la *TEC* et le *State Attorney General*, Jim Mattox, au nom de six ouvriers et de l'*UFW*. Choisissant l'action de groupe, afin que la décision du juge soit appliquée non seulement aux plaignants mais aussi à l'ensemble des ouvriers agricoles, le *TCLU* estime que les dispositions de la loi d'État violent la Constitution du Texas car elles introduisent une discrimination à l'encontre de travailleurs dans leur quasi-totalité hispaniques. Après avoir tenu des auditions pendant plusieurs jours en janvier 1985, le juge Harley Clark déclare inconstitutionnelle l'exclusion d'une majorité des travailleurs de l'agriculture du Texas. Il ordonne à la *TEC* d'accepter les demandes d'allocations des migrants et

1. G. Joachim Elterich, « Estimating the Cost of Extending Jobless Insurance to Farmworkers, » *Monthly Labor Review* May 1978 : 18 ; Employment Standards Administration, *Farmworker Protective Laws* 27-28.

2. Jensen 9 ; « Suit Says Texas Farmworkers Merit Unemployment Benefits, » *Ft. Worth Star Telegram* 20 Dec. 1984.

des saisonniers et d'appliquer aux employeurs de ce secteur les mêmes critères de contribution qu'aux autres, et ce à partir du 16 février [1].

La décision de Clark pousse la législature à prendre en considération les proposition de loi du représentant Lloyd Criss — HB32 — et des sénateurs Hector Uribe et Oscar Mauzy (Grand Prairie) — SB933. En effet, à moins que le *State Attorney General* n'obtienne une annulation de ce jugement en appel, ce qui, de l'avis de tous, est pratiquement impossible, la caisse d'assurance chômage de l'État est menacée de faillite. D'après la *TEC*, il faudra payer 17 millions de dollars d'allocations aux ouvriers agricoles en 1985, mais éleveurs et producteurs ne verseront que 10 millions de dollars, puisque seulement une partie d'entre eux cotisent. Si les élus repoussent encore l'amendement du *Texas Unemployment Compensation Act*, les autres employeurs vont devoir combler le déficit [2].

Fidèle à lui-même, le *TFB* s'oppose au passage de la loi, suivi par les associations de producteurs. Les élus républicains, eux, accusent Mattox de trahir les intérêts de l'État, puisqu'un simple pourvoi en appel suspendrait la décision et empêcherait la législature de se prononcer. De son côté, le sénateur Bill Sarpalius, qui mène campagne contre la SB933 au Sénat, prédit un véritable « désastre économique ». Faux, rétorquent les partisans de la loi, car les exploitants, loin de courir à la ruine, ne paieront qu'environ 97,20 dollars par an par ouvrier, soit 27 cents par jour, alors que les autres employeurs versent en moyenne 350 dollars par travailleur chaque année. De plus, l'extension de l'allocation chômage pourrait au contraire stimuler l'économie des zones rurales [3].

Malgré leur profonde hostilité, les producteurs sont obligés de s'incliner, l'amendement ayant le soutien de la *Texas Association of Business* — les employeurs des secteurs non-agricoles n'ont aucunement l'intention de payer pour eux. Dès le mois de mars, l'*UFW*, le *TFB* et les législateurs entament les négociations, sous la houlette du lieutenant-gouverneur. La loi est adoptée en avril par la Chambre — 86 voix pour, 54 voix contre — et par le Sénat — 23 voix pour et huit contre —, signée par le gouverneur le 2 mai, et entre en vigueur le 1er janvier 1986. Environ 146 000 ouvriers agricoles et 35 000 exploitants sont désormais intégrés au système d'assurance chômage. Les agriculteurs versant au moins 1 500 dol-

1. « The Valley Freeze and Other Unnatural Disasters, » *Texas Observer* 24 Feb. 1984 2 ; « Suit Alleges Bias Against Farm Workers, » *Houston Chronicle* 23 Oct. 1984.

2. Peggy Fikac, « Senate OKs Coverage for Farm Workers, » *Valley Morning Star* 18 Apr. 1985.

3. « Unemploment Benefits OK'd for Farmworkers, » *Amarillo Daily News* 11 Apr. 1985 ; « Farm Laborers Ruled Eligible for Jobless Pay, » *Ft. Worth Star Telegram* 11 Jan. 1985 ; Dave Denison, « A Victory for Farmworkers, » *Texas Observer* 17 May 1985 : 7 ; « Give Jobless Benefits to Farm Workers, Legislators Urged, » *Dallas Times-Herald* 30 Jan. 1985.

lars de salaires par trimestre, ou employant au moins une personne de 20 jours à 20 semaines par an, doivent payer les cotisations. Les migrants et les saisonniers sont couverts à partir du 1er janvier 1986, mais pour les employés à plein temps, les élus ont prévu une application progressive sur deux ans afin d'éviter les problèmes financiers, aussi bien pour les producteurs que pour l'État. En 1986, ces travailleurs ont droit aux allocations si l'exploitant paie au moins 7 500 dollars de salaires dans le trimestre, ou bien s'il emploie quatre ouvriers ou plus pendant l'année. En 1987, l'agriculteur doit payer 6 250 dollars de salaires dans le trimestre ou embaucher au moins trois ouvriers [1].

Selon les estimations de la TEC, les comptes devraient être rééquilibrés en 1987, l'État versant 15 millions de dollars d'allocations et les employeurs lui en apportant 16 millions. Une autre loi adoptée par la législature doit également aider la caisse d'assurance chômage à combler son déficit. La HB118, présentée par Lloyd Criss, met fin aux abattements accordés dans ce domaine aux nouvelles compagnies s'installant au Texas, des dispositions qui ont fait perdre 2,4 millions de dollars à l'État en 1984.

1.3 Le droit à l'information sur l'utilisation des produits toxiques

Après avoir statué sur l'assurance maladie-accident et les alllocations chômage, les tribunaux sont également amenés à se prononcer sur un aspect particulier de la règlementation sur les pesticides, le droit à l'information — *right-to-know*.

En 1978, le Congrès, en adoptant le *Federal Insecticide, Fungicide and Pesticide Act*, garantit aux ouvriers agricoles et à ceux qui appliquent ces produits la possibilité d'en étudier les effets sur la santé. L'industrie chimique et le lobby agricole refusant toute amélioration de la loi en 1982, le Congrès se contente de reconduire le *FIFPA* l'année suivante. Au Texas, à la suite d'auditions tenues en décembre 1982, et grâce à l'action du *Texas Pesticide Project*, une proposition de loi *right-to-know* est introduite à la session de 1983 par Al Price et Ed Watson, avec l'approbation de la fédération *AFL-CIO* du Texas et de l'*UFW*. Mais, sous la pression du *Texas Farm Bureau* et du *Texas Chemical Council*, la HB2117 et la SB999 ne sont examinées ni par la Chambre ni par le Sénat [2].

1. Linda Anthony, « Farm Workers Win Enactment of Jobless Benefits, » *Austin American Statesman* 18 Apr. 1985 ; Anne Marie Kilday, « House OKs Bill Extending Jobless Benefits to Agricultural Workers, » *Houston Chronicle* 11 Apr. 1985.

2. AFL-CIO Department of Legislation, *The People's Lobby, AFL-CIO Report on the 98th Congress* (Washington, D.C. : AFL-CIO, Mar. 1985) 27.

En 1985, les législateurs texans votent le *Hazard Communication Act*, qui donne aux employés de l'industrie, aux pompiers et au public en général le droit de savoir quels produits sont utilisés sur les lieux de travail, mais l'agriculture est spécifiquement exclue. C'est seulement en 1987 que producteurs et industriels, sous la menace d'une nouvelle sanction des cours de justice pour inconstitutionnalité du *HCA*, se disent prêts à négocier et que la législature passe l'*Agricultural Hazard Communication Act*. Les agriculteurs sont désormais obligés de tenir une liste détaillée des produits et matériels dont ils se servent, d'aviser les ouvriers de la nature des pesticides et herbicides employés et de la date d'application. De plus, les exploitants ne peuvent renvoyer ceux qui déposent une plainte pour violation de la loi, participent à une inspection ou témoignent à des auditions. Le *Texas Department of Agriculture* doit, pour sa part, former et informer employeurs et employés. Il lui faut aussi conserver pendant trente ans les registres d'utilisation des exploitants, les effets de certains produits n'étant pas encore connus et ne se faisant souvent sentir que bien des années après la contamination [1].

1.4 Les lois sur le « droit au travail »

Les ouvriers agricoles et leurs alliés parviennent également, à la satisfaction de l'ensemble du mouvement syndical, à faire annuler certaines dispositions particulièrement contraignantes de la législation de l'État dans le domaine du « droit au travail ».

En 1980, pendant la grève des oignons à Hereford, la *Texas Rural Legal Aid* et le *TFW*, poursuivis devant les tribunaux par 15 producteurs des *High Plains*, engagent à leur tour une action en justice. Les exploitants, le shérif et le procureur du comté de Deaf Smith, ainsi que le juge de Hereford, sont accusés d'avoir, à plusieurs reprises, privés les ouvriers de leurs droits constitutionnels — liberté de parole, de réunion et d'association —, alors que leurs activités étaient pacifiques. Cinq ans plus tard, le juge M. L Robinson, de la Cour de district d'Amarillo, donne raison aux *campesinos* et crée l'évènement en déclarant sept des lois *right-to-work* contraires à la Constitution du Texas. Grèves et boycotts secondaires sont désormais autorisés. Il n'est plus interdit à une minorité d'employés de faire grève ou de former un piquet, soit pour forcer l'employeur à reconnaître un syndicat ou à négocier avec lui, soit pour forcer un employé à rejoindre le syndicat. Les participants à un piquet ne sont plus obligés de se tenir à

1. Bill Adler, « Lives on the Line, »*Texas Observer* 6 Feb. 1987 : 7 ; « Farm Luggage, » *Texas Observer* 31 May 1985 : 12 ; Texas Department of Agriculture, *New Public Initiatives* (Austin : TDA, 1990) 10 ; Dave Denison, « Victories and Vetoes, » *Texas Observer* 26 June 1987 : 10.

9 m de l'entrée du lieu de travail et à 9 m les uns des autres. On ne peut plus les arrêter pour avoir « proféré des injures, des menaces ou des obcénités », ou avoir distribué des tracts considérés comme diffamatoires. Le juge enjoint les autorités de la ville d'Hereford et du comté de Deaf Smith de ne plus faire appliquer ces lois et accorde par ailleurs 500 dollars de dommages à Jesus Moya, pour violation de ses droits [1].

2 Cours de justice et infractions à la législation

Si les juges jouent un rôle déterminant dans la modification de la loi en faveur des ouvriers agricoles dans divers domaines, ils sont aussi appelés à intervenir à maintes reprises auprès des employeurs et des autorités locales peu enclins à respecter les droits des *campesinos*.

2.1 Le salaire minimum

C'est dans le domaine des salaires que les actions en justice sont les plus nombreuses, intentées soit par le département du Travail, soit par la *Texas Rural Legal Aid*, pour violations du taux horaire minimum fédéral ou d'État, et, à partir de 1983, des dispositions du *Migrant and Seasonal Agricultural Worker Protection Act* (*MSAWPA*). Plus clair et plus facile à administrer que le *Farm Labor Contractor Registration Act* qu'il remplace, le *MSAWPA* impose aux embaucheurs et aux exploitants un certain nombre de contraintes dès lors qu'ils font appel à des migrants et à des saisonniers. Les employeurs sont dans l'obligation de tenir des registres détaillés — mode de calcul des salaires, nombre d'heures, justification des déductions... —, et de les conserver pendant trois ans. Il leur faut fournir aux ouvriers des indications complètes en ce qui concerne, entre autre, le lieu de travail, le type d'activité et de culture, le salaire, la durée de l'emploi, le coût du transport et du logement. Intermédiaires et exploitants sont tenus d'informer les travailleurs de leurs droits, par voie d'affiche par exemple, en anglais et en espagnol si nécessaire, et de leur remettre des bulletins de salaire détaillés [2].

C'est dans la région de Presidio, dans le *Panhandle* et dans la vallée que le plus grand nombre de poursuites sont engagées contre les employeurs peu scrupuleux. En 1980, *Griffin and Brand* et Bill J. Bishop, propriétaires

1. Scott Lind, « Judge Strikes Down Picketing Laws, » *McAllen Monitor* 11 Aug. 1985.
2. United States, Department of Labor, Employment Standards Administration, Wage and Hour Division, *Migrant and Seasonal Agricultural Worker Protection Act As Amended*, Publication 1465 (Washington : GPO, July 1989) 5-9.

de *Presidio Valley Farms*, sont condamnés à payer 85 000 dollars de complément de salaire et 9 % d'intérêts sur les sommes dues à plus de 200 clandestins recrutés entre 1975 et 1977 par l'intermédiaire d'embaucheurs. Deux autres producteurs des environs de Presidio acceptent un règlement à l'amiable, le département du Travail et le *TFW Organizing Committee* d'Ojinaga étant chargés de retrouver les ouvriers et de leur remettre les 25 000 dollars ainsi versés. La *TRLA* obtient satisfaction dans une double action contre les services d'immigration et 24 agriculteurs de cette zone frontalière. En 1977, devant les demandes répétées des exploitants, qui affirment manquer de main d'œuvre pour le coton, les melons, et les poivrons, le président Carter autorise la venue de 809 travailleurs d'Ojinaga. Malgré les promesses, peu d'exploitants offrent les conditions de travail prévues dans les contrats, notamment en matière de salaire et d'allocation pour frais de transport. Par ailleurs, l'arrivée de ces ouvriers prive d'emploi plus de 200 *campesinos* déjà recrutés dans la vallée. En 1987, le juge Lucius Bunton accorde 705 710 dollars aux premiers et 333 718 dollars aux seconds [1].

Dans le *Panhandle*, la *TRLA* porte régulièrement plainte contre les agriculteurs au nom des travailleurs, bouleversant des pratiques en place depuis fort longtemps. En 1979, plutôt que d'aller devant le tribunal, un producteur de coton du comté de Bailey préfère ainsi payer 10 000 dollars de dommages et frais de procédures à 70 ouvriers qui recevaient deux dollars de l'heure au lieu de 2,75. La même année, *Seventy-Seven-Hundred, Inc*. verse 4 000 dollars à un groupe de travailleurs et s'engage à respecter le salaire minimum pendant les trois années suivantes. Forte de ce succès, la *TRLA* parvient à faire signer des contrats de ce type à neuf autres compagnies. En 1981, c'est *Bud Hill Feed Yard* qui s'acquitte de sa dette, soit 31 211,95 dollars, envers un homme de 70 ans et sa famille, employés pendant 15 ans à des salaires largement inférieurs au minimum requis. En 1984, l'*IUAIW* de Jesus Moya est en mesure de distribuer 38 000 dollars à 103 ouvriers de *Dimco industries, Inc*, de Dimmitt, pour non respect du taux minimum fédéral entre 1981 et 1983. Toujours en 1984, 11 personnes obtiennent chacune 455 dollars lorsque *Floydada Pepper and Vegetable Co.* accepte de négocier avec le syndicat de Moya [2].

Dans la vallée, la *TRLA* mène la lutte contre les employeurs peu respectueux de la loi aux côtés de l'*UFW*. Lors de la marche de protestation

1. « Workers Win 130 000 Dollars, » *El Cuhamil* July 1980 : 3 ; Scott Lind, « Farmworkers Awarded $1 Million, » *McAllen Monitor* 10 July 1987.

2. « Rural Aid Lawyers Help the Workers, » *Texas Observer* 24 July 1981 : 25 ; Geoffrey Rips, « Hero of the People, » *Texas Observer* 14 Dec. 1984 : 6 ; Scott Lind, « Panhandle Produce Company Settles Farmworkers Lawsuit, » *McAllen Monitor* 9 Sept. 1984.

contre les bas salaires menée en 1982 entre Brownsville et San Juan, le syndicat réunit environ 300 attestations de violations de la législation, et engage des poursuites contre 11 producteurs, parmi lesquels *Phoenix Farm*, *Pioneer Seed Co.* et *Bannworth*. En 1983, l'*UFW* s'attaque à *Sharyland Plantation, Inc.*, une filiale de *Hunt Oil Co.*, et à quatre embaucheurs. Lors de la récolte des oignons, les ouvriers sont traditionnellement payés à la pièce, sur la base de sacs de 25 kg, soit l'équivalent de deux seaux de 19 litres. Mais en 1982 et 1983, les seaux font 25 litres, et les sacs pèsent entre 27 et 40 kg, sans que le taux à la pièce soit augmenté. Les travailleurs perdent ainsi près de 30 % de leur salaire. Sept d'entre eux portent plainte, et un accord est conclu entre l'*UFW*, les producteurs et les chefs d'équipe. *Sharyland Plantation* verse 27 500 dollars, supprime les seaux de 25 litres, promet d'informer les employés de leurs droits et de n'exercer aucunes représailles à l'encontre des ouvriers. La compagnie et les embaucheurs doivent donner des indications précises sur le nombre d'heures effectuées et porter sur les bulletins de salaire la quantité de sacs remplis ainsi que leur poids. En 1984, c'est *Griffin and Brand*, objet de bien d'autres actions en justice, qui est la cible de la *TRLA*, les *campesinos* qui récoltent les oignons contestant les méthodes de l'entreprise en matière de décompte des heures. *Griffin and Brand* accepte de modifier le mode de tenue des registres, et les ouvriers peuvent chaque jour vérifier la fiche établie à leur nom [1].

Ceux qui quittent la vallée et le Texas à la recherche d'un emploi rencontrent les mêmes problèmes. En juin 1983, cinq travailleurs reprochent par exemple à un producteur du Tennessee, H. F. Knott, de manquer à ses promesses, soit 50 heures de travail par semaine pendant 12 semaines et 3,35 dollars de l'heure. En réalité, Knott ne les emploie que très peu, les oblige à lui acheter ce dont ils ont besoin, offre des logements insalubres, et déduit les frais de transport. Grâce à la *TRLA*, les ouvriers reçoivent 4 800 dollars en février 1984 [2].

2.2 Le logement des migrants

À l'origine de nombre de plaintes, on trouve également les déplorables conditions d'hébergement des migrants dans les 250 camps que compte le Texas, où sont logés plus de 14 000 ouvriers et leurs familles. 11 seulement,

1. UFW, *History of the United Farm Workers, AFL-CIO, in Texas* ; UFW, communiqué de presse, 30 June 1983 ; David Hancock, « Griffin & Brand Settles Dispute with Farmworkers, » *McAllen Monitor* 19 Apr. 1984.
2. Scott Lind, « Suit Reveals Farmworker Problems in Dixie, » *McAllen Monitor* 20 Feb. 1984.

gérés par les autorités locales, sont occupés toute l'année. Les autres, appartenant à des exploitants, ne sont ouverts que quelques semaines ou quelques mois par an, et les producteurs reçoivent une autorisation sur simple demande. Dans la plupart des cas, les règles d'hygiène et de salubrité imposées par la législation d'État — *Migrant Labor Camp Law* —, puis par le *MSWPA* à partir de 1983, ne sont aucunement suivies, le *Migrant Labor Camp Inspection Program* ne disposant que d'effectifs réduits, soit cinq inspecteurs pour l'ensemble du Texas [1].

Dans la deuxième moitié des années soixante-dix, le départment du Travail engage des poursuites contre des entreprises peu scrupuleuses, comme *Griffin and Brand* et *A. B. Foster*, propriétaires de deux camps dans le comté de Pecos, dans l'ouest de l'État. Dans l'un, il n'existe aucune installation sanitaire et l'eau doit être puisée dans un canal d'irrigation. Dans l'autre, il n'y a pas de système d'évacuation des eaux usées et la puanteur est effroyable. Dans le *Panhandle*, c'est la *TRLA* qui intervient aux côtés du *TFW* dans le comté de Dimmitt, mettant un terme à la mainmise des employeurs sur des logements construits pour les migrants dans les années soixante, grâce à un prêt de la *Farmers Home Administration*. En 1979, le camp est la propriété de la *Castro County Housing Authority*, qui continue à recevoir des subventions de la *FHA*. Cependant, le conseil d'administration étant constitué uniquement d'agriculteurs et d'emballeurs, les ouvriers ne peuvent s'installer que s'ils travaillent pour certaines compagnies et uniquement pendant la durée de leur contrat. De plus, ils peuvent être expulsés sous n'importe quel prétexte. Quoique les appartements soient très délabrés, les familles doivent tout de même payer 79 dollars par mois et verser 50 dollars de caution. La *TRLA* obtient l'interdiction de telles pratiques et la remise en état du camp par les autorités locales. Le directeur, un ancien *Texas Ranger*, est renvoyé, et les exploitants préfèrent démissionnent du conseil. La gestion des logements revient d'abord à la *FHA*, puis à une organisation mexicaine-américaine, *Azteca* [2].

2.3 Les pesticides

Le peu d'effet des nouvelles règlementations du *Texas Department of Health* et du *Texas Department of Agriculture* pousse ouvriers et syndicats à réclamer l'intervention de l'administration et à faire appel aux tribu-

1. Farmworker Policy Impact Project 36.
2. « OSHA Cites Two Growers, » *El Cuhamil* 29 Aug. 1975 : 7 ; « The Possibility of Democracy, » *Texas Observer* 24 Jan. 1986 : 2 ; Alicia Daniel, « Reagan Tries to Sell Legal Services Down the River, » *Texas Observer* 23 Mar. 1984 : 9.

naux. Ainsi, en 1985 et 1986, la *TRLA* adresse une plainte aux agences concernées après que des travailleurs aient été contaminés par des pesticides lors d'une pulvérisation aérienne, dans la région de Fort Stockton, dans l'ouest de l'État. En avril 1986, les deux entreprises responsables, *Ken's Aerial Service* et *Lukins Flying Service*, sont condamnées pour violation du *Texas Agricultural Code*. Dans le conflit qui oppose l'*IUAIW* et *Ste. Genevieve Vineyards*, la *TRLA* engage des poursuites contre l'Université du Texas, le consortium et l'embaucheur pour non respect de la législation en matière d'utilisation de produits toxiques et d'hygiène et de santé sur les lieux de travail. Dans ce domaine, l'Université ne peut se décharger de ses responsabilités, puisque ces dispositions s'appliquent en tout premier lieu aux propriétaires d'exploitations agricoles. Mais le conseil d'administration rejette toutes les propositions de négociations et de règlement à l'amiable de la *TRLA* [1].

2.4 Le droit syndical

Nombreux sont les ouvriers agricoles qui perdent leur emploi s'ils adhèrent à un syndicat, se lancent dans des actions collectives ou jouent simplement les trouble-fête en dénonçant leurs conditions de travail. En 1984, pour la première fois, un jury du comté de Hidalgo réprouve ces procédés. Deux ans auparavant, Maria Guadalupe Vasquez, membre de l'*UFW*, employée par *Bansworth Inc*. depuis dix ans, est renvoyée avec six autres travailleurs pour avoir fait remarqué l'absence d'eau potable et d'installations sanitaires dans les champs. Reconnue coupable de licenciement abusif, la compagnie doit verser 3 000 dollars à la plaignante, l'équivalent de son salaire depuis 1982. Toutefois, M. G. Vasquez n'obtient pas les 7 500 dollars de dommages demandés [2].

2.5 Le travail forcé

Les ouvriers agricoles sont encore trop souvent victimes de pratiques que l'on imaginait depuis longtemps disparues. Des centaines d'entre eux, en général recrutés par des embaucheurs, doivent travailler sans être payés et sont retenus contre leur gré dans des camps ou des exploitations. Les cas de servitude forcée ne sont pas rares dans les États de la côte Est, en Caroline du Nord, par exemple, où 16 embaucheurs sont condamnés entre 1979 et 1982 pour « esclavage ». En 1983, la situation est à tel point préocupante que le *House Subcommittee on Labor Standards* tient des

1. Rudy Sustaita, « Regents Ignore Farm Workers' Petition, » *Daily Texan* 11 Apr. 1986.
2. « Dismissed Employee Wins Suit, » *Dallas Times-Herald* 4 Apr. 1984.

auditions publiques consacrées à ce problème, *Oversight Hearing on Peonage among Agricultural Workers*. Venus témoigner, les responsables de deux organisations, la *Workers Defense League* et l'*East Coast Farmworker Support Network*, accusent les autorités locales et d'État de se faire les complices des producteurs et des embaucheurs, et reprochent au département du Travail de ne donner que rarement suite aux plaintes déposées par les ouvriers [1].

Au Texas même, c'est dans les exploitations forestières de l'Est que les employeurs semblent tentés de recourir au travail forcé. Ainsi, en 1983, trois personnes sont jugées pour avoir obligé une vingtaine de Mexicains à rester dans un domaine situé au sud-ouest de Center, dans le comté de Shelby, pour y planter des pins. Après les gelées de 1983, nombreux sont les ouvriers agricoles de la vallée qui, partis travailler pour les compagnies forestières de l'est du Texas et de l'Arkansas, font des expériences similaires, amenant la *TRLA* a entreprendre des poursuites contre plusieurs de ces employeurs [2].

2.6 L'accès aux services de santé

La *TRLA* s'intéresse aussi à l'accès des *campesinos* aux soins médicaux. Ses avocats jouent un rôle dans l'ouverture de dispensaires pour migrants et poursuivent les établissements hospitaliers qui ne veulent pas prendre en charge des patients sans ressources, même en cas d'urgence. En 1979, la *TRLA* intente ainsi une action contre le *Plains Memorial Hospital* de Dimmitt et son administrateur pour avoir refusé d'admettre le bébé malade d'un couple d'ouvriers agricoles, et avoir ainsi causé la mort de l'enfant. Or, en-dehors même de toutes considérations morales, l'État ayant payé une partie de la construction de l'hôpital, celui-ci est obligé d'accueilir les indigents [3].

En 1980, la *TRLA*, la *Texas Civil Liberties Union* et l'*UFW* associent leurs efforts pour empêcher la vente du *McAllen General Hospital*. Etablissement à but non lucratif, l'hôpital ne connait pas de problèmes financiers, mais le nombre de lits est insuffisant, tout particulièrement pendant l'hiver, lorsque des centaines de retraités des États du nord — *Winter Texans* — viennent s'installer au soleil. La ville de McAllen n'ayant pas les

1. Grace Halsell, « With Farm Workers Part II — New York, » *Agenda* Sept.-Oct. 1978 : 22 ; L. A. Winokur and Chip Hughes, « Workers of the Harvest, » *Southern Exposure* Nov.-Dec 1983 : 60 ; United States, Cong., House, Subcommittee on Labor Standards of the Committee on Education and Labor, *Oversight Hearing on Peonage among Agricultural Workers*, 98th Cong., 1st sess. (Washington : GPO, 1983) 54-56.
2. Peter Larson, « Case Raises Specter of Slavery, » *Dallas Times-Herald* 10 July 1983.
3. « Invading the Panhandle, » *Texas Observer* 18 Jan. 1980 : 10.

moyens de procéder à des agrandissements, le maire, Othal Brand, et le conseil municipal décident de céder l'hôpital à une firme privée, *Hospital Corporation of America*, la plus grande chaîne hospitalière à but lucratif du pays. Deux médecins locaux, Lauro Guerra et Ramiro Casso, ayant fait appel aux tribunaux, la vente est suspendue tant que les habitants ne se sont pas prononcés dans le cadre d'un référendum. Une campagne mouvementée s'engage, Casso et Guerra accusant la municipalité de brader l'hôpital et d'en refuser l'accès à une partie de la population. Les partisans d'un service public de santé l'emportent avec une faible majorité de 118 voix, et après une autre consultation, le *McAllen General* est vendu aux *Methodist Hospitals of Dallas*, beaucoup plus sensibles à l'intérêt des communautés desservies [1].

2.7 La participation aux élections

Le droit des ouvriers agricoles à participer librement au processus électoral est un autre domaine où la *TRLA* est forcée d'intervenir à plusieurs reprises, en général aux côtés du *MALDEF*. Les *campesinos* bénéficient en effet de l'extension, en 1975, du *Voting Rights Act* de 1965, prévu pour le Sud, à d'autres régions où vivent des groupes minoritaires représentant plus de 5 % de la population — Hispaniques, Indiens, Asiatiques... —, et cette fois le Texas est concerné. Les élections doivent être conduites en anglais et en espagnol, et tout changement dans les procédures électorales au niveau de l'État, des comtés, des municipalités et des districts scolaires doit être soumis à l'approbation du département de la Justice. Le Texas est l'État qui présente le plus grand nombre de modifications électorales à l'administration fédérale, plus de 16 000 propositions étant approuvées, et 130 rejetées, entre 1975 et 1980 [2].

En 1976, à la demande du *MALDEF* et de la *TRLA*, le département de la Justice suspend la mise en application de la nouvelle législation d'État sur la constitution des listes électorales, en attendant la suppression d'une clause considérée comme discriminatoire. En effet, s'il n'est plus désormais nécessaire de s'inscrire chaque année, la loi exige dans un premier temps que tous les électeurs se présentent dans les bureaux sous peine d'être rayés des nouvelles listes. Le Texas doit également renoncer à réserver l'aide financière publique aux partis dont le candidat au poste de gouverneur obtient 20 % des voix, et non plus 2 % comme c'était le cas aupa-

1. Bob Fatheree, « Holding on to a Hospital, » *Texas Observer* 1 Feb. 1980 : 8.
2. Bedichek and Tannahill 76-78.

ravant, une telle disposition pénalisant une petite formation comme le *RUP*[1].

C'est dans le domaine du découpage des circonscriptions que l'impact du *Voting Rights Act* se fait le plus sentir. En milieu urbain, le département de la Justice refuse l'annexion de zones résidentielles par certaines villes, opérations qui permettent de diluer le vote des minorités, et oblige Dallas, Houston, et San Antonio à créér des circonscriptions à majorité mexicaine-américaine ou noire, et à adopter un scrutin uninominal. L'administration fédérale s'oppose par ailleurs au rédécoupage électoral proposé dans les comtés de Jefferson, Tarrant et Nueces, acceptant par la suite, pour le troisième, un projet présenté par les Mexicains-Américains eux-mêmes. En ce qui concerne les zones rurales, l'intervention du *MALDEF* et de la *TRLA* permet de rétablir l'équilibre entre électorats *anglos* et mexicains-américains au niveau des élections locales dans les comtés suivants : comté de Kleberg, au sud-ouest de Corpus Christi ; comté de Medina, au sud-ouest de San Antonio — le découpage remontait à 1896 — ; comté de Castro, dans le *Panhandle* — le découpage était inchangé depuis 1929 — ; comtés d'Uvalde et de Frio, dans le *Winter Garden* ; comtés de Crocket, Culberson et Hudspeth, dans l'ouest du Texas[2].

La *TRLA* attaque également en justice les districts scolaires comme celui de Hereford qui tentent de limiter l'impact du vote mexicain-américain. Dans ce dernier cas, le recensement de 1970 ayant révélé que les *Non-Anglos* constituaient désormais la majorité de la population, la municipalité avait changé le mode d'élection du conseil scolaire. L'action de la *TRLA* contre le *Hereford ISD* marque la première grande offensive contre le système politique et social en place dans cette région agricole.

2.8 La violence policière

La violation répétée des droits fondamentaux des ouvriers agricoles par les policiers oblige le *MALDEF* et le *TCLU* et à traîner ces derniers devant les tribunaux.

Les *campesinos* du Texas font, au même titre que les autres Mexicains et Mexicains-Américains de l'État, l'expérience de la brutalité croissante des forces de l'ordre. La tension monte et les incidents se multiplient : en septembre 1975, Ricardo Morales est arrêté par le chef de la police de Castroville, Frank Hayes, et abattu sur une route de campagne déserte ; en 1977, Jose Campos Torres est d'abord frappé, puis jeté dans un bayou où il se

1. « New Texas Laws Found Illegal under Voting Rights Act, » *Agenda* Feb. 1976 : 1.
2. Willie Velasquez, « 542 Campaigns, The Southwest Voter Registration and Education Project, » *Southern Exposure* Feb. 1984 : 48.

noie, par cinq policiers de Houston ; la même année, Juan Veloz Zuniga est battu à mort par le shérif du comté de Hudspeth ; en septembre, le jeune Hector Reyna meurt à la prison de Raymondville, après avoir été roué de coups par les policiers... Mais les jurys font preuve de la plus grande clémence à l'égard de ces représentants de l'ordre public. Hayes est ainsi condamné à dix ans de prison pour coups et blessures et deux des policiers de Houston à un an de prison l'un et à une amende de 2 000 dollars l'autre, pour homicide involontaire par négligence. Ces jugements soulèvent l'indignation de la communauté hispanique de l'État, et le *MALDEF* presse le secrétaire à la Justice d'intervenir. Finalement, Hayes est rejugé, reconnu coupable d'avoir privé Morales de ses droits civils, et condamné à la prison à vie.

Le *TCLU, de son côté,* engage dès 1976 des poursuites contre la ville de McAllen. La campagne de dénonciation menée par des dirigeants mexicains-américains et l'*UFW* atteint un point culminant lors des élections municipales de 1981. Pour couper court aux accusations de brutalité et de sévices, la ville a fait installer des caméras à l'intérieur du commissariat. Malheureusement, les bandes vidéos, visionnées par le *TCLU*, justifient amplement les nombreuses plaintes des Hispaniques. La municipalité s'opposant à toute réforme, le juge chargé de l'affaire décide de rendre les documents publics. Lorsque la chaîne de télévision *CBS* diffuse ces bandes, le scandale est national et seuls les médias de la vallée passent l'« incident » sous silence. Plusieurs officiers de police sont condamnés, 25 plaignants reçoivent 410 000 dollars de dommages et intérêts, la ville doit instaurer un programme de formation et créer une commission composée de citoyens et de membres des forces de police [1].

Enfin, les Mexicains-Américains étant traditionnellement exclus de ces emplois dans de nombreux comtés, en particulier dans la vallée, le *TCLU* se tourne vers les tribunaux et en 1977 obtient de la Cour suprême des États-Unis une condamnation de ces pratiques dans le comté de Hidalgo — *Castaneda c. Partida*.

2.9 La répression de l'immigration clandestine

En tant qu'Hispaniques, les *campesinos* pâtissent également de l'intensification de la lutte contre l'immigration clandestine, les « illégaux » étant rendus responsables, à partir du milieu des années soixante-dix, de la récession, du chômage, de l'inflation, de la hausse des impôts, et de bien

1. Jim Harrington, *The Texas Rangers Used to Do More Than Play Baseball* (Austin : Texas Civil Liberties Union, Dec. 1983) 3.

d'autres maux encore. On parle d'« invasion silencieuse », de « marée montante », de « scandale vivant », de « perte de contrôle des frontières », etc. etc. Les rumeurs les plus folles circulent quant au nombre de personnes, de toutes origines, en situation irrégulière présentes sur le territoire des États-Unis : il y aurait 12 millions de sans-papiers au début de 1975, selon Leonard F. Chapman, Jr., responsable des services d'immigration des États-Unis ; 8,2 millions fin 1975, d'après *Lesko Associates* ; 3,5 à 6 millions en 1978 et 2 047 000, dont 45,5 % de Mexicains, en 1980, pour le *U.S. Bureau of Census*. Au Texas même, d'aucuns évoquent, sans preuves, les « millions » de clandestins venus du Mexique, alors que selon une étude du *Texas Population Research Center* ils seraient entre 568 900 et 918 400 en 1982 [1].

Les partisans d'un renforcement des moyens et des pouvoirs des services d'immigration sont de plus en plus nombreux et de plus en plus écoutés. Ainsi, en juillet 1976, la Cour suprême des États-Unis autorise la *Border Patrol* à rétablir des postes de contrôles sur les routes des zones frontalières et à soumettre tout passager suspect à un interrogatoire. Les polices locales et les officiers du *Texas Department of Public Safety* assistent l'*Immigration and Naturalization Service* dans ses opérations. Les arrestations et les expulsions d'« illégaux », mais aussi d'Hispaniques résidents légaux ou citoyens des États-Unis, se multiplient et les méthodes des agents de l'*INS* font l'objet d'innombrables plaintes : détentions abusives, harcèlement des personnes appréhendées, violences physiques, suppression du droit à la présence d'un avocat, confiscation et destruction de documents, entre autre [2].

En 1984, la *TRLA* obtient, dans la région de Hereford, l'interdiction de l'arrestation arbitraire des Hispaniques sous le seul prétexte qu'ils pourraient être aux États-Unis illégalement. Dans l'est de l'État, ce sont l'*East Texas Legal Services Corporation*, la *LULAC* et d'autres organisations qui poursuivent l'*INS* devant les tribunaux après une série de rafles, lancées en novembre 1989 dans le comté d'Angelina et ayant entraînées l'arrestation de 376 personnes, dont un certain nombre de citoyens américains [3].

Grâce à l'action des magistrats, les ouvriers agricoles obtiennent donc, du moins en théorie, un meilleur respect de leurs droits par les employeurs. Néanmoins, la crise économique qui frappe les États-Unis dès le milieu des années 1970, ainsi que l'arrivée au pouvoir en 1981

1. Sidney Weintraub, « Illegal Immigrants in Texas : Impact on Social Services and Related Considerations, » *International Migration Review* 18 (1984) : 735.

2. Texas Advisory Committee to the United States Commission on Civil Rights, *Sin Papeles : The Undocumented in Texas* (Washington : GPO, Jan. 1980) 28.

3. « Legal Aid Teeters on the Hill, » *Texas Observer* 22 Aug. 1980 : 15.

d'une administration soucieuse de réduire la fiscalité et de diminuer les dépenses publiques, menacent très vite les maigres acquis d'une population encore très vulnérable.

Pauvreté rurale et reaganisme

1 De la « Guerre contre la pauvreté » à la « guerre contre les pauvres »

1.1 L'augmentation de la pauvreté

Une économie en crise

Le quadruplement des prix du pétrole en 1973-1974 et 1979-1980 plonge les États-Unis dans l'inflation et la récession. Les régions industrielles du Nord-Est et du Midwest sont les premières à souffrir des effets de la crise, qui se traduit par des licenciements massifs, notamment dans l'acier et l'automobile. Face à la concurrence étrangère, les entreprises réorientent leur production et accélèrent le processus d'automatisation et d'électronisation. D'autres parties du pays sont également affectées par le nouveau contexte économique intérieur et la compétition accrue avec l'Asie du sud-est et l'Amérique latine : le Nord-Ouest — aéronautique et industrie du bois —, le Centre Est — industrie du charbon —, le Vieux Sud — textile, habillement, chaussures et acier.

Dans ce climat morose, le Texas, à l'instar de l'Alaska, de la Floride, de la Nouvelle-Angleterre, de la Californie et du reste du Sud-Ouest, connait au contraire une période de développement. Un parc immobilier bien fourni et aux prix raisonnables, des sources d'énergie abondantes, un ample réservoir de main d'œuvre non syndiquée, une règlementation d'État et locale particulièrement souple, sont autant de facteurs propres à attirer les compagnies. Stimulée par la flambée des prix, la production de gaz et de pétrole, dont la valeur augmente de 533 % entre 1973 et 1981, est en pleine expansion, le nombre de forages s'accroissant de 251 %, et celui des emplois passant de 102 900 à 278 300. Le raffinage et l'industrie chimique suivent. La haute technologie et les firmes liées à la défense

nationale prospèrent également, même si la hausse du dollar et la surproduction des semiconducteurs commencent à gêner ces secteurs [1].

Fin 1981, l'effondrement des prix mondiaux du pétrole frappe le Texas de plein fouet. Alors que le taux de chômage est de 4,8 % en 1978 et de 5,2 % en 1980, on atteint les 8 % en 1983 — pour ces mêmes années les chiffres sont de 6,1 %, 7,1 % et 9,6 % dans l'ensemble du pays. En 1985, le nombre de chômeurs fléchit légèrement — 7,2 % —, mais certaines régions de l'État restent très touchées, comme celles de Beaumont-Port Arthur, avec 13,2 % de sans-emploi, et de Galveston-Texas City — 11,6 %. En 1986, le prix du baril chute encore, passant de 27 dollars à 15 dollars, enfonçant profondément le Texas dans la récession. Plus de 100 000 emplois disparaissent et si, au début de 1986, le taux de chômage est de 6,4 %, contre 6,7 % pour les États-Unis, il est de 10,5 % en juin. Le marché immobilier entre à son tour dans la tourmente, après de longues années de grande prospérité, et les banques de l'État montrent des signes de faiblesse, de même que les établissements d'épargne et de crédit, le nombre de faillites étant plus élevé qu'ailleurs, notamment en ce qui concerne les banques agricoles [2].

Dans la vallée, les multiples dévaluations du *peso* mexicain aggravent la situation. La première, qui est de 45 % et a lieu en septembre 1976, est supposée aider ce pays à équilibrer son déficit commercial et réduire son endettement. Mais les effets sont désastreux côté américain, car les Mexicains sont désormais beaucoup moins nombreux à venir faire leurs achats sur la rive nord du rio Grande. Le gouvernement fédéral doit même apporter son aide à certains comtés frontaliers déclarés zones économiquement sinistrées. Avec la diminution des prix du pétrole, jusque-là importante source de revenus, et l'augmentation de la dette extérieure, le Mexique dévalue encore sa monnaie en 1982 et en 1983. On assiste à une nouvelle baisse de la demande des biens et services américains, les régions frontalières en exportant pour 4,5 milliards de dollars en 1981, et dix fois moins en 1983 [3].

Commerces et entreprises ferment leurs portes, supprimant plus de 7 000 emplois et mettant des milliers de travailleurs en chômage partiel. La réduction des programmes fédéraux sous l'administration Reagan élimine par ailleurs 1 200 emplois dans les comtés de Cameron et Hidalgo, et 300 dans ceux de Starr et de Willacy. Aussi, n'est-il pas étonnant de voir

1. Bedichek and Tannahill 31.
2. Texas Department of Agriculture, *The Jobs of Texas... Still Frozen* (Austin : TDA, 15 Mar. 1985) iv ; Bedichek and Tannahill 32 ; *The Texas Almanac, 1988-1989* (Dallas : A. H. Belo, 1989) 409.
3. TDA, *The Jobs of Texas* 2.

la vallée afficher, en 1983, un taux de chômage moyen de 17,5 % — 15,3 % pour le comté de Cameron, 14,5 % pour celui de Willacy, 19,5 % pour Hidalgo et 40,5 % pour Starr. En décembre 1984, la région de McAllen-Edinburg-Pharr se retrouve avec le plus fort taux de sans-emploi des États-Unis, soit 19 %, alors qu'il est de 6,9 % pour l'ensemble du pays et de 5,6 % pour le Texas. Parmi tous ces chômeurs, une bonne partie sont des *campesinos* qui ont de plus en plus de difficultés à s'embaucher, que ce soit au Texas ou dans d'autres États [1].

La diminution de l'emploi agricole

L'agriculture américaine traverse en effet également une grave crise à la fin des années soixante-dix et dans la première moitié des années quatre-vingt, qui se traduit par la disparition de milliers d'exploitations, l'accentuation des phénomènes de concentration et de mécanisation, et l'élimination d'un grand nombre d'emplois agricoles — 1 317 000 en 1975 et 1 098 000 en 1985 [2].

Pendant la période faste qui précède, le revenu des producteurs dépend largement du marché mondial, environ un tiers de la surface agricole étant consacrée aux exportations, le montant de ces dernières passant de 7,9 milliards de dollars à 43,7 milliards en dix ans. Les exploitants sont alors encouragés à emprunter pour acheter terre et matériel, et les États-Unis se débarrassent de leurs excédents grâce à des subventions ou à des programmes d'aide alimentaire. Mais dès 1977, les premiers signes d'essoufflement apparaissent. Beaucoup de pays endettés assurant désormais leur propre production, les exportations diminuent, les prix baissent. À cela s'ajoutent les retombées de la récession, ainsi qu'une politique agricole en matière d'impôts, de crédit, et d'accords commerciaux ne bénéficiant véritablement qu'au complexe agro-industriel. Incapables de faire face, plus de 300 000 exploitants renoncent à leur activité entre 1980 et 1985, la ruine des agriculteurs ayant des conséquences dramatiques pour les communautés rurales [3].

Au Texas, ce sont plus de 43 000 cultivateurs et éleveurs qui abandonnent ce secteur économique entre 1981 et 1987. Leurs exploitations sont la plupart du temps modernes et efficaces, mais le poids de la dette

1. TDA, *The Jobs of Texas* 2, iv ; Maril 57.
2. Victor J. Oliveira, *Trends in the Hired Farm Work Force, 1945-87*, United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Agriculture Information Bulletin n° 561 (Washington : GOP, 1987) 1.
3. Eric Bates, « Plow Up a Storm, The UFO Story, » *Southern Exposure* Spring 1988 : 3 ; Worth Wren, Jr., « Hightower Plugs Farm Policy Changes, » *Ft. Worth Star Telegram* 25 Aug. 1985.

devient insupportable pour ces petits producteurs indépendants. D'autres sont obligés de réduire leur surface en terres irriguées — 8,9 millions d'acres en 1978 et six millions en 1986 — en raison des problèmes d'approvisionnement en eau et de l'augmentation du prix des hydrocarbures qui alimentent les pompes. Bon nombre d'agriculteurs, enfin, décident de changer de récoltes : ils délaissent le coton et adoptent le blé, le sorgho et le soja dans le *Panhandle*, les *Rolling Plains*, le Centre Nord et le Centre Ouest, et se désintéressent des légumes dans les *South Plains*, la basse vallée et le *Winter Garden* [1].

Dans la vallée, le *Valley 2000 Report and Recommandations*, une étude entreprise à la demande de la Chambre de commerce de la région, conseille aux exploitants qui veulent rester compétitifs d'employer davantage d'engrais, d'herbicides et de pesticides pour accroître les rendements, et de mécaniser, pour réduire les coûts salariaux. Une machine à récolter les oignons, développée par la *Texas A & M University*, en collaboration avec la *South Texas Onion Growers Association*, est proposée aux exploitants, qui semblent intéressés même si son utilisation pose encore quelques problèmes. En ce qui concerne les agrumes, les experts de *Valley 2000* encouragent les propriétaires de vergers à s'engager eux-aussi dans la voie de la mécanisation, et ce à toutes les étapes de la production [2].

À tous ces facteurs de réduction du nombre des emplois agricoles s'ajoutent les mauvaises conditions météorologiques et les catastrophes naturelles qui détruisent bon nombre de récoltes : un temps froid dans le Midwest en 1976 ; des gelées en Floride la même année et en 1985 ; une longue période de sècheresse sur la côte est dans les années quatre-vingt ; l'éruption du Mont Sainte-Hélène, en 1980. Au Texas même, après les fortes pluies de 1976, sècheresse et inondations se succèdent à partir de 1978 dans les *High Plains* où les productions de coton, de concombres et d'oignons sont très perturbées. Plus au nord, de fortes pluies et des orages de grêle *endommagent* la majorité des récoltes au début des années quatre-vingt. En décembre 1983, des gelées dévastent les plantations d'agrumes et de canne à sucre de la vallée, ainsi que les exploitations légumières — les dégâts sont estimés à 200 millions de dollars, environ 3 700 producteurs sont touchés et plus de 25 000 ouvriers se retrouvent sans travail, non seulement dans les vergers et les champs, mais aussi dans

1. Texas Department of Agriculture, communiqué de presse, 24 June 1987 ; *The Texas Almanac, 1980-1981* (Dallas : A. H. Belo, 1981) 560 ; *The Texas Almanac, 1988-1989* 575 ; H. L. Goodwin and John K. Thomas, *Agricultural Labor in the Vegetable and Citrus Industries of the Texas Lower Rio Grande Valley* (College Station : TAES, Août 1985) 4.

2. Rio Grande Valley Chamber of Commerce, *Valley 2000 Report and Recommandations*, cité dans TDA, *The Jobs of Texas* 4.

les conserveries et les raffineries. Dans les légumes, la culture reprend l'année suivante, et la production de canne à sucre retrouve son niveau normal dès 1985. Toutefois, la situation est plus problématique dans les agrumes : seuls 36 000 acres sur 69 000 ont été épargnés, et il faut attendre au moins cinq ans avant que les jeunes plants ne donnent pleinement ; en outre, les hésitations des investisseurs retardent la reprise des activités — plus de 50 % des plantations sont la propriété de résidents d'autres États qui bénéficiaient jusqu'alors de crédit d'impôts et d'exemptions de taxes sur les plus-value, des dispositions qui pourraient être modifiées par le Congrès. En ce qui concerne les 25 entreprises d'emballage, deux seulement ouvrent à nouveau leurs portes, sans toutefois tourner à plein régime. L'une des usines de jus de fruits a définitivement fermé et l'autre est sur le point de le faire [1].

Durement frappés par les restructurations de l'agriculture et les effets des intempéries, les ouvriers agricoles du Texas constituent un bon pourcentage de ceux qui, avec la récession, sont de plus en plus nombreux à se retrouver dans la gêne, si ce n'est dans le dénuement le plus total.

La « nouvelle pauvreté » au Texas [2]

En 1984, 15 % des Américains vivent en-dessous du seuil de pauvreté, et alors qu'en 1979, 55 % de la population dispose de revenus considérés comme moyens, soit entre 17 000 et 40 000 dollars, quelques années plus tard, seulement 42 % sont dans ce cas. Le Texas, lui, compte alors 23 000 millionaires, mais aussi des milliers de familles dans le besoin, 3 % des Texans recevant 20 % du revenu annuel de l'État, et 45 % en recueillant seulement 13 %. En 1980, près de 15 % de la population se situe en-dessous du seuil de pauvreté, soit 2 141 000 personnes. En 1986, on atteint 3 067 000 personnes, soit 18,8 %. En 1980, 18,3 % des foyers ont un revenu inférieur à 13 848 dollars ; c'est le cas pour 22 % d'entre eux, soit 1 286 100, en 1985. Les zones rurales semblent souffrir le plus de la situation : on y trouve 44 % de l'ensemble des foyers et 55 % de ceux qui ne dépassent pas le seuil de pauvreté. En 1980, 23,3 % des familles rurales, soit 1 687 500 personnes, sont nécessiteuses, 28 % en 1985 [3].

1. TDA, *The Jobs of Texas* viii, 13-14 ; Dan Balz, « Farmers, Farmworkers Alike Hurt by Texas' Severe Crop Failures, » *Washington Post* 29 July 1982 ; Patti Kilday, « Farm Workers Stranded by Crop Failures, » *Dallas Times-Herald* 13 Aug. 1982 ; Ruperto Garcia, « Farmworkers Stranded in Panhandle, » *Texas Observer* 23 July 1982 : 10.

2. Carte de la distribution géographique de la population hispanique au Texas (1980) (Voir documents annexes, figure 19 p. 389).

3. « CETA Cut Compounds Valley Crisis, » *Texas Observer* 23 Mar. 1984 : 2 ; Bedichek and Tannahill 30 ; TDA, communiqué de presse, 24 June 1987.

La vallée constitue encore et toujours l'une des principales poches de misère des États-Unis, partageant ce triste privilège avec les Appalaches, les zones rurales du Vieux Sud et les réserves indiennes de l'Ouest. En 1980, d'après le Bureau du recensement, si l'on considère le revenu par personne dans les 305 grands centres urbains du pays, le comté de Cameron — *Brownsville Metropolitan Area* — vient en 302e position, et le comté de Hidalgo *McAllen Metropolitan Area* — en 305e. Quelques années plus tard, la région de Brownsville-Harlingen se place avant-dernière, précédant de peu celle de McAllen-Edinburg-Mission. En 1979, le revenu médian par personne est de 9 494 dollars pour les États-Unis, de 9 439 dollars pour le Texas, de 5 506 dollars pour le comté de Cameron, de 4 939 dollars pour celui d'Hidalgo, de 4 596 dollars pour celui de Willacy et de 3 178 dollars pour le comté de Starr. En 1983, les chiffres sont les suivants : 11 687 dollars, 11 686 dollars, 6 654 dollars, 6 012 dollars, 5 862 dollars, 3 734 dollars[1].

Cette pauvreté reste très inégalement répartie parmi les habitants de la vallée, où les Hispaniques sont 506 372 en 1987, soit plus de 80 % de la population, les *Anglos* 108 280 — 17,5 % — et les Noirs 1 548 — 0,25 %. Les indigents sont 208 467, à près de 97 % hispaniques, contre 0,22 % de Noirs et 3,2 % d'*Anglos*. 39,7 % des Hispaniques sont dans le besoin, 6 % des *Anglos* et 30,6 % des Noirs. Même ceux qui ont un travail régulier rejoignent souvent les rangs des plus démunis, étant donné la faiblesse des salaires. Ainsi, dans le comté de Cameron, 32,4 % des chefs de familles pauvres sont employés à plein temps, et 31 % à temps partiel. Parmi les plus déshérités se trouvent les ouvriers agricoles, qui, avant même les gelées de décembre 1984, ont, pour 80 % d'entre eux, des revenus largement inférieurs au seuil de pauvreté[2].

Mais alors que les conditions de vie deviennent de plus en plus dures, les *campesinos* ont de moins en moins la possibilité de se tourner vers les programmes d'aide sociale, fortement affectés par la récession et le désengagement croissant du gouvernement fédéral.

1.2 La réduction des dépenses publiques

Le « Nouveau fédéralisme »

Avec la crise, une partie de l'opinion publique, sensible aux arguments des conservateurs, s'inquiète de ce que d'aucuns nomme l'« explosion de

1. Nicholas C. Chriss, « Valley Farmworkers Struggling to Survive, » *Houston Chronicle* 26 May 1985 ; TDA, *The Jobs of Texas* iv ; Maril 6-7.
2. Maril 7, 11, 14.

l'aide sociale » — on compte trois millions d'allocataires en 1960 et 10,8 millions en 1976. On accuse ces programmes d'être à l'origine des problèmes du pays, de provoquer une chute de la productivité, de supprimer toute incitation au travail et de corrompre l'ensemble de la société. Le « moins d'impôts » et le « moins d'État » deviennent des maîtres-mots. La « guerre contre les pauvres » remplace peu à peu la lutte contre la pauvreté, affirment certains [1].

Déjà entamé sous les précédentes administrations, le processus de retrait du gouvernement fédéral s'accélère sous Reagan, dont le « Nouveau fédéralisme » vise à donner, dans le domaine du social en particulier, davantage de pouvoir aux autorités d'État et locales, supposées mieux connaître les besoins de leurs résidents. Le Congrès, contrôlé par les Démocrates, refuse de transférer la responsabilité des programmes sociaux aux États, mais accepte d'attribuer désormais les aides sous forme de dotations globales plutôt que de dotations spécifiques, dont l'octroi et l'utilisation s'accompagnaient de multiples contraintes. Ces subventions restent néanmoins encore soumises à certaines conditions : les États et les administrations locales doivent fournir entre 10 et 50 % des fonds selon les programmes ; il leur faut aussi s'engager à respecter la législation fédérale en matière de droits civils, de droits des handicappés, de protection de l'environnement, de salaires...

Le Congrès suit également le président dans sa volonté de réduire les dépenses sociales, faisant passer la contribution fédérale aux budgets d'État et locaux de 26 % en 1978 à 20 % en 1983. Malgré les promesses de Reagan lors de son discours d'inauguration, aucun programme n'est épargné, si ce n'est le système de retraite, dont la suppression aurait été par trop impopulaire. Ce sont la prévention médicale et l'aide qui sont les premières touchées. Le *Food Stamps Program*, par exemple, maintenant dirigé par l'ultraconservateur Jesse Helms, perd 13 % de ses crédits, et il devient plus difficile d'obtenir ces bons d'alimentation. Dans le cadre de *Medicare*, la prise en charge est limitée à des « dépenses raisonnables » pendant une courte période de 150 jours. Les fonds alloués aux États pour *Medicaid* sont en baisse, de 3 % en 1982, 4 % en 1983 et 4,5 % en 1984, de même que ceux qui sont destinés au développement des centres de soins. Dans le domaine de l'éducation, l'aide aux districts scolaires passe de 757 millions de dollars en 1981 à 475 millions en 1982, et les principaux programmes de formation et d'insertion disparaissent. Avec l'adoption du *Gramm-Rudman-Hollings Act* (1985) qui oblige le Congrès à équilibrer le budget à terme, le montant des dépenses sociales continue de décroître.

1. Michael Harrington, *The New American Poverty* (New York : Penguin Books, 1984) 28.

Toutefois, la pauvreté est si grande qu'en mars 1985, la Chambre des Représentants doit approuver une enveloppe de 500 millions de dollars pour les sans-abri. L'année suivante, certains élus introduisent le *Hunger Relief Act*, qui prévoit l'extension du *Food Stamps Program*, du *Women, Infant and Children Nutrition Program* (*WIC*) et des autres services d'aide alimentaire pour les enfants et les plus âgés, mais sans succès [1].

Les programmes destinés à la mobilisation des déshérités sur le terrain, comme *VISTA*, font aussi les frais de la nouvelle politique budgétaire. Menacé d'élimination progressive par l'administration Ford, *VISTA* renaît sous Carter, avec la nomination de Sam Brown, ancien opposant à la guerre du Vietnam et ancien *State Treasurer* du Colorado, à la tête d'*ACTION*, l'agence dont dépend le projet. Brown obtient des fonds supplémentaires et recrute une nouvelle équipe. Avec l'arrivée de Reagan à la présidence, c'est Tom Pauken qui est nommé directeur d'*ACTION*. Ancien avocat de Dallas, candidat malheureux au Congrès par deux fois, Pauken voit des communistes partout. Bien décidé à se débarrasser des trouble-fête de *VISTA*, il demande au Congrès de n'accorder au programme que 6,7 millions de dollars pour 1982 et 231 000 dollars pour 1983, alors que pour 1981 les fonds s'élevaient à 30 millions de dollars. Représentants et sénateurs se montrent toutefois plus généreux, attribuant 16 et 8 millions de dollars à l'agence, des subventions que Pauken ne dépense que contraint et forcé, après un audit de la Cour des comptes américaine, le *General Accounting Office*. Le fonctionnement du programme est étroitement contrôlé : il n'est plus question d'organisation au niveau des communautés ; le directeur national, et non plus les directeurs régionaux, approuve ou refuse les projets ; toute participation des volontaires à des manifestations de quel ordre que ce soit est interdite [2].

La *Legal Services Corporation*, chargée de l'aide judiciaire aux plus démunis, connait un sort similaire à celui de *VISTA*. Sous Carter, son budget augmente considérablement, passant de 70 millions de dollars en 1975 à 205 millions en 1978, 300 millions en 1980, 321 millions étant prévus pour 1981. Le Congrès décide néanmoins en 1977 que l'agence n'a plus le droit d'entamer des actions en justice contre les établissements scolaires pour pratiques discriminatoires, la question déchaînant par trop les pas-

1. Bedichek and Tannahill 55 ; Julia Brody and W. Nortont Grubb, « Let Them Eat Ketchup, » *Texas Observer* 12 Oct. 1984 : 26 ; Farmworker Policy Impact Project 65 ; « The Unkindest Cuts, » *Texas Observer* 28 Sept. 1984 : 5 ; William J. Eaton, « CETA, » *San Antonio Express and News* 14 May 1978 ; Zy Weinberg, « More Families Without Food, » *Texas Observer* 3 Apr. 1987 : 14.

2. « Vista and the Governor, » *Texas Observer* 12 May 1978 : 14 ; Jon Weist, « VISTA under Fire, » *Texas Observer* 24 Dec. 1982 : 7 ; Peggy Fikac, « The Demise of Vista, » *Texas Observer* 12 Mar. 1982 : 6.

sions. Dès son arrivée au pouvoir, Reagan s'efforce de mettre fin à ce programme. La *LSC* a, il est vrai, dans le président l'un de ses adversaires les plus acharnés. Lorsqu'il était gouverneur de Californie, l'organisme s'était opposé à sa volonté de diminution des services sociaux de l'État, et en 1970, Reagan avait cherché à empêcher l'*OEO* de subventionner la *California Rural Legal Aid* dont il avait traité les responsables d'« idéologues opportunistes ». Répondant en partie aux vœux du président, le Congrès écorne grandement le budget de la *LSC* et limite davantage encore ses possibilités d'intervention : ses avocats ne peuvent désormais représenter que des citoyens américains ou des étrangers résidents permanents, et non plus des réfugiés et des clandestins. Les législateurs se prononcent cependant pour un maintien du programme, de nombreuses organisations intervenant dans ce sens, et le conseil d'administration de l'agence, quoique dominé par des reaganiens convaincus, n'en demande pas moins une augmentation de 50 millions de dollars pour 1984-1985. Déçu, Reagan choisit de nommer des membres temporaires au conseil de la *LSC*, et ce sans l'aval du Congrès. Au mieux, ces personnalités ignorent tout du programme, au pire elles y sont farouchement hostiles [1].

Toutes ces coupes budgétaires dans les dépenses sociales ne peuvent intervenir à un pire moment, et en 1984, il faudrait en fait 20 milliards de dollars supplémentaires pour répondre aux besoins rééls du pays. Les États, dont la dépendance vis-à-vis de la manne fédérale était plus importante que jamais à la fin des années soixante-dix, sont maintenant confrontés à la fois à une dramatique diminution de leurs revenus et à une demande grandissante d'assistance.

Les effets du reaganisme au Texas

Le Texas reçoit moins de fonds fédéraux que d'autres États, venant certes en troisième position, après la Californie et New York, avec 32,1 milliards de dollars en 1982, mais se retrouvant au 37e rang si l'on considère le montant alloué par personne, et au tout dernier si l'on prend uniquement en compte les programmes sociaux. Le Texas ressent néanmoins l'effet des coupes budgétaires, car, au début des années quatre-vingt, ce sont des millions de dollars de subventions pour le *Food Stamps Program*, l'*AFDC* et *Medicaid*, l'éducation et les transports, qui disparaissent.

De plus, le Texas voit ses propres ressources fortement diminuer lorsqu'il est à son tour touché par la crise. Au milieu des années quatre-vingt, l'État n'a toujours ni impôt sur le revenu ni impôt sur les sociétés, et

1. Marshall Jordan Breger, « Legal Aid in Texas, » *Texas Observer* 17 Feb. 1978 : 4 ; « Texans in Congress, » *Texas Observer* 16 Dec. 1977 : 7 ; Bedichek and Tannahill 278.

ce sont les diverses taxes qui servent à financer le budget. Les taxes à l'achat représentent 40,7 % de l'ensemble, et celles sur la production de gaz et de pétrole près de 25 %. La chute des prix du pétrole et la récession entraînent une baisse importante de ces revenus, et en 1983 la législature limite les dépenses publiques pour s'épargner une augmentation des contributions, ce qui ne peut pourtant être évité ni l'année suivante ni l'année d'après. En 1985, il manque en effet un million de dollars si l'on veut ne serait-ce qu'assurer le strict maintien des programmes en place. En 1986, lors d'une session spéciale, les élus votent une nouvelle hausse des taxes à l'achat et sur l'essence qui doit rapporter 872 millions de dollars, et amputent le budget de l'État de 582,5 millions de dollars. Le *Texas Department of Human Services* est le plus touché, ses crédits retombant à un niveau inférieur à ceux de 1971. De leur côté, les programmes d'éducation se voient retirer 196,8 millions de dollars. Dans ces conditions, le système d'aide sociale ne peut plus répondre aux besoins d'une partie croissante de la population [1].

C'est ce qui se passe par exemple pour le *Food Stamps Program*. En février 1979, 941 614 Texans reçoivent des bons d'alimentation, et un million en janvier 1981. Le sud de l'État fait la plus grande consommation de ces tickets, et dans les comtés de la zone frontalière, un peu plus de 20 % des résidents ont recours à ce programme. Mais alors que le nombre des déshérités s'accroît, la diminution des subventions ne permet pas de faire face à la situation : seulement 41 % des pauvres du Texas obtiennent effectivement des bons en 1985, alors que c'est le cas de 60 % dans l'ensemble du pays, et 30 % en 1987. Tout est fait d'ailleurs pour décourager les prestataires — démarches longues et difficiles, obligation de se présenter régulièrement dans les bureaux, délais interminables —, et la gestion du programme au Texas est vivement condamnée en mai 1986 par la *Harvard Physicians Task Force on Hunger* [2].

En ce qui concerne le *WIC*, 111 429 Texans, dont 77 % d'Hispaniques du sud du Texas, y ont théoriquement droit. Pourtant, dans la vallée, seulement 6 % de la population peut y prétendre. Quant à l'*AFDC*, si les demandes augmentent de 15 % en moyenne entre 1985 et 1986, et jusqu'à 27 % dans certains comtés, moins de 25 % des enfants éligibles touchent effectivement ces allocations, dont le faible montant par personne place

1. Bedichek and Tannahill 328 ; « Eating Up the Seed Corn, » éditorial, *Texas Observer* 10 Oct. 1986 : 4.

2. Zy Weinberg, « Fouling Up on Food Stamps Reform, » *Texas Observer* 11 May 1979 : 10 ; Al Watkins, « The Cuts and the Poor, » *Texas Observer* 1 May 1981 : 5 ; TDA, communiqué de presse, 24 June 1987 ; « Cracking Down on the Hungry, » éditorial, *Texas Observer* 31 July 1986 : 3.

le Texas au 46e rang. Pour ce qui est de la santé, le pourcentage de population sans couverture médicale passe de 28 % à 43 % entre 1981 et 1985, et si l'on considère les dépenses engagées par personne dans le cadre de *Medicaid*, le Texas se retrouve au 45e rang.[1]

Le programme *VISTA* subit également les effets de la nouvelle politique fédérale. Au début de 1981, on compte environ 200 volontaires travaillant, par exemple, à la formation de l'*Austin Tenants Council*, du *Consumer Affairs Office* et de l'*Association of Community Organizations for Reform Now* (*ACORN*). En 1982, il n'en reste plus que six. Quant aux services d'aide judiciaire, ils voient fondre leur budget et font l'objet d'attaques virulentes. Sous l'administration Carter, les subventions destinées au Texas sont passées de deux millions de dollars à près de 5 millions, et la *Texas Rural Legal Aid* a étendu ses activités, s'installant dans le *Winter Garden* et établissant des *Farm Worker Divisions* à Laredo, El Paso et Hereford. En 1979, grâce à des fonds de la *Community Services Administration*, la *TRLA* a mis sur pied un *Policy Advisory Committee* chargé de recueillir le maximum de données sur les travaillleurs de l'agriculture, de faire mieux connaître leurs conditions de travail et de vie, de créer un réseau de défense et de soutien, et de former des alliances avec d'autres organismes — le *Governor's Office of Migrant Affairs*, qui s'occupait de la question des ouvriers agricoles depuis 1974, est en effet supprimé en 1979 à la suite d'un scandale lié à des détournements de fonds prévus pour la formation et la réinsertion des *campesinos*. En 1981, environ 350 personnes sont donc employées par l'aide judiciaire au Texas, dans le cadre de 11 programmes, ce qui est encore très insuffisant pour traiter l'ensemble des dossiers. Mais c'est déjà bien trop pour les producteurs et les autorités locales, qui ne supportent pas de voir le gouvernement fédéral subventionner une agence qui les traîne devant les tribunaux pour non-application de la législation ou violation des droits constitutionnels des ouvriers agricoles[2].

Pour tous les adversaires de la *TRLA*, le seul moyen de mettre fin à ce « scandale », c'est de suspendre les crédits. Avec l'élection de Reagan, les producteurs et leurs alliés obtiennent enfin satisfaction, du moins en partie. En plus des coupes budgétaires, les agences locales sont constamment harcelées et obligées de justifier leurs activités. Dans le *Panhandle*,

1. Maril 14 ; TDA, communiqué de presse 24 June 1987.
2. Farmworker Policy Impact Project 2 ; « Legal Services Doomed ? » *Texas Observer* 20 Mar. 1981 : 24 ; « Rural Aid Lawyers Help the Workers, » *Texas Observer* 24 July 1981 : 16 ; « Clayton Sues Farmworkers, » *Texas Observer* 31 Oct. 1980 : 9 ; Mike Cochran, « Hereford, Texas vs. Harvard, » *Ft. Worth Star Telegram* 19 Oct. 1980 ; George Kuempel and Howard Swindle, « Lawyers Stir Hereford's Disgust, » *Dallas Morning News* 12 May 1980 : 19.

par exemple, après une première enquête en 1981, d'autres suivent début 1984 et fin 1985, menées par le *General Accounting Office*, les services des impôts — *Internal Revenue Service (IRS)* —, et le *Corporation's Office of Compliance and Review*. Une équipe de 14 membres du bureau régional de la *Legal Services Corporation* de Denver, comprenant un ancien responsable de la *National Rifle Association*, un ex-cadre de l'*American Farm Bureau* et un retraité de l'*IRS*, vient également sur place pour rendre compte de la situation. Tous les rapports établis par ces organismes confortent les exploitants et les responsables locaux dans leur position, la *TRLA* se voyant reprochée d'exacerber les tensions raciales et de servir les intérêts des organisations syndicales. La présence de la *TRLA* dans le *Panhandle* devient un véritable enjeu politique dans les années quatre-vingt, opposants et partisans de l'agence s'affrontant sans cesse à coup de pétitions et de manifestations. Néanmoins, en 1986, la *TRLA*, quoiqu'affaiblie, est toujours présente dans la région [1].

2 Résistances

Confrontés à la politique de réduction des dépenses sociales et à la remise en cause de certains types de programmes, que ce soit par l'administration Reagan ou au niveau de l'État, les organisations qui travaillent depuis des années à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers agricoles n'en continuent pas moins leurs efforts, réclamant des crédits supplémentaires et des mesures pour tenter d'enrayer une pauvreté de plus en plus préocupante.

2.1 L'aménagement des *colonias*

Une bonne partie des ouvriers agricoles continuent de vivre dans des bidonvilles ruraux. Dans la basse vallée seule, on en compte 60 au début des années 1970 et 136 en 1985, regroupant environ 11 % de la population de ces comtés. C'est en général le seul endroit où ces familles peuvent s'acheter un lopin de terre et une maison. Même si le prix n'est parfois, mais rarement, pas plus élevé en ville, leurs revenus bas et irréguliers ne leur permettent toujours pas de prétendre à un prêt bancaire classique, alors que dans les *colonias*, ils n'ont besoin que d'un apport personnel minime et versent de petites mensualités, les promoteurs assurant en général le financement. Ces derniers peuvent sans risque vendre des

1. James Ridgeway, « Legal Services Witch Hunt, » *Texas Observer* 11 Oct. 1985 : 11.

lots non viabilisés, puisqu'au Texas, les comtés n'ont pas le droit d'intervenir en matière d'urbanisme et que les logements construits en-dehors des agglomérations ne sont soumis à aucun critère. La question du raccordement aux adductions d'eau et aux réseaux d'égoûts est donc plus que jamais d'actualité pour les habitants, de même que celui des inondations.

En 1981, le *TFW*, qui a commencé à former des comités de résidents dès l'automne 1976, aide les ouvriers des *colonias* situées à l'est d'Edinburg, dans le comté de Hidalgo, dans leur lutte contre les producteurs des alentours. En effet, à la suite de pluies torrentielles, les agriculteurs drainent leurs champs à l'aide de pompes puissantes, mais déversent ces eaux chez leurs voisins, les obligeant à se déplacer en barque pendant deux semaines, causant de gros dommages aux habitations et aux voitures, et attirant des nuées de moustiques. Les autorités locales ayant refusé d'agir, les *campesinos* portent plainte. Ce n'est toutefois que lorsque les médias s'en mêlent que les exploitants arrêtent leur pompage et que le *Texas Department of Health* accepte de procéder à des pulvérisations d'insecticides [1].

L'*UFW* également est présent dans les *colonias* de la vallée. Le comité de Campo Alto obtient le goudronnage et la signalisation des rues, celui de Colonia el Dora le gravillonage des siennes, et Rancho Escondido la distribution du courrier. Quant à la *TRLA*, en 1982, son *Policy Advisory Committee* recommande aux législateurs de l'État de laisser les comtés établir des plans d'utilisation des sols et de veiller à l'extension et à la modernisation des installations d'eau potable dans les zones rurales. À partir de 1986, l'agence travaille de concert avec les habitants des *colonias* à l'amélioration de leur lieu de vie. Grâce à des menaces de poursuites ou à des décisions de justice, la *TRLA* force les promoteurs à payer les frais d'aménagements et à alimenter une partie des résidents du comté de Hidalgo en eau potable [2].

2.2 L'aide financière

Les intempéries de 1982 causent de grands dommages dans le *Panhandle*, et après intervention de leurs élus, les cultivateurs de la région sont en partie indemnisés par le département de l'Agriculture. Mais rien n'est prévu pour les ouvriers agricoles qui, eux, n'ont plus ni travail ni argent. Le *Manpower, Education, and Training, Inc.*, qui s'occupe des migrants dans cette partie du Texas, aide quelques 500 familles à se nourrir, à se

1. « Growers Flood Workers, » *El Cuhamil* June-July 1981 : 1-3.
2. United States, Cong., House, Select Committee on Hunger, *Colonias : A Third World Within Our Borders*, 101st Cong., 1st sess. (Washington : GPO, 1990) 68.

loger et à retourner dans la vallée. Malheureusement, les 39 000 dollars dont dispose l'organisme sont très vite épuisés. Aussi, le *TFW*, la *TRLA*, l'*American Agricultural Movement* et le *Texas Farmers Union* pressent-ils l'État d'intervenir, mais en vain. Les autorités semblent, de fait, plus sensibles aux arguments du *Texas Farm Bureau*, très clairement exprimés par son président, Carroll Chaloupka : « Nous ne leur devons rien pour être venus ici et n'avoir pas trouvé de travail »[1]. En 1984, le gouvernement fédéral et l'État ne témoignent guère plus d'intérêt pour les *campesinos* privés d'emploi par les gelées de décembre 1983. Et lorsque l'on commence enfin à distribuer aux quatre comtés les fonds du *Temporary Emergency Relief Program* pour les réparations, la nourriture, et l'hébergement, ces derniers sont rapidement dépensés.

Premier programme de ce type au Texas, le *TERP*, adopté en 1983, est subventionné par le gouvernement fédéral, l'État et les collectivités locales. Mais le passage de l'ouragan Alicia a déjà beaucoup entamé les réserves, il ne reste plus que 116 000 dollars à répartir, auxquels s'ajoutent quelques subsides locaux. Au bout de dix jours, même ces maigres secours cessent. Les organisations proches des ouvriers agricoles reprochent au gouverneur Mark White de ne pas réclamer à Washington une assistance supplémentaire dans le cadre du *Disaster Relief Act* de 1974, dont l'*Individual Family Grant* est destiné à répondre aux besoins des familles dont les biens ont été détruits par une catastrophe naturelle. Le refus de White de mettre à contribution les diverses agences de l'État est également critiqué. En effet, lorsque le *TERP* est à bout de ressources, le gouverneur préfère en appeler publiquement aux associations de bienfaisance et prier les compagnies de gaz et d'électricité de ne pas suspendre leurs services en cas d'impayés, cette deuxième recommandation restant largement ignorée. De plus en plus de voix s'élevant pour protester contre l'inertie de l'État, White finit par faire déclarer la vallée zone sinistrée[2].

Les ouvriers agricoles, dont la plupart sont exclus de l'assurance chômage, peuvent désormais prétendre à la *Disaster Unemployment Assistance*, tant que leur région répond aux critères fédéraux et d'État — le taux de chômage national doit être au-dessus de 6 % et le taux de chômage local de plus de 6,5 % pendant plus de 3 mois —, et ce pour une période maximum de 39 semaines. La *Texas Employment Commission* est chargée de la gestion de la *DUA*, mais n'obtient ni moyens matériels ni personnel supplémentaires. En outre, le responsable, davantage intéressé par les problèmes des producteurs que par ceux des *campesinos*, ne fait

1. Barbara Baker, « Farm Leaders Say Migrants Owed Nothing, » *Amarillo Daily News* 14 Aug. 1982.
2. « Farmworkers Protest Distribution of Aid, » *Country World* 26 Jan. 1984.

procéder à aucune évaluation des besoins et ne coordonne pas l'action des divers organismes — en février, seulement 4 000 dossiers ont été examinés. Par ailleurs, les allocations sont très modestes, les ouvriers ne touchant en moyenne que 45 dollars par semaine. À titre de comparaison, entre janvier et février 1984, la *Small Business Administration* attribue deux millions de dollars aux pépiniéristes et aux petits transporteurs, et propose 92 millions de dollars aux producteurs et petites entreprises. De son côté, la *Farmers Home Administration* est autorisée à accorder jusqu'à 18 millions de dollars de prêts aux agriculteurs ayant subi des dommages [1].

Les lenteurs administratives et la faiblesse des montants alloués aux travailleurs poussent White à réitérer ses appels aux organismes d'entraide. Début février, le gouverneur annonce la création du *Texans' Valley Disaster Relief Fund* et loue les vertus de la charité, insistant sur le fait que « l'État ne peut pas résoudre tous les problèmes ». Des centaines d'Églises se mettent effectivement en campagne pour rassembler des fonds, mais ce n'est toujours pas suffisant. En mars, Chavez, présent à la convention annuelle de l'*UFW* à San Juan, encourage les délégués à exiger du gouverneur qu'il soumette à la législature une proposition de programme d'aide générale, comme il en existe dans d'autres États, ce qui permet de faire face à de telles situations. Le dirigeant réclame aussi l'extension du paiement des allocations chômage à 52 semaines, car lorsque les migrants reviendront de leurs pérégrinations, les effets des gelées se feront encore sentir [2].

2.3 Les soins aux indigents

Devant l'accroissement des problèmes de santé et sous la pression d'organisations diverses, dont l'*UFW*, le gouverneur, le lieutenant-gouverneur et le président de la Chambre des représentants mettent sur pied, en 1983, une *Task Force on Indigent Health Care* qui rend son rapport en décembre 1984, et recommande un projet de loi adopté lors de la seconde session de 1985. Les hôpitaux publics et les comtés ne peuvent désormais plus refuser de s'occuper des indigents, mais reçoivent en contrepartie une aide financière. Le *Texas Primary Health Care Services Act* permet à l'État de prendre en charge la totalité de ces services lorqu'il n'y pas d'autre solution, et le *Maternal and Infant Health Improvement Act* prévoit une assistance médicale pour les mères et les enfants. Toutefois, rares sont ceux

1. « National Farm Worker Laws, » *El Cuhamil* 8 June 1977 : 3-5.
2. Zy Weinberg, « Hunger in Texas, » *Texas Observer* 17 Aug. 1984 : 11 ; Geoffrey Rips, « Borders and Unions in the Valley, » *Texas Observer* 9 Mar. 1984 : 12.

qui peuvent bénéficier de ces nouvelles dispositions : d'une part, seuls ceux dont le revenu n'excède pas 25 % du montant du seuil de pauvreté peuvent prétendre à ces programmes ; d'autre part, les fonds promis, soit 63 millions de dollars, ne sont pas attribués. Enfin les comtés se montrent très réticents à consacrer une part de leur budget aux déshérités [1].

2.4 Le spectre de la faim

Avec la montée de la pauvreté, le nombre de cas de malnutrition augmente régulièrement au Texas, en particulier dans les zones rurales. Alertées, plusieurs associations constituent, dès 1980, la *Texas Anti-Hunger Coalition*, qui a pour buts le passage d'une *Good Samaritan bill*, l'application du *School Lunch Program* par les districts scolaires, dont beaucoup se montrent très réticents, l'amélioration du *Women, Infant and Children Nutrition Program*, la révision des critères d'attribution des bons d'alimentation, l'extension de l'aide alimentaire aux personnes âgées, et la création d'un réseau d'organisations communautaires chargées de tous ces problèmes [2].

La crise s'aggravant, un *Senate Interim Committee on Hunger and Nutrition* est constitué en 1983. Les membres de la commission doivent évaluer les besoins de l'État par des visites sur le terrain et une série d'auditions publiques. Certains élus découvrent avec effroi l'étendue du problème et reconnaissent la nécessité d'un rôle accru de l'État, mais la majorité des législateurs continuent de penser que l'intervention des Églises est largement suffisante. Cependant, en 1985, pressée par des formations comme l'*UFW*, la législature adopte, bon gré mal gré, l'*Omnibus Hunger Act* et décide de consacrer 15 millions de dollars — il en faudrait au moins 75 — au *Women, Infant and Children Nutrition Program*, à l'aide alimentaire aux personnes âgées, et à l'aide alimentaire d'urgence. Le *WIC* est ainsi étendu à 30 comtés supplémentaires et renforcé dans d'autres, mais plus de 50 comtés ne sont toujours pas desservis par manque de fonds. Par ailleurs, le traitement des demandes de bons d'alimentation est accéléré, et grâce au nouveau système d'attribution, plus 142 000 foyers en bénéficient en 1986, malgré des délais encore importants.

Le nombre de banques alimentaires augmente également — une en 1981, 18 en 1986, 21 en 1987 —, ainsi que le volume de nourriture distribuée : 23 tonnes dans 14 comtés en 1984, 76 tonnes en 1985, et 263 en 1986, pour la *Concho Valley Food Bank* de San Angelo par exemple ; 113 tonnes en 1982 et 453 tonnes en 1986, dans 29 comtés, pour la *High Plains Food*

1. « Indigent Health Care Watch, » éditorial, *Texas Observer* 27 June 1986 : 3.
2. Marcia de Avila, « Texas Anti-Hunger Coalition, » *El Cuhamil* July 1980 : 5.

Bank d'Amarillo. Cependant, bien que ces organismes donnent pour 60 millions de tonnes de nourriture en 1986, il en faudrait bien plus encore. Dans certaines régions, on devrait en fait multiplier le nombre de repas disponibles par six ou même parfois par douze [1].

Sous la direction de Jim Hightower, le *Texas Department of Agriculture* prend une part active dans cette lutte contre la pauvreté rurale et la faim : mise en relations des exploitants qui ont des produits pour les banques alimentaires et des entreprises qui en assurent volontairement et gratuitement le transport ; développement et promotion des jardins ouvriers ; ouverture de marchés locaux permettant l'achat direct aux agriculteurs. Le *TDA* cherche par ailleurs à obtenir la possibilité d'utiliser les bons d'alimentation sur ces marchés, ainsi qu'un droit de glanage sur diverses récoltes pour les Églises et les organisations à but non lucratif. Au-delà de ces quelques mesures, Hightower, comme bien d'autres, estime que la véritable solution au problème de la misère, et notamment celle des *campesinos*, passe par une revitalisation des zones rurales et un changement de politique agricole.

2.5 Le pari du développement économique

C'est en donnant la priorité à une agriculture plus humaine, pense l'*Agriculture Commissioner*, que l'on pourra créer des emplois stables et correctement payés, en particulier dans la vallée. La diversification des cultures, la recherche de débouchés permettant d'éviter les intermédiaires, la mise en place de nouveaux projets de transformation des produits agricoles, tout cela doit permettre de faire revivre les régions rurales et profiter à l'ensemble de cette population, pas seulemement à quelques grosses entreprises. Les positions de Hightower rejoignent les recommandations du *Policy Advisory Committee* de la *TRLA*, exprimées dans un rapport de février 1982, *State Plan for Farmworkers* : soutien aux récoltes alternatives et aux méthodes de culture qui permettent d'allonger la saison d'embauche ; formation de travailleurs qualifiés ; reconversion des ouvriers déplacés par les mutations technologiques ; aide technique et financière aux employeurs dans le domaine de la gestion du personnel afin d'augmenter la productivité, de stabiliser la main d'œuvre, et d'améliorer les conditions de travail [2].

Le *Policy Advisory Committee* prône également, pour les zones à forte concentration d'ouvriers agricoles comme la basse vallée, le *Winter Gar-*

1. TDA, communiqué de presse, 24 June 1987.
2. TDA, communiqué de presse, 3 Apr. 1986, 3 ; Farmworker Policy Impact Project 148-149, 166-170.

den et l'ouest du Texas, un plan de développement économique tenant compte des ressources humaines et mobilisant les agences fédérales et d'État, des fondations diverses, les Chambres de commerce et le secteur privé. Il ne s'agit pas d'attirer de grandes compagnies mais d'encourager la constitution de sociétés de développement communautaire chargées de veiller à la formation et au financement de petites entreprises locales et de coopératives. Parmi les organisations convaincues du bien-fondé de toutes ces propositions, *Valley Interfaith* se montre particulièrement active dans le sud du Texas.

2.6 *Valley Interfaith*

Fondé en 1982, *Valley Interfaith* réunit 40 paroisses catholiques et protestantes de la basse vallée qui ont décidé d'unir leurs efforts pour tenter d'apporter quelques solutions aux problèmes des résidents à bas et moyens revenus de ces comtés. *VI*, membre du *Texas Interfaith Network*, est l'une des formations implantées au Texas par l'*Industrial Areas Foundation* de Saul Alinsky depuis les années soixante-dix. Il existe en tout 15 projets *IAF* aux États-Unis, dont trois à New York, deux sur la côte est, trois en Californie, et le reste au Texas, où le premier, les *Communities Organized for Public Service* (*COPS*), naît en 1973 à San Antonio.

Créées pour aider la population du secteur ouest de la ville, à majorité hispanique, à obtenir de la municipalité des travaux d'aménagement, s'appuyant sur les paroisses et les centres communautaires catholiques, les *COPS* élargissent peu à leur champ d'action et s'intéressent de plus en plus au développement économique de la ville et aux décisions des responsables politiques de l'État. En 1984, l'association représente 90 000 familles et serait la plus importante de ce type dans le pays. Les succès remportés par les *COPS* entraînent la constitution d'autres organisations similaires au Texas, comme les *Allied Communities of Tarrant* à Fortworth, qui rassemblent une population noire et baptiste, la *Metropolitan Organization* à Houston, dont les membres sont le plus souvent blancs et catholiques, l'*Interreligious Sponsoring Organization* à El Paso, et *Valley Interfaith*, à dominante hispanique, dans la vallée. À l'origine de la réussite de ces groupements, on trouve Ernie Cortes, un ancien de la *MAYO*, formé par l'*IAF* sous la direction d'Ed Chambers, qui a pris la suite d'Alinsky [1].

Pour Cortes, il ne s'agit pas de mettre sur pied des « mouvements », qui s'intéressent en général à un seul problème et dépendent de dirigeants charismatiques. Il préfère monter des groupes de pression en s'appuyant

1. Geoffrey Rips, « Texas Mavericks Take on the Big Boys, » *Progressive* June 1984 : 20.

sur la religion et les valeurs traditionnelles, celles des gens auxquels il s'adresse, dit-il – des pauvres, hispaniques ou noirs, plutôt conservateurs dès lors qu'il s'agit de famille, de voisinage, et d'Église. « Je suis l'extrémiste », clame Cortès, « mon travail est de faire bouger les conservateurs ». Ce qui explique les liens privilégiés de ces associations avec les Églises, sources principales de financement et d'adhérents. Sa propre fonction, souligne Cortes, n'est pas d'apporter aux gens une idéologie toute faite mais des techniques d'organisation privilégiant la confrontation avec les hommes politiques en place. Les citoyens sont certes encouragés à participer aux élections — 105 000. personnes sont inscrites sur les listes par les associations de l'*IAF* en 1984 — mais *VI* ne donne aucune consigne de vote, « aucun parti ne prenant véritablement nos problèmes en compte », explique Cortès. Par contre, les candidats sont invités à participer à des réunions au cours desquelles ils se voient demander de préciser leurs points de vue et de soutenir les propositions faites par les communautés devant lesquelles ils se présentent. Ceux déjà en place sont sommés de justifier leur action pendant le mandat écoulé. Ayant contribué à l'élection de White, 7 000 membres de *VI* mettent ainsi le gouverneur sur la sellette au cours d'une réunion en 1984, et lui reprochent de ne pas avoir tout fait pour que la *workers' compensation insurance* soit adoptée [1].

Appliquant ses principes, le groupe fait montre d'une grande activité et intervient dans plusieurs domaines. *VI* fait par exemple partie de la coalition qui s'oppose au projet de *Chemical Waste Management, Inc*. d'incinérer 300 000 tonnes de déchets toxiques au large de Brownsville, de même que des stocks de DDT liquide appartenant au département de la Défense. 1 700 adhérents assistent aux auditions tenues dans la vallée par l'*Environmental Protection Agency*. Par ailleurs, en raison de ses liens privilégiés avec l'*UFW* — Jim Drake, ancien lieutenant de Chavez en Californie en est l'un des principaux organisateurs — et les Églises, l'association est très proche des préocupations des *campesinos* et exerce des pressions sur la nouvelle administration démocrate de l'État pour obtenir des fonds pour les déshérités de la vallée [2].

Mais *VI* n'a pas l'intention de se contenter de subventions de cet ordre, et, à l'instar du *Policy Advisory Committee* de la *TRLA*, prône la mise en place d'un plan de développement économique pour la région. En février 1984, VI *soumet* un projet de grands travaux publics à l'administration

1. Kaye Northcott, « To Agitate the Dispossessed…, » *Southern Exposure* July-Aug. 1985 : 20 ; Ernesto Cortes, Jr., « Organizing the Community, » *Texas Observer* 11 July 1986 : 10 ; « Developing Human Potential, » *Texas Observer* 26 Oct. 1984 : 17.

2. Scott Lind, « Valley Residents Organize, » *Texas Observer* 10 Feb. 1984 : 7 ; Scott Lind, « Valley Interfaith Wants Public Works, » *Texas Observer* 24 Feb. 1984 : 4.

Reagan. Les 66,7 millions de dollars demandés seraient utilisés pour employer les plus de 18 000 ouvriers agricoles au chômage à diverses tâches : dégagement des canaux de drainage, ce qui permet de limiter les risques d'inondation ; remise en état des rues, des panneaux de signalisation, des bouches d'incendie, des parks et des centres de loisir ; nettoyage des terrains vagues ; réparation des bâtiments municipaux ; plantation de nouveaux arbres.... La proposition est approuvée non seulement par l'*UFW* mais aussi par les autorités locales qui participent d'ailleurs à son élaboration, estimant que tout le monde en bénéficiera, non seulement les ouvriers mais aussi les petits commerces et les entreprises. Le document a été mis au point avec soin et établit une liste précise de ce que chaque municipalité attend du programme. Brownsville y gagnerait par exemple 2 600 emplois temporaires, représentant 7 432 928 dollars de salaires, et nécessitant 537 000 dollars de matériel, 1 575 534 dollars d'équipement et 329 740 dollars d'outils. McAllen créerait de son côté 2 083 emplois, San Juan 328, etc. [1].

Néanmoins, Tom Pauken, le directeur d'*ACTION*, rejette ce plan et offre à la place un centre de gestion des subventions fédérales et l'ouverture de 12 soupes populaires, ainsi que des mesures d'incitation à l'embauche pour le secteur privé. *VI* se tourne alors vers l'État, et, soutenu par de nombreux élus, réclame 100 millions de dollars pour l'amélioration du réseau routier et l'aménagement des *colonias*, et 100 autres pour aider les entreprises existantes et en attirer de nouvelles. Pauken, non content de refuser le projet de *VI*, attaque violemment le groupe, lui reprochant d'« exploiter cyniquement les pauvres ». Il n'est d'ailleurs pas le seul à voir dans *VI* une association dangereusement subversive. Les *Concerned Citizens for Church and Country* sont parmi ses plus violents détracteurs : ils dénoncent ses liens avec l'*UFW* et le *Sanctuary Movement*, un réseau d'aide aux réfugiés d'Amérique centrale et latine refoulés par les États-Unis, ainsi que sa sympathie affirmée pour la théologie de la libération. Lors de la première convention de *VI*, en décembre 1985, les *CCCC* déclarent une journée de prière « pour honorer l'Immaculée Conception de la Vierge Marie et protester contre la présence *de Valley Interfaith* dans [leur] bien-aimée vallée [2]. »

Mais les tentatives de discrédit échouent, car *VI* est alors solidement implantée, crédible, stable financièrement, et bien épaulée par la hiérarchie catholique de la vallée. Rejetant les arguments du type de ceux des *CCCC*, John Fitzpatrick, l'évêque de Brownsville, veut au contraire impli-

1. *Texas Observer* 26 Oct. 1984 : 5-6, 17.
2. Scott Lind, « Politicians Enlisted to Raise Valley Standards, » *Texas Observer* 10 Jan. 1986 : 14 ; « Political Intelligence, » *Texas Observer* 7 Feb. 1986 : 15.

quer davantage l'Église dans la lutte des déshérités pour la justice sociale et se prononce en faveur d'une meilleure coopération entre le gouvernement et des citoyens prêts à prendre leurs destinées entre leur main. Fitzpatrick suit en cela la position officielle des évêques catholiques américains qui, en novembre 1984, réclament la mise en place d'un nouveau consensus économique et social dans un document intitulé *Catholic Social Teaching and the U.S. Economy* [1].

Parmi les premières victimes de la crise économique et de la réduction draconienne des programmes d'aide sociale au niveau fédéral et de l'État, les ouvriers agricoles du Texas ont plus que jamais besoin du soutien de leurs alliés traditionnels. Pour faire face à une situation de plus en plus critique, l'union et la solidarité sont de rigueur. Malheureusement, la lutte des *campesinos* souffre grandement des nombreux conflits qui divisent leurs dirigeants et déchirent leurs organisations.

1. « Archbishop Backs Valley Jobs Bill, » *Dallas Morning News* 18 Sept. 1984 ; « Nun Says Farmworkers Need Higher Wages, » *Progress* 22 Dec. 1985 ; Greg Moses, « Economic Rights, » *Texas Observer* 22 Feb. 1985 : 22.

Le conflit *TFW* — *UFW*

1 Les frères ennemis

Avec la formation du *TFW* en 1975, les relations entre l'équipe de Chavez et celle d'Orendain s'enveniment. Les sujets de discorde se multiplient : opportunité de l'ouverture de plusieurs fronts de lutte à travers le pays ; pertinence de la grève comme moyen de pression ; bien-fondé d'une campagne en faveur d'un *Agricultural Labor Relations Act* au Texas. Non seulement l'*UFW* ne partage pas les analyses d'Orendain, mais considère la scission comme une trahison, rejette sa demande d'association, et refuse à la nouvelle formation la qualité de syndicat. Rebecca Flores Harrington, qui a pris la tête de l'*UFW* au Texas en 1975, après en avoir coordonné les activités pendant quelques années, Jim Harrington, son époux et avocat pour le *South Texas Project* du *Texas Civil Liberties*, et Chavez lui-même critiquent ouvertement une organisation qui, selon eux, « promet plus qu'elle ne peut tenir » et « n'offre aucun intérêt ». Plus tard, l'*International Union of Agricultural and Industrial Workers* de Moya n'est pas mieux considéré [1].

Tout en reconnaissant très souvent la justesse de la position d'Orendain, plus d'un observateur estime néanmoins que le *TFW* est condamné à disparaître tôt ou tard et que l'*UFW* est plus à même de répondre aux besoins des ouvriers agricoles. Ce sentiment semble prévaloir également parmi les alliés des *campesinos* : l'Église catholique apporte sa caution morale aux efforts d'Orendain, mais souhaite la réconciliation des frères ennemis, si possible sous la bannière de l'*UFW* ; la *Texas Conference of Churches* prie les deux syndicats d'oublier leurs dissensions ; les démocrates « libéraux » se prononcent en faveur de Chavez, dont les liens avec le Parti démocrate remontent aux années 1960, et en janvier 1978, le *State Democratic Executive Committee* reconnait officiellement l'*UFW* comme le seul syndicat

1. Ruperto Garcia, « Protest or Pilgrimage, » *Texas Observer* 9 Apr. 1982 : 6 ; Rebecca Harrington, entretien, 15 Nov. 1985 ; Alberto Reyers, « We're Not Going to Lose, » *Nuestro* Sept. 1979 : 24.

représentant les intérêts des ouvriers agricoles de l'État ; les dirigeants de l'*AFL-CIO*, enfin, estiment que le *TFW* ne fera pleinement partie du mouvement syndical que lorsque Orendain se sera réconcilié avec Chavez [1].

Orendain rejette de tels points de vue. Le dirigeant du *TFW* ne se considère pas comme un rival de Chavez, et s'il regrette d'avoir été amené à quitter l'*UFW*, il estime que son travail n'est en rien préjudiciable aux ouvriers agricoles du Texas. En fait, d'après lui, le *TFW* prépare le terrain pour un retour de Chavez dans cet État, en accomplissant ce que ce dernier se refuse à faire. Il est un fait que l'existence même du *TFW* pousse l'*UFW* à s'investir davantage que prévu au Texas, les grèves et la marche sur Washington attirant l'attention des *campesinos* et du public. Arguant de ces évènements, les délégués du *Texas UFW* qui participent à la convention nationale du syndicat en 1977, réussissent à convaincre les californiens de la nécessité de reprendre les opérations dans la vallée. À la fin de l'année, c'est Chavez lui-même qui se déplace pour rencontrer les représentants des organisations religieuses et communautaires locales. Cependant, et ce jusqu'à sa dissolution, Chavez refuse de reconnaître le rôle essentiel du *TFW* et rejette toute idée d'alliance et de coopération. Rejoindre l'*UFW* après avoir fait amende honorable et travaillé pendant un an comme simple ouvrier agricole, en signe de pénitence, est la seule proposition faite à Orendain, un peu plus acerbe et amer au fil des ans [2].

Ce dernier accuse en effet l'*UFW* de répandre une image négative du *TFW* et dénonce avec une virulence croissante ce qu'il considère comme une volonté de monopole de la part de l'*UFW* et, par conséquent, de l'*AFL-CIO*, sur l'organisation des ouvriers agricoles du pays. Orendain voit bientôt, dans les problèmes de tous ordres que connait son syndicat, le résultat d'un véritable complot et déplore que nombre de travailleurs et fidèles préfèrent opter pour le dirigeant californien, qu'ils considèrent comme une valeur plus sûre, même s'ils gardent toute leur sympathie au *TFW*. Orendain s'élève d'ailleurs régulièrement contre le culte de la personnalité qui entoure Chavez, préjudiciable, selon lui, à la lutte des *campesinos*. Moya, lui-même baptisé par certains le « Cesar Chavez de l'ouest du Texas », exprimera plus tard les mêmes critiques [3].

---

1. « Matthiesen Urges End to Grower, Worker Rift », *Amarillo Daily News* 16 July 1980 ; David Guarino, « SDEC's San Antonio Session, » *Texas Observer* 17 Feb. 1978 : 8 ; Douglas R. Martinez, « Farm Worker Unions — Growth and Change, » *Agenda* July-Aug. 1978 : 15.

2. « Matthiesen Urges End to Grower, Worker Rift, » *Amarillo Daily News* 16 July 1980 ; David Guarino, « SDEC's San Antonio Session, » *Texas Observer* 17 Feb. 1978 : 8 ; Douglas R. Martinez, « Farm Worker Unions — Growth and Change, » *Agenda* July-Aug. 1978 : 15 ; « Ex-Ally May Block Chavez' Come Back in Texas' Valley, » *Dallas Morning News* 25 Feb. 1979 ; Steve Russell, « Getting Organized in the Valley, » *Texas Observer* 3 Feb. 1978 : 19.

3. « Strike in Texas for Texas, » *El Cuhamil* 6 Aug. 1976 : 2 ; Antonio Orendain, « Answer

Orendain tente donc de démythifier ce personnage charismatique, mais encombrant, essayant de ramener à de plus justes réalités des ouvriers et des admirateurs parfois par trop confiants dans le pouvoir de Chavez à faire plier les producteurs. Le dirigeant du *TFW* souligne que ce rôle prédominant est à l'origine d'un fonctionnement peu démocratique de l'*UFW*, et que les *campesinos* ont besoin d'un autre type d'organisation. Il rejoint en cela les positions de Philipp Vera Cruz, ancien vice-président de l'*UFW* qui, en 1977, quitte le syndicat californien avec des mots très durs pour celui qui symbolise *La Causa* aux yeux de tous. D'autres « dissidents » partent également, à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, volontairement ou non, entretenant les rumeurs de purges et de chasse aux sorcières. C'est le cas du rédacteur en chef d'*El Malcriado* et du directeur du boycott en Nouvelle-Angleterre en 1977, de Gilbert Padilla, secrétaire-trésorier, en 1980, de Jerry Cohen, chef du département juridique pendant 14 ans, en 1981 [1].

Fin 1975, la tension entre les deux syndicats monte d'un cran : Jim et Rebecca Harrington demandent à Orendain de quitter le centre social *El Cuhamil*, construit au début des années soixante-dix par les *campesinos* eux-mêmes, et Gilbert Padilla, venu de Californie négocier un compromis, interdit au *TFW* d'utiliser les symboles et les chants de l'*UFW*. Orendain refuse de partir, car, selon lui, « ce lieu est celui des ouvriers agricoles du Texas, et non celui d'un groupe en particulier ». Par la suite, Orendain n'hésite pas à attribuer à l'*UFW* le cambriolage *du Texas Farm Workers Service Center* pendant l'été 1976, et les agressions multiples dont sont victimes les membres du *TFW* — menaces, pneux crevés, sucre dans les réservoir d'essence... En janvier 1977, les Harrington font couper le téléphone et occupent *El Cuhamil* avec l'aide d'un groupe de *Brown Berets* et de membres du *Progressive Labor Party*. Sous la pression, le *TFW* quitte le centre et ouvre ses propres bureaux à Hidalgo en 1978. Lorsque ces locaux sont détruits par un incendie fin 1982, Orendain ne doute point qu'il s'agisse là d'un attentat signé *UFW* [2].

---

to AFL-CIO, » *El Cuhamil* Nov. 1975 : 2 ; *Moya Sowing Dissent in West Texas*, 8 ; Antonio Orendain, éditorial, *El Cuhamil* Apr.-May 1982 : 2 ; « Our Struggle Must Move Forward, » *El Cuhamil* 9 July 1976 : 2 ; « The Difference Between the TFW and UFW Unions, » *El Cuhamil* Mar. 1982 : 3.

1. *El Cuhamil* Apr.-May 1982 : 2 ; Antonio Orendain, « The Struggle Continues, » éditorial, *El Cuhamil* July 1980 : 2 ; « Vera Cruz Speaks, » *El Cuhamil* 20 Nov. 1977 : 1.

2. Michael Walsh, « Farm Workers : Storm Brewing in the Valley, » *Corpus Christi Caller* 25 Jan. 1976 ; TFWU, communiqué de presse, Apr. 1976 ; « El Cuhamil Burglarized, » *El Cuhamil* 24 Dec. 1976 : 1 ; « Attacks on El Cuhamil Come to a Climax, » *El Cuhamil* 11 Feb. 1977 : 1-2 ; Marjorie L. Coppock, « Legislative Concerns of the Texas Farmworker : Historic Perspective, » Rural Sociological Society Meeting, College Station, Aug. 1984, 23.

En-dehors de ces chicaneries, le *TFW* souffre de problèmes beaucoup plus graves, d'ordre financier ceux-là. En effet, l'organisation, qui ne demande pas de cotisations à ses membres, survit grâce à des donations et à des subventions de toutes sortes recueillies par les comités de soutien installés dans les principales villes du Texas, en Californie et à Chicago. Or, dès 1976, Orendain se plaint de ce que, toute l'attention se portant sur l'*UFW*, le *TFW* ne reçoit plus guère de soutien. En 1980, l'Église catholique, principal bailleur de fonds du syndicat, annule une subvention de 80 000 dollars. Le *TFW* ne dispose plus alors que de quelques bureaux à San Antonio, Houston, San Juan et Eagle Pass, et d'un personnel très réduit payé 150 dollars par mois. L'année suivante, le *TFW* ne parvient pas à réunir les 70 000 dollars nécessaires à son fonctionnement, et seulement huit personnes peuvent être employées à temps plein. Au printemps 1982, les caisses sont vides. La publication du journal est interrompue et le centre social paralysé. Quelques mois plus tard, l'incendie qui ravage les locaux du *TFW* met pratiquement fin à ses activités. Après le départ de Moya, qui forme l'*IUAIW* et dispose de moins d'argent encore qu'Orendain, ce dernier reste quelque temps à Pharr avec quelques fidèles. Dissous en 1984, le syndicat rebelle tombe donc, victime de ses mauvaises relations avec l'*UFW* et de l'abandon de ses amis, mais certainement aussi de ses prises de position, bien plus « radicales » que celles de Chavez, auquel d'aucuns reprochent d'ailleurs un conservatisme grandissant [1].

2 Divergences idéologiques

Au-delà des rivalités de personnes et des différences d'opinion quant à la stratégie à adopter, il existe des clivages plus profonds encore, de nature idéologique, entre les deux organisations et leurs dirigeants, divergences qui s'accentuent au fil des ans. Certains n'hésitent pas à établir un parallèle entre le conflit qui a opposé M. L. King et Stokeley Carmichael dans les années soixante et celui qui divise Chavez et Orendain.

Les deux hommes ont commencé à travailler ensemble dès 1950, et des désaccords sont apparus très tôt, le second se montrant plus impatient, moins confiant dans la possibilité de réformer le système, peu tenté par l'orientation religieuse que prend le syndicat, les jeûnes et le choix de la non-violence. Peu à peu, alors que Chavez se voit objecter un alignement de plus en plus flagrant sur les politiques de l'*AFL-CIO* et du Parti

1. *El Cuhamil* 9 July 1976 : 2 ; *El Cuhamil* July 1980 : 2 ; « The Workers Don't Have Boundaries, » *El Cuhamil* Sept.-Oct 1981 : 3 ; Antonio Orendain, éditorial, *El Cuhamil* Apr. 1981 : 2.

démocrate, Orendain se radicalise, se disant prêt à accepter la coopération de tous ceux qui veulent aider les ouvriers agricoles, quelle que soit leur étiquette. Le durcissement de la position d'Orendain et d'autres responsables du *TFW* comme Jesus Moya apparait nettement dans les interviews, et surtout les articles et éditoriaux du journal *El Cuhamil*, publié de 1975 à 1982. La présentation de dialogues didactiques, entre Pancho, un admirateur inconditionnel de la société américaine, Solo Vino et Juan Pueblo, plus enclins à la contestation, traduisent également un souci d'aller plus loin que l'*UFW* dans l'analyse des problèmes rencontrés par les *campesinos*.

La source des mauvaises conditions de travail et de vie des travailleurs de l'agriculture est désormais identifiée comme le mode de production capitaliste lui-même. Selon *El Cuhamil*, la liberté d'entreprise si vantée par tous, n'est qu'un leurre pour des individus et des familles démunis et vulnérables. Ce système, explique Solo Vino, bien que présenté comme le meilleur au monde, ne fonctionne pas aussi bien qu'on le prétend, et il est, en fait, bien souvent remis en question. C'est pourquoi, insiste Orendain, malgré les difficultés de tous ordres, des formations comme le *TFW* sont le seul espoir des ouvriers agricoles contre l'exploitation capitaliste [1].

Nombreux sont ceux qui, d'après le syndicat, participent de l'oppression des *campesinos*. Les employeurs, bien sûr, mais bien d'autres également : les anciens militants *chicanos*, ou du moins ceux qui ont fini par rejoindre les rangs de la classe moyenne et tendent à rendre les ouvriers agricoles responsables de leur sort ; les catholiques, qui recommandent la résignation, et les prêcheurs protestants, qui passent leur temps à réclamer de l'argent ; le mouvement syndical traditionnel, incarné par l'*AFL-CIO*. Pour Orendain, c'est là l'un des meilleurs alliés du système en place, et il attribue la crise que connaissent les syndicats américains — entre 1975 et 1977, l'*AFL-CIO* perd un demi million de membres — non seulement aux problèmes économiques du pays, mais surtout aux choix tactiques et politiques de la confédération. L'absence de célébration du 1er mai aux États-Unis est considéré comme très révélateur de la véritable nature de ces organisations, et le *TFW* décide d'en faire un *National Day of Solidarity*, fêté dans la vallée par les *campesinos* du Texas, du Nouveau-Mexique, de la Californie et du Mexique [2].

1. « What's a Union ? Questions & Answers, » *El Cuhamil* 29 Apr. 1976 : 2 ; « Solo Vino, » *El Cuhamil* 3 Sept. 1976 : 2 ; « Onion Strike Must Continue, » *El Cuhamil* 1 May 1978 : 2.

2. Antonio Orendain, « A New Chicano Wave ? » *Farmworker Journal* Winter 1978-1979 : 110-111 ; « Growers Share Your Profits, » *El Cuhamil* 6 Aug. 1976 : 1 ; « AFL-CIO Convention, » *El Cuhamil* 30 Dec. 1977 : 1 ; « Labor Movement in Crisis, » 3 *El Cuhamil* 20 Oct. 1977 : 5 ; « May Day, » *El Cuhamil* May 1981 : 3 ; « May Day Celebration, » *El Cuhamil* 15 Feb. 1978 : 3.

Les travailleurs les plus défavorisés ne pouvant rien attendre de l'*AFL-CIO*, le *TFW* souligne à maintes reprises la nécessité de créer de nouveaux syndicats indépendants, peu soucieux de s'allier aux pouvoirs en place, et internationalistes de surcroît. Pour Orendain, le protectionisme prôné par George Meany, président de la confédération américaine et selon lequel les importations de produits étrangers sont une cause importante de chômage, n'a pas de sens. Les ouvriers agricoles sont les victimes d'un complexe agro-industriel agissant au niveau mondial et portant la responsabilité d'une bonne partie des problèmes des pays en voie de développement. Par conséquent, la lutte des *campesinos* du Texas dépasse largement le cadre d'un conflit local entre employeurs et employés, et ils doivent s'associer à d'autres combats, aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger. Cette analyse pousse Orendain à remettre également en cause certains aspects du nationalisme *chicano* des années soixante : « Nous savons maintenant que le problème, ce ne sont pas les *gringos*, mais le système. Regardez le Mexique. On a des Mexicains contre des Mexicains, et c'est encore pire qu'ici »[1].

En accord avec ces principes, le *TFW* est membre de l'*Equal Rights Congress*, une organisation américaine qui sert de forum à toutes sortes de groupes militant pour une meilleure justice sociale. Sur le plan international, le syndicat est amené à nouer des liens qui en incommodent plus d'un. Le *TFW* se déclare ainsi solidaire des 750 familles d'ouvriers agricoles mexicains qui, au début des années quatre-vingt, s'emparent de près de 10 000 hectares de terres le long du rio Grande, dans l'État de Tamaulipas, et s'installent dans les camps de Palito Blanco, Cardenas, et El Culebron. Ces terres ont été confisquées par le gouvernement en 1951 car elles sont constamment inondées. Grâce aux techniques de drainage et d'irrigation, elles sont désormais cultivables, mais sont louées à de riches propriétaires. Le *TFW* organise une marche de 800 personnes dans la ville de Rio Bravo pour témoigner son soutien à l'entreprise des *campesinos* mexicains[2].

L'organisation réprouve par ailleurs l'intervention américaine en Amérique centrale. *El Cuhamil* dénonce régulièrement le régime de Somoza au Salvador et la dictature qui sévit au Guatemala, évoquant le rôle des États-Unis dans ces pays et réclamant l'arrêt de l'aide économique à ces gouvernements. D'après le journal, le flot des réfugiés, toujours plus nombreux à traverser le rio Grande, est là pour témoigner des effets désas-

1. « Agribusiness Tries to Kill California Farm Worker Legislation, » *El Cuhamil* Apr. 1981 : 10 ; « Food As a Weapon, » *El Cuhamil* May 1980 : 4 ; « A Letter from Antonio Orendain, » *El Cuhamil* 1 May 1978 : 1.
2. Antonio Orendain, éditorial, *El Cuhamil* Sept.-Oct. 1981 : 2.

treux de l'engagement américain dans ces contrées. Le *TFW* propose des marches de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale, comme celle de février 1981, qui voit des ouvriers agricoles manifester des deux côtés de la frontière, à Hidalgo et Reynosa. Pendant l'été 1981, et en association avec la *National Lawyers Guild* et *La Raza Legal Alliance*, le syndicat ouvre un centre d'aide judiciaire pour les réfugiés détenus par l'*INS* au camp de Los Fresnos, dans le comté de Cameron [1].

En tant que responsable de l'organisation, Orendain voyage beaucoup, établissant de nombreux contacts à l'étranger. Mais si Chavez s'envole pour les Philippines, à l'automne 1977, à l'invitation du président Marcos, afin de recevoir une récompense pour services rendus au mouvement syndical — une initiative perçue par beaucoup comme une tentative de la part de Marcos de redorer le blason de son régime —, le dirigeant texan a, quant à lui, des destinations bien différentes. Fin avril 1978, il part pour le Liban dans le cadre d'une commission d'enquête sur la situation des Palestiniens dans ce pays. Après une visite de dix jours patronnée par l'*Association of Graduate American Arabs*, il revient vivement impressionné par la détermination de ces exilés, et relate son expérience dans *El Cuhamil*, dont la première page s'orne d'une photo du groupe en compagnie de Yasser Arafat. En 1980, Orendain va en Iran, avec une cinquantaine de représentants d'organisations civiles et religieuses invités pour dix jours par les étudiants iraniens détenant les otages. À son retour, il rend compte de la misère et de l'exploitation du peuple iranien, du luxe dans lequel vivait la famille du Schah, rapporte des témoignages sur la répression sévissant sous son règne, et se dit certain que la crise peut être résolue sans recours à la violence [2].

Cette vision internationaliste du TFW amène le syndicat à se prononcer de manière beaucoup plus catégorique que l'*UFW* sur la question de l'immigration clandestine, grand sujet de débat aux États-Unis et au Texas à partir du milieu des années soixante-dix.

1. « Historic International March, » *El Cuhamil* 1-15 Mar. 1981 : 5 ; « Legal Services for Central-American Refugees, » *El Cuhamil* Mar. 1982 : 1.

2. « Chavez Philippine Visit Stirs Controversy, » *El Cuhamil* 20 Oct. 1977 : 4 ; « The Palestinian Struggle, » *El Cuhamil* 15 May 1978 : 2 ; « The Iran Story, » *El Cuhamil* 20 Feb. 1980 : 1 ; « Orendain Gives Talks on Iran, » *El Cuhamil* Apr. 1980 : 5.

3 La question des travailleurs clandestins

3.1 La nouvelle politique d'immigration

La crise économique qui frappe les États-Unis dans les années soixante-dix s'accompagne d'une intensification des débats sur la question de l'immigration clandestine. Hommes politiques, représentants de groupes d'intérêt divers, dirigeants des communautés et universitaires discutent à longueur d'année des conséquences de la présence des « illégaux », se demandant, entre autre, si les sans-papiers occupent des emplois susceptibles de trouver preneur parmi les Américains et s'ils sont un fardeau pour les programmes sociaux.

La plupart des responsables syndicaux, tels Harry Hubbard, président de la fédération *AFL-CIO* du Texas, rejoignent les rangs de ceux qui estiment que, s'il n'y avait pas les clandestins, moins d'Américains souffriraient du chômage. Pour l'*UFW*, la question de l'immigration clandestine reste cruciale, car les « illégaux » représentent toujours une bonne partie des ouvriers agricoles en Californie. D'une part, ils permettent aux employeurs de résister aux tentatives d'organisation, mais, d'autre part, ils constituent un réservoir d'adhérents et de militants important. Cette situation explique la position parfois ambigue de l'*UFW* dans ce domaine, qui est de dénoncer les déportations de Mexicains par l'*INS* en temps normal, mais de les exiger en cas de conflit, lorsque les producteurs ont recours à cette main d'œuvre pour briser les grèves [1].

Le *TFW*, lui, refuse très clairement de rendre ces travailleurs en situation irrégulière responsables de tous les maux qui accablent les États-Unis, et maintient que cette immigration est le produit même de l'ordre capitaliste, les clandestins étant les premières victimes de ce système. Le *TFW* s'en prend également aux différentes propositions de loi régulièrement présentées au Congrès pour tenter, dit-on, de « reprendre le contrôle des frontières » : *Kennedy bill*, *Eastland bill* et *Rodino bill* (1975) ; *Carter Administration's bill* (1977) ; *United States Neighbor Act* (1979) ; *Reagan Administration's bill* (1981) ; *Immigration Reform and Control Act*, plus connu sous le nom de *Simpson-Mazzoli bill*, introduite à chaque session entre 1982 et 1986, et finalement approuvée par les deux chambres cette année-là. La plupart de ces projets incluent des sanctions contre les employeurs embauchant des clandestins, la régularisation des sans-papiers présents

1. Ann Atterberry and George Kuempel, « Work Plan Interests AFL-CIO, » *Dallas Morning News* 12 May 1980.

sur le territoire et l'extension des programmes de recrutement de main d'œuvre temporaire à l'étranger — *guest workers programs* [1].

Si l'A*FL-CIO* se proclame totalement en faveur d'une législation pénalisant les employeurs d' « illégaux », l'*UFW* élève par contre des objections, s'inquiètant d'une possible discrimination à l'encontre de tous les travailleurs hispaniques du pays. En l'absence de système d'identification fiable, les employeurs, pour éviter les poursuites, pourraient en effet refuser d'embaucher toute personne ressemblant de plus ou moins loin à un éventuel clandestin. Pour le *TFW*, de telles dispositions ne peuvent que rendre plus vulnérables encore les « illégaux », être préjudiciable aux minorités vivant aux États-Unis et diviser la classe ouvrière. Le syndicat est ainsi amené à soutenir Mario Cantu, un propriétaire de restaurant d'Austin arrêté en 1976 pour avoir refusé de coopérer avec l'*INS* lors d'une rafle parmi les employés et les clients, et condamné pour association et recel de malfaiteurs. Cantu, qui milite activement pour la protection des droits des clandestins, n'accepte ni les pratiques, qu'il qualifie de « terroristes », des services d'immigration, ni les arguments des partisans d'une politique restrictionniste [2].

En ce qui concerne le deuxième volet des propositions de loi, soit la politique de régularisation, dite aussi d'amnistie, l'*UFW* l'approuve entièrement, alors que le *TFW* raille de telles propositions : « L'amnistie, c'est pour les criminels, et travailler n'est pas un crime, pas plus que de chercher à nourrir sa famille ». Quant au recrutement à grande échelle de travailleurs étrangers, l'*AFL-CIO*, l'*UFW* et le *TFW* sont unanimes à le condamner, et ce d'autant plus vivement que tous se souviennent de leur combat contre le *programme Bracero*. Ce à quoi s'oppose le mouvement syndical dans son ensemble, c'est l'extension d'un programme déjà existant, le *H-2 Temporary Foreign Worker Program*, mis en place en 1952, lors du passage de l'*Immigration and Nationality Act*, et utilisé par les agriculteurs désireux d'importer de la main d'œuvre après 1964. Entre 15 000 et 18 000 ouvriers sont de la sorte admis chaque année, la plupart en provenance des Antilles Britanniques, et sont employés par les producteurs de canne à sucre en Floride et de tabac en Virginie, les arboriculteurs de la côte est, les éleveurs de mouton de la côte ouest, et les céréaliers du Midwest. Les cultivateurs texans, qui disposent d'une grande quantité de clandestins, n'ont en général pas recours à ces travailleurs. Or, dès 1976, quelques représentants et sénateurs U.S., poussés par un lobby agricole inquiet de l'agitation « restrictionniste », introduisent des propositions de

1. « Community Against Migra, » *El Cuhamil* 15 June 1978 : 3 ; Father Allan Figueroa, « Christian Perspectives on Immigration, » *El Cuhamil* 30 Sept. 1978 : 4.
2. « Cantu Makes Statement, » *El Cuhamil* 22 Oct. 1976 : 5.

loi simplifiant et libéralisant le programme *H-2*. Dans les années quatre-vingt, la *Simpson-Mazzoli bill* reprend l'idée d'un accès plus facile à la main d'œuvre agricole étrangère, afin que les employeurs qui dépendent des clandestins ne soient pas pénalisés par la nouvelle législation. De son côté, le gouvernement mexicain fait savoir à plusieurs reprises qu'il est prêt à envoyer de nouveaux *braceros* dans les exploitations américaines [1].

En 1980, convaincu que les dirigeants des États frontaliers sont mieux placés que les « bureaucrates de Washington » pour résoudre le problème de l'immigration clandestine, le gouverneur du Texas Bill Clements propose son propre plan. Les Mexicains se verraient offrir des permis de travail — les autorités mexicaines donneraient un visa de sortie et les autorités américaines un visa d'entrée — valables de trois mois à un an, recevraient un numéro de Sécurité Sociale, ainsi que la liste des emplois disponibles. Contrairement au *programme Bracero*, les ouvriers ne seraient pas liés à un employeur particulier. Très fier de son projet, Clements entame des négociations avec les autorités mexicaines et annonce pour le mois de juin une importante réunion, à Juarez, des gouverneurs des États frontaliers des deux pays [2].

Le *Texas Farm Bureau* applaudit des deux mains le plan Clements, mais les critiques ne manquent pas. La classe politique mexicaine-américaine ne montre guère d'enthousiasme et soupçonne le gouverneur, propriétaire d'une firme de forage pétroliers, d'être surtout intéressé par les ressources en gaz et pétrole du Mexique. De manière un peu inattendue, la fédération *AFL-CIO* du Texas se dit intéressée par le plan Clements, mais à condition que des sanctions sévères et efficaces soient prévues contre les employeurs qui embaucheraient des « illégaux ». Par contre, L'*UFW* rejette totalement l'idée d'un programme de ce genre, et le *TFW* souligne les contradictions inhérentes au projet du gouverneur qui propose un plan garantissant, soi-disant, les droits des travailleurs étrangers, mais par ailleurs s'oppose au droit à l'organisation et à la négociation collective pour les ouvriers agricoles du Texas. Le syndicat se souvient également de ce qu'en 1977, la décision du président Carter d'autoriser les producteurs de la région de Presidio à faire venir plus de 800 ouvriers mexicains pour assurer leur récolte avait privé d'emploi de nombreux résidents. De plus, les employeurs n'avait en aucune façon respecté leurs engagements [3].

---

1. « The Predicament for 700 000 Mexicans, » *El Cuhamil* 1 Oct. 1977 : 4 ; Philip L. Martin, « Labor in California Agriculture, » *Migrant Labor in Agriculture : An International Comparison*, ed. Philip Martin (Washington, D.C. : Giannini Foundation, 1984) 10.

2. George Kuempel and Howard Swindle, « Clements Favors Action, Not Talk, » *Dallas Morning News* 30 Apr. 1980.

3. George Kuempel and Howard Swindle, « Ex-Chief Recalls Bracero Slavery, » *Dallas*

Après l'abandon du plan Clements — seul le gouvernement fédéral a autorité dans ce domaine –, le *TFW* continue à faire campagne contre tout projet de recrutement de travailleurs temporaires étrangers au niveau national. En avril 1981, *El Cuhamil* publie par exemple un rapport du *National Center for Immigrants Rights* préparé pour l'*UFW*, le *TFW* et l'*Arizona Farm Workers Union*. Le *NCIR* fait observer que, là où les producteurs y ont eu recours, l'arrivée de cette main d'œuvre sous contrat a eu des effets négatifs sur les salaires et les conditions d'emploi, comme le reconnait d'ailleurs le département du Travail, et que les agences gouvernementales concernées ne se sont jamais donné les moyens de faire appliquer les droits de ces ouvriers. Dans ces conditions, conclut l'auteur de l'étude, la meilleure chose à faire est de supprimer ce type de programme [1].

3.2 L'organisation des sans-papiers

Pour le *TFW*, le meilleur moyen de faire face au problème de l'immigration clandestine dans l'agriculture est de mobiliser TOUS les ouvriers agricoles, quel que soit leur statut. Tout comme il désapprouve les divisions créées et entretenues par les exploitants entre ouvriers saisonniers et permanents, hommes et femmes, travailleurs jeunes et plus âgés, célibataires et mariés, le *TFW* refuse de faire la différence entre *campesinos* texans et ouvriers en situation irrégulière, car c'est uniquement dans l'union et la solidarité avec les Mexicains que les ouvriers du Texas pourront un jour faire aboutir leurs revendications. Le syndicat multiplie donc les initiatives destinées à mobiliser travailleurs et sympathisants autour de la défense des droits des clandestins et de l'organisation des ouvriers des deux pays. De nombreux articles consacrés à ce sujet paraissent dans *El Cuhamil*, qui donne également des conseils pratiques, par exemple en cas d'interpellation par les services. En outre, le *TFW* participe à des manifestations diverses destinées à attirer l'attention sur l'action répressive de l'*INS*, en particulier en cas de grève. Le syndicat dispose également d'un *Organizing Committee* à Ojinaga, qui date de la première grève contre les producteurs de Presidio, en 1975, et associe ses efforts à ceux d'autres groupes américains et mexicains engagés dans le même combat comme l'*Arizona Farm Workers Union* [2].

Morning News 4 May 1980 ; Governor's Task Force on Immigration, *Interim Report* (Austin : Office of the Governor, June 1983) 34.

1. Peter A. Schey, « Opposition to a U.S. Temporary Worker Program, » *El Cuhamil* Apr. 1981 : 5 ; « 2nd Immigration Conference in Mexico, » *El Cuhamil* Sept.-Oct. 1981 : 1.

2. « Conference on Immigration, » *El Cuhamil* Aug. 1981 : 1 ; Carlos Marentes, « Internationalism, In Defense of Undocumented Workers, » *El Cuhamil* 15 Nov. 1978 : 3 ; Antonio

L'*AFWU* est né de l'incapacité de l'*UFW* à traiter du problème des clandestins en Arizona. Le syndicat de Chavez a mené, en 1974-1975, une grève dans les plantations d'agrumes qui lui a coûté très cher, n'a pas abouti, et a profondément divisé les *campesinos* entre résidents légaux, « cartes vertes » et sans-papiers. En 1977, quelques organisateurs de l'*UFW* proposent une nouvelle stratégie, et fondent le *Maricopa County Organizing Project*, dont le but est de sensibiliser les ouvriers, quel que soit leur statut, de former un petit nombre d' « illégaux » qui sont ensuite envoyés dans leurs États d'origine où ils constituent des comités prêts à fonctionner dès leur arrivée aux États-Unis. Quelques mois plus tard, le *MCOP* fait la preuve de la justesse de son analyse en gagnant une grève contre *Goldmar, Inc.*, propriété de *Matori Bros.* et de Robert Goldwater, frère de Barry Goldwater, homme politique ultra-conservateur candidat à l'élection présidentielle en 1964. Mais peu de temps après, c'est la rupture avec Chavez, ce dernier exigeant que l'organisation mette fin à ses activités [1].

L'année suivante, le *MCOP* est reçu à la Maison Blanche par le directeur du *Civil Rights Bureau*, et demande la suspension des appréhensions et des expulsions des étrangers en situation irrégulière. Une lettre adressée au président Carter réclame le respect des accords d'Helsinki de 1975, l'arrêt des subventions aux producteurs qui violent les droits des « illégaux », et la reconnaissance officielle des conflits en cours entre employeurs et employés dans le sud-ouest des États-Unis. Le *MCOP* prend bientôt le nom d'*Arizona Farm Workers Union*, et tient sa première convention constitutionnelle en décembre 1979 [2].

À partir de 1978, l'*AFWU* et le *TFW* caressent, avec d'autres organisations syndicales, politiques et religieuses, un projet de rencontre internationale sur la question des clandestins. Mais ce n'est qu'en avril 1980 que se tient à Mexico la *First International Conference in Defence of the Full Rights of Undocumented Workers*. Pour le *TFW*, il faut chercher la raison de ce retard dans la volonté de l'*AFL-CIO* et de l'*UFW* de faire obstacle à une entreprise dont le contrôle leur échappe, non seulement du fait de la présence du *TFW* et de l'*AFWU*, mais aussi de celle d'autres syndicats en désaccord avec la politique de la confédération américaine. 41 formations des deux pays qui se réunissentdans la capitale mexicaine. Venus

---

Orendain, « Farmworkers and the 80's, » *Appeal to Reason* Winter 1979-1980 : 68 ; « Unity with the Undocumented, » *El Cuhamil* 31 Aug. 1978 : 7 ; Gary Delgado, « Organizing Undocumented Workers, » *Social Policy* 13.4 (1983) 29 ; « Know Your Rights with Immigration and Police, » *El Cuhamil* 5 Nov. 1977 : 6.

1. Guadalupe L. Sanchez and Jesus Romo, *Organizing Mexican Undocumented Farm Workers on Both Sides of the Border*, Working Papers in U.S.-Mexican Studies, 27 (San Diego : University of California, 1981) 7.

2. « Workers Protest Deportations, » *El Cuhamil* 15 May 1978 : 3.

des États-Unis, on trouve notamment les *United Mine Workers of America*, l'*International Brotherhood of General Workers, les United Steel Workers of America, les United Auto Workers*, l'*Equal Rights Congress*, la *League of United Latin American Citizens*, les *Trade Unionists for Action and Democracy*, et le *Texas Legal Services Union*. Pour le Mexique, sont présents la *Confederaccion de Trabajadores Mexicanos*, le *Sindicato de Telefonistas de la Republica Mexicana*, le *Sindicato Unico de Trabajadores Universitarios*, le *Central Independentie de Obreras Agricols y Campesinos*, la *Confederacion Nacional de Transportes*, et bien d'autres encore. Par ailleurs, le *National Institute of Workers*, le *Communist Party*, le *Socialist Workers Party*, la *Lawyers Guild*, et les Universités de Caroline du Sud et de Mexico envoient des observateurs sur place. L'*International Trade Union of Agricultural, Forestry and Plantation Workers*, qui représente 50 millions d'adhérents à travers le monde, apporte son soutien à l'entreprise, de même que la *Confederacion des Trabajadores* de Cuba [1].

Les délégués se disent opposés à tout programme de recrutement de travailleurs temporaires, évoquent l'immense tâche qui attend les syndicats américains, c'est-à-dire organiser ceux qui ne le sont pas, rappellent que le *Taft-Hartley Act* est un obstacle majeur à la mobilisation des ouvriers et que beaucoup de clandestins trouvent à s'embaucher dans les États *right-to-work*. Une Charte des droits des travailleurs clandestins est également adoptée, qui propose que les garanties suivantes soient accordées aux sans-papiers : droit de s'établir comme résidents légaux pour ceux qui travaillent aux États-Unis ; respect des droits civils ; droit au rapprochement familial, à un logement décent, à l'éducation, aux services de santé, à l'assurance maladie-accident professionnels ; droit de syndicalisation et de négociation avec l'employeur ; droit de participation aux élections locales et d'État. Cette Charte doit être présentée au Congrès américain et à diverses instances internationales, les participants des deux pays devant en assurer la diffusion et la promotion [2].

Un *International Coordinating Committee* est constitué, chargé de réunir les renseignements les plus divers sur les clandestins aux États-Unis, et de suggérer des formes d'action. Un bulletin d'information est publié sous la direction de Carlos Marentes, ancien rédacteur d'*El Cuhamil*. En mars 1981, l'*ICC*, qui se réunit pour la troisième fois, vote la constitution d'une *Organizational Commission* composée de Lupe Sanchez, de l'*AFWU*, de Pepe Medina, de l'*IBGW*, et d'Orendain. La commission doit établir un rapport sur les activités des membres de l'*ICC*, élaborer une politique natio-

1. Antonio Orendain, « International Conference to be Postponed Indefinitely, » *El Cuhamil* 15 Oct. 1978 : 1 ; « International Labor Alliance, » *El Cuhamil* May 1980 : 2.
2. *El Cuhamil* May 1980 : 2, 7.

nale permettant de coordonner les luttes menées à travers le pays, et préparer la deuxième conférence internationale. Cet *ICC* est très vite la cible de nombreuses critiques, notamment de la part de l'*UFW*, qui fait circuler un pamphlet rédigé par un ancien militant de l'*American Friends Service Committee*. L'auteur réduit l'*ICC* à un organisme regroupant le *TFW*, l'*AFWU* et l'*IBGW*, soucieux uniquement de promouvoir un syndicalisme indépendant dont les origines sont à rechercher au Mexique, puisque ces syndicats ont des liens très étroits avec des formations de ce pays [1].

Toujours en liaison avec les mêmes organisations, le *TFW* participe à l'*Annual Conference of Agricultural and Working Women*, qui examine les problèmes qui se posent aux ouvrières de l'agriculture et des autres secteurs économiques, et cherche à établir des relations plus étroites entre *campesinos* et femmes en lutte, aux États-Unis et au Mexique. Le premier de ces congrès a lieu en 1980 à El Mirage, près de Phoenix, en Arizona. Le deuxième se déroule en novembre 1981 au *Valley Christian Encampment*, entre San Benito et Brownsville, sous la houlette du *TFW*, dont 45 % des membres sont des femmes, à l'origine d'une grande partie des grèves menées par le syndicat [2].

S'appuyant sur une analyse marxiste qui ne dit pas son nom, mais se référant néanmoins parfois aux doctrines officielles de l'Église catholique, en marge des institutions syndicales et politiques officielles, proche de formations indépendantes convaincues de la nécessité de réunir les travailleurs américains et d'origine étrangère dans un même combat, le *TFW* se dissocie donc totalement de la ligne suivie par l'*UFW*, qui préfère continuer à s'appuyer sur ses alliés traditionnels. Les conflits personnels entre Chavez et Orendain ne font que creuser davantage le fossé qui sépare les deux syndicats, et de plus en plus isolé sur le plan local, le *TFW* ne parvient pas à survivre dans un environnement particulièrement peu propice à l'épanouissement d'un syndicalisme indépendant et contestataire [3].

1. « Report from the ICC, » *El Cuhamil* May 1981 : 2 ; Antonio Orendain, « Response to Dual Unionism under the Disguise of Independent Unionism, » *El Cuhamil* Mar. 1982 : 2.
2. « International Women's Day, » *El Cuhamil* Apr. 1981 : 1 ; « 2nd Annual Conference of Agricultural and Working Women, » *El Cuhamil* Sept.-Oct. 1981 : 4.
3. Extraits d'*El Cuhamil* (Voir documents annexes, figure 21 p. 391 à 23 p. 393).

Conclusion

Conclusion

1 Bilan

Après vingt années d'efforts et de mobilisation, les ouvriers agricoles mexicains et mexicains-américains du Texas sont passés d'une tentative de grève avortée par un groupe marginalisé à la mise en place d'un réseau d'organisations et d'associations actives au niveau local et intervenant régulièrement sur le plan politique, législatif et juridique au niveau de l'État. Grèves, boycotts, marches et manifestations diverses, débats et décisions de justice ont alerté l'opinion sur leurs conditions de travail et de vie et ont contribué à briser leur isolement. Des programmes ont été créés pour tenter de remédier aux problèmes d'éducation, de santé, de nutrition, de logement et d'emploi. Des lois et des règlementations, longtemps réclamées, longtemps repoussées, ont été adoptées, et les tribunaux ont à maintes reprises donné satisfaction aux *campesinos*. Néanmoins, au milieu des années quatre-vingt, les ouvriers agricoles de l'État sont encore pauvres entre les pauvres. Toujours en grande majorité mexicains et mexicains-américains, ils restent exclus de certaines dispositions de la législation du Travail, ne bénéficient qu'en partie des services de l'aide sociale, continuent d'assurer cultures et récoltes dans des conditions d'hygiène et de sécurité peu satisfaisantes et de reçevoir de très modestes salaires, sont plus que jamais obligés de migrer pour trouver de l'embauche, et vivent dans des bidonvilles rappelant davantage le Tiers-Monde que la société d'abondance.

Portée par la vague libérale des années soixante et du début des années soixante-dix, la cause des *campesinos* du Texas a ensuite souffert de la crise économique et du retour en force des valeurs conservatrices, à l'instar de nombreux autres mouvements de contestation. Or, un groupe aussi démuni ne peut parvenir à modifier son statut économique et social que si d'autres organisations lui apportent un soutien financier et matériel, ainsi qu'une caution morale. Mais, dans un État aussi peu progressiste que le Texas, le petit capital de sympathie accumulé dans la population pendant

les premières années s'est encore plus rapidement épuisé que sur la côte ouest et dans le Midwest. Et ce d'autant plus que les partisans de *La Causa* hésitent parfois à s'engager pleinement aux côtés des ouvriers agricoles. Ne partageant pas nécessairement le point de vue de ces derniers sur les objectifs à atteindre et sur les tactiques à employer, ces alliés sont également divisés quant à la nature et à l'ampleur de l'aide à apporter à leur lutte. À quelques exceptions près, « libéraux » et dirigeants syndicaux se montrent plus enclins à se répandre en déclarations de principe qu'à proposer des mesures concrètes et à lancer de vastes campagnes de mobilisation. La hiérarchie catholique se réfère souvent à la doctrine sociale de l'Église, qui privilégie médiation et compromis, et n'apprécie que modérément le discours aux accents de théologie de la libération des prêtres et des sœurs présents sur le terrain et confrontés à la réalité du quotidien. Quant à la communauté hispanique, loin de faire bloc derrière les plus déshérités des siens, elle souffre de ses propres dissensions entre éléments modérés et radicaux.

D'autre part, le refus de l'*UFW* de s'investir véritablement au Texas, ou dans d'autres régions du pays, est également lourd de conséquences. Cette politique affaiblit doublement la position des ouvriers agricoles, en les privant d'un soutien logistique crucial, et en suscitant la création de formations rivales. S'il arrive en effet, comme cela se passe pour le *FLOC* dans l'Ohio, que les nouvelles organisations indépendantes entretiennent de bonnes relations avec l'*UFW*, qui leur apporte son concours à l'occasion, ce n'est absolument pas le cas au Texas. Dans cet État, les divergences de vue sur l'analyse de la situation et les stratégies à suivre, cumulées avec des rivalités de personnes particulièrement vivaces, minent continuellement le mouvement des *campesinos*. Il est fort regrettable que les dirigeants de l'*UFW* n'aient jamais pu admettre que, quels que soient leurs insuffisances et leurs errements, le *TFW* et le l'*IUAIW* répondaient indéniablement à une demande des travailleurs. La décision de l'*UFW* de concentrer tous ses efforts sur la seule Californie ne s'est d'ailleurs finalement pas révélée payante, puisque les directives du *CALRA* y restent lettre morte et que, de l'avis même des responsables, tout est à recommencer.

L'argument de Chavez selon lequel le Texas ne se prêtait pas à une campagne de syndicalisation en raison de sa législation *right-to-work* et de son climat politique, était, il est vrai, en partie justifié. Lorsque, sous la direction d'Orendain et de Moya, les ouvriers agricoles se lancent dans la grève, ils se heurtent à une répression d'autant plus facile à orchestrer que les employeurs ont à leur disposition tout un arsenal de lois que les autorités locales et d'État s'empressent de faire appliquer. Les marches ne reçoivent pas la couverture médiatique nécessaire à leur succès auprès de

l'opinion. Quant au boycott, l'arme favorite de l'*UFW*, non seulement sa légalité est contestée, mais il est en outre difficile d'y recourir en raison du type même de récolte et du nombre élevé de petits et moyens exploitants.

Malgré tout, ces manifestations de tous ordres ne sont pas inutiles, moins pour les résultats obtenus en matière de salaires et de contrats, que parce qu'elles font naître chez les *campesinos*, puis renforcent, un sentiment d'appartenance à un groupe, sinon à une classe, et qu'elles attirent l'attention du reste de la population. En maintenant la pression sur les employeurs et en mobilisant les ouvriers et leurs alliés, grèves et marches préparent le terrain pour l'*UFW* et appuient son action dans les domaines politique, législatif et juridique. Le choix du syndicat de Chavez de renoncer à l'affrontement direct avec les producteurs pour en appeler aux législateurs et aux magistrats semble judicieux, puisque l'assemblée de l'État finit par voter un certain nombre des dispositions réclamées et que plusieurs départements et agences imposent de nouvelles règlementations. Ce changement de stratégie est comparable à celui adopté par d'autres mouvements — minorités, droits civils, pacifistes, écologistes... — qui se tournent eux aussi de plus en plus vers les institutions administratives et judiciaires pour obtenir gain de cause.

Dans ce combat, les ouvriers agricoles bénéficient de la modification du paysage électoral — les électeurs ruraux ne dominent plus désormais la législature et les représentants mexicains-américains sont plus nombreux à siéger au Capitole — ainsi que de l'intervention de cours de justice moins enclines que par le passé à s'aligner sur la position des exploitants. Les conflits d'intérêt entre les agriculteurs et le patronat des autres branches d'activité jouent aussi en leur faveur. Ils profitent également des divergences qui se font jour au sein même du monde agricole, entre petits et gros exploitants, entre producteurs de récoltes différentes, entre associations nationales et régionales. Certains agriculteurs réalisent en outre qu'ils mènent un combat d'arrière-garde, qu'ils s'opposent aux réformes plus par principe que sur le fond, et finissent par accepter des mesures qui ne leur sont pas aussi défavorables qu'ils le craignaient.

Cependant, lorsqu'ils sont profondément hostiles à une loi adoptée en dépit de leur opposition, les producteurs sont passés maîtres dans l'art d'en empêcher l'application, en privant de budget l'agence chargée de sa mise en œuvre, en ne respectant les nouvelles dispositions que contraints et forcés par les autorités ou les tribunaux. Les exploitants réussissent aussi à contourner la législation en se déchargeant de leurs responsabilités sur les embaucheurs. L'adoption d'une loi n'entraîne donc pas nécessairement une amélioration des conditions de travail pour les *campesinos*, et il est à se demander si la situation n'est pas de fait pire encore, car

l'opinion croit que le problème est désormais réglé et n'est plus prête à se mobiliser. Quant à la reconnaissance du droit à l'organisation et à la négociation collective, qui, selon certains, est le seul et unique moyen de parvenir à un changement, elle n'est toujours pas à l'ordre du jour, et sur ce point, les exploitants ont le soutien du reste du patronat de l'État, en particulier dans la vallée, où entreprises et services sont gros consommateurs de main d'œuvre bon marché.

2 Les perspectives en 1986

2.1 La nécessaire restructuration du marché du travail

D'aucuns estiment qu'une amélioration du statut des ouvriers agricoles, au Texas comme dans le reste du pays, est obligatoirement liée, syndicats ou pas, à une restructuration du marché du travail en agriculture intensive. La mécanisation au niveau des opérations de culture, de récolte, et de manutention, la rationalisation de la production et l'introduction de nouvelles techniques de gestion de la main d'œuvre permettraient d'augmenter la productivité tout en éliminant les travailleurs peu ou pas qualifiés, d'allonger la durée de l'emploi des ouvriers qualifiés, d'accorder des salaires plus élevés et des avantages sociaux, d'offrir des programmes de formation et des possibilités d'avancement.

Cependant, la mécanisation coûte de plus en plus cher, ce qui en réduit fortement l'intérêt pour les agriculteurs, et seuls les gros exploitants peuvent se permettre de tels investissements. En outre, maintes récoltes ne peuvent plus être mécanisées sans une diminution de la qualité du produit, les machines ne faisant par exemple pas la différence entre des fruits mûrs et verts, sains et abîmés. La demande croissante de fruits et légumes non traités et plus savoureux met également un frein à ce type d'expérience. Par ailleurs, bien peu de cultivateurs se soucient d'utiliser leur personnel à meilleur escient. Le manque d'information, la complexité de techniques venues de l'industrie et du tertiaire, l'absence d'intérêt pour les ressources humaines en agriculture au niveau des universités et des agences fédérales, expliquent, en partie, que si peu de cultivateurs se tournent vers ce type d'expérience. Seuls quelques compagnies et groupements d'agriculteurs ont opté pour ces méthodes à travers les États-Unis : en Californie — producteurs de citrons des vallées côtières —, dans le Connecticut et le Massachussetts — tabac —, dans le New Jersey — pommes —, en Floride — grandes exploitations à la production diversifiée [1].

1. Agricultural Employment Work Group, *Agricultural Labor in the 1980's : A Survey with*

Bien que de telles transformations puissent avoir des conséquences bénéfiques pour une partie des travailleurs, qui trouvent des emplois plus stables et mieux rémunérés, le problème des saisonniers et des migrants continue néanmoins à se poser, car, même hautement mécanisée et différemment gérée, l'agriculture intensive ne peut s'en passer totalement. En outre, l'augmentation du rendement grâce à la technologie accentue au contraire les besoins de main d'œuvre au moment de la récolte, et peut même amener l'introduction de nouvelles cultures désormais plus rentables. La disparition de cette catégorie d'ouvriers, annoncée à plusieurs reprises au cours des décennies, a été l'un des arguments des exploitants pour empêcher le passage de lois et l'adoption de programmes favorables à leurs employés. D'autre part, la fragmentation de la force de travail agricole en permanents et saisonniers rend plus difficile encore leur mobilisation. Enfin, tant que les producteurs, qu'ils soient texans ou des autres États, pourront disposer d'un ample réservoir de main d'œuvre bon marché, ils ne se montreront guère disposés à bouleverser leurs habitudes.

Or, en octobre 1986, l'adoption de l'*Immigration Reform and Control Act* (*IRCA*), répond aux exigences du lobby agricole dans ce domaine, perpétuant ainsi une longue tradition de politiques fédérales destinées à fournir aux exploitants les travailleurs désirés. Après de multiples compromis, représentants et sénateurs ont en effet approuvé la proposition de loi *Simpson-Mazzoli* et voté les dispositions suivantes : possibilité pour les clandestins arrivés aux États-Unis avant le 1er janvier 1982 de solliciter un statut transitoire de résident temporaire, puis de résident permanent, mais exclusion de ces derniers de la plus grande partie des aides publiques financées par le gouvernement fédéral ; sanctions pour les employeurs d'étrangers en situation irrégulière, et ce à partir de juin 1987 — les amendes vont de 250 à 2 000 dollars à la première infraction, de 2 000 à 5 000 dollars la deuxième fois, de 3 000 à 10 000 dollars la troisième fois, puis des peines de prison sont prévues pour les « récidivistes » [1].

L'agriculture jouit de clauses particulières, notamment le secteur des produits périssables comme les fruits et les légumes, et ce grâce à trois programmes : le *Special Agricultural Workers Program* (*SAW*), le *Replenishment Agricultural Workers Program* (*RAW*), et le *H-2A Program*. Dans le cadre du *SAW*, les illégaux ayant travaillé au moins 90 jours en tant que saisonniers entre le 1er mai 1983 et le 1er mai 1986, peuvent devenir résidents temporaires, puis demander le statut de résident permanent au

---

Recommendations (Berkeley : Division of Agricultural Sciences, U of California, May 1982) 9.

1. Charles B. Keely, « Population and Immigration Policy : State and Federal Roles, » *Mexican and Central American Population and U.S. Immigration Policy*, eds. Frank D. Bean, Jurgen Schmandt, and Sidney Weintraub (Austin : U of Texas P, 1989) 162-165.

bout d'un an ; le plafond est fixé à 350 000 personnes. Ceux qui ont travaillé au moins 90 jours entre le 1er mai 1985 et le 1er mai 1986, peuvent devenir résidents temporaires et demander le statut de résident permanent au bout de deux ans. Il n'existe pas de quota pour cette catégorie. Dans les deux cas, les immigrants ne sont pas obligés de rester dans l'agriculture [1].

Entre octobre 1989 et septembre 1993, les exploitants seront autorisés à recruter des travailleurs à l'étranger après accord du département de l'Agriculture. Ces ouvriers doivent être employés comme saisonniers au moins 90 jours par an pendant trois ans pour pouvoir devenir résidents permanents, et deux ans de plus pour pouvoir demander la naturalisation. Pendant toute cette période, l'aide publique leur est refusée. À partir de 1993, le programme *H-2A* se mettra en place : l'agriculteur doit faire la preuve d'une pénurie de main d'œuvre et démontrer que l'embauche d'étrangers n'aura pas d'effets négatifs sur les salaires de la région ; s'il obtient satisfaction, il doit fournir le logement et offrir une rémunération décente ; exempté des cotisations de Sécurité Sociale, l'exploitant doit néanmoins contribuer à la *Workers' Compensation Insurance* [2].

Bien qu'assurés de disposer d'une force de travail conforme à leurs vœux pour les années à venir, les exploitants du Texas, et des autres États, devront toutefois peut-être modifier leurs pratiques face à la compétition internationale. En effet, dans d'autres pays, les exploitants ont accès à une main d'œuvre moins chère encore - quoique très bas, les salaires restent cinq fois plus élevés aux États-Unis qu'en Grèce, et dix fois plus qu'au Mexique. Avec l'amélioration des transports et des techniques de stockage et de manutention, les différences de coût salarial vont être déterminantes, et influer sur le choix des lieux de production. Ce processus est d'ailleurs déjà entamé. Une part croissante de certains légumes et fruits d'hiver est désormais fournie par le Mexique, au détriment de la Floride par exemple — entre 1960 et 1984, les expéditions de tomates en provenance de cet État augmentent de 34 %, contre 158 % pour le Mexique. Les viticulteurs américains se plaignent, eux, de la concurrence européenne, les producteurs d'oranges de celles du Brésil et de l'Espagne, les champignonnistes de celle des Chinois... Pour l'instant, les exploitants américains sont assez bien protégés de la concurrence internationale grâce à tout un arsenal de mesures — quotas, taxes compensatoires, clauses de sauvegarde, droits de douane, et surtout barrière sanitaire, s'appuyant sur des critères qui permettent d'écarter bon nombre de produits. Néan-

1. H. L. Goodwin, Jr., « Anticipated Impacts of Immigration Reform on Texas Agriculture, » Texas Agricultural Forum, Austin, 11 Mar. 1987 3.
2. Goodwin 3-4.

moins, à plus ou moins long terme, si les pays en voie de développement peuvent offrir des fruits et des légumes de qualité, l'agriculture intensive connaîtra de profondes transformations aux États-Unis [1].

D'après Philip L. Martin, professeur d'économie agricole à l'Université de Californie à Davis, ce secteur devrait évoluer en une structure bipolaire composée d'une part de grandes entreprises réunissant producteurs, emballeurs et expéditeurs, et exportant dans le monde entier, et d'autre part de milliers de petits cultivateurs commercialisant leurs produits localement par l'intermédiaire de coopératives. Les exploitations de taille moyenne seraient condamnées à s'agrandir ou à réduire leurs opérations. Selon Martin, ces restructurations rappellent celles qu'ont connu les industries textiles et du vêtement, grosses consommatrices de main d'œuvre, dans les années cinquante et soixante, avec l'augmentation des importations. Il en a résulté un petit nombre de grandes sociétés spécialisées et automatisées et une multitude de petites firmes indépendantes fonctionnant avec des travailleurs peu payés, en général des immigrés, légaux ou clandestins [2].

Face à la concurrence, les gros producteurs texans et américains ont également la possibilité d'aller s'installer dans des pays à bas coûts salariaux comme le Mexique, où, dès les années soixante-dix, 75 % de l'agro-alimentaire est déjà aux mains de compagnies étrangères, la plupart américaines : trois-quarts des fruits et légumes produits par ce pays sont mis en conserve par *Del Monte*, *Heinz* et *Campbell's* ; *Gerber* met sur le marché 80 % de la nourriture pour enfants ; *Anderson Clayton* a des usines dans 12 États différents ; *Purina* et *General Foods* contrôlent le marché de la viande destinée à l'exportation, *Griffin and Brand* celui des fraises... Le cas de *Del Monte*, qui monopolise la production et la transformation des épinards dans le *Winter Garden*, est très représentatif de la politique de ces grands conglomérats agro-industriels. L'entreprise ouvre des exploitations en Italie en 1956, en Afrique du Sud en 1960, dans les Caraïbes en 1968, au Kenya et au Venezuela en 1969, en Grèce en 1976. En 1978, *Del Monte* se débarrasse de ses vergers de pêches en Californie, et, la même année, bloque le passage d'une législation destinée à stabiliser ce marché aux États-Unis. En 1981, la compagnie annonce la fermeture de ses conserveries d'Oakland et de Sacramento, toujours sur la côte ouest, et cultive

1. Philip L. Martin, « Labor-Intensive Agriculture, » *Scientific American* 249.4 (1983) : 57 ; Philip L. Martin, *Migrant Labor in Agriculture : An International Comparison* (Berkeley : Giannini Foundation, 1984) 3-7 ; Glenn A. Zepp, Roger K. Conway, and Frederic L. Hoff, « Trade Patterns in Fruits and Vegetables, » *Migrant Labor in Agriculture : An International Comparison* 216.

2. Philip L. Martin, « Labor in California Agriculture, » *Migrant Labor in Agriculture : An International Comparison* 11.

désormais ses asperges au Mexique, où les ouvriers sont payés 23 cents de l'heure au lieu de deux dollars en Californie. Le transfert à l'étranger des récoltes exigeant beaucoup de main d'œuvre dans le cadre d'accords commerciaux comme le *Caribbean Basin Economic Recovery Act* de 1986 est d'ailleurs prôné et encouragé par ceux qui estiment que les créations d'emploi qui en résulteraient dans ces pays permettraient de freiner le mouvement d'immigration vers les États-Unis [1].

2.2 Les effets de l'*IRCA*

D'aucuns estiment que la nouvelle législation ne pourra qu'affecter les conditions de travail et de vie des ouvriers agricoles du pays — une *Commission on Agricultural Workers* est d'ailleurs chargée d'étudier les effets de l'*IRCA* sur la structure de l'emploi dans l'agriculture et de rendre un rapport au début des années quatre-vingt dix. Le nombre de clandestins légalisés, l'importance des groupes *SAW* et *RAW*, et le nombre de travailleurs étrangers admis dans le cadre du programme *H-2A* seraient des facteurs décisifs.

Certains producteurs affirment que la mise en place des nouvelles dispositions entraînera une pénurie de main d'œuvre. D'après eux, les clandestins régularisant leur situation quitteraient l'agriculture pour d'autres activités plus rémunératrices. Les employeurs ne pourraient alors plus faire appel à des illégaux en raison des sanctions prévues et dépendraient du bon vouloir de l'administration pour le recrutement de travailleurs étrangers. Dans ce cas, évidemment, les ouvriers agricoles seraient en meilleure posture pour faire pression sur les exploitants et les amener à appliquer lois et règlementations en vigueur, à augmenter les salaires, et à négocier des contrats. Toutefois, il est beaucoup plus probable que la nouvelle législation ne contribue à augmenter encore le réservoir de main d'œuvre, seule une minorité de clandestins remplissant les conditions exigées et effectuant les démarches requises, et l'*IRCA* ne suffisant pas à enrayer le phénomène de l'immigration illégale à un moment où le taux de chômage et de sous-emploi au Mexique touche 40 % de la population active. D'autre part, les sanctions sont trop peu sévères pour décourager les employeurs, et l'*INS* ne dispose pas de suffisamment de personnel. De plus, les services d'immigration se voient désormais refuser

1. Jack Murdy, « Que La Tortilla Se Vuelva ! A History of U.S. Agribusiness Companies in Mexico, » *Farmworker Journal* Winter 1978-1979 : 105 ; « Robbery Committed by U.S. Monopolies, » *El Cuhamil* 25 Feb. 1978 : 5 ; Greg Critser, « Agribusiness Gets the Upper Hand, » *Nation* 2 July 1983 : 12 ; « Hightower Backs Farm Union Drive for Wage Boost, » *Dallas Times-Herald* 10 Mar. 1986.

l'accès à une exploitation en l'absence de mandat de perquisition, sauf si cette dernière se trouve dans un rayon de 30 km de la frontière ou si l'*INS* est à la recherche d'un clandestin en particulier. Enfin les départements de l'Agriculture et du Travail ont plutôt tendance, si l'on s'en réfère aux expériences passées, à prêter une oreille complaisante aux demandes des producteurs, à permettre l'importation d'ouvriers même si de nombreux travailleurs locaux sont disponibles, et à accepter les très bas salaires proposés par les exploitants [1].

Il est donc plus probable que les agriculteurs bénéficient d'une main d'œuvre tout aussi abondante qu'auparavant, mais plus vulnérable encore. Il est à craindre, en effet, que les clandestins ne constituent une sous-classe d'autant plus exploitée que les précédentes décisions de justice protégeant les droits des illégaux seront vraisemblablement annulées par la nouvelle législation. Quant aux travailleurs recrutés à l'étranger, le *programme Bracero* a montré quel cas les employeurs pouvaient faire de ce type de contrat. Les ouvriers agricoles risquent donc de souffrir grandement des effets de l'*IRCA*, en particulier au Texas, où dirigeants syndicaux, hommes politiques, associations religieuses et organisations communautaires redoutent une aggravation dramatique de la situation, et appréhendent de voir les régions frontalières devenir une sorte de *no man's land* où les *campesinos* seraient abandonnés à leur sort et au bon plaisir des producteurs.

2.3 Quelles stratégies pour l'avenir

Dans un tel contexte, quelles stratégies les *campesinos* texans peuvent-ils adopter, quelles formes de lutte doivent-ils choisir, pour amener les exploitants à la table des négociations ?

Leur mobilisation dans le cadre d'organisations de type syndical exige la continuation et l'intensification des campagnes d'information. La publication de journaux comme *Ya Mero !* ou *El Campesino*, la diffusion de programmes de radio comme *La Voz del Cuhamil*, la tenue de réunions régulières, la mise sur pied de manifestations diverses sont indispensables. S'il est essentiel de faire ce travail dans la vallée, puisqu'on y trouve la plus grande concentration d'ouvriers agricoles, il est tout aussi crucial d'implanter des antennes permanentes dans des régions comme le *Panhandle*, ainsi que de suivre les migrants dans leurs déplacements. Encourager la constitution d'un noyau de militants et de responsables issus des rangs des ouvriers agricoles est également primordial.

1. *Dallas Times-Herald* staff, « Amnesty for Immigrants : Will It Work ? » *Southern Exposure* Fall-Winter 1987 : 55 ; Goodwyn 2.

Il paraît aussi utile de développer les contacts avec les autres formations d'ouvriers agricoles du pays. Dans les années soixante-dix, une *National Association of Farmworker Organizations* avait été fondée. La *NAFO* recevait des subventions du gouvernement fédéral et de fondations privées, disposait d'un bureau à Washington, et regroupait plus de 200 organisations. Victime des coupes budgétaires, la *NAFO* devait toutefois cesser ses activités au début des années quatre-vings. La création d'une nouvelle fédération nationale, sinon d'un syndicat unique, est à envisager, mais exige, entre autre, que les différents groupes trouvent un ciment de lutte commun, et mettent moins l'accent sur l'identité ethnique que par le passé, les travailleurs noirs, haïtiens, portoricains, jamaïcains, etc. ne se reconnaissant pas nécessairement dans le mouvement de Chavez par exemple [1].

Enfin, il est plus que jamais nécessaire pour les syndicats texans de collaborer avec leurs homologues mexicains, d'établir des liens étroits entre adhérents et dirigeants des deux côtés de la frontière, de lancer des projets communs du type de ceux mis en place par le *MCOP* d'Arizona.

Mais des deux organisations encore en existence au Texas, laquelle va remplir cette tâche ? Combien de temps encore l'*IUAIW* de Moya pourra-t-il poursuivre ses activités, étant donné son isolement et son manque de moyens financiers ? Quant à l'*UFW*, qui ne compte guère que 5 000 membres alors que les migrants et leurs familles représentent à eux seuls entre 250 000 et 500 000 personnes, dont environ 150 000 résidant dans la basse vallée, ses intentions sont apparemment de continuer dans la voie du lobbying politique et de l'action juridique. Ne risque-t-on pas de voir la section texanne devenir à nouveau une simple courroie de transmission du syndicat californien, recueillant des fonds pour les activités de l'*UFW* sur la côte ouest et gérant les boycotts lancés contre les producteurs de cette région, comme cela s'était déjà passé en 1967 lorsque Chavez avait décidé de se retirer du Texas [2] ?

Quels que soient les choix opérés, les *campesinos* ont de toutes façons plus que jamais besoin du soutien massif et prolongé du reste du mouvement syndical. Mais ce dernier, affaibli par la crise, l'offensive patronale, et l'hostilité de l'administration au pouvoir, a-t-il les moyens d'apporter une telle aide aux ouvriers agricoles ? En outre, les responsables de l'*AFL-CIO* sont-ils décidés à s'investir pleinement dans la mobilisation de travailleurs non qualifiés, pauvres, et souvent d'origine étrangère ? Sont-ils

1. Cynthia Rose, « Farmworker Organizations Hold Issue Forum, » *Agenda* Jan.-Feb. 1978 : 22.

2. TDA, *Hightower Announces Grant for Valley Farworkers' Organic Farms*, communiqué de presse, 10 May 1990.

prêts à affronter le puissant complexe agro-industriel et à remettre en cause un mode de production générateur de conditions de travail et de vie déplorables ?

Les énormes difficultés rencontrées dans la constitution de formations solides et durables ne peuvent qu'encourager les organisations texannes à poursuivre leur effort d'ancrage communautaire. La mise en place de structures au service des ouvriers — mutuelle, services d'aide juridique, etc. — est toujours d'actualité, et doit plus que jamais prendre en compte le mode de vie des migrants et se faire des deux côtés du rio Grande. Dans la vallée, les *colonias* offrent un excellent terrain d'action, puisqu'une bonne partie des résidents sont des *campesinos* et qu'ils peuvent être mobilisés sur des questions comme l'amélioration de l'habitat. L'adhésion à des organisations comme *Valley Interfaith*, qui intervient dans des domaines aussi divers que la pollution, l'éducation et le développement économique, permet également de briser l'isolement des ouvriers agricoles et de leur donner un moyen d'intervention sur la gestion de leur quotidien.

De telles activités impliquent davantage les ouvriers dans la vie politique locale et de l'État. Or, l'*UFW*, proche de l'aile libérale du Parti démocrate, donne à l'inscription sur les listes électorales et à la participation aux élections une très grande importance. Il est certain que les quelques résultats obtenus dans le domaine de la législation d'État l'ont été pendant le mandat du démocrate Mark White. Il faut se rappeler cependant que le gouverneur s'est vu reprocher à plusieurs reprises son manque d'enthousiasme à soutenir les propositions de loi et les programmes favorables aux ouvriers agricoles, et qu'il a fallu lui forcer la main en s'adressant aux cours de justice.

Quant aux élus mexicains-américains, ils ne fait aucun doute qu'ils ont joué un rôle déterminant dans le passage de ces lois. Mais il faut voir si, avec le temps, ces élus vont continuer à prendre fait et cause pour les *campesinos*. Les grèves du comté de Starr avait servi de catalyseur dans le déclenchement du mouvement *chicano* au Texas, et *La Causa* était devenue un symbole pour de nombreux Mexicains-Américains. Maintenant que ces derniers ont pris le pouvoir dans maintes instances, que l'exclusion fondée sur la race n'est plus un débat majeur, que le vieil ordre social rural a été en partie démantelé, c'est l'intérêt de classe qui risque de prévaloir au sein de la communauté hispanique. Les nouveaux dirigeants, même s'ils sont souvent issus de la classe ouvrière, font désormais partie, de par leur éducation, leurs revenus, et leur statut, d'une petite bourgeoisie bilingue et biculturelle partageant les valeurs de la classe moyenne *anglo*. Comment ces élus vont-ils réagir face aux problèmes de la pauvreté

grandissante d'une partie des leurs et de l'immigration mexicaine ?

En-dehors de leurs liens privilégiés avec le mouvement syndical et le Parti démocrate, les ouvriers agricoles ont donc intérêt à élargir leur base de soutien dans la population. Une coopération avec les groupes de défense des consommateurs et les organisations écologistes par exemple est tout à fait concevable, puisque le manque d'hygiène sur les lieux de travail et l'utilisation de produits chimiques dangereux concernent tout un chacun. Certains suggèrent aux *campesinos* de conclure également une alliance avec les petits exploitants.

L'idée d'une association entre ces derniers et les travailleurs des secteurs agricoles et non-agricoles n'est pas nouvelle, puisque dès la fin du dix-neuvième siècle, les « populistes » appelaient de leurs vœux l'union des petits cultivateurs, des fermiers, des métayers, des journaliers, et des salariés de l'industrie contre un grand capital aux tendances monopolistiques. Dénonçant la concentration des richesses, la spéculation sur les terres, et la corruption du système politique, les « populistes » réclamaient entre autre des réformes monétaires, la nationalisation des chemins de fer, l'impôt progressif sur le revenu, l'élection des sénateurs au suffrage universel, et le droit à l'organisation pour les ouvriers auxquels ils apportèrent leur soutien pendant les grandes grèves de la fin du siècle. Dans les années quarante, c'est James Patton, président du *National Farmers' Union*, qui appelle de ses vœux une meilleure collaboration entre petits exploitants et travailleurs dans les colonnes de l'*American Federationist*, l'organe de l'*AFL*. Dans les années cinquante, George Meany, le président de la confédération syndicale, se dit à son tour convaincu que ces deux groupes doivent pouvoir trouver des terrains d'entente. Au début des années quatre-vingt, la *North American Farm Alliance*, qui naît et se développe dans les états du Nord et du Midwest, rassemble petits agriculteurs, organisations syndicales, formations écologistes et féministes, associations pour la défense des droits civils, etc. [1].

Au Texas même, on entend parler d'une possible entente entre ouvriers agricoles et petits exploitants lorsque ces derniers commencent à souffrir de la crise et des politiques fédérales en matière d'agriculture. Jim Hightower, l'*Agriculture Commissioner*, considère quant à lui qu'il est tout à fait concevable de voir *campesinos* et petits cultivateurs associer leurs efforts sur des points bien précis. Des compromis sont possibles, car nombre d'agriculteurs ne sont plus aussi convaincus que tout ce qui est bon pour

1. James G. Patton, « Farmer and Worker, » *American Federationist* Mar. 1944 : 27-28 ; George Meany, « Farmers and Wage-Earners : We Should Not Be Divided, » *American Federationist* Nov. 1953 : 14 ; John Gaiges, « Farmers Seek Ties with Labor and Blacks, » *Militant* 10 June 1983.

les ouvriers agricoles va forcément à l'encontre de leurs intérêts. De plus, pour Hightower, il ne fait aucun doute que les ouvriers agricoles ont leur place dans une nouvelle coalition de type populiste [1].

Les partisans d'une telle alliance sont peut-être dans le vrai, mais même s'ils sont fortement endettés, même s'ils souffrent de la compétition avec les gros exploitants, les petits agriculteurs restent des entrepreneurs, et non des travailleurs sans outil de production. Une association entre ces deux groupes a donc de fortes chances de faire très vite long feu, comme par le passé [2].

3 1986-2006

3.1 Un marché du travail saturé

Les clandestins

Contrairement à ce que clamaient les exploitants, la mise en application de l'*IRCA* n'a pas entraîné de pénurie de main d'œuvre. Au contraire, le marché du travail en agriculture intensive est plus saturé que jamais.

Le nombre de clandestins régularisés dans le cadre du programme *SAW* a été bien plus élevé que prévu. Bien que le Département de l'Agriculture ait fait ses propres estimations, personne ne savait en fait exactement combien d'illégaux étaient employés dans ce secteur au milieu des années 1980. De plus, alors que les autres candidats à la régularisation étaient tenus de joindre des attestations d'emploi et de résidence à leur dossier, ceux qui relevaient de l'agriculture se contentaient souvent de fournir une simple déclaration de l'exploitant. Ce sont donc en fait 1 275 182 personnes qui ont déposé des demandes de régularisation, dont 81 % de Mexicains. Plus de 50 % de ces clandestins, dont la grande majorité étaient des hommes jeunes, ont déclaré résider en Californie, environ 10 % au Texas, et un peu plus de 8 % en Floride [3].

Dans un premier temps, les clandestins régularisés n'ont pas fui l'agriculture à la recherche d'emplois mieux payés dans d'autres secteurs économiques. Une connaissance limitée de l'anglais, un niveau d'éducation

1. Ron Butler, « Family Farmers and Farmworkers : Side by Side, » *Texas Observer* 3 Feb. 1978 : 14-15 ; Geoffrey Rips, « Hightower on New Markets and New Politics, » *Texas Observer* 30 Sept. 1983 : 1.
2. Rebecca Flores Harrington, entretien.
3. Philip Martin, « Immigration and Agriculture, » *National Forum* LXXIV (Summer 1994), 23-28 ; Monica L. Heppel, and S. L. Amendola, *Immigration Reform and Perishable Crop Agriculture : Compliance or Circumvention ?* (Washington, DC : Center for Immigration Studies, 1991) 17-18.

insuffisant, et un fort taux de chômage dans les autres branches d'activité susceptibles de les accueillir, ont, de fait, limité la mobilité de ces travailleurs. Mais par la suite, la baisse des salaires dans l'agriculture et la bonne santé de l'économie américaine ont encouragé les *SAWs* à rechercher des emplois non agricoles. En 1997-1998 par exemple, les SAWs ne représentent plus que 16 % des ouvriers employés pendant les récoltes [1].

Ceux qui quittent l'agriculture sont remplacés par de nouveaux travailleurs sans papiers. Alors que l'un des buts de la loi était de mettre fin à la présence des « illégaux » aux États-Unis, il semblerait que le programme de régularisation ait au contraire encouragé l'immigration en provenance du Mexique et d'Amérique centrale dans le cadre de réseaux déjà bien établis. D'une part, la situation économique de ces régions ne s'étant pas améliorée, les candidats au départ restent fort nombreux. D'autre part, les familles de clandestins régularisés cherchent à les rejoindre.

D'aucuns estiment que la mise en place de l'Accord de libre-échange nord-américain (*ALENA/NAFTA*) signé en 1993 par le Mexique, le Canada et les États-Unis a joué un rôle dans ce phénomène de migration. Les partisans du traité affirmaient que l'*ALENA* faciliterait la mobilité des capitaux vers le Mexique sans augmentation correspondante du mouvement de la main d'œuvre mexicaine vers les États-Unis. Les investissements étrangers créeraient suffisamment d'emplois attractifs en termes de salaires, d'avantages divers et de conditions de travail, pour que les Mexicains préfèrent rester dans leur pays. Mais cela n'a, à l'évidence, pas été le cas [2].

D'après l'*INS*, le nombre de clandestins s'élevait à 5,8 millions en octobre 1996 et à environ 7 millions en janvier 2000. Plus récemment, des études évaluent cette population à 9,3 millions en 2002, 10,3 million en 2004, et entre 11,5 et 12 millions début 2006. Ces clandestins représentaient 26 % du total de la population étrangère aux États-Unis en 2002 et la plus grande partie venaient du Mexique (57 %). 23 % étaient originaires d'autres pays d'Amérique latine, 10 % venaient d'Asie, 5 % d'Europe et du Canada, 5 % du reste du monde. Cette année-là, près des 2/3 des sans-papiers étaient concentrés dans six États : la Californie (26 %), le Texas (12 %), la Floride (10 %) New York (8 %), l'Illinois (4 %) et le New Jersey (4 %). Ils étaient 2,4 millions en Californie, 1,1 million au Texas, 900 000

1. United States, Commission on Agricultural Workers, *Report* (Washington, DC : 1993) 57-67.

2. Philip Martin, *Trade and Migration : NAFTA and Agriculture* (Washington, DC : Institute for International Economics, Oct. 1993) ; Robert Manning, *Five Years after NAFTA : Rhetoric and Reality of Mexican Immigration in the 21st Century* (Washington, DC : Center for Immigration Studies, March 2000) 3-4, 12-15.

en Floride, 700 000 dans l'État de New York, 400 000 dans l'Illinois et 400 000 dans le New Jersey[1].

Toujours en 2002, environ six millions de ces clandestins avaient un emploi — ils représentaient 5 % de la population active, hors agriculture — dans des secteurs à bas salaires : le bâtiment, l'hôtellerie et la restauration, l'entretien et la maintenance, le gardiennage, les emplois domestiques. Dans l'agriculture, les sans papiers continuent de représenter une part importante de la main d'œuvre — les pourcentages seraient pratiquement identiques à ceux qui prévalaient avant le passage de l'*IRCA* —, car c'est dans ce secteur que bien des nouveaux arrivants trouvent leur premier emploi. Et ceci d'autant plus aisément que la loi impose des limites très strictes à l'intervention des services d'immigration dans les exploitations agricoles. En 2002, on évalue à 1,2 million le nombre de ces travailleurs, soit 47 % du total des salariés agricoles, 58 % si l'on exclut l'élevage. Dans certaines régions, le pourcentage est plus élevé encore, de 60 à 80 % par exemple au Texas[2].

La présence de ces clandestins contribue à renforcer le caractère ethnique de la main d'œuvre agricole aux États-Unis, qui va de pair avec ce que d'aucuns appelle le « brunissage », la « latinisation » de l'Amérique rurale. La proportion de travailleurs hispaniques a en effet beaucoup augmenté dans les zones agricoles où ils étaient traditionnellement employés. En Californie par exemple, ils représentaient 46 % de la main d'œuvre saisonnière en 1965, 88 % en 1983, et 92 % au début des années 1990. Mais les ouvriers d'origine hispanique sont aussi de plus en plus présents dans d'autres parties du pays, les producteurs de concombres de Caroline du Nord, les planteurs de tabac du Kentucky, les champignonnistes de Pennsylvanie, les pomiculteurs de l'État de New York et les betteraviers de l'Idaho ayant maintenant recours à eux[3].

---

1. Jeffrey S. Passel, *Size and Characteristics of the Unauthorized Migrant Population in the U.S.* (Washington, DC : Pew Hispanic Center, March 2006) 1-4 ; Jeffrey S. Passel, Randy Capps, and Michael Fix, « Undocumented Immigrants : Facts and Figures, » (Washington, DC : The Urban Institute, January 12, 2004) : `www.urban.org/publications/1000587.html`.

2. Passel, « Undocumented Immigrants : Facts and Figures » ; Philip Martin, *Guest Workers : New Solutions, New Problems* (Washington, DC : Pew Hispanic Center, March 2002) 1-10.

3. Les articles sur la « latinisation » de l'Amérique rurale (journaux, magazines et revues scientifiques) abondent dans les années 1990. À titre d'exemple : Robert Aponte, and Marcelo Siles, « Latinos in the Heartland : The Browning of the Midwest, » Research Report No. 5 (East Lansing, Michigan : Julian Samora Research Institute, November 1994) // « The Latinization of Rural America, » *Rural Migration News*, Vol. 3 No. 2, April 1996 // « Rural America Grapples with Diversity, » *Rural Migration News*, Vol. 4 No. 3, July 1997 // Phillip Martin, J. Edward Taylor, and Michael Fix, « Immigration and the Changing Face of Rural

Au début des années 1990, selon une étude menée par le *National Agricultural Workers Survey* (*NAWS*)), 40 % des ouvriers agricoles (hors élevage) étaient nés aux États-Unis et 60 % à l'étranger — 55 % étaient mexicains, 3 % venaient de pays d'Amérique latine autre que le Mexique, et 2 % de pays non latino-américains. L'étude faite en 2001-2002 montre une nette augmentation du nombre d'ouvriers agricoles nés à l'étranger : 78 % — 75 % sont nés au Mexique, 2 % en Amérique centrale, 1 % dans un autre pays. Pour ce qui est des migrants, la composition ethnique varie selon les régions — Africains-Américains, Jamaicains, Haitiens, Laotiens, Thailandais... Néanmoins, les Hispaniques prédominent — Mexicains, Mexicains-Américains, Portoricains, Cubains, travailleurs venus d'Amérique centrale et du Sud. De plus, qu'ils soient récemment arrivés aux États-Unis ou installés depuis longtemps, une bonne partie de ces ouvriers agricoles se considèrent hispaniques. En 2001-2002, 83 % d'entre eux revendiquent cette identité ethnique : 72 % s'affirment mexicains 7 % mexicains-américains, 1 % *chicanos* et 3 % disent appartenir à d'autres groupes hispaniques [1].

L'arrivée massive de sans-papiers aux États-Unis pousse le Congrès à adopter un certain nombre de dispositions destinées à limiter l'ampleur du phénomène, à défaut d'y mettre fin. En 1990, dans le cadre de l'*Immigration Act*, le Congrès charge une nouvelle commission — *Commission on Immigration Reform* — de faire le point sur la question de l'immigration. En 1996, est voté l'*Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act* : l'augmentation du nombre d'agents de la patrouille frontalière (de 5,175 in 1996 à près de 10,000 en 2000), la construction de clôtures le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis, la création d'un programme pilote chargé de vérifier le statut des candidats à un emploi et la réorganisation du processus d'expulsion, sont parmi les mesures choisies pour lutter contre l'immigration clandestine.

À partir de septembre 2001, immigration et sécurité nationale sont étroitement liées. Le *Homeland Security Act* de 2002 transfère la responsabilité de la politique d'immigration, jusque-là le domaine de l'*INS*,

---

America : Focus on the Midwestsern States, » Occasional Paper No.21 (East Lansing, Michigan : Julian Samora Research Institute , August 1996) // Jerry Fink, « Rural Hispanic Population Booms, » *Tulsa World*, October 13, 1996 // « Storm Lake, Iowa : A Mexico on the Missouri » in Marc Cooper, « The Heartland's Raw Deal : How Meatpacking is Creating a New Immigrant Underclass, » *The Nation* February 3, 1997 ; Commission on Agricultural Workers 71-73 ; United States, Department of Labor, *U.S. Farmworkers in the Post-IRCA Period*, Research Report 4 (Washington, DC : November 1992) 14 ; Heppel 66.

1. United States, Department of Labor, National Agricultural Workers Survey (NAWS), *A Demographic and Employment Profile of United States Farmworkers*, Research Report No. 8. (Washington, DC : March 2000) 5-6 ; NAWS, *A Demographic and Employment Profile of United States Farm Workers*, Research Report n° 9 (Washington, DC : March 2005) 4.

au département de la Sécurité nationale, nouvellement créé. En janvier 2004, le président Bush propose un projet prévoyant, entre autre, la régularisation temporaire des sans-papiers, qui devraient retourner dans leur pays à la fin de leur contrat de travail, le renforcement du contrôle des frontières et du statut des étrangers. Mais le Congrès est divisé sur cette réforme. En 2005, de nombreuses propositions de loi sont examinées : le *Secure America and Orderly Immigration Act* (S1033/HR2330) des sénateurs John McCain, un républicain (Arizona) et Ted Kennedy, un démocrate (Massachussetts) ; le *Comprehensive Enforcement and Immigration Reform Act* (S1438) des sénateurs républicains John Cornyn (Texas) et Jon Kyl (Arizona). En décembre 2005, la Chambre adopte un texte essentiellement répressif (HR4437 - *Border Protection, Antiterrorism, and Illegal Immigration Control Act*) qui prévoit la construction de clôtures supplémentaires sur plus de 1000 km de frontière entre les États-Unis et le Mexique, la criminalisation des « illégaux », ainsi que des sanctions sévères pour les employeurs qui les embauchent. Au printemps 2006, le Sénat rejette un compromis élaboré par des républicains et des démocrates, et le débat est particulièrement vif entre la droite dure qui exige un strict contrôle des frontières, au nom de la sécurité nationale, et une législation sévère et ceux qui veulent une législation plus « humaine » qui sortirait les sans-papiers de la clandestinité [1].

*Les travailleurs invités (*guest workers*)*

Inquiets d'un possible tarissement de l'abondante source de travailleurs que sont les « illégaux », les employeurs des secteurs concernés demandent un assouplissement des modalités des programmes H-2A et H-2B ou la création d'un nouveau programme de recrutement de main d'œuvre étrangère.

Après le passage de l'*IRCA*, le programme H-2A est surtout utilisé par les exploitants de l'est et du sud-est des États-Unis, où les clandestins sont moins nombreux : producteurs de cane à sucre de Floride, pomiculteurs de la côte atlantique, producteurs de tabac de Virginie par exemple. Le plus souvent recrutés au Mexique et dans les îles caraîbes, ces ouvriers sont, en théorie, protégés par des contrats établis dans le cadre de la loi.

1. Andorra Bruno, *Immigration Legislation and Issues in the 109th Congress* (Washington, DC : Congressional Ressearch Service, Oct. 17 2005) 2, 5-14 ; Population Resource Center, *Executive Summary : U.S. Immigration : A Legislative History* (Washington, DC : 2004).

En 1986, 21,161 demandes reçoivent l'agrément du département du Travail, 24 532 en 1987 et 26 607 en 1989 [1].

Toutefois, dans la première moitié des années 1990, les employeurs sont moins nombreux à s'intéresser au programme H-2A — 15,117 demandes agréées seulement en 1995. D'une part la mécanisation de la récolte de canne à sucre en Floride fait diminuer les besoins en main d'œuvre — ce secteur recrute plus de 10 000 ouvriers en 1989-1990 et environ 7 000 en 1991-1992. D'autre part, le département du Travail se montre plus pointilleux dans le traitement des dossiers, et ce d'autant plus que les plaintes de travailleurs locaux qui se voient refuser l'embauche au profit des H2-A se multiplient. D'ailleurs, aucun ouvrier n'est admis dans le cadre du programme *RAW* prévu par l'*IRCA*, les départements de l'Agriculture et du Travail estimant que rien ne justifie sa mise en place entre octobre 1989 et septembre 1993 [2].

Pourtant, au milieu des années 1990, le lobby agricole mène à nouveau campagne en faveur de l'« importation » de travailleurs étrangers à titre temporaire. Certes, il n'y a pas encore de pénurie de main d'œuvre, mais cela ne devrait tarder, assurent les exploitants, qui ajoutent que le secteur agricole pourrait subir des pertes importantes et qu'une partie de la production de fruits et légumes risque d'être délocalisée à l'étranger. Les producteurs demandent soit la modification du programme H-2A, jugé trop « contraignant », soit la création d'un nouveau plan de recrutement « simplifié ».

De leur côté, les opposants à ce type de projet se mobilisent. Dirigeants syndicaux, associations de petits agriculteurs, responsables de programmes sociaux en milieu rural et chercheurs viennent témoigner lors des auditions auxquelles procèdent plusieurs commissions de la Chambre des représentants. Par ailleurs, dans son rapport final, la *Commission on Immigration Reform* insiste sur les effets désastreux de ce type de programme dans le passé – diminution des salaires pour les ouvriers américains et les immigrants légaux, exploitation éhontée des travailleurs sous contrat, coût social énorme pour les communes rurales, encouragement à l'immigration clandestine — et considère qu'une nouvelle tentative serait une « grave erreur ». De même, la *Commission on Agricultural Workers*, créée dans le cadre de l'*IRCA* pour tirer les enseignements des effets de la loi dans l'agriculture, et pourtant dominée par les intérêts agricoles, ainsi que le président Clinton, affichent ouvertement leur hostilité à un

1. Commission on Agricultural Workers 36 ; Heppel 37 ; United States, House of Representatives, Committee on Immigration and Claims of the Committee on the Judidiary, *Guest Worker Programs* (Washinton, DC : 1996) 15, 53.

2. Joyce Vialet, « Immigration : The H-2A Temporary Agricultural Worker Program, » *CRS Report for Congress*, 97-714 (Washington, DC : 15 Dec. 1997)

« nouveau *Programme bracero* » condamné comme « contraire à l'intérêt national ». De son côté, le Congrès n'est guère prêt à modifier le système existant et rejette des propositions allant dans ce sens en 1995, 1996 et 1997[1].

Le lobby agricole propose alors, en 1998, l'*Agricultural Job Opportunity Benefits and Security Act* (*AgJOBS*), un plan de recrutement de main d'œuvre étrangère, destiné à remplacer le *H-2A*. Sont prévus, entre autre, la possibilité pour les exploitants de faire venir des travailleurs temporaires autorisés à rester trois ans aux États-Unis ; l'élimination pour les employeurs de la nécessité de fournir un logement gratuit et son remplacement par une indemnité compensatrice ; une possibilité pour les ouvriers travaillant au moins six mois par an dans l'agriculture pendant quatre ans d'obtenir un statut d'immigrant. Rejeté en 1998, *AgJOBS* est à nouveau présentée au Congrès en 1999, et en décembre 2000, représentants des exploitants et des ouvriers agricoles s'accordent sur un compromis. D'une part, les clandestins travaillant au moins 100 jours recevraient un permis de séjour temporaire, et pourraient obtenir le statut d'immigrant s'ils continuaient à travailler dans l'agriculture au moins 360 jours pendant les six années suivantes. D'autre part, le *H-2A* est modifié : l'employeur n'a plus besoin d'autorisation, il lui suffit simplement d'attester qu'il satisfait aux critères du programme et l'indemnité compensatrice remplace l'obligation de fournir un logement[2].

Ce compromis tente de nombreux législateurs, même si l'élection à la présidence de Vincente Fox au Mexique et de George W. Bush aux États-Unis cette même année change un peu la donne. En effet, dès 2001, les deux pays entament des discussions sur la question de l'immigration et l'on reparle d'un programme bilatéral de travailleurs invités. Mais les attentats du 11 septembre relèguent au second plan un projet qui refait néanmoins surface en janvier 2004, lorsque George W. Bush l'inclut dans ses propositions sur l'immigration. Pendant ce temps, les partisans de l'*AgJOBS* gagnent du terrain. En 2003, un nouveau texte est élaboré et en 2004, 2005 et 2006, la proposition de loi est ré-introduite au Congrès. Décrit comme un « délicat compromis », *AgJOBS* a le soutien du lobby agricole, de l'*AFL-CIO*, de l'*UFW*, de la *U.S. Conference of Catholic Bishops*, des

1. U.S. Commission on Immigration Reform, *Binational Study on Migration : Executive Summary* (Washington, DC : September 1997) ; Commission on Agricultural Workers, *Report* (Washington, DC : 1992) 131-137 ; Marc Krikorian, *Guest Worker Programs : A Threat to American Agriculture* (Washington, DC : Center for Immigration Studies, Backgrounder Series, June 2001) 6-7 ; Committee on Immigration and Claims of the Committee on the Judiciary, *Guest Worker Programs* (Washington, DC : 1996) 53.

2. Philip Martin, *Guestworker Programs for the 21st Century* (Washington, DC : Center for Immigration Studies, April 2000) 2-3.

associations de défense des droits des immigrants, et d'organisations hispaniques comme le *National Council of La Raza* [1].

Certains s'étonnent du revirement de l'*UFW*, qui, par le passé, a toujours vivement dénoncé ce type de programme et le non-respect de la loi par les producteurs. En 1999, le président du syndicat, Arturo Rodriguez, justifiait son opposition à *AgJOBS* en expliquant que « 57 années de programmes de travailleurs invités nous ont appris que les conditions sont finalement dictées par les exploitants, et ce en dépit de toutes les merveilleuses garanties et protections incluses dans toutes les propositions de loi. C'est pour cela que pour l'UFW, [ce type de programme] équivaut à du travail forcé ». D'aucuns mettent en avant les liens étroits qui unissent le Parti démocrate et l'*UFW*, les démocrates ayant convaincu les responsables du syndicat qu'*AgJOBS* était ce qu'ils pouvaient espérer de mieux dans le contexte actuel [2].

Une pauvreté persistante

L'un des arguments des opposants au recrutement de travailleurs invités est qu'un tel programme ne ferait qu'aggraver des conditions de vie et de travail déjà bien précaires et que ses effets négatifs s'ajouteraient à ceux de l'*IRCA*, de l'*ALENA*, et de l'immigration clandestine. Chômage, sous-emploi et maigres revenus sont en effet le lot quotidien des ouvriers agricoles.

Le taux de chômage dans l'agriculture, déjà préocupant en 1986, a beaucoup augmenté dans les années qui ont suivi le passage de l'*IRCA* — 12,4 % en 1994 — et reste supérieur à la moyenne nationale — 11,4 % en 2002, contre un peu moins de 6 % pour l'ensemble des secteurs économiques. Dans certaines régions, le taux est plus élevé encore. Ainsi, dans la vallée du rio Grande, il est de 14 % à 16 % dans les comtés agricoles et à forte densité mexicaine-américaine, et si l'on prend en compte les tra-

1. Vernon M. Briggs, Jr, *Guestworker Programs : Lessons from the Past and Warnings for the Future* (Washington, DC : Center for Immigration Studies, March 2004) 5-7 ; « Quest for AgJOBS, » *Rural Migration News* 13-4 (Dec. 2006) ; Anne Keller, *U.S. Agriculture Needs Guest-Worker Program Now*, American Farm Bureau, 6 Feb. 2006 http : //www.fb.org/ ; National Farm Worker Ministry, communiqué de presse, 10 Feb. 2005 ; Council of La Raza, « NCLR Supports AgJobs Legislation and Urges Swift Passage, » 10 feb. 2005 ; Farmworker Justice Fund, *Farmworker Immigration Legislation, Update on AgJOBS* : `www.fwjustice.org/LEGISLAT.HTM`.

2. Steven A. Capps, « UFW Attacks Lungren's 'Guest Worker' Plan, » *Bee Capitol Bureau* Oct. 18, 1997 ; Charles Walker, « Startling Turnaround ! Farm Workers Union Agrees to "Guest-Worker" Program, » *Socialist Action* : `www.geocities.com/mnsocialist/ufw.html`.

vailleurs qui ne font pas de demandes d'indemnités, les chiffres seraient de 25 % à 30 %[1].

En 2001-2002, l'étude du *NAWS* donne quelques détails sur l'alternance emploi-chômage des ouvriers agricoles : les citoyens américains ont été employés 32 semaines dans l'agriculture, huit en-dehors de l'agriculture, et ils ont été au chômage pendant 12 semaines ; les résidents légaux ont travaillé plus longtemps dans l'agriculture, quatre semaines en-dehors de l'agriculture, et ils ont été sans emploi pendant neuf semaines ; les clandestins, eux, ont travaillé plus longtemps encore dans l'agriculture, quatre semaines en-dehors de l'agriculture, et ont été au chômage pendant six semaines[2].

En ce qui concerne les salaires, le taux horaire moyen est certes passé de 4 57 dollars à 5 57 dollars entre la fin des années 1980 et le milieu des années 1990, mais compte tenu de l'inflation, on constate de fait une diminution de 6 %, et pour les ouvriers payés à la pièce, la baisse a été de 10 %. Entre 1993-94 et 2001-2002, le salaire horaire moyen a augmenté de 9 % en dollars constants, et il est de 7,25 dollars en 2001-2002. Mais nombreux sont les ouvriers agricoles qui ne touchent même pas le salaire minimum fédéral — 5,15 dollars —, que ce soit avec un paiement à l'heure ou un paiement à la pièce, soit que l'employeur soit exempté de cette obligation, soit qu'il ne la respecte pas, ce qui semble être souvent le cas lorsque les travailleurs sont recrutés par l'intermédiaire d'un embaucheur. Or, un nombre croissant d'exploitants préfèrent cette solution — 14 % des salariés passent par un intermédiaire en 1993-1994 et 21 % en 2001-2002 —, l'embaucheur étant considéré comme responsable en cas d'infraction. Pour ceux qui n'ont pas droit à ce minimum fédéral, le salaire minimum d'État, lorsqu'il existe, est très variable — 3,35 dollars de l'heure seulement au Texas, et 5,75 dollars en Californie[3].

Il n'est donc pas surprenant que les revenus annuels des travailleurs de l'agriculture, des saisonniers en particulier, soient restés dérisoires, d'autant plus qu'ils bénéficient encore rarement de l'assurance chômage et de l'assurance accident du travail et maladie professionnelle. Dans la pre-

1. Commission on Agricultural Workers, 102-103 ; United States Department of Agriculture, Economic Research Service, *Farm Labor : Employment Characteristics of Hired Farmworkers* (Washington, DC : 13 Nov. 2003) : `www.ers.usda.gov/Briefing/FarmLabor/Employment/`.

2. NAWS (2005) 23-29.

3. Commission on Agricultural Workers, 93-99 ; NAWS, *A Profile of U.S. Farmworkers, Demographics, Household Composition, Income and Use of Services*, Research Report No. 6 Washington, DC : April 1997) : `www.doleta.gov/agworker/report/main.cfm`; `NAWS(2005)47-50` ; USDA, ERS, *Farm Labor : Employment Characteristics of Hired Farmworkers* (Washington, DC : 13 Nov. 2003) : `www.ers.usda.gov/Briefing/FarmLabor/Employment/`.

mière moitié des années 1990, le revenu annuel moyen par personne pour cette catégorie socio-professionnelle est de 6 500 dollars. Dans les régions où la proportion d'immigrants récents, légaux ou clandestins, est forte et où règnent les embaucheurs, les gains ne dépassent guère les 3 500 dollars — le revenu annuel moyen est alors de 25 000 dollars pour les salariés des autres secteurs. À la fin des années 1990, le revenu annuel moyen pour une famille d'ouvriers agricoles est à peine supérieur à 14 000 dollars par an, bien en-dessous du seuil de pauvreté de 16 600 dollars, et en 2002, 60 % des familles d'ouvriers agricoles ont des revenus inférieurs à 30 000 dollars, ce qui est le cas de 33 % de l'ensemble des salariés du pays [1].

Beaucoup d'ouvriers disent vouloir trouver un meilleur emploi, mais ils n'y parviennent pas nécessairement. Selon l'étude du *NAWS* de 2001-2002, 41 % des personnes interrogées avaient déjà travaillé en moyenne 12 ans dans l'agriculture — 48 % avaient travaillé moins de huit ans et 41 % plus de 10 ans —, une mauvaise maîtrise de l'anglais et un bas niveau d'études constituant les principaux obstacles à leur mobilité professsionnelle et sociale. Grâce aux programmes de formation financés par le gouvernment fédéral et les États, certains trouvent un travail un tant soit peu mieux rémunéré dans l'agriculture — en tant qu'irrigateur, conducteur de machines agricoles ou contre-maître —, ou bien dans d'autres secteurs. 80 % des ouvriers agricoles ayant suivi un stage de formation trouveraient un nouvel emploi, 75 % garderaient cet emploi au moins un an, et l'augmentation de salaire serait en moyenne de 4 000 dollars par an [2].

Les ouvriers agricoles constituent donc, encore et toujours, un groupe socio-économique largement défavorisé. Pour de nombreux observateurs, la mise en œuvre de l'*IRCA* a été largement responsable non seulement de la recrudescence de la pauvreté en millieu rural, mais aussi de la formation de nouvelles poches de misère. Sont concernés, entre autres, le nord de la Nouvelle Angleterre, le delta du Mississippi, les Appalaches, la Californie, et la basse vallée du rio Grande [3].

Il semble par conséquent inévitable que les conditions de vie ne se soient guère améliorées pour une grande partie des ouvriers agricoles. Nombre d'entre eux vivent toujours dans des logements insalubres, que

1. Commission on Agricultural Workers, 102-104 ; USDA, ERS, *Farm Labor : Employment Characteristics of Hired Farmworkers* : `www.ers.usda.gov/Briefing/FarmLabor/Employment/`.

2. Commission on Agricultural Workers 75-80 ; NAWS (2005) 29 ; « MSFW Services, » *Rural Migration News* 13-4 (June 2006).

3. Thomas A. Lyson, and William W. Falk, eds., *Forgotten Places : Uneven Development and the Loss of Opportunity in Rural America* (Laurence, Kansas : University Press of Kansas, 1993).

ce soit chez eux ou lors de leurs déplacements. D'après une étude du *Housing Assistance Coucil* menée entre 1997 et 2001, la plupart des logements proposés aux ouvriers agricoles, qu'ils soient employés à l'année, saisonniers ou migrants, ne répondent pas aux critères minimaux exigés par la loi et présentent des problèmes de stabilité et d'étanchéité, sont trop exigus, n'ont pas l'équipement sanitaire voulu, et sont situés trop près des champs où l'on répand ou vaporise des produits toxiques. Au Texas, près de 60 % des ouvriers agricoles habitent la basse vallée et 21 % le *Panhandle*. Si les premiers continuent à vivre dans des *colonias*, les autres ne sont guère mieux lotis : les résidents se retrouvent eux-aussi dans des bidonvilles ruraux — des « *colonias* non frontalières » — et les migrants dans des camps d'hébergement délabrés. Dans cette dernière région, le *Farm Labor Housing Program* du département de l'Agriculture n'a construit aucun logement pour les ouvriers agricoles résidents en plus de dix ans, et aucun logement pour migrants en plus de 30 ans [1].

Dans le domaine de la santé, l'espérance de vie des ouvriers agricoles est toujours bien inférieure à celle de la population américaine, soit 49 ans au lieu de 77,6 ans. D'une part, l'agriculture reste l'un des secteurs économiques où il y a le plus d'accidents — en 1996, par exemple, quelques 660 ouvriers agricoles ont été tués dans des accidents du travail, soit un taux de 19 pour 100 0000 contre 5 pour 100 000 pour l'ensemble du secteur privé aux E.U. D'autre part, l'utilisation de produits chimiques, l'absence de points d'eau et d'installations sanitaires dans les champs, la précarité et l'absence d'avenir professionnel, ajoutés à l'insalubrité des logements sont à l'origine de nombreux problème de santé. Et lorsque les ouvriers migrent, le traitement de maladies comme la tuberculose, le diabète, le cancer, et le sida devient très difficile. Par ailleurs, nombre d'ouvriers n'ont pas accès aux soins médicaux — plus de 95 % d'entre eux n'ont pas d'assurance santé — et beaucoup ignorent l'existence des programmes auxquels ils ont droit dans le cadre de *Medicaid* ou dans les dispensaires pour migrants. Quant aux clandestins, ils sont de toute façon exclus de toutes ces dispositions [2].

Les enfants souffrent particulièrement de cette situation. Citons trois études sur le sujet : le rapport de la *Commission on Agricultural Workers*,

1. Commission on Agricultural Workers 104-111 ; Housing Assistance Council, *No Refuge From the Fields : Findings From A Survey of Farmworker Housing Conditions in the United States* (Washington, DC : 2001) : `www.ruralhome.org/pubs/farmworker/norefuge/execsumm.htm`, Texas Low Income Housing Information Service, *A Time for Action : Farm Labor Housing in Texas*, (Austin : 2001) `www.texashousing.org/webnews/issues/news001.pdf`.

2. National Center for Farmworker Health, *Fact Sheets about Farmworkers*, `www.ncfh.org/factsheets.php`.

publié en 1992 ; celui de la *Commission sur la sécurité et la coopération en Europe / Commission Helsinki des E.U*, mandatée par le gouvernement américain pour encourager l'application des accords d'Helsinki (1975) en matière de droits de l'homme — *Migrant Farmworkers in the United States* (1993) ; et celui de l'ONG *Human Rights Watch*, paru en 2000 : *Fingers to the Bone : United States Failure to Protect Child Farmworkers*.

Tous font état de l'emploi de centaines de milliers d'enfants dans l'agriculture aux États-Unis — entre 300 000 et 800 000 selon les estimations au début des années 2000 —, la législation autorisant le travail des mineurs à partir de 12 ans dans ce secteur économique en-dehors de la période scolaire, avec l'accord des parents, ou dans une exploitation où l'un des parents est employé. Les enfants de moins de 12 ans sont acceptés avec l'accord des parents dans les exploitations exemptées du salaire minimum fédéral. En période scolaire, il n'y a pas de limite à la durée du travail, alors qu'elle est de 3 heures par jour et de 18 heures par semaine pour les autres secteurs. De ce fait, la scolarité des enfants d'ouvriers agricoles est souvent compromise, plus encore s'ils sont enfants de migrants — seulement 55 % d'entre eux termineraient leurs études secondaires. Victimes d'accidents — plus de 100 000 chaque année selon le *General Accounting Office* —, ces enfants sont également, tout comme les adultes, exposés à toutes sortes de produits chimiques. D'après le *National Migrant Resources Program*, les enfants de migrants ont un taux de maladie chronique bien supérieur à celui des autres enfants — 10,9 % contre 3 % pour l'ensemble de cette population — et un taux de mortalité également plus élevé. De plus, beaucoup d'entre eux ne bénéficient pas d'un suivi médical, car ils ne sont pas assurés [1].

Certains États ont une législation plus restrictive en matière de travail des mineurs, mais très souvent, la réglementation reste moins stricte pour l'agriculture, ce qui est le cas du Texas par exemple. Pour mettre fin à ces pratiques, le *Children's Act for Responsible Employment* (*CARE*) a été introduit au Congrès à plusieurs reprises depuis 1998, mais la proposition n'a toujours pas été adoptée. Il arrive que des employeurs peu scrupuleux soient poursuivis : en avril 1998, six exploitants de la basse vallée du rio Grande doivent ainsi payer des amendes pour avoir embauché 36 enfants, dont quatre âgés de 6 ans, pour récolter les oignons, et en juillet 2000, c'est un exploitant d'El Paso qui doit verser 3000 dollars — des

1. Shelley Davis, *Child Labor*, Migrant Health Monograph Series n° 10 (Buda, Texas : The National Center for Farmworker Health, Oct. 2001) ; *Child Labor in Agriculture : Changes Needed to Better Protect Health and Educational Opportunities*, Report to Congressional Requesters (Washington, DC : USGAO, Aug. 1998) ; *Going Without : America's Uninsured Children* (Minneapolis, Minnesota : State Health Access Data Assistance Center, Aug. 2005).

enfants de 7 ans et plus travaillaient dans ses champs. Mais ces exemples restent isolés, les cas de violations du droit du travail sont en réalité bien plus élevés et concernent non seulement l'âge des enfants, mais aussi le nombre d'heures effectuées, le montant des salaires versés et les conditions de sécurité [1].

Pour survivre, bien des ouvriers agricoles dépendent encore de l'aide sociale, mais, sous les administrations Bush (1989-92), Clinton (1993-96 / 1996-2000) et Bush (2001-2004 / 2004-2008) des coupes sévères ont été pratiquées dans les budgets de ces programmes.

En 1996, le Congrès à majorité républicaine adopte le *Personal Responsibility and Work Opportunity Act* (*PRWOA*), signé par le Président Clinton, un démocrate. Cette loi transforme profondément le système d'aide sociale fédéral créé pendant les années trente. L'un des programmes clés de ce système, *Aid to Families with Dependent Children* (*AFDC*), est remplacé par le *Temporary Assistance to Needy Families* (*TANF*). Les États reçoivent des fonds fédéraux, mais doivent également apporter des fonds propres, dictent les critères d'éligibilité tout en restant soumis à un certain nombre de restrictions, dont la limitation de l'aide à cinq ans ans (des exceptions sont toutefois possibles) et l'obligation d'imposer des contreparties en matière de retour au travail – la moitié des bénéficiaires adultes doivent avoir retrouvé un emploi avant 2002, sinon les subventions fédérales seront diminuées [2] .

Obtenir des bons d'alimentation devient plus difficile — trois mois seulement tous les 36 mois — . Sont également prévues des incitations économiques pour les États qui s'engagent dans la promotion du mariage et des familles hétérosexuelles, et la réduction du nombre de grossesses chez les femmes seules. Est aussi introduit le principe du « choix charitable », qui permet aux États de déléguer les programmes d'aide sociale aux institutions religieuses. Jusqu'en 1996, ces dernières devaient mettre sur pied des organisations non confessionnelles pour obtenir et gérer des fonds fédéraux. Depuis 1996, les groupes religieux peuvent ouvertement exprimer leur identité et leur philosophie au sein même des programmes financés par le gouvernement fédéral [3].

Par ailleurs, les immigrants non naturalisés sont désormais exclus de certains programmes, même s'ils sont en toute légalité aux États-Unis, à

1. « Child Labor, » *Rural Migration News* 4-4 (Oct. 1997) ; « Enforcement : Child Labor, TIPP, » *Rural Migration News* 5-1 (Jan. 1998) ; « Enforcement : Children, FLCs, MSPA, » *Rural Migration News* 5-3 (July 1998) ; « Farmworker Health and Safety, » *Rural Migration News* 7-4 (Oct. 2000).

2. Tony Platt, « The State of Welfare : United States 2003, » *Monthly Review* 55.5 (2003) : `www.monthlyreview.org/1003platt.htm`.

3. Platt.

moins d'avoir travaillé 40 trimestres. L'*Immigration Control and Financial Responsibility Act* (*ICFRA*) de septembre 1996 renforce et étend ces restrictions. Toutefois, l'impact de ces mesures reste limité dans les États qui choisissent de laisser ces immigrants bénéficier de certains programmes, en particulier dans le domaine de la santé. En 1998, le Congrès redonne un droit d'accès à la plupart des immigrants légaux déjà aux États-Unis au moment de l'adoption de la loi et en 2002, la *Farm Bill* réduit la durée d'attente pour le programme de bons d'alimentation de 10 à 5 ans pour les adultes, les enfants d'immigrants y ayant désormais droit quelle que soit la date d'entrée sur le territoire [1].

Toujours en 2002, le Congrès devait décider de reconduire ou non le *TANF*, mais les attaques du 11 septembre l'ont mobilisé sur d'autres fronts. Néanmoins, l'administration Bush a introduit de nouvelles propositions, parmi lesquelles le durcissement des conditions d'accès à l'aide sociale, l'obligation pour les allocataires de travailler au moins 40 h par semaine, et l'augmentation des subventions fédérales aux groupes religieux. Ce projet soulevant une vive controverse, ce n'est qu'en février 2006 que le *TANF* est officiellement reconduit, dans le cadre du *Deficit Reduction Act* de 2005 qui, entre autres, impose aux États de nouvelles exigences en matière de pourcentage de bénéficiaires ayant retrouvé un emploi, et inclut 150 millions de dollars de subvention pour les programmes destinés à promouvoir le mariage et « responsabiliser » les pères [2].

Les ouvriers agricoles pâtissent de toutes ces dispositions limitant l'accès à l'aide sociale, et ce d'autant plus que l'on ne tient toujours pas véritablement compte de leur situation particulière en matière de critères d'égibilité. Quant aux programmes qui leur sont spécialement destinés, ils sont toujours en place, les quatre plus importants restant *Migrant Education*, *Migrant Headstart*, *Migrant Health*, et *Job Training*. De fait, après une période de baisse des crédits au milieu des années 1990, les subventions ont été revues à la hausse, le total des fonds consacrés aux saisonniers et aux migrants passant de 600 millions de dollars en 1998 à près d'un milliard aujourd'hui. L'éducation et la santé ont plus profité de ces augmentations que la formation et la réinsertion — intégré dans la sec-

1. Shawn Fremstad, *Immigrants and Welfare Reauthorization*, Center on Budget and Policy Priorities (Washington, DC : 4 Feb. 2002) : `www.cbpp.org/1-22-02tanf4.htm` ; George J. Borjas, *The Impact of Welfare Reform on Immigrant Welfare Use*, (Washington, DC : Center for Immigration Studies, March 2002) : `www.cis.org/articles/2002/borjaspr.html` ; *Immigration Reform and Access to Public Benefits : The Return of an Uneasy Coupling*, (Washington, DC : National Immigration Law Center, May 15, 2006) : `www.nilc.org/immlawpolicy/CIR/cir014.htm`.

2. U.S. Department of Health and Human Services, Office of Public Affairs, *Welfare Reform Reauthorized* : `www.acf.hhs.gov/opa/spotlight/welfarereauthorized.htm`.

tion 402 du *Job and Training Partnership Act* de 1982, ce programme est désormais inclus dans le *Workforce Investment Act* qui a remplacé *JPTA* en 1998, mais l'administration Bush demande sa suppression depuis plusieurs années ainsi que le transfert des ouvriers agricoles sur d'autres projets. Néanmoins, le financement de ces programmes reste largement insuffisant, au vu des besoins estimés par les organisations travaillant sur le terrain, et ne touchent qu'une petite partie de la population visée [1].

Certains États ont fait de gros efforts pour prendre le relais du gouvernement fédéral en matière de programmes sociaux. Mais ce n'est pas le cas du Texas, qui fut l'un des premiers à réformer son système d'aide, avant même l'adoption du *PROWRA* au niveau fédéral. Or, le Texas a le triste privilège d'avoir le taux de pauvreté le plus élevé du pays — 16,4 % en 2002-2004, contre 12,4 % pour l'ensemble des États-Unis [2]. 26 % des Hispaniques sont pauvres, 21 % des Africains-Américains et 8 % des *Anglos*. Les grandes villes et les régions frontalières sont les plus touchées : le comté de Hildalgo, par exemple, où vivent beaucoup d'ouvriers agricoles, a le revenu médian par foyer le plus bas du pays, environ 25 000 dollars — il est de 44,400 dollars pour l'ensemble des foyers américains. En ce qui concerne les enfants, les chiffres sont de 23,2 % pour le Texas et de 17,8 % pour les États-Unis, et 21,2 % des enfants du Texas n'ont pas d'assurance santé — 11 % des enfants américains sont dans ce cas —, alors même qu'ils devraient bénéficier du programme *Medicaid* [3].

De fait, le Texas dépense relativement peu pour les services sociaux. En 2001, le Texas vient en 44e position pour le montant des dépenses allouées par les États au titre de l'aide sociale : alors que la moyenne nationale est de 39 dollars par personne, le Texas dépense 12 dollars — l'État de New York 102 dollars, l'Alabama 8 dollars. Si l'on ajoute les fonds fédéraux, le Texas est en 43eme position avec 36 dollars par personne : la moyenne nationale est de 92 dollars, l'État de New York dépense 210 dollars, l'Alabama 24 dollars. Les prestations pour les enfants pauvres sont de 204 dollars par enfant au Texas dans le premier cas de figure, de 2 235 dollars dans l'État de New York et de 164 dollars dans l'Alabama — la moyenne nationale est de 958 dollars. Dans le deuxième cas, les montants sont de

1. « MSFW Services, » *Rural Migration News* 13-4 (June 2006).
2. Carte des revenus par personne au Texas (2000) : `www.bidc.state.tx.us/maps/pers\_inc\_99/color.htm`.
3. Randolph Capps, Nancy M. Pindus, Kathleen Snyder, Jacob Leos-Urbe, *Recent Changes in Texas Welfare and Work, Child Care, and Child Welfare Systems*, (Washington, DC : Urban Institute, June 2001) : `www.urban.org/publications/310182.html` ; *Texas Poverty*, Policy Brief 101 (Austin, Texas : Center for Public Policy Priorities, September 2005) 1-4.

613 dollars pour le Texas, 4 556 dollars pour l'État de New York et 452 dollars pour l'Alabama [1].

En l'absence d'impôt sur le revenu, les principales sources de financement de l'État restent les fonds fédéraux et les taxes foncières et sur les ventes. En fait, le Texas pourrait davantage bénéficier du soutien fédéral si le décompte de sa population était plus précis, en particulier le nombre d'enfants et de pauvres. En 1999, par exemple, le *Government Accounting Office* estime que le Texas aurait pu recevoir 93,4 millions de dollars de plus pour 15 programmes si les estimations avaient été correctes. Par ailleurs, l'État reçoit moins de subventions fédérales qu'il ne le pourrait car il propose moins de fonds de contrepartie : ainsi, pour 2000-2001, un montant supplémentaire de 11 millions de dollars en fonds d'État aurait rapporté 18 millions de dollars de plus pour le programme de soins dentaires pour les enfants. Enfin, le Texas ne dépense pas la totalité des subventions octroyées par l'État fédéral [2].

Le rôle des organisations privées qui gèrent toutes sortes de programmes destinés non seulement aux ouvriers agricoles, mais aussi aux Hispaniques du Texas, est par conséquent d'autant plus crucial. Bon nombre d'entre elles – certaines ont été créées dans les années 1970 — font partie du réseau du *National Council of La Raza* [3], la plus importante formation de défense des droits des *Latinos* aux États-Unis : *Amigos del Valle* (Mission), *Colonias del Valle* (Pharr), *Information Referral Resource Assistance* (Edinburg), *McAllen Affordable Homes* (McAllen), *Nuestra Clínica del Valle* (Pharr), *Su Clínica Familiar* (Harlingen), *Texas Migrant Council* (Laredo)...

Une mobilisation limitée

Les ouvriers agricoles ne sont guère armés pour faire face à ces difficultés croissantes et leurs organisations opèrent dans un contexte général peu porteur. Le taux de syndicalisation de ces travailleurs reste très faible — 2 %, soit environ 36 000 des 1 6 million de salariés de ce secteur économique. Certains pensaient que la régularisation de milliers de sans papiers dans le cadre de l'*IRCA* allait relancer les mouvements de protestation et de revendication, mais cela a rarement été le cas, les exploi-

1. Andrea Wilkins and Jill Glaspey, *State TANF Spending for Federal Fiscal Years 2000 and 2001* (National Conference of State Legislatures, July 2002) : `www.ncsl.org/statefed/welfare/sttanfspending.htm`, `www.ncsl.org/statefed/welfare/sttanfspending.htm`.

2. *Texas Poverty : An Overview* (Austin, Texas : Center for Public Policy Priorities, June 2000) 6-10, 17-20.

3. National Council of La Raza : `www.nclr.org`.

tants trouvant aisément une main d'œuvre de remplacement en cas de conflit. Malgré tout, le travail de terrain continue dans un certain nombre d'États[1].

Le *FLOC* (*Farm Labor Organizing Committee*[2]), toujours basé dans l'Ohio, est désormais affilié à l'*AFL-CIO*. Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, le syndicat parvient à négocier des contrats avec la totalité des producteurs de concombres de l'Ohio et du Michigan, ce qui représente quelques 8 000 ouvriers. Dans les années 1990, le *FLOC* mène une campagne d'information au Mexique parmi les ouvriers agricoles employés dans le secteur de la tomate par des multinationales américaines. Le syndicat étend également ses opérations à la Caroline du Nord, deuxième région productrice de concombres après le Midwest. Dans cet État encore soumis à une législation de « droit au travail », les conditions de travail sont déplorables, et les exploitants recrutent de nombreux Mexicains. Après une longue lutte entamée en 1997, un accord est signé en septembre 2004, qui couvre 1 050 exploitations et une grande variété de récoltes. Un bureau est ouvert à Monterrey, au Mexique, pour aider les nouveaux membres dans leurs démarches et leur faire connaître leurs droits. Toutefois, en 2006, on constate qu'une grande partie des exploitations ont fermé et que le nombre de travailleurs a beaucoup diminué (5 500 au lieu de 8 000), ce qui pose, à terme, la question de la survie du *FLOC* dans cet État.

Dans l'Oregon, le *Pineros y Campesinos Unidos del Noroeste* (*Northwest Treeplanters and Farmworkers United*[3]) est le syndicat des ouvriers de l'agriculture et de la sylviculture. Fondé en 1985 par 80 ouvriers agricoles, le *PCUN* a maintenant plus de 5 000 membres, dont 98 % d'immigrants venus du Mexique et d'Amérique centrale. Dans ses campagnes, le syndicat met l'accent sur l'organisation collective, la protection des droits des ouvriers agricoles, la réglementation de l'utilisation des produits chimiques et la régularisation des sans papiers. Au niveau local, le *PCUN* mène des grèves et des boycotts et participe à des projets d'éducation et d'amélioration des conditions de logement.

Dans le New Jersey, le *CATA* (*El Comité de Apoyo a los Trabajadores Agrícolas — The Farmworkers Support Committee*[4]), n'est pas à proprement parler un syndicat. Fondé en 1979, le comité regroupe des migrants engagés dans la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Son but est de donner aux ouvriers agricoles une formation qui leur

1. Commission on Agricultural Workers 111-112.
2. FLOC : `www.floc.com`.
3. PCUN : `www.pcun.org`.
4. CATA : `www.cata-farmworkers.org`.

permette de mieux comprendre le système dans lequel ils fonctionnent et de participer à sa transformation, et ce par les méthodes de l'éducation populaire. En juillet 2004, le *CATA* est officiellement reconnu par les Nations Unies comme ONG avec statut consultatif auprès de son Conseil économique et social, l'*ECOSOC*. Le comité travaille en relation avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des travailleurs migrants, la Commission des droits de l'homme, et le Forum permanent des peuples indigènes des Nations Unies.

En Floride, la *Farmworker Association*[1] est une organisation communautaire de base qui veut répondre aux besoins des ouvriers agricoles et les aider à mener leur combat dans les domaines du droit du travail, de la santé et de l'environnement. Formée en 1983 dans le centre de l'État, la *FWAF* opère maintenant aussi dans le sud de la Floride, et plus de 6 000 familles ont rejoint l'organisation. Employés dans la production de légumes, d'agrumes, et de champignons, ses membres sont essentiellement afro-américains, mexicains, haïtiens, guatemaltèques et salvadoriens. En 1986, l'association aide les clandestins à régulariser leur situation dans le cadre de l'*IRCA*, et dans les années quatre-vingt dix obtient des augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail dans une quarantaine d'exploitations. La *FWAF* est membre du *Farmworker Network for Economic and Environmental Justice*[2], tout comme le *FLOC*, et du *Farmworker Health and Safety Institute*, fondé en collaboration avec le *CATA* en 1992.

En Floride également, la *Coalition of Immolakee Workers* (*CIW*)[3] est une autre organisation communautaire de base largement constituée d'immigrants mexicains, haïtiens, et d'Amérique centrale qui ont des emplois à bas salaires en Floride. La majorité des membres, au nombre de 2 500, sont des ouvriers agricoles migrants, les autres travaillent dans le bâtiment et le tourisme. Fondée en 1993 à Immolakee, le plus gros centre de main d'œuvre agricole de l'État, la *CIW* a mené des grèves en 1998, conduit une marche de protestation de Ft Myers à Orlando en 2000, et obtenu des augmentations de salaire dans le secteur de la tomate. En 2001, l'organisation lance un boycott national contre *Taco Bell*, une chaîne de restauration rapide, pressant la compagnie de reconnaître une part de responsabilité dans les cas de violations des droits des ouvriers dans les exploitations où sont cultivées et récoltées les tomates utilisées par ses restaurants. Soutenue dans son action par la *Student/Farmworker Alliance*[4]

1. Florida Farmworker Association : `www.farmworkers.org/Welcome.html`.
2. Farmworker Network : `www.farmworkers.org/fwspage.html`.
3. Coalition of Immolakee Workers : `www.ciw-online.org`.
4. Student/Farmworker Alliance : `www.sfalliance.org`.

et l'*Alliance for Fair Food*[1], la *CIW* obtient, en mars 2005, une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail pour les cueilleurs de tomate. En 2006, la coalition décide de s'attaquer à *McDonald* et à *Chipotle Mexican Grill*, une chaîne contrôlée par la multinationale, pour obtenir les mêmes garanties.

Co-fondatrice du *National Freedom Network Institute on Human Trafficking*, la *CIW* se bat aussi contre le travail forcé et la servitude pour dettes dans l'agriculture, des pratiques qui concernent le plus souvent les clandestins et dont les cas les plus nombreux sont répertoriés en Californie, en Floride, dans l'État de New York et au Texas. Ainsi, en 2001, la *CIW* aide près de 700 Mexicains et Guatémaltèques dans leur action contre *R&A Harvesting*, un embaucheur accusé d'avoir contraint ces ouvriers à travailler dans des champs de citrons . En novembre 2002, quatre des responsables de la société sont lourdement condamnés.

En Californie, l'activité syndicale de l'*UFW*[2], qui a quitté l'*AFL-CIO* en janvier 2006 pour rejoindre la *Change to Win Coalition*, est en déclin. Le nombre de ses membres a fortement diminué — 80 000 au milieu des années 1970, 16 000 en 1994 et 5,146 en 2002. Aujourd'hui, le syndicat représente moins de 2 % des ouvriers agricoles de Californie, et n'a plus que quelques 25 contrats avec des producteurs, au lieu de près de 150 au milieu des années 1970. L'un de ces contrats a été passé en 2003 avec *Coastal Berry Co*., le plus gros producteur de fraises du pays, après une longue campagne d'organisation des cueilleurs commencée en 1995. Endehors de la Californie, l'*UFW* soutient les efforts des ouvriers agricoles de la vallée Yakima dans l'État de Washington — les *United Farm Workers of Washington State* ont été créés en 1986. En 1995, cette section signe un contrat avec l'un des plus importants producteurs de vin de la région. En Floride, l'*UFW* a également représenté les cueilleurs d'orange salariés de *Coca Cola* jusqu'en 1997, date à laquelle *Coke* a vendu ses vergers à *Minute Maid*. Par ailleurs, en 1999, le syndicat a obtenu un contrat avec *Quincy Farms*, un producteur de champignons de Quincy, près de Tallahassee, couvrant les 430 employés, à 40 % africains-américains et à 60 % hispaniques. Enfin, en 2002, l'*UFW* modifie sa constitution afin de pouvoir organiser des travailleurs hors agriculture, et représente par exemple des ouvriers qui assemblent des classes préfabriquées pour une compagnie de San José, en Californie.

L'immigration clandestine, le recours croissant aux embaucheurs, qui contrôlent étroitement les ouvriers, jouent un rôle dans ce déclin, et

1. Alliance for Fair Food : `www.allianceforfairfood.org`.
2. UFW : `www.ufw.org`.

l'*UFW* a été obligé de modifier sa position. Par exemple, il n'y a plus de contrat standard mais des contrats « adaptés » aux besoins des entreprises, comme celui signé avec *Huntington Farms* à Soledad (Californie) en septembre 2005 qui permet à l'exploitant de faire appel à un sous-traitant pendant la période de récolte et exclut ces travailleurs des garanties accordées. Cependant, l'*UFW* fait aussi, et ce depuis plusieurs années, l'objet de nombreuses et vives critiques, les plus récentes étant celles exprimées dans des séries d'articles publiées par le *Bakersfield Californian* en mai 2004 et le *Los Angeles Times* [1] en janvier 2006. Les héritiers de Chavez sont accusés d'avoir négligé l'organisation des ouvriers agricoles au profit de la création d'un réseau d'associations qui récoltent des millions de dollars de fonds publics et privés, d'utiliser une bonne partie de ces fonds pour entretenir la « légende Chavez » et d'avoir transformé l'*UFW* en une entreprise familiale dirigée par des parents de ce dernier et de Dolorès Huerta, une autre responsable de la période héroïque du syndicat.

Parmi d'autres exemples de « dysfonctionnement » relevés par les auteurs de ces articles, il y a celui du *National Farm Workers Service Center*, dirigé par Paul Chavez depuis 1990 et dont le salaire s'élève à 125 000 dollars en 2002. Le *NFWSC* est accusé d'avoir employé de la main d'œuvre non syndiquée pour construire, en Californie, au Texas, au Nouveau-Mexique et en Arizona, des logements à l'origine destinés aux ouvriers agricoles, mais de fait occupés par d'autres. Il est également reproché à l'*UFW* de s'être lancé, à partir de 2000, dans l'organisation de campagnes électorales pour le Parti démocrate et de se présenter non plus comme un sydicat représentant les *campesinos*, mais comme un mouvement plus large agissant pour l'ensemble des Hispaniques.

Au Texas, avec la disparition du *TFW* d'Orendain, puis de l'*IUAIW* de Moya, l'activité syndicale est sinon absente, du moins très réduite. L'*UFW* a conservé une section dans la vallée, mais, confronté à l'hostilité du lobby agricole et des autorités, tant au niveau de l'État que local, le syndicat a préféré intensifier son action au niveau des communautés sous la direction de Rebecca Flores et de Juanita Valdéz-Cox — le seul contrat négocié par l'*UFW* est celui qui couvre les employés des paroisses du diocèse de Brownsville, au grand dam des autorités ecclésiastiques. Le logement est l'un des domaines d'intervention de l'organisation : le *National Farm Worker Service Center* a construit des appartements à loyer modéré dans la *Colonia* Las Milpas près de Pharr, à Mercedes, Temple, San Antonio, et Austin, et depuis 1991, *Proyecto Azteca* [2], basé à San Juan, aide les habi-

1. Miriam Pawel, « UFW : A Broken Contract, » *Los Angeles Times*, January 8 2006.
2. Proyecto Azteca : `www.proyectoazteca.org`.

tants des *colonias* à construire leur maison, et ce en association avec le *Texas Low Income Housing Information Service*, le *Center for Community Change*, et la *Texas Rural Legal Aid*. L'*UFW* apporte également son soutien à des candidats démocrates comme Lloyd Doggett, élu du Texas au Congrès, dans un État où les républicains ont redessiné les circonscriptions électorales à leur bénéfice.

Le *Sin Fronteras Organizing Project* est une autre organisation qui vient en aide aux ouvriers agricoles du Texas. Fondée en 1993 et basée à El Paso, un important centre de recrutement pour les exploitants, cette association à but non lucratif tente, dans le cadre de son *Border Agricultural Workers Project*, de former et d'éduquer les quelques 14 000 ouvriers légaux et clandestins qui travaillent pour les producteurs de piments rouges du sud du Nouveau-Mexique et vivent dans cette zone, ainsi que dans la région d'El Paso et le nord de l'État de Chihuahua, au Mexique. Suite à des actions menées dans le comté de Doña Ana au Nouveau-Mexique et dans le comté d'El Paso depuis une douzaine d'années, le *BAWP* a obtenu quelques résultats en matière de salaires, de logement, et de conditions de travail. Membre du *Farmworker Network for Economic and Environmental Justice*, de la *Rural Coalition*[1] et du *Southwest Network*[2], l'organisation est aussi à l'origine de la création du *Centro de los Trabajadores Agrícolas Fronterizos*, qui offre aux ouvriers et à leurs familles, ainsi qu'au résidents pauvres des quartiers sud d'El Paso différents types de services — dispensaire, cafétéria, cours d'anglais, activités de loisirs pour les adultes et les enfants.

Les ouvriers en conflit avec les employeurs et les embaucheurs continuent par ailleurs de bénéficier de l'intervention de la *Texas Rural Legal Aid*. Ainsi, en 1995, suite à une intervention de la *TRLA*, l'université *Texas A&M* (College Station) est condamnée à payer les cotisations de Sécurité Sociale de 400 ouvriers agricoles recrutés dans 10 des 18 de ses stations expérimentales entre 1990 et 1993, à verser 30 000 dollars à la *TRLA* et 20 000 dollars pour la diffusion du jugement en espagnol auprès des travailleurs.

Les conditions de travail et de vie des ouvriers agricoles, en tant que groupe socio-économique, ne se sont donc pas améliorées pendant les vingt dernières années. L'*IRCA* n'a pas créé de problèmes nouveaux, mais a accéléré un certain nombre de processus déjà en place avant 1986, une accélération poursuivie avec l'adoption de l'*ALENA*. Le constat est pratiquement le même qu'en 1986, et les recommandations des groupes et

1. Rural Coalition : `www.ruralco.org`.
2. Southwest Network : `www.southwestnetwork.org`.

institutions désireux de changer la situation similaires : une forte diminution de « l'armée de réserve » des ouvriers de ce secteur et la fin de l'« isolement » du marché du travail agricole ; une profonde transformation des modes de production en agriculture intensive ; l'application des lois et réglementations déjà existantes en matière de protection des salariés ainsi que l'extension à l'agriculture de l'ensemble des dispositions du droit du travail et de la législation sociale. Or, ceci ne peut se faire sans la volonté politique de mettre fin à la véritable subvention que constituent pour le secteur agricole l'immigration clandestine, les programmes de recrutement de main d'œuvre étrangère, et le statut spécifique des ouvriers agricoles. Par ailleurs, des décisions unilatérales ne peuvent suffire et la coopération avec les pays d'émigration semble plus que jamais de rigueur. Enfin, alors que les législateurs vont aujourd'hui dans le sens d'une limitation de l'accès à l'aide sociale pour les immigrants, l'arrivée massive d'Hispaniques dans les zones rurales exige une véritable politique d'intégration tant au niveau fédéral que local.

Documents annexes

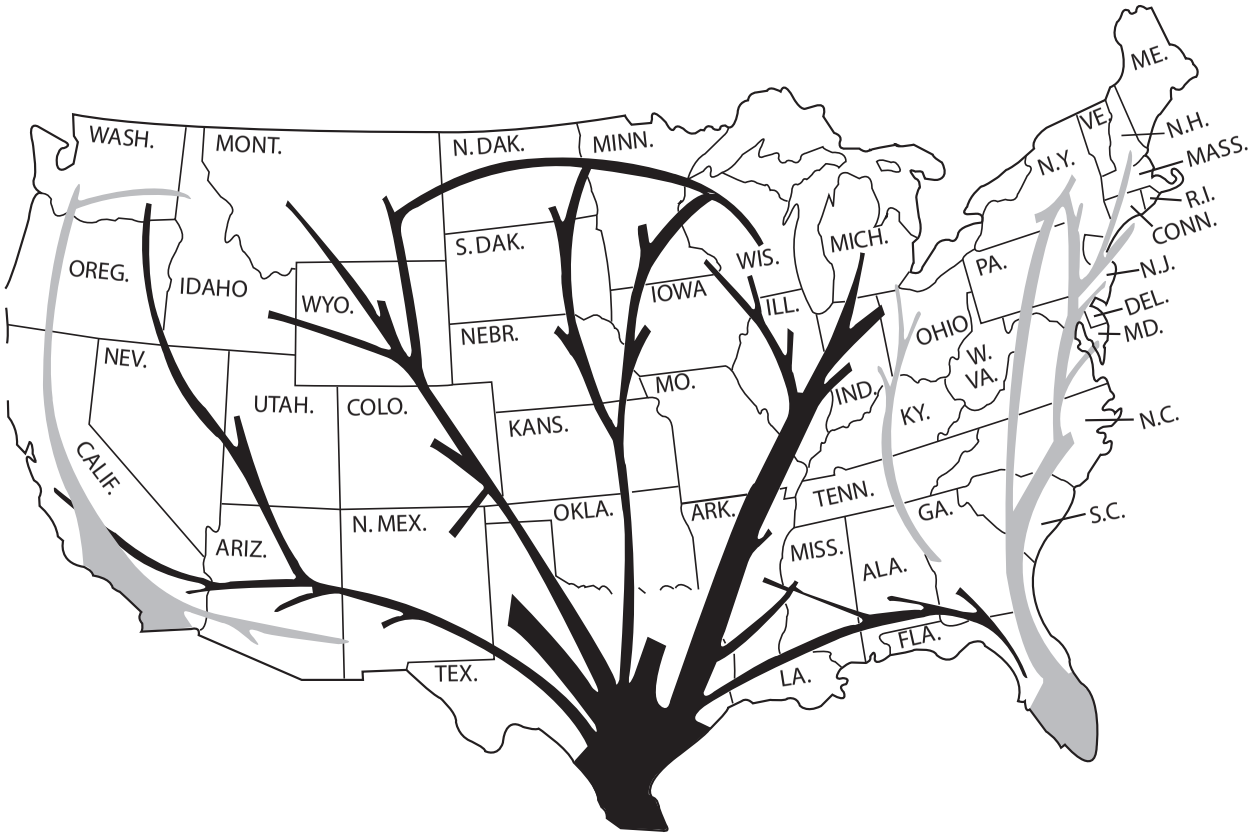
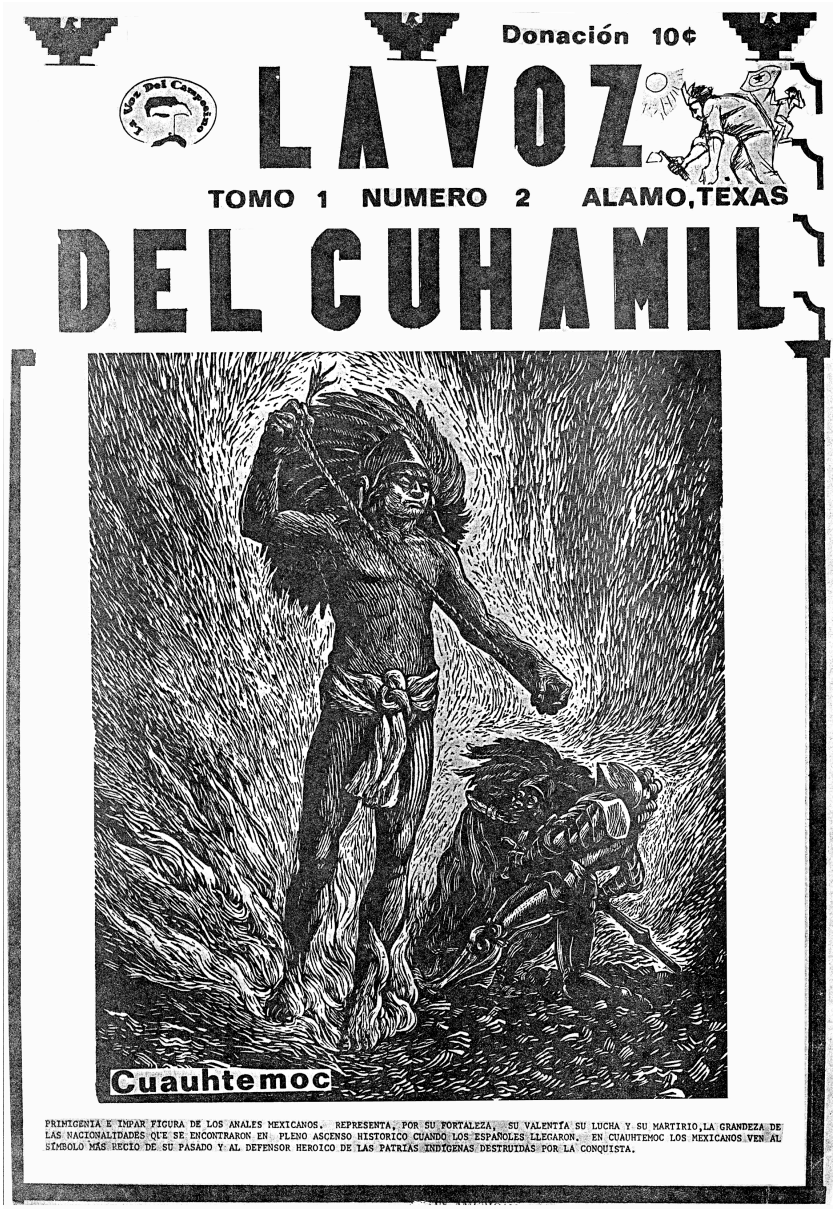


Figure 1. — Les circuits migratoires des ouvriers agricoles aux États-Unis (1961). Source : United States, Department of Labor Bureau, Bureau of Employment Security (Washington : GPO, 1961)



Donación 10¢

LA VOZ DEL CUHAMIL

TOMO 1 NUMERO 2 ALAMO, TEXAS

Cuauhtemoc

PRIMIGENIA E IMPAR FIGURA DE LOS ANALES MEXICANOS. REPRESENTA, POR SU FORTALEZA, SU VALENTÍA SU LUCHA Y SU MARTIRIO, LA GRANDEZA DE LAS NACIONALIDADES QUE SE ENCONTRARON EN PLENO ASCENSO HISTORICO CUANDO LOS ESPAÑOLES LLEGARON. EN CUAUHTEMOC LOS MEXICANOS VEN AL SÍMBOLO MÁS RECIO DE SU PASADO Y AL DEFENSOR HEROICO DE LAS PATRIAS INDIGENAS DESTRUIDAS POR LA CONQUISTA.

Figure 2. — *La Voz del Cuhamil,* 8 dec. 1974

Diciembre 25, 1974

Donación 10¢

La Voz Del Campesino

LA VOZ DEL CUHAMIL

TOMO 1 NUMERO 3 SAN JUAN, TEXAS

10 centavos

MUCHOS MILES DE NEGROS FUERON TRAIDOS DEL AFRICA A LA AMERICA, EN CONDICION DE ESCLAVOS. VINIERON A ENGROSAR, CON LOS INDIOS LA GRAN MASA DE OPRIMIDOS Y EXPLOTADOS. EN OCACIONES SE REBELARON CONTRA SU SITUACION Y SUS VERDUGOS. YANGA UN VALEROSO NEGRO, ENCABEZO UNA DE ESAS REBELIONES EN VERACRUZ QUE FUE APLASTADA CON SANGRIENTA VIOLENCIA. LOS NEGROS TRAIDOS DEL AFRICA SON TAMBIEN PARTE DE LA HISTORIA DE MEXICO.

de Adolfo Quinteros.

Figure 3. — *La Voz del Cuhamil*, 25 dec. 1974

RECUERDOS DE LA HISTORIA

Las Guerrillas Contra La Dictadaura De Victoriano Huerta

De todas partes de la República se recibían noticias en el sentido de que habían aparecido nuevos grupos revolucionarios, en contra de Victoriano Huerta. En todos los puntos cardinales se registraban combates entre federales y hombres de la Revolución. El pueblo además de hacer justicia por la muerte de Madero y Pino Suárez, quería transformar totalmente las instituciones sociales que aún perduraban y que eran similares a las prevalecientes en el porfirismo.

Grabado de Alberto Beltrán.

NEWSPAPER
¡YA MERO!
P. O. Box 1044
Pharr, Texas 78577

¡YA MERO!

por correo

P. O. Box 1044
Pharr, Texas 78577

6 meses: $2___ 1 año: $3. 50___ 2 años: $5___

Nombre:

Direccion:

Ciudad: Zip:

Figure 4. — *Ya Mero*, 6 de abril 1972, p. 12.

RECUERDOS DE LA HISTORIA

La muerte del agrarista

Jose Guadalupe Rodriguez

Los hacendados hicieron inútiles intentos para volver al régimen de las haciendas. Para lograr sus antipatrióticos deseos organizaron las Guardias Blancas, las cuales se dedicaron a atacar a las organizaciones campesinos y a los dirigentes agraristas. José Guadalupe Rodríguez fue uno de los más grandes paladines de la lucha campesina, que fue asesinado por elementos al servicio de los intereses reaccionarios de México.

Grabado de Arturo García Bustos.

NEWSPAPER

¡YA MERO!
P. O. Box 1044
Pharr, Texas 78577

¡YA MERO!

por correo

P. O. Box 1044
Pharr, Texas 78577

6 meses: $2 ___ 1 año: $3. 50 ___ 2 años: $5 ___

Nombre:

Direccion:

Ciudad: Zip:

Figure 5. — *Ya Mero*, 13 de abril 1972, p. 10.

Los manda-mases de San Benito

Por WILLIE ROSALES

SAN BENITO—Ciudad controlada por Mayor Adams y Thomae...

No hace mucho tiempo se probo esto, cuando la eleccion de los comisionados de esta ciudad.

Fernando Sanchez corrio contra el comisionado Nacho Trevino y claro el Mayor Adams estaba a favor de Nacho, porque Nacho Trevino todo el tiempo esta a favor de lo que diga el Mayor...

Fernando y el comite para un mejor San Benito le han hecho muy pesada la vida al Mayor Adams.

Cuando la eleccion de la comision andaba el Mayor casa por casa en el barrio pobre, pidiendo la ayuda a favor de Trevino, y trabian un monton de mujeres pagadas a favor de Trevino, acarreando votos a favor de Nacho.

¿De donde sale este dinero? De los que controlan esta ciudad. .

Gracias a Dios, echaron fuera a Adams del concilio de Desarrollo del Valle del Rio Grande. Ya nuestra Raza podra trabajar mas a gusto en desarrollar mas proyectos de beneficio.

¿De donde aca Thomae esta a favor del pobre?

Fue a Washington a detener el programa de estampillas para este Condado de Cameron...Las estampillas deberian esar aqui el primero de enero...? Por que los comisionados de este condado no han firmado el contrato para que las estampillas lleguen el primero de setiembre de este ano, 1972.. ?

No se crea, gente. Preguntele a Thomae por que no han firmado el contrato para poder creerle lo que anda diciendo...Ya no le echen la culpa al gobernador o al Departamento de Welfare.

Lo peor es que nuestra gente se deja llevar por la lengua hipocrita de estos traidores. Hay que despertar hermanos, y despertar a nuestros companeros de la Raza.

Adelante!

Estadistica

Una estadistica interesante: De cada dolar de impuestos federales, 64 centavos van para la guerra. La Guerra de Vietnam y para pagar el costo de guerras pasadas, inclusos los beneficios de veteranos.

Los presupuestos de los servicios militares son los mas generosos de todo el gobierno, y ya tenemos suficientes armas para destruir a todo el mundo varias veces.

Sin embargo, estamos perdiendo la guerra en Vietnam, y los mexico-americanos mueren en un porcentaje muy arriba de su fraccion de la poblacion nacional. . .

DIALOGO IMAGINARIO

RAQUEL GARZA, RAYMONDVILLE: Pues, ¿que te pasa Kika? ¿Estas por nosotros o no?

Sabemos que te tenemos en Washington para ayudar a nuestra gente pobre, pero sino estas peleando por nuestras causas, ¿que estas haciendo? Vente ya para el Valle para que mires la situacion de nuestra pobreza. . .

KIKA contesta, muy triste: Raquel, voy a tener que hacerte caso a ti, y a la Raza, porque ya no hallo ni mi casa.

—Una lectora de Raymondville

Film •Viene de la página 3

Asked why migrant families might be reluctant to participate in the project, one source said the notoriety which would come from the film could ruin the family's chances for finding seasonal employment in succeeding years.

An additonal danger would be the loss of income suffered during the making of the fim if the cameraman's activities were discovered and the entire crew were fired or evicted from seasonal labor camps.

"It's just not worth the risk," we were told, "especially since none of the $40,000 will be used to pay the farm workers families."

Coordinating negotiations for KGBT is Haar, vice president in charge of news for the Harbenito company and former news director for KGBT.

Sandoval and several aides have represented the OEO.

•Viene de la portada

del trabajador que la hacen una existencia miserable.

Un reportero dijo que los ninos se pueden ver trabajando durante horas de escuela en la cebolla frente al empaque de Griffin & Brand en McAlien.

"Para que tendran que viajar hasta Michigan para ver a los ninos trabajando?" fue la pregunta.

El costo del proyecto le parecia excesivo a otro individuo, quien dijo, que se le parecia dificil gastar siquiera $20,000 para producir la clase de pelicula que esta bajo discusion. Cuarenta mil sera demasiado, nos dijo.

Varias juntas entre la OEO y la KGBT-TV se han llevado a cabo, y es definitivamente cierto que la cuestion de que si era mejor presentar la idea a la mesa directiva o no fue discutida.

Cuando preguntamos por que era tan dificil hallar familias que quisieran participar en el proyecto, nuestra fuente dijo que la "fama" que resultara de la pelicula podria arruinar la oportunidad de las familias de hallar trabajo en otros anos.

Otro peligro es la perdida de dinero que resultaria en caso que el fotografo fuera descubierto por los patrones y la cuadrilla o perdiera su trabajo o fuera corrida de los campos.

"El riesgo no costea," nos dijeron, "sobre todo porque nadie ha mencionado la posibilidad de usar parte de los cuarenta mil para pagarles a las familias trabajadoras."

Coordinando las negociaciones de parte de la KGBT esta Haar, vice presidente encargado de noticias para la compania Harbenito, y ex director noticiero de la emisora local.

Sandoval y varios subalternos representan la OEO.

Raza Unida Party 1972

El 6 de mayo

RECUERDE:

1. NO VOTE en las Primarias Democratas
2. Asista a la Convencion en su precinto
3. FIRME LA PETICION para establecer el Partido de la Raza Unida

Escuche KGBT y KIRT radio para mas informacion

convenciones

PHARR: noroeste, numero 36, Escuela Buckner. Noroeste, numero 35, Escuela Napper. Sudeste, numero 25, oficina de YA MERO, 814 East Hwy. 83. Sudoeste, numero 6, casa de Alejandro Moreno, 230 W. Cherokee.

SAN JUAN: Norte, numero 39, Escuela Dordyns. Sur, numero 5, Salon comunal, Calle 7 Ote.

ALAMO: Norte, numero 44, Escuela Franklin. Sur, numero 4, casa de Abel Ocioa, 1121 West Bowie.

WESLCO: Noroeste, numero 42, casa de Narciso Aleman, 513 San Benito; Noroeste, casa de Benigno Pena, 239 Jolana. Sudoeste, numero 22, casa de Jesus Ramirez, 805 S. Nebraska.

MERCEDES: Norte, numero 46, casa de Marcos Garcia, 528 N. Missourl. Sudoeste, numero 21, casa de M. Casares, 819 South Washington.

ELSA: numero 15, casa de Raymundo Lopez, 323 Calle 7 Ote.

EDCOUCH: numero 16, frente a Guzman's Drive-In, Hwy. 107.

EDIMBURGO: Nordeste, numero 31, casa de Herminia Garcia, 401 E. McIntyre. Nordoeste, numero 30, Centro Estudiantil, 1615 West Kuhn, esquina con Sugar Rd. Sur-suroeste, numero 14, casa de Trinidad Pina, 410 S. Park.

MCALLEN: Nordeste, numero 7, casa de Juan Chavez, 516 E. Jasmine. Norte, numero 26, casa de Leo Garcia, 2110 Cedar. Sur, numero 27, casa de Ramon Jiliescas, 1100 Sur 16. Sur-sur-oeste, numero 48 casa de Baldemar Fernandez, 2120 Diaz, colonia Balboa. Eoeste, numero 47, casa de Xavier Garza, 1012 S. 26½.

MISSION: Nordeste, numero 9, casa de Martin Morales, 915 Saint Marie. Sudeste, numero 10, residencia, 305 Saint Marie. Nordoeste, casa de Benancio Garza, 943 Washington. Sudoeste, numero 29, Roberto Garza, Calle Citrus, colonia "La Cuchilla."

Anuncio pagado por Efrain Fernandez

Figure 6. — *Ya Mero*, 27 de abril 1972, p. 4.

RECUERDOS DE LA HISTORIA

Grabado de Mariana

Vivac de Revolucionarios

Las marchas revolucionarias fueron penosas. En las noches de vivac, los soldados se reunían para dedicarse momentáneamente al descanso. Fue en estas reuniones populares en donde resurgió la canción, la legitima canción mexicana. De 1913 a 1925, el pueblo mexicano cantó como nunca. El arte echó raíces en tierra nacional. Después del vivac, los soldados empuñaban nuevamente las armas para continuar la lucha contra los enemigos de la Revolución.

NEWSPAPER
¡YA MERO!
P.O. Box 1044
Pharr, Texas 78577

JULIAN ZAMORA
P O BOX 534
NOTRE DAME, IND 46556

¡YA MERO!

por correo

P. O. Box 1044
Pharr, Texas 78577

6 meses: $2___ 1 año: $3. 50___ 2 años: $5___

Nombre:

Direccion:

Ciudad: Zip:

Figure 7. — *Ya Mero*, 27 de abril 1972, p. 18.

En Condado Bexar

Mejor representacion

SAN ANTONIO—Un tribunal de tres jueces federales declaro la semana pasada que la seleccion de legisladores en el Condado de Bexar, donde esta ubicado San Antonio, discrimina en contra de los mexico-americanos y que el sistema se tendra que cambiar.

El que entablo el caso fue el Senador Estatal Jose Bernal, representado por los abogados Ed Idar jr., del Fondo pro Defensa Legal y Educacion de los Mexico-Americanos (MALDEF) y George Korbel, abogado de VISTA.

La tradicion en el Condado de Bexar ha sido de seleccionar a los representantes a la camara estatal por eleccion general en todo el condado, y no por distritos individuales.

Los que demandaban dijeron que esto aseguraba que los mexicanos no consiguieran la mayoria en ningun distrito, aunque representan el 40 por ciento de los abitantes del condado.

En toda la historia de San Antonio, solo cuatro mexicanos han sido elegidos al puesto de Representante Estatal.

Los abogados probaron a la Corte Federal que los representantes anglo-americanos no representaban adecuadamente los intereses de los mexicanos en la Legislatura, y que el costo de conducir una campana general en todo el condado era un obstaculo para los pobres que querian correr al puesto.

En su dictamen, la Corte declaro,

"Debidos a las restricciones, costumbres, tradiciones y prejuicios, de larga duracion, educacionales, sociales, legales, economicas y politicas, la poblacion mexico-americana de Texas, el 20 por ciento del total, ha sufrido, y todavia sufre, los resultados y efectos de una discriminacion en los campos de la educacion, el empleo, la economia, la salubridad, la politica, y otras."

El dictamen juridico representa la primera vez que una corte identifique a los chicanos como un grupo etnico que se tiene que considerar para propositos del establecimiento de distritos politicos.

Puede tener influencia en muchas partes del estado y la region del sud-oeste.

¡YA MERO!

P. O. BOX 1044
Pharr, Texas 78577

Hombre balaceado demanda policias

DALLAS—El juicio de Tomas Rodriguez, residente de Dallas quien esta demandando a las autoridades policiacas de Dallas por $10,000 despues de que policias entraron a su apartamento y lo balacearon a el y a su esposa, comenzo el lunes pasado.

Rodriguez y su senora fueron heridos el 19 de febrero, 1971, cuando la policia entro a su apartamento, en busca de unos sospechados asesinos que se habian fugado.

La policia tenia "informacion" que estaban en el apartamento, y entraron tirando sus escopetas, solo para descubrir que se habian "equivocado," pero ya era tarde para Rodriguez y su senora.

En testimonio el martes, el Capitan de Policia Robert O. Dixon dijo que no habia hecho nada para determinar de antemano quien vivia en el apartamento, y ni sabia si otra persona habia verificado la "informacion."

Fue Dixon que habia organizado el ataque, y es uno de los demandados en el pleito de Rodriguez. Otros oficiales nombrados en la demanda son el Sherife Clarence Jones, el Jefe de la Policia Frank Dyson, y dos diputados del sherife.

Dirigiendo el caso de Rodriguez es el mismo que defendio a Efrain Fernandez el mes pasado en Edimburgo.

Los dos asesinos, objetos originales de la busqueda de la policia, fueron arrestados

Pasa a la pagina 15

1117 CONWAY MISSION, TEXAS 78572 PHONE 585-2763
RGP
Printing & Office Supplies
Valley-wide sales and delivery

PHARR
AUTO PARTS
Todo para el automovil
Por mayor y por menor
787-9931
211 N. Cage Pharr

CASH & CARRY
Drive-in
Rio Grande City
✔ refacciones de carros
✔ gas
✔ se vende hielo
✔ provisiones para picnic
TELEFONO: 487-7569
especiales el fin de semana

La Voz del Campesino
Programa de UFWOC AFL-CIO con Antonio Orendain
KGBT 1530kc Harlingen Tejas
a las 6 de la manana
Lunes a Sabado

Ayude y vote por el candidato del pueblo
CIRO TREVINO
PARA ASESOR Y COLECTOR DE IMPUESTOS
CONDADO DE HIDALGO.
EL DIA 6 DE MAYO DE 1972.
CALIFICACIONES:
1. CONTADOR PUBLICO
2. EXPERIENCIA ADMINISTRATIVA
3. EX-COMISIONADO DEL LA CIUDAD DE EDINBURG
4. VETERANO DE LA SEGUNDA GUERRA
5. MIEMBRO DEL AMERICAN LEGION, V.F.W. Y OTRAS ORGANIZACIONES CIVICAS
6. NACIDO Y EDUCADO EN EL CONDADO HIDALGO
7. CASADO, UN HIJO
8. PRESENTE JUEZ DE PAZ EN EDINBURG
(Anuncio Politico y Pagado por el Candidato)

Figure 8. — *Ya Mero*, 11 de marzo 1972, p. 14.

10 1 de enero, 1972 ¡Ya Mero!

Ciudadano: REGISTRESE

Este blanco se puede recortar y enviarlo al Cobrador de Impuestos para registrarse.

Aqui publicamos por segunda vez este año el blanco que se tienen que llenar para registrarse a votar. Bajo el nuevo sistema electoral, no sera necesario registrarse todos los años que fue necesario en el pasado.

Los que se registren a partir de este mes estarán permanentemente registrados, con tal que voten en una elección cada tres años.

Si Ud. es ciudadano norteamericano, mayor de 18 años, y tendrá un año de vivir en Texas ya para el día de las elecciones, Ud. tiene derecho a votar.

Los jovenes pueden registrarse hasta 30 días antes de cumplir 18 años, pero no pueden votar hasta que tengan cumplidos los 18.

A las personas que tienen menos de un año en Texas, o menos de seis meses en el condado donde quieren votar, se pueden registrar desde una vez, pero no podrán votar hasta que tengan un año en el estado y seis meses en el condado y la ciudad.

Otro cambio importante es que el cobrador de impuestos, oficial encargado de dirigir la registración de votantes, está obligado a autorizar a todos las personas calificadas que quieran como diputados para la registración.

Si Ud. vive en el Condado Hidalgo, y quiere registrarse por correo, llene este blanco, y envíelo por correo a la siguiente dirección:

Tax Collector
P.O. Box 178
Edinburg, Texas 78539.

Al recibir su aplicación en la Casa de Corte, se le mandará su certificado de registración a la direccion que Ud. ponga en el blanco.

Si tiene preguntas, o si quiere ayuda con el blanco, puede ir a la Casa de Corte en Edimburgo. También en Pharr pueden venir a la oficina de YA MERO, tres puertas al este de la Jefferson Junior High.

Las oficinas de Caridades Católicas en San Juan, la Unión de Trabajadores del Campo en McAllen, y muchas demás organizaciones tendrán ayuda disponible para las personas que la quieran.

Falta bastante tiempo para registrarse todavía, pero se puede hacer desde una vez, y así no tener que hacerlo mas tarde cuando habra mucha gente y mas chansa de tener que esperar en una cola, o que se pierda la aplicación entre los miles que llegarán ya para el tiempo de las elecciones.

Si tiene preguntas, llamen al número 787-6616, que es la oficina de YA MERO. La Sra. Morales lo atenderá.

APPLICATION for Voter Registration Certificate Hidalgo County, Texas — Cert. No.

Date: _____ 19__

Voting Precinct No. _____ (If Known)

NAME ☐ Mr.
OF ☐ Miss
VOTER ☐ Mrs. _____ (Please Print)

Residence Address _____ Street or Route No. (Do Not use P.O. Box)

City — Zip Code

Social Security Number _____ (If Known)

Telephone Number _____ (If Known)

☐ Check here if serviceman or student

FORMER REGISTRATION:
If registered in another Texas county during the preceding three years

Name of county _____

Residence address _____ Street or Route No.

City — Zip Code

Mail certificate to the following temporary address if it is not to be mailed to the permanent address above:

Street Number — City — Zip Code

MAIL OR DELIVER APPLICATION PROMPTLY TO COUNTY TAX ASSESSOR COLLECTOR OF HIDALGO COUNTY, P.O. BUX 178, EDINBURG, TEXAS 78539. APPLICATION MUST BE RECEIVED BY THE REGISTRAR 31 DAYS PRIOR TO ELECTION AT WHICH YOU WISH TO VOTE.

SIGNATURE OF VOTER OR AGENT*

* Husband Wife Father Mother Son or Daughter ONLY (CIRCLE ONE WHERE APPLICABLE)

RESIDENCE: I certify that the applicant is 21 years of age or over, a citizen of the United States, and has resided in Texas more than 1 year and in the county and city more than six months preceding the date of this application (unless as listed below). I understand that the giving of false information to procure the registration of a voter is a felony.

EXCEPTIONS

Show date of arrival:	Mo.	Day	Year
If in Texas less than 1 yr.			
If in County less than 6 mos.			
If in City less than 6 mos.			
*If under 21, show date of birth			

La Tienda Campesina

Precios para viernes 31 y sabado 7 y viernes 7 y sabado 8 de enero, 1972. 312 N. Standard St. San Juan, Texas

Abierto de lunes a sabado hasta las 9:00 PM

Harina
La Paloma
First Choice
Full Dress
25lbs. $1.74
limite uno por $5 compras

Cafe
FOLGERS
regular
69¢ lb.
limite una libra

Manteca Armours . 24¢
Frijol pinto ..... 7¢
Fideo cajita ..... 9¢
Azucar 5 lbs. ..... 65¢

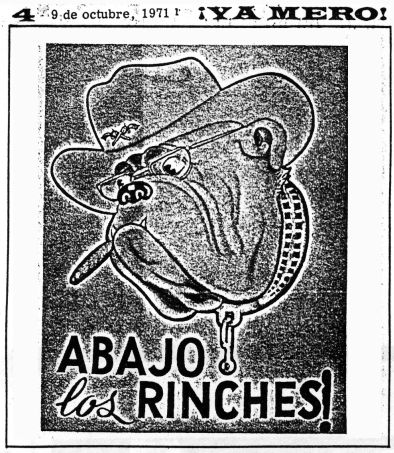
Carnes frescas
a precios especiales

Arroz
Cometa cajita de 14 onsas
14¢

Cafe Folgers
instantanio
bote de 10 oz.
$1.69
CON ESTE CUPON

Huevos Rancheros
de 37¢ a 57¢
la docena

Figure 9. — *Ya Mero*, 1 de enero 1972, p. 10.



Un artista anónimo pintó este bonito cuadro en oleo y lo llevó a la casa del director de este periódico sin dejar recado ninguno. Lo reproducimos para la diversión de nuestros lectores, quienes pueden hacer la comparación con su vecino que aparece a la derecha. La recompensa es una suscripción gratis al ¡YA MERO! para la primera persona que nos dice quien fue el pintor, para poder darle nuestro mas caluroso agradecimiento.

Su Clinica Familiar cambia local este mes

HARLINGEN—De 40 a 50 personas están recibiendo atención médica a diario en los consultorios de "Su Clínica Familiar," un proyecto para proporcionar servicio a la gente pobre del Condado de Cameron y la región circumvecina.

También en Raymondville, actualmente sin hospital, desde el mes pasado cuando se cerró él que operaba el Condado de Willacy, disfrutará de alguna facilidad por el estilo a más tardar el 25 de octubre, según información proporcionado por el Sr. Dan Hawkins, administrador de Su Clínica Familiar.

Hawkins dijo que la clínica de Harlingen está operada en una cooperación entre las Caridades Católicas del Diócesis de Brownsville y Organizaciones Unidas.

Este último grupo es una confederación de aproximadamente 13 organizaciones locales de las varias colonias y barrios de Cameron y Willacy, dirigido por el presidente Domingo Rodríguez de Los Indios, Texas.

Desde el 10 de mayo, cuando abrió sus puertas por primera vez, la clínica ha estado operando en un edificio prestado gratis por el Dr. Cortez de Harlingen.

La Sor Paul Dennis, monja y enfermera profesional de Raymondville, trabajó voluntariamente como administradora de la clínica desde su apertura hasta el primero de setiembre, cuando Hawkins fue ocupado como administrador de tiempo completo.

Durante ese período, un total de 13 medicos de la ciudad de Harlingen donaban

•Pasa a la página 7

¡ABAJO LOS RINCHES!

Este famoso retrato del Capitán A. Y. Allee de los Texas Rangers está disponible como un cartelón grandote, 22" x 28". Pídalo por correo. Precio: $1.75 más otra peseta pa' las estampillas.

¡YA MERO!
P. O. Box 1044
McAllen, Texas 78501

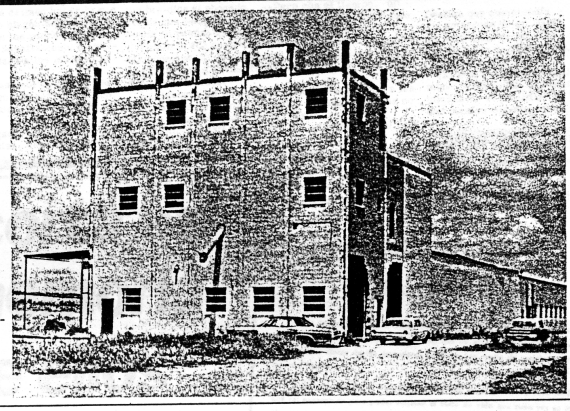
Favor de enviarme ____ cartelones del Capitán de los Rinches. Le mando $2 por cada uno.

Nombre _____
Dirección _____
Ciudad _____ Estado _____ Zip _____

Diner's Cafe
nuevo manejador
Guadalupe Hernandez Paz
Abierto
7a.m.-2a.m.
Especializamos
en mariscos
102 Calle Cage Pharr

Miguel Ramirez
Fotografo
Bodas Recepciones Retratos
787-2569

Figure 10. — *Ya Mero*, 9 de octubre 1971, p. 4.



Esta es la cervecería abandonada que dizque pronto será una clínica para los pobres.

La ciudad de Mercedes prometió componerla para que sirva de consultorio, pero la fuente de los $50,000 necesarios no es muy claro.

Historia de una clinica

por Roberto Gómez

Durante los últimos meses, los periódicos locales y las emisoras de televisión han puesto mucha atención a los planes de crear dos clínicas públicas, una en Mercedes y otra en San Juan.

Toda esa atención y preocupación por la salud de los pobres del Condado Hidalgo son el resultado de una investigación por el Juez Ed Gomez, y el Sr. Rolando Cantú, director del departamento de welfare, ramo del condado encargado de dirigir los programas ayuda médica para la gente pobre.

Según esa investigación, que tuvo su enfoque en la falta de acción de parte del departamento de salubridad que nunca estableció las clínicas precisas, resultó en una cadena de acontecimientos que al fin llegara al establecimiento de dos clínicas, limpias y sanas, donde los 80,000 residentes del condado que necesitan ayuda médica pueden hacer cola para conseguir servicio.

El gran "descubrimiento" del juez, de que mas de la mitad de los residentes de este condado carecen del cuidado mas elemental, no es nada nuevo para otras personas que se han dado cuenta de ello por mucho tiempo.

El gran número de curaderos de personas que cruzan la frontera porque los doctores de Mexico no cobran tanto como los de aquí ha sido discutido en todos los estudios año tras año.

Pero en el pasado, a pesar de los muchos estudios, las investigaciones, encuestas y censos, pocas personas han tomado acción para remediar la situación.

Ahora que la conversación sobre las famosas clínicas nuevas es muy de moda, sería interesante saber quienes son las personas que de repente tienen interés en el problema de la salud, y como llegó a ser una cosa de tanta publicidad.

Hace aproximadamente dos años, los organizadores de la Unión de trabajadores del Campo se dieron cuenta de la urgente necesidad de servicios médicos, y abrieron una pequeña clínica en sus oficinas en McAllen.

Comenzaron por invitar a todos los médicos del condado de Hidalgo a contribuir su tiempo —unas cuantas horas semanales— para consultar pacientes en esa clínica.

Un solo doctor —Ramiro Casso— se ofreció, y por casi dos años el proyecto de limitados recursos sirvió a todos los que llegaron, utilizando los servicios del doctor, enfermeras voluntarias, y equipos y medicinas donadas.

En aquel tiempo, la Unión también se puso en contacto con el llamado Proyecto "Concern," de San Diego, California. Como resultado de la iniciativa de la unión, la idea de una clínica llegaba a ser más y mas real.

Por medio de una cooperación entre el Diocesis de Brownsville bajo el mando del entonces Obispo Medeiros y la mesa nacional del Sindicato de Trabajadores del Automobil, se consiguieron 10 acres de terreno, parte de los cuales era destinados a la construcción de la facilidad médica.

La suma de $36,000 fue prometida por el movimiento sindical y el Proyecto Concern le comprometió a pagar el personal y equipar la clínica.

Todo esto aconteció hace mas de un año, y desde entonces era poco lo que se oyó, hasta el gran anuncio del Juez Gómez.

Mientras tanto, el departamento de salubridad del Condado Hidalgo recibió $359,000 del gobierno federal para establecer una clínica, la cual abrió sus puertas en la calle 21 Norte en McAllen.

Hubo dinero para ocupar a médicos de tiempo completo para servir a la gente pobre, para conseguir equipos, y, en fin para pagar todos los gastos de la clínica.

El problema fue cómo hallar a un doctor. Unos cuantos médicos se ofrecieron para el puesto —que pagaba $2,500 por MES — pero la Asociación de Medicos del Condado Hidalgo no aprobó, o no apoyó a los candidatos porque eran de "afuera," y parte del dinero se tuvo que devolver al gobierno porque no se había comenzado a tiempo.

Entran los politicos

Al fin hallaron una doctora, una que dijo que estaba lista a sacrificarse por los pobres a $2,500 por mes. A los cinco días, renunció y se fue.

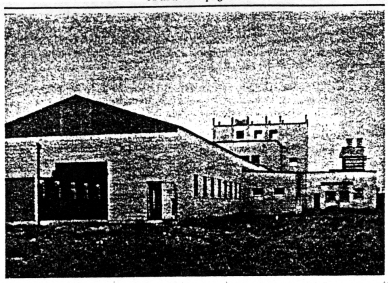
Otra vez se les rogó a los doctores locales que se ofrecieran por unas cuantas horas para trabajar en una clínica gratis para los pobres, pero de los 65 en el condado, solo tres se presentaron.

De estos tres, uno ya no ayuda, y así es que hay dos doctores que trabajan parte del tiempo, y el departamento de salubridad no ha podido localizar a un doctor que acepte la posición de director de la clínica. Hay muchas razones a que se debe esto, solo parte de ellas culpa del departamento.

De repente, en el mes de mayo, el Juez Gomez y Liborio Hinojosa de Mercedes criticaron los esfuerzos del departamento de salubridad —cuyo director el Dor. Copenhaver no es ningún relampago— y anunciaron su propio plan para ayudar a los necesitados.

Gomez dijo que aproximádamente un millón de dólares estaban disponibles para desarrollar clínicas, y que se iba a organizar una coperación

•Pasa a la página 10



Otra vista de la cerveceria que van a renovar como clínica para la gente pobre. Fotos de Mike Ramírez.

Figure 11. — *Ya Mero*, 28 de agosto 1971, p. 3.

¿QUE PASA en el valle?

Estas escenas son de los ensayos del grupo que bailará para la fiesta de Su Clínica en Harlingen.

Fiesta en Harlingen

HARLINGEN—Una fiesta mexicana con danzas folkloricas y musica tradicional de Mexico se celebrara en Harlingen a beneficio de "Su Clinica Familiar" el domingo, 9 de abril, a las 7 PM en el salon de la Iglesia de la Asuncion, Harlingen.

De acuerdo con informacion proporcionada por la Sor Ninfa Garza de Caridades Catolicas, la fiesta tendra el fin de levantar fondos para la compra de medicinas que seran utilizadas en la clinica.

Participando seran los jovenes de la Parroquia de la Asuncion, el Mariachi La misma fiesta de bailes se presentara el 7 de abril en el salon de la Iglesia de la Concepcion Inmaculada a las 7:30 PM. Esta presentacion sera para beneficio del Club de Jovenes.

Imperial, y la joven cantante Teni Davison.

El programa incluira bailes folkloricos como la Danza del Fuego, la Danza del Sacrificio, ambos representando la cultura indigena; Guadalajara de Jalisco, la Bamba de Veracruz, y otros numerosos.

La Srta. Davison cantara musica de su propia composicion, acompanandose en la guitarra.

Cena la Raza Unida

EDIMBURGO—Una fiesta en honor de Ramsey Muntiz y otros candidatos del Partido de la Raza Unida se celebrara manana, viernes 24, en el Centro Estudiantil, 1615 West Kuhn, Edimburgo.

Muniz, candidato para gobernador, hablara sobre su candidatura y la oportunidad que tienen la gente del Valle de elegir candidatos que conocen sus necesidades.

Habra musica de mariachi y musica para bailar durante la fiesta. Los boletos de entrada estaran disponibles de antemano, y no habra venta a la puerta.

Juan Maldonado y Leo Montalvo, estan encabezados del programa.

El almanaque

Jueves, 23 de marzo

PHARR. Vacunaciones gratis. Unidad movil del Departamento de Salubridad, Hidalgo Park y Las Milpas, 9-12.

SAN JUAN. Comision municipal, 7:30, oficina municipal.

Viernes, 24 de marzo

EDIMBURGO. Cena en honor de Ramsey Muniz y Partido Raza Unida, Centro Estudiantil, Universidad Pan Americana, 1615 W. Kuhn, 8-12 p.m.

Lunes, 27 de marzo

MCALLEN. Comision municipal, 4 p.m., oficina municipal, 311 N. 15.

SAN JUAN. Union de Credito Amigos Unidos, comite de prestamos, 6:30 p.m., 507 S. Nebraska.

Martes, 28 de marzo

MCALLEN. Mesa Directiva, Distrito Escolar, 8 p.m., oficina municipal.

EDIMBURGO. Mesa Directiva, Distrito Escolar, 7:30 p.m., 101 Ave. 8 Norte.

EDIMBURGO. Mesa Directiva, Oficina de Oportunidad Economica (OEO), Casa de Corte, 7:30 p.m.

Morelos y Zapata en San Juan

SAN JUAN—Calle Jose Maria Morelos y la Calle Emiliano Zapata figuraran en el mapa de la ciudad de San Juan, debido a una decision tomada por la Comision Municipal en su ultima junta.

Las dos calles nuevas estan incluidas en la Colonia "Palm Subdivision," anexada a la ciudad por primera vez.

El alcalde Lalo Arcaute declaro que el nombre de Morelos se habia seleccionado en honor del grupo local de los Woodmen of the World (Hacheros o W.O.W.), cuyo salon en San Juan esta conocido por el mismo apelativo.

Morelos fue heroe mexicano conocido y recordado por haber tomado el liderato

•Pasa a la página 6

Una nueva ley sobre camiones escolares puede resultar en bastantes infracciones de transito y multas, a menos que se enteren mas choferes de la nueva regla.

Es obligatorio parar completamente su automovil cuando un camion escolar este parado para subir y bajar sus pasajeros, aunque este en la otra via del trafico.

Si Ud. esta manejando en una calle dentro del pueblo, o en cualquier camino en el campo, y vea las luces coloradas intermitentes de un camion escolar parado, tienen que pararse por completo todos los vehiculos en ambas vias, o sea los que acercan de los rumbos opuestos, hasta que no se apaguen las luces o el chofer o la chofera les de una senal para que sigan adelante.

La unica excepcion es en el Expressway, cuando el camion escolar este al otro lado de una carretera dividida.

Figure 12. — *Ya Mero*, 23 de marzo 1972, p. 3.

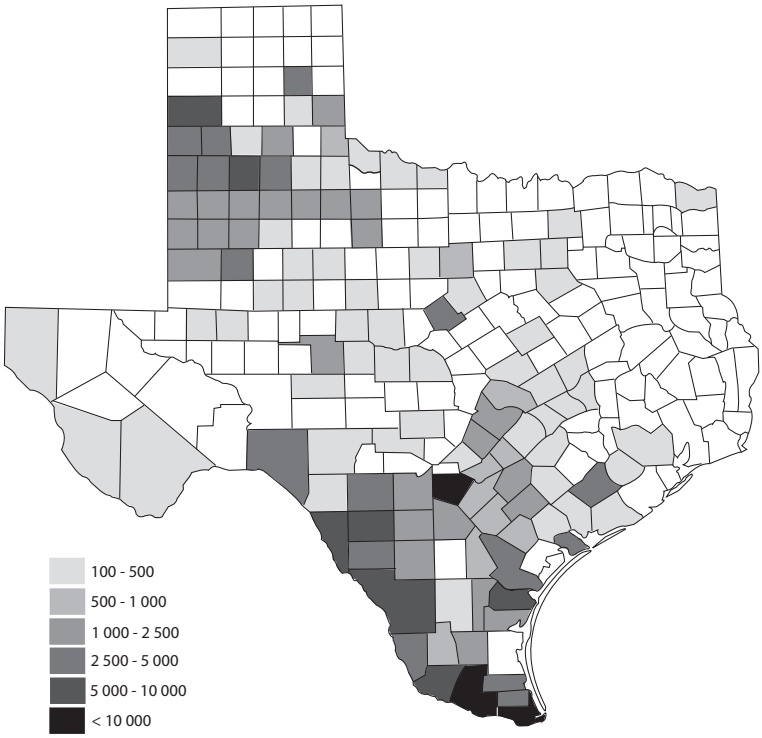


Figure 13. — Nombre de migrants par comtés (1972). Source : National Farmworker Information Clearinghouse, *Farmworker Programs in Texas* (Austin : Juarez Lincoln U, 1975)

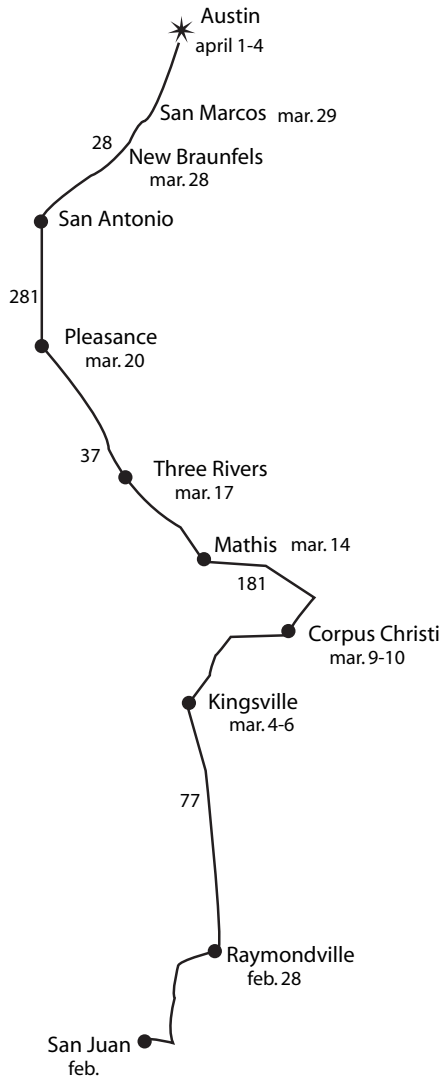


Figure 14. — Route to Austin. Marcha para Justicia (San Juan-Austin (1977).
(*El Cuhamil,* April 1977 : 3)

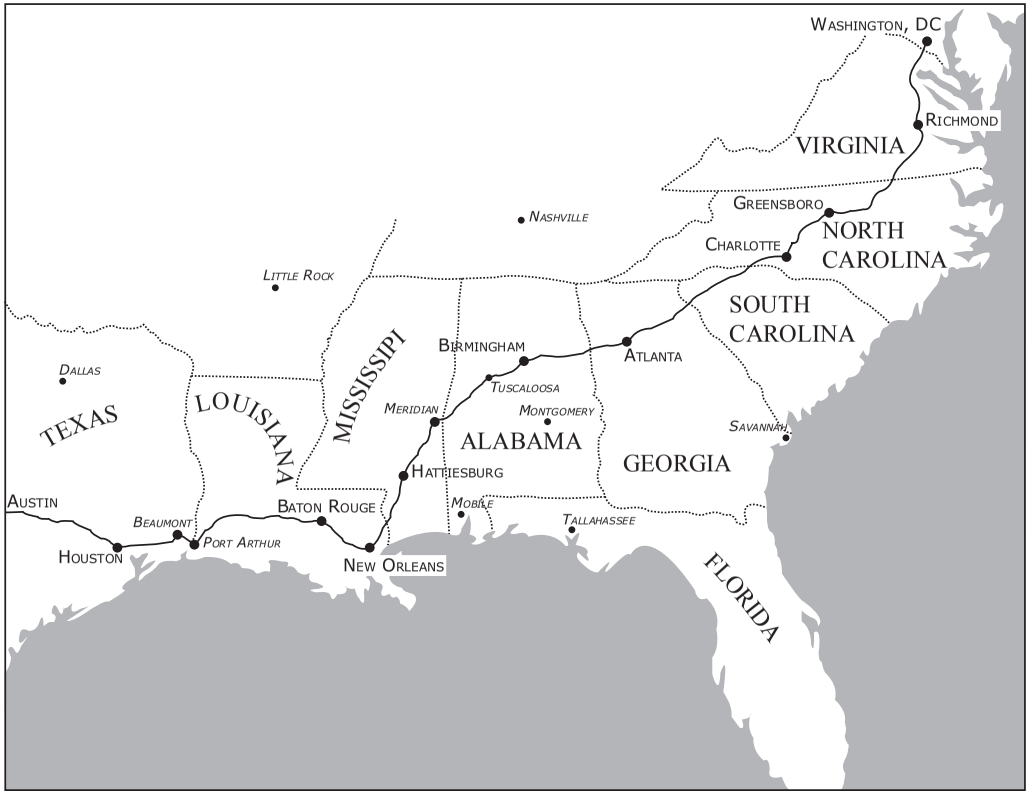
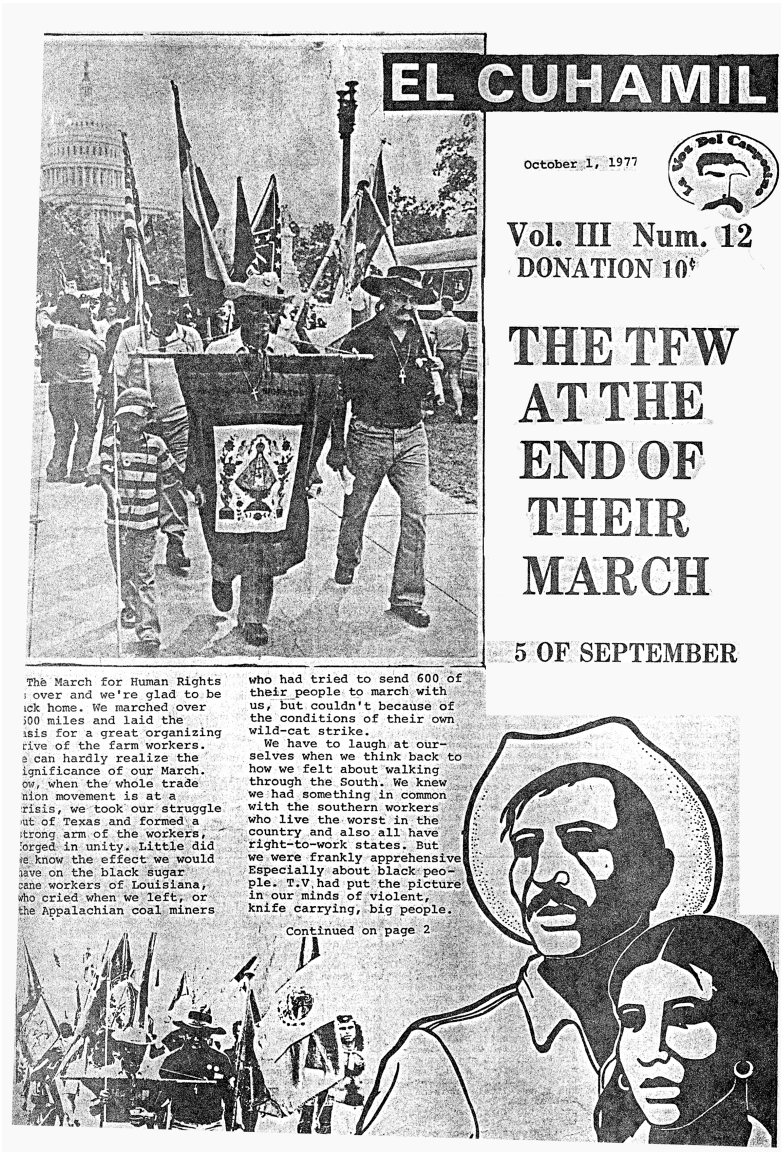


Figure 15. — Human Rights March to Washington, D.C. (*El Cuhamil*, 13 July 1977 : 1)



EL CUHAMIL

October 1, 1977

Vol. III Num. 12
DONATION 10¢

THE TFW AT THE END OF THEIR MARCH

5 OF SEPTEMBER

The March for Human Rights over and we're glad to be ck home. We marched over 00 miles and laid the sis for a great organizing rive of the farm workers. e can hardly realize the ignificance of our March. ow, when the whole trade nion movement is at a risis, we took our struggle ut of Texas and formed a trong arm of the workers, orged in unity. Little did e know the effect we would ave on the black sugar cane workers of Louisiana, who cried when we left, or the Appalachian coal miners who had tried to send 600 of their people to march with us, but couldn't because of the conditions of their own wild-cat strike.

We have to laugh at ourselves when we think back to how we felt about walking through the South. We knew we had something in common with the southern workers who live the worst in the country and also all have right-to-work states. But we were frankly apprehensive Especially about black people. T.V had put the picture in our minds of violent, knife carrying, big people.

Continued on page 2

Figure 16. — *El Cuhamil*, October 1, 1977.

Figure 17. — March for Equality (Muleshoe-Austin 1979) (*El Cuhamil*, Feb. 1979 : 3)

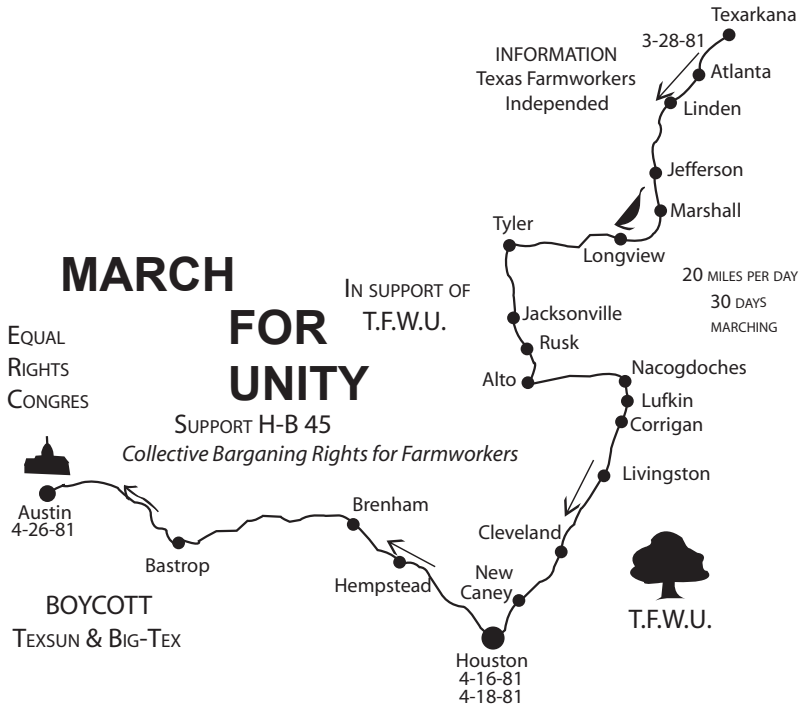


Figure 18. — Marche for unity (Texarkana-Austin (1981) (*El Cuhamil,* April 1981 : 11)

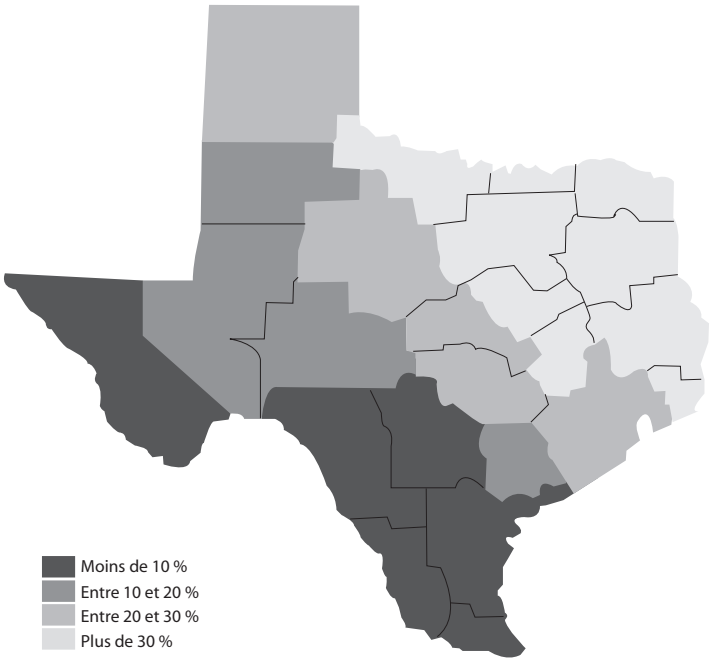


Figure 19. — Distribution géographique de la population hispanique au Texas (1980). Source : Joseph E. Pluta, Rita J. Wright and Mildred C. Anderson, *Texas Fact Book 1984* (Austin : Bureau of Business Research, U. of Texas, 1984) 84.

EDITORIAL

THE PALESTINIAN STRUGGLE

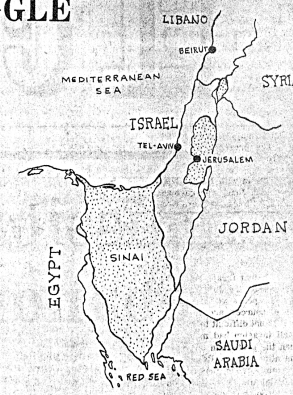
With a little luck we were able to make a trip to the Middle East, to the country of Lebanon where the majority of the Palestinian refugees live. For ten days we were in that country and in the main city of Beirut, Lebonon where there are the most Palestinian living; unhappy at having been expelled and pushed further away from their homeland, Palestine. Today, they live working, and preparing themselves for the day when they can return and liberate their Palestinian homeland. We saw men, women, and children learning the use of fire arms, which they have built with their own hands, so that they can go and fight the Israelis.

Never before, have I seen a group of people so dedicated and convinced to live fighting or to die defending their rights with a gun in their hand. It is an example that a lot of races and nations should follow because there are a lot of races and nations who are only waiting for someone to give them what they are afraid to fight for.

In Beirut we saw what modern technolongy can do against human lives. We found the most modern and refined methods of killing and terrorizing other human beings. Speaking of terrorism, while there we learned that what one hears and reality can be two different things. There we heard that some terrorist had attacked a free and democratic nation but what we did not hear was how this free and democratic nation has been using the most violent methods to remain in power and annex new territories. One can understand all this after seeing the destruction and carnage caused by the bombing on the terrorized Palestinian refugees in Sabra, Lebonon and many other places, who because of the suspicious natures and advice of third parties they were bombed almost toward total destruction. This is modern technology...

All these injustices can only be explained in the minds of political intellectuals, who firmly believe that the end justifies the means, just as it happened during the Holy Inquisition. We have tried to comprehend and understand these injustice, we will continue to relate in future articles, but we find it impossible to comprehend how a human being can be thrown out of home, his state, his nation and then be sent off as a refugee to another country to live out of seven cents a day. That is cheaper than what Judas received when he betrayed Christ or what the Mexican recieved when he lost Texas. There are a lot of similarities between the loss of the Texas territory by Mexico to the U.S. and to loss of the Palestinian territory to the Israeli government. The only and greatest difference is that over there in Lebonon, the Palestinian s are being born to free Palestine, they are growing up to conquer Palestine, and they are dying in their task. As Yasser Arafat told us, "in the years we have been struggling we have changed from simple refugees to freedom fighters, ready to liberate our country.

Isn't it true my Mexican-American friends that the difference is great between them, the Palestinians and the Israelis and us the chicanos and the American system? While they prepare to change the real conditions, we prepare to eternally live under those conditions.



And so it was that I saw what is happening in the Middle East and what happened to me is like what happened to the donkey who played the flute, because who am i to look into and judge the injustices of the great intellectuals to whom I would not even be allowed to dust off their opressing boots.

Antonio Orendain

These impression have resulted from a trip to Lebsnon recently taken by Antonio Orendain, Director of the Texas Farm Workers' Union, in the company of 12 representative of diverse ethnic, labor, and religious groups.

Invasion Of South Lebanon

ZIONIST AGGRESSION

Lebanon is a country racked by internal and external strife. During 1975-76 Lebanon endured a cruel and destructive civil war between Christians and Moslems, this war was characterized by the international media as a religious war. If one judges by the composition of the warring factions, it is easy to see that this was not merely a religious war, but a class struggle. The Christians represented the feudal, moneyed and conservative classes, while the Moslems represented the progressive elements of the working class and of the poor of Lebanon, together with the landless and dispossessed Palestinians.

What started as apparent discontent, on the part of the Christians, with the activities of the Palestinians refugees, turned into a full fledged Civil war which required the intervention of a large Syrian peace-keeping force and the additional intervention of a UN contingent to obtain an uneasy truce.

On March 15 of this year Israeli troops invaded South Lebanon, obstensibly the invasion was in the words of an Israeli communique, "to protect the state of Israel and its citizens from incursions of members of Al Fatah and the PLO who use Lebanese territory to attack citizens of Israel." The Israeli government has denied vehemently that the invasion was an act of retaliation for the Palestinian commando attack in the Tel-Aviv--Haifa area on March 11th.

The Israel invasion of South Lebanon caused a massive exodus of more than 100,000 Lebanese and Palestinians living there. The exodus of refugees caused severe problems for the Lebanese government, nearly 70,000 refugees arreived in Beirut and proceeded to settle there. Sometimes they occupied empty apartments by force but in most cases the Southern refugees were herded in already overcrowded refugee camps in the outskirts of Beirut.

The invasion of South Lebanon by Israel cannot be seen as an isolated phenomenom, it appears to be a concerted effort on the part of Israel to further splinter the Palestinian resistance while expanding its terri[illegible] domains.

South Lebanon and the Litani [illegible] have been of particular interest to [illegible] since the creation of that state in [illegible] in 1967 Levi Eshkol, then Prime Mi[illegible] of Israel, pointed out in an inte[illegible] with a French newspaper that the w[illegible]

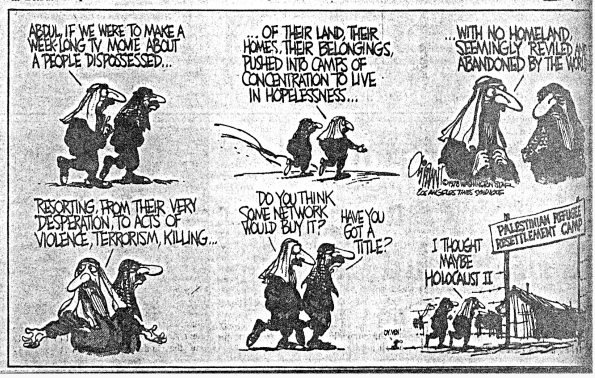
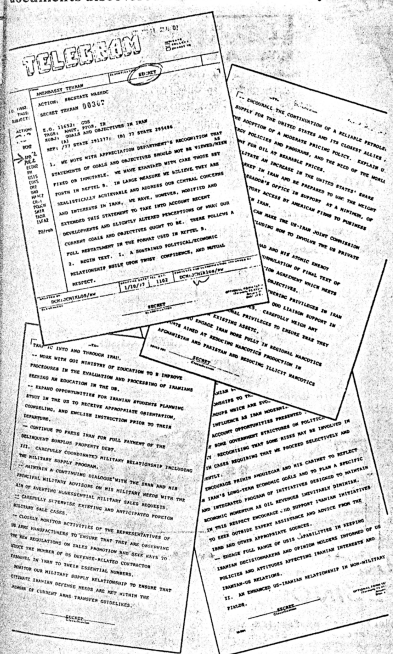


Figure 20. — *El Cuhamil*, May 1975.

documents discovered at American Embassy


TELEGRAM

SECRET

ILWU sign contract

LOS ANGELES—As a great victory for the labor movement in the U.S., a clause which would protect the undocumented workers, has been included in a labor contract which was recently signed by the International Ladies Garment Workers Union and the Hollander Homes Fashion Inc., of this city.

This clause guarantees undocumented workers protection against the INS raids, which are periodically undertaken in their places of work.

The representatives of the Hollander Homes Fashion Inc., were forced to accept the clause after the union presented proof, which showed that the administration of the company had been responsible for the raid of the plant by the INS the same day the victory by the ILGWU was ratified.

Among the points stipulated in the new contract for the company are the following:

*Notify the union, as soon as possible about the presence of INS agents in the plant or around the plant.

*Impede the entrance of INS agents if they don't have the legal authority to do so.

*If the INS agents present a legal search or arrest warrant, the company should immediately notify by telephone the union representative of that plant.

*The company should not reveal the names, addresses or status of its employees, if not required to do so by law.

*The company must re-integrate into the jobs, those workers who have had to be absent, due to business with the INS and that they should be returned to their job 7 days after having left. The workers will have a right to extend this, which will be up to the discretion of the company.

*It was agreed upon, that if due to his immigration status, a worker used a ficticious name, and in case this same worker is legally admitted into this country, will be able to change his name and social security number without losing his seniority status.

The contract also establishes that the union has an obligation to represent the workers, with importance to their national origin or immigration status.

The contract was negotiated by a workers committee of the company, under the supervision of the Union Representatives, Fidel Gomez and Phil Russo. In Los Angeles alone, there are more than 80,000 workers in the clothing industry and only 10% of them are organized under the ILGWU or in the Amalgamated Clothing and Textile Workers Union (ACRWU).

Orendain gives talks on Iran

ANTONIO ORENDAIN, director of the Texas Farm Workers' Union, has been invited to schools throughout this country as well as from Mexico, to discuss his reasons and findings on his recent trip to Iran.

As we had informed you in the last issue of EL CUHAMIL, Orendain was part of a group of fifty people, invited by the Iranian students who are holding the hostages in the American Embassy in Iran. This group, in which Estela Salinas of the TFWU was also a member, was composed of religious leaders, representatives of minority and civic organizations.

The group spent 10 days in Iran during which time they spoke with officials of the Revolutionary Government of Iran, students, workers, and people from the communities. They also visited the main parts of Tehran and other places where proof of the repressive regime of the ex-shah, Reza Pahlevi, can be seen.

One of the sites visited by the delegation included the cemetery where over 6,000 victims of the Shah are buried. They were killed on a day in September of 1978—a day which became known as Black Friday, when unarmed men, women, and children were gunned down by the Shah's soldiers. On the day of the visit by the delegation, there were hundreds of people mourning at the graves of their dead friends and relatives. Many of them attemped to speak to members of the delegation, talking of their suffering and deprivaiton under the Shah's regime.

Another visit consisted of the homes of some of the Iranian people. In one area near the outskirts of Tehran, thousands of men, women and children were seen living in make-shift dwellings. These "homes" were built from garbage refuse, which included burlap sacks, plastic paper and pieces of rotten lumber. No furniture of any kind was seen as people slept on old rags laid on a mud floor.

The weather was cold and wet, snow was on the ground and people were wearing very little or very ragged clothing as protection against the elements. One of the women who talked to the delegates mentioned that three out every six children born in the village die during infancy. Other "homes" visited included dwellings underground, which had no windows, little or no furniture, and a tiny apeture which served as a door. A single block of space of about 5' x 5' served as home for families of 5-10 members. Thousands of such dwellings were seen at one particular locality in Tehran.

The multimillion dollar palace of the Shah's sister was also visited. Gold plated leaves were used as decorations on the walls, tons of marble were used throughout, saunas and indoor heated swimming pools were seen. Expensive furniture was seen throughout the building. The building is now open only for tours by interested Iranian residents and groups by school children. Thousands of acres were used by the Shah's sister for her own use and her friends enjoyment, as lands were set aside for riding purposes, partying, etc. An aviary inside the palace housed several exotic parrots, which were placed in the care of several servants whose sole responsibility was to look after these birds.

Since the average Iranian citizen was poor, exploited, and had no access to medical care, some of the mulitmillion dollar homes of the Shah's followers (who fled Iran after the revolution) were taken over by the new government and set up as hospitals. The delegation visited one of these hospitals where soldiers of the revolution or victims of the Shah's regime were hospitalized.

The delegation also visited factories that are now under the control of the worker factory committees. In the country side they have initiated the process to collectivize the land, although the results are slow in coming due to the fact that they lack machinary in order to cultivate the land.

Before the end of the trip, the group went to the Embassy to have interviews with the students and the Americans detained there. The students showed the documents they confiscated the moment that they overtook the Embassy, and this proved the espionage activities that went on in the Embassy.

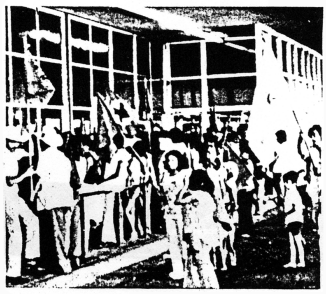
Also, the second Ayatullah, Hosein Ali Montazaeri, spoke to the group. He mentioned that the spirit of martyrdom in the Muslim religion was an important part of the faith of the people. He also stated that although the government of the U.S. and President Jimmy Carter was a corrupt one, that he and all other Iranians loved the American people. The son of Iman Khomeni, Ahmad Khomeni, also spoke to the group, and at the end presented tulip flowers to the group in a gesture of friendshop and good-will to the American women.

The son of Ayatullah Khomeine talking with American Delegation during their trip to Iran

Figure 21. — *El Cuhamil*, April 1980.

INTERNATIONAL LABOR ALLIANCE

This article appeared in the newspaper UNO MAS UNO just after the 1st International Conference in Defense of Undocumented Workers in Mexico City, in which the Texas Farm Workers participated in actively. This article generally reflects the spirit of the last day of this historic conference in which important resolutions were passed in efforts to move forward the struggle in defense of undocumented workers...



HISTORICAL ALLIANCE OF UNION AND POLITICAL ORGANIZATIONS FROM BOTH COUNTRIES IN DEFENSE OF UNDOCUMENTED WORKERS...

Representatives from 41 labor, farmworker, religious, educational and professional organizations from Mexico and the United States approved last Wednesday an International Labor Alliance, the first in history, to defend the labor rights of migrant workers and to demand an investigation by Amnesty International of the violation of human rights along the border.

At the conclusion of the First International Conference in Defense of the Undocumented, the organizations received the support and solidarity of organized labor throughout the world, as expressed by Claude Billault, Secretary General of the International Trade Union of Agricultural, Forestry and Plantation Workers, who represents 50 million persons on five continents, and also of the Federation of Workers from Cuba.

The 23 United States organizations and the 18 Mexico organizations included unions affiliated with the Confederation of Mexican Workers (CTM) and the Congress of Work — approved the Declaration of Rights which demand respect for migrants and the freedom to organize in the United States. This will be presented to the United Nations and the International Labor Organization.

The 41 organizations agreed, after a heated five-hour debate, at the "Ricardo Flores Magón" auditorium of the Labor Congress, to form an International Coordinating Committee Mexico-U.S., to deal with the problems of the undocumented workers. Its principle body will be an autonomous trade union subcommission that will "deal with the social and economic problems (that surrounds them)."

The First International Conference in Defense of Undocumented Workers was strongly opposed to any "guest work" type programs. Also opposition was strong against the Taft-Hartley Act, it was passed by the U.S. Congress in 1947, with the objective of stopping the growing unionization of the workers.

The plenary session voted to have a halt put to the political collaboration between Mexico and the United States " in acts of harassment, the end of repression by the Mexican Army in the fields, and in a move not forseen — a call was made for solidarity with all the demands of the heroic factory workers of General Motors, who have been on strike for two months"...

The International Conference gathered a wide range of organizations from both counties; ranging from the United Mine Workers of America to Coalition of 30 Trade Unions in Los Angeles, LULAC, the militant Texas Farm Workers Union, Arizona Farm Workers Union, United Steel Workers Union-Local 65, and representatives from Mexico like the Telephone Workers Union, the Mexican Electrician Union, the University Workers Union, National Confederation of Transportation, the Nuclear Workers and the Center for Social Communications.

A total of 41 organizations were present for the entire conference which lasted 3 days, the first of its kind in history.

At one point, those present started chanting "Workers United shall never be defeated" as Arnet Lewis, from the Equal Rights Congress, a U.S. organization that fights in defense of civil rights and also representing the Chemical Workers Union, put forward their unconditional support and solidarity "in the name of those hostages that have been held in the United States for 300 years", referencing to the black people.

Chuck Parker, representing the powerful United Mine Workers of America and also a member of the presidium, spoke of the support and solidarity from his union.

Billault, Secretary General for the International Union that represents 50 million workers throughout the world, with headquarters in Prauge, Czechoslovakia, declared total support for the Mexico-U.S. Coordinating Commission, which will fight for the defense of migrant workers so they can "enjoy rights like human beings."

The conference drew various observors, such as the Secretary of Exterior Relations, the National Institute of Workers, the University of Mexico, the Communist Party, the Socialist Workers Party, College of Mexico, and the Federal Electric Commission. The United Auto Workers Union, Lawyers Guild, and the University of Souther California were among groups from the United States participating as observers.

List of organizations participating in the 1st International Conference in Defense of Undocumented Workers —

FROM MEXICO:

Confederación de Trabajadores Mexicanos (CTM),
Comisión Intersindical Sobre Asuntos Migratorios del Congreso del Trabajo,
Sindicato de Telefonistas de la República Mexicana (STRM),
Sindicato Unico Nacional de Trabajadores Universitarios (SUNTO),
Sindicato Unico de Trabajadores de la Industria Nuclear (SUTIN),
Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos (CIOAC),
Unión General de Obreros y Campesinos de México (UGOCM),
Sindicato de Trabajadores de la General Motors, afiliados a la Confederación Revolucionaria de Obreros y Campesinos (STGM-CROC),
Frente Auténtico del Trabajo (FAT),
Sindicato de Trabajadores Académicos de la Universidad Autonóma de Chapingo,
Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria Gráfica (SNTIG),
Sindicato de Obreros Libres (SOL),
Consejo Nacional Ferrocarrillero (CNF),
Movimiento Revolucionario del Magisterio (MRM),
Centro de Coordinación de Proyectos Ecuménicos (CECOPE),
Centro Nacional de Comunicación Social (CENCOS),
Unión Nacional de Mujeres Mexicanas,
Unión de Periodistas Democráticos,
Centro de Información y Documentación Sobre Asuntos Migratorios,
Confederación Nacional de Transportes,
Acción Comunitaria-Asociación Política (ACOMAP)

FROM THE UNITED STATES:

Texas Farm Workers' Union (TFWU)
United Mine Workers of America (UMWA), Local 3453,
District 17, West Virginia,
International Brotherhood of General Workers (IBGW), Los Angeles,
United Steel Workers of America (USWA), Local 65, Chicago,
Arizona Farm Workers' Union (AFW),
Californias Against the Taft-Hartley Act (coalition of 30 unions),
Equal Rights Congress (ERC),
United League of Mississippi,
League of United Latin American Citizens (LULAC),
National Lawyers Guild, San Francisco,
Shopmen's Local Union 627 (Ironworkers), San Diego,
United Auto Workers (UAW), Local 645, Los Angeles,
National Association of Farmworker Organizations (NAFO),
La Raza Legal Alliance, South Texas Chapter,
Texas Legal Services Union, Local 2, Harlingen, Texas,
Emancipation Arts, Los Angeles,
National Organization of Legal Services Workers, New Jersey,
Illinois Migrant Council, Chicago,
Coalition of Immigration, Houston and Los Angeles,
Centro Azteca, Albuquerque, New Mexico,
CASA, Chicago,
Trade Unionists for Action and Democracy, Los Angeles.

Figure 22. — *El Cuhamil*, May 1980.

!VIVA EL PRIMERO DE MAYO!
!VIVA LA UNIDAD DE TODOS LOS TRABAJADORES!
!VIVAN LOS TRABAJADORES AGRICOLAS!
UNION DE CAMPESINOS DE TEXAS
(Independiente)

1º De Mayo,

DIA INTERNACIONAL DEL TRABAJO

El día 1º de mayo se origino en los Estados Unios de Norte America, por parte de los obreros en su lucha por un dia de 8 horas, Al principio del siglo, los obreros, incluyendo a mujeres y niños eran forzados a trabajar por 14, 18, 20 horas por día. Estas condiciones existian por todas las fabricas, minas, files y molinos.

La Federación Americana de Labor y los Caballeros de la Labor adoptaron una plataforma llamando a su membrecia a que se unieran en la lucha por un día de 8 horas y escogieran el 1º de mayo de 1886 como día para legalizar este día. Los sindicalistas revolucionarios empezarón a mobilizar a los sindicatos y obreros para una huelga general en el 1º de mayo.

Aunque el presidente de la AFL, Samuel Gomprs y los lideres de los (Knights of Labor) Caballeros del Trabajo se rehusaron a apoyar esta lucha. El día 1º de mayo mas de 1,000,000 de obreros dejaron sus instrumentos de producción, y se desato una huelga en general. El centro de la huelga era Chicago en donde se llevaron acabo enfrentamientos violentos en contra de la policía y los capitalistas.

En la planta de la Mc Cormick Harvester en Chicago. 6 Huelgistas fueron acribillados por la policia y hubo otros heridos Al día siguiente se llevo acabo una demostración en Haymarket Square en Chicago. Durante esa demostración un agente de la policía arrogo una bomba matando a otro policia. 'as autoridades policiacas lo utilizaron como excusa para disparar en contra de los obreros, matando a 4 e hiriendo a 200´s mas.

Para tratar de descreditar este movimiento y la policia injustamente conspiraron en contra de 8 sindicalistas echandoles la culpa de haber tirado 'a bomba. Cinco de los sindicalistas fueron executados. En 1890, el movimiento laboral mundial adopto el 1º de Mayo como el día de los trabajadores en las cuales se llevarian acabo demostraciones, marchas, protestas etc. por todo el mundo. Eventualmente los obreros forzaron a los patrones a que reducieran la jornada de trabajo a 8 horas diarias y el gobierno puso una ley de 8 horas de jornada diarias.

Es ironico que aunque este día 1º empezo en los EUN, se celebra por todo el mundo menos en los EUN. debido a los capitalistas el gobierno y los lideres corruptos del movimiento sindical no quieren reconocer la militancia de la clase trabajadora en este país.

La Unión de Campesinos de Texas. hace un llamamiento a los obreros agricolas para que levanten el estandarte del 1º de Mayo y por "Derechos Colectivos para los Trabajadores Agricolas y su solidaridad con todos los obreros del mundo. Hagamos de este 1º de mayo un día de lucha.

Por Jesus Perez Moya.

De la Primer Pag.

LEGISLATURA

do por 3 representantes que son: Ken Riley, Leonard Bob y Juan Hinojosa. Al parecer estos legisladores estan -- siendo negligentes ante este Proyecto de Ley, ya que no se a dado un reporte departe de los encargados como se debiera haber hecho desde hace tiempo.

Samuel Hudson, Representante de Jallas, que sometiera el HB 45, nos dijo que va a buscar la manera para que se obligue a los encargados del Sub-comite de Practicas de Empleo, para que den un reporte donde indique el motivo por el cual no se le esta dado el trato requerido a tan importante Proposición de Ley.

Se a hecho sentir ——nos dice nuestro corresponsal en Austin—— una compaña en contra de el HB 45 en el Capitolio, los ultimos días. Estos ataques han sido departe de nuestros viejos enemigos del Farm Bureau y la Asociación de Agricultores Vegetaleros de Texas, asi como. Algunas organizaciones sindicalistas que dicen representar a los trabajadores, lanzado tambien campaña para degradar los esfuerzos que nuestra unión esta haciendo para conseguir una ley en pro de los trabajadores de el campo.

Es probable que tampoco este año de Legislatura Estatal nuestro HB Nº45 sea concidierado, nisiquiera en la Camara de Representantes y Senadores de Texas.

La Unión de Cmpesinos de Texas seguira su ardua labor para organizar a los obreros del campo. Estamos concientes que no es con reformas como vamos a llegar a emanciparnos de la explotación. Unicamente con la -- organización de los trabajadores de todas las ramas de la producción, podremos un día tener un porvenir prospero, de paz, bienestar e --- igualdad social.

Huelga de los Mineros en el Oeste

1981 es un ano de contrato para ambos, los mineros y los estibadores de la costa del Oeste (I.-L.W.W.) con los operadores del carbón. Los operadores o dueños de las minas de carbón estan tratando de destruir a la Unión de los mineros demandando el alto a las pensiones comunes, una semana mandatoria de 7 días, una continuación de la arbitración en los asuntos de seguridad, y un reducimiento en los beneficios médicos ofreciendole a los mineros beneficios insignificantes como el de darle pensión a las viudas y un plan dental.

Al mismo tiempo Reagan ha propuesto recortar los fondos para el pulmon negro que beneficiaba a las los mineros que se enfermaban mientras trabajan en las profundas minas; recortar el programa de las estampillas de comida; recortar los lonches para los estudiantes; recortar los beneficios para la asistencia para los niños; 700,000 familias seran excluidas del programa del bienestar social; y tambien ha propuesto destruir el programa de asistencia legal para la gente pobre. Este ambiente de reacción derechista por parte de los explotadores que dominan esta sociedad provee la clase para la unificación de la clase obrera en la cual un movimiento por sus reveindicaciones políticas y economicas se pueden organizar.

Los mineros por una parte, hanvotado 3 a 1 rehusar el contrato ofrecido por las compañías mineras. La compañía ha intentado desacerce de los derechos que estos pagan del carbon que es extraido en minas no-organizados por la Unión. Usualmente, estos derechos son depositados en un fondo que se utiliza para los pensionados. Al remover este derecho se le quita las restricciones al carbon extraido de minas no sindicalizadas.

El contrato rechazado no incluia un ajuste sobre el costo del acarecimiento de la vida. Al mismo tiempo los mineros estan rechazando La Mesa de Revición de arbitraje puesto que esta tiene el poder de despedir a obreros que instigan a una huelga, esto incluye cualquier discución en cualquier parte de la mina.

Los mineros se encuentran en alta posición puesto que sus lideres no estan cometidos a organizar y a expander la influencia del movimiento huelguistico.

Los trabajadores del acero tienen similares condiciones como el pulmon negro de exponerse al polvo del carbon y el polvo en las minas y en los hornos, las explociones y venenosos gases de dioxido de carbono y otras enfermedades que se contraen mientras se produce el acero.

El peligro constante en las minas ha costado mas vidas que en cualquier gerra en los E.U. excluyendo la gerra civil. La huelga del carbón, si esta se expande, puede servir como guia a los 7.5 millones de desempleados, y servira como ejemplo para los obreros automotrizes de la Chrysler a los cuales se les esta reduciendo sus sueldos. Miles de campesinos deben de mirar a esta huelga como una huelga para avanzar sus derechos por sus derechos colectivos. Miles de actristas deben de entender de que el apoyo en favor de los mineros es un golpe en contra de las leves anti-laborales como lo es la Taft- Hartley. Los mineros, los estibadores, y los obreros automotrizes no deben de darce por bencidos ante los patrones. La debilidad del sinficato de los mineros yace en no estender la huelga particularmente en el Sur y en el Sur-Oeste, y al cruzar la frontera.

Los trabajadores agricolas estan concientes del impacto de la ley Taft Hartley. Puesto que fuimos sistematicamente excluidos del derecho de tener negociasiones colectivas.Y emos sido victimas de las leyes del "derecho a trabajar" y nos han proibido el boicoteo secundario., por eso nosotros permanesemos en una fuerza virtualmente desorganizada.

Antonio Orendain" dijo la Taft Hartley nos destruye el derecho de hablar, el derecho de juntarse pasificamente y de tener piquetes os masivos"

Las compañías mineras se estan trasladando al Sur-Oeste donde pagan mas barato a los obreros puesto que estos no estan sindicalizados. Los derechos del pueblo indigena son constantemente violados porque mucho del carbon se encuentra en sus tierras. La expanción de las carboneras hacia lugares que nn estan organizados debilitara a la huelga del carbon. La falta de organización en los campos, debilitara a toda la clase obrera.

La Unión de Campesinos de Téxas apoya la huelga de los mineros y hace un llamamiento a todos sus apoyantes para que se unan en esta lucha e ayuden ha expander la huelga de los mineros.

Figure 23. — *El Cuhamil*, May 1981, p. 3.

Bibliographie

Statistiques

PLUTA Joseph E., WRIGHT Rita J., and ANDERSON Mildred C., *Texas Fact Book 1984*. Austin : Bureau of Business Research, U of Texas, 1984.

The Texas Almanac, 1947-1948. Dallas : A. H. Belo, 1948.

The Texas Almanac, 1961-1962. Dallas : A. H. Belo, 1962.

The Texas Almanac, 1964-1965. Dallas : A. H. Belo, 1965.

The Texas Almanac, 1974-1975. Dallas : A. H. Belo, 1975.

The Texas Almanac, 1980-1981. Dallas : A. H. Belo, 1981.

The Texas Almanac, 1984-1985. Dallas : A. H. Belo, 1985.

The Texas Almanac, 1988-1989. Dallas : A. H. Belo, 1989.

The Texas Almanac. `www.texasalmanac.com`.

Texas Reference Sources Online. `www.txla.org/pubs/trs/TCG.html`.

United States Census Bureau. *United States Census 2000*. `www.census.gov/main/www/cen2000.html`.

United States Department of Agriculture. `www.usda.gov/wps/portal/usdahome`.

United States. Department of Commerce. Bureau of the Census. *Historical Statistics of the United States — Colonial Times to 1970*. Bicentennial ed. Washington : GPO, 1975. `www.census.gov/population/www/censusdata/hiscendata.html`.

Texas, histoire, économie

A Guide to the Lone Star State. New York : Hastings House, 1940.

Bedichek Wendell M. and Tannahill Neal, *Public Policy in Texas*. 2nd ed. Glenview : Scott, Foresman and Co., 1986.

Calvert Robert A, de Leon Arnoldo and Cantrell Gregg, *The History of Texas*. Wheeling, Illinois : Harlan Davidson, 2002.

Fehrenbach T. R., *Lone Star : A History of Texas and the Texans*. New York : Mc Millan, 1968.

Hansen Niles, *The Border Economy*. Austin : U of Texas P, 1981.

Harwell James, *Texas Regional Market Projections, 1950-1990*. Austin : Texas Industrial Commission, Aug. 1973.

McMichael R. N., Greenes Ronald B. and Murrell Joe C., Jr, *A Demographic Study of West Texas*. 9 vols. Edinburg : Pan American College, Dec. 1967.

Meinig D.W., *Imperial Texas. An Interpretative Essay in Cultural Geography*. Austin, Texas : University of Texas Press, 1969.

Olmsted Frederik Law, *A Journey Through Texas ; Or, A Saddle Trip on the Southwestern Frontier*. 1857. Austin : U of Texas P, 1978.

Rodriguez Louis J., ed. *Dynamics of Growth, An Economic Profile of Texas*. Austin : Madrona P, 1978.

Spratt John, *The Road to Spindletop : Economic Change in Texas 1875-1901*. Dallas : Southern Methodist U P, 1955.

Stambaugh J. Lee and Stambaugh Lillian J., *The Lower Rio Grande Valley of Texas*. Austin : Jenkins Publishing Co., 1974.

Texas Department of Agriculture. *New Public Initiatives*. Austin, Texas : TDA, 1990.

Mexicains et Mexicains-Américains : l'immigration mexicaine

États-Unis

Fin du dix-neuvième siècle — deuxième guerre mondiale

Cardoso Lawrence A., *Mexican Emigration to the United States, 1897-1931*. Tucson : the U of Arizona P, 1980.

Gamio Manuel, *Mexican Immigration to the U.S*. New York : Dover Publications, 1971.

Kiser George C. and Woody Kiser Martha, *Mexican Workers in the United States. Historical and Political Perspectives*. Albuquerque, NM : University of New Mexico Press, 1979.

Portes Aljandro and Bach Robert L., *Latin Journey. Cuban and Mexican Immigrants in the United States*. Berkeley : University of Claifornia Press, 1985.

United States. Congress. House. Committee on Immigration and Naturalization. *Hearings on Immigration from Countries of the Western Hemisphere*. 71st Cong., 2nd sess. Washington : GPO, 1930.

United States. Congress. House. Committee on Immigration and Naturalization. *Hearings on Seasonal Agricultural Laborers from Mexico*. 69th Cong., 1st sess. Washington : GPO, 1925.

Années 1940 — 1960

Cardenas Gilberto, « United States Immigration Policy toward Mexico : An Historical Perspective. » *Chicano Law Review* 2 (1975) : 66-89.

Ericson Anna-Stina, « An Analysis of Mexico's Border Industrialization Program. » *Monthly Labor Review* May 1970 : 33-40.

Ericson Anna-Stina, « The Impact of Commuters on the Mexican-American Border Area. » *Monthly Labor Review* Aug. 1970 : 18-27.

Grebler Leo, *Mexican Immigration to the United States*. Mexican-American Study Project Advance Report n° 2. Los Angeles : Graduate School of Business Administration, U of California, January 1966.

Kiser George C. and Woody Kiser Martha, *Mexican Workers in the United States. Historical and Political Perspectives*. Albuquerque, NM : University of New Mexico Press, 1979.

Portes Aljandro and Bach Robert L., *Latin Journey. Cuban and Mexican Immigrants in the United States*. Berkeley : University of Claifornia Press, 1985.

Rockett Ian R. H., « American Immigration Policy and Ethnic Selection : An Historical Review. » *Journal of Ethnic Studies* 10.4 (1982-1983) : 1-26.

Samora Julian, *Los Mojados : The Wetback Story*. Notre Dame : U of Notre Dame P, 1971.

Années 1970 — 1980

An International Perspective. Special issue of *International Migration Review* 18 (Fall 1984).

Bean Frank D., Schmandt Jurgen, and Weintraub Sidney eds, *Mexican and Central American Population and U.S. Immigration Policy*. Austin : U of Texas P, 1989.

Bean Frank D ., Edmonston Barry and Passel Jeffrey, *Undocumented Migration to the United States*. RAND Corporation, 1990.

Cornelius Wayne A, *America in the Era of Limits : Migrants, Nativists, and the Future of U.S.-Mexican Relations*. Working Papers in U.S.-Mexican Studies n° 3. San Diego : Center for U.S.-Mexican Studies, U of California, 1982.

Cornelius Wayne A., *Legalizing the Flow of Temporary Migrant Workers from Mexico : A Policy Proposal*. Working Papers in U.S.-Mexican Studies, 7. San Diego : U of California, 1981.

Portes Aljandro, and Bach Robert L., *Latin Journey. Cuban and Mexican Immigrants in the United States*. Berkeley : University of California Press, 1985.

North David, *The Border Crossers : People Who Live in Mexico and Work in the United States*. Washington : TransCentury Corp., 1970.

Sassen-Koob Saskia, « Immigrant and Minority Workers in the Organization of the Labor Process. » *Journal of Ethnic Studies* 8.1 (1980) : 1-34.

Seghal Ellen and Vialet Joyce, « Documenting the Undocumented : Data, like Aliens, Are Elusive. » *Monthly Labor Review* June 1982 : 18-21.

Weintraub Sidney and R. Ross Stanley, *The Illegal Alien from Mexico : Policy Choices for an Intractable Issue*. Austin : U of Texas P, 1980.

Années 1990 — 2000

Bruno Andorra *et al.*, *Immigration Legislation and Issues in the 109th Congress*. Washington, DC : CRS Report for Congress, Library of Congress, October 17, 2005.

Crossings : Mexican immigration in Interdisciplinary Perspectives. Harvard University, David Rockefeller Center for Latin American Studies. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1998.

Durand Jorge, Massey Douglas S. and Parrado Emilio A., « The New Era of Mexican Migration to the United States. » *The Journal of American History* 86.2 (1999) : 518-536.

Hufbauer Gary C. and Schott Jeffrey J., *NAFTA Revisited : Achievements and Challenges*. Washington, D.C : Institute for International Economics, 2005.

Manning Robert, *Five Years After NAFTA : Rhetoric and Reality of Mexican Immigration in the 21st Century*. Washington, DC : Commission on Immigration Studies, March 2000.

Passel Jeffrey S., Capps Randy and Fix Michael, « Undocumented Immigrants : Facts and Figures. » Washington, DC : The Urban Institute, January 12, 2004.

United States Commission on Immigration Reform. *Binational Study on Migration : Executive Summary*. Washington, D.C. : September 1997.

Texas

Années 1940-1960

Idar Jr., Ed. and McLelland Andrew C., *What Price Wetbacks ?* Austin : American GI Forum of Texas and Texas State Federation of Labor, 1953.

Jones Lamar B., « Mexican American Labor Problems in Texas. » Diss. U of Texas, 1965.

Meador Bruce S., « Wetback Labor in the Lower Rio Grande Valley. » Thes. U of Texas, 1951.

Saunders Lyle and Olen Leonard, *The Wetback in the Lower Rio Grande Valley of Texas*. Inter-American Educational Occasional Papers 7. Austin : U of Texas P, 1951.

Année 1970-1980

Governor's Task Force on Immigration. *Interim Report*. Austin : Office of the Governor, June 1983.

Texas Advisory Committee to the United States Commission on Civil Rights. *Sin Papeles : The Undocumented in Texas*. Washington : GPO, January 1980.

The Texas Frontier : Illegal Immigration. The Victoria College Social Sciences Symposium. Victoria : Victoria College P, 1987.

WEINTRAUB Sidney, « Illegal Immigrants in Texas : Impact on Social Services and Related Considerations. » *International Migration Review* 18.3 (1984) : 733-747.

Années 1990-2000

BOUVIER Leon F., and MARTIN John L., *Shaping Texas : The Effects of Immigration, 1970-2020*. Washington, DC : Center for Immigration Studies, April 1995.

CAMAROTA Steven A. *A Snapshot of America's Foreign-Born Population*. Washington, DC : Center for Immigration Studies, January 1999.

CAMAROTA Steven A. and MCARDLE Nora, *Where Immigrants Live*.

An Examination of State Residency of the Foreign Born by Country of Origin in 1990 and 2000. Washington, DC : Center for Immigration Studies, September 2003.

MARTIN John L., *Can We Control the Border ? A Look at Recent Efforts in San Diego, El Paso and Nogales*. Washington, DC : Center for Immigration Studies, May 1995.

Liens utiles

Center for Immigration Studies (Washington, DC) : `www.cis.org`.

Center for Latin American, Caribbean, and Latino Studies. Latino Population of the U.S. Data Bases, (City University of New York) : `web.gc.cuny.edu/lastudies/Latinodatabases.htm`.

Migration Policy Institute (Washington, DC) : `www.migrationpolicy.org`.

Pew Hispanic Center (Washington, DC) : `pewhispanic.org`.

Population Resource Center (Washington, DC) : `www.prcdc.org`.

Urban Institute (Washington, DC) : `www.urban.org`.

Mexicains et Mexicains-Américains : statut économique et social

États-Unis

ACUNA Rodolpho, *Occupied America : A History of Chicanos*. 2nd ed. New York : Harper and Row, 1981.

ALMAGUER Tomas, « Toward the Study of Chicano Colonialism. » *Aztlan* 2 (1971) : 7-20.

ALVAREZ Rodolfo, BEAN Frank, BONJEAN Charles M., GARZA Rodolfo de la and ROMO Ricardo eds, *The Mexican Origin Experience in the United States*. Special issue of *Social Sciences Quarterly* 65 (June 1984).

BACA-RAMIREZ Reynaldo and BRYAN Dexter Edward, « The Undocumented Mexican Worker : A Social Problem ? » *Journal of Ethnic Studies* 8.1 (1980) : 55-69.

BARRERA Mario, *Race and Class in the Southwest*. Notre-Dame : U of Notre-Dame P, 1967.

BRIGGS Vernon M., Jr., « Chicanos and Rural Poverty : A Continuing Issue for the 1970's. » *Poverty and Human Resources Abstracts* 7 (1972) : 4-23.

BRIGGS Vernon M., Jr., *Chicanos and Rural Poverty*. Policy in Employment and Welfare nº 16. Baltimore : John Hopkins U P, 1973.

BRIGGS Vernon M., Jr., *The Mexico — United States Border : Public Policy and Chicano Economic Welfare*. Austin : Center for the Study of Human Resources, 1974.

BRIGGS Vernon M., Jr., FOGEL Walter and SCHMIDT Fred H., *The Chicano Worker*. Austin : U of Texas P, 1977.

BROWNING Harley H. and GARZA Rodolfo O. de la, eds., *Mexican Immigrants and Mexican Americans : An Evolving Relation*. Austin : Center for Mexican American Studies, the U of Texas, 1986.

CARILLO Alberto, « The Sociological Failure of the Catholic Church towards the Chicano. » *Journal of Mexican American Studies* 1 (1970) : 75-83.

CASTRO Raymond, « Chicanos and Poverty : Four Ideological Perspectives. » *Aztlan* 3 (1972) : 133-154.

Chicano Experience in the United States (The). Special issue of *Social Science Quarterly* 53 (Mar. 1973).

CLARK Victor, *Mexican Labor in the United States*. Bulletin n° 78. United States Department of Commerce and Labor. Bureau of Labor. Washington : GPO, 1908.

DE LEON Arnoldo and GRISWOLD DEL CASTILLO Richard, *North to Aztlan : A History of Mexican Americans in the United States*. Wheeling, Illinois : Harlan Davidson, 2006.

GALARZA Ernesto, GALLEGOS Herman, and SAMORA Julian, *Mexican-Americans in the Southwest*. Santa Barbara : McNally and Loftin, 1969.

GOMEZ David, *Somos Chicanos, Strangers in Our Own Land*. Boston : Beacon P, 1973.

GOMEZ-QUINONES Juan, *Development of the Mexican Working Class North of the Rio Bravo*. Popular Series n° 2. Los Angeles : Chicano Studies Research Center Publications, U of California, 1982.

GONZALEZ Arturo, *Mexican Americans and the U.S. Economy : Quest for Buenos Dias*. Tucson : University of Arizona Press, 2002.

GREBLER Leo, MOORE Joan and GUZMAN Ralph C., *The Mexican-American People : The Nation's Second Largest Minority*. New York : The Free P, 1970.

JAFFE A. J., CULLEN Ruth M. and BOSWELL Th. D., *The Changing Demography of Mexican-Americans*. New York : Academic P, 1980.

KANE Tim D., « Structural Change and Chicano Employment in the Southwest, 1950-1970 : Some Preliminary Observations. » *Aztlan* 4 (1973) : 383-398.

KIRSTEIN Peter N., *Anglo over Bracero : A History of the Mexican Worker in the United States from Roosevelt to Nixon*. San Francisco : R and E Research Associates, 1977.

LINEBERRY Robert L., AGUIRRE Benigno and MURGUIA Edward, Eds. *Hispanics in America at 2000*. A Special issue of *Social Science Quarterly* 81.1 (2000).

MCWILLIAMS Carey, *North from Mexico*. New York : Greenwood P, 1968.

MEIER Matt S., and RIVERA Feliciano, *The Chicanos*. New York : Hill and Wang, 1972.

MOORE Joan W., *Mexican Americans*. New Jersey : Pentice Hall, 1970.

NEWMAN Morris J., « A Profile of Hispanics in the U.S. Work Force. » *Monthly Labor Review* Dec. 1978 : 3-14.

Rios Bustamante Antonio, ed., *Mexican Immigrant Workers in the United States*. Los Angeles : Chicano Studies Reseach Center, 1981.

Rochin Refugio I., « Economic Deprivation of Chicanos — Continuing Neglect in the Seventies. » *Aztlan* 4 (1973) : 85-102.

Romero Fred E., *Chicano Workers : Their Utilization and Development*. Monograph n° 8. Los Angeles : Chicano Studies Center, U of California, 1979.

Samora Julian, ed., *Forgotten Americans*. Notre Dame : U of Notre Dame P, 1966.

Samora Julian and Vandel Simon Patricia, *A History of the Mexican-American People*. Chicago, Illinois : Univ of Notre Dame Press, 1993.

Simmen Edward, ed., *Pain and Promise : The Chicano Today*. New York : The New American Library, 1972.

Szymanski Albert, « The Growing Role of Spanish Speaking Workers in the U.S. Economy. » *Aztlan* 9 (1978) : 177-208.

Texas

Browning Harley L., *A Statistical Profile of the Spanish-Surname Population of Texas*. Population Series n° 1. Austin : Bureau of Business Research, U of Texas, 1964.

Cuellar Robert, *A Social and Political History of the Mexican American Population of Texas, 1929-1963*. San Francisco : R and E Research Associates, 1974.

De Leon Arnoldo, *They Called Them Greasers. Anglo Attitudes toward Mexicans in Texas, 1821-1900*. Austin : U of Texas P, 1973.

De Leon Arnoldo, *The Tejano Community, 1836-1900*. Albuquerque : U of New Mexico P, 1982.

Madsen William, *Mexican-Americans of South Texas*. 2nd ed. New York : Holt, Rinehart, and Winston, 1964.

Maril Robert L., *Poorest of Americans, The Mexican Americans of the Lower Rio Grande Valley of Texas*. Notre Dame : U of Notre Dame P, 1989.

Martinez Osca J., *Border People. Life and Society in the U.S.-Mexico Borderlands*. Tucson, AZ : University of Arizona Press, 1995.

Montejano David, *Anglos and Mexicans in the Making of Texas, 1836-1986*. Austin : U of Texas P, 1987.

PAREDES Americo, *With His Pistol in His Hand, A Border Ballad and Its Hero*. Austin : U of Texas P, 1958.

SAMORA Julian, BERNAL Joe and PENA Albert, *Gunpowder Justice. A Reassessment of the Texas Rangers*. Notre Dame : U of Notre Dame P, 1979.

SIMMONS Ozzie, *Anglo-Americans and Mexican-Americans in South Texas*. New York : Arno P, 1974.

TAYLOR Paul S., *Mexican Labor in the United States, Dimmit County, Winter Garden District, South Texas*. Berkeley : U of California P, 1930.

TAYLOR Paul S., *An American-Mexican Frontier, Nueces County, Texas*. Chapel Hill : U of North Carolina P, 1934.

Texas Advisory Committee to the U.S. Commission on Civil Rights. *The Status of Civil Rights in Texas*. Washington : GPO, Mar. 1970.

Texas Agricultural Experiment Station. *Poverty in the Lower Rio Grande Valley of Texas, Historical and Contemporary Dimensions*. College Station : TAES, 1978.

U.S. Commission on Civil Rights Clearinghouse. *Stranger in One's Land*. Publication n° 19. Washington : GPO, May 1970.

UPHAM Kenedy W. and WRIGHT David E.. *Poverty among Spanish Americans in Texas : Low Income Families in a Minority Group*. Department Information Report 66-2. College Station : Department of Agricultural Economics, Texas A. and M. U, 1966.

ZAMORA Emilio, OROZCO Cynthia and ROCHA Rodolfo (Editor), *Mexican Americans in Texas History : Selected Essays.* Austin : Texas State Historical Association, June 2000.

Liens utiles

Eric Digests : `www.ericdigests.org`.

Julian Samora Research Institute (East Lansing, Michigan) : `www.jsri.msu.edu`.

Pew Hispanic Center : `pewhispanic.org`.

Urban Institute : `www.urban.org`.

Mexicains et Mexicains-Américains : mobilisation politique

États-Unis

Sources secondaires

BUSTAMANTE Jorge A. and LOPEZ Y RIVAS Gilberto, « La Raza Unida Party in the Chicano Movement. » *The Chicanos, Life and Struggle of the Mexican Minority in the United States*. Eds. Elizabeth Martinez and Lopez y Rivas. New York : Monthly Review P, 1973. 152-161.

GARCIA Ignatio M., *Chicanismo : The Forging of a Militant Ethos Among Mexican Americans.* Tucson : University of Arizona Press, 1997.

GARCÍA Ignatio M., *Viva Kennedy : Mexican Americans in Search of Camelot*. College Station : Texas A&M University Press, 2000.

HERNANDEZ Delavina, « La Raza Satellite System. » *Aztlan* 2 (1970) : 13-36.

LARRALDE Carlos, ed., *Mexican American Movement and Leaders*. Los Alamitos : Hwong Publishing, Co., 1976.

MARTINEZ Elizabeth and LOPEZ Y RIVAS Gilberto, trans. and eds., *The Chicanos, Life and Struggle of the Mexican Minority in the United States*. New York : Monthly Review P, 1973.

MEIER Matt S. and GUTIÉRREZ Margo, *Encyclopedia of the Mexican American Civil Rights Movement*. Westport, Conn. : Greenwood Press, 2000.

MEIER Matt S. and RIBERA Feliciano, eds., *Readings on La Raza, The Twentieth Century*. New York : Hill and Wang, 1972.

MONTEJANO David, ed., *Chicano Politics and Society in the Late Twentieth Century*. Austin : University of Texas Press, 1999.

O'CONNOR Karen and EPSTEIN Lee, « A Legal Voice for the Chicano Community : The Activities of the Mexican American Legal Defense and Educational Fund, 1968-1982. » *Social Sciences Quarterly* 65 (1984) : 245-256.

RODRIGUEZ Olga, ed., *The Politics of Chicano Liberation*. New York : Pathfinder P, 1977.

RODRIGUEZ Roy C., *Mexican-American Civic Organizations : Political Participation and Political Attitudes*. San Francisco : 1978.

SERVIN Manuel P., ed., *The Mexican-Americans : An Awakening Minority*. Beverly Hills : Glencoe P, 1970.

TIRADO Miguel David, « Mexican American Community Organization. » *Aztlan* 1 (1970) : 53-77.

VARGAS Zaragosa, « In the Years of Darkness and Torment : The Early Mexican American Struggle for civil Rights, 1945-1963. » *New Mexico Historical Review* 76.4 (2001) : 382-413.

Sources primaires

Documents of the Chicano Struggle. New York : Pathfinder P, 1971.

GARCIA F. Chris, ed., *La Causa Politica : A Chicano Politics Reader*. Notre Dame : U of Notre Dame P, 1974.

PENDAS Miguel, *Chicano Liberation and Socialism*. New York : Pathfinder P, 1976.

ROMANO Octavio Ignacio, ed., *Voices : Readings from El Grito, 1967-1973*. Berkeley : Quinto Sol Publications, 1973.

Texas

Sources secondaires

ALLSUP Carl, « Education is Our Freedom : The American GI Forum of Texas and the Mexican American School Segregation in Texas, 1948-1957. » *Aztlan* 8. (1977) : 27-50.

ANDERS Evans, « Boss Rule and Constituent Interests : South Texas Politics During the Progressive Era. » *Southwestern Historical Quarterly* 84 (1981) : 269-292.

ANDERS Evans, « The Origins of the Parr Machine in Duval County, Texas. » *Southwestern Historical Quarterly* 85 (1981) : 119-138.

CHANDLER Charles Ray, « The Mexican American Protest Movement in Texas. » Tulane U, 1968.

FOLEY Douglas E., *From Peones to Politicos : Ethnic Relations in a South Texas Town, 1900-1977*. Austin : U of Texas P, 1977.

FOLEY Douglas E., *From Peones to Politicos : Class and Ethnicity in a South Texas Town, 1900-1987*. Austin : Univ of Texas Press, 1988.

FOLEY Douglas E., *Learning Capitalist Culture : Deep in the Heart of Texas*. Philadelphia, Pennsylvania : University of Pennsylvania Press, 1990.

GARCIA Ignacio, *United We Win, The Rise and Fall of La Raza Unida Party*. Tucson : U of Arizona P, 1989.

Garcia Richard A., « Class, Consciousness and Ideology — The Mexican Community of San Antonio, Texas : 1930-1940. » *Aztlan* 9 (1978) : 23-69.

Inter-Agency Committee on Mexican American Affairs. *The Mexican American, A New Focus on Opportunity*. El Paso : 26-28 Oct. 1967.

Navarro Armando, *Mexican American Youth Organization : Avant-Garde of the Chicano Movement in Texas*. Austin : University of Texas Press, 1995.

Navarro Armando, *The Cristal Experiment : A Chicano Struggle for Community Control.* Madison, Wisconsin : University of Wisconsin Press, 1998.

Navarro Armando, *La Raza Unida Party : A Chicano Challenge to the U.S. Two-Party Dictatorship*. Chicago, Illinois : Temple University Press, 2000.

Shockley John S., *Chicano Revolt in a Texas Town*. Notre Dame : Notre Dame U P, 1974.

Schockley John S., « Landless Laborers and the Chicano Movement in South Texas. » *Forging Nations : A Comparative View of Rural Ferment and Revolt*. Eds. Joseph Spielberg and Scott Whiteford. East Lansing : Michigan State U P, 1979. 128-149.

Zamora Emilio, « Mexicans in Texas and Political Changes in the Late 1910s. » National Association of Chicano Studies. 8th Annual Conference. Austin, 19 Apr. 1980.

Sources primaires

Gutierrez Jose Angel, *Jose Angel Gutierrez papers, 1954-1990*. Benson Latin American Center, University of Texas at Austin. Austin, Texas.

Gutierrez José Angel, « La Raza and Revolution : The Empirical Conditions of Revolution in Four Texas Counties. » Thes. St. Mary's U, 1968.

Gutierrez José Angel. « Aztlan : Chicano Revolt in the Winter Garden Area. » Unpublished paper. Crystal City : 1970.

Gutierrez José Angel, *The Making of a Chicano Militant : Lessons from Cristal* (Wisconsin Studies in Autobiography). Madison : University of Wisconsin Press, 1999).

Main d'œuvre agricole : agriculture

États-Unis

Berger Samuel, *Dollar Harvest : The Story of the Farm Bureau*. Lexington : Heath and Company, 1971.

Brown William P., *Private Interests, Public Policy, and American Agriculture*. Laurence, KS : University of Kansas Press, 1988.

Danbom David B., *Born in the Country : A History of Rural America*. Baltimore, Maryland : Johns Hopkins University Press, 1995.

Dimitri Carolyn, Effland Anne and Conklin Neilson, *The 20th Century Transformation of U.S. Agriculture and Farm Policy*. Washington, D.C. : U.S. Dept. of Agriculture, Economic Research Service, 2005.

Frink Maurice, Jackson W. T. and Spring A. W., *When Grass Was King*. Boulder : U of Colorado P, 1956.

Gardner B.L. and Rausser G.C., *Handbook of Agricultural Economics*. Amsterdam : Elsevier Science, North-Holland, 2001.

Hightower Jim, *Hard Tomatoes, Hard Times : A Report of the Agribusiness Accountability Project on the Failure of America's Land Grant College Complex*. Cambridge : Schenkman Publishing Co., 1973.

Hurt R. Douglas, *American Agriculture : A Brief History*. Ames : Iowa State University Press, 1994.

Martin Philip L., « Labor-Intensive Agriculture. » *Scientific American* 249.4 (1983) : 54-59.

Merrill Richard, ed., *Radical Agriculture*. New York : Harper and Row, 1976.

Pierce James A., *The Conditions of Farmworkers and Small Farmers in 1976*. Report to the National Board. New York : National Sharecroppers Fund and Rural Advancement Fund, 1976.

Rasmussen Wayne D., *Agriculture in the United States : A Documentary History*. Westport, Conn. : Greenwood Press, 1977.

Shannon Fred A., *The Farmer's Last Frontier : Agriculture, 1860-1897*. New York : Farrar and Rinehart, 1945.

Schultze Charles L., *The Distribution of Farm Subsidies : Who Gets the Benefits ?* Washington, D.C. : The Brookings Institution, 1971.

Taylor Carl C., *et al.*, *Rural Life in the United States*. New York : Knopff, 1949.

Tweeten Luther and Thompson Stanley R., eds, *Agricultural Policy for the Twenty-First Century*. Ames, Iowa : Iowa State University Press, 2002.

United States. Cong. Senate. Subcommittee of the Committee on Education and Labor. *Violations of Free Speech and Rights of Labor : Proceedings of the Committee on Education and Labor (American Farmers and the Rise of Agribusiness)*. 76th Cong., 3rd sess. Washington : GPO, 1941.

United States. Department of Agriculture. *Farmers in a Changing World*. Yearbook of Agriculture, 1940. Washington : GPO, 1940.

United States. Department of Agriculture. National Agricultural Statistics Service. *2002 Census Report*. `www.nass.usda.gov/Census\_of\_Agriculture/index.asp`.

United States. Department of Commerce. Bureau of the Census. *1964 United States Census of Agriculture*. Washington : GPO, 1964.

Autres pays

Berlan J.-P., *Un quignon de pain : marché du travail et conditions de vie et de travail des ouvriers agricoles en agriculture intensive*. Paris : INRA, Janvier 1981.

Rochin Refugio I., *Mexico's Agriculture along the U.S. Border : Problems and Prospects*. Working Paper n° 21. El Paso : Center for Inter-American and Border Studies, Mar. 1985.

Wright Angus Lindsay, *The Death of Ramon Gonzalez : The Modern Agricultural Dilemma*. Austin : University of Texas Press, 2005.

Main d'œuvre agricole : chiffres et caractéristiques

États-Unis

Bishop C. E., ed., *Farm Labor in the U.S.* New York : Columbia U P, 1967.

Bowles Gladys K., « The Current Situation of the Hired Farm Labor Force. » *Farm Labor in the U.S.* Ed. C. E. Bishop. New York : Columbia UP, 1967. 19-40.

Farm Labor Fact Book. United States Department of Labor. Washington : GPO, 1959.

Farm Worker Data Network. *The Farm Worker in the United States*. Wheat Ridge : Colorado Migrant Council, 1980.

Fuller Varden, *A New Era for Farm Labor*. Berkeley : Institute of Industrial Relations, U of California, 1967.

Marshall Ray, *Rural Workers in Rural Labor Market*. Salt Lake City : Olympus Publishing Co., 1974.

Mines Rick, U.S. « Farmworkers in the post-*IRCA* Period. » Washington, D.C. : U.S. Dept. of Labor, Office of the Assistant Secretary for Policy, Office of Program Economics, 1993.

Oliveira Victor J., *Trends in the Hired Farm Work Force, 1945-1987*. United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Agriculture Information Bulletin n° 561. Washington : GOP, 1987.

Rural America. *Where Have All the Farmworkers Gone : The Statistical Annihilation of Hired Farmworkers*. Washington : Rural America, 1977.

Smith Leslie W. and Row Gene, *The Hired Farm Working Force of 1975*. Agricultural Economic Report n° 355. United States Department of Agriculture. Economic Research Service. Washington : GPO : Dec. 1976.

United States. Commission on Agricultural Workers. *Report*. Washington, DC : 1993. (v. 1. : without special title – v. 2. *Case Studies and Research Reports Prepared for the Commission on Agricultural Workers, 1989-1993* — v. 3. *Hearings and Workshops before the Commission on Agricultural Workers, 1989-1993* -- (v. 4.) *Executive Summary of the Report of the Commission on Agricultural Workers*).

United States. Department of Agriculture. *Farm Labor : Demographic Characteristics of Hired Farmworkers*. Economic Research Service. Briefing Rooms. Washington, DC : Oct. 2004.

United States. Department of Agriculture. *Farm Labor : Employment Characteristics of Hired Farmworkers*. Economic Research Service, Briefing Rooms. Washington, DC : 13 Nov. 2003.

United States. Department of Agriculture. *Labor Used on U.S. Farms, 1964 and 1966*. Economic Research Service. Statistical Bulletin n° 456. Washington : GPO, Oct. 1970.

United States. Department of Agriculture. *Profile of Hired Farmworkers. 1996 Annual Averages*. Agricultural Economics Report n° 762. Washington, DC : April 1998.

United States. Department of Agriculture. *Profile of Hired Farmworkers. 1998 Annual Averages*. Agricultural Economics Report n° 790. Washington, DC : Nov. 2000.

United States. Department of Labor. National Agricultural Workers Survey. *A Profile of U.S. Farmworkers, Demographics, Household Composition, Income and Use of Services*. Research Report No. 6. Washington, DC : April 1997.

United States. Department of Labor. National Agricultural Workers Survey. *Findings from the National Agricultural Workers Survey 1997-1998 : A Demographic and Employment Profile of United States Farmworkers.* Research Report nº 8. Washington, D.C. : March 2000.

United States. Department of Labor. *Findings from the National Agricultural Workers Survey (NAWS) 2001 — 2002. A Demographic and Employment Profile of United States Farmworkers*. Research Report nº 9. Washington, DC : March 2005.

Texas

Goodwin H. L. and Thomas John K., *Agricultural Labor in the Vegetable and Citrus Industries of the Texas Lower Rio Grande Valley*. College Station : Texas Agricultural Experiment Station, Aug. 1985.

Miller Paul B., *The Role of Farm Labor Market Institutions in the Lower Rio Grande Valley of Texas*. Dayton : Department of Economics, Wright State U, Dec. 1971.

Nelson Eastin and Meyers Frederic, *Labor Requirements and Labor Resources in the Lower Rio Grande Valley of Texas*. Austin : U of Texas P, 1950.

Texas Department of Agriculture. *The Jobs of Texas... Still Frozen*. Austin : TDA, 15 Mar. 1985.

Texas Department of Agriculture. *Rural Economic Development*. Biennial Report 2004.

Texas Employment Commission. *Total Agricultural Employment*. Austin : TEC, 15 Oct. 1974.

Texas Employment Commission. *Texas Farm Labor and Rural Manpower*. Annual Report. Austin : TEC, 1971.

Texas Employment Commission. *Texas Rural Manpower Services*. Annual Report. Austin : TEC, 1972.

Webb James L., Conley Mariitia C., de Gregorio-Rocasolano Luis C., Keil Charles and Van Cleeve Roy, *The Citrus Labor Market of the Lower Rio Grande Valley of Texas : A Study of Labor Utilization Problems*. Austin : Center fot the Study of Human resources, 1975.

Liens utiles

The National Agricultural Workers Survey : /www.doleta.gov/agworker/naws.cfm.

United States Department of Agriculture : www.usda.gov/wps/portal/usdahome.

Main d'œuvre agricole : clandestins et travailleurs invités

Agricultural Employment Work Group. *Alien Workers in American Agriculture : Analysis and Recommendations*. Berkeley : Division of Agricultural Sciences, U of California, Dec. 1982.

American Farm Bureau Federation. *Impact of Migrant Labor Restrictions on the Agricultural Sector*. Economic Analysis Team, February 2006.

Anderson Annelise, *Illegal Aliens and Employer Sanctions : Solving the Wrong Problem*. Hoover Monograph Series 5. Stanford : Hoover Institution, 1986.

Bacon David, *The Children of NAFTA : Labor Wars on the U.S./Mexico Border*. Berkeley : University of California Press, 2004.

Coalson George, « Mexican Contract Labor in American Agriculture. » *Southwestern Historical Quarterly* 56 (1952) : 228-238.

Coltrane Robert, *Immigration Reform and Agricultural Labor*. Agricultural Economic Report n° 510. United States Department of Agriculture. Economic Research Service. Washington : GPO, Apr. 1984.

Craig Richard, *The Bracero Program : Interest Groups and Foreign Policy*. Austin : U of Texas P, 1971.

Cull Nicholas, J. and Carrasco David eds. *Alambrista and the U.S.-Mexico Border : Film, Music, and Stories of Undocumented Immigrants*. Albuquerque : University of New Mexico Press, 2004.

Gamboa Erasmo, *Mexican Labor and World War II : Braceros in the Pacific Northwest, 1942-1947*. Austin : University of Texas Press, 1990.

Galarza Ernesto, *Strangers in Our Fields*. Washington, D.C. : Joint United States — Mexico Trade Union Committee, 1956.

Galarza Ernesto, *Merchants of Labor*. Charlotte : McNally and Loftin, 1964.

GOODWIN H. L., *The U.S.-Mexico Free Trade Agreement : Agricultural Labor Issues*. College Station, Tex. : Dept. of Agricultural Economics, Texas Agricultural Experiment Station, Texas Agricultural Extension Service, Texas A&M University, 1991.

GOODWIN Jr., H. L.,« Anticipated Impacts of Immigration Reform on Texas Agriculture. » Texas Agricultural Forum. Austin, 11 Mar. 1987.

HAWLEY Ellis W., « The Politics of the Mexican Labor Issue, 1950-1965. » *Agricultural History* 40 (1966) : 157-176.

HEPPEL Monica L. and Amendola Sandra L., *Immigration Reform and Perishable Crop Agriculture : Compliance or Circumvention ?* Washington, D.C. : Center for Immigration Studies, 1992.

ISE Sabrina and PERLOFF Jeffrey M., « Legal Status and Earnings of Agricultural Workers. » *American Journal of Agricultural Economics* 77 (May 1995) : 375-386.

KRIKORIAN Marc, *Guestworker Programs : A Threat to American Agriculture*. Washington, DC : Center for Immigration Studies, June 2000.

MCCAIN Johnny M., « Texas and the Mexican Labor Question, 1942-1947. » *Southwestern Historical Quarterly* 85 (1981) : 15-64.

MCWILLIAMS Carey, « California and the Wetbacks. » *Common Ground* 9 (1949) : 15-26.

MARTIN Philip, *Guest Worker Programs for the 21st Century*.Washington, DC : Commission on Immigration Studies, April 2000.

MARTIN Philip, *There Is Nothing More Permanent Than Temporary Foreign Workers*. Washington, DC : Commission on Immigration Studies, April 2001.

MASON Bert, STIEGLER R. Keith and BERG Gregory T., *Alternatives to Immigrant Labor ? Raisin Industry Tests New Harvesting Technology*. Washington, DC : Commission on Immigration Studies, February 1997.

NORTH David S., « Temporary Employment of Aliens Working in Agriculture. » *Farmworker Journal* Winter 1978-1979 : 91-101.

PHILLIPS Julie A. and MASSEY Douglass S., « The New Labor Market : Immigrants and Wages after *IRCA* ». *Demography* 36 (May 1999) : 233-246.

RICHARDSON Chad, *Batos, Bolillos, Pochos, and Pelados : Class and Culture on the South Texas Border*. Austin, Texas : University of Texas Press, 1999.

SABLE Martin Howard, *Mexican and Mexican-American Agricultural Labor in the United States : An International Bibliography*. New York : Haworth Press, 1987.

SARIG Yoav, THOMPSON James F. and BROWN Galen K., *Alternatives to Immigrant Labor ? : The Status of Fruit and Vegetable Harvest Mechanization in the United States*. Washington, DC : Commission on Immigration Studies, December 2000.

SCHWARTZ Harry, « Agricultural Labor in the First World War. » *Journal of Farm Economics* 24 (1942) : 178-187.

SCRUGGS Otey M., « Evolution of the Mexican Farm Labor Agreement of 1942. » *Agricultural History* 34 (1960) : 140-149.

TOMASI Lydio F. ed., National Legal Conference on Immigration and Refugee Policy. *Free Trade and Migration, Impact of Health Care Reform on Undocumented Aliens and Migrant Farmworkers, Impact of the Immigration Act of 1990, Employer Sanctions and National Employment Card, Asylum Reform in Comparative Perspective, International Migration and Security : Proceedings of the 1994 Annual National Legal Conference on Immigration and Refugee Policy.* New York : Center for Migration Studies, 1995.

United States. House of Representatives. Hearings before the Committee on Immigration and Claims of the Committee on the Judiciary. *Guest Worker Programs*. Washington, DC : 1996.

YOUNG Linda Wilcox, *Free Trade or Fair Trade ? : NAFTA and Agricultural Labor*. Latin American Perspectives, 22 (Winter 1995) : 49-58.

Main d'œuvre agricole : saisonniers et migrants

États-Unis

BISSELL Kevin S., *The Migrant Farmworker*. Washington : United States Catholic Conference, 1976.

MARTIN Philip L., ed. *Migrant Labor in Agriculture : An International Comparison*. Berkeley : Giannini Foundation, 1984.

MARTIN Philip L., *Seasonal Workers in American Agriculture : Backgrounds and Issues*. New York : National Commission for Employment Policy, Mar. 1985.

MARTIN Philip L., *Harvest of Confusion : Migrant Workers in U.S. Agriculture*. Boulder : Westview P, 1988.

MARTIN Philip L., *Migrant farmworkers and their children*. Charleston, WV : Clearinghouse on Rural Education and Small Schools, Appalachia Educational Laboratory, 1994.

MCWILLIAMS Carey, *I'll Fares the Land*. Boston : Little Brown, 1942.

MCWILLIAMS Carey, *Factories in the Fields : the Story of Migratory Farm Labor in California*. Santa Barbara and Salt Lake City : Peregrine Publishers, 1971.

METZLER W. H. and SARGENT Frederic O., *Migratory Farmworkers in the Midcontinent Streams*. Production Research Report n° 41. United States Department of Agriculture. Agricultural Research Service. Washington : GPO 1960.

President's Commission on Migratory Labor. *Migratory Labor in American Agriculture*. Stenographic Report of Proceedings Held at Brownsville, Texas, July 31st 1950. Washington D.C. : Ward And Paul, 1950.

President's Commission on Migratory Labor. *Migratory Labor in American Agriculture*. Report. Washington : GPO, 1951.

SCHWARTZ Harry, *Seasonal Farm Labor in the United States*. New York : Columbia U P, 1945.

« The Migratory Farm Worker. » *Monthly Labor Review* June 1968 : 10-13.

TOMASEK Robert D., « The Migrant Problem and Pressure Group Politics. » *Journal of Politics* 23 (1961) : 295-319.

United States. Commission on Agricultural Workers. *Report*. Washington, DC : 1993.

United States Commission on Security and Cooperation in Europe (Implementation of the Helsinki Accords). *Migrant Farmworkers in the United States*. Washington, D.C. : GPO, May 1993.

United States. Cong. House. Select Committee to Investigate the Interstate Migration of Destitute Citizens. *Hearings on Interstate Migration*. 76th Cong., 3rd sess. Washington : 1941.

United States. Cong. House. Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare. *Hearings on Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*. 91st Cong., 1st and 2nd. sess. Washington, D.C. : GPO, 1970.

United States. Cong. House. Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare. *The Migratory Farm Labor Problem in the United States*. 1966 Report. 89th Cong., 2nd sess. Washington, D.C. : GPO, 1966.

United States. Cong. House. Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare. *The Migratory Farm Labor Problem in the United States*. 1968 Report. 90th Cong., 1st sess. Washington, D.C. : GPO, 1968.

United States. Cong. Senate. Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare. *Hearings on Farmworkers in Rural America*. 92nd Cong., 1st and 2nd sess. Washington, D.C. : GPO, 1972.

Valdes Dennis Nodin, *Al Norte : Agricultural Workers in the Great Lakes Region, 1917-1970*. Austin : U of Texas P, 1991.

Texas

Coalson George O. ; *The Development of the Migratory Farm Labor System in Texas : 1900-1954*. San Francisco : R and E Research Associates, 1977.

Good Neighbor Commission of Texas. *Texas Migrant Labor, 1965*. Austin : GNC 1965.

Good Neighbor Commission of Texas. *Texas Migrant Labor, 1967*. Austin : GNC 1967.

Good Neighbor Commission of Texas. *Texas Migrant Labor, 1971*. Austin : GNC 1971.

Good Neighbor Commission of Texas. *Texas Migrant Labor, 1973*. Austin : GNC 1973.

Governor's Office of Migrant Affairs. *Migrant and Seasonal Farmworkers in Texas*. Austin : GOMA, 1976.

Inter-Agency Task Force on Migrant Labor. *Special Report*. Austin : Dec. 1970.

Menefee Selden. C. ; *Mexican Migratory Workers of South Texas*. Federal Works Agency. Work Projects Administration. Division of Research. Washington : GPO, 1941.

Liens utiles

Coming up on the Season (Cornell University, College of Human Ecology) : `www.farmworkers.cornell.edu/index.htm`

Rural Migration News (U.C. Davis) : `migration.ucdavis.edu/rmn/index.php`.

Main d'œuvre agricole : statut économique et social

États-Unis

Agricultural Employment Work Group. *Agricultural Labor in the 1980's : A Survey with Recommandations*. Berkeley : Division of Agricultural Sciences, U of California, May 1982.

Commission on Security and Cooperation in Europe. *Migrant farmworkers in the United States*. Implementation of the Helsinki Accords. Briefings of the Commission on Security and Cooperation in Europe (July 20, 1992 ; October 9, 1992 ; February 19, 1993 ; March 1, 1993 ; April 8, 1993). Washington, DC : GPO, 1993.

Cox Lawanda, « The American Agricultural Wage Earner, 1865-1900. » *Agricultural History* 23 (1949) : 95-114.

Dunbar Tony and Kravitz Linda. *Hard Travelling, Migrant Farm Workers in America*. Cambridge : Ballinger Publishing Co., 1976.

Daniel Pete, *The Shadow of Slavery : Peonage in the South, 1901-1969*. Urbana : U of Illinois P, 1972.

Espenshade Thomas J., « Implications of the 1996 Welfare and Immigration Reform Acts for U.S. Immigration. » *Population and Development Review* 23.4 (1997) : 769-801.

« For I was Hungry and You Gave Me Food. » *Catholic Reflections on Food, Farmers, and Farmworkers*. Washington, D.C. : United States Conference of Catholic Bishops, 2003.

Griffith David Craig and Kissam Ed., *Working Poor : Farmworkers in the United States*. Philadelphia : Temple University Press, 1995.

Hintz Joy, *Poverty, Prejudice, Power, Politics : Migrants Speak about Their Lives*. Columbus : Avonelle Associates, 1981.

Larson Alice, *Environmental/ Occupational Safety and Health. Migrant Health Issues.* Monograph Series. Monograph n° 2. National Center for Farmworker Health, 2002.

Lyson Thomas A. and Falk William W., *Forgotten Places : Uneven Development and the Loss of Opportunity in Rural America*. Lawrence, Kansas : University Press of Kansas, 1993.

Majka Linda C. and Majka Theo J., *Farm Workers, Agribusiness, and the State*. Philadelphia : Temple U P, 1982.

National Advisory Committee on Farm Labor. *Agribusiness and Its Workers*. New York : NACFL, Oct. 1963.

National Advisory Committee on Farm Labor. *Poverty on the Land in a Land of Plenty*. New York : NACFL, May 1965.

National Advisory Committee on Farm Labor. *Report on Farm Labor*. Washington, D.C. : NACFL, 1959.

National Sharecroppers Fund. *Annual Reports.*

Pesticide Action Network North America. *Fields of Poison : California Farmworkers and Pesticides*. 1999.

Place Matters : Addressing Rural Poverty. A Summary of the Rural Poverty Research Center Conference : The Importance of Place in Poverty Research and Policy. Columbia, Missouri : Rural Policy Research Institute. Rural Poverty Research Center, 2004.

Rothenberg Daniel, *With These Hands : The Hidden World of Migrant Farmworkers Today*. New York : Harcourt Brace, 1998.

Smith Leslie W., *Social and Economic Characteristics of Spanish-Origin Hired Farmworkers in 1973*. Agricultural Economic Report n° 349. United States Department of Agriculture. Economic Research Service. Washington : GPO Sept. 1976.

Taylor J. Edward, Martin Philip L., « The Immigrant Subsidy in U.S. Agriculture : Farm Employment, Poverty, and Welfare. » Population and Development Review, 23.4 (1997) : 855-874.

Thompson Charles D. and Wiggins Melinda F., *The Human Cost of Food : Farmworkers' Lives, Labor, and Advocacy*. Austin : University of Texas Press, 2002.

United States. Commission on Agricultural Workers. *Report*. Washington, DC : 1993.

United States Commission on Security and Cooperation in Europe (Implementation of the Helsinki Accords). *Migrant Farmworkers in the United States*. Washington, D.C. : GPO, May 1993.

United States. Cong. House. Domestic Task Force of the Select Committee on Hunger. *Hearing on Farm Crisis : Growing Poverty and Hunger among America's Food Producers*. 100th Cong., 1st sess. Washington : GPO, 1987.

United States. Cong. House. Select Committee on Hunger. *Colonias : A Third World Within Our Borders*. 101st Cong., 1st sess. Washington : GPO, 1990.

United States. Cong. House. Select Committee on Hunger. *Hearing on Hunger among Migrant and Seasonal Farmworkers*. 99th Cong., 2nd sess. Washington : GPO, 1986.

United States. Cong. House. Select Committee on Hunger. *Hearing on Poverty and Hunger in Hispanic America : The Inadequacy of Data for Policy Planning*. 100th Cong., 2nd sess. Washington : GPO, 1988.

United States. Cong. House. Subcommittee on Labor Standards of the Committee on Education and Labor. *Oversight Hearing on Peonage among Agricultural Workers*. 98th Cong., 1st sess. Washington : GPO, 1983.

United States. Cong. Senate. Committee on Government Operations. *The Economic and Social Conditions of Rural America in the 1970's*. 92nd Con., 1st sess.Washington : GPO, 1971.

Californie

Allensworth Elaine and Rochin Refugio, *The Mexicanization of Rural California. A Socio-Demographic Analysis. 1980-1997*. East Lansing, Michigan : Julian Samora Research Institute, 1998.

Galarza Ernesto, *Spiders in the House and Workers in the Field*. Notre Dame : U of Notre Dame P, 1970.

Galarza Ernesto, *Farm Workers and Agri-business in California, 1947-1960*. Notre Dame : U of Notre Dame P, 1977.

Martin Philip L., Fix Michael and Taylor Edward J., *The New Rural Poverty : Agriculture and Immigration in California*. Washington, D.C. : Urban Institute Press, 2006.

Street Richard Steven, *Beasts of the Field : A Narrative History of California Farmworkers, 1769-1913*. Stanford, Calif. : Stanford University Press, 2004.

Taylor J. Edward, Martin Philip and Fix Michael, *Poverty Amid Prosperity. Immigration and the Changing Face of Rural California*. Washington, D.C. : Urban Institute, 1997.

Zabin Carol *et al.*, *Mixtec Migrants in California Agriculture : A New Cycle of Poverty*. Davis, CA : California Institute for Rural Studies, 1993.

Sud et Est des États-Unis

Hahamovitch Cindy, *The Fruits of Their Labor : Atlantic Coast Farmworkers and the Making of Migrant Poverty, 1870-1945*. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1997.

Riley Nano and Jolins Davida, *Florida's Farmworkers in the Twenty-First Century*. Gainesville : University Press of Florida, 2002.

Rungeling B., Smith L. H., Briggs V. M., Jr. and Adams J. F., *Employment, Income, and Welfare in the Rural South*. New York : Praeger Publishers, 1977.

Saloutos Theodore, « Southern Agriculture and the Problems of Readjustment. » *Agricultural History* 30 (1956) : 58-76.

Texas

Calvert Robert A., « The Freedmen and Agricultural Prosperity. » *Southwestern Historical Quarterly* 76 (1973) : 461-471.

Colonias in the Lower Rio Grande Valley : A Summary Report. Austin : Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, 1977.

Foley Neil, « Mexicans, Mechanization, and the Growth of Corporate Cotton Culture in South Texas : The Taft Ranch, 1900-1930. » *The Journal of Southern History* 62 (May 1996) : 275-302.

Foley Neil, *The White Scourge : Mexicans, Blacks, and Poor Whites in Texas Cotton Culture.* Berkeley : University of California Press, 1999.

Jensen Annmarie, *The Hidden People : Farmworkers in Texas*. Austin : Texas Conference of Churches and Texas Impact, Nov. 1984.

Kinsey Winston Lee, « The Immigrant in Texas Agriculture during Reconstruction. » *Agricultural History* 53 (1979) : 125-141.

Lack Paul D., « Slavery and Vigilantism in Austin, Texas, 1840-1860. » *Southwestern Historical Quarterly* 85 (1981) : 1-20.

Larson Alice C., *Migrant and Seasonal Farmworker Enumeration Profiles Study. Texas. Prepared for Migrant Health Program*. Bureau of Primary Health Care, Health Resources and Services Administration, September 2000.

Maril Robert, *Poorest of Americans. The Mexican-Americans of the Lower Rio gRande Valley of Texas*. Notre Dame, Illinois : University of Notre Dame Press, 1989.

Martinez Camilo A., « The Mexican and Mexican American Laborers in the Lower Rio Grande Valley of Texas, 1870-1930. » Diss. Texas A and M U, 1987.

Montejano David, *Race, Labor Repression, and Capitalist Agriculture : Notes from South Texas, 1920-1930*. Working Papers Series n° 102. Berkeley : Institute for the Study of Social Change, 1977.

Poverty in Texas. Austin, Texas : Texas Office of Economic Opportunity, 1972.

WARBURTON Amber A., WOOD Helen, and CRANE Marion M., *The Work and Welfare of Children of Agricultural Laborers in Hidalgo County, Texas*. United States Department of Labor. Children's Bureau. Publication 298. Washington : GPO, 1943.

Texas Poverty. Policy Brief 101. Austin, Texas : Center for Public Policy Priorities, September 2005.

Texas Poverty : An Overview. Austin, Texas : Center for Public Policy Priorities, June 2000.

WOOSTER Ralph A., « Wealthy Texans, 1860. » *Southwestern Historical Quarterly* 71 (1967) : 24-35.

Enfants

Children : The Forgotten Farmworkers. Reprinted from the *Fresno Bee*, December 13, 14 & 15, 1992. Fresno, Calif. : *Fresno Bee*, 1992.

COLES Robert, *Migrants, Sharecroppers, Mountaineers*. Vol. 2 of *Children of Crisis*. Boston : Little, Brown, and Co., 1971.

Kaiser Commission on Medicaid and the Uninsured. *Medicaid Facts : Enrolling Low Income Uninsured Children in Medicaid and SCHIP*. March 2005. `www.kff.org/about/kcmu.cfm`.

Robert Wood Johnson Foundation. *Going Without : America's Uninsured Children*. August 2005. www.rwjf.org

SMITH David W., *Child Labor in Texas Agriculture*. College Station, Texas : The Texas A&M University System, Texas Cooperative Extension, Avril 2005.

TAYLOR R. B., *Sweatshops in the Sun, Child Labor on the Farm*. Boston : Beacon P, 1973.

TUCKER Lee, *Fingers to the bone : United States Failure to Protect Child Farmworkers*. New York : Human Rights Watch, 2000.

United States. Commission on Agricultural Workers. *Report*. Washington, DC : 1993.

United States Commission on Security and Cooperation in Europe (Implementation of the Helsinki Accords). *Migrant Farmworkers in the United States*. Washington, D.C. : GPO, May 1993.

Liens utiles

Center for Public Policy Priorities (Austin, Texas) : www.cppp.org/index.php.

Child Labor Coalition : www.stopchildlabor.org/index.html.

Eric Digests : www.eric.ed.gov.

Human Rights Watch : www.hrw.org.

Julian Samora Research Institute : www.jsri.msu.edu.

Urban Institute : www.urban.org.

Main d'œuvre agricole : programmes de lutte contre la pauvreté

L'aide sociale aux États-Unis

Beer Samuel H. and Barringer Richard E., eds., *The State and the Poor*. Cambridge : Withrop Publishers Inc., 1970.

Brauer Carl M., « Kennedy, Johnson, and the War on Poverty. » *The Journal of American History 69-1* (1982) : 98-119.

Darby Michael R. ed., *Reducing Poverty in America : Views and Approaches*. Thousand Oaks, California : Sage Publications, 1996.

Fox Piven Frances and Cloward Richard, *Regulating the Poor : The Functions of Public Welfare*. New York, NY : Vintage, 1993.

Gans Herbert J., *The War Against the Poor : The Underclass and Antipoverty Policy*. New York, NY : Baésic Books, 1995.

Going Without : America's Uninsured Children. Minneapolis, Minnesota : State Health Access Data Assistance Center, Aug. 2005.

Golden Olivia A. *et al.*, « Immigration : Transforming the Demographics of Low-Income Families. » In *Assessing the New Federalism : Eight Years Later*. Washington, DC : The Urban Institute, 2005.

Haveman Robert H., « The War on Poverty and the Poor and Nonpoor. » *Political Science Quarterly* 102-1 (1987) : 65-78.

Jorgenson Dale W., « Did We Lose the War on Poverty ? » *The Journal of Economic Perspectives 12-1* (1998) : 79-96.

Katz Michael B., *The Undeserving Poor : From the War on Poverty to the War on Welfare*. New York, NY : Pantheon, 1989.

Kershaw Joseph A., *Government Against Poverty*. Washington, DC : The Brookings Institution, 1970.

Levine Robert A., *The Poor Ye Need Not Have With You : Lessons from the War on Poverty*. Cambridge, Mass. : The MIT Press, 1970.

Paterson J.T., *America's Struggle Against Poverty in the Twentieth Century*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2000.

Platt Tony, *The State of Welfare : United States 2003*. Monthly Review 55.5 (Oct 2003).

Quadagno Jill, *The Color of Welfare : How Racism Undermined the War on Poverty*. New York, NY : Oxford University Press, 1994.

Stewart John G., « The Policy Process — The Limits of Knowledge in the Pursuit of Understanding : A Review Essay. » *Midwest Journal of Political Science* 14-1 (1970) : 139-157.

Wegner Robert E.C., « Evaluating the Evaluators. » *Public Administration Review* 33-1 (1973) : 80-87.

Programmes pour les ouvriers agricoles : États-Unis

House Sharon, coordinator, *Migrant and Seasonal Farmworkers : Federal Benefits Programs*. Washington, D.C. : Congressional Research Service, Library of Congress, 1993.

Impact of Federal Programs to Improve the Living Conditions of Migrant and Other Seasonal Farmworkers. Report to the Congress by the Comptroller General of the United States. Washington : GPO, Feb. 1973.

The War on Poverty, 1964-1968. Part I : The White House Central Files. Part II : Records of the President's National Advisory Commission on Rural Poverty, 1966-1967. University Publications of America, 1993. `www.lexisnexis.com`.

Migrant and Seasonal Farmworker Programs. United States Department of Labor. Employment and Training Administration. Washington : GPO, 1978.

National Catholic Rural Life Conference. *A Program for Migratory Farm Labor, A Policy Statement of the National Catholic Rural Life Conference, the National Catholic Welfare Conference, the Bishops' Committee for the Spanish Speaking, the Bishops' Committee for Migrant Workers*. Des Moines : NCRLC, Oct. 1961.

No Refuge From the Fields : Findings From A Survey of Farmworker Housing Conditions in the United States. Washington, D.C. : Housing Assistance Council, 2001.

Oliveira Victor J. and Leslie A. Whitener, *Improving Living and Working Conditions of Hired Farmworkers*. Washington, D.C. : U.S. Dept. of Agriculture, Economic Research Service, 1993.

Rural Migration News : *Farmworker Services* : 01/04/1996 ; *MSFW Services* : 01/04/1999 ; *Farmworker Services* : 01/01/2001 ; *MSFW Services* : 14/04/2005 ; *MSFW Services* : 12/06/2006. `migration.ucdavis.edu/rmn/index.php`.

Programmes pour les ouvriers agricoles : Texas

A Time for Action : Farm Labor Housing in Texas. The Crisis in Housing for Farm Workers in the Texas Panhandle and Solutions. Austin, Texas : Texas Low Income Housing Information Service. Newsletter, September 2004.

Benavides-Vaello Sandra and Setzler Heather, *Migrant and Seasonal Farmworkers : Health Care Accessibility*. Austin, Texas : Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, University of Texas at Austin, 1994.

Capps Randolph, Pindus Nancy M., Snyder Kathleen and Leos-Urbel Jacob, *Recent Changes in Texas Welfare and Work, Child Care, and Child Welfare Systems*. Washington, DC : Urban Institute. June 2001.

Dunkelberg Anne, *Texas Health Care : What Has Happened and What Work Remains*. Austin, Texas : Center for Public Policy Priorities, June 2006.

Farmworker Policy Impact Project, Policy Advisory Committee. *Texas State Plan for Farmworkers*. Austin, Texas : Texas Rural Legal Aid, 1982.

Kluever Lynsey and Deviney Frances, *National Report : Poverty on the Rise in Texas*. Austin, Texas : Center for Public Policy Priorities, June 2006.

National Farmworker Information Clearinghouse. *Farmworker Programs in Texas*, rev. ed. Austin, Texas : Juarez Lincoln U, 1975.

Texas Poverty : An Overview. Austin, Texas : Center for Public Policy Priorities, June 2000.

Liens utiles

Association of Farmworker Opportunity Programs : www.afop.org.

Center for Public Policy Priorities : www.cppp.org/index.php.

Housing Assistance Council : www.ruralhome.org.

Lexis Nexis : www.lexisnexis.com.

National Center for Farmworker Health : www.ncfh.org.

National Farm Worker Ministry : www.nfwm.org/index/index.shtml.

Pesticide Action Network North America : www.panna.org.

Texas Low Income Housing : texashousing.org.

Texas Migrant Council : tmccentral.org/english.htm.

Main d'œuvre agricole : législation

États-Unis

AFL-CIO Department of Legislation. *The People's Lobby, AFL-CIO Report on the 98th Congress*. Washington, D.C. : AFL-CIO, Mar. 1985.

Craddock Brian R., *Federal and State Employment Standards and U.S. Farm Labor*. Austin : MET, Apr. 1988.

De Sifuentes Loretta Ayata, « Trade Secret Protection of Pesticides Reports. » *Aztlan* 3 (1972) : 283-306.

Elterich Joachim G., « Estimating the Cost of Extending Jobless Insurance to Farmworkers. » *Monthly Labor Review* May 1978 : 18-24.

Gold Lisa J. *The Farmworker Protection Standards Revisited*. Research Report n° 34. East Lansing, Michigan : Julian Samora Research Institute, May 2004.

Knebel Stanley M., « Current Development in Farm Labor Legislation. » *Journal of Farm Economics* 48 (1966) : 1131-1136.

Marshall E., « *EPA* Ends Cut and Paste Toxicology. » *Science* 27 Jan. 1984 : 370-379.

Murray Douglas L., « The Abolition of El Cortito, The Short-Handled Hoe : A Case Study in Social Conflict and State Policy in California Agriculture. » *Social Problems* 30 (1982) : 27-39.

National Advisory Committee on Farm Labor. *The Position of Farm Workers in Federal and State Legislation*. New York : NACFL, August 1959.

National Conference of Catholic Bishops. *Resolution on The Pastoral Concern of the Church for the People on the Move*. Washington, D.C. : United States Catholic Conference, 1976.

Nelson Richard R., « State Labor Laws : Changes during 1987. » *Monthly Labor Review* Jan. 1988 : 38-58.

Reeves Margaret, Katten Anne and Guzman Martha, *Fields of poison 2002 : California Farmworkers and Pesticides.* San Francisco, CA : Pesticide Action Network, 2002.

« Short-Handled Hoe Banned in California. » *National Farm Worker Ministry* June 1983 : 2.

United States. Cong. Senate. Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare. *Hearings on Amending Migratory Labor Laws*. 89th Cong., 1st and 2nd sess. Washington : GPO, 1966.

United States. Cong. Senate. Subcommittee on Migratory Labor of the Committee on Labor and Public Welfare. *Hearings on Migratory Labor Legislation*. 90th Cong., 1st sess. Washington : GPO, 1968.

United States. Department of Labor. Bureau of Labor Standards. *Status of Agricultural Workers under State and Federal Labor Laws*. Fact Sheet n° 2. Washington : GPO, July 1964.

United States. Department of Labor. Employment Standards Administration, Wage and Hour Division. *Farmworker Protective Laws*. Washington : GPO, Apr. 1979.

United States. Department of Labor. Employment Standards Administration, Wage and Hour Division. *Migrant and Seasonal Agricultural Worker Protection Act As Amended*. Publication 1465. Washington : GPO, July 1989.

Van Den Bosch Robert, *The Pesticide Conspiracy*. Berkeley : U of California P, 1978.

Wells Miriam, « The Resurgence of Sharecropping : Historical Anomaly or Political Strategy. » *American Journal of Sociology* 90.1 (1984) : 1-29.

Wells Miriam J., « Legal Conflict and Class Structure : The Independent Contractor-Employee Controversy in California Agriculture. » *Law & Society Review* 21.1 (1987) : 49-81.

Texas

Coppock Marjorie L., « Legislative Concerns of the Texas Farmworker : Historic Perspective. » Paper presented at the Rural Sociological Society Meeting, August 1984.

Green George N., « Anti-Labor Politics in Texas, 1941-1957. » *American Labor in the Southwest, The First One Hundred Years*. Ed. James C. Foster. Tucson : The U of Arizona P, 1982. 217-227.

House Study Group. *Workers' Compensation for Farm Workers*. Austin : Texas House of Representatives, 25 Feb. 1985.

Joint Committee on Farmworker Insurance. *Farmworker Insurance*. Austin : State of Texas, Apr. 1984.

Policy Research Project on Pesticides Regulation in Texas. *Pesticides and Worker Health in Texas*. Austin : Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, U of Texas, 1984.

Texas Department of Agriculture. *How the New Pesticide Standards Affect You, Some Questions and Answers*. Austin : TDA, Dec. 1984.

Villareal Roberto, M. *Workmen's Compensation Guide for Farmworkers*. Austin : National Migrant Information Clearinghouse, July 1974.

Villareal Roberto M. *Farmworkers and the Minimum Wage*. Austin : National Migrant Information Clearinghouse, Aug. 1974 : 3.

Luttes et organisations : théorie des mouvements sociaux

Général

Alinsky Saul, *Reveille for Radicals*. New York, NY : Vintage Book, 1969.

Buechler Steven M., *Social Movements in Advanced Capitalism.The Political Economy and Cultural Construction of Social Activism*. New York, NY : Oxford University Press, 1999.

Community Organizing. Special issue of *Radical America*, 21.1 (1987).

Darnovsky Marcy, Epstein Barbara and Flacks Richard eds. *Cultural Politics and Social Movements*. Philadelphia, PA : Temple University Press, 1995.

Fillieule Olivier et Péchu Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, 1993.

Fisher Robert, *Let the People Decide : Neighborhood Organizing in America*. New York, NY : Twayne Publishers, 1997.

GAMSON William, *Strategy of Social Protest*. Homewood, Illinois : Dorsey, 1975.

MONTGOMERY David, *Workers'Control in America*. New York, NY : Cambridge University Press, 1979.

NORTHCOTT Kate, « To Agitate the Dispossessed. On the Road with Ernie Cortes. » *Southern Exposure* July-Aug. 1985 : 16-23.

OBERSCHALL Anthony, *Social Conflicts and Social Movements*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice-Hall, 1973.

REITZES Donald C. and REITZES Dietrich C., « Alinsky's Legacy : Current Applications and Extensions of His Principles and Strategies. » *Research in Social Movements, Conflicts and Changes* 6 (1984) : 31-55.

SMELSER Neil, *Theory of Collective Behavior*. New York, NY : Free Press, 1969.

TILLY Charles *et al.*, *The Rebellious Century*. Boston, Mass. : Beacon Press, 1975.

TOURAINE Alain (sous la direction de), *Mouvements sociaux d'aujourd'hui. Acteurs et analystes*. Paris : Éditions ouvrières, 1982.

ZALD Mayer N., MCCARTHY J.D., *Social Movements in Organizational Society*. New Brunswick, NJ : Transaction, 1973.

Ouvriers agricoles : États-Unis

GANZ Marshall, « Resources ands Resourcefulness : Strategic Capacity in the Unionization of California Agriculture, 1959-1966. » *The American Journal of Sociology* 105.4 (2000) : 1003-1062.

JENKINS J. Craig and PERROW Charles, « Insurgency of the Powerless : Farm Worker Movements (1946-1972). » *American Sociological Review* 42 (1977) : 249-268.

JENKINS J. Craig, *The Politics of Insurgency : The Farm Worker Movement in the 1960s*. New York : Columbia U P, 1985.

MAJKA Linda, « Labor Militancy among Farmworkers and the Strategy of Protest : 1900-1979. » *Social Problems* 28 (1981) : 533-547.

MAJKA Linda C. and MAJKA Theo, *Farm Workers, Agribusiness, and the State*. Philadelphia : Temple U P, 1982.

Walsh Edward G., « Mobilization Theory Vis-à-Vis a Mobilization Process : The Case of the United Farm Workers Movement. » in Louis Kriesberg, ed. *Research in Social Movements, Conflicts and Change* (1978) : 155-177.

Walsh Edward G. and Craypo Charles, « Union Oligarchy and the Grass Roots : The Case of the Teamsters Defeat in Farmworker Organizing. » *Sociology and Social Research* 63 (1979) : 269-293.

Ouvriers agricoles : Texas

Griffin Richard W., « Political Opportunity, Resource Mobilization, and Social Movements : The Case of the South Texas Farm Workers. » *The Social Science Journal* 29.2 (1992) : 129-152.

Luttes et organisations : travailleurs mexicains et mexicains-américains

États-Unis

Delgado Gary, « Organizing Undocumented Workers. » *Social Policy* 13.4 (1983) : 26-30.

Gomez-Quinonez Juan, « The First Steps : Chicano Labor Conflict and Organizing, 1900-1920. » *Aztlan* 4 (1973) : 13-47.

Guerin-Gonzales Camille and Strikwerda Carl, *The Politics of Immigrant Workers : Labor Activism and Migration in the World Economy since 1830*. New York : Holmes & Meier, 1998.

Marshall Ray, « Some Reflections on Labor History. » *Southwestern Historical Quarterly* 75 (1971) : 138-158.

Negrete Louis R., « Labor Unions and Undocumented Workers. » *Borderlands* 6.1 (1982) : 1-10.

Sanchez Guadalupe L. and Romo Jesus, *Organizing Mexican Undocumented Farm Workers on Both Sides of the Border*. Working Papers in U.S.-Mexican Studies n° 27. San Diego : University of California, 1981.

Texas

Allen Ruth, *Chapters in the History of Organized Labor in Texas*. Bureau of Research in the Social Sciences, Publication n° 4143. Austin : U of Texas Publications, 1941.

Gonzalez Gilbert G., *Mexican Consuls and Labor Organizing : Imperial Politics in the American Southwest*. Austin, Texas : University of Texas Press, 1999.

Nelson-Cisneros Victor B., « La Clase Trabajadora en Tejas, 1920-1940. » *Aztlan* 6.2 (1975) : 239-265.

Reese James V., « The Early History of Labor Organization in Texas, 1838-1876. » *Southwestern Historical Quarterly* 72 (1968-1969) : 1-20.

Texas AFL-CIO. *The Heritage of Texas Labor : 1838 to 1980*. Austin : 1982.

Zamora Emilio, « Chicano Socialist Labor Activity in Texas, 1900-1920. » *Aztlan* 6 (1975) : 221-236.

Zamora Emilio, *The World of the Mexican Worker in Texas.* The Centennial series of the Association of Former Students, Texas A&M University no. 44. College Station : Texas A&M University Press, 1993.

Luttes et organisations : main d'œuvre agricole

États-Unis

Jamieson Stuart, *Labor Unionism in American Agriculture*. United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Bulletin n° 836. Washington : GPO, 1945.

Mooney Patrick H. and Majka Theo J., *Farmers' and Farmworkers' Movements. Social Protest in American Agriculture*. New York, NY : Twayne Publishers, 1995.

Morin Alexander, *The Organizability of Farm Labor in the United States*. Cambridge : Harvard U P, 1952.

National Advisory Committee on Farm Labor. *Farm Labor Organizing, 1905-1967 : A Brief History*. New York : NACFL, July 1967.

Saloutos Th. and Hicks J. D., *Agricultural Discontent in the Southwest, 1900-1939*. Madison : U of Wisconsin P, 1951.

Spielberg Joseph and Whiteford Scott, eds., *Forging Nations : A Comparative View of Rural Ferment and Revolt*. East Lansing : Michigan State U P, 1979.

United States. Congress. Senate. Subcommittee of the Committee on Education and Labor. Report nº 1150, *Violations of the Right of Free Speech and Assembly and Interference with the Right of Labor to Organize and Bargain Collectively*. Washington, DC : GPO 1942.

Californie

Sources secondaires

Asselin J.-M., « La Longue Marche des Farmworkers. » *Combat non violent* nº 82 (1975).

Cletus Daniel E., *Bitter Harvest : A History of California Farm Workers 1870-1941*. Berkeley : U of California P, 1981.

Ferriss Susan and Sandoval Ricardo, *The Fight in the Fields : Cesar Chavez and the Farmworker's Movement.* New York, NY : Harcourt Brace, 1997.

Georgi Peter Hugh, « The Delano Grape Strike and Boycott : Inroads to Collective Bargaining in Agriculture. » Subcommittee on Migratory Labor. *Migrant and Seasonal Farmworker Powerlessness*. Part 3A. *Pesticides and the Farmworker*. 730-870.

Hammerback John C. and Jensen Richard J., *The Rhetorical Career of Cesar Chavez.* College Station, Tx : Texas A & M University Press, 1998.

Kushner Sam, *Long Road to Delano*. New York : International Publishers Co., 1975.

Levy Jacques E., *César Chavez : Autobiography of La Causa*. New York : W. W. Norton and Co., 1975.

London Joan and Anderson Henry, *So Shall You Reap. The Story of Cesar Chavez and the Farm Worker's Movement*. New York : Crowell Co., 1970.

Martin Philip L., *Promises to Keep : Collective Bargaining in California Agriculture*. Ames, Iowa : Iowa State University Press, 1996.

Martin Philip L., Vaupel Suzanne and Egan Daniel L., *Unfulfilled Promise, Collective Bargaining in California Agriculture*. Boulder, Co. : Westview Press, 1988.

Matthiessen Peter, *Profile : Cesar Chavez*. Los Angeles : United Auto Workers Western Region Six, 1969.

Matthiessen Peter, *Sal Si Puedes*. New York, NY. : Delta, 1969.

Meister Dick and Loftis Anne, *A Long Time Coming ; The Struggle to Unionize America's Farm Workers*. New York, NY : Macmillan Publishers, 1977.

Nelson-Cisneros Victor B., « *UCAPAWA* and Chicanos in California : The Farm Worker Period, 1937-1940. » *Aztlan* 7 (1976) : 453-477.

Pawel Miriam, « UFW : A Broken Contract. » *Los Angeles Times*, January 8 2006.

Perez José G., *Vival La Huelga !* New York : Pathfinder P, 1973.

Scharlin Craig and Villanueva Lilia V., *Philip Vera Cruz : A Personal History of Filipino Immigrants and the Farmworkers' Movement*. Seattle, Wa. : University of Washington Press, 2000.

Taylor Ronald B., *Chavez and the Farmworkers, A Study in the Acquisition and Use of Power*. Boston : Beacon P, 1975.

Wells Miriam J., *Strawberry Fields : Politics, Class, and Work in California Agriculture*. Ithaca, NY : Cornell University Press, 1996.

Sources primaires

Anderson Henry, *To Build a Union*. AWOC, 1961.

Dressler Don, « Look at What's in the Contracts. » *California Farm Bureau Monthly* Sept 1970 : 1+.

Food and Justice (1984-1986).

National Farm Workers Association. *Basta ! La Historia de Nuestra Lucha*. Delano : Farm Workers Press, 1966.

Articles

De très nombreux articles sur le sujet peuvent être trouvés dans les publications suivantes : *American Federationist*, *Agenda, Earthbond, El Cuhamil*, *Farmworkers*, *La Red/The Net*, *Militant*, *Nuestro*, *Ramparts*, *Southern Exposure*, *Ya Mero !*, ainsi que dans la presse nationale et locale.

Liens utiles

Farmworker Movement Documentation Project : `www.farmworkermovement.org`.

Guide to the Collections of the United Farm Workers of America. Walter P. Reuther Library, Wayne State University, Detroit, Ohio : www.reuther.wayne.edu/use/ufwguide.html.

United Farm Workers : www.ufw.org.

Autres États

Sources secondaires

Adams Jane, « Quiescence Despite Deprivation : Explaining the Absence of A Farm Laborers' Movement in Southern Illinois. » *Comparative Studies in Society and History* 39.3 (1997) : 550-571.

Barger W. K. and Reza Ernesto M., *The Farm Labor Movement in the Midwest : Social Change and Adaptation among Migrant Farmworkers*. Austin, Texas : University of Texas Press, 1994.

Barry Tom, « On Strike ! Undocumented Workers in Arizona. » *Soutwest Economy and Society* 3.3 (1978) : 52-60.

Erenburg Mark, « Obreros Unidos in Wisconsin. » *Monthly Labor Review* June 1968 : 17-23.

983 : 62-65.

Terry James L., « The Political Economy of Migrant Farm Labor. Immigration, Mechanization and Unionization in the Midwest. » *Insurgent Sociologist* 11.4 (1983) : 63-75.

Tootle Deborah M. and Green Sara E., « The Effect of Ethnic Identity on Support for Farm Worker Unions. » *Rural Sociology* 54 (1989) : 83-89.

Liens utiles

Alliance for Fair Food : www.allianceforfairfood.org.

CATA : www.cata-farmworkers.org.

Coalition of Immolakee Workers : www.ciw-online.org.

Farmworker Network : www.farmworkers.org/fwspage.html.

FLOC : www.floc.com.

Florida Farmworker Association : www.farmworkers.org/Welcome.html.

PCUN : www.pcun.org.

Radio Campesina Network : campesina.net/index.html.

Student/Farmworker Alliance : www.sfalliance.org.

Texas

Sources secondaires

Alonzo Armando, *An Analysis of the Starr County Farmworkers Movement*. Independent Study Report, May 1972.

Bowman Timothy Paul, *What About Texas ? The Forgotten Cause of Antonio Orendain and the Rio Grande Valley Farmworkers 1966-1982*. Master Thesis, University of Texas at Arlington, May 2005.

Fishlow David M., Sons of Zapata. *A Brief Photographic History of the Farm Workers Strike in Texas*. Rio Grande City, Tex. : United Farm Workers Organizing Committee, AFL-CIO, 1967.

Harrigton James C., « From La Casita to LUPE. » *Texas Observer* Dec. 03, 2004.

Menefee Selden C. and Cassmore Orin C., *The Pecan Shellers of San Antonio*. Washington : GPO, 1940.

Nelson-Cisneros Victor B., « UCAPAWA Organizing Activities in Texas, 1935-50. » *Aztlan* 9 (1978) : 71-84.

Valdes Dennis N., « Legal Status and the Struggles of Farmworkers in West Texas and New Mexico, 1942-1993. »

Latin American Perspectives 22-1 (1995) : 117-137.

Winn Charles Carr, *Mexican Americans in the Texas Labor Movement*. Diss. U of Texas, Austin, 1972.

Sources primaires

UFWOC — UFW (1966-1986).

American Civil Liberties Foundation of Texas. Press release. 6 Jan. 1984.

Boycott ! (1973-1975).

El Campesino (1972-1974).

Elders Judy, *Position Paper in Support of the United Farm Workers of America*. Houston : Houston Metropolitan Ministries, Aug. 1974.

El Malcriado Texas (1967).

Farmworker (1972).

Harrington Jim, *The Texas Rangers Used to Do More Than Play Baseball*. Austin : Texas Civil Liberties Union, Dec. 1983.

La Voz del Cuhamil (1974-July 1975).

Texas AFL-CIO Labor News.

UFW. *Farm Workers Ongoing Legislative Issues*. Mimeo. 1985.

UFW. *History of the United Farm Workers, AFL-CIO, in Texas*. Mimeo. Mar. 1985.

UFW. Communiqués de presse.

UFWOC. Ronéos.

UFW Newsletter (1972-1986).

UFW Texas Newsletter (1972).

UFWOC Texas Newsletter (1970-1971).

Ya Mero ! (1971-1972).

TFW (1975-1982).

El Cuhamil (1975-1982).

Flores Maria G., *Maria G. Flores papers, 1966-1983*. Benson Latin American Collection, University of Texas, Austin.

Flores Steve, Ronéo. 1977.

Kellar D., *A Brief History of the Texas Farm Workers Union*. Ronéo. 1976.

Orendain Antonio, Entretien (Glen Scott et Ian Munro). June 1975.

Orendain Antonio, « Farmworkers and the 80's. » *Appeal to Reason* Winter 1979-1980 : 67-73.

New Orleans Equal Rights Council Newletter. July 1977.

Santa Cruz, California Texas Farm Workers' Union Support Committee. *The Struggle of the Texas Farm Workers' Union*. Santa Cruz : CTF-WUSC, 1977.

TFW. Communiqués de presse.

TFW. Ronéos : *Factors That Contribute to the Adverse Living and Conditions of the Farm Workers*. 1977 ; *Open Letter to Whoever Desires Justice for the Farm Workers*. Oct. 1975 ; *The Objectives and the Strategy*. 1977.

TFW. Tracts.

TFW Newsletter.

IUAIW (1983-1986).

Moya Sowing Dissent in West Texas. Mimeo. 1985.

Entretiens (par l'auteur de l'ouvrage)

Bleckley J. B., and Craig Bryant, dirigeants du *Texas Farmers Union*. 23 Oct. 1985.

Chavez Cesar, président de l'*UFW*. 14 sept. 1985.

Cuellar Rosa, militante du *TFW*. 24 Nov. 1985.

Gunn Joe, secrétaire-trésorier du *Texas AFL-CIO*. 23 Oct. 1985.

Hall David, directeur du *Texas Rural Legal Aid.* 24 Oct. 1985.

Harrington Rebecca, directrice du *Texas UFW*. 15 Nov. 1985.

Hinojosa Juan, Représentant démocrate. 29 Oct. 1985.

Monsignor Reyes Lonnie (archdiocese d'Austin). 17 Oct. 1985.

Moya Jesus, directeur du *IUAIW*. 5 Nov. 1985.

Pogue Alan, photographe. 3 Oct. 1985.

Quintero Brian, porte-parole du *Mexican American Caucus*. 18 Oct. 1985.

Simpson Dee, directeur du *Texas Center for Rural Studies*. 1 Nov. 1985.

Articles

Il existe de nombreux articles sur le sujet dans les publications suivantes : *Caracol*, *Catholic Messenger*, *Christianity and Crisis*, *Farmworker Journal*, *Texas Observer*, et la presse nationale et locale.

Liens utiles

Guide to the Collections of the United Farm Workers of America. Walter P. Reuther Library, Wayne State University, Detroit, Ohio : `www.reuther.wayne.edu/use/ufwguide.html`.

National Council of La Raza : `www.nclr.org`.

Proyecto Azteca : `www.proyectoazteca.org`.

Rural Coalition : `www.ruralco.org`.

Southwest Network : `www.southwestnetwork.org`.

Documents photographiques

America From the Great Depression to World War II. Photographs from the FSA-OWI 1935-1945. Library of Congress, American Memory. memory.loc.gov/ammem/fsowhome.html.

Pogue Alan, *Migrant Farm Workers*. Portfolio ; *Migrant Farm Workers II* — Palito Blanco, Mexico. Portfolio. Austin, Texas : Texas Center for Documentary Photography. www.documentaryphotographs.com/more.htm.

Street Richard Steven, *Photographing Farmworkers in California*. Stanford, Calif. : Stanford University Press, 2004.

The South Texas Border, 1900-1920. Photographs from the Robert Runyon Collection. Library of Congress, American Memory. memory.loc.gov/ammem/award97/txuhtml/runyhome.html.

Films documentaires

Black Stephanie, *H-2 workers*. New York : Valley Filmworks, 1990.

Ferriss Susan, *The Golden Cage : A Story of California's Farmworkers*. New York : Filmmakers Library, 1990.

Galan Hector, *New Harvest, Old Shame*. WGBH Educational Foundation. Alexandria, Va. : PBS Video, 1990.

Hart Perry,*Valley of Tears.* New York, NY : Perry Films, 2003. www.perryfilms.com/index2.html.

Murad Maurice, *Legacy of Shame*. New York, N.Y. : CBS News, 1995.

Murrow Edward R., *Harvest of Shame*. New York, NY : CBS News, 1960.

Tejada-Flores Rick and Telles Raymond, *The Fight in the Fields : Cesar Chavez and the Farmworkers' Struggle*. Berkeley, Ca : Paradigm Productions, 1997. www.pbs.org/itvs/fightfields.

The Forgotten Americans. Austin, Texas : Galan Inc., 2000. www.galaninc.com/site.

Fiction

Staff of the Migrant Special Education Training Project, School of Education. *Annotated Bibliography of Fiction and Nonfiction on Migrant Farmworkers* (New Paltz, New York : State University of New York). www.newpaltz.edu/collaborative/ab.html.

Annotated Bibliography of Publications, Films, and Web Sites Relating to Farmworkers. Ithaca, NY : Cornell University, College of Human Ecology. www.farmworkers.cornell.edu/curriculum.htm.

York Sherry, *Farm Workers in Fact and Fiction*. Amazon Listmania. www.amazon.com.

Cet ouvrage a été mis en pages par les
Presses universitaires de la Méditerranée
(université Paul-Valéry, Montpellier 3)
publications@univ-montp3.fr
www.PULM.fr

Dépôt légal : 2e trimestre 2009